Léon Dion (1923-1997)

Politologue, département des sciences politiques, Université Laval

(1993)

Québec 1945-2000

Tome II

Les intellectuels et le temps de Duplessis

Un document produit en version numérique par Pierre Patenaude, bénévole,
Professeur de français à la retraite et écrivain
Chambord, Lac—St-Jean.

Courriel: pierre.patenaude@gmail.com

[Page web dans Les Classiques des sciences sociales.](#)

Dans le cadre de la bibliothèque numérique: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/

Une bibliothèque développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Pierre Patenaude, bénévole,
professeur de français à la retraite et écrivain,
Courriel : pierre.patenaude@gmail.com

à partir du livre de :

Léon Dion,

Québec 1945-2000. Tome II : Les intellectuels et le temps de Duplessis.

Québec : Les Presses de l'Université Laval, 1993, 452 pp.

[Autorisation formelle accordée, le 30 mars 2005, par Mme Denise Dion,
épouse de feu M. Léon Dion, propriétaire des droits d'auteur des œuvres de M.
Léon Dion, de diffuser la totalité des œuvres de M. Léon Dion, politologue.]

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 12 points.

Pour les citations : Times New Roman 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word
2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''.

Édition complétée le 8 mars 2011, revue et corrigée le 3 mai 2011 à Chicoutimi,
Ville de Saguenay, Québec.

Léon Dion (1995)

Québec 1945-2000.
Tome II : Les intellectuels
et le temps de Duplessis.

Québec : Les Presses de l'Université Laval, 1993, 452 pp.

Table des matières

[Quatrième de couverture](#)

[Introduction générale](#)

PREMIÈRE PARTIE. **LE RÈGNE DE DUPLESSIS**

[Introduction](#)

Chapitre 1. [La ruse et la chance](#)

Chapitre 2. [Le chef : une relation de réciprocité entre Duplessis et le peuple](#)

Chapitre 3. [Les fondements idéologiques du duplessisme](#)

[Un libéralisme conservateur](#)

[La récupération de l'idéologie cléricale](#)

[L'appropriation du nationalisme](#)

[Une autonomie provinciale défensive](#)

Chapitre 4. [La pratique politique sous Duplessis](#)

[La législation, l'administration et les finances publiques](#)

[Les ressources naturelles](#)

[L'agriculture](#)

[L'infrastructure économique](#)

[Les relations internationales, la Constitution et les droits de l'homme](#)

[L'éducation](#)

[La santé](#)

[Le bien-être social](#)

[L'adhésion résignée aux politiques fédérales de l'État-providence](#)

[La politique du travail](#)

[Le favoritisme](#)

[Un peuple de pauvres](#)

[Conclusion](#) (de la première partie)

DEUXIÈME PARTIE.
UNE CONSCIENCE CRITIQUE DE L'ANCIEN RÉGIME :
LA QUÊTE DE LA MODERNITÉ

Introduction

Chapitre 1. Qu'est-ce qu'un intellectuel ?

Chapitre 2. L'émergence d'une intelligentsia à la fin de l'ancien régime

Qui sont les « nouveaux intellectuels » ?

Maurice Lamontagne

Jean Marchand

André Laurendeau

Pierre Elliott Trudeau

Une classe sociale ?

Chapitre 3. De pacifiques contestataires persécutés

Jean-Charles Harvey

Paul-Émile Borduas

Jean-Paul Desbiens (le frère Untel)

Georges-Henri Lévesque

Chapitre 4. Les soutiens institutionnels

Le syndicalisme

Le Parti libéral provincial

La Faculté des sciences sociales de l'Université Laval

Cité libre

Chapitre 5. Les intellectuels et leur société

Des passions négatives

Une portion congrue de l'économie

Une culture débilite

Une langue molle

Une éducation caduque

Une religion routinière

Une vision obstruée de la politique

Chapitre 6. [Des valeurs pour demain](#)

[La primauté de la personne](#)
[Pour une démocratie vigoureuse](#)
[Non à la liberté sous surveillance](#)

[Conclusion](#) (de la seconde partie)

[**Conclusion générale**](#)

[Liste des ouvrages cités](#)

[Index](#)

Les Presses de l'Université Laval reçoivent chaque année du Conseil des arts du Canada une subvention pour l'ensemble de leur programme de publication.

Cet ouvrage a été publié grâce à une subvention du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada.

Québec 1945-2000.
Tome II : Les intellectuels et le temps de Duplessis.

QUATRIÈME DE COUVERTURE

[Retour à la table des matières](#)

Dans ce deuxième tome de Québec 1945-2000, Léon Dion analyse le rôle social et la contribution des intellectuels des années 1944 à 1960 qui contestèrent l'ancien régime représenté par le gouvernement Duplessis, l'Église et l'idéologie nationaliste que l'un et l'autre soutenaient et propageaient. L'auteur trace le portrait de plusieurs d'entre eux - Maurice Lamontagne, Jean Marchand, André Laurendeau, Pierre Trudeau, Jean-Charles Harvey, Paul-Émile Borduas, Jean-Paul Desbiens, Georges-Henri Lévesque - et étudie l'influence des structures qu'ils se sont données : syndicalisme, parti libéral provincial, Faculté des sciences sociales de l'Université Laval et Cité libre.

Jusque-là, jamais génération d'intellectuels n'avait eu autant de cohésion. Leur formation, leurs conditions de vie, les luttes qu'ils menèrent pour faire évoluer la société canadienne-française vers la modernité favorisèrent chez eux des attitudes convergentes. Mais leur cohésion n'aurait pas été telle s'il ne s'était trouvé une personnalité contre laquelle diriger leur contestation : Duplessis, l'homme « fort » qui incarnait à leurs yeux toute la perversité attribuée à l'ancien régime. Léon Dion démythifie le « chef ». Sous le personnage coloré, profondément ancré dans

la tradition, il nous fait découvrir un chef d'État convaincu de la suprématie de sa province et de ses droits d'autonomie vis-à-vis du gouvernement fédéral et d'indépendance envers l'Église.

Professeur émérite de l'Université Laval, Léon Dion a également enseigné dans une trentaine d'universités canadiennes et américaines et a collaboré à plusieurs organismes des secteurs public et privé. Il fut notamment codirecteur et conseiller spécial de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme (1963-1970). Parmi ses nombreuses publications, mentionnons *Société et politique*. *La vie des groupes* (1971-1972), *Nationalismes et politique au Québec* (1975), *Québec : the Unfinished Revolution* (1976) et *À la recherche du Québec* (1987), premier tome de Québec 1945-2000.

[1]

Québec 1945-2000.
Tome II : Les intellectuels et le temps de Duplessis.

INTRODUCTION GÉNÉRALE

[Retour à la table des matières](#)

On trouvera peut-être insolite que je m'attarde, même si je ne suis pas historien, à l'examen d'une période déjà ancienne quand les enjeux brûlants de l'actualité m'interpellent. Pourquoi laisser s'estomper derrière moi, sans tenter de le saisir aussitôt dans un court essai, un présent qui me sollicite de tant de façons ? Je sais bien que, lorsque sera venu le moment de m'exprimer dans un ouvrage prochain, les questions qui se posent à nous aujourd'hui auront déjà subi la marque du temps. Le sentiment d'urgence aura disparu. Les irruptions émotives se seront dissipées mais les sentiments qu'elles auront suscités, les conséquences qu'elles auront entraînées influenceront sur les conditions qui auront cours alors.

C'est dans l'intention de revivre tous ces événements, qui se sont produits depuis 1945 et qui furent un jour partie de mon présent, que je m'applique depuis six ans à l'examen de l'évolution de la société québécoise depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Des sollicitations d'un autre ordre m'ont également persuadé de prendre du recul par rapport à l'actualité du jour : le Québec, comme toute société, vibre au diapason des impulsions qui agitent des hommes et des femmes constamment à la recherche d'un mieux-être et de leur identité individuelle et collective. Or, l'action

humaine ne s'accomplit pas dans le vide. Au Québec comme ailleurs, elle subit le conditionnement d'un double environnement : physique et social. Rattaché à deux empires, la Grande-Bretagne et l'Église romaine, voisin des États-Unis devenus, après la Deuxième Guerre, la première puissance mondiale, intégré politiquement à la fédération canadienne au sein de laquelle il est minoritaire, outrageusement surpassé, ici même, sur le plan économique par les anglophones [2] et tous les groupes ethniques à l'exception des Italiens et des Indiens, le Canada français ¹ fut, jusqu'au cœur des années soixante, pauvre et dépendant. Il emprunta très souvent ses modèles de société et ses modes de vie de l'étranger en tentant, avec plus ou moins de bonheur, de les incorporer à la tradition que ses citoyens risquaient de perdre et même de rejeter joyeusement dans l'oubli.

Dans ces conditions difficiles, les Canadiens français, dans leurs débats publics, proclamaient des valeurs et poursuivaient des buts qui leur semblaient conformes aux besoins de la société. Ces valeurs, ces buts, que furent-ils ? Comment ont-ils évolué ? Sous la pression de quelles conditions ? Quelles furent les occasions favorables qui s'offrirent aux contemporains, les contraintes qui leur faisaient obstacle, comment s'en sont-ils tirés ? Qu'ont-ils retenu de leurs succès et de leurs déboires ? Quelles composantes de la société dominèrent-ils et quelles étaient celles qui leur échappaient ? Comment tirèrent-ils profit des conditions existantes ? Comment réajustèrent-ils leurs modes d'intervention sociale et avec quels résultats ? Comment, à l'occasion des enjeux sociaux, se sont-ils comportés et sous l'influence de quels facteurs ? Comment ont-ils réagi en période de conflit, comment ont-ils vécu et surmonté les moments de crise ? Qu'ont-ils retenu de tout cela : en sont-ils sortis aguerris, décèle-t-on que l'expérience acquise leur a profité pour affronter les problèmes qui se sont posés à eux par la suite ?

Si j'avais imaginé entreprendre une grande synthèse des années 1945-2000 lorsque je me mis à cet ouvrage, j'aurais déchanté depuis longtemps. Je poursuis plutôt le but, pour chaque étape choisie, de m'attacher à un thème qui me paraît susceptible de la mieux mettre en relief. En rédigeant *À la recherche du Québec*, que je conçus comme un livre d'introduction, j'ai voulu faire ressortir le rôle trop

¹ À l'époque, les expressions « Canada français » et « Canadiens français » étaient seules en usage pour désigner les Québécois de langue française. Employées dans ce sens restreint, ces expressions étaient impropres. Le recours au terme « québécois » depuis les années soixante est source d'ambiguïté. Une grave injustice est commise envers nos compatriotes d'autres langues chaque fois que le terme se restreint aux seuls francophones.

souvent méconnu de l'imaginaire national dans une société. J'ai centré mon examen sur les années 1960-1980 durant lesquelles l'imaginaire national fut particulièrement riche et puissant. J'ai ressenti une joie immense à préparer ce livre : l'imaginaire s'adresse à l'âme, au cœur plus qu'à la raison. Il n'est pas pour autant sans intérêt pour l'analyse des sociétés ; bien au contraire, il les explique en profondeur. Dans la suite de cet ouvrage, je ne manquerai pas de prolonger mes analyses jusqu'à ce niveau essentiel de la réalité.

[3]

Ce second tome fixe l'attention sur les intellectuels des années cinquante orientés vers la modernité. Le troisième (1960- 1976) sera centré sur les mouvements sociaux ; le quatrième (1976-1984), sur les espoirs suscités par les efforts consentis en vue de la réalisation de l'indépendance politique du Québec et sur les avatars subis par les promoteurs et les partisans de ce projet depuis longtemps rêvé. Quant au dernier volume, il s'axera sur la question constitutionnelle ou, plus probablement, sur la crise de société. Il se pourrait aussi qu'il soit centré sur la vie des jeunes intellectuels d'aujourd'hui dont les débuts de carrière regorgent de promesses.

La politique est, sinon la trame, du moins le lien principal de ces livres vers lequel convergent les thèmes majeurs. Tel est bien entendu le cas de celui-ci. Toutefois, durant la période étudiée dans ce deuxième tome, le rôle de l'Église est inséparable de celui de l'État. L'Église, le gouvernement Duplessis, l'idéologie nationaliste que l'une et l'autre soutiennent et propagent, constituent l'essentiel de l'ancien régime ² que les intellectuels acquis à la modernité contestent.

Les composantes de la société sont le support ou le lieu des institutions, ou plutôt ce sont ces dernières qui les concrétisent. Ainsi la culture regroupe de nombreuses institutions : la langue, la religion, les arts et les lettres, les modes de vie et les mœurs, etc.

² J'emprunte l'expression « ancien régime » à un texte que j'ai publié dans *Cité libre* (« De l'ancien... au nouveau régime », vol. XII, n° 38, juin-juill. 1961, p. 3-14). Mon analyse de la chute de l'Union nationale et de la victoire du Parti libéral, le 22 juin 1960, reflétait l'état d'esprit de ceux qui estimaient que le long « règne » de Duplessis avait été une période de « grande noirceur » et qui espéraient que la venue des libéraux permettrait la levée du barrage qui, selon eux, avait bloqué la progression du Canada français dans la plupart des secteurs d'activité.

À leur tour, les institutions, regroupées en faisceaux, révèlent et délimitent les structures d'une société qui ne sont ni fixes ni neutres. Certaines circonstances, des personnes de milieux sociaux différents - ainsi les ouvriers et les étudiants - vont s'unir, au début parfois à leur insu, pour mener un même combat et, partageant une conception commune de ce que doit être la société, ils vont agir sur ses composantes culturelles, économiques et politiques. De tels regroupements, en apparence insolites, sont fréquents mais ils sont souvent éphémères ou de faible intensité. En conséquence, leur action sur l'évolution de la société dans son ensemble peut être faible ou de courte durée.

Les discordances dans le temps ou l'espace qui peuvent se produire parmi les composantes sociales entraînent, bien entendu, des conséquences sur les représentations individuelles et collectives au sein des institutions et des structures. Ces situations sont fréquentes et peut-être même constantes. C'est ainsi que ce serait une erreur de passer sous silence la faiblesse [4] économique des Canadiens français quand on fait état de leur retard culturel jusqu'au cœur du XX^e siècle. Au cours des années cinquante, les opposants au régime Duplessis dénoncent le long retard du politique. Par contre, au cours des années soixante, au cœur de la Révolution tranquille, on dit de l'État qu'il est le moteur de la société. Mais dès le début des années soixante-dix, sinon auparavant, des gouvernements faibles et hésitants récusent les vigoureuses poussées de changement qui se manifestent de toutes parts. Et l'on conclut que l'État est de nouveau à la remorque de la société. Il s'ensuit de ces observations que la distinction classique entre l'État et la société civile ne doit pas être considérée comme tranchée. Au contraire, ces « sphères » ou « espaces », comme tout le reste, s'interpénètrent, loin d'être intangibles, s'amplifient ou se rétrécissent selon les circonstances de temps et de lieu. Même si je restreins mon examen à la période 1944-1960, je me devrai de vérifier « l'infiltration du passé dans les événements de cette période et d'extrapoler les effets de ces événements dans les années à venir ³ ». De crainte que nous n'ayons pas saisi le message qui transparait tout au long de leurs exposés, Linteau et collaborateurs, qui sont à la fine pointe de la révision de l'histoire, martèlent leur avertissement dans la conclusion générale de leur livre :

³ Léon DION, *Québec 1945-2000*, tome I : *À la recherche du Québec*, p. 147. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

Notre démarche a permis de démontrer que toute étude qui ferait démarrer le Québec actuel avec la Révolution tranquille ou même la Deuxième Guerre mondiale serait une analyse à courte vue. La société québécoise d'aujourd'hui, en effet, plonge ses racines loin dans le temps. Certains phénomènes tels la présence française, la concentration de la population dans la vallée du Saint-Laurent ou la polarisation sur Montréal et Québec remontent aux premières heures de la Nouvelle-France. D'autres prennent une importance significative dans la seconde moitié du XIX^e siècle, alors que s'amorce la période contemporaine ⁴.

Tout comme la société elle-même, la réalité sociale ne peut s'analyser globalement. Elle comprend les conditions objectives, les pratiques sociales et les représentations. Celles-ci, à leur tour, prennent diverses formes dont l'idéologie, l'utopie, le symbolisme et l'imaginaire représentent les principales.

Non seulement la réalité sociale, dans ses diverses parties, évolue constamment, mais il en est de même des concepts auxquels nous recourons pour l'appréhender.

Longue serait l'énumération des termes employés pour caractériser l'évolution de la petite société et de la très courte période que couvre ce livre. On fait état de rupture, d'éclatement, de fragmentation sociale, [5] de transition, de déstabilisation, de mutation, de rattrapage, etc. Ces termes, et bien d'autres de même nature, je les emploierai à l'occasion au cours de mes exposés mais sans les élever au rang de concepts majeurs. La dénomination la plus courante est celle de transition vers la modernité. Depuis 1920, et quelques années plus tôt peut-être, le Québec aurait été en processus de modernisation. Pour rendre compte du mouvement de l'évolution de la société de 1945 à 1960, il conviendrait de recourir aux notions de changement et de persistance dont j'ai exposé ailleurs l'à-propos. Les expressions « société traditionnelle », « société moderne » et « modernité » doivent être employées avec précaution ⁵. Elles postulent, avant que la démonstration n'en soit faite, que le Québec est demeuré sous bien des aspects

⁴ Paul-André LINTEAU et collab., *Histoire du Québec contemporain*, tome II : *Le Québec depuis 1930*, p. 721.

⁵ Pour des tentatives de définition des concepts de tradition et de modernité appliqués à la période, voir : Gilles BOURQUE et Jules DUCHASTEL, *Restons traditionnels et progressifs* ; Jacques BEAUCHEMIN, Gilles BOURQUE et Gilles DUCHASTEL, « « Les traditions de la province de Québec sont immuables mais elles ne sont pas immobiles » : Tradition et modernité dans les discours constitutionnels, 1940-1960 », dans Pierre LANTHIER et Guildo ROUSSEAU, *La culture intentée*, p. 99-132.

une société traditionnelle, voire archaïque, jusque voilà 30 ou 40 ans. Malgré leur caractère normatif et leurs connotations analytiques problématiques qui justifient de mettre ces expressions à l'écart, je vais m'en remettre aux notions de tradition, modernité et modernisation parce qu'elles furent d'usage courant parmi les contemporains et que, en cours de route, elles se révéleront suffisamment justes pour acquérir une valeur, sinon opératoire, du moins heuristique.

Tout ne se transforme pas au même rythme dans le cours de l'évolution ; tout ne meurt pas. Des composantes de la société résistent plus que d'autres au changement. D'autres composantes s'y prêtent plus facilement : la famille, l'Église, la politique, le système économique, les relations de travail, les valeurs ne se sont pas transformés au même rythme ni de la même façon. Le passage du temps a corrodé certaines institutions, a provoqué l'émergence de certaines autres qui ont ou renouvelé ou remplacé les institutions existantes ou se sont rajoutées à elles. Tous ces mouvements entraînent des milliers de processus qui interagissent, se conjuguent et se heurtent et qui, tous ensemble, constituent la réalité sociale. On recherche la source de tel ou tel développement chez des personnes exceptionnelles, dans des circonstances précises, dans des structures favorables. C'est plutôt la convergence des unes et des autres à un moment donné qui a permis ce développement particulier.

Les faits sociaux ne se ramènent pas aux seules pratiques ni aux seules conditions objectives. Ils recouvrent également les représentations que s'en font des êtres humains conditionnés de mille façons. Ces représentations sont aussi réelles dans leurs conséquences que les deux autres niveaux de la réalité sociale. Toutefois, les unes et les autres ne coïncident [6] pas nécessairement. Il arrive même très souvent qu'elles diffèrent, se contredisent et se neutralisent. Il arrive également que les représentations que se font certains de la réalité aient plus de poids sur leurs attitudes et leurs comportements qu'en ont sur eux les effets des pratiques et des conditions objectives.

Les représentations revêtent diverses formes qu'il importe de distinguer. Idéologies, utopies, symboles et imaginaire constituent autant de structures qui modèlent l'esprit dans sa quête du réel. Le phénomène de l'idéologie dominante et de son rapport dialectique avec la classe dirigeante illustre de façon exemplaire la complexité des relations entre les pratiques et les représentations. Pour les dominés, de l'idéologie ou de l'utopie, laquelle a préséance sur l'autre, laquelle est

la plus *réelle* ? Félix Leclerc exprime d'une façon forte et douloureuse l'insondable influence des « exploitants » - ils les auraient coupés de leur histoire - sur les représentations que se font d'eux-mêmes les Canadiens français :

*L'histoire du Québec est un grand puzzle
dont les morceaux ont été volontairement jetés dans l'oubli
par ceux qui nous ont exploités et menti
et qui n'ont pas intérêt
à ce qu'on retrouve les morceaux.
Chaque morceau du puzzle est une mémoire
qui remet la vérité à sa place ⁶.*

L'essence de l'utopie est la conviction que l'impossible est réalisable. Le réel conçu comme possible par l'utopie n'existera peut-être jamais, mais il est susceptible d'exercer une influence profonde sur les perceptions et les actions. Un symbole n'est que la représentation visible d'une réalité, mais cette réalité, il la rend présente à l'esprit et parfois lui-même est perçu comme étant cette réalité. L'imaginaire, c'est l'errance de l'esprit dans les méandres du réel, la transfiguration de ce dernier sous l'inspiration du rêve.

Bien loin donc qu'il y ait toujours convergence entre les conditions objectives, la pratique et les représentations, les divergences sont fréquentes et ce sont elles qui, le plus souvent, retiennent l'attention parce qu'elles déclenchent le mouvement historique et lui impriment les plus fortes empreintes.

L'examen mené sans parti pris, à bonne distance psychologique ou temporelle des événements, permet une appréhension plus complète des conditions objectives et des pratiques sociales et dévoile les distorsions [7] possibles dans les représentations des contemporains. On voit mieux maintenant comment nombre d'intellectuels et de gens d'action, l'attention rivée sur le présent contre lequel butaient leurs idées et leurs projets, en mettant l'histoire du Québec au service de leurs objectifs, en présentèrent une vision tronquée. Pour mieux faire ressortir les sources des maux qu'ils déploraient dans leur société et donner du relief à leurs

⁶ Félix LECLERC, *Rêves à vendre*, p. 16.

griefs et à leurs critiques, ils fabriquèrent une historiographie que sociologues et historiens récusent aujourd'hui. Des noms qui s'estompaient dans la mémoire collective - M^{gr} Louis Laflèche, M^{gr} Ignace Bourget, M^{gr} Louis-Adolphe Pâquet - sortirent de l'ombre et se retrouvèrent subitement au cœur des débats. Oublieux des conditions dans lesquelles ces personnes avaient vécu et ignorant à peu près tout de leur vie et de leur œuvre, ils se limitaient à citer quelques passages de leurs écrits - toujours les mêmes - en estimant par là se justifier de les rendre en bonne partie responsables des déboires du passé et du présent.

Gardons-nous, toutefois, de nous en tenir à des apologies faciles ou, au contraire, de juger très sévèrement ceux qui, dans les années cinquante, abusèrent de l'histoire pour juger de leur époque et se situer par rapport à elle. Il est préférable d'apprécier le degré de pertinence de leurs jugements d'après les conditions de la société d'alors et de ses besoins ainsi que l'influence qu'ils ont exercée sur leur temps et les événements subséquents. Peut-être leur ignorance ou leur vision erronée de leur passé lointain ont-elles favorisé l'accession du Québec au niveau plus élevé de développement qu'il devait atteindre dans la décennie subséquente.

Les conséquences de la modernisation furent plus brutales au Québec que dans bien d'autres sociétés parce que celle-ci fut longtemps entravée. Il a fallu adopter ici, plus rapidement que l'état des mentalités le permettait, les nouveaux comportements qu'exigeait la transition de la tradition à la modernité. Les ajustements nécessaires ne se firent pas sans heurts. Au contraire, une dure confrontation entre les protagonistes de la tradition et ceux de la modernité marque la période : confrontation à propos des valeurs humanistes, des finalités sociales et de la direction qu'individus et collectivités devaient prendre dans tous les domaines de la pensée et de l'action.

Dans ce livre, ce seront surtout les représentations que se firent les intellectuels orientés vers la modernité qui retiendront mon attention. Je m'appliquerai toutefois à bien saisir l'état des pratiques sociales et des conditions objectives de même qu'à faire ressortir convergences et divergences entre les unes et les autres. De la sorte, ma compréhension du mouvement social dans son ensemble s'en trouvera accrue.

Plutôt que de reprendre simplement leurs critiques - 30 ou 40 années de recul ont permis d'en percer les lacunes -, je montrerai que l'intérêt durable des écrits et des prises de position des protestataires réside surtout dans leur dénonciation irréfutable de l'anachronisme et des tares de l'ancien régime. Contrairement à la pratique courante des ouvrages sur la période, je ne bornerai pas mes exposés à de brèves citations de leurs propos suivies de jugements péremptoires sur leur portée. Je citerai leurs commentaires le plus fidèlement possible, je relaterai tout au long leurs actions. En outre, je me ferai un devoir de les replacer dans le contexte où ils ont agi et vécu. De la sorte, je leur rendrai pleinement justice : leurs mérites aussi bien que leurs fautes deviendront transparentes, il sera plus facile de juger de la pertinence de mes commentaires.

Je concède un parti pris méthodologique en faveur d'une dynamique d'opposition au détriment de la dynamique intégrative. Les représentations et les pratiques qui contestent l'ordre social en vigueur retiennent davantage mon attention que celles qui visent à le soutenir. Certes, des changements, même profonds, ne résultent pas toujours d'intenses confrontations. Mais l'histoire humaine démontre que, en règle générale, le conflit contribue à la bonne santé des sociétés : il rompt des équilibres depuis trop longtemps stables et il constitue en même temps l'un des principaux modes de régulation sociale. Les sociétés stagnent si la manière dont elles sont dirigées ne suscite pas des individus et des groupes déçus, mécontents et, dès lors, contraints en quelque sorte de la transformer. Elle révèle aussi que les droits et libertés personnels et collectifs furent et sont encore le fruit de la protestation des opprimés contre des dirigeants satisfaits des avantages que leur procure la jouissance de leurs privilèges.

Une société ne change pas sans dommage, autant pour ceux qui luttent pour le changement que pour ceux qui y résistent. Le dommage est d'autant plus grand que le changement a entraîné le déclenchement d'une crise. Il y a crise sociale quand l'ordre ancien contesté refuse de mourir et que l'ordre nouveau recherché ne parvient pas à naître. Dans un autre sens, il y a crise sociale quand un conflit atteint le paroxysme et que son dénouement aboutit à une révolution ou à son élimination par la répression. La conciliation des divergences représente le résultat souhaitable mais il n'est pas toujours atteint, loin de là.

Les impulsions à la protestation parmi des individus et des groupes, qu'elles revêtent la forme de manifestations banales ou qu'elles se répercutent dans les

diverses formes de violence, doivent faire l'objet d'un examen attentif parce qu'elles ne sont pas seulement une façon privilégiée de connaître une société mais aussi une occasion de déceler le sens du mouvement social.

[9]

Les Québécois, comme les Canadiens, jouissent à juste titre de la réputation de pacifistes qui préfèrent le compromis au conflit. Et pourtant, leur histoire est loin d'avoir été exempte de poussées protestataires. De nature économique ou politique, les mouvements contre l'ordre établi ont même à certains moments revêtu des formes très violentes et furent durement réprimés : grèves ouvrières sauvagement combattues, représailles excessives contre des collectivités sans défense comme les « rebelles » de 1837, les métis du Manitoba dans les années 1880, les supposés membres ou sympathisants du Front de libération du Québec en 1970, recours à la *Loi sur les mesures de guerre* à la suite de l'opposition violente au Québec à la conscription de 1917 et au moment des événements d'octobre 1970, crise de la conscription de 1942, etc.

Sous l'impulsion de la Révolution française, des radicaux se réclamant de Voltaire propagent la doctrine libérale et, de 1850 à 1880, les rouges et l'Institut canadien luttent avec un certain succès contre les ultramontains. Par la suite, bien des revendications aujourd'hui considérées comme ayant été des demandes légitimes et banales - comme le mouvement des suffragettes - ont longtemps été cantonnées dans la marginalité ou réduites à emprunter la voie de la contre-culture.

La contestation de tout le régime en vigueur, d'abord sporadique, revêtait graduellement une intensité suffisante pour être considérée comme un aspect majeur durant les années 1945-1960. Elle s'exprima au Canada français dans le contexte d'une société démocratique. Or, ce régime de société permet, plus que tous les autres imaginés jusqu'ici, de bien accueillir les protestations et de les résorber. Élection périodique des dirigeants politiques, règle de la majorité qui est souvent le produit d'une coalition de minorités insatisfaites rassemblées de façon tactique pour la défense et la promotion d'un objectif commun, diverses formes de concertation, conférences tripartites au sommet, comités d'entreprises, etc., la démocratie dispose de bien des moyens pour permettre aux mécontents de s'exprimer, même de façon vigoureuse, tout en récupérant finalement, à la

satisfaction de la majorité, les motifs de leurs revendications. En régime démocratique, les conflits entre dirigeants et dirigés se dissolvent le plus souvent justement parce que les moyens d'action dont les premiers disposent leur permettent généralement d'user avec modération de la violence du pouvoir.

Dans le Canada français des années quarante et cinquante, la démocratie n'avait pas la souplesse qui la caractérisait ailleurs et, sous le gouvernement Duplessis, elle fut une technique bien imparfaite pour réajuster la société conformément aux revendications ou résoudre les conflits avec une facilité relative. En outre, le cléricisme continuait alors à exercer un pouvoir *sui generis* qui se caractérisait par une rigidité doctrinale impropre [10] à permettre et à contenir la poussée croissante de mécontentement. L'institutionnalisation graduelle de celui-ci se trouvait dès lors gravement entravée.

Ces conditions rendent compte en partie des formes diverses que la contestation a revêtues entre 1945 et 1960. Parce que les protestataires acceptaient la légitimité des détenteurs de l'autorité et se soumettaient non sans réticence, la contestation fut d'abord timide et limitée. Elle devint graduellement plus hardie malgré la menace de sanctions sévères. Toutefois, les contestataires ne constituaient pas durant cette période une classe sociale au sens strict du terme et ne disposaient pas d'une organisation efficace. Ce fut la bonne fortune du Parti libéral du Québec, à partir de 1960, de tirer profit du besoin de réformes, clairement perçu chez certains, larvé pour le plus grand nombre, et de le propager dans l'ensemble de la population. On comprend dès lors pourquoi le déclenchement de la Révolution tranquille produisit un état de choc comparable à celui du dénouement d'un état de crise.

L'insistance sur le règne de Duplessis est essentielle à la compréhension de la protestation de l'ordre socio-politique existant qui s'exprime, avec une vigueur croissante au cours des années cinquante. Il est la principale incarnation de l'ancien régime qu'il détourne à son profit. Dans la seconde partie, je ferai état des sources de cette contestation, de son ampleur, de ses arguments et de sa signification non seulement au cours de cette décennie mais aussi pour la suite de l'histoire.

Certes, les dénonciations que firent les protestataires du traditionalisme, du monolithisme, de l'ethnocentrisme, de la société canadienne-française, du

despotisme attribué à Duplessis et de l'obscurantisme imputé à l'Eglise paraissent aujourd'hui excessives et parfois hors cible. Mais, en opposant à ces représentations de leur réalité les valeurs de changement, de primauté de la personne, de démocratie, de liberté, de pluralisme, de sécularisation, de justice, de rationalité économique et d'ouverture au monde, ils enrichissent intellectuellement et moralement leur époque. Sans qu'ils en soient pleinement conscients, ils posent les assises normatives de la société qui s'édifie sous leurs yeux et ils en resteront les meures d'œuvre pour les décennies subséquentes.

[11]

Québec 1945-2000.
Tome II : Les intellectuels et le temps de Duplessis.

Première partie

LE RÈGNE DE DUPLESSIS

[Retour à la table des matières](#)

[13]

Québec 1945-2000.
Tome II : Les intellectuels et le temps de Duplessis.

Première partie.
Le règne de Duplessis

INTRODUCTION

[Retour à la table des matières](#)

Après tant de commentaires et d'écrits, que reste-t-il à dire sur Duplessis, sa personnalité et son gouvernement ⁷ ? Entre ceux qui sont parvenus à l'âge adulte durant les années quarante et la décennie suivante et ceux qui ne le connaissent que par ouï-dire ou qui fondent leur appréciation uniquement sur des documents, la distance psychologique est immense, les optiques risquent d'être difficilement conciliables. Je veux bien refouler l'aversion viscérale que j'éprouvais à l'endroit du style de gouvernement qu'il personnifia et de la tradition qu'il s'appropriä. Mon antipathie était si intense que, de 1947 à 1961, je quittai le Québec aussi souvent et aussi longtemps que possible pour me réfugier dans ces havres de la vie de l'esprit que furent pour moi l'Europe et l'Université Harvard. Le recul dont je bénéficie me fait prendre conscience que l'exaspération embuait mon angle de vision ainsi que celui des intellectuels de l'époque.

⁷ Conrad BLACK (*Duplessis*) et Robert RUMILLY (*Maurice Duplessis et son temps*) sont les deux principaux biographes de Duplessis. L'admiration que l'un et l'autre lui portent n'altère pas les faits et les événements qu'ils relatent. Je m'appuie surtout sur le récit de Black.

Un jugement s'est accrédité : le gouvernement Duplessis s'accordait aux conditions de son temps. En fixant l'attention sur le processus politique sous la gouverne duplessiste, j'estime être en mesure de cerner la société de l'époque dans son ensemble sous un angle significatif en raison des interactions multiples que le politique entretient avec les autres composantes de la société. Autant par l'évolution sociale qu'il freina dans les secteurs-clés que par celle qu'il a pu favoriser ailleurs, ce gouvernement est susceptible de constituer un révélateur privilégié de l'état général de la société d'alors. [14] En poursuivre l'examen, c'est s'obliger à scruter événements, institutions, idéologies, pratiques, groupes et individus qu'englobèrent, à des degrés divers, ses appareils d'action et son réseau d'influence.

Il importe de situer brièvement la politique de Duplessis dans son double environnement externe et interne. La société québécoise d'alors, comme celle d'aujourd'hui, évoluait dans un contexte international particulier qui ne pouvait manquer de l'influencer. Dans les années trente, la vague de fascisme qui déferla sur l'Europe se répercuta au Québec. Il éprouva le choc de l'atroce Seconde Guerre mondiale. L'anticommunisme virulent qui secoua l'Amérique du Nord durant la guerre froide se manifesta aussi au Canada et au Québec. Le raidissement de l'autorité pontificale justifia les ecclésiastiques d'alourdir leur cléricalisme.

Duplessis connaissait à fond la société québécoise traditionnelle. Il exploita les traits caractéristiques de cette société qui persistaient encore dans les structures dominantes et les esprits : assises très fragiles de la société canadienne-française dans un Québec qui évolue au rythme de l'Amérique du Nord ; dépendance vis-à-vis des capitaux étrangers pour le développement des immenses ressources naturelles du Québec ; absence d'une bourgeoisie canadienne-française qui aurait pu tirer profit de ces investissements à l'avantage de l'ensemble de la société ; perte de poids démographique du monde rural sur lequel repose pourtant la vraisemblance des représentations traditionnelles de la société ; persistance en apparence intacte des valeurs incarnées par la religion et le nationalisme traditionnel, toujours élevées au rang de dogme ; impuissance des opposants à la perpétuation de ces conditions anachroniques.

Pour l'ensemble, Duplessis incarna parfaitement la politique telle que les représentations des intellectuels progressistes la décrivaient : style rural, pratique

politique autoritaire et arbitraire. Elle s'harmonisait aux convictions et aux modes d'action des dirigeants ecclésiastiques et laïques de l'époque. Plus qu'un simple reflet, elle était un facteur essentiel de leur persistance.

Nul ne fut indifférent à Duplessis durant son long règne. Ses partisans l'adulaient, ses adversaires le conspuaient. Héros pour les uns, despote pour les autres, il était admiré sans réserve ou détesté sans mesure. Les mêmes sentiments d'exaltation débridée ou de réprobation indignée s'adressaient à l'Union nationale, parti qu'il avait créé et qui était son instrument d'action. Il serait oiseux de discuter des fonctions que ce parti a pu exercer – fonction d'intégration, fonction de changement – tant, privé de toute autonomie, il n'était rien d'autre que l'incarnation de son chef.

[15]

Duplessis fut-il un grand leader charismatique comme le dépeignaient ceux qui voyaient en lui le « sauveur de la race », le chef aux dons et aux pouvoirs illimités ? Ne fut-il pas « boss » à l'américaine, bafouant sans retenue les valeurs néo-libérales et démocratiques que ses adversaires s'efforçaient de promouvoir ? Dut-il sa longévité politique à son flair et à ses talents ou ne résulta-t-elle que de la faiblesse de ses adversaires incapables d'une vigoureuse opposition ?

L'historiographie récente rectifie la stature de l'homme. On ne l'adule plus de façon inconditionnelle, on n'en fait plus le bouc émissaire du retard des Canadiens français et l'éteignoir de leurs catégories montantes. Des jugements plus nuancés s'accréditent.

On estime généralement aujourd'hui que, si Duplessis se maintient si longtemps au pouvoir, ce ne fut pas seulement parce qu'il exploita de façon abusive l'idéologie clérico-nationaliste dominante depuis un siècle que son style paternaliste fit peser sur une population crédule et soumise. On prend acte du fait qu'en exploitant des idées et qu'en préconisant des mesures politiques axées sur les besoins quotidiens du peuple, il se rendait invulnérable sur le plan électoral. Le réexamen de la politique duplessiste éclaire un tout autre aspect de sa contribution au destin du Québec. Sans même avoir pris pleinement conscience des changements de toute nature qui se produisaient au sein de la société, sa politique se serait-elle orientée « inévitablement dans le procès de

transformation⁸ vers la modernité dans laquelle les catégories sociales dynamiques s'engageaient de plus en plus au fur et à mesure que les années cinquante s'écoulaient ?

L'interrogation devra même être poussée plus loin. La Révolution tranquille marqua-t-elle cette rupture radicale par rapport au passé, comme bien des contemporains l'estimèrent et ainsi que plusieurs l'affirment aujourd'hui encore ? Ou plutôt Duplessis, en s'efforçant pour l'essentiel de perpétuer le *statu quo* et en usant au maximum des ressources limitées à sa disposition, n'aurait-il pas, consciemment ou non, permis ou même favorisé au sein de la société civile la germination de conditions qui ont rendu possible cette révolution ? Ou même, par certains aspects réputés progressifs de son discours et de sa pratique, ne l'aurait-il pas rendue non seulement possible mais encore inévitable ?

Il faudra également déterminer les conséquences imprévues et non désirées que certaines pratiques réactionnaires du gouvernement Duplessis sont susceptibles d'avoir eues à moyen et à long terme. Sous [16] cet angle se pose une interrogation de toute première importance : quelle fut l'influence réelle de Maurice Duplessis sur le destin du pouvoir cléricale et de l'idéologie nationaliste ?

Du jour de son intronisation à l'archevêché de Québec en 1932 jusqu'à sa mort en 1947, le personnage le plus prestigieux du Québec fut Jean-Marie-Rodrigue Villeneuve et non Maurice Duplessis. Durant les années de gloire comme au cours de la période noire de 1939 à 1944, le cardinal maintint envers le premier un soutien affectueux mais ferme. Après le départ du cardinal Villeneuve, ni le cardinal Paul-Émile Léger, ni l'archevêque Maurice Roy, ni aucun autre ecclésiastique n'exerça sur lui une influence comparable. Tout en exploitant à ses fins l'idéologie cléricale, Duplessis rendit l'Église de plus en plus dépendante de l'État sur les plans matériel et moral. Dans les représentations que la population se faisait de l'« autorité », il s'imposa rapidement comme le chef incontesté.

Des circonstances favorables contribuèrent à l'affaiblissement de l'Église et permirent à Duplessis de la soumettre aux intérêts politiques plus que n'avaient pu le faire ses prédécesseurs. Si telle fut en effet la conséquence certes non désirée de

⁸ Gilles BOURQUE et Jules DUCHATEL, « Le discours duplessiste », dans Jean-François LÉONARD (dir.), *Georges-Émile Lapalme*, p. 140. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.] Voir aussi, des mêmes auteurs, *Restons traditionnels et progressifs*. [Livre en préparation dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]

son action sur l'Église, du même mouvement qu'il minait le pouvoir clérical il sapait les fondements idéologiques du pouvoir politique traditionnel dont il fut la suprême incarnation. Ne favorisa-t-il pas à son insu le processus de laïcisation de la société attribué au gouvernement Lesage ? En usant au maximum des ressources à sa disposition, n'aurait-il pas quand même échoué dans une tentative pour étouffer au sein de la société civile la germination des conditions qui ont rendu possible cette révolution ? Apogée apparent de l'ancien régime, le duplessisme, par la façon abusive dont il exploita ses assises, n'en provoqua-t-il pas plutôt l'ultime soubresaut ? Ne contribua-t-il pas à discréditer pour longtemps toute une tradition dont plusieurs éléments auraient pu guider les projets et les pratiques des générations qui suivirent ?

Si ces interrogations et bien d'autres que je soulèverai dans cette partie recevaient des réponses affirmatives, le gouvernement Duplessis ne pourrait plus être perçu comme une rupture mais comme un passage qui devait être inéluctablement franchi pour permettre le célèbre « désormais » de Paul Sauvé et même la Révolution tranquille. Dans ce cas, les incompatibilités entre le mouvement de la société et le gouvernement Duplessis auraient été d'un autre ordre que nous ne l'estimions à l'époque.

[17]

Québec 1945-2000.
Tome II : Les intellectuels et le temps de Duplessis.

Première partie.
[Le règne de Duplessis](#)

Chapitre 1

La ruse et la chance

[Retour à la table des matières](#)

La force (virtu) et la chance (fortuna) dont la ruse peut être considérée comme un dérivé sont deux traits qui, selon Machiavel, assurent le succès du prince. Ces deux traits s'appliquent de façon quasi exemplaire à Maurice Duplessis (1890-1959). Des circonstances exceptionnellement favorables dont il sait profiter lui permettent d'accéder au poste de premier ministre du Québec et, afin de parvenir à ses fins souvent tortueuses, il déploie une maîtrise incomparable de l'art de la roublardise. Privé de ces deux « qualités », Maurice Duplessis serait demeuré le politicien de troisième ordre qu'il fut jusqu'à l'âge de 45 ans et lui-même aurait ignoré toute sa vie les dons reçus de la nature qui ont fait de lui une des personnalités les plus remarquables de l'histoire politique du Québec et même du Canada.

La déconfiture du Parti conservateur aux élections provinciales de 1931, la défaite personnelle du chef du parti, Camilien Houde, et le soutien des conservateurs fédéraux permettent à Maurice Duplessis, élu député de Trois-

Rivières en 1927, réélu de justesse en 1931, de devenir chef du Parti conservateur du Québec en 1933. Cette formation politique n'avait jamais connu une seule victoire électorale depuis 1897.

En 1932, le Parti libéral provincial est un géant aux pieds d'argile. Gravement touché par la crise économique qui sévit depuis 1929 de même que par l'usure du pouvoir, ce parti s'engage sur son déclin. Héritier d'un « nom glorieux », selon l'appellation donnée à sa famille par Wilfrid Laurier en 1892, Louis-Alexandre Taschereau est premier ministre du Québec depuis 1920 ⁹. Élu et réélu trois fois en usant et en abusant des tactiques frauduleuses [18] courantes à l'époque, fervent adepte du libéralisme économique, adversaire de l'instruction obligatoire, prônant les vertus de charité privée ¹⁰, défenseur des valeurs traditionnelles, il gouverne en aristocrate fort de son emprise sur les notables régionaux et locaux auxquels il distribue maintes faveurs. Il négocie au sommet, à l'insu de la population, les fréquentes divergences de vues qu'il a avec l'Église ¹¹. Lui-même directeur de plusieurs grandes entreprises, il fait du népotisme une tradition courante et, à la fin de son mandat, plus de 70 personnes, membres de sa famille ou amis, détiennent des postes de fonctionnaires.

Une vague de protestations s'ensuit. Elle est forcément bigarrée puisqu'elle découle de sources aussi diverses que le nationalisme de Lionel Groulx dont les premiers écrits remontent aux années vingt, les déceptions et les souffrances engendrées par la crise économique, la montée du fascisme en Europe, la corruption effrénée et l'immobilisme du gouvernement. *Le Devoir*, *L'Action nationale*, *La Nation*, *Clarté*, *Vivre*, *La Relève*, *Le Jour*, *Ensemble*, les *Jeune-Canada*, *l'École sociale populaire*, *L'Actualité économique*, les *Semaines sociales du Canada*, la Société Saint-Jean-Baptiste, les mouvements de jeunesse catholique, les syndicats catholiques et autres revues et mouvements offrent aux

⁹ Bernard L. VIGOD, *Quebec before Duplessis*.

¹⁰ Taschereau fait voter une loi sur l'assistance publique en 1921, ce qui lui attire la réprobation de l'Église. Il proteste qu'il s'agit d'une mesure subsidiaire : « Voyez par vous-mêmes toutes les affreuses misères à soulager, et dites-moi si le gouvernement n'a pas le devoir impérieux de venir en aide à nos institutions pour leur permettre de réaliser leur œuvre ? » (Cité par Bernard L. VIGOD, « La pratique sociale au Québec depuis la Deuxième Guerre mondiale », dans Jean-François LÉONARD (dir.), *Georges-Émile Lapalme*, p. 74.)

¹¹ Antonin DUPONT, *Les relations entre l'Église et l'État sous Louis-Alexandre Taschereau, 1920-1936*.

intellectuels - Jean-Charles Harvey, Joseph-Papin Archambault, André Laurendeau, Jean-Louis Gagnon, Olivar Asselin et autres - des véhicules pour exposer, souvent avec véhémence, leurs doctrines - nationalisme et libéralisme, anticapitalisme, corporatisme, fascisme, coopératisme. Tout en s'affrontant sur le plan idéologique, ces doctrines rejoignent le mécontentement et l'indignation morale qui s'expriment parmi la population urbaine et rurale. Certains, tels le frère Marie-Victorin, Victor Barbeau, Esdras Minville et Édouard Montpetit échappent en partie à la contagion idéologique et formulent des constats fondés sur de sérieux examens de la réalité.

En 1933, à l'instigation de Joseph-Papin Archambault, l'École sociale populaire fondée en 1911 lance un programme de restauration sociale qui synthétise les idées de changement propagées alors. Dans sa structuration et sa formulation, ce programme se prête admirablement à une traduction politique si, bien entendu, il se trouve des personnalités disposées à s'en inspirer.

[19]

Les grands partis politiques ont généralement la faculté d'absorber les éléments les plus prometteurs, du moins sur le plan électoral, des programmes des partis d'opposition ainsi que les idées issues de mouvements sociaux ou émanant d'intellectuels qui acquièrent suffisamment d'influence. C'est le cas du Parti libéral du Canada qui demeure longtemps « progressiste » en empruntant à la *Cooperative Commonwealth Federation*, devenue le Nouveau Parti démocratique, nombre de thèmes de ses programmes. Le Parti libéral du Québec a moins de chance. À deux reprises, en 1934 et en 1967, il tente en vain d'absorber les élans nationalistes et les demandes de réforme de toute nature qui s'expriment en son sein. En 1934, le Parti libéral que Louis-Alexandre Taschereau dirige depuis 1920 atteint le dernier stade de la décrépitude. Convaincus qu'il n'est plus possible de le réformer de l'intérieur, des députés et des organisateurs libéraux expriment leur dissidence et se regroupent sous la bannière de l'Action libérale nationale.

Le programme de l'Action libérale nationale s'inspire directement du programme de restauration sociale de l'École sociale populaire. Ce programme vise trois objectifs principaux : affirmer l'autonomie politique du Québec, résorber la crise économique et abattre Taschereau. Il réclame des réformes agraires, ouvrières, industrielles et commerciales, économiques, financières mais aussi

politiques et administratives, électorales, fiscales et judiciaires ¹². L'opposition aux trusts, notamment celui de l'électricité, la colonisation, la création d'une assurance maladie-invalidité, l'instauration d'allocations aux mères nécessiteuses et de pensions de vieillesse de même que la dénonciation des fraudes électorales et du favoritisme gouvernemental et administratif constituent certains aspects parmi les plus « électoralistes » du programme des libéraux dissidents. En outre, ce programme comporte des éléments nationalistes et corporatistes, telle la transformation du Conseil législatif en un Conseil économique composé de représentants des principaux corps socio-économiques. Paul Gouin, fils de l'ancien premier ministre du Québec sir Jean-Lomer, dirige le groupe comprenant, entre autres, Philippe Hamel, Ernest Grégoire, Oscar Drouin, René Chaloult et Édouard Lacroix ¹³.

La fondation de l'Action libérale nationale a immédiatement des échos populaires considérables. Duplessis comprend qu'elle représente pour lui la chance de ranimer son minable Parti conservateur. Aussi offre-t-il à Paul Gouin d'unir en une grande coalition les deux formations politiques. Fort de la promesse de Duplessis de respecter intégralement le programme de l'Action libérale nationale, que ce dernier s'empresse d'appuyer au nom du Parti conservateur, Gouin voit des avantages à cette coalition et il y consent avec enthousiasme.

[20]

Le 7 novembre 1935, l'Union nationale naît. Il reste moins de trois semaines avant les élections provinciales du 25 novembre. Les libéraux l'emportent de justesse avec 48 sièges contre 42 pour l'Union nationale. Les conservateurs ont 16 élus sur 29 candidats et l'Action libérale nationale compte 26 élus sur 59 candidats. À première vue, il semble que cette dernière sort victorieuse de l'épreuve électorale. Mais la réalité est autre : sans organisation et sans argent, les candidats de cette formation ont dû compter sur l'appui du Parti conservateur et Duplessis a tout mis en œuvre pour satisfaire à leurs besoins.

Dès le premier jour, Duplessis se révèle un chef bien plus habile que Paul Gouin, son coéquipier. Ses discours à l'emporte-pièce dénonçant la corruption du gouvernement Taschereau galvanisent la population. Certains ecclésiastiques,

¹² Jean-Louis ROY, *Les programmes électoraux du Québec*, tome II : 1931-1966, p. 257-263.

¹³ Philippe FERLAND, *Paul Gouin*.

dont les abbés Gravel et Lavergne, prennent ouvertement parti pour lui, le voyant comme un ardent défenseur des intérêts de l'Église et de la nation canadienne-française. Il se révèle bientôt que plusieurs députés et organisateurs de l'Action libérale nationale, conquis par sa force persuasive et sa générosité, le considèrent comme leur véritable chef.

Les mois qui suivent confirment l'ascendant de Duplessis. Au cours de la session qui s'ouvre le 24 mars 1936, il demande et obtient la convocation du Comité des comptes publics qui n'a pas siégé depuis 1926. Taschereau devient pour lui l'homme à abattre. Il mène en justicier une véritable campagne de dénonciation des scandales - la plupart du temps non sans fondement mais dont l'ampleur est souvent exagérée - qui ternissent Taschereau, son administration, ses ministres et ses collaborateurs. Scandalisé, le frère André adresse à Duplessis un télégramme : « Espérons que la province n'aura pas à payer tous les péchés des libéraux ¹⁴. » Devenu objet de ridicule dans toute la province, Taschereau remet sa démission comme premier ministre le 11 juin 1936 et demande au lieutenant-gouverneur Esioff Léon Patenaude de suggérer un remplaçant. Le choix se porte sur Adélard Godbout qui proroge l'Assemblée législative et annonce la tenue d'une élection le 17 août.

Le moment est venu pour Duplessis de récolter les fruits des nombreux procédés de ruse qu'il a employés depuis des mois afin de faire éclater la coalition tout en conservant les avantages politiques qu'elle lui procure. Dans le but de ne pas éveiller trop tôt les soupçons de ceux qui, au sein de l'Action libérale nationale, se méfient de sa loyauté, il a soutenu, après l'élection de novembre 1935, le Catéchisme des électeurs de l'Union nationale et laissé même courir la rumeur qu'il en a inspiré la rédaction, ce qui est faux. Sous la forme de questions et réponses, le [21] document vulgarise le programme électoral conjoint inspiré du programme de restauration sociale de l'École sociale populaire. Il insiste particulièrement sur la sauvegarde de l'autonomie provinciale, les méfaits des trusts et la corruption du gouvernement Taschereau. Duplessis fait davantage : Philippe Hamel, qui nourrit des craintes quant à la sincérité de son engagement à combattre le trust de l'électricité, lui fait signer un document énumérant une série de mesures fermes que l'Union nationale adoptera dès qu'elle sera parvenue au

¹⁴ Conrad BLACK, *Duplessis*, tome I : *L'ascension*, p. 207.

pouvoir. Au cours de la campagne électorale de 1936, Gouin brandit ce document en public, s'écriant : « Vous n'avez pas le droit de douter de la signature de Maurice Duplessis ¹⁵. »

Mais ces beaux gestes de solidarité avec ses alliés du moment s'accompagnent de manœuvres douteuses : infiltration des rangs de l'Action libérale nationale, espionnage de ses dirigeants et organisateurs, aide financière à ses candidats. De plus, Duplessis se comporte comme le seul chef de l'Union nationale en écartant sans ménagement Paul Gouin, incapable de lui tenir tête. Les dirigeants de l'Action libérale nationale se rendent tôt compte que Duplessis les a dupés. Avant même la campagne électorale de 1936, l'Union nationale a absorbé l'Action libérale nationale et le Parti conservateur et ce nouveau parti n'a qu'un chef incontesté, Maurice Duplessis. Le soir du 17 août, les libéraux d'Adélard Godbout ne font élire que 14 députés et l'Union nationale, 76.

Duplessis démontre, le jour de la formation du cabinet, que l'époque de la grande coalition est bel et bien révolue : à la suite de manœuvres habiles, il amène les dirigeants de l'Action libérale nationale à refuser de faire partie de son ministère. L'un après l'autre, à commencer par leur chef Paul Gouin, ils l'accusent de trahison. Seul Oscar Drouin accepte le poste de ministre des Terres et Forêts mais démissionne le 27 février 1937. Duplessis, seul maître à bord, n'a cure de leurs accusations et les considère comme du menu fretin. Certain de l'approbation massive de la population, il a désormais le vent dans les voiles.

Ses alliés d'hier n'ont plus comme recours que de se livrer à l'indignation morale. Ils n'y faillissent pas. Lionel Groulx, qui croyait avoir influencé Duplessis dans le sens de ses idées nationalistes et qui paraissait prêt à voir en lui le « sauveur » tant espéré, est l'un des premiers à déchanter. Constatant que Duplessis a floué les réformistes, il conclut : « Il nous faut faire notre deuil de la grande politique nationale que nous avions rêvée... Oui ! C'est un grand désenchantement ¹⁶. » C'est René Chaloult qui exprime avec le plus de justesse les sentiments de ceux que Duplessis a trahis : [22] « Nous avons tenu l'échelle

¹⁵ Robert RUMILLY, *Maurice Duplessis et son temps*, tome 1 : 1890-1944, p. 248.

¹⁶ René CHALOULT, *Mémoires politiques*, p. 92-93. Voir aussi Conrad BLACK, *op. cit.*, tome I, p. 161, 227, 231 et 237.

pour lui permettre de monter jusqu'au sommet ; rendu en haut, il a donné un coup de pied sur l'échelle et nous a regardés en bas avec dérision. ¹⁷ »

Duplessis peut se targuer de l'approbation du personnage le plus prestigieux de l'époque, le cardinal Villeneuve qui, au lendemain de l'élection, lui adresse une lettre de félicitations. Le cardinal lui apportera par la suite jusqu'à sa mort un soutien paternel et indéfectible, particulièrement au cours des années noires de 1939 à 1944.

Dès lors s'amorcent trois années d'une administration de joyeux lurons que T.-D. Bouchard stigmatise en la désignant comme le « règne du cosaque ». Ivrogne à la manière paysanne, Duplessis se livre à de multiples facéties, indignes d'un premier ministre, dont il ne se souvient plus le lendemain. Il lui arrive de prononcer des discours alors qu'il est complètement ivre. Il convoque à plusieurs reprises le Comité des comptes publics pour le plaisir malsain d'humilier encore et encore Louis-Alexandre Taschereau qu'il a pourtant terrassé au printemps de 1936. En avril 1937, il présente sa loi sur l'électricité qui contient en germe le programme d'électrification rurale mais se révèle décevante pour ses anciens alliés qui, eux, prônent l'entière nationalisation. Diverses mesures se teintent d'un antisémitisme, d'un anticomunisme (ainsi, la fameuse « loi du cadenas » en 1938) et d'un antisyndicalisme qui s'amplifieront après le retour au pouvoir de l'Union nationale en 1944.

La pratique du patronage sévit d'une façon scandaleuse dès le début de la nouvelle administration. Duplessis démet la plupart des hauts fonctionnaires, présidents des régies publiques, dirigeants de la Police provinciale et employés de la Commission des liqueurs et les remplace par des fidèles de l'Union nationale. Il déclare à la blague que, en matière de patronage, il a « perfectionné les méthodes de Taschereau ». Il mène l'Assemblée législative en véritable potentat et tourne les débats parlementaires en scènes disgracieuses. L'administration budgétaire échappe à tout contrôle. Les dépenses représentent le double des revenus et, en moins de trois ans, la dette publique s'accroît de plus de 150 millions de dollars, c'est-à-dire une fois et demie le budget d'une année entière. Au moment de la déclaration de la guerre, le gouvernement a un pressant besoin de contracter un fort emprunt, mais la Banque du Canada lui refuse ce prêt en vertu des

¹⁷ René CHALOULT, *op. cit.*, p. 69.

dispositions de la Loi sur les mesures de guerre qui impose un gel sur les emprunts. Duplessis est pris dans une souricière et la province va devoir déclarer faillite technique ou être privée de services essentiels.

[23]

Tant de malversations devraient soulever l'indignation du clergé. Tel n'est pas le cas. Au contraire, plusieurs ecclésiastiques persistent à louer Duplessis qui se porte à la défense de l'autonomie provinciale, s'empresse de verser à l'Ordre de Saint-Sulpice les subsides promis depuis 1935 et prend soin de faire placer un grand crucifix au-dessus du trône du président de l'Assemblée pour la convocation d'une session extraordinaire au début d'octobre 1936.

Le gouvernement, par ailleurs, adopte un certain nombre de mesures afin d'atténuer les conséquences de la crise économique qui sévit toujours : pensions aux aveugles, aux mères nécessiteuses, création de l'Office du crédit agricole et de l'Office des salaires raisonnables, soutien accru à la colonisation, ajout de programmes de travaux publics et de secours directs, encouragement aux coopératives de production agricoles et aux caisses populaires, priorité accordée au texte français dans l'interprétation des lois et, bien entendu, défense constante de l'autonomie provinciale.

Conrad Black résume la performance du premier gouvernement Duplessis en ces termes. « En moins de trois ans, il s'était élevé à une hauteur vertigineuse en matière de désinvolture parlementaire et d'arrogance du pouvoir. Ses adversaires, par contre [...] étaient devenus plus forts, beaucoup plus forts ¹⁸. »

Duplessis n'a plus guère le choix. Il lui faut déclencher des élections générales. Le seul enjeu de la campagne est la conduite qu'adoptera le gouvernement fédéral pendant la guerre et la marge d'autonomie qui sera concédée au Québec. Les libéraux fédéraux du Québec, ayant à leur tête le prestigieux et habile Ernest Lapointe, principal collaborateur du premier ministre fédéral Mackenzie King, promettent solennellement à plusieurs reprises que jamais il n'y aura conscription et s'engagent à résoudre les problèmes financiers du Québec. Lapointe, Cardin et Power menacent de démissionner si Duplessis est réélu, laissant ainsi le Québec sans porte-parole influents à Ottawa. De son côté,

¹⁸ Conrad BLACK, *op. cit.*, tome I, p. 316.

Adélard Godbout fait une promesse solennelle qui le perdra quatre années plus tard : « Je m'engage sur l'honneur, en pesant chacun de mes mots, à quitter mon parti et même à le combattre, si un seul Canadien français d'ici la fin des hostilités est mobilisé contre son gré sous un régime libéral ¹⁹. »

La menace que la guerre fait peser sur l'autonomie du Québec est aussi au centre de la campagne électorale de Duplessis. À son tour, il fait une promesse solennelle : « Je dis que jamais, au grand jamais, tant que je serai Premier ministre de cette province et que les électeurs me [24] renouvelleront leur confiance, je ne laisserai assimiler la province de Québec. La coopération toujours, l'assimilation jamais ²⁰ ! »

Les élections ont lieu le 25 octobre 1939. Duplessis essuie une cuisante défaite, ne faisant élire que 15 députés contre 70 pour les libéraux de Godbout, revers imputable à plusieurs raisons. Il paie le prix de sa mauvaise administration et, surtout, de la scission survenue dans les trois années précédentes au sein de l'Union nationale par suite du départ fracassant des meilleurs éléments de l'Action libérale nationale dont certains lui font ouvertement la lutte. Les sentiments nationalistes au Québec prennent une ampleur qui déborde la rhétorique de sa politique autonomiste. Il échoue dans sa tentative pour rallier à l'Union nationale la plupart des nationalistes les plus influents. Mais c'est avant tout par réaction de prudence que les électeurs rejettent Duplessis. Ils estiment que, dans le contexte d'une guerre mondiale qui s'annonce longue et dure, il vaut mieux faire confiance au fédéral. En outre, ils redoutent que Duplessis ne fasse pas le poids par rapport aux pouvoirs discrétionnaires que le fédéral s'approprie déjà et qu'il va s'accorder au fur et à mesure de ses besoins.

Le soir de la défaite, Duplessis aurait fait la déclaration suivante : « Nous aurons la conscription au Québec. Je reviendrai, et la prochaine fois, j'y resterai pendant quinze ans ²¹. »

Des années plus tard, Duplessis laissera entendre qu'il a délibérément perdu les élections en raison des problèmes que le cours de la guerre ne manquera pas d'entraîner au Québec. Croire à pareille conduite, c'est lui prêter beaucoup de

¹⁹ *Ibid.*, tome I, p. 346.

²⁰ *Ibid.*, tome I, p. 340.

²¹ *Ibid.*, tome I, p. 354.

prémonition et une maîtrise de l'art du machiavélisme rarement égalée. À la lumière des événements subséquents, il faut néanmoins convenir que, si la défaite de 1939 est un accident de parcours imprévu pour Duplessis, elle facilite immensément la suite de sa carrière. Elle doit finalement être considérée comme un autre signe que la fortune lui sourit.

Les trois années suivant, la défaite électorale de 1939 sont probablement les plus éprouvantes de toute la vie de Duplessis. Dans les premiers jours après les élections, il communique avec les candidats élus ou défaits et, même s'il ne dispose pas à ce moment-là d'une caisse bien garnie, il se montre si prévenant et si généreux à leur endroit que la plupart lui en garderont une reconnaissance impérissable. En 1940, il fonde le journal *Le Temps* qui lui sert par la suite de véhicule de propagande. Mais, plus que jamais, il mène une vie dissolue et néglige ses devoirs de chef de l'Opposition, au grand déplaisir de certains de ses lieutenants ; on songe même à l'écarter. Paul Sauvé aurait déclaré : « Qui veut d'un [25] ivrogne comme chef ? » Il se soumet à l'inscription obligatoire décrétée par le gouvernement fédéral afin d'éviter d'être interné comme le maire de Montréal, Camilien Houde, qui a maintenu sa dissidence. Il persiste dans sa défense de l'autonomie provinciale. Au moment du plébiscite sur la conscription en 1942, il appuie la cause du non. Mais des intellectuels le jugent trop conservateur et trop peu nationaliste et entreprennent de fonder un parti politique, le Bloc populaire, ce qui risque de priver l'Union nationale d'une partie importante de son électorat.

Une grave pneumonie le terrasse en 1942 et l'éloigne près d'un an de la politique active. Les médecins découvrent qu'il est diabétique. Cette maladie, qui aurait pu être catastrophique pour sa carrière, se révèle au contraire un autre coup de chance. Il sort transformé de l'épreuve, substitue le jus d'orange à l'alcool et n'a aucune peine à restaurer son autorité au sein du parti. Le 16 février 1943, il prononce un grand discours au Château Frontenac qui sera le coup d'envoi d'une campagne électorale qui durera 18 mois. La chance va lui sourire de nouveau.

Pourtant, si l'on juge selon les critères d'aujourd'hui, l'administration Godbout est généralement progressiste. Plusieurs mesures retiennent l'attention et la liste des réformes adoptées en moins de trois ans est longue : droit de vote accordé aux femmes dès 1940 ; création de la Commission de la fonction publique ; loi sur l'assurance-maladie (abrogée par Duplessis en 1945) ; loi créant la Commission

du salaire minimum (plutôt que « raisonnable » selon la désignation précédente) ; création du Conseil supérieur du travail ; création du Conseil d'orientation économique (que Duplessis reléguera aux oubliettes) ; élaboration d'un vaste programme de colonisation ; création de la betteravière de Saint-Hilaire ; loi rendant la fréquentation scolaire obligatoire jusqu'à l'âge de 14 ans ; subventions statutaires aux commissions scolaires ; loi sur l'arbitrage pour les employés du secteur public ; création d'Hydro-Québec et nationalisation de la Beauharnois Light Heat & Power Company ; loi sur les relations ouvrières ; amendement constitutionnel établissant un régime d'assurance-chômage ; projet de création d'un ministère de l'Éducation, vite abandonné en raison des oppositions indignées qu'il suscite parmi les dirigeants ecclésiastiques et les intellectuels nationalistes ; etc.

Mais une mauvaise étoile égare le gouvernement Godbout. En avance sur leur temps, la plupart de ces mesures sont condamnées par le cardinal Villeneuve, le clergé et les élites conservatrices. Tirant un profit maximum de la conjoncture de guerre, le gouvernement fédéral pratique une politique très centralisatrice en s'inspirant de la théorie économique de lord Keynes que le rapport Rowell-Sirois adapte aux conditions du Canada. Les protestations autonomistes du premier ministre Godbout ne font pas le poids par rapport aux décisions impératives du fédéral qui [26] vise à avoir la haute main sur l'ensemble de la politique fiscale, économique et sociale canadienne pour la durée de la guerre.

Le gouvernement libéral avait solennellement promis en 1939 la non-participation obligatoire au service militaire outre-mer. Il demande aux Canadiens, le 27 avril 1942, de le relever de cet engagement, ce qui cause la perte de Godbout. La question posée est la moins provocante possible : « Consentez-vous à libérer le gouvernement de toute obligation résultant d'engagements antérieurs restreignant les méthodes de mobilisation pour le service militaire ? » Dans le langage sibyllin dont il a le secret, le premier ministre Mackenzie King invente la formule célèbre « la conscription si nécessaire mais pas nécessairement la conscription ». Louis Stephen Saint-Laurent, élu récemment dans Québec-Est, le comté d'Ernest Lapointe qui est décédé, se révèle par ses propos le digne émule de King : « Je suis sûr que nous voulons tous gagner la guerre et que nous

sommes tous prêts à nous soumettre à toute mesure qui peut devenir absolument nécessaire à cette fin ²². »

Bien entendu, le belliciste cardinal Villeneuve favorise le désengagement de la promesse fédérale de 1939, mais la tiédeur de la plupart des évêques et l'opposition de la majorité du clergé tempèrent son ardeur. Quant au premier ministre Godbout, pressé de se prononcer pour la cause du oui par les ministres fédéraux du Québec qui ont pris une part active à son élection en 1939, tout en sachant que les Québécois s'opposent massivement à désengager le gouvernement fédéral, il penche selon les circonstances tantôt dans un sens, tantôt dans l'autre, ce qui le fait désigner comme « monsieur noui ». Le 26 janvier, il déclare à Montréal qu'imposer la conscription serait un « crime ». Mais, en d'autres occasions, ses propos révèlent un degré de soumission totale au fédéral. Il frise parfois le ridicule, allant jusqu'à énoncer : « Si demain M. King me commande de traverser en Europe pour être le cireur de bottes des soldats, j'irai joyeusement ²³. »

La veille du plébiscite, il rend public un communiqué dans lequel il recommande à ses concitoyens de voter pour le oui : « Votez pour le succès collectif de l'effort national, pour le triomphe de nos armes, pour la victoire du Canada, la paix de nos foyers, la liberté de conscience de nos enfants ²⁴. »

Maurice Duplessis, mal guéri de la pneumonie qui l'avait terrassé, tire profit de l'occasion pour dénoncer la politique centralisatrice d'Ottawa, l'« à plat ventrisme » de Godbout et conseille de voter non au plébiscite, ne manquant pas de souligner : « Je vous l'avais bien dit ! »

[27]

Au soir de la consultation populaire, 73% des Québécois ont voté non mais 78% des Canadiens ont voté oui. Les Canadiens français ont dit non à 90% et les Canadiens anglais, oui à 80%. Le pays sort profondément divisé du plébiscite et le Québec se trouve massivement opposé au reste du pays. Les leaders nationalistes ayant à leur tête Lionel Groulx, Michel Chartrand, André Laurendeau, Paul Gouin, Maxime Raymond, Jean Drapeau, Gérard Filion, pouvant compter sur

²² *Ibid.*, tome I, p. 418.

²³ *Ibid.*, tome I, p. 412.

²⁴ *Ibid.*, tome I, p. 413.

l'appui de Henri Bourassa qui, à l'âge de 74 ans, sort un moment de sa retraite, fondent la Ligue pour la défense du Canada qui se transformera par la suite en parti politique, le Bloc populaire. Ils convoquent plusieurs assemblées publiques de protestation qui réunissent des dizaines de milliers de personnes.

Le 28 juin 1944, le premier ministre Godbout annonce la dissolution de l'Assemblée et la tenue d'élections générales pour le 8 août. Ce sera une campagne électorale fort difficile pour lui. Ses adversaires lui reprochent de ne pas avoir tenu sa promesse de démissionner si Ottawa adoptait des mesures de participation militaire obligatoire aux combats d'outre-mer, d'avoir pris position pour le oui pendant le plébiscite, d'avoir « vendu » le Québec au fédéral.

La position de Duplessis n'est pas aisée non plus. Les électeurs se souviennent de la mauvaise performance de son gouvernement des années 1936,1939. Il doit aussi se garder de propos nationalistes car, à l'étranger, dans le reste du pays et chez les non-francophones québécois, on le soupçonne de séparatisme et même de fascisme. L'ancien premier ministre mène campagne depuis 18 mois. Sa santé retrouvée, il est devenu un autre homme. Il fait peu de promesses (celle de créer Radio-Québec), peu de déclarations démagogiques hormis que les communistes appuient les libéraux, concentre sa virulence contre les « anarchistes » du Bloc populaire et se montre modéré dans ses dénonciations de Godbout. Mais ici, il a beau jeu : « M. Godbout et son gouvernement ont fait ce qu'ils avaient promis de ne pas faire, et ils n'ont pas fait ce qu'ils avaient promis de faire ²⁵. »

Le 7 février 1944, le Bloc publie un Manifeste progressiste sous nombre d'aspects : intervention active de l'État, approbation des mesures fédérales de bien-être, etc. Il s'engage fébrilement et hâtivement dans une campagne électorale qui l'épuise bien avant les élections. Le jour du scrutin, avec ses 200 000 voix (15,2% de l'électorat réparti dans 80 circonscriptions et 4 députés), il puise surtout ses électeurs chez les libéraux (37 députés, 40% des voix). Contribue-t-il à la victoire de l'Union nationale (48 comtés et 38,2% du suffrage) au point où certains l'estiment ? J'en doute. La majorité des voix qu'il obtient serait, sans sa présence, acquise à l'Union nationale. Laurendeau aurait-il offert à Duplessis une alliance électorale [28] contre Godbout comme l'écrit Pierre Godin ²⁶ ? Cette

²⁵ *Ibid.*, tome I, p. 460.

²⁶ Pierre GODIN, *La Révolution tranquille*, tome I : *La fin de la grande noirceur*, p. 27. Par contre, des collaborateurs de Duplessis auraient offert l'appui de l'Union nationale au leader

assertion est invraisemblable. Duplessis n'aurait pas cure de cette invitation venant d'un jeune leader, sans expérience et d'une formation politique bicéphale, œuvrant à la fois à Ottawa et à Québec, sans ressources financières et sans organisation dans laquelle il décèle très bien les lézardes déjà profondes. Plus encore : il sait que le nationalisme radical de cette formation, son programme à la fois socialiste et corporatiste de même que son aversion viscérale pour les « Anglais », s'il paraît le moindrement les faire siens, lui aliéneraient une partie de l'électorat - notamment dans la région de Québec où des nationalistes influents, tel René Chaloult élu comme indépendant, sont en conflit avec la direction montréalaise et n'appuient pas le Bloc, dans celle de l'Outaouais sous l'influence fédérale et, surtout, dans les nombreux comtés du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie qui opposent au Bloc un refus catégorique (moins de 5% des voix dans cette immense région). En outre, la moindre compromission avec le Bloc minerait sa réputation fragile à l'extérieur du Québec, réputation qu'il tient à rehausser en prévision de sa réélection comme premier ministre. Cette fois, il se sait de taille à remporter la victoire seul, sans allié importun ²⁷.

La présence du Bloc sert indirectement la cause de Duplessis. Les attaques de ses membres se concentrent sur le Parti libéral de Godbout. Ayant choisi comme leitmotiv le mot de Groulx, « nous serons maîtres chez nous » - slogan plus concis que celui que Duplessis avait lancé dans son grand discours du 27 janvier 1943, « nous voulons être maîtres chez nous » -, ces anciens membres de l'Action libérale nationale auxquels s'ajoutent des éléments plus jeunes, disciples de Lionel Groulx regroupés dans la Ligue pour la défense du Canada pendant le plébiscite de 1942, font profession d'un nationalisme radical aux accents séparatistes. De la sorte, le Bloc sert de bouclier à l'Union nationale dont la loyauté à l'égard du Canada est suspecte dans le reste du pays et parmi les non-francophones au Québec. Il s'est d'ailleurs aliéné une grande partie du haut clergé, en particulier le cardinal Villeneuve, en préconisant des mesures jugées socialisantes, en critiquant la position de l'épiscopat à l'occasion du plébiscite et en faisant appel, pendant l'assemblée monstre du 3 août 1944 clôturant la campagne, au vieil Henri

fédéral du Bloc, Maxime Raymond, pour les élections fédérales à venir. Cela entraînait sans doute en retour une quelconque complaisance de la part du Bloc envers l'Union nationale aux élections de 1944. Voir Paul-André COMEAU, *Le Bloc populaire, 1942-1948*, p. 226. Pour le *Manifeste*, voir Jean-Louis ROY, *op. cit.*, tome II, p. 322-327.

²⁷ Paul-André COMEAU, *op. cit.*, p. 226.

Bourassa qui, une fois de plus, dénonce les hommes politiques « qui ne se font pas scrupule de se servir de l'influence des évêques quand cela peut aider une cause profane ».

[29]

Bien avant les élections d'août 1944, la crise du plébiscite qui a cimenté la ligue et le Bloc populaire s'estompe. Laurendeau doit en convenir : la crise de la conscription de 1942 n'intéresse plus personne. Le souvenir de la tragédie du raid raté de Dieppe, le 19 août 1942, au cours duquel des centaines de Canadiens français ont laissé leur vie, s'efface et la population célèbre la bravoure de ceux qui ont pris part au débarquement du 6 juin 1944. Des milliers et des milliers de drapeaux saluent la libération de Paris le 25 août. A l'Assemblée, le Bloc ne détient pas la balance du pouvoir comme Laurendeau l'avait espéré et Duplessis feint d'ignorer les quatre députés qui y siègent. Dès le lendemain de l'élection, Duplessis, conscient de la menace que constitue pour l'Union nationale le Bloc populaire en raison de son nationalisme, s'affaire à récupérer une à une les têtes d'affiche de ce parti et se livre aux manœuvres qu'il avait éprouvées en 1935-1937 dans le but de l'éclipser. Dès 1945, Laurendeau s'aperçoit que le vide se fait autour de lui. Il déclarera plus tard que les années où il a siégé à l'Assemblée législative avaient été les plus ennuyeuses de sa vie. Le parti, né des circonstances, ne fait pas long feu. La dissension éclate entre le leader de l'aile fédérale, Maxime Raymond, et André Laurendeau. Aux élections de 1948, le Bloc n'est plus. Éditorialiste au Devoir à la demande de Gérard Filion, directeur du journal depuis un an, Laurendeau écrit plusieurs textes sur la campagne électorale. Sa critique se porte sur le Parti libéral plutôt que sur l'Union nationale dont il approuve l'orientation nationaliste.

La victoire du 25 août 1944 marque le véritable début de l'épopée de Maurice Duplessis et de l'Union nationale. Les élections qui suivent - 1948, 1952 et 1956 - ne sont que des occasions pour célébrer le chef et son parti. Tout au long de ces 15 années, Duplessis est servi par la chance : la prospérité économique de l'après-guerre dure jusqu'en 1957, Georges-Émile Lapalme, qui remplace Adélard Godbout comme chef du Parti libéral provincial à la suite de la débâcle électorale de 1948, possède de belles qualités intellectuelles mais est un piètre politicien et un « rapatrié » du gouvernement fédéral. Le chef de l'Union nationale bénéficie

jusqu'à la fin du soutien constant de l'Église : après le cardinal Villeneuve, Mgr Maurice Roy se montrera amical et indulgent à son endroit.

Libéré de ses anciens démons, Duplessis déploie à l'extrême limite ses dons exceptionnels de politicien. Loin de s'en remettre à sa bonne étoile, il joue constamment de ruse. Il dote l'Union nationale d'une organisation si riche et si puissante qu'elle prend l'allure d'une forteresse imprenable. Le patronage se répand en mille ramifications mais il n'est qu'une pièce dans l'arsenal à sa disposition. Certes, de 1944 à 1960, la société québécoise évolue à un rythme particulièrement rapide sous nombre d'aspects : écologique, démographique, économique et culturel. Les Canadiens français [30] restent, en apparence du moins, largement étrangers à plusieurs de ces changements qui transforment néanmoins les structures de la société dans son ensemble. Ainsi en est-il de la démographie. Par suite du *war baby boom*, près de deux millions d'enfants naissent entre 1945 et 1960 et, au début des années soixante, plus de 30% de la population du Québec a moins de 15 ans. En outre, les campagnes se vident au profit des villes sous l'effet de l'industrialisation. Le recensement de la population de 1921 révèle déjà qu'elle est urbaine à 56%. En 1961, le monde rural ne représente plus que 25% de la population, les agriculteurs ne comptant que pour 13 %. Duplessis reste insensible à cette évolution qui contredit la distribution des sièges électoraux, laissant supposer que le Québec est encore largement rural et semi-urbain, car c'est dans ces régions qu'il compte une importante partie de son électorat le plus fidèle. Afin de cadénasser à double tour son maintien au pouvoir, il fait voter en février 1953 la loi 32, *Loi modifiant la Loi électorale de Québec*. Aux deux recenseurs choisis par l'un et l'autre des partis pour dresser les listes électorales, cette loi substitue un recenseur unique nommé, bien entendu, par le parti au pouvoir : l'Union nationale entièrement soumise à Duplessis. Cette décision arbitraire fait dire à Jean-Marie Nadeau : « La dictature québécoise vient d'organiser son propre régime légal ²⁸. » À deux reprises il bénéficie, au grand désespoir de Lapalme, du concours involontaire du premier ministre fédéral libéral Louis Saint-Laurent. En 1950, libéraux et intellectuels progressistes s'en prennent durement à Duplessis qui, selon eux, vend à vil prix (un cent la tonne !) le minerai de fer de l'Ungava aux Américains. Ils en arrivent à espérer le battre aux élections qui approchent. Mais voilà que Saint-Laurent, dans une déclaration

²⁸ Jean-Marie NADEAU, *Carnets politiques*, p. 63.

à la Chambre des communes le 26 janvier 1951, tient des propos qui détournent de sa cible la flèche que Georges-Émile Lapalme aiguisé contre l'Union nationale en prévision des élections de 1952 :

Quant à moi, bien que j'habite la province de Québec, je ne me plains pas de dispositions qui ont été prises en vue d'exploiter ces ressources. Je sais : certains de mes amis ont reproché à l'administration provinciale le marché qu'elle a conclu. Pour ma part, je suis plutôt porté à croire qu'il faut la féliciter d'avoir conclu des ententes qui marquent le début de l'exploitation de cette région ²⁹.

Également en 1954-1955, Saint-Laurent accepte de réduire l'impôt fédéral sur les particuliers de dix points, évitant ainsi à Duplessis de devoir imposer la double taxation, mesure impopulaire qui pourrait, aux élections de 1956, faire pencher la balance du côté des libéraux qui se sont opposés à un impôt provincial.

[31]

Au début de la campagne électorale de 1952, la victoire semble quand même favoriser Georges-Émile Lapalme. Mais le courant d'opinion tourne rapidement et Lapalme essuie une défaite si cruelle que le bruit court que Duplessis a « voilé » les élections. Lapalme émet ce commentaire désabusé : « Peut-on voler toute une province ? Je ne sais pas ³⁰. » La présence à l'Assemblée législative, en 1952 et en 1956, d'un nombre disproportionné de députés, issus des milieux ruraux peu peuplés et entièrement dévoués à Duplessis auquel ils doivent leur victoire, masque la grande transition vers la modernité que l'industrialisation et l'urbanisation croissantes entraînent au sein de la société civile.

Si Duplessis n'était pas mort d'une hémorragie cérébrale à Shefferville le 6 septembre 1959 à l'âge de 69 ans, il aurait remporté facilement la victoire aux élections de 1960 contre l'émissaire du fédéral qu'était Jean Lesage, à l'époque peu connu au Québec. Mais il avait beaucoup vieilli et le Québec qui l'éluait en 1944 n'était plus le même. Son charisme se serait affadi auprès d'un nombre de plus en plus élevé d'électeurs rivaux au petit écran que fuyait Duplessis ; la base rurale serait devenue plus faible et l'appui ouvrier des villes, plus réticent. Ses détracteurs étaient nombreux et leurs arguments, percutants. Les dénonciations, la

²⁹ Georges-Émile LAPALME, *Mémoires*, tome II : *Le vent de l'oubli*, p. 85.

³⁰ *Ibid.*, tome II, p. 134.

plupart du temps véridiques, ébranlaient les sentiments populaires qui lui avaient été jusque-là acquis. Plusieurs ministres avaient fait un profit énorme sur des actions qu'ils s'étaient procurées quelques jours avant la vente en corporation du gaz naturel en 1958 et *Le Devoir*, mis au courant de ces transactions, les avait dénoncées comme frauduleuses. Ce scandale ébranla Duplessis qui n'avait pas été mis au courant de l'écart de conduite de ses collaborateurs immédiats. Il mit fin aux accusations en poursuivant pour libelle devant les tribunaux le journal et son directeur, Gérard Filion, pour avoir laissé entendre que Duplessis lui-même aurait pu tremper dans ce scandale, ce qui était faux ³¹. Devenu de la sorte *sub judice*, Duplessis ordonna à ses ministres de garder le silence absolu sur l'affaire : bien du temps passerait, pensait-il, avant que les tribunaux ne se prononcent. Duplessis escomptait que l'indignation du public s'estomperait avant le déclenchement des élections en 1960, ce qui fut effectivement le cas. Nombreux sont ceux qui ont vécu la fin de Duplessis comme une délivrance, mais ce n'est qu'au soir du 22 juin 1960 que ce sentiment s'exprima publiquement dans l'enthousiasme. En un sens, sa mort au moment où de grands remous couvaient au Québec fut une autre « chance » dont le destin le gratifia : celle d'éviter la décrépitude physique inévitable et la fin de son emprise sur « sa » province.

³¹ Pierre-Philippe GINGRAS, *Le Devoir*, p. 164-181.

[33]

Québec 1945-2000.
Tome II : Les intellectuels et le temps de Duplessis.

Première partie.
Le règne de Duplessis

Chapitre 2

Le chef : une relation de réciprocité entre Duplessis et le peuple ³²

[Retour à la table des matières](#)

Un gouvernement, ne serait-ce que celui d'une province dans un État fédéré, a besoin d'être « dirigé », de pouvoir compter sur un leadership politique crédible. Certes, le leadership ne se restreint pas à la seule personne du premier ministre. Il inclut le Conseil des ministres, les députés et les dirigeants d'un parti. C'est néanmoins le premier ministre qui donne le ton, crée un style et insuffle son dynamisme à l'ensemble de la gouverne.

George Bernard Shaw exagère à peine lorsqu'il écrit dans *Man and Superman* : « The art of government is the organization of idolatry. » Dans une certaine mesure la politique tient de la religion. Les attentes des citoyens à

³² L'analyse du type de leader politique que fut Duplessis se fonde sur mon article « The Concept of Political Leadership: an Analysis », *Revue canadienne de science politique/Canadian Journal of Political Science*, vol. I, n° 1, mars 1968, p. 2-17, reproduit dans Richard R. Cox (dir.), *Ideologies, Politics and Political Theory*, p. 315-331.

l'endroit de leurs chefs politiques sont si élevées que ces derniers devraient être des démiurges pour les satisfaire.

La dramatisation du leadership politique découle de l'insécurité que tant de gens ressentent cruellement devant les risques innombrables de la vie. Le prêtre a le pouvoir d'absoudre les manquements aux commandements de Dieu et de l'Église. On attend du chef politique qu'il saisisse intuitivement les besoins de la population et qu'il les satisfasse. Le chef politique comme le prêtre est un *chaman*, un père protecteur.

[34]

Le leadership politique se définit comme la manière ou le degré auquel s'exprime le commandement. En démocratie, c'est un processus d'interaction entre ceux qui exercent l'autorité et ceux qui lui sont soumis. Le mode d'interaction varie suivant les niveaux où il s'applique : collaborateurs, organisateurs, membres de parti, électeurs. Le processus est circulaire : le leader influence son environnement mais, en retour, ce dernier influence le leader.

L'aptitude au leadership est-elle innée ou, au contraire, acquise à la faveur de circonstances favorables ? « Il était un leader né » entend-on parfois dire de quelqu'un qui exerce de façon excellente un rôle d'autorité. Je crois plutôt qu'il existe un rapport de complémentarité entre le leader et ses subordonnés. Herbert Spencer a écrit du grand homme : « Avant qu'il refasse la société, la société doit le faire. » Il est plus juste de dire que le grand homme et la société se forment mutuellement, s'accommodent graduellement l'un à l'autre, interagissent. Et le grand homme ne devient grand qu'au cours de ce double processus. C'est en assumant un rôle d'autorité que bien des personnes ont acquis ou se sont découvert des qualités de leader.

J'accorde une importance primordiale à l'émergence de circonstances propices. N'eût été la Seconde Guerre mondiale, que serait-il advenu de Churchill, de Gaulle, Adenauer ? Leader incontestable dans le Québec des années quarante et cinquante, qu'en serait-il de Duplessis aujourd'hui ? Et René Lévesque, timonier des années 1976-1985, aurait-il été au diapason des années cinquante ? Il aurait fallu que l'un et l'autre modifient considérablement leurs traits personnels et leur style pour être reconnus et acceptés comme de grands leaders si on inversait les périodes de leurs règnes respectifs.

Les désignations péjoratives visant la personnalité et le style de gouvernement de Duplessis ont plu. Georges-Émile Lapalme à qui incombe le rôle ingrat de chef de l'Opposition durant les neuf dernières années de Duplessis exprime à de nombreuses reprises son amertume d'avoir été la principale victime du despotisme incarné, à son avis, par ce gouvernement. Ainsi : « Personne n'a pu forcer la porte du domaine inviolé de son autocratie. Il a régné seul, entouré d'une cour. Nous, nous parlions de dictature ³³. » Même ses collaborateurs appellent parfois Duplessis le « boss », mais toujours en son absence. Ils attribuent à ce terme une connotation amicale, intimiste. Ses adversaires, en l'appelant « boss », voient en lui un « boss » à l'américaine. Employé dans ce sens, le terme est impropre. Dans sa connotation américaine, le « boss » est une personne qui contrôle les finances et qui assure l'organisation d'un parti politique. Il n'est pas le chef mais au service [35] du chef Dans les conditions québécoises, sous le régime Duplessis, le trésorier de l'Union nationale, Gérald Martineau, de même que Joseph-Damase Bégin, l'organisateur du parti, peuvent dans une certaine mesure être considérés comme des « boss », mais non Duplessis, chef du parti. Comme le dit l'adage, « Mahomet sourit, le Calife exécute ». Duplessis n'est pas non plus un « autocrate », un « dictateur » comme ses détracteurs se plaisent à le stigmatiser. Il présente certains traits du démagogue, son régime glisse dans la corruption, mais « démagogue corrompu » n'est pas le titre qui le qualifie le mieux.

Duplessis n'est pas un autocrate. Le chef autocratique gouverne selon son bon plaisir à la façon d'un monarque absolu. Il y a nécessairement une complémentarité entre son style de gouvernement et le régime parlementaire et démocratique qui légitime son autorité. Duplessis se soumet toujours, du moins officiellement et aussi par respect de la tradition, au code démocratique qui institue la suprématie du parlement et le respect, à l'Assemblée, de la règle de la majorité à la suite d'élections. Certes, dans les faits, il use d'astuce et, à mesure que s'accroît son prestige personnel, il se joue de la procédure et des contraintes de la démocratie.

Soumis au code démocratique sur le plan juridique, Duplessis est d'esprit et, dans une grande mesure, de fait un chef autoritaire. Il estime que la seule façon d'obtenir le meilleur rendement de ses collaborateurs et subordonnés consiste à

³³ Georges-Émile LAPALME, *Mémoires*, tome II : *Le vent de l'oubli*, p. 260.

exercer à leur endroit la surveillance la plus étendue et la plus contraignante possible. Il use d'un paternalisme bienveillant mais n'hésite pas à recourir à une forme ou l'autre de contrainte dès lors qu'elle lui paraît nécessaire. Il revient à lui seul de déterminer la politique générale de son gouvernement et de choisir les moyens d'action appropriés. Il sollicite la participation de ses collaborateurs et subordonnés chaque fois qu'il la juge utile mais, pour ces derniers, il vaut mieux s'abstenir de prendre l'initiative de lui offrir leur concours. Il vérifie la conduite de tous, la rectifie chaque fois qu'elle dévie de ses attentes.

Duplessis exerce lui-même le plus de pouvoirs possible. Quand il délègue, ce n'est que de façon conditionnelle. Premier ministre, il occupe en outre le poste de procureur général, préside tous les comités, dirige l'Assemblée au mépris des règlements, supervise la conduite du trésorier et de l'organisateur de l'Union nationale, cherche à orienter les médias, bafoue les intellectuels progressistes, récuse le poids démocratique de l'opinion publique par cette boutade : « Voulez-vous que je vous dise ce que c'est que l'opinion publique ? Ce sont les gens qui sont contre nous », muselle les syndicats, cherche à se subordonner le pouvoir cléricale et, bien entendu, à s'assurer de la légitimité de son leadership.

[36]

Il exerce d'abord son autorité sur le parti qu'il a créé, l'Union nationale. On a dit de cette formation politique qu'elle était « un gouvernement dans le gouvernement » ou « un gouvernement parallèle ». En un sens, c'est vrai. L'Union nationale est le gouvernement de Duplessis, ou plutôt la clef maîtresse de son gouvernement. Dans ce parti, aucune « convention » n'a élu Duplessis et aucun congrès n'a élaboré des programmes. Duplessis est le chef « naturel » du parti. Des pamphlets et des discours inaugurant les campagnes électorales tiennent lieu de programmes. Il y a surabondance de slogans célébrant la gloire du chef : « Duplessis donne à sa province, les libéraux aux étrangers » (1948) ; « Laissons Duplessis continuer son œuvre » (1952) ; « L'opposition promet ; Duplessis réalise » (1956).

« L'Union nationale, c'était lui » écrit Bernard Saint-Aubin³⁴. Georges-Émile Lapalme, qui a observé Duplessis de sa tribune de chef de l'Opposition, confirme :

³⁴ Bernard SAINT-AUBIN, *Duplessis et son époque*, p. 254.

Le tableau [...] tout d'abord, au-dessus de tout, dans une apothéose des mots et des faits, inviolable, défendue par les tribuns de la plèbe : le parti, l'Union nationale, intouchable [...] L'adoration perpétuelle lui était due. Ensuite, pour qui osait se mesurer à elle, le chef, de son socle, lançait la foudre ³⁵.

L'Union nationale doit être considérée comme l'œuvre majeure de Duplessis. Elle lui est intimement liée au point de ne pouvoir lui survivre longtemps comme il semble qu'il l'ait pressenti.

Martineau et Bégin, le trésorier et l'organisateur en chef du parti, sont les deux personnes ayant le plus facilement accès à Duplessis qui exerce à leur égard une étroite surveillance. L'entière administration de la province dépend du chef, toute décision doit recevoir son approbation : les salaires, les projets, même les « mémos » destinés au ministre responsable d'un secteur d'activité. Selon Pierre Laporte, journaliste au *Devoir*, qui observe de près les faits et gestes de Duplessis :

Toute décision administrative doit avoir son approbation [...] Un haut personnage de l'Union nationale dira après sa mort que ce serait désormais impossible de contrôler, que tout était devenu trop complexe. La vérité c'est que tout était bloqué dans l'administration de la province des bills « insignifiants » subissaient des retards de « trois ans » ³⁶.

À l'époque de Duplessis, l'édifice du Parlement qui loge la majorité des fonctionnaires est surnommé avec dérision « la crèche ». On y entre par favoritisme ; il n'existe aucune supervision, aucune évaluation. Ne voyant pas l'utilité de leur travail, plusieurs « se la coulent douce ». Leurs [37] appointements sont d'ailleurs minables. À Lapalme qui se plaint que ses propres employés sont insuffisamment payés et trop peu nombreux, Duplessis répond :

Il suffit d'en augmenter un pour que tous les autres vous sautent dessus. De quoi ont-ils à se plaindre ? Ils ne travaillent pas fort, ils ont des vacances, une position assurée, le droit de pension. Il y en a des milliers qui voudraient travailler pour le gouvernement, c'est signe que les fonctionnaires ont un sort enviable. Ils ne pensent qu'à leurs droits, jamais

³⁵ Georges-Émile LAPALME, *op. cit.*, tome II, p. 165.

³⁶ Pierre LAPORTE, *Le vrai visage de Duplessis*, p. 100.

à leurs obligations. On en garde un tas par charité. Dans mon temps on n'avait pas beaucoup d'employés.

Et, comme il ne perdait jamais de vue la politique, de poursuivre « Vous en avez combien ? trois ? C'est beaucoup. Si je les augmente, vous voyez ça d'ici ? Augmenter les employés de l'Opposition ³⁷ ! »

À Laporte qui s'informe pourquoi les fonctionnaires sont si peu payés, Duplessis répond : « Pourquoi ? C'est simple. Nous avons cinq mille fonctionnaires de trop. Il y en a à toutes les portes, dans tous les corridors. Ils grugent le salaire des autres. » - « Pourquoi ne les congédiez-vous pas ? » s'enquiert Laporte. Comme à Lapalme, Duplessis répond en politicien : « Je ne vis pas sur la lune moi. Ils ont des familles ces gens-là. Ils votent. Je ne suis pas prêt à indisposer cinq mille familles contre l'Union nationale. Vous voyez que je ne farde pas la vérité ³⁸. »

Duplessis est toujours présent aux séances de l'Assemblée législative et y exige la présence de tous ses députés. Il mène les délibérations à son gré. Il est nerveux à l'Assemblée et intervient constamment. Il indique à ses députés et ministres quand le moment est venu pour eux de prendre la parole, leur dicte ce qu'ils doivent dire, rectifie leurs propos, les complimente. « Très bien, Daniel [Johnson], continue », ou leur intime l'ordre de se taire : « C'est assez, Nazime [Onésime Gagnon]. » Quand un député ou un ministre emploie en Chambre le mot « dépenser », Duplessis, estimant que ce terme a pour le public un sens péjoratif, le corrige : « Non, pas dépenser mais consacrer », et celui qui a été pris en faute de s'amender sur-le-champ.

C'est Duplessis qui dicte la procédure parlementaire selon son humeur du moment. « En comité comme en Chambre, Maurice Duplessis règne et commande avec une superbe impudeur ³⁹ » écrit Georges-Émile Lapalme. Gérard Cournoyer, député libéral de Rivière-du-Loup que Duplessis [38] prend souvent en faute, se serait exclamé un jour : « Comment voulez-vous que je respecte le règlement [...]

³⁷ Georges-Émile LAPALME, *op. cit.*, tome II, p. 251.

³⁸ Pierre LAPORTE, *op. cit.*, p. 33. Cinquante ans plus tôt, le premier ministre Honoré Mercier tenait des propos similaires. Il concédait qu'il y avait beaucoup trop de fonctionnaires pour les besoins de la province, mais il ajoutait qu'autrement le chômage serait leur lot, le secteur privé canadien-français étant trop peu développé pour les employer.

³⁹ Georges-Émile LAPALME, *op. cit.*, tome II, p. 164.

c'est le règlement de Duplessis et il ne l'a jamais publié ⁴⁰. » Alexandre Taché, qui préside l'Assemblée durant dix ans sous son « règne », n'a jamais rendu une décision contraire à sa volonté. Il gouverne souvent par arrêtés ministériels au mépris des prérogatives de l'Assemblée.

C'est aux comités des bills publics et privés qu'il préside que se révèlent le mieux les deux facettes de son paternalisme. Pierre Laporte décrit le déroulement des « audiences » qu'il y tient :

C'est là que défilaient les corps publics, les institutions, les sociétés, les individus qui avaient quelques demandes à faire au législateur. On y voyait le premier ministre rendre sa justice, recevoir l'hommage de ses courtisans, récompenser les bons, réprimander les tièdes, et même punir les méchants qui s'obstinaient à ne pas comprendre que hors l'Union nationale il n'y avait pas de salut [...] Là il faisait la loi, sa propre loi qui se pliait à ses caprices ou humeurs du moment. Il accorde, il refuse, etc., sans raison apparente, sans que le bill ait été distribué [...] Il reçoit tout de suite les uns, fait attendre les autres, etc. etc. ⁴¹.

Dans le texte que je considère comme le meilleur qu'il ait produit, Pierre Trudeau écrit au sujet du comportement pour le moins extravagant de Duplessis à l'Assemblée :

[...] le Premier ministre criait constamment des ordres au président de l'Assemblée législative et [...] il avait même participé à haute voix à la conduite du Conseil législatif ; [...] il ordonnait en vociférant au président d'exclure des députés de la Chambre sous les prétextes les plus minces ; [...] il avait à plusieurs reprises, au cours d'un débat, accusé un député d'ingratitude parce que celui-ci, ayant reçu l'aide du gouvernement au temps où il était étudiant, siégeait maintenant dans l'opposition ; [...] Duplessis avait fait adopter des lois rétroactives par mesure de représailles ⁴²...

Ecclésiastiques, syndicalistes, gens d'affaires, professionnels qui entretiennent des relations fréquentes avec le gouvernement reviennent souvent dépités de leur

⁴⁰ Propos rapporté par Pierre LAPORTE, *op. cit.*, p. 55.

⁴¹ *Ibid.*, p. 105.

⁴² Pierre Elliott TRUDEAU, *Le fédéralisme et la société canadienne-française*, p. 126.

« pèlerinage » à Québec. Il n'y a, disent-ils, qu'un seul ministre, Duplessis, les autres « balaient le plancher » et sont des « chiens couchants ».

L'attitude de Duplessis envers ses ministres est ambivalente. Il prend très souvent un malin plaisir à les humilier, à exercer son humour caustique à leurs dépens. Quand il se lève ou s'assoit à l'Assemblée, deux ministres, John Bourque et Roméo Lorrain, ont le « privilège » de déplacer son fauteuil. Des ministres présentent des projets de loi dont ils ignorent la teneur : ils ont été rédigés au bureau du premier ministre à leur insu. [39] Duplessis n'apprécie pas que des ministres élaborent des projets sans avoir obtenu son aval au préalable. Pierre Laporte raconte que, durant la prestation de serment d'un secrétaire de la province, Duplessis, désignant aux visiteurs ses ministres, déclare : « Sans moi ils ne valent pas cher ⁴³ ! » Mais dès lors que l'un de ses députés ou ministres est en difficulté, surtout si la réputation du parti ou du gouvernement peut en souffrir, il intervient pour le protéger. En 1948, Maurice Bellemare accuse sans preuve irréfutable le député libéral de Jeanne-Mance, Émile Dubreuil, de « s'être enrichi avec la politique municipale ». Duplessis se lève aussitôt et corrige l'impair de son fringant député : « Non, non, ce n'est pas raisonnable, je retire ce que mon député a déclaré ⁴⁴. » En 1958, il protège les huit ministres et les cinq conseillers législatifs impliqués dans le scandale de la Corporation du gaz naturel, que *Le Devoir* révèle, même s'ils l'ont tenu dans l'ignorance ⁴⁵.

Duplessis punit à l'occasion ses ministres quand ils lui ont déplu en quelque manière. Soupçonnant Antonio Barrette, député de Joliette, d'avoir tiré un profit personnel de la construction du sanatorium de cette ville, il lui interdit d'assister aux réunions du Cabinet. Barrette remet sa démission mais Duplessis la refuse. Alors, afin de rentrer dans les bonnes grâces du premier ministre, à la moindre occasion, le député chante ses louanges. Ce n'est qu'au bout d'un an que Duplessis met un terme à sa disgrâce : « Très bien, Antonio, viens à la réunion du Cabinet mercredi ⁴⁶. » Il manifeste une fidélité sans faille à l'égard de ses ministres, dont bon nombre n'excellent pas spécialement par leur éloquence ou leurs qualités d'administrateurs. En 15 ans, il doit remplacer trois ministres décédés, Omer Côté

⁴³ Pierre LAPORTE, *op. cit.*, p. 71.

⁴⁴ *Ibid.*, p. 61.

⁴⁵ Pierre-Philippe GINGRAS, *Le Devoir*, p. 164-181.

⁴⁶ Conrad BLACK, *Duplessis*, tome II : *Le pouvoir*, p. 33.

nommé à la magistrature et Onésime Gagnon devenu lieutenant-gouverneur de la province. En 1959, le Cabinet compte dix ministres de l'équipe de 1944. Daniel Johnson et Jean-Jacques Bertrand ont été nommés en fin de parcours. Le seul ministre contraint de démissionner est François Leduc qui a déplu à Duplessis. Comme ce dernier tarde à obtempérer, il ordonne la démission de tout son gouvernement, démissionne lui-même comme premier ministre et recommande au lieutenant-gouverneur de le réinstaller dans ses fonctions. Ce dernier suit cet avis et Duplessis assermente de nouveau tous ses ministres, à l'exception de Leduc. Il faut noter que cet incident survient en 1938, non en 1948, date à laquelle aucun ministre n'aurait même songé à tenir tête de la sorte à Duplessis.

Le pouvoir judiciaire est constitutionnellement indépendant du gouvernement. Duplessis ne peut le dominer à sa guise comme il soumet les trois autres pouvoirs. À titre de procureur général, il dispose toutefois [40] de la puissante Police provinciale qui lui est entièrement dévouée et qu'il fait intervenir à son gré, particulièrement contre les syndicats à l'occasion des grèves de l'amiante, de Louiseville, de Murdochville, etc. L'indépendance du pouvoir judiciaire est pour lui une question théorique. Il nomme au cours des années la plupart des juges des tribunaux inférieurs et leur accorde maintes faveurs. Plus d'une fois ceux-ci retirent ou instruisent une cause à sa demande. Certains juges de la Cour supérieure, de la Cour du banc de la reine et de la Cour suprême du Canada, pourtant nommés par le gouvernement fédéral mais tout dévoués à Duplessis et auxquels il accorde volontiers son appui, prêtent l'oreille à ses « suggestions ». Même le juge en chef de la Cour suprême, Thibault Rinfret, lui demande à quelques reprises d'intervenir en faveur de ses adjoints ou amis. Pourtant, durant la décennie 1950-1959, la Cour suprême du Canada renverse au moins sept fois un jugement de la Cour d'appel de la province de Québec portant sur les libertés civiles. Duplessis en conclut que « la Cour suprême comme la Tour de Pise penche toujours du même côté » (c'est-à-dire du côté fédéral).

Duplessis perd un procès retentissant : celui qui a trait à la suppression, le 4 décembre 1946, du permis de vente d'alcool du restaurateur Frank Roncarelli. La décision s'appuie sur la célèbre loi « protégeant la province contre la propagande communiste », dite « loi du cadenas », votée en 1937 au cours de sa première administration. Roncarelli payait régulièrement la caution des membres des Témoins de Jéhovah traduits devant les tribunaux pour avoir troublé la paix

publique. De tribunal en tribunal, le procès traîne en longueur pour être finalement instruit en Cour supérieure le 10 mai 1950. La Cour suprême ne se prononce que le 27 janvier 1959. Dans un jugement partagé - les trois juges québécois, Taschereau et Fauteux de même que le juge Cartwright étant dissidents -, la Cour suprême rejette l'appel de Roncarelli et renverse le jugement de la Cour du banc de la reine. Duplessis est condamné à payer 46 132 \$ en frais et dommages, somme que l'Union nationale s'empresse de verser. Entre temps, en 1953, il a fait adopter une version amendée de la « loi du cadenas ». Sous le coup d'une injonction, cette loi est abrogée ⁴⁷.

La persécution qu'il a infligée à Roncarelli et à l'ensemble des Témoins de Jéhovah constitue un déni flagrant des droits de l'homme. C'est surtout le professeur et expert constitutionnel Francis Reginald (Frank) Scott qui fait ressortir cet aspect fondamental du litige. Toutefois, l'affaire favorise Duplessis plutôt qu'elle ne le dessert. Seuls de faibles échos en parviennent jusqu'au public grâce aux libéraux. La plupart des catholiques et plusieurs protestants détestent les tactiques de propagande religieuse des [41] Témoins de Jéhovah et souhaitent même souvent leur mise hors la loi. De son côté, l'Union nationale tire profit de l'attitude hostile envers cette minorité pendant les deux campagnes électorales de 1952 et de 1956. À l'extérieur du Québec, au Canada anglais et, surtout, aux États-Unis, l'affaire Roncarelli alimente le préjugé que Duplessis est fasciste et le Québec une *priest ridden province*.

La désinvolture avec laquelle Duplessis traite de toutes les composantes de l'État semble illustrer la piètre considération qu'il porte à ce dernier. Il convient de mitiger ce jugement. Au sein des institutions politiques, il agit le plus souvent à sa guise et manipule l'électorat de façon éhontée. Par contre, sa lutte infatigable pour l'autonomie du Québec vis-à-vis du fédéral, sa détermination à ne pas soumettre son gouvernement au pouvoir de l'Église, son refus de siéger aux conseils d'administration des grandes compagnies comme l'ont fait ses prédécesseurs et bien d'autres comportements semblables indiquent que, même si son style de gouvernement est personnel et autoritaire, il tient à rehausser le prestige de l'État québécois.

⁴⁷ Voir : Michel SARRA-BOURNET, *L'affaire Roncarelli : Duplessis contre les Témoins de Jéhovah* ; Sandra DJWA, *The Politics of the Imagination*.

Sous Duplessis, cet État est-il pour autant absolument maître de ses actions et décisions ? Tel n'est pas l'avis du fin analyste politique, sinon bon politicien, que fut Jean-Marie Nadeau :

Monsieur Duplessis est le maître de la province, la moitié de la population le croit. Duplessis est-il son propre maître ? D'autres le mènent par en arrière, tout en le craignant. Quels sont ces meneurs invisibles ? N'est-ce pas les puissances d'argent qui ont créé pour elles le *socialisme des gros* ? N'est-ce pas ceux qui disent représenter l'entreprise privée - ce qui est faux - et dont Monsieur Duplessis se fait le champion ⁴⁸ ?

André Laurendeau qualifie Duplessis de « roi nègre », appellation qu'il explicite en ces termes :

Il faut obtenir du roi nègre qu'il collabore et protège les intérêts britanniques. Cette collaboration assurée, le reste importe moins. Le roitelet viole les règles de la démocratie ? On ne saurait mieux attendre d'un primitif [...] Le résultat, c'est une régression de la démocratie et du parlementarisme, un règne plus incontesté de l'arbitraire, une collusion constante de la finance anglo-québécoise avec ce que la politique de cette province a de plus pourri ⁴⁹.

Derrière ces propos, il faut reconnaître avant tout l'emprise des syndicats financiers auxquels le gouvernement du Québec a recours pour ses emprunts et que Jean Lesage abolira en 1961. Faut-il aussi y voir des amis anglophones tenant le haut du pavé dans le domaine de la finance, comme J.W. McConnell et R.E. Powell, ou celui de la presse, comme R.R. McCormick et John Bassett ? Comme bien d'autres avant et après [42] lui, Maurice Duplessis estime que le monde de la haute finance et de la grande entreprise est la chasse gardée des Anglais, et rien n'indique qu'il considère que cette condition soit anormale. Il ne tente pas de la corriger. Son unique et grand souci va à l'agriculture et aux petites et moyennes entreprises locales et régionales. Pour le développement des immenses ressources naturelles de la province, il s'en remet au grand capital étranger, surtout américain, auquel il réserve le meilleur des accueils.

⁴⁸ Jean-Marie NADFAU, *Carnets politiques*, p. 21 (entrée du 27 déc. 1951).

⁴⁹ André LAURENDEAU, « Le roi nègre », *Le Devoir*, 4 juill. 1958.

Duplessis prend bien des libertés avec la démocratie parlementaire et la légalité. En fin de compte, bon gré mal gré, il s'y soumet. Dans un autre régime, il aurait pu être un chef autocratique. Il est sans conteste un chef autoritaire, à la fois paternaliste et recourant sans scrupules à diverses manœuvres pour contourner la forme et la procédure du régime qu'il ne met jamais en cause et qu'il glorifie même à plusieurs reprises.

Fut-il un leader charismatique ? Une question préalable se pose. On doit à Max Weber la différenciation classique de trois types de leaders : le traditionnel, le rationnel-légal et le charismatique. Une lecture superficielle de Weber porte à croire qu'il considérerait le leadership charismatique comme particulier, c'est-à-dire pouvant exister indépendamment des deux autres. En mettant l'accent sur les traits personnels et les facteurs psychologiques plutôt que sur les conditions institutionnelles du leadership, il prête à cette interprétation, mais celle-ci est erronée. Même les leaders reconnus comme ayant gouverné seulement en raison d'un charisme quelconque - Hitler par exemple - ne se sont maintenus que grâce à l'appesantissement sur les hommes d'une dictature qui prétendait trouver sa légitimité dans la tradition et dans le respect d'une légalité que des juristes et des juges complices définissaient d'une façon arbitraire ⁵⁰. En réalité, le leadership charismatique ne désigne qu'une variété particulière de régime politique. Il est nécessairement associé à une forme de gouvernement - que légitiment la tradition, le despotisme ou, dans les sociétés démocratiques modernes, la règle de loi - qui établit et sanctionne des formes et des structures institutionnalisées auxquelles le leader est soumis comme tout citoyen ⁵¹.

Un facteur qui ne tient ni du régime ni de la personnalité influe sur les conditions du leadership - il s'agit de la conjoncture. Même le leader charismatique ne surmonte pas les écueils d'un destin qui lui est fatal. Dès la fin de 1943, au tournant de la guerre, alors que s'accumulent les échecs plutôt que les succès pour l'Allemagne, le charisme de Hitler perd son pouvoir envoûtant. Celui de Charles de Gaulle croît pour la [43] raison inverse. Même vieilli et malade, Duplessis aurait vaincu le jeune et fringant Lesage en 1960. Les conditions

⁵⁰ Outre mon article précité, voir Charles W. NELSON et Eugene V. SMITH, « A Frame of Reference for the Measurement of Institutional Leadership Concepts and the Analysis of System States », *Human Relations*, vol. 29, n° 6, 1979, p. 589-606.

⁵¹ William H. FRIEDLAND, « For a Sociological Concept of Charisma », *Social Forces*, vol. XLIII, 1964, p. 18-26.

objectives avaient bien changé au Québec depuis 15 ans, mais la mentalité de la population rurale et ouvrière ne s'était pas ajustée au nouvel ordre social. Un effort ultime de Duplessis aurait ravivé son charisme auprès des masses, tandis que la qualité de gestionnaire et le savoir-faire de Lesage, acquis à Ottawa, étaient des aptitudes ignorées de la plupart.

Société minoritaire et dépendante, le Québec a depuis les années 1830, clamé le besoin d'un chef pour le guider, le prémunir contre les embûches semées par de puissants voisins, lui inspirer confiance en son destin. Pour les Québécois, la politique a été bien davantage une question de personnes que de programmes. Tour à tour, Papineau, La Fontaine, Cartier, Laurier, Bourassa, Trudeau ont assumé le rôle de chefs aux yeux d'une partie plus ou moins importante de la population.

De tous les intellectuels, Lionel Groulx est peut-être celui qui a proclamé le plus la nécessité vitale d'un chef pour guider les Canadiens français dans leur marche vers la survivance et peut-être aussi pour rendre possible « notre État français ». Il met pour un temps certains espoirs en André Laurendeau, le chef de file des Jeune-Canada et du Bloc populaire. Mais ce dernier le déçoit par la suite. Dans un article publié dans *L'Action française* au début des années trente, il invente un héros, Dollard Des Ormeaux, « martyr » du Long-Sault, que tous les collégiens ont célébré le jour de la fête de la reine Victoria mais dont on sait aujourd'hui qu'il ne fut qu'un simple aventurier. L'abbé Groulx est prêtre tout autant que nationaliste, sinon davantage. En 1934, il perçoit le chef national, dont le Québec a un si pressant besoin, sous les traits d'un Mussolini, d'un Dollfuss ou d'un Salazar, mais, ici, aucun n'est un chef complet à ses yeux :

Qui sera le chef national ? Le De Valera, le Mussolini, dont on peut discuter la politique, mais qui, en dix ans, ont refait psychologiquement une nouvelle Irlande et une nouvelle Italie, comme un Dollfuss et un Salazar sont en train de refaire une nouvelle Autriche et un nouveau Portugal ? Hélas ! mieux vaut nous l'avouer franchement : ce chef national, nous ne l'avons pas. L'aurons-nous jamais ?... Cet homme dont nul peuple ne peut se passer, nous le demanderons, le cœur étreint, à la Providence ⁵².

⁵² Lionel GROULX, *L'Action nationale*, sept. 1934, p. 61, cité dans Robert PARISÉ, Georges-Henri Lévesque, père de la renaissance québécoise, p. 33.

Plus qu'un leader politique, ce dernier se doit d'être un prophète au sens religieux du terme. Maurice Duplessis, que durant un moment il a cru pouvoir convertir en un chef acceptable (« Ne trouvez-vous pas qu'il s'améliore ? » confia-t-il à un ami après une rencontre des deux hommes en 1935), ne répond pas à ses exigences :

[44]

Il lui manquait une culture suffisamment approfondie, une ampleur de vision capable d'envisager les problèmes sous tous les aspects, et, peut-être, le feu sacré des grands convaincus. C'est ce qui explique pourquoi il n'a pu créer de programme strictement original, ni attacher son nom et son talent à aucune grande question nationale ⁵³.

Les deux seuls premiers ministres que le Québec ait connus qui puissent être considérés comme des leaders charismatiques sont Maurice Duplessis et René Lévesque ⁵⁴. À la dimension du Québec sinon à l'échelle internationale, l'un et l'autre, bien que très différents, possédaient des traits du leader charismatique. Les conditions dans lesquelles les deux hommes exercèrent leur leadership divergeaient. Duplessis tenait son prestige de son association au petit peuple des cultivateurs et des ouvriers, Lévesque, de son osmose avec l'imaginaire national le plus puissant de l'histoire du Québec, ces artistes et intellectuels que Duplessis méprisait.

Tout chef politique, surtout s'il devient premier ministre ou président, possède nombre de qualités qui le font estimer ou craindre à un degré suffisant pour l'élever et le maintenir à son poste : un bon crédit moral, une intelligence moyennement supérieure, une réputation d'intégrité et de courage, une élévation d'esprit et de cœur, une aptitude pour l'action au moment propice, une bonne prestance ou dignité personnelle, une grande capacité de travail, une réputation de bon gestionnaire, etc.

Le signe révélateur par excellence du charisme du leader est le don de faire des miracles. Les fondateurs des grandes religions possédaient cette vertu à un

⁵³ Cité dans Jean-Eudes LANDRY, « Le prophète invisible », *Contact*, 1988, p. 34.

⁵⁴ On prête avec raison un charisme exceptionnel à Honoré Mercier. Mais il ne fut premier ministre du Québec que durant quatre brèves années (1887-1891) et vécut à une époque sans commune mesure avec celle que nous considérons ici.

haut degré. De façon plus modeste, on prêtait aux rois de France le don de guérir des écrouelles, à Hitler, celui de soulager les douleurs des femmes en couches. Duplessis s'en remettait à saint Joseph, son patron, et au frère André à la béatification duquel il a beaucoup travaillé. Il subsiste une trace de cette croyance populaire du pouvoir magique associé au leadership dans cette manie de la foule, lorsque le chef remonte l'allée qui conduit à la tribune, de lui toucher les mains, les bras, de lui dire des mots d'admiration et d'encouragement qu'il n'entend pas et n'écoute pas. Inconsciemment, on croit ainsi s'approprier un peu de la valeur qu'on lui prête, reflet de celle que l'on voudrait avoir. Un conseiller municipal dont la femme avait serré la main de Duplessis lui confie : « Ma femme a eu la joie de vous serrer la main hier. Elle ne s'est pas lavée depuis ⁵⁵. »

[45]

Dans les sociétés modernes démocratiques populistes, le mythe révélateur du charisme chez le chef est le don de la parole. C'est par la qualité de sa présence physique et de son expression orale quand il s'adresse à la foule, grâce à ses yeux vifs et intelligents, à ses gestes, à ses tics, à son élan, à sa façon de se vêtir, signes auxquels on identifie sa personne, qu'il persuade, envoûte et conquiert ses auditeurs. Plus la foule est immense, bigarrée, plus le chef peut faire valoir son talent et plus elle réagit à ses propos, plus elle scande ses slogans, plus elle vibre de son élan, bref, plus elle partage ses émotions, plus elle s'identifie à lui et se montre disposée à le suivre. Il s'établit une attraction réciproque, car plus la foule se reconnaît dans le chef, plus lui-même s'associe à elle et plus il se comporte comme elle le souhaite et dit ce qu'elle désire entendre. Il adhère aux normes de la foule et inversement. Durant la campagne électorale de 1936, encore enfant, j'allai entendre Duplessis à l'occasion d'un grand ralliement à Rivière-du-Loup. Je l'ai également entendu maintes fois par la suite. Il communiquait une impression de force invincible et inspirait la confiance. Pierre Laporte écrit :

Ses discours étaient habituellement longs, ses propos décousus. Son débit, au début monocorde, s'animait soudainement comme si une inspiration mystérieuse l'animait. Il se dressait, comme tendu par un ressort, et s'exprimait en phrases bousculées et répétitives que la foule ponctuait dans un tonnerre d'applaudissements en l'incitant à continuer. Il

⁵⁵ Pierre LAPORTE, *op. cit.*, p. 96.

scandait ses phrases à coups de tête nerveux plutôt qu'avec ses mains. Il dégageait un magnétisme réel ⁵⁶.

Duplessis parle d'autonomie, de nationalisme, de religion, d'économie dans des termes qui font vibrer ses auditeurs. Il les entretient aussi de questions régionales, locales, familiales comme s'il était au courant de tous leurs problèmes personnels, comme s'il était présent à leurs échanges durant les soirs d'été sur la véranda ou l'hiver au coin du feu. Il s'habille avec goût ainsi qu'il convient à une personne de son rang. Cependant, des années durant, il se présente dans les assemblées avec le même chapeau gris devenu mou et informe à l'usage. Il ne veut pas, dit-il, en « imposer aux cultivateurs ». Ce signe visible est sa façon de dramatiser son identification avec le peuple comme l'ont fait, à leur façon, d'autres chefs charismatiques, Churchill, Mao, Castro, Hitler, etc.

Il est souvent la cible des caricaturistes. Son nez est allongé. Son principal « tortionnaire » est Robert Lapalme dont on a dit que les caricatures dévastatrices frappaient davantage l'opinion que les éditoriaux incendiaires ou incisifs de Gérard Filion et d'André Laurendeau. Il déteste ce genre de procédé qu'il estime une atteinte à sa dignité. Craignant d'être présenté à son désavantage par les caméras de télévision, il fuit ce média [46] autant qu'il le peut dès son apparition en septembre 1952. Même à la radio son timbre de voix n'a pas la sonorité ni le pouvoir d'attraction des grands *hustings*. Contrairement à René Lévesque, très persuasif quand il adoptait le ton de la conversation à la radio, Duplessis manque d'allant dans ses propos. Estimant sans doute que l'animateur ne peut que lui être hostile, il se tient sur la défensive au cours des rares entrevues qu'il accorde, attitude fort inconfortable pour les auditeurs.

Sa mémoire est proverbiale. En outre, « sa » police, ses informateurs, espions et délateurs l'informent au jour le jour de tout et de rien sur les événements et les personnes. Il se fait un point d'honneur de désigner par leur nom, et même par leur prénom, les personnes qu'il croise, ce qui les transporte d'aise. Lui qui exige une loyauté sans limites se méfie de tous. Chacun de ses collaborateurs les plus intimes a pour mission de lui rapporter les « complots » que chacun des autres peut tramer dans son dos. Il vit très sobrement, ne prend que de rares et brèves vacances. Par contre, il tolère que ses ministres - tels Antonio Barrette et Antoine

⁵⁶ *Ibid.*, p. 47.

Rivard - mènent un train de vie luxueux et paie lui-même, à l'occasion, leurs dettes et leurs arrérages d'impôt. Il se montre très généreux envers ses ministres, députés et collaborateurs ⁵⁷, mais tire profit de leurs faiblesses pour les mieux dominer. Sa libéralité s'adresse même parfois à des adversaires.

Il exige de tous le respect. Seuls de rares intimes l'appellent « Maurice ». Pour tous les autres il est « Monsieur Duplessis ». Par contre, dans un bain de foule les gens l'appellent « Maurice » en signe de fraternité et d'adoption comme membre de la famille.

Attentif aux besoins de chacun, son bureau est un lieu d'audiences. L'antichambre elle-même exerce une fonction. Reçu immédiatement, le pétitionnaire est dans les bonnes grâces de Duplessis. « Poireautant » sans raison apparente de longues heures, il doit craindre le blâme, sinon la disgrâce. Il use de ce procédé désinvolte, auquel il prend un malin plaisir, même avec les évêques.

L'humour de Duplessis est vif et mordant et il aime l'exercer. Il est passé maître dans l'art du calembour et possède un bagage énorme d'aphorismes qu'il répète en toute occasion : « Aide-toi et le ciel ou l'Union nationale t'aidera, ce qui est la même chose » ; « L'Union nationale est prête à mettre la table, à préparer la nourriture, à la faire cuire, à vous la mettre dans la bouche, mais elle voudrait bien que vous la mâchiez vous-mêmes » ; « Le soleil s'est toujours levé à l'Est et couché à l'Ouest », etc.

[47]

Il parvient à abattre d'un trait d'esprit son adversaire. L'humour caustique de Duplessis fait plus de mal à Taschereau dans l'opinion que les scandales qu'il dévoile au Comité des comptes publics en 1936. Au temps où Philippe Hamel mène sa campagne pour la nationalisation de l'électricité, Duplessis s'adresse à la foule beauceronne venue l'entendre en ces termes : « Électeurs, électrices, électricité ». L'immense éclat de rire qui suit cette incartade signe la défaite électorale de Hamel. Il parvient même à tirer un profit électoral de l'écroulement du pont Duplessis à Trois-Rivières en janvier 1951. À l'inauguration de ce pont, peu avant les élections de 1948, Duplessis s'était pourtant écrié : « Ce pont est

⁵⁷ Mario CARDINAL, Vincent LEMIEUX et Florian SAUVAGEAU, *Si l'Union nationale m'était contée*. Cet ouvrage reproduit des entrevues avec 14 personnes qui ont collaboré avec Duplessis ou qui l'ont observé de près.

droit, large et solide comme l'Union nationale. » Lapalme, qui relate cet incident, explique que cette tragédie, qui avait fait quatre morts, a finalement bénéficié à l'Union nationale : le pont, déclare aussitôt Duplessis, a été saboté par les communistes. Le thuriféraire du parti, Jean Fournier, obéissant fidèlement aux directives de son chef, annonce quelques jours plus tard, « après enquête », que les libéraux ont saboté le pont de connivence avec les communistes. Or, rapporte Lapalme, la population croit à cette manœuvre et, contrairement à l'attente de celui-ci, cette affaire joue finalement en faveur de l'Union nationale aux élections de 1952 ⁵⁸. Au cours de la campagne électorale de 1948, Lapalme accuse Duplessis de se présenter les mains vides. Ce dernier rétorque aussitôt le lendemain : « C'est vrai. Nous n'avons rien gardé parce que nous avons tout donné. » Que peut lui répondre Lapalme devant une population qui se gausse ?

Ses collaborateurs, sinon la majorité de la population, prêtent à Duplessis une qualité essentielle au leader charismatique : la clairvoyance, don de prédire l'avenir, apanage des prophètes. Duplessis, disent-ils, voit plus loin qu'eux, pressent les malheurs et, de la sorte, les épargne à la population. Le plus grand danger qu'il craint de voir s'abattre sur le Québec est, bien entendu, le complot de la centralisation que trame le fédéral. Mais en veillant sans répit à sauvegarder l'autonomie provinciale, il évite à ses citoyens de subir cette calamité qui leur serait fatale. Cet épouvantail réel ou factice, dressé en permanence, facilite ses quatre triomphes électoraux successifs. La population croit-elle vraiment à ce point à la malice fédérale, elle qui, sauf en une occasion, contribue largement à élire à Ottawa des gouvernements que Duplessis accuse de faire planer sur le Québec le grand malheur de la centralisation ?

Duplessis est l'objet d'un véritable culte. Peu de personnages publics ont été adulés autant au cours de leur vie. La liste de propos flatteurs que tiennent à son endroit ecclésiastiques, recteurs et évêques s'allongerait à l'infini. Le cardinal Paul-Émile Léger est le seul à ne pas contribuer [48] au concert général de louanges que lui adressent les évêques, ce qui ne l'empêche pas de communiquer fréquemment avec le premier ministre pour lui demander d'intervenir contre telle ou telle publication « obscène » ou portant préjudice au pouvoir clérical. Les deux hommes ne sont pas sur la même longueur d'ondes. Duplessis raille le faste dont

⁵⁸ Georges-Émile LAPALME, *op. cit.*, tome II, p. 82.

le cardinal est friand et ce dernier n'apprécie guère la façon cavalière avec laquelle le premier ministre traite souvent les évêques. En réalité, le cardinal voudrait être considéré comme le « chef » à l'égal de Duplessis. À la suite de sa nomination comme archevêque de Montréal, successeur de M^{gr} Joseph Charbonneau dont Duplessis a largement contribué à provoquer la démission forcée ⁵⁹, M^{gr} Léger lui écrit : « Le métier de chef n'est pas de tout repos en ces heures difficiles... Au carrefour du spirituel et du temporel, Nous aurons à traiter avec vous de problèmes communs. Nous savons que vous y manifesterez toujours un grand esprit de foi et nous nous en réjouissons ⁶⁰. »

À l'opposé, les relations de Duplessis avec l'archevêque Maurice Roy sont empreintes d'affection mutuelle. La dignité sans ostentation de ce fils de juge contraste avec la vanité de M^{gr} Léger qui se pavane comme un paon en public, ce qui provoque les plaisanteries du premier ministre. Les relations entre l'archevêque Roy et Duplessis ressemblent à celles qui ont existé entre lui et le cardinal Villeneuve à la différence qu'elles sont fraternelles plutôt que paternelles-filiales, comme à l'époque où Duplessis faisait ses armes en politique et qu'il était un délinquant impénitent. Les deux hommes se rencontrent fréquemment en privé à la demande expresse de M^{gr} Roy, s'écrivent au moindre prétexte. Ainsi, le 30 août 1951, M^{gr} Roy écrit à Duplessis :

Comme ce serait charmant si vous pouviez, quelque bon matin ou quelque bon soir, venir causer un peu avec moi pour le seul plaisir d'échanger des idées et sans avoir la préoccupation de régler une grève. Cela ne vous ferait pas de mal puisque vous avez besoin de vous reposer de temps en temps, et cela me ferait certainement à moi beaucoup de bien ⁶¹.

Lorsque M^{gr} Léger est nommé cardinal, Duplessis dit en plaisantant : « Mieux vaut un archevêque Roy qu'un cardinal Léger. »

M^{gr} Roy est nommé évêque en janvier 1948. Duplessis, comme il le fait à chaque intronisation d'évêque, lui offre son anneau épiscopal. Le nouvel évêque

⁵⁹ Voir : Renaude LAPOINTE, *L'histoire bouleversante de M^{gr}, Charbonneau* ; Micheline LACHANCE, *Le prince de l'Église*, p. 227-256 ; Conrad BLACK, *op. cit.*, tome II, p. 305-381.

⁶⁰ Micheline LACHANCE, *op. cit.*, p. 259.

⁶¹ Conrad BLACK, *op. cit.*, tome II, p. 399.

lui adresse une lettre de remerciement empreinte de dignité. Il existe certains indices qui tendent à indiquer que la sympathie [49] que M^{gr} Roy lui témoigne est teintée d'un penchant pour l'Union nationale. Il l'exprime avec sobriété dans une lettre datée du 25 janvier 1948 :

S'il est possible à notre vieux serviteur de monter sur le toit de l'Archevêché sans risquer sa vie, je célébrerai ces deux événements [un octroi à l'Université Laval et l'adoption du drapeau du Québec] en faisant hisser à notre mat le drapeau que vous venez de donner à notre Province et qui nous rend, à un nouveau titre, fiers d'elle-même et de son Chef ⁶².

Il se permet même d'écrire à la suite de l'effondrement du pont de Trois-Rivières : « Quand on songe à toutes les œuvres solides que vous avez construites, on est tout particulièrement peiné de voir que, par suite d'une erreur ou d'une faute d'un inconnu, une construction dont vous aviez raison d'être fier est à recommencer ⁶³. »

Outre M^{gr} Roy, M^{gr} Georges Courchesne, évêque de Rimouski, a toujours fait preuve de dignité dans ses rapports avec Duplessis et reçoit en retour le respect et l'attention du premier ministre.

Les évêques Desmarais, Labrie, Desranleau, Melançon, Lafortune et nombre d'autres, moins bien considérés, saisissent la moindre occasion pour le féliciter, notamment pour ses victoires électorales. M^{gr} J.-A. Desmarais lui écrit le 12 septembre 1944 :

C'est le soir même, ou au lendemain, de la journée mémorable du 8 août dernier, que j'aurais voulu vous écrire, pour vous féliciter de la victoire qui remettait entre vos mains les rênes du gouvernement de la Province.

M^{gr} Georges Melançon, en juin 1947 :

L'occasion est trop belle pour que je n'en profite pas... Je vous félicite du bon travail de votre Gouvernement durant la dernière session.

M^{gr} Arthur Douville, le 10 août 1944 :

⁶² *Ibid.*, tome II, p. 398.

⁶³ *Ibid.*, tome II, p. 401.

Je tiens à vous saluer comme Premier ministre et à vous féliciter de la marque de confiance que vient de vous donner la Providence.

M^{gr} Desmarais, au lendemain de la victoire électorale de 1956, lui adresse sa bénédiction :

[...] une grande bénédiction, pour votre bonheur personnel et le bien de toute la province, au début de ce nouveau mandat que le peuple, à ma grande joie, vient de vous confier ⁶⁴.

Les évêques peuvent adopter un ton obséquieux quand ils ont une requête à formuler, une « faveur » ou une subvention à obtenir. Pareille attitude horripile Duplessis qui leur fait « faire tapisserie » même quand leurs besoins sont pressants. À l'occasion d'une inauguration officielle d'une [50] route, d'un pont, d'un barrage, il est d'usage que l'évêque d'office ou son représentant prononce un discours franchement politique à la louange de Duplessis. Bon prince, ce dernier se charge du sermon que le premier a escamoté. La formule qu'on lui attribue, « les évêques mangent dans ma main », est apocryphe. Toutefois, ils lui sont tous redevables à des degrés divers.

Quant à ses ministres, à l'exception de Paul Sauvé dont Duplessis disait qu'il serait meilleur que lui si seulement il était moins « paresseux », aux juges, aux collaborateurs et autres personnes de tous rangs, ils n'ont pas comme les évêques à se retenir pour sauvegarder les apparences. Ils ne tarissent pas de propos flatteurs, parfois comiques à leur insu, à l'endroit du premier ministre.

Antonio Barrette : « Je vous réitère l'assurance de mon dévouement et de mon attachement ; après vingt ans de labeur à vos côtés je vous considère comme un homme providentiel et le plus noble fils de toute une race, c'est ma conviction intime ! »

Le même Barrette, au lendemain des funérailles de sa mère en 1947 : « Maman a eu des funérailles de reine. Je lui devais cela, mais c'est vous qui les avez payées. »

Omer Côté en 1956 : « je ne puis tracer ces lignes sans éprouver le besoin de vous dire ce que l'on ne peut faire de vive voix : je vous admire. »

⁶⁴ *Ibid.*, tome II, p. 320, 322, 323 et 408.

Le juge Édouard Archambault, à la péroration d'une longue apologie. « Je te dois tout ce que j'ai et tout ce que je suis. je n'en méritais pas tant ⁶⁵. »

Durant la campagne électorale de 1952, le curé de Bonaventure à court d'éloges s'écrie : « Il faudrait composer un nouveau cantique dont le refrain serait : célébrons à jamais Duplessis et ses bienfaits ⁶⁶. »

Même l'écrivain Roger Lemelin, qui pourtant fréquentait assidûment les cercles hostiles à Duplessis, lui décerne cet hommage le 22 décembre 1958 : « La chaleur humaine qui se dégage de votre personne et de vos propos, ainsi que le sincère et profond amour que vous portez à la Province, m'ont vraiment conquis ⁶⁷. »

Ayant reçu de Duplessis une aide financière inattendue, Gratien Gélinas lui écrit le 28 juin 1959 :

[51]

Plongé dans la solitude physique et morale la plus complète [...] je trouve votre magnifique envoi [...] Je me suis toujours trouvé à court de mots pour vous exprimer ma gratitude [...] Je ne vois pas de meilleure façon de vous dire merci que de retourner au plus tôt à la rédaction de cette pièce [...] Avec tous les miens, je forme des vœux pour que la Providence vous donne force et santé encore pendant longtemps ⁶⁸.

Selon Pierre Laporte, c'est Omer Côté qui, entre tous, a remporté la palme d'or de la gratitude :

M. Omer Côté avait atteint le sommet du genre dans une ébouriffante improvisation à l'éloge de Monsieur Duplessis. Posant au sculpteur travaillant dans le secret, il avait décrit une tête altière, un corps formé de la plus pure argile québécoise, un cœur largement ouvert à toutes les grandes causes. Tous les membres et une bonne partie des organes y avaient passé. Soudain, le ministre avait dévoilé verbalement cette étonnante statue. C'était Monsieur Duplessis ! Les journalistes se tenaient

⁶⁵ *Ibid.*, tome II, p. 30, 32, 33 et 45.

⁶⁶ Pierre LAPORTE, *op. cit.*, p. 31.

⁶⁷ Conrad BLACK, *op. cit.*, tome II, p. 601.

⁶⁸ Robert RUMILLY, Maurice Duplessis et son temps, tome II 1944-1959, p. 702. Pour d'autres expressions de vive reconnaissance, voir aussi p. 701-709.

les côtes à force de rire ; les députés ministériels trépignaient d'enthousiasme ⁶⁹.

Cette pluie d'hommages plaît généralement à Duplessis. Il n'est pas vaniteux, mais cette pluie d'hommages, qui reconnaît son mérite, flatte son ego. Quand il pose un geste généreux, il lui arrive de dire à celui qui l'a simplement remercié : « Tu n'as rien d'autre à ajouter ? Tu as bien tout dit ? » Et l'autre d'improviser un concert d'éloges. Parfois, il recourt à cette tactique à l'endroit de ses ministres, même quand ils s'expriment en public. Il demande à l'un d'eux de le célébrer en anglais. Celui-ci s'exécute : « He is the greatest Prime minister, he is the most progressive leader we ever had, he is... » Mais Duplessis l'interrompt et ajoute : « Broadminded ! » Et le ministre déclare : « and he is broadminded ⁷⁰ » aux applaudissements de la foule, Duplessis se frottant les mains de contentement. Peu de personnages ont reçu autant d'hommages en public et en privé au cours de leur vie.

Bien entendu, tous ces éloges ne sourdent pas toujours d'un cœur sincère. Ils sont plus ou moins sollicités par les conditions que Duplessis lui-même a suscitées par les subventions discrétionnaires et les dons, créant de la sorte chez les bénéficiaires un état de dépendance qui se traduit par des expressions plus ou moins sollicitées de gratitude et d'adulation. Rusé et perspicace, Duplessis n'hésite pas à se gagner l'estime et les services d'un adversaire qu'il perçoit vulnérable en même temps que talentueux. Paul Bouchard s'étant permis une impertinence des plus grossières - « Bénissons cet austère célibat, cette race de traître ne se reproduira plus ! » -, Duplessis apprécie la plume alerte de son détracteur. Plus encore, il le [52] convoque et le nomme sur-le-champ directeur du journal officiel de l'Union nationale, *Le Temps*. Il s'est ainsi acquis un allié dont la loyauté sera à toute épreuve.

À l'époque, le pouvoir réel d'un premier ministre du Québec est en réalité fort restreint d'autant plus que Duplessis, comme ses prédécesseurs, reste fidèle au credo du vieux libéralisme qui réduit au minimum le rôle de l'État, non seulement sur le plan économique, mais dans l'ensemble des activités sociales. En outre, le premier ministre du Québec ne dispose que de maigres ressources. Dès lors, son

⁶⁹ Pierre LAPORTE, *op. cit.*, p. 68.

⁷⁰ Conrad BLACK, *op. cit.*, tome II, p. 43.

paternalisme autoritaire et arbitraire n'a guère d'effet sur la vie quotidienne des citoyens. Mais Duplessis, dans le contexte politique et constitutionnel de l'époque, parvient à faire paraître énormes ces maigres ressources aux yeux des petits et des intellectuels, en s'en servant comme d'un appât et en les distribuant à la miette selon son bon plaisir. Je me suis entretenu avec des ministres et des collaborateurs qui, jour après jour, des années durant, avaient croisé Duplessis. Les sentiments, non seulement d'admiration, mais aussi d'affection sincère qu'ils lui témoignaient encore des années après sa mort m'étonnaient, moi à qui maîtres et amis l'avaient dépeint comme un tyran.

« Il m'est impossible, écrit Lapalme, de ne pas voir en Maurice Duplessis un homme totalement englouti par le pouvoir ⁷¹. » Duplessis n'a vécu que pour la politique. Célibataire, il disait que son seul amour était la politique, qu'il était sans réserve « au service du peuple », et « appartenait tout entier à la province » dont il dominait la politique depuis 1935. Il aurait pu ajouter que la province lui rendait bien son amour, qu'elle aussi lui appartenait tout entière ! Même ses adversaires n'ont jamais mis en doute que le peuple « savait » que Duplessis se vouait à son service. Cette conviction inébranlable était même à la source des interrelations de toute nature qui existaient entre Duplessis et la population.

Le poids et la nature de sa fonction d'autorité confinent le chef politique à la solitude. Lapalme qui, mieux que quiconque, sait le prix que Duplessis devait payer pour, maintenir l'osmose entre lui et le peuple constate : « C'était le chef et nul n'éprouvait autant que lui la solitude dans laquelle il œuvrait presque toujours ⁷². »

La solitude lui pèse de plus en plus au fur et à mesure qu'il vieillit et que la maladie mine son énergie. Dans un effort suprême, il mène la session parlementaire de l'hiver de 1959 de main de maître. Mais l'usure du temps sur ses traits, sa mémoire et ses réflexes physiques devient évidente. André Laurendeau qui l'a auparavant profondément blessé en [53] le décrivant comme un « roi nègre » ne peut taire une sympathie apitoyée quand il dépeint Duplessis vieillissant :

⁷¹ Georges-Émile LAPALME, *op. cit.*, tome II, p. 143.

⁷² *Ibid.*, tome II, p. 139.

Il est dur. Il mène. Il est seul : il y a dans ce vieillissement solitaire une certaine grandeur. Quant on est malade et vieux, ça n'est pas aussi drôle de gouverner ; mais il le faut, où irait la Province sans cela ? [...] Il impose sa volonté, il donne à ses adversaires le sentiment d'une étrange force inexpugnable, mais ses intimes voient sa main chercher en tâtonnant le bouton de l'ascenseur. Ayant vu autour de lui tant de lâcheté, il s'enfonce davantage dans le mépris des hommes ⁷³.

Duplessis se considère comme le père du Québec, titre que ses collaborateurs comme la foule anonyme lui attribuent comme allant de soi. À sa mort, on le pleure comme un père ⁷⁴. Des centaines de témoignages publics, dont plusieurs émanent de personnes qui ont condamné sa politique, attestent le caractère exceptionnel du leadership qu'il a incarné. Laurendeau, encore une fois, donne le juste ton :

Celui qui vient de mourir a dominé la politique québécoise depuis 1935. On l'a aimé, on l'a haï, estimé, discuté, mais son emprise, passionnément combattue a été incontestable durant un quart de siècle [...] Cet homme avait l'instinct du commandement [...] Il savait rassembler et galvaniser ses partisans. Il a inspiré d'admirables loyautés. [Sa carrière] se termine alors qu'elle semblait à son zénith. Maurice Duplessis n'aura pas connu l'amertume d'une ultime défaite, ou d'une longue maladie. Il tombe comme un combattant ⁷⁵.

Georges-Emile Lapalme, obligé par sa fonction de chef de l'Opposition de côtoyer Duplessis jour après jour, écrit avec amertume en 1959 :

C'est donc ce Duplessis-là que j'ai vu passer, le dictateur [...] là se dessinait le pirate de la politique faisant de la flibuste un métier [...] C'était un phénomène de puissance [...] Ceux qui n'ont pas combattu en face, à 15 pieds de distance, Maurice Duplessis, ou qui ne l'ont couvert de traits que de très loin, peuvent en parler à leur aise et faire la leçon à ceux qui, éloignés des salles de rédaction ou des cafés de commerce, se levaient en tremblant devant le prince... le grand homme aux imprécations méchantes.

⁷³ André LAURENDEAU, *Ces choses qui nous arrivent*, p. 2.

⁷⁴ La conviction que Duplessis était leur « propre père » était fortement ancrée parmi ses partisans. Même ses collaborateurs intimes, interrogés par Mario CARDINAL, Vincent LEMIEUX et Florian SAUVAGEAU (*op. cit.*), reviennent constamment sur ce thème. Certains d'entre eux répètent aussi qu'il était « le père du peuple ».

⁷⁵ André LAURENDEAU, *Le Devoir*, 7 sept. 1959, cité dans Conrad BLACK, *op. cit.*, tome II, p. 590.

Et Lapalme de faire son mea culpa :

Nous avons contrebalancé notre politique d'idées par une politique de la peur. Les grands journaux avec une veulerie symptomatique, les organisations patriotiques, les organismes financiers, les corporations municipales et scolaires ont gardé le silence pour ne pas être étranglés. Nous, sur [54] nombre de points, nous avons gardé le silence parce que nous avons peur de l'électorat. Et pour avoir refusé le combat nous n'en sommes pas moins sortis joliment balafrés ⁷⁶.

On rapporte que, peu avant sa mort, Duplessis aurait déclaré : « Vous aurez de la misère quand je serai parti. » Les milliers de personnes qui, à l'intérieur ou à l'extérieur de la cathédrale de Trois-Rivières, assistent à ses obsèques le 10 septembre 1959, n'ont sans doute pas cette déclaration à l'esprit ⁷⁷. Mais la « chance » et la « ruse » qui ont si bien servi Duplessis depuis 24 années vont avec lui quitter l'Union nationale. Elle connaîtra un destin tragique. Le seul qui aurait pu succéder à Duplessis en assurant la victoire aux élections générales, Paul Sauvé, meurt subitement le 2 janvier 1960. La dissension s'installe dans le parti et Jean Lesage remporte la victoire le 22 juin 1960 contre l'inepte Antonio Barrette - délaissé par le trésorier et l'organisateur en chef du parti - par une assez faible majorité de 11 sièges (53 contre 42). Daniel Johnson doit sa victoire inattendue de 1966 au comportement arrogant et erratique du premier ministre Jean Lesage. Johnson lui-même meurt subitement en 1968 et, après l'intermède sans panache de Jean-Jacques Bertrand aboutissant à une défaite cuisante en 1970 aux mains de Robert Bourassa (17 sièges contre 72), c'est l'agonie d'un parti sans chef et sans programme valables.

⁷⁶ Georges-Émile LAPALME, *op. cit.*, tome II, p. 158. Voir aussi, du même auteur, *Pour une politique*, p. 41-42.

⁷⁷ Conrad BLACK, *op. cit.*, tome II, p. 606. Cent mille personnes défilèrent devant son cercueil durant les trois jours où il fut exposé au Salon rouge du Parlement de Québec. Qui aurait pu prévoir que, l'année suivante, « son peuple » aurait déjà déserté et que, seule, une poignée de députés et de dirigeants de l'Union nationale assisteraient au service anniversaire de celui qui avait été durant 15 ans le chef incontesté de la province ?

[55]

Québec 1945-2000.
Tome II : Les intellectuels et le temps de Duplessis.

Première partie.
[Le règne de Duplessis](#)

Chapitre 3

Les fondements idéologiques du duplessisme

[Retour à la table des matières](#)

On a dit de Duplessis qu'il était « allergique » aux idées et qu'il n'a jamais lu de livres durant les années passées au pouvoir. J'ai cru à ces accusations mais elles étaient erronées. Jean-Charles Bonenfant, qui lui servit de secrétaire durant quelques années, les a démenties. Duplessis scrute attentivement les journaux du matin. S'il ne fait guère état de ses connaissances littéraires, comme Trudeau se complaît à les étaler, il possède bon nombre de livres à sa suite du Château Frontenac et il serait surprenant qu'il ne les parcoure jamais en écoutant durant de longues heures la musique classique qu'il aime tant.

Il est un adepte des idéologies traditionnelles qui ont imprégné la politique québécoise. La contestation du duplessisme porte davantage sur le recours constant dans le discours du « chef » aux préceptes religieux et au nationalisme que sur le libéralisme conservateur dont de nombreux aspects émaillent les propos

de Duplessis et dont la simple mention suffit, à ses yeux, à prouver l'argumentation.

Duplessis ne manifeste pas une grande ardeur à soutenir les idées nationalistes véhiculées par les personnes, journaux, revues et mouvements qui les professent. Il ne les contredit pas non plus. Assez souvent accusé de fascisme dans les médias de langue anglaise au Canada et aux États-Unis, il n'approuve pas les tendances corporatistes prônées par certaines formes de nationalisme mais ne les désapprouve pas non plus. Des mesures politiques qui combtent d'aise les nationalistes n'ont souvent pas de suite concrète ou ne revêtent qu'une dimension symbolique.

Plus à l'écoute du « petit peuple » que des intellectuels, il sait que les racines du nationalisme, comme doctrine, sont très faibles. Mais [56] il sait aussi jusqu'à quel point une population minoritaire, homogène et isolée craint viscéralement d'être engloutie par la majorité canadienne-anglaise qui, par son seul poids démographique et surtout sa suprématie économique, domine les institutions fédérales et est encline, sans même le rechercher, à adopter des mesures politiques préjudiciables au Québec. Il tire un immense profit politique et électoral de la perception aiguë qu'il a de l'état d'esprit des Québécois. Il n'a pas inventé la notion d'autonomie provinciale. Mais nul autre avant lui, pas même Honoré Mercier dont il aime à se réclamer, n'est parvenu à l'élever au rang d'une véritable formule politique.

UN LIBÉRALISME CONSERVATEUR

[Retour à la table des matières](#)

Au Québec comme ailleurs en Occident depuis le XIX^e siècle, l'économie domine les autres composantes de la société en ce sens qu'elle leur impose plus de contraintes qu'elle n'en subit elle-même. Ralph Miliband a conclu que, lorsque le libéralisme économique régit la société civile, les gouvernements qui s'inspirent d'une idéologie politique socialiste sont graduellement contraints, par suite des pressions qu'exerce sur eux l'environnement économique capitaliste, de renoncer à

leur programme au profit de mesures favorisant l'entreprise privée ⁷⁸. Le succès que connaît la France socialiste sous la présidence de François Mitterrand est précisément dû au virage capitaliste qu'elle a été obligée de prendre en 1984. Pierre Fournier a démontré la prépondérance de l'idéologie patronale au Québec sur la politique du gouvernement de Robert Bourassa de 1970 à 1976 ⁷⁹. Il en fut de même, quoique d'une façon moins transparente, pour le gouvernement du Parti québécois qui se définissait pourtant comme social-démocrate ⁸⁰. Et l'on peut présumer que le Parti social-démocrate élu en Ontario à l'automne de 1990 devra également se soumettre rapidement à la règle du capitalisme qui régit cette province.

Dans deux articles anciens, m'inspirant des propos de magnats d'industrie de l'époque, j'ai défini les principaux caractères du libéralisme classique du laisser-faire qui triompha aux États-Unis de 1850 jusqu'au *New Deal* de Roosevelt en 1933 ⁸¹. Ce libéralisme, qu'avec Clinton Rossiter [57] je désignerai par l'expression « libéralisme conservateur ⁸² », concilie la doctrine démocratique de la liberté individuelle et, les débuts du grand capitalisme industriel aux États-Unis. Il assimile l'« Évangile de la richesse » à celui du christianisme. Les lois qu'il proclame - loi de l'offre et de la demande, de la concurrence, des salaires « raisonnables », du profit et du progrès - se fondent sur la nature de l'homme et des choses. Mais c'est avant tout dans la religion que ces lois trouvent leur validation.

Le puritanisme fut le plus puissant levain de l'idéologie du libéralisme du laisser-faire américain. La richesse est le signe de l'amour divin, de la

⁷⁸ Ralph MILIBAND, *The State in Capitalist Society*.

⁷⁹ Pierre FOURNIER, *Le patronat québécois au pouvoir, 1970-1976*.

⁸⁰ Pierre FOURNIER (dir.), *Capitalisme et politique au Québec*.

⁸¹ Léon DION, « [Le libéralisme du statu quo](#) : (1) [l'idéologie protectrice](#) ; (2) Le droit protecteur », *Recherches sociographiques*, vol. I, n° 4, oct.-déc. 1960, p. 69-100 [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#), JMT.]; vol. 2, n° 1, janv.-mars 1961, p. 69-101 [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#), JMT.]; vol. Je m'appuie sur les propos de John D. Rockefeller, Chaunsey Depew, Mark Hopkins, Russel H. Conwell, James J. Hill, J.R Morgan, Henry Clews et, surtout, Andrew Carnegie (1835-1919) qui a écrit l'ouvrage le plus révélateur à ce sujet, *The Gospel of Wealth and Other Timely Essays*. Pour d'autres exposés, voir : André LIEBICH, *Le libéralisme classique* ; Theodore J. LOWI, « Avant le conservatisme et au-delà. Les idéologies et la vie politique américaines dans les années 1990 », *Revue française de science politique*, vol. 40, n° 5, oct. 1990, p. 669-699.

⁸² Clinton ROSSITER, *Conservatism in America*, p. 136.

prédestination au salut éternel. Au contraire, la pauvreté, qui résulterait souvent de la paresse, est la preuve visible du courroux de Dieu et un cruel présage de damnation. « Le pouvoir de faire de l'argent est un don de Dieu » s'exclame Rockefeller. Dieu a conclu une alliance avec la richesse. La prospérité matérielle élève le caractère moral de la nation elle-même. Selon le banquier Noah Porter, « [elle] contribue à adoucir le caractère national, à le rendre plus joyeux, plus altruiste, plus conforme au Christ ».

Les lois biologiques de l'évolution sont en accord parfait avec les dogmes puritains. La lutte pour la vie et la concurrence économique en découlent. L'une et l'autre permettent la survivance du plus fort et l'élimination de ceux dont la perpétuation entraînerait l'affaiblissement de l'espèce humaine. Selon Rockefeller, « la croissance d'une grande entreprise représente simplement la survivance du plus fort... Ce n'est pas là une tendance mauvaise propre aux affaires. C'est là l'effet d'une loi de la nature et d'une loi de Dieu. »

Dans *The Gospel of Wealth* [*L'Évangile de la richesse*], Andrew Carnegie insiste sur l'effort individuel et contribue puissamment par ses propos à propager la notion du *self-made man*. L'Amérique est le paradis de celui qui veut atteindre à la seule noblesse qui ne dépende pas du hasard de la naissance : celle qui procure la richesse à l'homme d'entreprise. Noblesse qui ne s'acquiert toutefois que par le travail, la discipline et l'épargne puisque, à la naissance, les chances sont égales pour tous. Le travail n'est pas une punition mais une bénédiction. Il faut travailler du [58] matin au soir car « le temps est de l'argent » - « Celui, écrit Carnegie, qui refuse sa contribution à l'amélioration de cette vie ne mérite pas la vie éternelle. »

Au devoir du travail il faut joindre le souci de l'épargne. L'épargne est le moyen qu'utilise le pauvre qui a l'ambition de devenir riche tout en restant vertueux : « Vous remarquerez, écrit Carnegie, que l'homme économe est un homme tempérant, un bon mari, un citoyen paisible et respectueux des lois. »

Le travail est source irremplaçable du succès et objectif suprême de la vie. La valeur d'un homme se mesure à son aptitude à réussir dans les affaires. Certes, le succès s'accompagne d'honneurs mondains décernés à celui qui réussit mais c'est également un impératif religieux. Dans les termes du prédicateur W.M. Thayer : « La religion emploie tous les justes motifs de la sagesse mondaine et leur ajoute

les motifs les plus élevés que crée [l'espoir en] l'immortalité. En fait, la religion exige le succès. »

L'accumulation de la richesse par la grande entreprise requiert l'harmonie entre le capital et le travail. Le syndicalisme alors naissant ne saurait enfreindre cette harmonie car celle-ci est la condition essentielle du progrès, la fin ultime vers laquelle tend l'humanité :

L'Évangile de la richesse, dit Carnegie, favorise le libre jeu des lois de l'accumulation. Il accepte cette situation comme inattaquable et cherche plutôt à en tirer le meilleur parti en dirigeant vers de nouveaux et meilleurs canaux les courants de la richesse accumulée et en cours d'accumulation, phénomène qu'il est impossible d'empêcher.

J.P. Morgan insiste pour que rien, nul syndicat ouvrier, nulle loi ne puissent entraver le processus d'accumulation de la richesse, car toute restriction « signifierait un arrêt du progrès industriel qui toucherait tous les employés salariés de l'Atlantique au Pacifique ». Et le progrès est la condition essentielle de l'harmonie entre les hommes et au sein de la nation.

L'acquisition de la richesse s'accompagne du devoir impératif de l'intendance (*trusteeship*). Toujours selon Carnegie : « Si vous êtes un intendant fidèle, [...] s'il reste un surplus, faites le bien parmi les membres de la maison de la foi. Et s'il y a encore un surplus, employez-le à faire le bien à tous les hommes. »

L'ouvrage de Carnegie commande à celui que la Providence a béni de faire don avant sa mort de tous ses biens « selon la dictée de sa conscience », car il a aussi le devoir de mourir pauvre. D'où la pratique généralisée de la philanthropie chez les puritains américains et, à un degré moindre sans doute parce qu'ils furent moins riches, chez les protestants canadiens.

[59]

Il va de soi que les propagateurs de l'« Évangile de la richesse » partageaient le jugement du sociologue évolutionniste anglais, Herbert Spencer, qui proclamait que « le meilleur gouvernement est celui qui agit le moins ». Aussi firent-ils abondamment appel aux tribunaux pour les protéger contre les lois des États américains qui, d'une façon ou d'une autre, contrecarraient l'« Évangile de la richesse » au nom de la justice sociale. Alors qu'il s'apprêtait à adopter les

premières mesures néo-libérales connues sous le nom de *New Deal*, le président Roosevelt dut déjouer la procédure régulière de nomination des juges à la Cour suprême des États-Unis pour s'assurer qu'elle n'appuie plus elle-même le credo du libéralisme conservateur.

Il est surprenant de constater que le Québec de la fin du XIX^e siècle et de la première moitié du XX^e ait montré autant d'ardeur à propager le libéralisme conservateur. L'absence d'une grande bourgeoisie d'affaires canadienne-française freine toutefois l'expression de propos aussi enthousiastes chez les petits-bourgeois que chez les premiers millionnaires américains, assoiffés d'argent tout en voulant plaire à Dieu.

Jusqu'à la fin des années cinquante, les associations patronales et d'affaires canadiennes-françaises, *La Presse*, *Le Soleil*, *Le Canada* et les dirigeants d'entreprise font abondamment écho aux grands thèmes du libéralisme conservateur : primauté de l'individu, devoir du travail et de l'épargne, nécessité d'une harmonie entre le capital et le travail, besoin de la grande entreprise industrielle pour assurer le progrès, conformité de l'intérêt public et de celui de l'entreprise... À ces professions de foi dans le libéralisme conservateur elles ajoutent certains thèmes propres aux conditions « indigènes », telles la bonne entente entre les deux « races » et la concession mitigée à l'État d'un rôle « supplétif » conformément à la doctrine sociale de l'Église. En outre, elles évitent de heurter de front l'autre credo, le credo nationaliste proclamant les vertus de la vie rurale, de l'agriculture, de la petite entreprise locale et régionale qu'il estime nécessaires à la survivance des Canadiens français.

Il importe d'éviter de confondre le libéralisme prôné au tournant du siècle dernier et celui qui commence à s'affirmer dans les années cinquante et à s'imposer à partir de 1960. Marcel Trudel a relevé l'existence d'un courant libertaire sous l'influence de Voltaire qui a toujours été marginal chez les intellectuels XIX^e me siècle⁸³. Fernande Roy dresse un inventaire des professions de foi libérale au sein de l'Association professionnelle des industries (API), d'obédience catholique, des chambres de commerce, de certaines revues et journaux au début du siècle⁸⁴. Leurs propos se conformaient [60] à l'ancien

⁸³ Marcel TRUDEL, *Influence de Voltaire au Canada*.

⁸⁴ Fernande ROY, *Progrès, harmonie, liberté : le libéralisme des milieux d'affaires francophones au tournant du siècle*.

libéralisme alors dominant partout sur le continent et n'ont aucunement influencé les orientations libérales beaucoup plus récentes vers l'État-providence, comme l'auteur le laisse entendre. Les concepts de progrès, d'harmonie et de liberté sont communs aux deux formes de libéralisme mais revêtent des sens fort différents. Si les intellectuels progressistes des années cinquante avaient connu ce courant d'idées, ils s'y seraient à juste titre opposés car il était celui d'Adam Smith alors qu'eux professaient celui de lord John Maynard Keynes. Ce n'est qu'au cours des années trente avec Jean-Charles Harvey, auteur des *Demi-civilisés* (1934) et directeur du journal *Le Jour* (1937-1946), que les idées libérales radicales dans leur expression moderne sont exposées de façon systématique. Le cardinal Villeneuve proscriit la lecture de ces œuvres « blasphématoires » ainsi que d'autres de même nature ⁸⁵.

L'adhésion au libéralisme conservateur de la bourgeoisie d'affaires canadienne-française favorise l'emprise sur le Québec de la grande bourgeoisie financière et industrielle canadienne-anglaise et étrangère. D'origine surtout britannique jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, cette dernière devient de plus en plus américaine par la suite. Cette grande bourgeoisie capitaliste s'implante très facilement ici avec le concours empressé de gouvernements complices. Elle peut à loisir tirer profit d'abondantes ressources naturelles, d'une main-d'œuvre laborieuse et bon marché, d'une idéologie religieuse du travail qui se rapproche du puritanisme sous bien des aspects tout en le considérant comme une « punition » plutôt qu'une bénédiction de Dieu, et d'une petite bourgeoisie autochtone qui espère bénéficier des retombées d'une industrialisation qui se fait largement sans elle. Emprunté aux États-Unis et au Canada, le libéralisme conservateur demeurera au Québec l'idéologie politique dominante jusqu'à la fin du gouvernement Duplessis.

Les conditions particulières du Québec dans le continent nord-américain expliquent la facilité avec laquelle, comme ses prédécesseurs, Duplessis fait profession de foi dans le libéralisme conservateur et persuade sans peine la population d'accepter des mesures politiques conformes à ce credo. Au cours de la même période, cependant, les États-Unis et le Canada délaissent graduellement le

⁸⁵ Victor TEBOUL, « *Le jour. Émergence du libéralisme moderne au Québec*.

laisser-faire au profit d'une pratique d'intervention politique soutenue sous l'influence de la théorie monétaire et fiscale de lord Keynes.

En 1933, afin d'amortir le choc de la Crise, le président Franklin D. Roosevelt inaugure le *New Deal*, qui consiste en une série de mesures politiques visant à stimuler l'économie et à accroître le bien-être collectif dans le cadre général de l'économie de marché. En s'amplifiant et en s'harmonisant au cours des années qui suivent, ces mesures modifient en [61] profondeur les relations entre l'État et la société civile. Un régime hybride connu sous le nom de *Welfare State* (État-providence) prend graduellement forme.

Au Canada, à la suite de la publication du rapport Rowell-Sirois en 1939, le gouvernement fédéral et les gouvernements de plusieurs provinces s'engagent sur le chemin tracé par les États-Unis. Le parachèvement de la voie maritime du Saint-Laurent à la fin des années cinquante, en facilitant l'expansion du tertiaire, particulièrement les communications, les finances et le commerce, accélère partout ce mouvement continental vers l'émergence de l'État-providence.

Le Québec reste la grande exception. Les assises de la grande bourgeoisie d'affaires francophone sont fragiles. Elles sont imbriquées dans une société aux élites religieuses et intellectuelles imprégnées de modes de penser et de vivre façonnés par la confiance en la « bonne » Providence plutôt que par la poursuite de la richesse. Dans ces conditions, les idées de l'État-providence ne peuvent s'y épanouir sans entraves.

La tradition janséniste et la doctrine sociale de l'Église catholique imprègnent fermement ici les mentalités et les structures. Malgré la séparation officielle de l'Église et de l'État, la religion catholique maintient au Québec son emprise sur l'idéologie politique en raison des conditions qui contraignent les dirigeants à se soumettre aux directives de la hiérarchie ecclésiastique. Il y a bien des tentatives de résistance de la part de certains, dont Taschereau et Godbout et surtout T-D. Bouchard, mais celles-ci s'apaisent sous la pression d'une opinion que l'Église façonne avec la plus grande facilité.

Le libéralisme conservateur de Duplessis se moule sur les conditions particulières du Québec. Il s'exprime par bribes dans des allocutions prononcées dans les occasions les plus diverses par Duplessis lui-même, surtout, mais aussi par ses ministres : inauguration d'un barrage, d'un pont ou d'une route ; congrès

annuels de l'API et de la Chambre de commerce de la province de Québec ; discours sur le budget.

Ces discours reprennent sans fin les mêmes thèmes : la tradition, l'ordre, la discipline, la stabilité, le courage, l'autorité, le progrès. Gilles Bourque et Jules Duchastel analysent le discours duplessiste et le jugent ambivalent puisqu'il proclame à la fois le respect de la tradition et la valeur du progrès ⁸⁶. Les auteurs confondent la notion de progrès du laisser-faire et celle du néo-libéralisme de l'État-providence. Claude Couture énonce un jugement différent et plus juste - « En fait le duplessisme fut une version [62] très conservatrice du libéralisme classique enrichi d'une touche populiste et nationaliste québécoise ⁸⁷. »

Pour l'ancien libéralisme, le progrès signifie l'avancement de l'industrie grâce au succès de promoteurs ayant le goût du risque et qui considèrent le travail comme un devoir : l'accumulation de la richesse aux mains de quelques individus grâce aux entreprises qu'ils créent bénéficie à l'ensemble de la collectivité par le salaire versé à la main-d'œuvre qu'ils emploient et au devoir de charité privée que le succès leur impose. Le néo-libéralisme de l'État-providence définit le progrès à la fois par l'intervention active des gouvernements (mesures fiscales et de sécurité sociale), dans le but d'amenuiser les inégalités entre les classes sociales et les régions, et par le souci de transformer les mentalités grâce à l'orientation néo-libérale des tribunaux, à l'attribution d'un rôle actif aux syndicats pour la protection des intérêts des travailleurs au sein de l'industrie et à l'évolution de l'opinion publique sous l'impulsion des intellectuels et des journalistes acquis aux préceptes de l'État-providence.

Même un examen sommaire du discours duplessiste montre de façon incontestable que la notion de progrès dont il est chargé se conforme pour l'essentiel au credo de l'ancien libéralisme conservateur. Pour Duplessis, l'intervention de l'État dans la société civile doit être réduite au minimum :

⁸⁶ Gilles BOURQUE et Jules DUCHASTEL, *Restons traditionnels et progressifs*.

⁸⁷ Claude COUTURE, *Le mythe de la modernisation du Québec*, p. 111. Couture lui-même confond ici et là les deux formes de libéralisme. Ainsi, il affirme que, sous Duplessis, il n'y avait pas de retard idéologique... puisque les valeurs dominantes de l'entreprise privée étaient déjà bien implantées au Québec. Or, l'auteur démontre par ailleurs que les porte-parole du libéralisme faisaient l'apologie de la charité privée et s'opposaient aux premières mesures fédérales de bien-être inspirées de l'idéologie de l'État-providence que des intellectuels canadiens-français préconisaient, ouvrant ainsi la voie à la Révolution tranquille.

Aide-toi et le ciel t'aidera... C'est lorsque chacun accomplit son devoir que les droits de tous sont complètement garantis. En toute évidence, le paternalisme d'État paralyse infailliblement et fatalement les initiatives fécondes et nécessaires et conduit, en définitive, à la ruine des individus et des peuples [...] Nous sommes d'opinion que le paternalisme d'État est l'ennemi du progrès véritable. Nous croyons que la province de Québec sera développée plus rationnellement et plus rapidement par l'initiative privée bien comprise, c'est-à-dire saine et juste. [L'entreprise privée est] le système par excellence, celui de la logique, de la justice, du progrès, de la prospérité, celui de qui découlent la bonne administration, les saines initiatives, et les réalisations humanitaires... C'est le seul conforme à la dignité humaine, à la vérité profonde et au progrès durable ⁸⁸.

Duplessis s'adresse aux capitalistes américains en ces termes : « Nous avons les ressources, vous avez l'argent [...] travaillons ensemble ⁸⁹. » Par contre, son intérêt pour l'agriculture est marqué et constant. Ses fréquents [63] propos à ce sujet constituent une contribution à l'économie que Michel Brunet a appelée « agriculturisme ». Sa déclaration du 29 juin 1950 mérite une place de choix dans la panoplie des professions de foi dans les vertus de l'agriculture : « L'agriculture est véritablement le point d'appui pour soulever le monde dont parle Archimède. C'est l'industrie basique, c'est la pierre angulaire du progrès, de la stabilité et de la sécurité. Les peuples forts sont ceux chez lesquels l'agriculture occupe une place de choix ⁹⁰. »

À l'égard des petits et moyens entrepreneurs locaux et régionaux le gouvernement de Duplessis s'attribue des responsabilités et adopte des mesures interventionnistes. À l'exception de certains travaux publics de peu d'envergure, tel le développement du réseau routier, c'est au capital étranger que Duplessis s'en remet. On attend de la richesse acquise qu'elle profite à l'ensemble de la collectivité. À peu près toutes les abondantes citations des discours sur le budget que Bourque et Duchastel ont analysés confirment cette conclusion. Le slogan « Duplessis oriente sa province vers le progrès » coiffe la publicité électorale de l'Union nationale aux élections de 1948. Mais la formulation de la plupart des 26

⁸⁸ Cité dans Denis MONIÈRE, *Le développement des idéologies au Québec*, p. 301-302. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

⁸⁹ *Ibid.*, p. 303.

⁹⁰ *Ibid.*, p. 303.

thèmes qui explicitent la proclamation du progrès trahit l'adhésion à l'ancien libéralisme.

Dorval Brunelle définit le duplessisme comme une idéologie qui prêche à la fois les mérites du capital étranger et les vertus de l'« agriculturisme ». Le dernier discours inaugural, le 19 novembre 1958, montre très bien cette double orientation :

Aussi le gouvernement continuera-t-il de mettre en application, dans tous les domaines de l'administration, une politique progressive qui s'inspire des leçons du passé, répond aux besoins du présent et sauvegarde l'avenir. Le gouvernement propose d'intensifier les mesures susceptibles de contribuer au progrès de l'agriculture, garantie de survivance et source de stabilité essentielle [...] La mise en valeur de nos ressources forestières, hydrauliques et minières a nécessité, en ces derniers temps, des placements de capitaux se chiffrant à des centaines de millions de dollars. Les énormes investissements ont profité à notre économie et créé de l'emploi ⁹¹.

Au congrès annuel de l'API en 1949, Duplessis élève le régime de libre entreprise au rang de vérité éternelle :

Le système [est] néfaste en vertu duquel tout appartient à l'État. [Seul est vrai le système de l'entreprise privée] approprié au passé, nécessaire au présent et indispensable à l'avenir. [Ce système fait disparaître] les dangers et les désastres accumulés par le monopole d'État. Il met en valeur le talent, le travail, l'initiative et la dignité de la personne humaine ⁹².

[64]

Le discours sur le budget de 1959, lu par le ministre des Finances John Bourque, chante pour la millième fois les mérites du libéralisme conservateur dans le domaine de la sécurité sociale comme ailleurs :

Avec les années, la sécurité sociale a tendance dans l'esprit de certaines gens à remplacer l'épargne populaire, les plans de pensions et les

⁹¹ Dorval BRUNELLE, *La désillusion tranquille*, p. 131-132. Dans le même sens, voir Gérard BOISMENU, *Le duplessisme*. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

⁹² Jean-Louis ROY, *La marche des Québécois*, p. 176. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

formes d'assurance organisées pour assurer la protection contre certains risques. Cette tendance est de nature à décourager l'initiative privée, l'effort personnel, l'esprit de travail, au détriment de la liberté et du progrès économique de la nation. Le gouvernement de la province a foi en l'entreprise privée, soucieuse de ses droits, mais respectueuse de ses obligations. Il est convaincu que le paternalisme et le socialisme sont les ennemis les plus dangereux du progrès et de la liberté ⁹³.

Duplessis se dit l'ami de l'ouvrier aussi bien que du cultivateur. Mais le premier comme le second sont soumis à la grande loi du travail, seul gage de progrès et de prospérité durable. Il accepte le syndicalisme mais à la condition qu'il contribue à l'harmonie du travail et du capital. Il déclare ne pas croire qu'« on puisse citer un seul exemple de grève qui ait rapporté quelque profit ».

Des institutions et des intellectuels désireux de faire accéder pleinement le Québec à la modernité contestent, on le verra, le libéralisme conservateur duplessiste dès le début de la décennie 1950-1959. Au sein même de la Chambre de commerce de la province de Québec et de l'API des voix se font entendre pour réclamer une politique plus interventionniste de la part du gouvernement du Québec afin de faciliter l'aménagement des infrastructures, l'implantation de nouvelles industries, le développement du tourisme, etc. Vers la fin des années cinquante, les demandes deviennent pressantes. À l'ouverture du congrès de l'API en 1959, le président déclare :

Il faut que l'état provincial se rende compte une bonne fois de ses responsabilités économiques, qu'il mesure la puissance de ses moyens d'action. Il importe qu'il s'engage résolument dans une planification économique qui n'est aucunement la prise en charge par l'État de l'activité économique, mais uniquement l'élaboration d'un plan directeur de développement économique qui nous éloignera de la politique de l'à-peu-près que nous avons suivie jusqu'à maintenant ⁹⁴.

Nombre de mémoires présentés par des gens d'affaires à la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels créée par Duplessis en 1953 dénoncent les insuffisances de la charité privée. Cependant, Duplessis persiste, du

⁹³ Yves VAILLANCOURT, *L'évolution des politiques sociales au Québec, 1940-1960*, p. 129.

⁹⁴ Jean-Louis ROY, *op. cit.*, p. 174.

moins dans son discours, à affirmer que la politique de sécurité sociale encourage la paresse et l'irresponsabilité. Il ne cesse de vanter les mérites des communautés religieuses, surtout les communautés féminines, pour leur zèle à soulager la misère humaine. La plus grande concession [65] qu'il consent est d'admettre le rôle supplétif de l'État dans les secteurs traditionnels d'activité économique ou dans le domaine social.

Les esprits, parmi les intellectuels, les gens d'affaires et la population en général, deviennent plus réceptifs aux préceptes de la justice sociale. La mort de Duplessis accentuera cette évolution comme le démontrent les déclarations faites au congrès de l'API, de la Chambre de commerce du Québec et autres organismes patronaux et d'affaires à l'automne de 1960. Il reviendra à la politique interventionniste du gouvernement Lesage d'accélérer le mouvement des mentalités vers la modernité et de mettre l'État au diapason des structures et des institutions les plus dynamiques. Ce processus d'intégration du politique et de la société civile sous l'égide de l'État-providence requerra bien davantage que des mesures sociales empiriques et ne se fera pas sans mal.

Sous cette forme l'opposition n'atteint guère Duplessis. Il s'en remet à l'Église et aux mouvements nationalistes pour esquiver les coups et préserver son crédit auprès de la population. Duplessis est personnellement très religieux. Ses origines conservatrices le protègent du libéralisme doctrinal, objet des foudres de l'Église québécoise. Dans la dernière partie du XIX^e siècle, l'Église a mis les rouges au ban. Wilfrid Laurier est parvenu à dissiper le rapport étroit que les ultramontains ont établi entre le libéralisme radical et anticlérical de certains membres de l'Institut canadien et le courant politique libéral depuis longtemps en vigueur en Grande-Bretagne et aux États-Unis. La condamnation épargne le Parti libéral mais on continue de le soupçonner d'anticléricalisme même sous Laurier, Taschereau et Godbout qui ont maints conflits avec les autorités ecclésiastiques⁹⁵. Les mailles antilibérales encercleront même Jean Lesage. Elles se sont toutefois relâchées et il s'en libérera non sans devoir se débattre de plus d'une manière durant les six années de son gouvernement contre de prétendues visées antireligieuses.

⁹⁵ Voir : Jean-Paul BERNARD, *Les rouges* ; Antonin DUPONT, *Les relations entre l'Église et l'État sous Louis-Alexandre Taschereau, 1920-1936* ; Bernard L. VIGOD, *Quebec before Duplessis*.

Duplessis, franc conservateur, bénéficiera toujours de la faveur de l'Église, des hauts dignitaires ecclésiastiques jusqu'aux humbles curés des paroisses rurales. Il ne se prive pas d'un appui aussi puissant et jamais premier ministre provincial n'a fait plus de professions de foi religieuse. Pourtant, il se sert de l'Église pour ses propres fins politiques autant et davantage qu'il ne la sert. Consciemment ou non, il l'affaiblit dans ses assises les plus fermes. Apparemment toujours puissante à la fin des années cinquante, elle est en réalité devenue un géant aux pieds d'argile.

[66]

LA RÉCUPÉRATION DE L'IDÉOLOGIE CLÉRICALE

[Retour à la table des matières](#)

Né le 20 avril 1890, Maurice Duplessis est baptisé par M^{gr} Louis Laflèche auquel on attribue la fameuse formule « le ciel est bleu et l'enfer est rouge ». L'Église accueille avec satisfaction sa victoire électorale de 1936. Elle est confiante d'entretenir avec lui et son gouvernement des rapports plus harmonieux qu'avec les libéraux.

L'Église catholique occupe longtemps une position d'hégémonie dans la société canadienne-française. Il serait toutefois erroné de croire que cette position est acquise dès après la conquête de la Nouvelle-France par la Grande-Bretagne. Plusieurs membres du clergé retournent alors en France, l'évêché de Québec demeure vacant jusqu'au sacre de M^{gr} Briand à Suresne en 1766 et, jusqu'au début du XVIII^e siècle, la proportion de prêtres par 1000 habitants est bien plus basse qu'elle ne l'était sous le Régime français.

Par ailleurs, d'habiles concessions - abolition du serment du Test (Test Act) prohibant l'accès aux fonctions administratives pour les catholiques, reconnaissance du droit civil français, restauration du régime seigneurial - permettent aux autorités britanniques de s'assurer en permanence de la loyauté de l'Église envers la couronne. Ce n'est qu'après la défaite des patriotes (1837-1838) ⁹⁶ que l'Église parvient à dissiper toute trace du libéralisme et de l'anticléricalisme larvés qui ont gagné les couches supérieures de la population.

⁹⁶ Jean-Paul BERNARD, *Les rébellions de 1837-1838*.

Avec M^{gr} Ignace Bourget, évêque de Montréal (1840-1876) et M^{gr} Laflèche, évêque de Trois-Rivières (1870-1898), l'Église canadienne se fige dans l'ultramontanisme, c'est-à-dire dans un catholicisme intransigeant et conservateur qui sera sa caractéristique dominante durant plus d'un siècle ⁹⁷.

Malgré le fait que la Constitution canadienne institue la séparation de l'Église et de l'État, le magistère de la première s'étend à tous les secteurs d'activité. L'Église structure tout le champ social auquel elle procure une rationalité culturelle englobante. Par ses représentants - les évêques, le clergé séculier, les religieux et les religieuses - de même que par ses appareils - les diocèses, les paroisses, les monastères, un redoutable arsenal pénitentiaire, la famille, les établissements d'enseignement (écoles, collèges classiques, universités), d'assistance publique et d'hospitalisation, la « bonne » presse, les encycliques pontificales édictant la doctrine sociale, les mouvements d'action catholique et de tempérance, les associations patronales [67] et professionnelles et le syndicalisme -, on peut dire de l'Église catholique d'alors qu'elle est la seule institution ayant eu la taille et la portée contraignante d'un système. Louis-Philippe Roy, très ardent catholique intégriste, se demandait qui était le chef des Canadiens français ? Il répondait : « L'Église catholique romaine et tous ceux qui la défendent ⁹⁸. »

Pour rendre compte de ce rôle « totalisant » de l'Église, on se réfère souvent au vide social créé dans l'ancienne colonie française par le départ des anciennes élites après la Conquête ou à la perte de prestige des notables politiques après l'écrasement de l'insurrection de 1837-1838. Ou encore, comme l'écrit Michel Brunet, on peut dire que ce n'est pas tant l'Église qui aurait imposé d'autorité son emprise sur la société québécoise mais plutôt cette dernière qui se serait approprié la religion et l'aurait de la sorte incorporée à sa culture, comme le font généralement les peuples minoritaires « dans le but de protéger leur existence comme collectivités distinctes ». Il est loisible de se demander enfin si les élites laïques, dont l'influence croissait au cours du premier tiers du XVIII^e siècle,

⁹⁷ Voir : Nive VOISINE et Jean HAMELIN, *Les ultramontains canadiens-français* ; Jean-Paul BERNARD, *op. cit.* ; Nive VOISINE, Louis-François Laflèche, tome I : *Dans le sillage de Pie X et de M^{gr} Bourget* ; Nadia F EID, *Le clergé et le pouvoir politique au Québec* ; Fernand DUMONT et collab. (dir.), *Idéologies au Canada français, 1850-1900* ; René HARDY, « L'ultramontanisme de Laflèche », *Recherches sociographiques*, vol. X, n^{os} 2-3, 1969, p. 197-206.

⁹⁸ Louis-Philippe ROY, « Rôle du chef social », reproduit dans Daniel LATOUCHE et Diane POLIQUIN-BOURASSA (dir.), *Le manuel de la parole*, p. 321.

auraient pu, à défaut de l'Église, se reprendre assez rapidement en main à la suite du revers de 1837-1838 pour remplir les rôles qui auraient dû normalement leur être dévolus dans les divers secteurs de l'activité sociale.

En 1920, l'Église est au sommet de sa puissance non seulement comme institution spirituelle mais aussi comme institution séculière. Sa domination est incontestée. Son appareil institutionnel s'étend à la société entière. Elle est un grand propriétaire foncier, possède de nombreux établissements et dispose d'une grande richesse mobilière et immobilière. Les campagnes élèvent des temples somptueux et le presbytère est la maison la plus grande et la mieux construite de la paroisse. Il a fallu des générations de pauvres paysans et d'ouvriers pour acquitter les lourdes dettes contractées par les fabriques. C'est en outre aux diocésains que l'on fait appel pour payer la construction des séminaires. On admire aujourd'hui la splendeur de plusieurs de ces édifices en oubliant trop qu'ils sont le fruit de la misère de générations et de générations de nos pères. La voix des évêques est considérée comme l'écho de celle du pape qui, pour les Canadiens français, se prononce *ex cathedra* sur toutes matières. En 1960, on compte 8 400 prêtres veillant sur une population de trois millions, soit un [68] prêtre par 360 habitants, rapport jamais atteint auparavant. Environ 60 000 religieux et religieuses vaquent à des tâches plus humbles mais aussi essentielles ⁹⁹.

Cette abondance de ressources masque un essoufflement qui se manifeste de plusieurs manières dès les années vingt. De 1911 à 1961, le recrutement chute régulièrement (de 30% à 14%). Les religieux vieillissent, les tâches d'administration, d'enseignement et d'aumônerie occupent un nombre croissant de prêtres pouvant représenter 30% dans certains diocèses. La concentration de la population dans les villes aux dépens des campagnes ébranle les encadrements traditionnels des fidèles qui ne fréquentent la paroisse, en ville, que pour les rites religieux. La pratique religieuse décroît. La proportion de prêtres et de religieux par rapport à la population diminue. « Le presbytère, écrit Jean Hamelin, fonctionne comme une agence publique [...] L'esprit du siècle envahit le

⁹⁹ Voir : COMMISSION D'ÉTUDE SUR LES LAÏCS ET L'ÉGLISE, tome I : *Histoire de l'Église catholique au Québec, 1608-1970*, p. 70 ; Louis-Edmond HAMELIN, « Évolution numérique séculaire du clergé catholique dans le Québec », *Recherches sociographiques*, vol. II, n° 2, 1961, p. 189-241 ; Jean HAMELIN, *Histoire du catholicisme québécois*, tome II : *De 1940 à nos jours* ; Paul-André LINTEAU et collab., *Histoire du Québec contemporain*.

Clergé ¹⁰⁰. » Les dirigeants de l'Église eux-mêmes paraissent ignorer ce déclin. Le cardinal Léger est l'un des premiers à le reconnaître et à s'en préoccuper. L'influence des mouvements d'action catholique s'exerce sur les jeunes, non sur les adultes dont près de 50 %, estime-t-on, ne sont plus des pratiquants réguliers.

Malgré l'évolution des structures sociales et des mentalités qui sapent imperceptiblement ses fondements, l'autorité morale de l'Église au sein de la société persiste, intacte. L'omniprésence de l'Église est longtemps considérée comme allant de soi. Son emprise s'étend au politique lui-même. L'alliance de fait du pouvoir ecclésiastique et du pouvoir politique se fonde sur la notion bien médiévale de la suprématie du spirituel sur le temporel. Et, comme au Moyen Âge, il arrive que le pouvoir politique s'oppose aux volontés du pouvoir ecclésiastique tout en empruntant à celui-ci sa propre idéologie. Au cours du long gouvernement libéral de Louis-Alexandre Taschereau (1920-1936), les heurts entre les deux pouvoirs sont nombreux - heurts au sujet de la création de la Régie des alcools, de la loi sur l'assistance publique, de la loi sur l'adoption, du travail dominical, du suffrage féminin, du syndicalisme catholique, des mesures de colonisation, de l'instruction obligatoire, etc. - et si, souvent, l'Église parvient à infléchir les lois et les réglementations dans le sens qu'elle favorise, le gouvernement prête une oreille sympathique aux controverses que les positions ecclésiastiques soulèvent parmi la population et il ne se prive pas de les alimenter.

[69]

Duplessis respecte scrupuleusement les directives officielles de l'Église. Les aurait-il critiquées ou même seulement se serait-il montré tiède à leur endroit que la population l'en aurait blâmé. La doctrine catholique telle que la proclament les évêques est incontestée. Plus souple et plus retors que ses prédécesseurs, n'ayant en aucune façon, contrairement à eux, subi l'influence des doctrines libertaires, plus religieux aussi, il adhère aux enseignements de l'Église tout en les adaptant à ses fins politiques. Or, sous plusieurs aspects, ces enseignements s'accommodent fort bien du libéralisme conservateur : soumission à la divine Providence, vertu de la charité privée, obligation de travailler à la sueur de son front, devoir de bienveillance des patrons envers les travailleurs, soumission de ceux-ci à ceux-là,

¹⁰⁰ Jean HAMELIN, *op. cit.*, tome II, p. 167.

bienfaits de relations harmonieuses entre le capital et le travail, opposition aux syndicats neutres, rôle supplétif de l'État en certaines circonstances, etc.

Quand la doctrine sociale de l'Église diverge du libéralisme conservateur, d'un côté comme de l'autre on feint d'ignorer les différends. Des évêques, M^{gr} Roy et surtout M^{gr} Léger, se font les défenseurs des pauvres. Dès 1951, à l'occasion du congrès annuel de l'Association professionnelle des industriels, M^{gr} Léger affirme la primauté de la justice sociale sur certaines formes de charité ¹⁰¹. Ce discours contraste avec la position dominante des évêques toujours riviée au précepte du devoir chrétien de la charité privée. Duplessis n'apprécie guère l'intervention du cardinal mais se garde de la contester publiquement. Il s'offusque toutefois d'entendre les libéraux dénoncer sa politique comme non conforme aux préceptes de la justice sociale. À plusieurs reprises, dans les programmes électoraux ou les discours inauguraux qui en tiennent lieu ainsi que dans les discours annuels sur le budget, il définit sa pratique bien particulière de la justice sociale. Ainsi, en 1948 :

Les libéraux, toujours surnoisement mais fermement liés aux communistes, ont renchéri en disant que Maurice Duplessis n'avait rien fait pour établir dans notre province la justice sociale, véritable prévention contre le communisme. Rien fait ? Il faut être de mauvaise foi ou détraqué pour lancer une telle affirmation. Aider les pauvres et les déshérités de la vie, améliorer les conditions de vie des ouvriers, fournir aux cultivateurs les moyens de vivre libres sur des terres libres, faire rayonner le bonheur dans un plus grand nombre de cœurs, voilà vers quoi a toujours tendu la politique de l'Union Nationale. Toutes les œuvres qu'a accomplies Maurice Duplessis depuis 1936 tendent, justement, à rapprocher les différentes classes de la société et à faire régner la justice sociale recommandée par le Saint Siège comme préventif contre le communisme ¹⁰².

[70]

Le 2 juillet 1952, *Le Devoir* rapporte une déclaration étonnante de Duplessis qui témoigne de la désinvolture avec laquelle il confond les genres : « La justice

¹⁰¹ Jean-Louis ROY, *op. cit.*, p. 179.

¹⁰² Jean-Louis ROY, *Les programmes électoraux du Québec*, tome II : 1931-1966, p. 331.

constitutionnelle est encore plus importante que la justice sociale, car c'est elle qui donne naissance à la seconde ¹⁰³. »

Duplessis ne cesse de proclamer la nécessité d'une concorde entière entre l'Église et l'État. Le bon ordre public et le progrès de la société en dépendent. Dans le discours sur le budget de 1954, il réclame une concertation de toutes les parties en cause : « Le progrès économique et social de notre province ne peut devenir une réalité vivante que si le capital, le travail et l'autorité civile aussi bien que l'autorité religieuse coopèrent loyalement dans l'élaboration d'une politique de concorde et de véritable fraternité ¹⁰⁴. »

C'est durant la grève de l'amiante en 1949 qu'il affirme avec encore plus de force le besoin d'une entente complète entre l'Église et l'État pour assurer le respect de l'ordre et de l'autorité :

Le problème n'est pas de réformer mais de rétablir l'ordre. Les inventions modernes n'ont pas changé un seul grand principe. Le soleil se lève toujours à l'est. La Tradition et la Morale restent les mêmes [...] Nous sommes à un tournant de notre histoire et nous avons à faire face à des troubles sur le front industriel et religieux. On veut détruire la religion en s'attaquant à l'autorité légitimement constituée. Les deux autorités civile et religieuse doivent être également respectées parce qu'elles viennent de Dieu [...] La province a besoin de stabilité économique, sociale et nationale ¹⁰⁵.

Il approuve l'Église de condamner le communisme, le socialisme, les francs-maçons et de dénoncer les Témoins de Jéhovah ainsi que les publications « obscènes ». Ces adjurations venant de la chaire favorisent ses visées politiques. Elles procurent du poids à ses propres dénonciations de ses adversaires progressistes qu'il qualifie de « communistes » ou de « sans-Dieu ». Par contre, d'esprit pragmatique, il fait fi des courants corporatistes ou ultra-nationalistes qui circulent dans certains cercles ecclésiastiques. Il se garde d'intervenir publiquement sur les questions touchant directement au pouvoir spirituel. S'il lui arrive de prononcer un discours religieux à l'occasion de l'inauguration de travaux publics, il s'attend en retour que l'évêque présent glorifie ses mérites politiques, ce

¹⁰³ Propos rapporté par Réjean PELLETIER, *Partis politiques et société québécoise*, p. 46.

¹⁰⁴ Gilles BOURQUE et Jules DUCHASTEL, *op. cit.*, p. 139.

¹⁰⁵ Cité dans Denis MONIÈRE, *op. cit.*, p. 300.

à quoi ce dernier se prête d'autant plus volontiers que les travaux ont été possibles grâce au premier ministre. Les seuls différends sérieux qui surviennent dans les relations de Duplessis avec les dignitaires ecclésiastiques ont lieu à l'occasion des grèves ouvrières, notamment la grève de l'amiante au printemps de 1949.

[71]

S'il manifeste le plus grand respect envers l'Église comme pouvoir spirituel, Duplessis ne tolère de sa part aucune ingérence dans le domaine séculier. Or, l'Église est omniprésente. L'accroissement constant des coûts du maintien des nombreux établissements sous son contrôle lui rend de plus en plus difficile la tâche d'assumer les frais de leur fonctionnement. Les directions religieuses de ces établissements sont contraintes de demander l'aide financière du gouvernement. Duplessis y consent d'autant plus volontiers que sa contribution lui procure un profit politique incommensurable : la soumission des ecclésiastiques qui exercent depuis tant d'années le plein contrôle des institutions charnières de la société québécoise. Il systématise le procédé des subventions discrétionnaires dont Taschereau avait usé de façon sporadique. Dans les institutions qu'elle continue de dominer, l'Église cesse peu à peu de dicter les règles du jeu. De plus en plus, elle doit obtenir l'approbation de celui qui lui permet de surnager financièrement. À la fin du gouvernement Duplessis, elle présente l'apparence d'un édifice immense et majestueux mais dont les fondations s'affaissent. Il s'ensuit une confusion du sacré et du profane qui corrode le sacré. Dans les termes du frère Untel :

On s'aperçoit bientôt qu'il n'y a pratiquement aucun moyen de démêler la pensée et la religion. Tout est inextricablement confondu [...] Le profane est sacré : on bénit les ponts et les restaurants, et du même coup, le sacré est profané, puisqu'on le mêle à tout [...] On devrait pourtant le savoir : la confusion du sacré et du profane se solde régulièrement au détriment du sacré. On préfère régulièrement pleurnicher sur les excès des anticléricaux ¹⁰⁶.

Les intellectuels et les mouvements qui contestent le cléricisme ne font pas seuls tout le travail de sape ; leur adversaire acharné, Duplessis, y contribue à sa façon. Le frère Untel déclare : « Le dernier grand service massif que l'Église a

¹⁰⁶ Jean-Paul DESBIENS, *Les insolences du frère Untel*, p. 65-66. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

rendu ici a été de rendre son pouvoir au moment de la révolution tranquille ¹⁰⁷. » Et Félix Leclerc écrit dans le même sens : « Rappelez-vous le catholicisme au Québec, il est parti tout seul à son heure, sans un coup de bâton, sans agonie ¹⁰⁸. » Il convient de replacer ces jugements dans le contexte des années cinquante.

L'APPROPRIATION DU NATIONALISME

[Retour à la table des matières](#)

Le nationalisme canadien-français est la forme prédominante des représentations intellectuelles dans le Québec de l'ancien régime. Ces représentations constituent le prisme à travers lequel les élites traditionnelles perçoivent la société qu'elles cherchent à définir et à orienter. La question de la survivance de la nation en terre d'Amérique, au Canada et au Québec [72] même constitue le noyau central de ce nationalisme. Le sentiment d'insécurité, la crainte de voir disparaître les Canadiens français comme collectivité originale sous-tendent la vision nationaliste. Les nationalistes éprouvent

jusqu'à la nausée les complexes du conquis, du minoritaire : la susceptibilité, la timidité, les sentiments d'infériorité et d'humiliation et jusqu'à la haine d'eux-mêmes et la révolte. [Leur instinct de conservation les incite à se tourner sur eux-mêmes, à verser dans l'ethnocentrisme, notamment à] exclure de leur moi affectif tout ce qui respire « Anglais » afin de mieux pouvoir sans fausse conscience se le représenter comme cet « autre » qui leur permet de bien cerner leur propre identité ¹⁰⁹.

La survivance est un devoir de fidélité envers les anciens qui n'ont cessé de lutter pour conserver et transmettre l'héritage. Ce devoir est sacré, y faillir, une trahison. Rien ne doit être épargné pour s'en acquitter convenablement. D'où, pour les dirigeants, le souci de l'ordre, la stabilité, le respect de l'autorité et de la hiérarchie, la solidarité et la présomption d'unanimité. D'où, également, la confiance indéfectible envers les institutions protectrices, la famille, la paroisse,

¹⁰⁷ Cité dans Jacques BERTIN, *Félix Leclerc, le roi heureux*, p. 220.

¹⁰⁸ Félix LECLERC, *Dernier calepin*, p. 116.

¹⁰⁹ Léon DION, *Québec 1945-2000, tome I : À la recherche du Québec*, p. 66 et 81. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

l'école, la « bonne presse », les notables et, inversement, souvent la méfiance à l'endroit de l'industrialisation et de l'urbanisation considérées comme des menaces à la persistance de ces institutions.

La famille et la paroisse ne sont elles-mêmes que des canaux par lesquels s'exercent l'autorité et l'influence de l'Église. Les deux axes du nationalisme traditionnel sont la langue française et la foi catholique. L'Église se porte garante de leur sauvegarde et les considère comme indissociables. Selon les formules consacrées, « la foi gardienne de la langue » et « la langue gardienne de la foi » sont interchangeables. Dans les termes de Thomas Chapais : « Oui ! Un Canadien français qui n'est pas un catholique est une anomalie, un Canadien français qui ne l'est plus après l'avoir été est un phénomène monstrueux ¹¹⁰. »

[73]

La religion est l'assise première de la patrie qu'elle se donne pour mission de protéger et de sauvegarder. C'est le « fait providentiel de la survivance » qui, selon M^{gr} Laflèche, fonde la double mission catholique et nationale des Canadiens français :

Lorsqu'on voit ce que les quelques familles françaises débarquées il y a à peine deux cent cinquante ans sur les bords du Saint-Laurent sont devenues aujourd'hui par leur développement naturel seul [on doit conclure que] le doigt de Dieu est ici [...] Nous sommes une nation puisque nous sommes un million d'âmes parlant la même langue, professant la même foi, ayant des coutumes, des usages, des lois et des institutions à nous en propre. Puisque nous sommes une nation, nous avons donc une patrie, c'est la terre que nous ont léguée nos pères, la belle et riche vallée du Saint-Laurent [...] Mais quelle est donc cette mission et cette doctrine nationales ? [...] Notre histoire a répondu : « Votre mission

¹¹⁰ Dès 1935, la polémique s'engage sur cette question entre le jeune père Lévesque et l'abbé Groulx. Le premier déclare : « Nous sommes en présence de deux actions [...] Malgré certains beaux discours sur l'Église gardienne de la nation ou sur la mission apostolique de la race française, rechristianiser et refranciser, essentiellement parlant, cela ne veut pas dire la même chose. Le catholicisme n'est pas plus essentiellement français que le français n'est essentiellement catholique. » (Georges-Henri LÉVESQUE, *Souvenances*, tome I, p. 264-269.) Cette prise de position paraît ébranler les convictions de Groulx. Dans une lettre, il écrit : « Réflexion faite, voilà déjà plusieurs jours que, pour ma part, je me suis rangé de votre avis. » Or, l'abbé Groulx affirme le contraire : « Hélas, deux fois hélas, et encore une fois, qui dira le mal que nous aura fait l'invention de ce dualisme entre le patriote et le catholique ? » (Lionel GROULX, *Mes mémoires*, tome III, p. 287-289, cité dans Georges-Henri LÉVESQUE, *op. cit.*, p. 268 et 269.)

« nationale est la conversion des pauvres sauvages et l'extension du royaume de Jésus-Christ, votre doctrine nationale, c'est de devenir un grand peuple catholique. »

Hubert Guindon écrit que l'Église « incarne la nation ¹¹¹ ». L'Église prend et conserve le contrôle du mouvement nationaliste qui fait pendant un siècle article de foi au Québec. Mais pour rester catholiques et français il est nécessaire de se cramponner au sol. L'Église détermine l'orientation des institutions sur lesquelles elle n'a pas d'autorité directe grâce à l'influence prédominante qu'elle exerce sur le nationalisme qui fleurit partout. Par l'intermédiaire d'organismes comme l'École sociale populaire et les Semaines sociales, elle oriente en profondeur le nationalisme en lui inculquant une mission messianique et en laissant nombre d'ecclésiastiques et de laïcs préconiser, au cours des années trente, un régime socio-politique inspiré du corporatisme de Salazar et de Mussolini.

Le jour où l'Église, déchue de sa puissance, perdra son rôle historique de garante de la patrie et sera démise de l'autorité d'imposer des arguments servant d'assise au nationalisme, ce dernier se trouvera privé de son souffle. Contraints de substituer une conception séculière à la pensée cléricale traditionnelle, les néo-nationalistes, privés du moins pour un temps d'un soutien institutionnel, verseront dans le pessimisme ¹¹². L'État qu'a valorisé la Révolution tranquille va spontanément fonder sa puissance d'attraction sur ce néo-nationalisme. Les thèmes seront renouvelés et le devenir de la nation s'ouvrira sur des horizons nouveaux.

Duplessis fait fi du nouvel enseignement. Toujours soucieux d'être au diapason d'un peuple dont le nationalisme répond à un besoin viscéral [74] et tenu pour des raisons électorales et politiques de ne pas contrarier l'Église, il adopte sans peine les grands thèmes du nationalisme traditionnel dont elle est le principal promoteur et le rempart le plus solide, tout en les délestant de la substance doctrinale dont elle les a revêtus. Il est inébranlablement convaincu que les assises profondes du Québec s'enracinent dans la religion catholique et la langue

¹¹¹ Hubert GUINDON, *Quebec Society : Tradition, Modernity and Nationhood*, p. 104. Voir aussi Colette MOREUX, « Idéologies religieuses et pouvoir ; l'exemple du catholicisme québécois », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. LXIV, 1978, p. 35-62.

¹¹² Léon DION, « Le nationalisme pessimiste. Sa source, sa signification, sa validité », *Cité libre*, n° 18, nov. 1957, p. 3-18.

française. Sous cet aspect, il est un puissant protagoniste de la tradition. Il partage en outre tous les aspects du nationalisme qui concordent avec son propre libéralisme conservateur.

Des thèmes nationalistes parsèment son discours mais il les transpose conformément à son pragmatisme politique. Il les traite comme des vérités acquises plutôt que comme des valeurs à poursuivre. Il se garde bien d'appuyer les projets de certains nationalistes, tel le corporatisme. Par contre, il exploite d'autres aspects du « programme » nationaliste, par exemple l'anticommunisme dont il fait l'un de ses principaux thèmes électoraux contre le Parti libéral. Si le Parti libéral, dont certains dirigeants sont suspects aux yeux de Duplessis d'être des sympathisants communistes sinon des membres du parti à part entière, ne cesse pas de dénoncer la fameuse loi anticommuniste de 1937, dite « loi du cadenas », c'est, selon lui, parce qu'il est l'« ami des communistes et des Témoins de Jéhovah ». Dans l'ensemble, il tire profit du nationalisme pour étoffer sa double stratégie d'exploitation des sentiments populaires et d'ajustement ou de résistance aux changements qui se produisent à une cadence de plus en plus rapide dans la société civile.

Duplessis est-il un ardent nationaliste ? Il n'est pas un nationaliste doctrinaire, il ne contribue pas à l'élaboration de thèmes nationalistes. Plus encore, sa méfiance à l'endroit des intellectuels s'étend à ceux d'entre eux qui sont nationalistes. Il déçoit grandement leur chef de file, l'abbé Groulx, qui, amer d'avoir été évincé, décide dès 1936 que Duplessis n'est pas le sauveur de la nation dont il espère la venue. De son côté, Duplessis n'a cure du « petit homme en soutane noire ». Il fait fi de son nationalisme verbeux, de son corporatisme sans résonance populaire, de sa dénonciation des Anglais et de son aversion pour eux ainsi que de son antisémitisme. Dès que les conditions politiques le lui permettent, Duplessis coupe les ailes aux élans nationalistes des dirigeants de l'Action libérale nationale avec lesquels il avait pourtant conclu une alliance tactique en 1935. Il évite, au cours de la campagne électorale de 1944, de contrarier publiquement la forte impulsion nationaliste qui anime le Bloc populaire parce que cet aspect du programme de ce parti attire une fraction non négligeable de son propre électorat. Après sa victoire électorale, il le démolit en ridiculisant son programme social progressiste.

Le discours de Duplessis abonde pourtant de propos à saveur nationaliste. Dans l'allocution inaugurale de la campagne électorale de [75] 1952, il énonce le « programme » de l'Union nationale et déclare : « Notre province doit demeurer la forteresse de la culture française et catholique en terre d'Amérique ¹¹³. »

Il omet rarement d'en tirer un profit politique. Ainsi : « On veut détruire la religion en s'attaquant à l'autorité légitimement constituée ¹¹⁴. » Ou encore : « L'union de toutes les bonnes volontés est nécessaire pour que nos écoles continuent à se multiplier, pour que l'enseignement continue à s'inspirer de la lumière éternelle, et qui ne s'éteindra jamais, et pour que la province de Québec poursuive sa marche vers un progrès constant ¹¹⁵. »

Peu de mesures politiques concrétisent ces actes de foi nationaliste répétés à satiété. L'adoption en janvier 1948 du drapeau fleurdelisé comme emblème distinctif du Québec constitue un cas d'autant plus notable qu'il fut exceptionnel. Saisi d'émotion, René Chaloult, son allié nationaliste des premières heures devenu un adversaire farouche, se lève de son siège à l'Assemblée législative et félicite Duplessis : « Voilà un geste digne d'Honoré Mercier ¹¹⁶. » Cette décision spectaculaire de nature symbolique concrétise le sens de l'identité québécoise parmi la population.

Son pragmatisme incite Duplessis à la prudence. Ainsi, contrairement à Camilien Houde qui paya sa dissidence de quatre ans d'internement, Duplessis se soumet à l'inscription obligatoire décrétée par le gouvernement fédéral à l'automne de 1939 et tarde à se prononcer contre le plébiscite « conscriptionniste » de 1942. Ce n'est qu'au début de la campagne électorale de 1943 qu'il dénonce avec vigueur la position d'abord ambiguë et à la fin favorable du premier ministre Godbout. Il ne daigne pas commenter publiquement le rapport de la Commission d'enquête sur les problèmes constitutionnels (Commission Tremblay) déposé en 1956. (Il avait institué cette commission en 1953 pour lutter contre le rapport de la Commission d'enquête fédérale sur

¹¹³ Jean-Louis ROY, *Les programmes électoraux du Québec*, tome II : 1931-1966, p. 345.

¹¹⁴ Maurice DUPLESSIS, *Le Devoir*, 14 juill. 1944, cité par Gérard BOISMENU, *op. cit.*, p. 355.

¹¹⁵ Maurice Duplessis, Discours de Maurice Duplessis prononcé à Bersimis le 1^{er} juin 1959, cité dans Robert RUMILLY, *Maurice Duplessis et son temps*, tome II : 1944-1959, p. 695.

¹¹⁶ Cité dans Marc LESAGE et Francine TARDIF (dir.), *Trente ans de Révolution tranquille*, p. 130.

l'avancement des arts, des lettres et des sciences déposé en 1951.) Pourtant, le rapport sanctionne la politique de Duplessis en faveur de l'autonomie, mais il transgresse les bornes par exemple en affirmant :

[La province de Québec] est investie au sein même de la Confédération canadienne et en regard de l'Amérique tout entière d'une mission qui lui est propre : la sauvegarde d'une culture distincte de celle des populations environnantes ; par la suite, elle doit tout mettre en œuvre pour former [76] une élite qui soit, dans tous les domaines de la pensée et de l'action, à la fois l'expression et le soutien de cette culture.

Ce n'est pas la notion de « culture distincte » qu'il ne peut entériner. Il affirmera lui-même à diverses reprises que le Québec est « distinct ». C'est plutôt le caractère progressiste de cet énoncé et d'autres de même teneur, notamment dans les domaines de l'éducation et des affaires sociales, qu'il se refuse à cautionner. Ce sera Jean Lesage qui tirera profit du rapport Tremblay, lequel avalise en partie la formule de retrait facultatif (*opting out*) que Maurice Lamontagne a forgée en 1954 dans *Le fédéralisme canadien*, tout en omettant prudemment de faire mention de ce livre.

Duplessis approuve l'orientation « anti-étatiste » du nationalisme. Elle légitime sa propre adhésion au libéralisme conservateur. Mais il fait fi de la méfiance du nationalisme à l'endroit de l'industrialisation jugée corrosive des institutions protectrices de la tradition. Pour lui, c'est en Amérique du Nord, de plus en plus industrielle et urbaine, que le destin du Québec doit s'accomplir. La lancinante crainte nationaliste d'une intrusion de culture et de vie « anglaises » parmi les Canadiens français a peu de prises sur lui. Sans les contredire ouvertement, il passe outre aux directives du nationalisme visant à contrarier des développements que lui-même poursuit, telle l'industrialisation du Québec. On ne peut taire l'objectif électoral toujours sous-jacent à son soutien du nationalisme dont l'Église est l'inspiratrice et la propagandiste principale. Il doit composer, il le sait, avec son énorme puissance morale. Ses incessantes professions de foi dans la religion catholique et la langue française n'entravent aucunement son admiration pour le savoir-faire anglais en économie. Ce savoir-faire, à ses yeux, découle de la longue emprise que l'ancien libéralisme a exercée aux États-Unis. De plus, il estime que le développement industriel du Québec et la mise en valeur de ses

abondantes ressources naturelles dépendent du dynamisme de l'entreprise privée et du capital étranger.

UNE AUTONOMIE PROVINCIALE DÉFENSIVE

[Retour à la table des matières](#)

La revendication de l'autonomie politique pour le Québec dans le respect du fédéralisme canadien est le prolongement naturel du nationalisme de Duplessis. Un quiproquo fondamental au sujet de la nature de la Constitution canadienne de 1867 est à la base de la revendication autonomiste du Québec. Pour les chefs de file canadiens-français de la confédération, les premiers ministres québécois et les constitutionnalistes de langue française, la Confédération résulte d'un pacte entre deux nations. Selon cette théorie, ce sont les provinces qui ont créé le gouvernement fédéral et ce dernier ne possède que les compétences concédées par les premières. Pour les analystes canadiens-anglais de la Constitution, celle-ci émane d'une simple loi du Parlement de Westminster et c'est le gouvernement [77] fédéral qui devient le maître-d'oeuvre principal de la politique canadienne. Ce malentendu est à l'origine de toutes les dissensions entre le Québec et le gouvernement fédéral et les autres provinces au sujet de la formule d'amendement, du partage des pouvoirs, de la répartition des impôts et de la nature même du régime fédéral. Georges-Émile Lapalme écrit que Duplessis « a réellement inventé l'autonomie provinciale même si avant lui on l'avait évoquée ¹¹⁷ ».

Depuis la Confédération, la plupart des premiers ministres du Québec se sont portés à diverses reprises à la défense des intérêts de leur province. Si ceux que nous pouvons considérer comme d'ardents nationalistes sont rares, c'est parce que le Parti libéral a dominé largement la scène politique à Ottawa depuis 1896, victoire de Laurier, jusqu'en 1957 et, à Québec, jusqu'en 1936. Pourtant, à la conférence fédérale-provinciale de 1927, Louis-Alexandre Taschereau et le premier ministre G. Howard Ferguson de l'Ontario imposent au gouvernement fédéral la reconnaissance de la théorie du pacte : le gouvernement fédéral ne

¹¹⁷ Georges-Émile LAPALME, Mémoires, tome II : *Le vent de l'oubli*, p. 40.

dispose que des pouvoirs qui lui sont concédés par les provinces. En 1929, invoquant l'autonomie provinciale, Taschereau refuse d'étendre au Québec le programme de pensions de vieillesse que le gouvernement fédéral vient d'adopter. Le premier ministre Adélard Godbout doit se plier aux exigences « centralisatrices » du fédéral qui accapare « temporairement » de nombreux pouvoirs en invoquant les exigences de la guerre. Les libéraux fédéraux le jugent néanmoins trop « provincialiste » et le poids de leur influence est décisif à la convention libérale-provinciale de 1950. Au cours de cette conférence, Georges-Émile Lapalme, député fédéral de Joliette depuis 1945, est choisi chef du parti dans un concert préfabriqué d'unanimité ¹¹⁸.

Le mérite d'avoir « inventé » l'autonomie provinciale, Duplessis l'attribue à Honoré Mercier (1840-1894) dont il se dit l'héritier à plus d'un titre : celui de fondateur d'un parti « national » et de fervent adepte de l'autonomie provinciale. Avec bien moins de conviction, il cite parfois le vibrant appel de Mercier à la suite de l'exécution tragique de Louis Riel (1885) : « Cessons nos luttes fratricides et unissons-nous », leitmotiv repris sans succès par chaque génération depuis lors. Duplessis l'évoquera dans un discours prononcé durant la campagne électorale de 1944 avec une formule de son cru : « Unissez vos voix et dites aux centralisateurs d'Ottawa : vous ne passerez pas ¹¹⁹. »

[78]

Mû par cette louable conviction, Mercier fonde le Parti national auquel se rallient surtout des libéraux mais aussi un certain nombre de conservateurs nationalistes. Premier ministre du Québec, il ne le demeure que quatre ans (1887-1891) après avoir été destitué par le lieutenant-gouverneur, Auguste-Réal Angers, à la suite du scandale de la Baie-des-Chaleurs. On a dit de Mercier qu'il fut l'un des plus célèbres premiers ministres du Québec ¹²⁰, « celui que les historiens, unanimement, appellent le plus grand Premier ministre du Québec ¹²¹ », en dépit

¹¹⁸ Voir à ce sujet les propos amers de Jean-Marie Nadeau, l'un des deux candidats qui se sont « désistés » à la dernière minute dans Jean-Marie NADEAU, *Carnets politiques*, p. 99-103.

¹¹⁹ Conrad BLACK, *Duplessis*, tome II : *Le pouvoir*, p. 81.

¹²⁰ Voir : Monique DUVAL, « 1987 nous réserve plusieurs anniversaires », *Le Soleil*, 3 janv. 1987 ; J. Norman PICQUERING-LEBLANC, « Un grand patriote », *Le Devoir*, 19 sept. 1990.

¹²¹ Peter Waite, cité dans Paul-André LINTEAU (dir.), *Histoire générale du Canada*. À l'encontre de ce jugement, l'historien Michel Brunet dit de Duplessis qu'il fut « le seul

des courtes années de son gouvernement. Avant Jean Lesage, il adopte une « politique de grandeur ». En grand apparat, il visite les États-Unis, la France, la Belgique, Rome et il est reçu au Vatican. En 1887, il convoque à Québec la première conférence des premiers ministres provinciaux tenue au pays. Selon Pierre Charbonneau, « Mercier est ouvert aux changements qu'annoncent les temps modernes. Tout en se faisant le défenseur des valeurs nationales (langue, religion, autonomie québécoise), il souhaite guider le développement du Québec à l'image des sociétés les plus avancées ¹²². »

Mercier est le pionnier de la notion d'« affirmation nationale » dont Pierre-Marc Johnson fera le premier article de son programme politique quand il succédera à René Lévesque comme premier ministre du Québec. L'esprit moderne en plus, sous nombre d'aspects le discours et la pratique de Mercier présagent en effet le style de Duplessis. Il est un tribun populaire, conquiert l'appui du clergé, favorise le développement régional et local, recourt sans retenue au patronage et poursuit sans relâche l'autonomie provinciale. Mais son nationalisme est plus fervent que celui de Duplessis. On lui prête même l'intention de faire l'indépendance politique du Québec, objectif que n'a jamais eu Duplessis. Et il s'attire l'antipathie des Anglais alors que Duplessis les respecte et veille à se faire des alliés politiques parmi eux, notamment les investisseurs anglais et américains.

À la suite d'Honoré Mercier, tous les premiers ministres du Québec, à l'exception d'Adélard Godbout pris dans la souricière de la Deuxième Guerre mondiale, ont réclamé à des degrés divers plus d'autonomie pour le Québec. Le thème a toujours eu une vogue exceptionnelle parmi la population. Les gens d'affaires eux-mêmes y recourent chaque fois qu'il favorise leurs intérêts.

[79]

La famille Molson, menacée de pertes importantes de revenus à la suite des lois prohibitionnistes de plusieurs provinces en 1916 et 1917 et des restrictions sévères imposées aux distilleries et aux brasseries, publie dans le journal *The Gazette* plusieurs annonces à saveur autonomiste dans le but d'inciter les Québécois à se dissocier de ces mesures : « Pourquoi ne laisse-t-on pas le Québec

homme d'État que le Québec ait connu en raison de « sa » conquête de l'autonomie fiscale ». (Cité dans Philippe POULIN, *Michel Brunet*, p. 83.)

¹²² Pierre CHARBONNEAU, *Le projet québécois d'Honoré Mercier*.

décider de ses affaires lui-même ? », ou encore « Le gouvernement du Québec ne devrait pas emboîter le pas d'Ottawa. Le temps est maintenant venu où le législateur doit agir afin de préserver à la fois le droit de la province à se gouverner elle-même et la liberté de son peuple ¹²³. » Le référendum tenu en 1919 par le gouvernement de sir Jean-Lomer Gouin ne porte que sur l'interdiction des alcools et laisse entière la liberté de commerce quant à la bière et au vin. Le référendum se solde par une victoire de plus de 78 % des voix. Dans les années suivantes, la brasserie Molson fera fortune... .

Duplessis n'innove donc pas en tenant un discours axé sur l'autonomie mais il est plus incisif que ses prédécesseurs. Il le fait avec une conviction et une sincérité qui rappellent en effet la faconde d'Honoré Mercier. Il met d'autant plus d'éloquence à exprimer sa conviction qu'il sait que ce thème a la faveur populaire. Son discours est chargé de propos autonomistes. C'est de la volonté même des pères de la Confédération que Duplessis fait dépendre la légitimité de la revendication autonomiste :

Les Pères de la Confédération ont voulu par la constitution de 1867, maintenir les provinces libres et souveraines dans un Canada grand et prospère. Ils ont voulu respecter les traditions locales, les aspirations des deux grandes races et à cette fin, ils ont confié à l'autorité fédérale certains pouvoirs bien définis, tout en conservant aux provinces les pouvoirs essentiels à leur vie économique, religieuse et culturelle ¹²⁴.

Les quelques citations suivantes puisées dans les « programmes » électoraux, montrent que le discours duplessiste s'inspire de thèmes autonomistes :

Maurice Duplessis est aujourd'hui le champion incontesté dans la grande lutte constitutionnelle pour le respect des droits des provinces ¹²⁵.

Il faut que nous soyons sûrs de toujours parler français, de pratiquer notre religion, d'avoir les écoles que nous voulons. C'est ça l'autonomie, une question de vie ou de mort ¹²⁶.

¹²³ Shirley E. WOODS, Jr., *La saga des Molson*, p. 293.

¹²⁴ Gilles BOURQUE et Jules DUCHASTEL, *op. cit.*, p. 169, citation tirée du discours sur le budget de 1954.

¹²⁵ Programme de 1948 sur le thème « Duplessis donne à sa province », cité dans Jean-Louis ROY, *Les programmes électoraux du Québec*, tome II, p. 330.

Québec a des raisons particulières de tenir plus que les autres provinces à la reconnaissance de ses droits, Québec est la seule province où on [80] peut apprendre le français, où la religion est enseignée librement. Nos pères ont lutté pour que la race canadienne-française puisse vivre selon ses traditions nationales et religieuses. Nous devons garder précieusement l'héritage qu'ils nous ont légué ¹²⁷.

Il y a un autre point important. C'est le droit d'être maître chez soi [...] L'autonomie, c'est le droit [...] de faire des lois pour nous et par nous, de faire régler les questions qui regardent Québec par Québec plutôt que de les faire régler par Ottawa ¹²⁸.

L'autonomie, c'est la sauvegarde des libertés et prérogatives provinciales, c'est le droit d'être maître chez soi, et le droit de légiférer de la manière qui nous convient et le pouvoir d'appliquer ces lois [...] c'est le respect des droits que nous avons conquis et que la constitution nous a reconnus ¹²⁹.

Que les provinces deviennent les remorques d'un pouvoir qu'elles ont créé serait à l'encontre de la lettre et de l'esprit de la confédération [...] il n'existe pas de gouvernement responsable qui se borne à administrer l'argent provenant des taxes imposées et perçues par un autre gouvernement ¹³⁰.

Des premiers ministres provinciaux dont, surtout, celui de l'Ontario, Mitchell Hepburn, approuvent et même appuient le discours autonomiste de Duplessis. Au Québec, il reçoit l'approbation inconditionnelle de tous : hiérarchie catholique, clergé, dirigeants d'associations, intellectuels et gens d'affaires.

Au cours des années 1944-1956, *Le Devoir* persiste à réclamer la sauvegarde de l'autonomie politique du Québec dans tous les domaines : économie, éducation,

¹²⁶ Programme de 1952 sur le thème « Laissons Duplessis continuer son œuvre », cité dans Réjean PELLETIER, *op. cit.*, p. 45.

¹²⁷ Discours inaugural de la campagne de 1956, cité dans Jean-Louis ROY, *Les programmes électoraux du Québec*, tome II, p. 359.

¹²⁸ Déclaration reproduite dans *The Montreal Gazette*, 3 févr. 1945, cité dans Herbert F QUINN, *The Union Nationale*, p. 115.

¹²⁹ Cité dans Denis MONIÈRE, *op. cit.*, p. 298.

¹³⁰ *Ibid.*, p. 299.

religion, famille, travail ¹³¹. Sous cet aspect, ce journal soutient Duplessis même si, surtout à compter de 1956, il désapprouve sa conduite dans d'autres domaines. François-Albert Angers est un partisan irréductible de l'autonomie, position qui, à plusieurs reprises, l'incite à se porter à la défense des mesures politiques de Duplessis : « La débilité de notre patriotisme vient de ce que nous vivons encore sous le régime et selon l'esprit de la conquête [...] Ainsi l'autonomie ne nous parle pas suffisamment au cœur, parce que nous n'avons pas encore compris que c'est la liberté ¹³². »

[81]

Pour Michel Brunet, la sauvegarde de l'autonomie doit être le principal objectif de la politique du Québec. Cet objectif, le gouvernement doit le poursuivre avec courage et lucidité :

Les défenseurs de l'autonomie du Québec ne servent pas seulement les ambitions légitimes de la collectivité canadienne-française. Ils travaillent efficacement à protéger la stabilité de l'union canadienne en assurant à la minorité le minimum de sécurité dont elle a besoin comme groupe ethnique distinct et que lui garantit la constitution du pays. C'est une sécurité que la politique centralisatrice du gouvernement *canadian* ne peut pas lui donner. Cette responsabilité appartient à l'État provincial du Québec. L'évolution récente du nationalisme canadien-français ne permet plus d'en douter. Pour le bien général du pays et de la nationalité canadienne-française elle-même, il est nécessaire que ce nationalisme soit canalisé vers des objectifs provinciaux. La tranquillité des deux Canadas l'exige ¹³³.

L'électorat sanctionne l'approbation d'une grande partie de l'opinion en votant pour l'Union nationale à quatre reprises. Ses adversaires libéraux doivent reconnaître que des slogans du genre « Duplessis donne à sa province, les libéraux donnent aux étrangers », « le pouvoir de taxer est le pouvoir de gouverner », répétés à satiété, ont un effet cumulatif dont le résultat est de les discréditer auprès de l'électorat. Les abbés Dion et O'Neill estiment qu'il faudrait confier à des

¹³¹ Mireille FERLAND, « Les éditoriaux du Devoir et le thème de l'autonomie », dans Fernand DUMONT et collab., *Idéologies au Canada français, 1940-1976*, tome I : *La presse - La littérature*, p. 106-160.

¹³² François-Albert ANGERS, « Essai de synthèse. Patriotisme et raison », *l'Action nationale*, vol. XLVIII, n^{os} 9-10, 1959, p. 411.

¹³³ Michel BRUNET, *La présence anglaise et les Canadiens*, p.292.

sociologues l'examen du concept d'autonomie : « Il est fort possible que nous ayons là un cas typique d'une valeur désormais passée au stade de mythe ¹³⁴. »

Jean-Marie Nadeau exprime avec vigueur la même idée :

Auprès du grand nombre, le mot a la valeur d'une incantation, d'un maître-mot, d'une magie quelconque [...] C'est un phénomène de la mentalité pré-logique des sociétés primitives. Sa valeur électorale est énorme [...] Pendant que Duplessis attaque Ottawa, les libéraux donnent l'impression d'être à la remorque des libéraux fédéraux, dont ils sont les victimes bien plus que les collaborateurs ¹³⁵.

Dès 1947, alors qu'il est encore député, André Laurendeau perçoit que les prises de position de Duplessis en faveur de l'autonomie n'ont qu'une portée négative : « Sans doute sa résistance a connu de belles heures [...] Mais il s'est contenté d'une défensive purement négative. Il a redit non, sans jamais expliquer en détail ce qu'il voulait. Il a répété sa doctrine autonomiste [...] jamais il n'a formulé de politique autonomiste ¹³⁶. »

[82]

En 1950, Pierre Elliott Trudeau, lui qui plus tard écrira qu'à cette époque il était « farouchement en faveur de l'autonomie ¹³⁷ », exprime une même opinion et affirme que la notion d'autonomie telle que Duplessis la conçoit est à rebours de l'histoire :

Il serait grand temps que l'on fasse, par exemple, le procès équitable de l'autonomie. Ce mot n'est pas une idée, c'est un cri de guerre. C'est un antidote verbal au poison (verbal) de la centralisation. L'autonomie est bonne parce qu'elle empêche la centralisation ? Eh dame ! cette doctrine néfaste empiète sur l'autonomie [...] Et ce, pendant que nous disons « non » à toutes les forces centralisatrices, des forces naissent et se développent, une philosophie et une stratégie s'élaborent dans l'ombre, d'irréductibles nécessités historiques s'imposent qui broieront comme verre les velléités autonomistes [...] Pouvons-nous dire après cela que l'autonomie est bonne et que la centralisation est mauvaise ? [...] Ne faudrait-il pas cesser d'être contre et s'inquiéter d'établir un peu plus

¹³⁴ Gérard DION et Louis ONEILL, *Le chrétien et les élections*, p. 116.

¹³⁵ Jean-Marie NADEAU, *op. cit.*, p. 169-170 (entrées du 31 oct. 1957 et du 26 déc. 1951).

¹³⁶ Cité dans Denis MONIÈRE, *André Laurendeau*, p. 188.

¹³⁷ Pierre Elliott TRUDEAU, *Le fédéralisme et la société canadienne-française*, p. V.

sûrement des positions qui puissent s'intégrer dans la trame de l'histoire ¹³⁸ ?

En nombre d'occasions, toutefois, Trudeau affirme « croire à l'autonomie provinciale ». À l'occasion du débat à propos des octrois fédéraux aux universités, il approuve le « non » de Duplessis mais, là encore, réproouve « l'aspect purement négatif et basement partisan de cet autonomisme ¹³⁹ ».

La portée électorale du recours à l'autonomie chez Duplessis est incontestable. Georges-Émile Lapalme doit rengainer à plusieurs reprises sa désinvolture à l'endroit de cette notion ainsi qu'en témoigne la boutade que lui prête Antoine Rivard : « L'autonomie, qu'est-ce que ça mange en hiver ¹⁴⁰ ? » La rétrospective modifie cependant sa perception. En 1970, il écrit :

Une fois sorti de la ligne de feu, après la mort de l'ennemi, il n'y a aucun mérite à reconnaître que cet adversaire nous a forcés à forger notre pensée et notre stratégie. Sans lui, sans ses mots qui avaient fini par infuser en nous une inquiétude permanente et continue sur l'avenir du parti et de la province, je me demande même si le Parti libéral se serait emparé du cheval de bataille classique qui s'appelle l'autonomie pour accomplir une chevauchée aux dimensions de l'État. Il nous a tous traumatisés pour le mieux et de cet homme qui ne lisait rien et qui n'était pas un penseur est sorti un mot dont nous avons fini par faire une réalité [83] politique et matérielle [...] Je lui donne d'avance toute l'importance qu'il aura, mais dans ma pensée, je le situe en regard du nouveau visage que nous allions donner à notre politique en portant des coups que Duplessis nous administrait à grands renforts d'autonomie [...] De ses affirmations vides et de ses négations sont sorties à la fois une politique des petites choses et toute une séquelle de grands actes accomplis par d'autres, c'est-à-dire par nous et nos successeurs ¹⁴¹.

Les innombrables évocations de l'autonomie provinciale faites par Duplessis ont imprimé jusqu'à aujourd'hui leur sceau sur la politique québécoise. C'est à lui

¹³⁸ Pierre Elliott TRUDEAU, « Politique fonctionnelle I », *Cité libre*, n° 1, juin 1950, p. 21.

¹³⁹ Voir, par exemple, le mémoire que Trudeau adresse au Comité de la Constitution à l'Assemblée législative du Québec en 1963, « Le Québec et le problème constitutionnel », reproduit dans Pierre Elliott TRUDEAU, *Le fédéralisme et la société canadienne-française*, p. 41 ; voir aussi, dans le même ouvrage, « Les octrois fédéraux aux universités », p. 102.

¹⁴⁰ Cité dans Mario CARDINAL, Vincent LEMIEUX et Florian SAUVAGEAU, *Si l'Union nationale m'était contée*, p. 255.

¹⁴¹ Georges-Émile LAPALME, *op. cit.*, tome II, p. 41-43.

qu'on doit la formule « les provinces sont libres et souveraines dans un Canada grand et prospère ¹⁴² » tant de fois énoncée depuis et dont on se moque volontiers, à mon avis à tort, parce qu'elle exprime l'ambivalence fondamentale des convictions constitutionnelles de nombre de Québécois.

La déclaration choc du premier ministre Saint-Laurent au cours d'une allocution au Club de la réforme à Québec en 1954, « le Québec est une province comme les autres », déclenche la fureur de Duplessis. Dans un discours prononcé durant la campagne électorale de 1956, il déclare : « Nous sommes engagés dans une lutte de vie ou de mort. Il s'agit de savoir si Québec doit survivre comme province, comme province *distincte*, possédant non seulement des droits, mais aussi les sources de revenus nécessaires pour les faire valoir ¹⁴³. »

Dans les pages bleues du premier volume de son rapport, en 1967, la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme n'a qu'à substituer le terme « société » à celui de « province » pour assurer à jamais ses lettres de créance devant l'histoire en affirmant : « Les deux cultures dominantes s'incarnent dans deux sociétés distinctes. »

Bien auparavant, Tocqueville et lord Durham perçoivent les Français du Bas-Canada comme une « race distincte », une « nation distincte ». Cent trente ans avant de Gaulle, Tocqueville parle des « Français du Canada » auxquels il prête des « caractères distincts ». L'un et l'autre analystes des Canadiens français d'avant l'Acte d'Union de 1840 ont fait récemment l'objet de nombreuses études et même suscité une certaine polémique quant [84] à leurs intentions ¹⁴⁴. On se souviendra longtemps du sort que le Canada anglais a réservé à l'expression « société distincte » à la suite des dramatiques échecs de l'Accord du lac Meech, le 23 juin 1990, et dans les rapports des Commissions fédérales en 1992.

¹⁴² Gilles BOURQUE et Jules DUCHASTEL, *op. cit.*, p. 169.

¹⁴³ Cité dans Herbert H. QUINN, *op. cit.*, p. 118.

¹⁴⁴ Voir notamment : Janet AJZENSTAT, *The Political Thought of Lord Durham* ; Stéphane DION, « La pensée de Tocqueville. L'épreuve du Canada français », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 41, n° 4, printemps 1988, p. 537-552 ; « Durham et Tocqueville sur la question nationale », *Revue d'études canadiennes*, vol. 25, n° 1, printemps 1990, p. 60-77 ; « Tocqueville, le Canada français et la question nationale », *Revue française de science politique*, vol. 40, n° 4, déc. 1990, p. 501-520 ; Gérard BERGERON, *Quand Tocqueville et Siegfried nous observaient* ; Jacques VALLÉE a rassemblé et présenté les textes de Tocqueville sur les Français du Bas-Canada dans *Tocqueville au Bas-Canada* ; Denis BERTRAND et Albert DESBIENS ont traduit et présenté le rapport Durham dans *George Lambton Durham*.

En recourant au leitmotiv « maîtres chez nous », le gouvernement Lesage sait qu'il s'inspire de l'abbé Groulx mais ignore-t-il qu'il suit également la trace de Duplessis qui a repris l'expression au moins à deux reprises ? Durant la campagne électorale de 1939, il déclare : « J'entends que l'on sache à Ottawa que nous sommes maîtres chez nous, que nous voulons rester maîtres chez nous. » Quatre ans plus tard, quand, comme chef de l'Opposition, il inaugure la campagne électorale qui le mènera à la victoire d'août 1944, il déclare : « Nous voulons être maîtres chez nous ¹⁴⁵. »

Duplessis témoigne du respect à l'égard de la Confédération et du Canada. L'idée de l'indépendance du Québec n'a jamais effleuré son esprit. Pourtant, le 23 janvier 1953, en réplique à ceux qui, au Québec et ailleurs au Canada, l'accusent de « séparatisme » à la suite de la création de la Commission d'enquête Tremblay sur les questions constitutionnelles, il avertit : « si les autres provinces étaient d'avis que le Québec est un embarras pour le reste du Canada cette province serait prête à se retirer de la Confédération ¹⁴⁶ ».

Le discours autonomiste de Duplessis prépare l'avenir et forge les formules qui légitimeront l'action des gouvernements ultérieurs. Georges-Émile Lapalme dira de Duplessis que, sous cet aspect, il a déblayé le terrain qui a permis l'avènement de la Révolution tranquille -

Dans l'enchevêtrement de ses actes et de ses mots, Maurice Duplessis aurait-il par hasard, en un long moment donné, incarné l'inexprimé d'un [85] peuple qui depuis a appris à parler ? [...] Il a servi de catalyseur aux forces qui feront exalter plus tard la province et l'étranger devant l'éclosion si rapide de notre épanouissement ¹⁴⁷.

¹⁴⁵ Cité dans Conrad BLACK, *op. cit.*, tome I, p. 429.

¹⁴⁶ *Ibid.*, tome II, p. 225. Cette prise de position rappelle la résolution présentée par Joseph-Napoléon Francoeur en 1917, au lendemain d'un débat orageux à la Chambre sur la loi fédérale imposant la conscription : « Que cette Chambre est d'avis que la province de Québec serait disposée à accepter la rupture du pacte confédératif de 1867 si, dans les autres provinces, on croit qu'elle est un obstacle à l'union, au progrès et au développement du Canada. » Cette résolution ne fit pas l'objet d'un vote. L'ultimatum d'un référendum sur la souveraineté du Québec en 1992 a fait écho à ces lointaines déclarations. (Le référendum du 26 octobre 1992 a plutôt porté sur l'entente de Charlottetown pour des amendements constitutionnels.)

¹⁴⁷ Georges-Émile LAPALME, *op. cit.*, tome II, p. 276 et 40.

Il serait excessif de dire qu'il a nourri les rêves nationalistes et même indépendantistes de générations qui ne l'ont pas connu et ignorent tout de lui. Sa contribution, non négligeable, fut de préparer les esprits à les redécouvrir et à les vivre.

[87]

Québec 1945-2000.
Tome II : Les intellectuels et le temps de Duplessis.

Première partie.
[Le règne de Duplessis](#)

Chapitre 4

La pratique politique sous Duplessis

[Retour à la table des matières](#)

Comme chez ses prédécesseurs, la pratique politique sous Duplessis trahit l'influence du libéralisme conservateur. Seuls les secteurs traditionnels visant les populations qui lui garantissent le succès électoral échappent aux préceptes de l'ancien credo libéral. Duplessis a une prédilection pour le peuple rural et semi-urbain et intervient intensément dans les domaines économiques qui le touchent directement. Sans le concours actif du gouvernement, ces couches de la population auraient végété dans la misère. Dans le domaine social - éducation, santé et bien-être social -, il déroge aussi au credo de l'ancien libéralisme. Toutefois, sa réticence à procéder à des réformes de fond et sa confiance dans les bienfaits de la charité privée illustrent sa résistance à rectifier des situations de plus en plus intolérables pour les bénéficiaires des services et son refus d'accorder la politique publique avec le mouvement des composantes dynamiques de la société civile. L'aide gouvernementale est souvent discrétionnaire. Dans les

champs d'intervention fédérale qui mettent graduellement en œuvre les conceptions de l'État-providence, Duplessis est contraint de mettre une sourdine à sa vision conservatrice non sans protester chaque fois, au nom de l'autonomie provinciale, contre l'« ingérence » fédérale.

LA LÉGISLATION, L'ADMINISTRATION ET LES FINANCES PUBLIQUES

[Retour à la table des matières](#)

La direction de la politique d'un gouvernement n'incombe pas au premier ministre seul. Députés, ministres, Conseil des ministres, Assemblée législative et commissions parlementaires légitiment son autorité, le conseillent et orientent des champs particuliers de la politique. Duplessis admirait [88] le régime parlementaire mais on sait quelle piètre estime il vouait aux personnes qui occupaient les postes sans lesquels aucun gouvernement ne peut remplir convenablement ses responsabilités.

Vincent Lemieux a fait une étude approfondie de la législation sous chacun des gouvernements de 1944 à 1985. Bien que la durée des sessions soit généralement plus brève sous Duplessis que sous les gouvernements ultérieurs, le nombre de lois par législature et de secteurs touchés sous Duplessis se situent dans la moyenne (environ 250 lois par législature et 40 secteurs touchés pour l'ensemble de son gouvernement). Par contre, le pourcentage de lois ayant une « portée universelle » dans les quatre grandes missions de l'État (gouvernementale, économique, sociale, éducative et culturelle) est bien inférieur sous le gouvernement Duplessis comparativement aux gouvernements ultérieurs, à l'exception de la mission éducative et culturelle dont les pourcentages atteints jusqu'en 1985 sont parmi les plus élevés au cours des deux premières législatures, celle de 1944-1948 et celle de 1948-1952. En outre, le pourcentage de lois comprenant des relations de pouvoir est généralement bien moindre sous Duplessis que sous les gouvernements subséquents : Duplessis légifère à plein

rendement mais la portée de ses lois est bien moindre que celle des lois votées après 1960 ¹⁴⁸.

Qu'en est-il des fonctionnaires qui ont pour tâche de préparer les dossiers du premier ministre et des ministres, d'élaborer sous leur direction les programmes dans des domaines particuliers ¹⁴⁹ ? De 1941 à 1961, l'accroissement du nombre de fonctionnaires triple celui de la main-d'œuvre dans le secteur privé. De 1944 à 1960, le nombre de fonctionnaires par millier de personnes passe de 4,62 à 7,13. Il continue à s'accroître par la suite. En 1985, il atteint 22,8 par millier d'habitants. De 1933 à 1944, le nombre total de fonctionnaires incluant les employés des régies et des entreprises publiques passe de 8 072 à 16 198 (accroissement de 100,7 %). En 1960, il s'élève à 36 766 (accroissement de 127 %) ; en 1966, il est de 58 258 (accroissement de 58,5 %) ; en 1970, il atteint 70 066 (accroissement de 20,39 %). Ce n'est donc pas l'augmentation des employés publics durant la Révolution tranquille qui la distingue de la période duplessiste : au contraire, de 1945 à 1947 et de 1953 à 1956, le taux annuel d'accroissement dépasse ou atteint presque l'année 1961-1962 où [89] le taux d'accroissement fut le plus élevé (9,5%) durant les six années du gouvernement Lesage.

L'inefficacité de l'administration tant de fois dénoncée avec raison n'est pas imputable à une répartition inadéquate des effectifs dans les secteurs où les besoins deviennent les plus pressants. Alors que le nombre de fonctionnaires stagne ou ne s'accroît que légèrement dans les champs d'activité traditionnels (Agriculture, Colonisation, Terres et Forêts, Bureau du procureur général), l'accroissement est continu et très important aux Affaires municipales, aux Mines, aux Ressources hydrauliques, à la jeunesse et à l'Instruction publique. Seules Voirie, Chasse et Pêche, Famille et Bien-être et Transport et Communication voient l'augmentation proportionnelle de leurs effectifs atteindre ou même dépasser ceux de certains secteurs dynamiques. Mais ces anomalies ne se

¹⁴⁸ Vincent LEMIEUX, *Les relations de pouvoir dans les lois*, p. 72-80.

¹⁴⁹ Les informations et les compilations de données sur l'administration et les finances publiques sont tirées des ouvrages suivants : James Ian Gow, *Histoire de l'administration publique québécoise, 1867-1970* ; Gérard BERNIER et Robert BOILY, *Le Québec en chiffres de 1850 à nos jours* ; Gérard LAPOINTE, *Essais sur La fonction publique québécoise* ; Pierre-André JULIEN, Pierre LAMONDE et Daniel LATOUCHE, *Québec 2001* ; Daniel LATOUCHE, « La vraie nature de la Révolution tranquille », *Revue canadienne de science politique/Canadian Journal of Political Science*, vol. VII, n° 3, sept. 1974, p. 525-536 ; Yves BÉLANGER et Pierre FOURNIER, *L'entreprise québécoise*.

produisent que dans les années électorales. Parmi les régies et les entreprises publiques, ce sont également les secteurs socialement progressistes qui connaissent les plus forts accroissements : Commission du salaire minimum, Commission du service civil, Commission municipale, Office du crédit agricole, Hydro-Québec. La progression des effectifs administratifs dans les domaines de la Santé où les besoins sociaux croissent avec une grande rapidité est moindre que dans tous les autres secteurs, Finances et Travaux publics exceptés.

Eu égard aux difficultés inhérentes aux compilations de l'évolution des finances publiques durant le régime Duplessis, il existe des différences dans les données fournies par les auteurs mais, dans l'ensemble, il y a concordance quant au sens et à l'ampleur des variations. Selon Gow, les dépenses totales de 1944-1945 à 1959-1960 sont passées de 104 433,30 millions à 598 397,20 millions de dollars et les dépenses *per capita* de 28,27 dollars (ou 21,65 dollars constants) à 117,17 dollars (ou 50,81 dollars constants). Selon Julien, Lamonde et Latouche, les chiffres sont de 91,1 millions (121,5 millions de dollars constants) pour 1945 et de 576,8 millions (ou 456 millions de dollars constants) pour 1959, passant de 33,8 dollars *per capita* à 90,8 dollars. Gow explique les écarts entre Latouche et lui par le recours à des différences dans les méthodes de calcul et dans l'établissement des taux d'inflation. Dans les deux cas toutefois, les données montrent une forte progression qui ne sera dépassée qu'à quelques reprises dans les années suivantes.

Latouche établit le taux moyen annuel d'augmentation des dépenses en dollars constants à plus de 10 % et l'augmentation des dépenses *per capita* à plus de 8%. Durant la même période, l'accroissement moyen annuel de la dépense nationale brute (DNB) *per capita* est de 4,7%, c'est-à-dire inférieur de près de la moitié.

[90]

Les dépenses nettes varient diversement selon les catégories entre 1945 et 1960. La part de l'administration passe de 7,8% à 3,5%, celle des ressources naturelles de 15,5% à 9,9%, le service de la dette de 15,7% à 3,9 %. Inversement, le secteur Transport et Communication est porté de 20,2 % à 25,8%, la Santé de 11,4% à 12,8%, le Bien-être de 8,2% à 12,5%, l'Éducation de 15,1% à 22,8%. Sauf dans le cas de Transport et Communication, dont la proportion baissera après 1960, les variations constatées indiquent des tendances qui se perpétueront dans

les années à venir. Une terminologie plus imagée que Transport et Communication serait « bouts de chemins ». Le budget alloué pour ce secteur se gonfle pendant les années électorales. En termes absolus, il s'accroîtra dans les années soixante en raison de l'aménagement du réseau routier urbain et de la construction d'autoroutes. Il importe de noter que les domaines dans lesquels les besoins de la société s'accroissent le plus fortement, tels la Santé, le Bien-être et l'Éducation, sont également ceux dont les taux d'accroissement sont les plus élevés. Ils passent de 35% de l'ensemble des dépenses publiques en 1945 à 50 % en 1959, proportion qui continuera de s'accroître régulièrement dans les décennies ultérieures. Ce sont là des tendances que Réjean Landry nommera « inertie des dépenses budgétaires ¹⁵⁰ ».

LES RESSOURCES NATURELLES

[Retour à la table des matières](#)

Les gouvernements avaient toujours été accueillants à l'égard des investissements étrangers. Le gouvernement Duplessis n'a pas le choix. Il doit lui aussi faire appel au grand capital anglais, américain et canadien-anglais. C'est par nécessité qu'il adhère au libéralisme conservateur. Les sommes nécessaires pour accélérer le développement des ressources naturelles excèdent les revenus modestes du gouvernement et l'entreprise privée québécoise ne crée qu'une faible valeur ajoutée. Les institutions financières de la province drainent une portion considérable de l'épargne canadienne-française vers l'étranger.

Bélanger et Fournier fixent à 35% des recettes totales la sortie nette des capitaux en 1952 et en 1954. Cette tendance, amorcée en 1944, ne prendra fin qu'au début des années soixante-dix. L'expansion industrielle, notamment dans le domaine des ressources naturelles, a été rendue possible grâce aux investissements massifs des capitaux étrangers. Conformément à son credo libéral, Duplessis, tout comme d'ailleurs ses prédécesseurs, considère ces investissements comme un gain net pour le Québec. Il est fier que le Québec soit considéré comme le paradis des investisseurs étrangers parce que, dit-il, « ici

¹⁵⁰ Réjean LANDRY, « L'inertie des dépenses budgétaires : le cas du Québec », congrès des Sociétés savantes du Canada, Winnipeg, Association canadienne de science politique, 1986.

l'ordre social est de rigueur ». J.W. McConnell, chef [91] de file de la communauté d'affaires canadienne-anglaise de Montréal et propriétaire du quotidien *The Star*, John Bassett, propriétaire du journal *The Gazette*, R.R. McCormick, président du *Chicago Tribune*, lord Beaverbrook, propriétaire du *London Evening Standard*, R.E. Powell, président d'Alcan et même le magnat de l'acier Cyrus Eaton sont des amis intimes, de fervents partisans et de généreux mécènes de Duplessis.

Les investissements étrangers triplent au cours des années cinquante. De 3,4 milliards de dollars qu'ils étaient en 1950, ils atteignent 10,5 milliards de dollars en 1960 ¹⁵¹. En outre, la proportion des capitaux américains par rapport à ceux d'autres pays ne cesse de s'accroître. De 60 % de l'ensemble qu'ils étaient en 1939, ils s'élèvent à 75,2% en 1960. Le gain américain s'effectue aux dépens de la Grande-Bretagne dont le pourcentage passe de 35,8% à 15,1% durant la même période. Les industriels canadiens-français contrôlent de 70% à 80% du secteur « mou », plus traditionnel, alors que, dans le secteur « dur », leur contrôle n'est que d'au plus 50% ; dans plusieurs cas, il est même inexistant. En 1961, la valeur ajoutée dans les établissements sous contrôle canadien-français n'est que de 15,4% alors qu'elle s'élève à 42,8% pour les établissements sous contrôle canadien-anglais et à 41,8% pour les établissements sous contrôle américain.

C'est grâce aux investissements étrangers massifs que se développe le secteur des ressources naturelles. La valeur de la production minière passe de 90 millions à 480 millions de dollars annuellement. En 1959, l'extraction du minerai de fer, inexistante en 1944, atteint 11,5 millions de tonnes. L'industrie forestière progresse de 187,5 millions à 1293 millions de dollars grâce à la production des pâtes et papiers concédée à des établissements américains, notamment la *Quebec North Shore* à Baie-Comeau, créée par J.W. McConnell.

De 1944 à 1959, la capacité de production hydro-électrique passe de 5,85 millions à 11,26 millions de chevaux-vapeur. Vingt-cinq nouvelles centrales sont construites dont Bersimis I, Bersimis II, Beauharnois et Chute-des-Passes, d'une capacité de un million de chevaux-vapeur chacune. En outre, le gouvernement

¹⁵¹ Les informations et les compilations de données sur ce sujet sont tirées des ouvrages suivants : André RAYNAULD, *La propriété des entreprises au Québec* ; Pierre FRÉCHETTE, Roland JOUANDET-BERNADAT et Jean-P. VÉZINA, *L'économie du Québec*.

permet aux compagnies existantes d'accroître leur capacité de production. En 1956, il loue aux multinationales Alcan et Quebec Cartier Mining des rivières et des chutes pour une durée de 75 ans. La construction à des coûts colossaux de nouvelles centrales, comme les deux Bersimis, est confiée à des entreprises de l'extérieur et leur exploitation est par la suite louée à des prix dérisoires aux grandes compagnies privées qui les exploitent et y puisent la puissance électrique nécessaire [92] à leurs besoins. Sous ces aspects, le rôle d'Hydro-Québec, créée en 1944 par le gouvernement Godbout, est négligeable. Par contre, en ce qui concerne le contrôle général de la distribution aux autres entreprises et aux particuliers, une régie provinciale d'électricité est créée dont le rôle est appréciable : cette régie, responsable de la distribution aux entreprises de moindre importance et aux particuliers, entraîne une réduction des tarifs, surtout ceux de la consommation domestique. Sa puissance de production triple et son actif dépasse un milliard de dollars en 1959. Conrad Black écrit que le régime Duplessis prend fin « à l'aube d'un grand développement industriel ¹⁵² ».

Les répercussions de l'envahissement du capital étranger, surtout américain, sur l'ensemble du développement industriel du Québec sont profondes. La vie économique de nombreuses petites et moyennes localités devient dépendante d'entreprises contrôlées par des non-résidents. Par ailleurs, c'est surtout dans l'exploitation des matières premières non transformées au Québec (amiante, fer, bois, produits de la pêche) que s'effectuent ces investissements. Le secteur manufacturier s'accroît au cours de ces années, mais surtout au profit des Canadiens anglais et des Américains. Les investissements étrangers ont donc peu d'effet d'entraînement sur l'ensemble de l'économie canadienne-française. Ils rivent la formation de la main-d'œuvre à un très bas niveau et cette dernière reste sous-organisée et sous-rémunérée. Ils empêchent par ailleurs la croissance d'une grande bourgeoisie d'affaires canadienne-française. Au milieu des années cinquante, on compte moins d'une dizaine de financiers francophones d'une certaine importance et encore moins de chefs de grandes entreprises manufacturières. Bref, la non-intégration des entreprises étrangères dans la société canadienne-française fige cette dernière dans les ornières de la tradition et l'empêche de s'engager dans les voies de la modernité à l'instar des autres sociétés

¹⁵² Conrad BLACK, *Duplessis*, tome II : *Le pouvoir*, p. 427.

nord-américaines que le développement industriel transforme depuis la fin du XIX^e siècle.

Duplessis espère que l'exploitation intensive à bon compte des immenses ressources naturelles du Québec, en faisant appel à des marchés financiers libres de se comporter à leur guise, profitera de diverses manières à l'ensemble de l'économie, stimulera la petite et moyenne entreprise canadienne-française ainsi que l'économie des régions et bénéficiera à l'ensemble de la population. Cet espoir ne sera que bien partiellement comblé. La majeure partie des profits retourne à l'étranger. Le poids relatif du capital francophone investi dans l'industrie régresse considérablement. Les assises socio-économiques et culturelles du Québec francophone, restées [93] traditionnelles, n'acquièrent pas la capacité d'intégrer à la société les dirigeants étrangers des entreprises qui s'implantent un peu partout, en Abitibi, au Lac-Saint-Jean, en Gaspésie, sur la Côte-Nord, en Beauce, au Nouveau-Québec, dans la région de Montréal.

Toutefois, certains établissements financiers canadiens-français progressent rapidement : courtage et assurances, entreprises de prêts hypothécaires et sociétés de financement. Les actifs de la Banque provinciale triplent, passant de 60 à 179,1 millions de dollars. Les Caisses populaires, qui ont vécu des années sombres durant la Crise, connaissent des progrès fulgurants. De 1945 à 1960, poursuivant leur élan des années de guerre, leur nombre passe de 923 à 1485, soit une progression de 60%, le nombre de leurs membres quadruple (de 373 835 à 1 339 805) et leur actif sextuple (de 119 642 à 767 730 millions de dollars).

De 1944 à 1959, la valeur brute des produits manufacturés passe de 3,2 à 7,4 milliards de dollars, le commerce de détail de 1,3 à 4,1 milliards de dollars, le taux de productivité de 6 600 à 16 000 dollars par ouvrier et le salaire moyen de 1 500 à 3 800 dollars. Ce sont là des progressions remarquables. Toutefois, outre qu'elles découlent dans une très large mesure d'investissements étrangers, elles sont dans tous les cas au-dessous de la moyenne canadienne et ontarienne, la part du Québec dans l'ensemble de la production manufacturière canadienne passant de 26,6% à 25,6% et celle de l'Ontario, de 40,4% à 42,4%.

L'AGRICULTURE

[Retour à la table des matières](#)

Si Duplessis s'en remet au capital étranger pour le développement des ressources naturelles et du secteur industriel lourd, en ce qui touche directement la population - surtout les couches sociales qui lui sont fidèles sur le plan électoral - ses interventions sont importantes, parfois même massives. Dans les domaines de l'agriculture et des équipements collectifs il déroge au credo du laisser-faire tout en se pliant aux intérêts du grand capital. La mystique de la colonisation persiste mais les demi-succès et les échecs répétés refroidissent les ardeurs. Duplessis investit de moins en moins dans ce secteur. En 1950, la ferveur messianique du curé Labelle s'est dissipée ¹⁵³. Dans son ensemble, la technique agricole s'améliore, les fermes s'agrandissent mais le nombre d'agriculteurs diminue.

La valeur brute de la production agricole passe de 440 à 620 millions de dollars courants, augmentation minime compte tenu de la hausse [94] du coût de la vie ¹⁵⁴. La valeur brute de l'ensemble du secteur agro-alimentaire passe de 200,6 millions à 1,2 milliard de dollars mais une proportion importante de ces sommes échoit aux compagnies distributrices plutôt qu'aux producteurs. Les lois adoptées pour venir en aide aux cultivateurs sont nombreuses et certaines d'entre elles, importantes. L'Office du crédit agricole, destiné à alléger leur lourd endettement, est créé dès 1936. En 1959, les prêts sont au nombre de 57 000 et totalisent 185 millions de dollars. Suivent la *Loi sauvegardant les droits de la colonisation* (1937), la *Loi établissant les écoles d'agriculture* (1938), la *Loi créant une Chambre agricole provinciale* (1938), la *Loi créant l'Office de*

¹⁵³ Voir : Gabriel DUSSAULT, *Le curé Labelle* ; Normand SEGUIN, *Agriculture et colonisation au Québec*. La mystique de la colonisation agricole se dissipe dès le début du XX^e siècle. Durant la Crise des années trente, sous la pression de l'Église, le gouvernement Taschereau la favorise sans grande ferveur et sans résultats notables.

¹⁵⁴ Les informations et les compilations de données sur ce sujet sont tirées des ouvrages suivants : Jean-Louis ROY, *La marche des Québécois* ; Gérard BERNIER et Robert BOILY, *op. cit.* ; *Rapport du Comité d'enquête pour la protection des agriculteurs et des consommateurs* ; COMMISSION ROYALE D'ENQUÊTE SUR L'AGRICULTURE AU QUÉBEC, *L'évolution de l'agriculture et le développement économique du Québec* ; Gérard FORTIN, *La fin d'un règne* ; Yves BÉLANGER et Pierre FOURNIER, *L'entreprise québécoise* ; Gérard BOISMENU, *Le duplessisme*.

l'électrification rurale (1945), la *Loi protégeant l'industrie laitière* (1953), la *Loi facilitant l'établissement des fils de cultivateurs sur les fermes* (1958-1959).

Les Caisses populaires, ces « banques du peuple » comme on les appelle alors, la Fédération des coopératives agricoles et la Fédération des coopératives des pêcheurs unis libèrent cultivateurs, pêcheurs et consommateurs de la tenaille de commerçants et de marchands locaux faisant affaire directement ou par intermédiaires avec des consortiums capitalistes. Sous ses diverses formes, le mouvement coopératif est le mode d'innovation socio-économique le plus original et le plus enraciné de la société québécoise. Le gouvernement Duplessis en favorise l'expansion de plusieurs manières. Les ventes annuelles de la Fédération des coopératives agricoles passent de 39 millions en 1944 à 116,7 millions de dollars en 1960 et celles de la Fédération des coopératives des pêcheurs unis, de 1,5 million en 1945 à 2,6 millions de dollars en 1960. L'Union catholique des cultivateurs (UCC) se donne comme l'un de ses objectifs principaux la mise en marché de la production agricole et, en 1956, l'Office des marchés agricoles du Québec est créé à cette fin. Les techniques de production s'améliorent. Ainsi, le nombre de tracteurs passe de 5 758 en 1941 à 60 481 en 1961. Alors que le pourcentage de fermes possédant un tracteur n'est que de 4% en 1941, il s'élève à 23% en 1951 et à 63% en 1961. La formation des cultivateurs s'accroît grâce aux agronomes vivant en région ou dans les paroisses importantes où ils implantent des fermes modèles, aux émissions radiophoniques et aux écoles d'agriculture : 17 d'entre elles reçoivent en moyenne 1 600 étudiants par année.

En 1939, la Fédération des coopératives de pêcheurs est fondée. Dès 1940, le nombre de membres est de 1 681, en 1960 il a doublé. [95] Les ventes décuplent, passant de 227 000 à 600 000 dollars. Il en est de même des ristournes. Fondée en 1938, l'Alliance des coopératives de la consommation connaît une expansion phénoménale. Son chiffre d'affaires, qui n'est que de 12 701 dollars en 1943-1944, s'élève à plus de 9 millions de dollars en 1959-1960. Le succès des coopératives d'habitation est moindre mais néanmoins fort appréciable. Le 2 avril 1939, sur l'initiative du père Georges-Henri Lévesque, le gouvernement du Québec inaugure le Conseil supérieur de la coopération dont le but est de « travailler à l'unification, à la défense et au progrès du mouvement coopératif dans la province ».

Le plus remarquable développement est incontestablement celui de l'électrification rurale. Grâce à l'Office de l'électrification rurale, le pourcentage de fermes bénéficiant de l'électricité passe de 22% en 1944 à 96% en 1959. L'éclairage, le moteur et la réfrigération électriques révolutionnent le mode de vie rural. Tous ces progrès permettent de relever sensiblement le revenu net des cultivateurs malgré le fait que l'économie agricole reste soumise à l'emprise du grand marché capitaliste. Les revenus tirés de l'agriculture s'élèvent à 6 736 millions en 1944-1945 et à 25 924 millions de dollars en 1959-1960. Toutefois, la part du revenu de la production agricole baisse constamment durant cette période. En 1961, la production agricole ne représente plus que 4 % du produit intérieur brut. La mécanisation des fermes et les transformations des techniques de production accentuent les contraintes du marché. La proportion du revenu agricole par rapport à l'ensemble diminue constamment. De 1951 à 1961, la population agricole baisse de 24% alors que la population totale s'accroît de 20 %. En 1961, elle ne forme plus que 11 % de la population alors qu'elle en constituait 20% en 1951. L'exode rural persiste. Le nombre de fermes passe de 154 669 à 95 777 de 1941 à 1961, mais la superficie moyenne en culture est portée de 116,8 à 148,2 acres.

L'INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE

[Retour à la table des matières](#)

Par goût personnel et pour des raisons électorales, Duplessis privilégie la construction de routes en milieu rural plutôt qu'en milieu urbain. De 1944 à 1959, la longueur des routes pavées double, passant de 22,7 à 41,4 milliers de milles. Le ministère des Travaux publics construit 2 400 ponts. Les dépenses pour la voirie passent de 10 375 millions à 50 000 millions de dollars en 1958. Invoquant l'autonomie provinciale, Duplessis refuse de participer au programme de la route transcanadienne et les travaux qu'il consent à faire ne répondent pas aux normes prescrites par Ottawa. Ce n'est qu'en 1957 qu'est créé l'Office de l'autoroute Montréal-Laurentides. Les voies d'accès aux villes et l'ensemble de l'aménagement routier urbain deviennent de plus en plus inadéquats. Dans nombre de cas le gouvernement absorbe le coût du réseau routier réclamé par les grandes

entreprises qui [96] s'établissent dans les régions pour l'extraction des ressources naturelles. Dans l'ensemble, en 1957, le réseau routier du Québec est 1,5 fois inférieur à celui de l'Ontario. En outre, ce dernier est mieux construit et mieux entretenu.

De nombreuses entreprises de construction de toute nature, grandes et petites, sont créées afin de répondre aux besoins des industries, surtout celles qui s'établissent dans les régions qui attirent les investisseurs dans le domaine des ressources naturelles. La participation directe du gouvernement du Québec dans ce secteur d'activité est minime. Ces entreprises n'obtiennent le plus souvent la permission d'effectuer les travaux nécessaires que si elles versent des redevances au Trésor public, redevances qui, en partie, alimentent la caisse électorale. De 1944 à 1960, la valeur des travaux de construction passe de 520 millions à 2 milliards de dollars.

Le gouvernement encourage la construction de maisons afin de pallier la pénurie de logements qui existe au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Plusieurs lois sont adoptées, notamment la *Loi de l'habitation familiale*, la *Loi de l'habitation de l'ouvrier* et la *Loi instituant une régie des loyers* (1950) de concert avec les Caisses populaires, les municipalités, les syndicats et des sociétés de financement. L'effet de ces lois est considérable. Duplessis n'accepte les fonds de la Société centrale d'hypothèque et de logement qu'avec parcimonie parce qu'elle est fédérale. Néanmoins, à même des ressources surtout provinciales, il se construit plus de 40 000 maisons au Québec au cours de la décennie 1950-1959 et plus de 250 000 personnes ont recours aux programmes d'aide québécois pour acheter une maison et contracter une hypothèque à des taux bien inférieurs à celui du marché (par exemple en 1950, 3,75 % au lieu du taux officiel de 5,25

LES RELATIONS INTERNATIONALES, LA CONSTITUTION ET LES DROITS DE L'HOMME

[Retour à la table des matières](#)

Le rôle du gouvernement Duplessis dans les domaines non économiques varie selon les champs d'intervention. Duplessis n'a aucune velléité de politique internationale. Il refuse de créer une délégation du Québec à Paris, lui-même ne se rend jamais en France, mais reçoit le président Vincent Auriol à Québec en 1951 avec tous les honneurs dus à son rang. Dans le domaine constitutionnel, afin de contrecarrer les recommandations de la Commission fédérale sur l'avancement des arts, des lettres et des sciences (Commission Massey) déposées en 1951, il crée une commission d'enquête sur les problèmes constitutionnels sous la présidence du juge Thomas Tremblay mais ne donne aucune suite à ce rapport qu'il estime trop progressiste et trop compliqué. Entre autres recommandations, le rapport propose de façon implicite le principe de retrait facultatif de programmes fédéraux (*opting out*), principe auquel Paul Sauvé, durant son court passage [97] au gouvernement, se montrera favorable, que Maurice Lamontagne avait élaboré et que Jean Lesage mettra en œuvre.

À son double titre de premier ministre et de procureur général, Duplessis bafoue sans retenue les droits de la personne. Les tribunaux siégeant au Québec avalisent sa conduite répréhensible, mais la Cour suprême du Canada rejette huit fois les jugements préjudiciables aux libertés civiles de la Cour d'appel du Québec. La triste affaire Roncarelli n'est qu'un exemple de ses interventions malveillantes à l'endroit de groupes minoritaires (juifs, Témoins de Jéhovah, communistes, etc.) vis-à-vis desquels, malheureusement, les Québécois catholiques et, à un degré moindre, protestants de l'époque manifestent de l'aversion ¹⁵⁵. Le paternalisme, formule accréditée de l'autorité cléricale et politique depuis la répression de la rébellion des patriotes en 1837, atteint son expression la plus pernicieuse, parce que populiste, sous Duplessis. Les règles du

¹⁵⁵ Michel SARRA-BOURNFT, *L'affaire Roncarelli : Duplessis contre les Témoins de Jéhovah* ; Merrily WEISBORD, *Le rêve d'une génération*. Weisbord replace l'opposition de Duplessis aux Juifs et aux communistes dans le contexte nord-américain de l'époque.

favoritisme et de l'arbitraire, plus généralisées et aléatoires que jamais, sont appliquées envers une population qui, jamais non plus, n'a semblé aussi consentante. L'adhésion aux pouvoirs établis et la collaboration avec eux sont de rigueur. Le paternalisme alimente un climat d'incertitude par rapport au pouvoir. La crainte d'une répression, pouvant s'exprimer sous les formes les plus diverses, conduit au mensonge obligé, à la dissimulation, à des expressions contraintes de reconnaissance ou encore à l'insoumission silencieuse. Sans aucun doute, nombreux sont ceux qui trouvent intolérable le mépris éhonté des droits de la personne. Le sentiment de libération que plusieurs ressentiront au lendemain de la victoire libérale du 22 juin 1960 découlera avant tout de la conviction qu'un peuple depuis si longtemps soumis à l'obéissance muette a enfin conquis le droit à la parole que seul un petit groupe de protestataires avait osé revendiquer en assumant les risques de son audace.

L'ÉDUCATION

[Retour à la table des matières](#)

Duplessis intervient plus que ses prédécesseurs dans le domaine de l'éducation. La portée de ses interventions, bien que plus considérable qu'on ne l'estime généralement, est en deçà des besoins et loin de toujours favoriser l'essor des institutions en cause ¹⁵⁶.

Pour Duplessis, la province de Québec a le meilleur système d'éducation du monde. Rien n'est plus contraire à la réalité comme le révélera le rapport de la Commission d'enquête sur l'éducation, créée en 1963 sous la présidence de M^{gr} Alphonse-Marie Parent. Duplessis s'oppose [98] fermement à la création d'un ministère de l'Éducation et tient à ce que le système scolaire demeure confessionnel. Ses convictions sur ces questions sont sincères mais non dénuées de visées politiques, car il s'assure ainsi l'appui indéfectible du clergé dont le contrôle sur l'éducation, les hôpitaux, les syndicats, les coopératives, les associations patronales, etc. garantit la suprématie institutionnelle.

¹⁵⁶ Sur le sujet, voir Arthur TREMBLAY, *Le ministère de l'Éducation et le Conseil supérieur*, p. 29-108.

De 1944 à 1959, les dépenses publiques totales pour l'éducation passent de 4,6 à 181 millions de dollars. Ces sommes ne représentent qu'une petite partie du coût réel. Les municipalités doivent assumer le coût de l'enseignement primaire : à mesure que le nombre d'écoles, d'élèves et d'enseignants augmente, elles accumulent des déficits que le gouvernement comble en effaçant les dettes et en accroissant ses subventions. Le gouvernement rembourse en grande partie les dépenses des écoles et instituts qu'il crée lui-même, telles les écoles techniques et professionnelles. Les collèges classiques, établissements privés responsables de l'enseignement secondaire et collégial, subviennent eux-mêmes à leurs dépenses grâce aux frais de scolarité payés par les étudiants, à des investissements plus ou moins importants et rentables et à des souscriptions publiques. Le gouvernement n'intervient que lorsque les déficits accumulés deviennent trop élevés et il ne tient compte qu'en partie des besoins les plus pressants en immobilisations.

L'accroissement des équipements scolaires est impressionnant. Plus de 4 000 nouvelles écoles comprenant 12 300 salles de cours sont construites. En 1959, le Québec compte 8 281 écoles, plus de un million d'élèves et 42 000 enseignants. De 1940 à 1965, 135 nouveaux collèges classiques sont fondés et le nombre d'étudiants passe de 22 630 à 93 800.

L'ancienne *Loi de l'Instruction publique*, dont l'appareil administratif est le Conseil de l'instruction publique sous la responsabilité générale d'un surintendant, reste en vigueur. Le Conseil est composé de trois groupes égaux en nombre : tous les évêques catholiques, des laïcs catholiques et des laïcs protestants. Deux comités, l'un catholique, l'autre protestant, exercent les pouvoirs administratifs et pédagogiques dévolus théoriquement au Conseil. Sous le gouvernement Duplessis, plusieurs lois particulières sont votées afin d'adapter la lourde structure administrative aux nouvelles conditions sociales. En 1946, le gouvernement crée le ministère de la jeunesse et de l'Instruction publique. Ce ministère se voit confier la responsabilité de fonder des écoles techniques et professionnelles ¹⁵⁷. En 1960, le Québec compte une quarantaine d'établissements de ce genre. Sous l'habile direction de Paul Sauvé ce ministère amplifiera graduellement ses responsabilités, mais l'existence d'une foule d'organismes, relevant d'autres [99] ministères, l'empêchera de coordonner ses activités et les réformes resteront

¹⁵⁷ Jean-Pierre CHARLAND, *Histoire de l'enseignement technique et professionnel*.

dispersées et incomplètes. Divers organismes, dont la Corporation des instituteurs et des institutrices créée en 1946 et la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC) feront parvenir régulièrement au gouvernement des propositions de changement au sujet de la gratuité scolaire, de la prolongation de la fréquentation scolaire obligatoire jusqu'à l'âge de 16 ans, d'une plus grande accessibilité à l'enseignement secondaire et universitaire, de l'instauration d'un régime de bourses d'études et de subventions statutaires aux établissements d'enseignement, etc. De nombreux articles publiés dans *Cité libre* et *Le Devoir*, des conférences au troisième congrès de l'Institut canadien des affaires publiques (ICAP) de 1956 sur l'éducation, des propos d'universitaires, *Les insolences du frère Untel* démontrent l'urgence d'une réforme radicale du système d'éducation, des méthodes pédagogiques et des programmes d'études à tous les niveaux - du primaire à l'universitaire en passant par les collèges classiques. Faisant écho à une suggestion de la Commission d'enquête sur les problèmes constitutionnels, certains réclament la création d'une commission royale d'enquête. La Commission d'enquête sur l'enseignement instituée en 1963 s'inspirera de ces propositions.

La condition des universités est confuse. McGill bénéficie de fonds de dotation, Laval et Montréal relèvent partiellement de séminaires diocésains pour leur financement. Une partie de leurs dépenses est payée à même les frais de scolarité exigés des étudiants. Mais la croissance rapide de ces établissements leur impose des charges financières trop lourdes pour qu'ils puissent les combler. Le gouvernement leur accorde des subventions statutaires qui passent de 2 à 11 millions de dollars de 1949 à 1959, auxquelles peuvent s'ajouter des subventions discrétionnaires. Ces sommes rendent toute prévision illusoire et les obligent à maintenir les salaires à des niveaux ridiculement bas. En 1954, le gouvernement fédéral décide de subventionner directement les universités canadiennes afin d'accélérer leur développement. Duplessis accepte cette subvention la première année mais la refuse par la suite au nom de l'autonomie provinciale en matière d'éducation. Il ne compense que très partiellement la perte ainsi subie par les universités québécoises. Devenu premier ministre, Paul Sauvé conclura un accord avec le premier ministre fédéral, John George Diefenbaker, et rendra possible le déblocage des fonds qui s'étaient accumulés sous la garde du Conseil des universités.

L'enseignement universitaire et la recherche, qui avaient germé après la Première Guerre mondiale et durant la Crise sous l'impulsion de Léo Pariseau, du frère Marie-Victorin, d'Athanase David, d'Édouard Montpetit, d'Alexandre Vachon, de Victor Doré, de J.L. Dalbis et de quelques autres, prennent un essor considérable après la Seconde Guerre mondiale. [100] Plusieurs centres de recherche acquièrent un statut international. L'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (ACFAS) stimule et coordonne les efforts des professeurs et des chercheurs dont le champ de rayonnement s'étend rapidement à des disciplines de plus en plus nombreuses, de l'Institut du radium et du Centre de recherche de l'École polytechnique de Montréal et de celui de la Faculté des sciences de l'Université Laval à la Faculté des sciences sociales de cette dernière université, animée par le dynamique père Georges-Henri Lévesque ¹⁵⁸. De 1944 à 1959, le nombre de professeurs d'université passe de 1 522 à 7 281 et les effectifs étudiants, de 23 493 à 64 119. Les progrès sont considérables mais les équipements déficients. Les professeurs, comme d'ailleurs les instituteurs, sont sous-payés et souvent insuffisamment formés. La haute direction est cléricale. Ici comme ailleurs, les grandes réformes sont à venir.

LA SANTÉ

[Retour à la table des matières](#)

Duplessis aimait répéter : « La meilleure assurance contre la maladie, c'est la santé. Seul le bon Dieu peut donner l'assurance qu'on ne sera jamais malade. » La contribution du gouvernement Duplessis aux domaines de la santé et du bien-être, faible au début, devient de plus en plus considérable. Les dépenses passent de 21 699 millions en 1945-1946 à 150 245 millions de dollars en 1959-1960, soit un rythme d'accroissement beaucoup plus rapide que celui du budget global. Pour les hôpitaux seulement, les dépenses passent de 18,8 millions en 1945 à 108,5 millions de dollars en 1958, les dépenses quotidiennes par malade, de 4,81 à 14,80 dollars. À la suite de la participation du gouvernement Lesage en 1961 au régime fédéral d'assurance-hospitalisation qui institue la gratuité des soins

¹⁵⁸ Voir : Luc CHARTRAND, Raymond DUCHESNE et Yves GINGRAS, *Histoire des sciences au Québec* ; Marcel FOURNIER, *L'entrée dans la modernité* ; Danielle OUELLET, *Adrien Pouliot, un homme en avance sur son temps*.

hospitaliers, les dépenses doublent pour atteindre 39,45 dollars *per capita*, chiffre qui illustre les besoins énormes dans ce domaine.

La plus grande partie des sommes investies durant les années cinquante est consacrée à la construction d'établissements hospitaliers, aux équipements et aux salaires. De 1944 à 1959, 88 nouveaux hôpitaux de tout genre sont construits et 58 sont agrandis. La syndicalisation des employés et des infirmières, qui s'accroît graduellement au cours des années cinquante, permet de corriger partiellement la médiocrité des salaires et d'apporter des améliorations aux conditions de travail fort pénibles, gains qui augmentent les dépenses du secteur hospitalier. De 1945 à 1960, les bilans financiers des hôpitaux publics se soldent chaque année par des déficits qui s'alourdissent constamment.

[101]

La contribution directe du gouvernement aux revenus des hôpitaux se limite officiellement à rembourser les frais du régime d'assistance publique institué pour les indigents qui reçoivent gratuitement - mais seulement durant leur hospitalisation - des soins d'une qualité inférieure. Les municipalités contribuent également à ce régime. Ces deux sources de revenu ne comblent qu'environ 20% des dépenses totales ; 65% sont prélevés auprès de personnes jugées capables de payer. Le développement des entreprises privées d'assurance-santé est phénoménal. En 1955, les primes d'assurance s'élèvent à plus de 50 millions alors qu'elles n'atteignaient pas 2,5 millions de dollars en 1940. La charité privée comble de 10% à 15% des dépenses. Duplessis s'extasie devant l'importance des dons que fait régulièrement le colonel McConnell aux hôpitaux, surtout anglophones. Ce n'est pourtant qu'une façon bien imparfaite de rembourser l'énorme dette contractée envers un gouvernement qui ne lui réclame que de minimes redevances pour l'extraction, à son profit, des richesses forestières du Québec.

N'eût été la faible rémunération des employés et des infirmières et, surtout, l'abnégation admirable des religieuses, le système hospitalier aurait été plus que déficient : il se serait enrayé.

Créé en 1937 par Duplessis, le ministère de la Santé restera figé dans les mêmes structures jusqu'en 1961. Les réformes que le gouvernement Godbout avait mises en plan n'ont aucun écho. La loi de 1951 pour l'établissement de

centres médicaux de diagnostics n'est jamais sanctionnée ni appliquée. En 1948, le gouvernement fédéral instaure un programme de subventions conditionnelles pour pallier les carences les plus révoltantes du système hospitalier canadien. Le Québec y adhère de 1948 à 1953 et perçoit de la sorte 29 millions de dollars. Mais lorsque le fédéral inaugure en 1957 son programme d'assurance-hospitalisation, qui rembourse environ 50 % des coûts des services hospitaliers, Duplessis refuse d'y participer au nom de l'autonomie provinciale. À mesure que s'écoule la décennie 1950-1959, la contestation de l'inaction du gouvernement Duplessis en matière de santé se fait de plus en plus tranchante. Le Québec adhère enfin à ce programme extrêmement avantageux en 1961, mais les grandes réformes s'échelonneront par la suite sur une période de dix ans. Elles seront basées sur les conclusions de la Commission d'enquête sur la santé et le bien-être social (Commission Castonguay-Nepveu) dont le rapport en sept volumes, publié de 1967 à 1972, sera graduellement mis en œuvre par Claude Castonguay que le premier ministre Jean Lesage nommera ministre de la Santé précisément à cette fin ¹⁵⁹.

[102]

LE BIEN-ÊTRE SOCIAL

[Retour à la table des matières](#)

Même dans une société comme la nôtre qui, aujourd'hui, protège les personnes contre les risques pouvant diminuer leur bien-être, il est pénible d'être démunie. On a peine à imaginer ce qu'était le lot des chômeurs, des handicapés, des couples désunis, des enfants abandonnés avant la mise au point, toute récente, des mesures publiques de soutien à leur endroit.

Au Canada comme aux États-Unis, le libéralisme conservateur prône les vertus du travail et de la charité privée pour atténuer la misère humaine. Les premiers programmes politiques de bien-être et de sécurité sociale remontent au début du XX^e siècle. Loin d'être à la remorque des autres gouvernements, le

¹⁵⁹ Voir : *Rapport de la Commission d'enquête sur la santé et le bien-être social* ; Yves VAILLANCOURT, *L'évolution des politiques sociales au Québec, 1940-1960* ; Jean-Louis ROY, *op. cit.*, p. 66-75.

Québec est l'un des premiers à légiférer dans ce domaine : *Loi des accidents du travail* (1909) ; *Loi relative aux heures de travail des femmes et des enfants* (1910) ; *Loi de l'assistance publique* (1921) ; *Loi de l'adoption* (1924). La principale mesure fédérale est la *Loi des pensions de vieillesse* (1927).

Toutes ces mesures sont très limitées tant pour les risques couverts que pour le montant des allocations. La *Loi de l'assistance publique* comme la *Loi de l'adoption* font l'objet de critiques sévères de la part de ceux qui s'opposent par principe à toute intervention de l'État. Pour eux, le domaine de l'assistance relève traditionnellement de la famille, de la paroisse et d'institutions privées qu'alimente la richesse des communautés religieuses, du bénévolat des personnes œuvrant dans ces instituts et de la charité privée. Le secrétaire général du gouvernement, Athanase David, cherche à atténuer la virulence des critiques en faisant l'apologie de la charité privée dans une déclaration à l'emporte-pièce qui exprime parfaitement les conceptions dominantes de l'époque :

Dans la route qu'elle parcourt vers son but, la société laisse tomber des lambeaux d'humanité sur le bord de la route ; il faut nous pencher et tendre les mains vers ces humains malheureux. Parmi ces débris, il y a les aveugles, les muets, les sourds... Enfin que d'autres misères que crée la société dans sa course vers la civilisation. La plupart de ces malheureux s'en vont, comme on le sait, chercher refuge dans les hospices. Jusqu'à présent, il s'est trouvé des hommes et des femmes qui, dans un même but et dans une même foi, se sont penchés sur ceux que la société avait laissés tomber au bord de la route. Saluons avec respect et vénération ceux et celles qui, chez nous, depuis les débuts de la colonie, se sont donné le rôle d'être des *consolateurs des déshérités* de la nature et de la fortune ¹⁶⁰.

Au nom de l'autonomie provinciale, Taschereau refuse tout d'abord le programme fédéral de pensions de vieillesse de 1927 ; il n'y adhère qu'au printemps de 1936. La loi n'est sanctionnée que le 10 juin 1936, la [103] veille du jour de la dissolution de la législature. Ce programme est pourtant très restrictif et ne s'adresse qu'aux personnes d'au moins 70 ans qui peuvent démontrer leur indigence. Le programme est conjoint, son coût étant partagé également entre les provinces et le fédéral. L'opposition à ce programme fédéral est aussi générale et virulente que l'opposition aux programmes provinciaux. La Commission des

¹⁶⁰ Cité dans Michel PELLETIER et Yves VAILLANCOURT, *Les politiques sociales et les travailleurs, cahier I : Les années 1900-1929*, p. 82.

assurances sociales du Québec que préside Édouard Montpetit préconise plutôt un programme d'assurance-vieillesse. Le rapport reproduit l'essentiel des critiques au régime fédéral de pension :

Ce système constitue dans bien des cas une prime à l'imprévoyance, à la négligence et à la paresse, habitue l'individu à ne compter que sur l'État [...] Le système d'assurance contributif et obligatoire, au contraire, incite dès les années de jeunesse, celui ou celle qui sera appelé plus tard à en bénéficier, à économiser et à prévoir pour ses vieux jours. La vieillesse atteinte, ce bénéficiaire n'en aura qu'une plus haute opinion de lui-même et se dira en recevant sa rente que c'est un droit dont il jouit et qu'il a acquis ¹⁶¹.

La Crise des années trente révèle l'insuffisance flagrante des programmes de sécurité sociale en vigueur et met brutalement en cause le libéralisme conservateur. Le gouvernement fédéral suit timidement la voie tracée par le *New Deal* américain mais ne comprend vraiment la nature du rôle dévolu à l'État qu'avec la publication du rapport Rowell-Sirois en 1939. Les conditions de la Seconde Guerre mondiale affermissent sa volonté d'intervention et il adopte des mesures qu'il contrôle entièrement.

Le régime d'assistance établi en 1930 est amendé à plusieurs reprises au cours de la décennie. En 1931, la *Loi relative au chômage, à l'aide à l'agriculture et au maintien de la paix, de l'ordre et de la bonne administration* revêt deux formes principales : les secours directs et les travaux publics. Le Québec adhère à ces programmes. Jusqu'en 1933, le gouvernement Taschereau confie à la Société Saint-Vincent-de-Paul l'administration et la distribution des secours directs. Il remet par la suite cette responsabilité aux municipalités. D'autres mesures favorisent la colonisation et le retour à la terre. À l'époque elles ont du succès, la proportion de la population urbaine stagnant aux environs de 60% au cours de la décennie de la Crise.

Le programme de secours direct est restreint aux chômeurs aptes au travail et aux indigents ; les malades mentaux et les handicapés physiques en sont exclus. Le régime doit en théorie permettre aux bénéficiaires de se loger, de se nourrir et de se vêtir, mais les sommes effectivement allouées ne couvrent qu'en partie ces

¹⁶¹ *Rapport de la Commission des assurances sociales du Québec*, p. 148-149.

besoins élémentaires : l'incitation au travail reste de rigueur. À Montréal, de 20% à 30% de la population, soit de 150 000 à 250 000 personnes, recourent à un moment ou l'autre aux secours [104] directs. À compter de 1936, l'inauguration de travaux publics plus nombreux fait diminuer le nombre de bénéficiaires ¹⁶². Durant les années de crise, le programme d'assistance publique se renforce quelque peu. Il n'est plus seulement restreint aux indigents « dans les murs » (hôpitaux, refuges pour personnes âgées, orphelinats, crèches, sanatoriums, etc.), mais il s'étend aussi aux indigents « hors des murs » ou à domicile. La contribution financière du gouvernement s'accroît en conséquence. La loi de 1919 concernant le salaire minimum des femmes ne s'applique plus seulement à celles qui travaillent dans les industries mais s'étend également aux établissements commerciaux ¹⁶³.

Ces mesures restent bien insuffisantes. La Confédération des travailleurs catholiques du Canada, créée en 1921 avec l'aval des évêques et des intellectuels nationalistes, est la principale institution - et souvent la seule - qui réclame de façon insistante durant cette période la substitution de programmes adéquats d'assistance sociale et de sécurité publique aux mesures parcimonieuses conçues sous les contraintes étroites du libéralisme conservateur et de la charité privée. Sous le régime Taschereau, les relations entre l'Église et l'État sont tendues, notamment à propos de la *Loi de l'adoption*, de la pratique du travail dominical, du suffrage féminin, de la *Loi de l'heure avancée*, de l'instruction obligatoire, etc. C'est moins l'idéologie libérale et le dogme de la charité privée qui sont en cause que le soupçon d'anticléricalisme dont le gouvernement libéral reste entaché ¹⁶⁴.

Plus que dans les domaines de l'éducation et de la santé, c'est l'ancien credo libéral qui dicte les convictions profondes de Duplessis lorsqu'il s'agit du « système » du bien-être social du Québec qu'il juge le « meilleur au monde ». Le 22 mars 1950, il déclare dans une entrevue au *Devoir* : « C'est dans le Québec que la justice sociale existe et que l'on devrait venir prendre des leçons. Qu'on ne nous en donne pas ! » La réalité est cependant tout autre.

¹⁶² Michel PELLETIER et Yves VAILLANCOURT, *op. cit.*, cahier II : *Les années 1930*, p. 215.

¹⁶³ *Ibid.*, cahier II, p. 335-341.

¹⁶⁴ Antonin DUPONT, *Les relations entre l'Église et l'État sous Louis-Alexandre Taschereau, 1920-1936*.

Pour Duplessis, les trois piliers de l'assistance sociale demeurent la famille, la paroisse et les institutions privées agréées par les religieux. Sa bible en cette matière est la doctrine sociale de l'Église telle que l'interprètent les autorités ecclésiastiques du Québec : l'assistance sociale relève de la charité privée et l'État n'a qu'un rôle supplétif de dernier recours. Depuis la fin du XIX^e siècle, l'Église possède des richesses immenses de toute nature et contrôle un vaste réseau d'institutions centrales et de [105] services diocésains. En 1940, la seule Centrale des œuvres du diocèse de Québec coordonne, en collaboration avec le service familial gouvernemental, 85 œuvres différentes. Lorsque la demande des services s'accroît au-delà de ses capacités et que les sommes d'argent réclamées dépassent ses possibilités, l'Église requiert l'aide financière du gouvernement tout en estimant être en mesure de conserver la pleine maîtrise de ses multiples champs d'intervention.

Le système d'assistance publique québécois institué en 1921 inclut plusieurs lois et programmes que la *Loi de l'assistance publique*, maintes fois révisée durant l'ère duplessiste, est censée coordonner : Conseil central des œuvres (1944), ministère de la Famille et du Bien-être (1946), *Loi des allocations familiales* (1945), *Loi instituant une clinique d'aide à l'enfance* (1945), *Loi pour remédier à la délinquance juvénile* (1950), *Loi instituant la Cour du bien-être social*, *Loi de protection de la jeunesse* (1950), *Loi concernant l'aide aux personnes invalides* (1955) auxquels s'ajoutent des programmes anciens : programme d'assistance publique (1921), programme d'assistance contre les accidents de travail (1909) révisé en 1931, assistance aux aveugles (1937).

S'ils sont de compétence exclusivement provinciale ou dans la mesure où le gouvernement de la province conserve une marge d'autonomie dans le cas de compétence partagée, ces lois et programmes restent parcimonieux et discriminatoires. À la suite d'une recommandation du rapport de la Commission Montpetit, publié en 1932, la *Loi instituant l'assistance aux mères nécessiteuses* est adoptée en 1937. Les conditions d'admissibilité à ce programme sont scandaleusement restrictives : être « mère d'au moins deux enfants de moins de seize ans » ; être « veuve ou épouse d'un mari interné » ; être « sujet britannique depuis au moins quinze ans et avoir résidé dans la province durant les sept années précédant la demande d'allocation » ; offrir « à la satisfaction de l'Office [gouvernemental chargé de l'application de la loi] des garanties raisonnables

d'habileté à donner à ses enfants les soins d'une bonne mère » ; ne pas posséder « les moyens nécessaires à l'entretien de ses enfants âgés de moins de seize ans » ¹⁶⁵. La Loi instituant l'assistance aux mères nécessiteuses de 1937 exclut donc les femmes célibataires, divorcées ou séparées. En outre, les chèques sont remis aux maris et non aux mères, et deux « certificats de bonne conduite sont requis », l'un provenant d'un ministre du culte et l'autre d'une « personne désintéressée ».

Des mesures politiques à ce point barbares ne peuvent qu'entraîner des conditions de vie inhumaines pour les enfants de mères nécessiteuses [106] et, surtout, pour les orphelins. En 1949, une journaliste publie des articles dans un journal de Toronto sur le triste sort réservé aux enfants des orphelinats du Québec. Ces articles font scandale. Jeune chroniqueur au *Devoir*, Gérard Pelletier mène à son tour une enquête sur le sujet. Son reportage révèle l'ampleur de la misère des enfants abandonnés. Dans les passages peut-être les plus émouvants de son livre, Pelletier décrit les conditions affreuses imposées aux enfants plongés dans l'enfer des orphelinats :

Je passai de longues semaines à visiter des milliers d'enfants logés dans des dizaines d'institutions presque toutes semblables, c'est-à-dire claquemurés dans un système qui les transformait implacablement en mioches plus ou moins désaxés, inadaptés au monde extérieur, épaves pathétiques impropres à l'adoption par des familles normales. Il y avait aussi des cas extrêmes, des images insoutenables. Dans un établissement montréalais, je vis certain jour, après une longue algarade avec les autorités, la cage aux déments précoces. Des garçons à demi nus grimpaient au grillage comme de jeunes singes, tandis que des enfants normaux, pensionnaires de l'infirmerie sur laquelle ouvrait cette cage, devaient subir à longueur de journée les cris de bêtes et les plaintes hallucinantes de ces petits malades... À l'étage d'un autre orphelinat, des adolescents dormaient dans un grenier-dortoir où je vis courir, sous les lits, des rats de taille respectable. Dans une maison de correction, on dut m'avouer que les pensionnaires, des garçons en pleine croissance, ne

¹⁶⁵ Michel PELLETIER et Yves VAILLANCOURT, *op. cit.*, cahier II, p. 353-354 (avec la permission des auteurs).

mangeait pas à leur faim. La subvention gouvernementale était insuffisante ¹⁶⁶.

Dans un ouvrage récent, Pauline Gill dénonce les conditions affreuses faites aux « enfants du péché », aux orphelins et aux exclus de la société. Elle narre le calvaire de l'orpheline Alice Quinton enfermée à l'âge de sept ans à l'hôpital Saint-Julien de Saint-Ferdinand-d'Halifax. C'est en 1945 que débute son internement qui prend fin en 1961. D'où le titre *Les enfants de Duplessis* ¹⁶⁷. Pour la vérité de l'histoire, il importe de dire que ce n'est pas Duplessis qui a mis au point ce régime moyen-âgeux. Ce n'est pas non plus la politique qui est la première responsable, ici ou ailleurs, du malheur de ces enfants, mais la religion catholique et le protestantisme puritain. La Loi instituant l'assistance aux mères nécessiteuses est certes immorale, mais elle ne soulève ni l'opposition de l'Église ni la réprobation morale de la population. L'opprobre général qui stigmatise ces enfants persistera même après l'adhésion du Québec au programme fédéral d'allocations familiales en 1946 au terme duquel ces sommes sont versées à tous les enfants, y compris ceux qui sont dans les crèches et les orphelinats. Duplessis subventionne les établissements en cause qui profitent, en outre, du bénévolat des religieuses et de la charité privée qu'ils ne cessent de quémander.

[107]

Duplessis, même s'il l'avait voulu, n'aurait pas disposé des moyens financiers ni de l'autorité morale pour mettre un terme à tous les abus. C'est tout le régime en vigueur, y compris la propriété et le contrôle des institutions par les communautés religieuses qu'il lui aurait fallu saborder. Il aurait également été requis de changer la mentalité d'une population qui, dans sa grande majorité, considérait ce système comme juste et moral alors qu'il prêtait aux injustices et aux pires vexations. Les enfants qui les ont subies durant de nombreuses années en ont été douloureusement marqués pour le reste de leur vie. Allocations familiales et subventions gouvernementales, discriminatoires et parcimonieuses, ne suffisaient pas aux communautés religieuses pour gérer convenablement les crèches et les orphelinats. Et que faire des enfants non adoptés qui avaient atteint l'âge de sept

¹⁶⁶ Gérard PELLETIER, *Les années d'impatience, 1950-1960*, p. 259-260. Voir aussi : Dorval BRUNELLE, *Les trois colombes*, p. 95-100.

¹⁶⁷ Pauline GILL, *Les enfants de Duplessis*. Ailleurs, les conditions des orphelins étaient aussi déplorables. Voir Michael HARRIS, *Les ordres trahis*.

ou huit ans ? La plupart étaient remis aux hôpitaux généraux ou psychiatriques où les autorités les obligeaient à travailler. Des religieux et des infirmières étaient généreux et compatissants, d'autres, sadiques et cruels, s'adonnaient à leurs penchants morbides. Soumis à des tâches dégradantes, parfois considérés comme des aliénés, plusieurs de ces enfants n'ont eu pour existence qu'un long martyre. Des années s'écouleront après la disparition de Duplessis avant que toute trace de ce régime ne soit effacée. De réforme en réforme, les conditions de vie de ces enfants s'améliorent. Les mentalités changent et l'indignation morale à l'endroit de certains s'estompe graduellement. Malgré les changements survenus au cours des ans, même aujourd'hui sous l'empire de la Direction de la protection de la jeunesse (DPJ), il n'est pas de tout repos d'être privé du soutien de sa famille d'origine ou d'une famille accueillante ¹⁶⁸.

L'ADHÉSION RESIGNÉE AUX POLITIQUES FÉDÉRALES DE L'ÉTAT PROVIDENCE

[Retour à la table des matières](#)

La mise en vigueur graduelle des recommandations du rapport Rowell-Sirois, publié en 1939, confirme l'intention du gouvernement canadien d'orienter sa politique fiscale et sociale dans le sens de la théorie keynésienne et du *New Deal* que Franklin D. Roosevelt met en œuvre aux États-Unis depuis 1933. Au cours de la Crise des années trente, les gouvernements Bennett et King avaient déjà adopté ou préconisé des mesures d'assistance et de sécurité publiques. La Deuxième Guerre mondiale et la prospérité d'après-guerre diminuent, sans les écarter, les incitations dans cette direction. L'éclatante victoire électorale de Louis Stephen Saint-Laurent en 1949 facilite ces orientations nouvelles. À la suite des recommandations de la Commission royale d'enquête sur les arts, les lettres et les sciences (Commission Massey, 1951), le gouvernement fédéral crée le Conseil des [108] arts du Canada et verse directement des octrois aux universités. Il accélère la construction de la route transcanadienne. Les programmes de sécurité sociale mis en œuvre au cours des années précédentes reçoivent le sceau final.

¹⁶⁸ Voir Hélène MANSEAU, *L'abus sexuel et l'institutionnalisation de la protection de la jeunesse*.

Les « intrusions centralisatrices » du gouvernement fédéral dans des domaines de juridiction provinciale procurent à Duplessis d'amples motifs pour se porter à la défense de l'autonomie provinciale. Pourtant, la plupart des mesures auxquelles il a recours - le changement de nom de la résidence du lieutenant-gouverneur de « Spencer Wood » pour « Bois-de-Coulonge », la priorité à la langue française dans l'interprétation des lois, l'adoption officielle du drapeau fleurdelisé, la création de Radio-Québec, une loi adoptant un programme d'allocations familiales, la proposition que le Québec nomme le lieutenant-gouverneur - n'ont qu'une valeur symbolique ou ne seront jamais appliquées.

Il y a deux exceptions à la mollesse de Duplessis dans la poursuite de l'autonomie. En 1951, le gouvernement fédéral institue un programme d'octrois aux universités qu'il refuse (après l'avoir accepté pendant un an) au nom de l'autonomie provinciale. Outre les félicitations des nationalistes, il jouit de l'appui de nombreux intellectuels, notamment Pierre Elliott Trudeau. Cette question n'ayant qu'une faible incidence électorale, Duplessis a toute liberté d'action ¹⁶⁹. Mais la seconde exception, soit l'imposition par Duplessis d'un impôt provincial pour les particuliers, est d'une extrême importance et lourde de conséquences. Avant son affrontement épique avec le premier ministre Saint-Laurent en 1954-1955, Duplessis s'est à plusieurs reprises déclaré contre un impôt provincial. Il a combattu une loi du gouvernement Godbout qui créait un impôt de cette nature. En 1951, la Chambre de commerce de Montréal lui présente un mémoire préconisant un impôt de 5 % déductible de l'impôt fédéral. Il ne daigne pas répondre à cette suggestion et déclare à un électeur qui l'interroge à ce sujet que jamais il ne rétablira « l'impôt de Godbout ». Lapalme rapporte ses propos : « L'impôt sur le revenu est un impôt sur le travail et sur le salaire, un impôt qui décourage et qui anémie l'action de l'individu et le progrès de la province ¹⁷⁰. »

Depuis la conférence fédérale-provinciale de 1946, au cours de laquelle il a dénoncé avec véhémence l'intrusion du fédéral en matière de taxation directe, il n'a encore posé aucun geste qui permettrait au Québec de récupérer son « butin » en ce domaine. Il le fait en 1954. Il institue un impôt provincial direct de 15 % sur

¹⁶⁹ Au sujet de l'entente Diefenbaker-Sauvé ouvrant la voie au règlement de l'impasse, voir Arthur TREMBLAY, « Les subventions fédérales aux universités », *Cité libre*, vol. XI, n° 25, mars 1960, p. 3-11.

¹⁷⁰ Georges-Émile LAPALME, *Mémoires*, tome II : *Le vent de l'oubli*, p. 172-173.

les revenus des particuliers [109] et déclare que le pourcentage en sera prélevé, que le fédéral le déduise ou non de son propre impôt.

C'est la célèbre déclaration de Saint-Laurent à l'occasion de l'inauguration de la nouvelle maison du Club de la réforme à Québec, le 19 septembre 1954 - « le Québec est une province comme les autres » -, qui soulève la colère de Duplessis et déclenche une lutte à finir entre les deux hommes. Lapalme exprime l'ampleur de son désarroi : « J'entends cette phrase comme un glas ¹⁷¹. » En effet, cette déclaration donne à Duplessis l'arme dont il a besoin pour s'assurer l'appui de l'opinion publique dans la lutte qu'il vient d'engager avec le fédéral. La déclaration intempestive de Saint-Laurent a l'effet d'une bombe. Les cercles nationalistes s'insurgent, les médias tonnent et l'opinion publique, partagée jusque-là entre Saint-Laurent et Duplessis comme elle le sera plus tard entre Trudeau et Lévesque, favorise Duplessis bien plus qu'il ne l'avait escompté.

À l'hôtel Windsor, le 5 octobre 1954, Saint-Laurent capitule. Dans une lettre datée du 14 janvier 1955, il précise les détails techniques de l'entente. Le fédéral cédera les points d'impôt en litige et les contribuables ne seront pas pénalisés. Lapalme, qui croyait que Saint-Laurent tiendrait tête à Duplessis et qui se préparait à centrer la campagne électorale de 1956 sur le thème de la double imposition fiscale, émet des propos désabusés : « Duplessis avait engagé sa seule vraie bataille de l'autonomie et l'avait gagnée ¹⁷². » Les nationalistes ne tarissent pas d'éloges à l'endroit de Duplessis : « le pouvoir de taxer est le pouvoir de gouverner » écrit André Laurendeau.

Toutefois, le premier ministre Saint-Laurent a marqué des points importants au cours de la rencontre à l'hôtel Windsor. Le taux d'imposition que prélève le Québec ne sera pas de 15%, mais de 10%. Duplessis doit admettre que le fédéral, aussi bien que les provinces, possède en pleine égalité le pouvoir de taxation directe. Il consent en outre à une convocation prochaine d'une conférence fédérale-provinciale sur la question de la taxation. La seule grande victoire que lui procure sa revendication autonomiste, bien que considérable en elle-même et dans ses conséquences, est donc mitigée. Malgré de véhémentes dénonciations verbales

¹⁷¹ *Ibid.*, tome II, p. 177.

¹⁷² *Ibid.*, tome II, p. 391.

au nom de l'autonomie provinciale, il doit accepter que les vastes réformes que le fédéral élabore dans le domaine de la sécurité sociale s'appliquent au Québec.

Durant les années quarante et cinquante, le gouvernement fédéral confirme son accession à l'ère de l'État-providence. Il élabore des programmes de sécurité sociale qui, de révision en révision, prennent une ampleur considérable et exigent des débours de plus en plus élevés auxquels les provinces sont invitées à participer. Les programmes les plus importants [110] sont ceux des allocations familiales, de la sécurité de la vieillesse et de l'assurance-chômage ¹⁷³.

Dès 1944, le gouvernement fédéral élabore son programme d'allocations familiales. Au Québec, l'Église catholique et les nationalistes s'y opposent de façon catégorique et demandent aux familles de ne pas encaisser les chèques fédéraux. De son côté, Duplessis conteste la validité constitutionnelle de ce programme et le dénonce au nom de l'autonomie provinciale. En réponse, il amende en 1945 la loi québécoise sur l'assistance aux mères nécessiteuses de 1937 et la rend conforme à la loi fédérale. Mais après l'élection de 1948, tout en continuant de dénoncer l'ingérence fédérale, il consent passivement à l'application intégrale du programme fédéral et la loi de 1945 devient caduque.

Inauguré au début des années quarante, le programme fédéral de sécurité de la vieillesse, dont le coût est partagé entre le fédéral et les provinces, reçoit sa mise au point finale en 1951. Duplessis y adhère sans réticence après avoir obtenu des modifications sans importance dans le but de protéger le Québec des visées centralisatrices d'Ottawa. L'adhésion au programme de pensions de vieillesse ne soulève pas non plus de protestations vives au sein du clergé ni chez les nationalistes québécois. De 1951 à 1959, la proportion de bénéficiaires par rapport au nombre de personnes ayant 65 ans et plus est plus élevée dans la province de Québec qu'ailleurs au Canada.

Adopté en 1940, le programme fédéral d'assurance-chômage, autre programme fédéral à frais partagés, subit, à cause de l'accroissement constant du chômage au Canada (de 2 % en 1947 à 6 % en 1959) plusieurs modifications et ne connaît sa version finale qu'en 1956. De 1941 à 1950, la population assurée passe de 42,0 % à 65,8 %. Duplessis refuse d'abord sa participation à ce programme et dénonce cette autre ingérence du fédéral dans un champ de juridiction provinciale.

¹⁷³ Voir Doug OWRAM, *The Government Generation*.

Les années passant, le chômage s'aggrave au Québec encore plus que dans l'ensemble du Canada. Selon les statistiques officielles, il s'élève à 9 % en 1960. Le malaise profond que cette aggravation provoque dans la population, les critiques acerbes des syndicats à l'endroit de l'inaction gouvernementale et le déclenchement probable d'élections pour 1960 forcent Duplessis à adhérer au programme en juillet 1959. En même temps qu'il dénonce l'ingérence fédérale, Duplessis s'en sert comme d'une arme électorale de plus au service de la sauvegarde de l'autonomie provinciale. En avril 1960, 4% de la main-d'œuvre active québécoise bénéficie de l'allocation de chômage. Ce pourcentage s'accroît régulièrement au fur et à mesure que les travailleurs adhèrent au programme et s'élève à 7% en juin 1961.

[111]

Outre les mesures de sécurité sociale qui visent à garantir à tous les Canadiens des conditions de vie décentes, le gouvernement fédéral adopte deux mesures destinées à réduire les inégalités profondes qui existent entre les provinces et à leur permettre d'étendre leur propre champ d'intervention : le principe de péréquation et la liberté fiscale des provinces. Il s'engage à céder des points d'impôt correspondant aux coûts assumés par les provinces.

La participation financière du Québec aux programmes fédéraux de sécurité sociale s'ajoutant aux mesures d'assistance publique en vigueur fait monter les coûts en flèche. Les débours pour l'assistance publique grimpent de 6,6 millions en 1940-1941 à 96 millions de dollars en 1959-1960. La contribution du fédéral à ces mesures amorcée en 1951-1952 ne dépassera jamais 5% du total, sauf en 1957-1958 et 1959-1960. La participation du Québec au programme d'allocations familiales passe de 172,6 millions en 1945-1946 à 492,7 millions de dollars en 1959-1960 et celui des pensions de vieillesse grimpe de 38,5 millions à 141 millions de dollars en 1958-1959. Pour la seule année de 1959, les dépenses totales sont estimées à 658 millions de dollars et la part du Québec, avant la mise en œuvre de l'assurance-chômage mais en incluant sa contribution aux deux autres régimes fédéraux, s'élève à 140 millions de dollars, soit plus de 21 % du total ¹⁷⁴.

Graduellement, sous l'influence des pratiques fédérales inspirées du keynésianisme, les programmes sociaux et les mesures fiscales imprègnent l'État

¹⁷⁴ Voir : Yves VAILLANCOURT, *op. cit.* ; Jean-Louis ROY, *op. cit.*

et la société civile sous des formes inédites. Duplessis ne les perçoit que comme des pratiques ponctuelles. Ce sera le propre de la Révolution tranquille de réorienter cette intégration au profit de la société québécoise ¹⁷⁵.

LA POLITIQUE DU TRAVAIL

[Retour à la table des matières](#)

Duplessis se proclame l'ami des ouvriers avec suffisamment de verve pour s'assurer leur faveur électorale ¹⁷⁶. Il réclame des employeurs qu'ils traitent décentement leurs employés et qu'ils les rétribuent convenablement. En 1937, il institue l'Office des salaires raisonnables et, à son retour au pouvoir en 1944, laisse intacte la loi sur le salaire minimum adoptée par le gouvernement Godbout. Son adhésion au libéralisme conservateur lui fait toutefois considérer avec suspicion le syndicalisme dont l'ampleur et l'influence croissent constamment au Québec. Sans remettre directement en cause le libéralisme, les syndicats s'en prennent de plus en plus à [112] la politique du gouvernement jugée réactionnaire dans le secteur du travail et, surtout, à la suite de la grève de l'amiante en 1949, ils considèrent Duplessis comme un adversaire impitoyable et lui font une guerre sans merci.

Duplessis concède aux ouvriers le droit de s'organiser mais aussi celui de refuser de le faire. Il s'oppose farouchement à la formule de l'atelier fermé que réclament les syndicats. De même, il considère les grèves comme contraires aux relations harmonieuses qu'il préconise entre travailleurs et employeurs, préjudiciables à l'ordre social et aux investissements étrangers qu'il s'emploie à attirer au Québec par tous les moyens. Il aimerait interdire les grèves :

Dans notre province, notre loi déclare avec raison et avec justice que la grève est un mal, un mal nécessaire dans certains cas, mais un mal

¹⁷⁵ Anne LÉGARÉ et Nicole MORF, *La société distincte de l'État*, p. 215-225. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#), JMT.]

¹⁷⁶ Sur le sujet, voir : Jacques ROUILLARD, *Histoire de la CSN, 1921-1981 ; Histoire du syndicalisme québécois des origines à nos jours* ; Fernand HARVEY, *Le mouvement ouvrier au Québec* ; Louis-Marie TREMBLAY, *Le syndicalisme québécois : idéologies de la CSN et de la FTQ, 1940-1970* ; CSN-CEQ, *Histoire du mouvement ouvrier au Québec* ; FÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC, *Histoire de la FTQ*.

intolérable dans d'autres cas. C'est, je crois, notre Saint-Père le pape Benoit XV qui assimile les grèves à un état de guerre [...] La grève est un dernier recours. Je ne crois pas qu'on puisse citer un seul exemple de grève qui ait rapporté quelque profit ¹⁷⁷.

Dans la plupart des cas, l'Église entérine les positions de Duplessis à l'égard des travailleurs et du syndicalisme. Son comportement lui aliène pour un temps le soutien moral de certains évêques, mais les relations entre l'Église et l'État redeviennent généralement cordiales par la suite : les prémisses du libéralisme conservateur et celles de la doctrine sociale de l'Église diffèrent mais, dans la pratique, les positions de l'un et de l'autre convergent.

Duplessis s'oppose à l'intrusion des unions internationales du travail et surtout à l'*American Federation of Labors* (AFL). Il tolère la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC), fondée en 1921 sur l'initiative de l'Église. Il apprécie notamment la présence dans les syndicats de cette confédération d'aumôniers catholiques qui exercent une influence débordant largement le domaine spirituel. Il sympathise également avec la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) qui conquiert son autonomie en 1957 par rapport aux organismes fédéraux, notamment le Canadian Council of Labor, connu aujourd'hui au Québec sous le nom de Conseil canadien du travail ¹⁷⁸.

La législation du travail des deux gouvernements Duplessis défavorise le syndicalisme, donc brime les droits des travailleurs. Il fait adopter, en 1937, la Loi des salaires raisonnables. Cette loi permet aux patrons de substituer aux négociations collectives un droit d'appel à la Commission [113] des salaires raisonnables qui joue alors le rôle d'arbitre. Ces appels entraînent la désyndicalisation des travailleurs. La CTCC perd de la sorte plusieurs milliers de membres, notamment à la suite de la grève de la Dominion Textile en 1937 ¹⁷⁹. Le gouvernement Godbout abroge cette loi et adopte la *Loi des salaires minimaux* favorable aux travailleurs. Mais les effets préjudiciables de la *Loi des salaires raisonnables* persistent sous le second gouvernement Duplessis : le pourcentage

¹⁷⁷ Discours de Maurice Duplessis au congrès de l'API, 15 nov. 1949, cité dans Jean-Louis Roy, *op. cit.*, p. 176.

¹⁷⁸ Voir : FÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC, *op. cit.* ; Jean-Louis ROY, *op. cit.* ; Gérard BOISMENU, *op. cit.* ; Louis-Marie TREMBLAY, *op. cit.*

¹⁷⁹ Michel PELLETIER et Yves VAILLANCOURT, *op. cit.*, cahier II, p. 165-167 (avec la permission des auteurs).

de syndiqués parmi les travailleurs salariés, qui est de 30% en 1950, n'est plus que de 24% à la fin de la décennie.

En reprenant le pouvoir en 1944, l'Union nationale adopte la *Loi des relations ouvrières*. Cette loi restreint le droit de grève et crée la Commission des relations ouvrières chargée de l'application de la loi. La Commission a le pouvoir d'abolir un syndicat si elle estime qu'il n'est pas représentatif. D'autres lois - la loi 62, les bills 5, 60, 19, 20 et 54 - visent diverses catégories d'employés : fonctionnaires municipaux, enseignants, etc. Le bill 19 autorise la Commission des relations de travail à refuser un certificat de reconnaissance aux syndicats suspects de tolérer des communistes dans leurs rangs. Le bill 20 supprime le certificat de reconnaissance aux syndicats qui déclenchent une grève dans les secteurs public et parapublic. Ces lois sont néfastes aux syndicats et aux travailleurs. L'atelier fermé et l'atelier syndical sont interdits. Les grèves ne peuvent être déclenchées qu'à la suite de votes secrets. Diverses mesures entravent la liberté du mouvement syndical : le soupçon de communisme, l'accusation de ne pas être « de bonne foi », etc. ¹⁸⁰. Ces mesures - telle la « loi du cadenas » adoptée en 1937 - dont les effets persistent durant le second gouvernement Duplessis, intensifient les divisions intersyndicales puisqu'elles visent surtout les syndicats neutres ou socialistes tandis que la CTCC, d'obédience catholique, est plutôt épargnée.

La législation antisociale du gouvernement Duplessis dans les domaines de l'enfance, de la famille, du logement, de l'éducation et du chômage atteint durement les catégories les plus vulnérables, y compris les travailleurs syndiqués.

Cumulant les rôles-clés de premier ministre et de procureur général, Duplessis fait réprimer avec la plus grande rigueur par la Police provinciale nombre de grèves ouvrières. Les grèves de la Dominion Textile (1937), de l'amiante (1949), de l'Alliance des professeurs de Montréal (1949), de Dupuis Frères (1952), de Louiseville (1952), de Murdochville (1957) ont été particulièrement dures. Des ecclésiastiques réclament plus [114] d'indulgence envers les ouvriers et, au cours de la grève de l'amiante, des évêques, dont M^{gr} Courchesne de Rimouski, interviennent directement auprès de Duplessis. D'autres autorisent des quêtes spéciales le dimanche afin de secourir les ouvriers. Duplessis accuse le père Georges-Henri Lévesque d'avoir encouragé, sinon fomenté, la grève et tente sans

¹⁸⁰ Fernand HARVEY, *op. cit.*, p. 237-248.

succès de le faire condamner par Rome. L'archevêque de Montréal, M^{gr} Charbonneau, prononce, sans citer nommément le premier ministre, un sermon enflammé en faveur des mineurs en grève et déclare qu'« il existe un complot pour détruire la classe ouvrière ». C'est un cas isolé. La plupart des évêques se dissocient de pareils propos et, dans les mois qui suivent, nombre d'entre eux écrivent à Duplessis pour lui exprimer leur confiance et leur admiration. Quelques-uns même ne se privent pas pour exprimer publiquement leurs sentiments. M^{gr} Charbonneau devient de plus en plus isolé au sein de l'épiscopat et Duplessis n'a aucune difficulté à le faire discréditer auprès du pape. Le 4 février 1950, M^{gr} Charbonneau accomplit le geste que la situation lui impose : il demande à être relevé de sa charge pour raisons de santé. En réalité, le Vatican cède aux pressions des politiciens et des évêques et force, sans même entendre sa version, M^{gr} Charbonneau à donner sa démission.

LE FAVORITISME

[Retour à la table des matières](#)

On accole le terme « patronage » au gouvernement Duplessis. C'est à juste titre mais ce procédé ne lui est pas exclusif. Partout où il y a pouvoir, argent, partis politiques et élections, il y a favoritisme. Bien entendu, les formes, les fonctions et les modalités de leur exercice changent avec l'évolution des structures sociales, administratives et parlementaires ainsi qu'avec le degré de transparence recherché par le gouvernement. Sous la pression de ces transformations, les besoins et les attentes se modifient. Le favoritisme représente une composante constante et essentielle de l'action politique. C'est à tort qu'on restreindrait le favoritisme politique aux régimes démocratiques dans lesquels existe l'élection périodique des législateurs. Sous des formes diverses, il est partie intégrante des règles de fonctionnement des systèmes de clans et de tribus, du féodalisme médiéval, des monarchies absolues de même que des régimes dictatoriaux et totalitaires de notre siècle.

Duplessis disait avoir « perfectionné » le système de favoritisme qui a caractérisé le gouvernement Taschereau. Il l'élève au rang d'une véritable institution, s'étendant à tous les secteurs d'action. Il engloutit des sommes

représentant un pourcentage important bien que non vérifiable des finances publiques de la province. De 1948 à 1960, le favoritisme prend une ampleur croissante et les formes qu'il revêt deviennent de plus en plus visibles et moralement répréhensibles.

[115]

Le patronage requiert un mécène (patron) et un bénéficiaire (client). Ce sont les relations multiples entre l'un et l'autre qui déterminent la nature de l'activité. Vincent Lemieux et Raymond Hudon distinguent trois caractéristiques du patronage : il est par définition discrétionnaire en ce sens que le don du bien ou du service convoité est aléatoire ; il procure plus de puissance au client sur le plan financier et professionnel et de contrôle sur d'autres personnes ; il accroît également la puissance du patron en augmentant ses chances d'acquérir ou de conserver le pouvoir politique ou en lui permettant de le consolider ¹⁸¹.

Les formes de patronage sont illimitées : dons d'argent ou d'objets, subventions, commissions, emplois, promotions, contrats de travail de toute nature, etc. Népotisme, chantage, punitions, toutes formes de corruption sont l'apanage du patronage. En 1950, la Chambre de commerce de Montréal dénonce dans *L'Action catholique* le patronage alors en vigueur : annulations de permis de vente d'alcool, promesses, contraintes physiques et morales, fraudes, parjures, intimidations, subornations, falsifications de noms, « télégraphes », etc. Deux formes de favoritisme sont bien connues du public : le recenseur unique, choisi par l'Union nationale seule et imposé par Duplessis, qui dresse les listes électorales dans chaque circonscription et les plaques d'immatriculation de véhicules automobiles à « petits numéros » (de 1 à 2000) réservées aux favoris de l'Union nationale qui peuvent ainsi transgresser impunément le code de la route au vu et au su de la police ¹⁸². Durant la campagne électorale de 1956, le patronage excède toute mesure. Les abbés Dion et O'Neill, dans un texte intitulé « Le chrétien et les élections » et publié dans une revue obscure, *Ad usum sacerdotum*, dénoncent les abus du recours au patronage au nom de la morale. *Le*

¹⁸¹ Vincent LEMIEUX et Raymond HUDON, *Patronage et politique au Québec, 1944-1972*, p. 18-19.

¹⁸² Pour une liste impressionnante de cas de patronage sous Duplessis, voir Alfred HARDY, *Patronage et patroneux*.

Devoir s'empresse d'assurer une large diffusion de ce texte en le reproduisant deux fois.

Le patronage se répartit en deux catégories, individuelle et collective. Bourses d'études discrétionnaires, prestations non statutaires d'aide sociale, subventions conditionnelles assurent la reconnaissance durable des bénéficiaires. S'ils faillissent par la suite à remplir les obligations contractées, un dirigeant de l'Union nationale, sinon Duplessis lui-même, les rappellera à leurs devoirs. Le patronage revêt une dimension collective lorsqu'il vise un dirigeant d'établissement (école ou hôpital), ou encore lorsqu'il bénéficie à une collectivité (construction de routes, de ponts, d'écoles, d'hôpitaux). Les « dons » consentis sont prélevés à même les fonds publics et les sommes en cause, bien qu'échappant à toute comptabilité, représentent certainement [116] la plus grande part du patronage sous l'Union nationale. Dans ces cas, les avantages escomptés de la part du patron sont plus considérables parce qu'un nombre plus ou moins élevé de personnes se trouvent redevables.

Les subventions gouvernementales peuvent être statutaires ou discrétionnaires. Dans le premier cas, l'établissement « doté » n'a pas, en principe, à se préoccuper de la façon dont il mène ses affaires. Dans la pratique, il n'en est pas toujours ainsi. Duplessis n'aime pas l'expression « subvention statutaire ». Il dit même que cette formule n'a aucun sens et déplore qu'en parlant de subvention « statutaire » on veuille « statufier » le gouvernement et lui enlever le pouvoir d'user de sa « discrétion ». Dans nombre de cas il ne se prive pas pour supprimer la subvention à un établissement qui lui déplaît. Ainsi, il diminue de moitié puis annule la subvention annuelle de 50 000 dollars que le gouvernement accorde à la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval comme à toutes les autres facultés de cette université. Quant aux subventions discrétionnaires qui deviennent de plus en plus importantes et nécessaires à mesure que les dépenses des établissements privés s'élèvent, il prend un malin plaisir à les retarder, à les diminuer ou même à les supprimer temporairement. De la sorte, ces établissements se trouvent dans l'impossibilité d'élaborer des projets de développement à moyen terme.

Bien des formes de patronage sous Duplessis sont indiscutablement immorales et soulèvent avec raison l'indignation d'un nombre croissant de personnes. Les conclusions de l'enquête Salvat (1963), créée par Jean Lesage

pour dévoiler les scandales de l'ère duplessiste, sont pourtant peu incriminantes et un bien petit nombre de personnes font face à des accusations devant les tribunaux et sont jugées coupables. Les fidèles de l'Union nationale pratiquent le patronage en toute bonne conscience. Pour eux, en effet, il représente une œuvre de bienfaisance humanitaire, essentielle à la réalisation de l'objectif louable d'un parti politique : la conservation du pouvoir. Pour que le patronage atteigne son but, il faut que le patron et le client y trouvent tous deux des avantages. Cette condition est remplie lorsque les intérêts de l'un et de l'autre, tout en différant, sont complémentaires.

Sous Duplessis, le patronage agit un peu à la façon de Robin des Bois : il prélève aux riches pour donner aux pauvres et accomplit en quelque sorte une fonction de redistribution. Dans les termes de Gérard Martineau : « Tant et aussi longtemps qu'il y aura de la misère à soulager, des problèmes familiaux à résoudre, je n'hésiterai pas à réduire le profit des compagnies pour les faire distribuer entre des centaines et des centaines de gens ¹⁸³. »

[117]

Le gouvernement Duplessis, comme ceux qui l'ont précédé et ceux qui le suivront, adhère aux principes et aux procédés de la démocratie parlementaire et élective. Dans ce contexte, le patronage - et d'autres formes de relations personnelles avec les gouvernants - représente une tentative pour apprivoiser un système politique devenu abstrait : bureaucratie anonyme, participation indirecte, etc. Si on extirpe officiellement le patronage, d'autres modalités de favoritisme politique et administratif feront leur apparition.

Les contributions des grandes compagnies et celles de bénéficiaires de contrats de travaux publics importants et même modestes prennent la forme de ristournes, de versements à la caisse électorale et de dons personnels à Duplessis. Ces « redevances » ne représentent toutefois qu'une maigre compensation pour les avantages de toutes sortes que les donateurs reçoivent du gouvernement (droit d'extraction des ressources naturelles à vil prix, mise au pas des syndicats, emplois ou contrats privilégiés, etc.). Par conséquent, ils versent sans maugréer les contributions qui leur sont imposées et, dans le cas des grandes compagnies surtout, considèrent ces sommes comme la contrepartie des avantages obtenus du

¹⁸³ Vincent LEMIEUX et Raymond HUDON, *op. cit.*, p. 130-131.

gouvernement. Souvent même, ils excèdent généreusement les montants demandés.

Les clients du patronage sous l'Union nationale diffèrent de ceux que le gouvernement Taschereau a gratifiés. Taschereau n'ignorait pas non plus l'importance de distribuer des « faveurs » dans les campagnes au moment des élections, mais son patronage s'exerçait surtout au profit des « notables », des « aristocrates » et, particulièrement de sa propre famille. En 1935-1936, Duplessis s'insurge contre ce népotisme auquel il ne succombera jamais. Il exige même des membres de son gouvernement qu'ils ne fassent pas partie de conseils d'administration, ce qui jusque-là était pratique courante. Les bénéficiaires principaux des largesses de l'Union nationale sont les cultivateurs, les ruraux, les ouvriers et la petite bourgeoisie canadienne-française.

L'exercice de cette fonction de « redistribution » par l'Union nationale ne s'inspire pas exclusivement de motifs humanitaires, selon Duplessis. Les faveurs sont surtout destinées aux amis.

Nous avons pour principe, et je ne tente pas de le cacher, que, lorsque deux commissions scolaires réclament des subsides et que l'une d'elles nous est favorable, nous prenons soin des amis d'abord. Quand nous avons assez d'argent pour prendre soin des opposants, nous exerçons notre générosité sans considérations politiques ¹⁸⁴.

L'objectif omniprésent et sans aucun doute principal est de nature électorale : « Si vous voulez un pont, une rue asphaltée, une nouvelle école, [118] pensez-y au moment d'aller voter. » La population rurale décroît rapidement au cours des années cinquante mais Duplessis ne modifie pas la carte électorale en faveur des régions urbaines car le système existant favorise l'Union nationale. Des comtés ruraux ont moins de 15 000 électeurs alors que dans les villes, surtout à Montréal, ils excèdent 100 000 électeurs. Aux trois élections provinciales de 1948, 1952 et 1956, le pourcentage du vote qu'obtient l'Union nationale est supérieur à 50 %, mais le nombre de députés qu'elle fait élire dépasse largement celui qu'elle aurait obtenu si la carte électorale avait été mieux proportionnée.

¹⁸⁴ Jean-Claude ROBERT, *Du Canada français au Québec libre*, p. 201.

Pour être pleinement efficace, la rétribution des sommes versées aux clients doit être conçue de façon à les « combler » tous. Il faut en outre que les organisateurs du parti puissent vérifier de façon satisfaisante si, par leurs votes, ils se sont acquittés de leur « dette » envers le parti. C'est pourquoi, en période électorale, la manne du patronage tombe surtout en milieu rural ou dans les petites villes, là où le vote des électeurs est facilement repérable.

La caisse électorale de l'Union nationale se gonfle au moment des élections pour atteindre 6 millions en 1952 et 9 millions de dollars en 1956. On estime qu'elle s'élève à 18 millions en 1959. À l'inverse, la caisse libérale est chroniquement presque vide. La panoplie des moyens de toutes sortes dont l'Union nationale dispose pour gratifier la population est immense puisqu'elle peut en outre puiser impunément à même le Trésor public, en raison de l'insuffisance des vérifications et des réglementations gouvernementales. Néanmoins, il serait bien exagéré de conclure que Duplessis a gagné ses élections grâce au patronage au sens strict du terme. Georges-Émile Lapalme lui-même ne le croyait pas.

Un exercice du patronage qui se veut efficace requiert une organisation suffisamment bien pourvue pour répondre aux demandes auxquelles le parti ne saurait se dérober sans déchoir et assez aguerrie pour parer à toute éventualité susceptible d'être dommageable. Gérald Martineau, trésorier du parti, et Joseph-Damase Bégin, organisateur en chef, dirigent cette organisation qui étend ses tentacules partout dans le parti et la société et s'incruste partout grâce à des centaines, sinon des milliers, d'intermédiaires. Personne dans les rangs de l'Union nationale, nul député, nul ministre, ne peut espérer durer et grimper les échelons s'il n'a l'aval de ces deux cerbères. Antonio Barrette le réalise à ses dépens quand Bégin lui retire son concours aux élections de 1960 et que Martineau s'envole vers l'Europe.

Le patronage de l'Union nationale serait une pratique sans trop d'éclat si celui qui le dirige réellement - sans être chargé des tâches serviles - n'était un personnage revêtu de la plus haute autorité et du plus grand prestige. Cette personne est Maurice Duplessis lui-même. La caisse électorale [119] est à sa disposition. Des gens d'affaires qu'il enrichit en leur procurant des conditions avantageuses pour l'exploitation de leurs entreprises lui font des cadeaux princiers, notamment des tableaux de maîtres. John W. McConnell lui remet régulièrement des enveloppes contenant des sommes qui peuvent s'élever à

50 000 dollars en billets neufs. Duplessis n'abuse pas de cette situation. Sa probité personnelle n'a jamais été mise en doute. Sa générosité est proverbiale. Souvent ses dons sont prélevés sur son propre salaire et sa secrétaire, Auréa Cloutier, doit l'aviser que son compte bancaire est à sec. Ses ministres, notamment Antonio Barrette, grand amateur d'œuvres d'art, sont les premiers à profiter de ses largesses. C'est habituellement à l'occasion d'une rencontre à son bureau de Québec ou à celui de Trois-Rivières qu'il secourt ceux qui lui expriment leurs besoins et qu'il juge méritants. À sa mort, il laisse à la Banque provinciale une dette de 42 000 dollars dont Gérald Martineau se porte garant.

Le patronage entraîne la corruption de ceux-là même qui l'exercent. Le scandale du gaz naturel que *Le Devoir* fait éclater le 13 juin 1958 est l'un des fruits pourris du gouvernement Duplessis. Une autre conséquence du patronage est de créer chez le bénéficiaire un état de dépendance qui entrave sa liberté d'expression et d'action. La tare principale du gouvernement Duplessis est que, en s'enfonçant sans retenue dans le favoritisme et l'arbitraire, il fait obstacle à l'émergence de l'esprit démocratique qui s'efforce de s'exprimer ailleurs, au sein des syndicats, des coopératives, des universités, chez nombre d'intellectuels et de journalistes. En même temps, en permettant la persistance de pratiques désuètes, il entrave le plein développement du Québec, l'accession à la modernité à laquelle ses éléments les plus progressifs aspirent.

La corruption du gouvernement Duplessis mine le sens civique et la conscience morale chez les individus, au sein de la population et parmi les institutions. L'Église elle-même, de plus en plus dépendante du favoritisme politique, appesantit le paternalisme qui l'a toujours caractérisée au sein des institutions qu'elle contrôle. Bienveillant ou répressif, ce paternalisme est toujours arbitraire. Le même comportement caractérise à des degrés divers la plupart des institutions qui encadrent individus et groupes. Même celles dont les dirigeants cherchent à instaurer les normes démocratiques sont brimées, de l'extérieur et même de l'intérieur, dans leurs aspirations. Les dénonciations émanant du Parti libéral de Lapalme, de médias d'information et d'intellectuels progressistes s'efforcent en vain de susciter une opinion publique qui contraigne les dirigeants politiques et ecclésiastiques à rectifier leur pratique pernicieuse, non seulement parce qu'elle est immorale, mais aussi parce qu'elle corrode le processus politique et le mouvement de l'ensemble de la société.

[120]

La corruption s'étend aux cités et villes du Québec. Montréal, qui perd son rang de « métropole du Canada », a la réputation d'être un « petit Chicago ». Auprès d'elle, Toronto, la nouvelle métropole, est considérée comme « la pure ». La Deuxième Guerre mondiale entraîne un accroissement phénoménal de la population et un bouleversement des habitudes de vie. Le quartier « chaud » de la ville - le quadrilatère compris entre les rues Sainte-Catherine, De La Gauchetière, Saint-Denis et Saint-Laurent - s'anime : prostitution, jeu, débits clandestins se multiplient. Pacifique Plante, Pierre Desmarais, Jean Drapeau, J.-Z. Léon Patenaude et *Le Devoir* dénoncent le vice organisé et le règne de la tolérance. *Le Devoir* publie une série d'articles explosifs de Pacifique Plante, le 19 janvier 1950, sous le titre « Montréal est une ville ouverte ». Les exemples de débauche, sous toutes ses formes, y sont relatés avec minutie. En 1950, le Comité de moralité publique est créé. Une enquête publique - l'enquête Caron - inculpe le chef de police et des échevins. En 1952, le comité devient la Ligue d'action civique. Jean Drapeau est élu maire en 1954 sous cette bannière. Il entreprend une tâche difficile d'épuration, soulève contre lui les trafiquants du vice de toute catégorie et des échevins. Le 28 octobre 1957, il essuie la défaite au profit de Sarto Fournier, le candidat de Duplessis. Déjà révoqué de ses fonctions de procureur de la ville, Pacifique Plante est éliminé en 1958 ¹⁸⁵. Toutes proportions gardées, le régime de corruption a cours dans nombre d'autres villes. Les gouvernements du Québec, ceux de Taschereau et de Duplessis, disent ne pas disposer des moyens pour seconder la tâche d'épuration des policiers municipaux. Leur Police provinciale (la « PP ») comprend pourtant assez d'effectifs pour percevoir les « contributions » des détenteurs de permis de vin, de bière et d'alcool ¹⁸⁶.

¹⁸⁵ Voir : Robert RUMILLY, *Histoire de Montréal*, tome V : 1939-1967, p. 126-135 et 146-190 ; J.-Z. Léon PATENAUDE, *Le vrai visage de Drapeau*.

¹⁸⁶ Jean-Louis Gagnon relate l'anecdote savoureuse d'un restaurateur français établi dans la ville de Québec dont le permis est révoqué parce qu'il n'a pas contribué au « patronage ». Il s'empresse de verser 2 000 \$ au patronage du frère Sauvageau de la côte d'Abraham ! Mis au courant de cette méprise, Duplessis rit de bon cœur : malgré tout, « le maudit Français a fait sa part ». Mais, dit-il à l'avocat qui intercède en faveur du restaurateur, « sois sûr qu'il comprenne bien comment ça marche ». (Jean-Louis GAGNON, *Les apostasies*, tome I : *Les coqs de village*, p. 173-175.)

UN PEUPLE DE PAUVRES

[Retour à la table des matières](#)

Peuple fermé sur lui-même, peuple crédule qui dilapide la plus riche part de son patrimoine artisanal en retour de vils clinquants que lui font miroiter les rabatteurs des collectionneurs étrangers, peuple aux campagnes désertées, aux villes tristes, bâties sans souci de beauté sous la pression de l'accroissement de la population, sans parterres, sans fleurs, sans terrasses de café, sans festivals d'été ni carnivals d'hiver, sans centres d'art, aux poètes méconnus, avec peu de cabarets et peu de théâtres, quantité [121] de cinémas de second ordre et nombre de tavernes où seuls les hommes sont admis. Telle, en 1952, m'apparaît la province de Québec au retour de mon voyage d'étude en Europe : à mille lieues de la télévision, du Conseil des arts du Canada et de l'Office national du film qui, dans les années cinquante, vont ouvrir de larges volets sur la culture populaire, les lettres, la science et le théâtre. Pourtant, depuis plusieurs décennies, artistes, écrivains, scientifiques ont doté le Canada français d'un patrimoine culturel diversifié et plus riche que ne l'estiment les intellectuels eux-mêmes. Mais, faute de canaux de communication adéquats, la population ne puise guère dans ce patrimoine.

La pauvreté morale, civique et matérielle est la caractéristique dominante des Canadiens français de l'époque. Population peu instruite, « menée » par une élite inapte aux affaires, privée d'une grande bourgeoisie jouant ici le rôle des millionnaires philanthropes américains ou des anglophones montréalais qui distribuent une partie de leur « surplus » sous forme d'œuvres les plus diverses (création et dotation d'universités, fondations pour la recherche, chaires d'enseignement, bibliothèques, musées, salles de concert, centres d'art, contributions aux organisations de charité privée), les Canadiens français dépendent de l'Église catholique. Celle-ci est nantie du pouvoir et de l'autorité morale et elle possède des ressources financières importantes, constituées de biens mobiliers et immobiliers acquis sous le Régime français ou au début du Régime anglais et de contributions soutirées denier par denier à la population elle-même. La classe moyenne (petite bourgeoisie) n'est pas suffisamment à l'aise ni encline au mécénat pour suppléer à l'Église. C'est d'ailleurs cette dernière qui recueille et

filtre la majorité des dons. Elle emploie sa richesse au financement de ses établissements. Par exemple, l'Université Laval fondée en 1852, émanation du Petit Séminaire de Québec, est régie par une charte religieuse jusqu'en 1971. Par contre, l'Université McGill, fondée en 1821 grâce au legs d'un marchand de fourrures, James McGill, prend son essor à partir de 1868 sous la gouverne d'un principal laïque, William Dawson, et se développe grâce au mécénat de riches industriels montréalais, tel Peter Redpath qui finance le Musée d'histoire naturelle en 1882. À Toronto, le Kings College, de confession anglicane, reçoit une charte royale en 1827 et devient en 1849 une université séculière. Pendant toutes ces années, les Canadiens français se perçoivent comme « nés pour un petit pain » et condamnés à demeurer « porteurs d'eau et scieurs de bois ».

Le portrait que le père Ernest Gagnon trace de « l'évolution psychologique du Canada français » en 1951 illustre la piètre opinion qu'il a de ses compatriotes :

Nous nourrissons un goût inavoué pour la soumission morbide Pensée standardisée, idées toutes faites. D'un bout à l'autre du pays, et même [122] chez nos intellectuels, une fois brisé le vernis des mots creux, l'idéal semble être que tous pensent et disent la même chose et, autant que possible, qu'ils l'expriment de la même façon. Passivité qui ignore les problèmes, qui n'affronte pas les obstacles mais les contourne ou les retranche. Êtres d'emprunt. Rien n'est à soi, ni ses idées, ni ses décisions, ni ses ardeurs, ni sa foi même [...] Nous formons sous certains angles un groupement d'excellents seconds, ternes et obséquieux [...] Cette obséquiosité intérieure, c'est de l'hostilité rentrée, l'hostilité des faibles. Cette hostilité, sous-tendue par la peur, nous donne parfois l'attitude d'éternels revendicateurs. Réaliser, créer, faire quelque chose en dépit des difficultés, c'est une attitude d'altitude. Nous préférons nous plaindre des autres surtout quand ils sont loin ou anonymes ¹⁸⁷.

Réquisitoire excessif ? Oui, sans doute. Telle est toutefois la perception que bien des Canadiens français ont d'eux-mêmes aux abords de la décennie 1950-1959, à la veille de l'avènement de la télévision et de la création du Conseil des arts du Canada. Selon le théorème du sociologue américain W.I. Thomas : « Ce que les gens estiment réel est réel dans ses conséquences. »

¹⁸⁷ Ernest GAGNON, *Le Devoir*, 27 févr. 1951, cité dans Pierre Elliott TRUDEAU (dir.), *La grève de l'amiante*, p. 87-88.

Tel est l'héritage que reçoit Duplessis en prenant le pouvoir en 1936. Le Québec qu'il retrouve en 1944 s'est transformé en profondeur grâce aux années de guerre, mais la participation active des Canadiens français à cette transformation est faible. La grande majorité d'entre eux habite la ville. Pour la plupart, ouvriers ou manœuvres, ils restent encadrés par une structure sociale empruntée de la campagne, leur mentalité demeure essentiellement rurale. Mais ils ont perdu la fraîcheur, la vigueur et la noblesse caractéristiques de l'ancienne culture paysanne et artisanale que le sociologue Horace Miner avait découverte en 1936 à Saint-Denis de Kamouraska.

L'Union nationale, malgré son caractère conservateur et réactionnaire, a malgré tout contribué au développement du Québec ¹⁸⁸. Mais la politique économique, sociale et culturelle retardataire de Duplessis écarte les Canadiens français du mouvement historique.

Loin de s'engager sur la voie du keynésianisme et de l'État-providence, que le gouvernement fédéral inaugure depuis 1935 et que préconise le rapport Rowell-Sirois déposé en 1939, le gouvernement du Québec persiste aussi longtemps qu'il le peut dans la pratique du vieux libéralisme conservateur en vigueur depuis la fin du XIX^e siècle. De son côté, l'Église [123] cherche à consolider son contrôle sur les institutions qu'elle domine traditionnellement et son emprise sur la population. Ces représentations et pratiques rétrogrades entravent le renouvellement de l'infrastructure socioéconomique désuète de la société canadienne-française. Cette politique à rebours de l'évolution désavantage le Québec dans son ensemble. L'écart historique avec l'Ontario et les États-Unis s'accroît. Les Canadiens français sont beaucoup plus touchés que les Canadiens anglais qui vivent dans la province de Québec. Ceux-ci participent aux grands réseaux économiques nord-américains et en tirent grand profit. Leurs financiers et leurs gens d'affaires dominent l'économie de la province et Duplessis fait appel à eux, comme aux Canadiens anglais des autres provinces et aux Américains, pour soutenir sa politique d'industrialisation.

Lorsque Duplessis quitte la scène politique en 1959, le statut socio-économique des Canadiens français et leur niveau d'éducation sont toujours bien

¹⁸⁸ Voir : Gilles BOURQUE et Jules DUCHASTEL, « Le discours duplessiste », dans Jean François LÉONARD (dir.), *Georges-Émile Lapalme*, p. 140 ; Robert CHODOS et Éric HAMOVITCH, *Quebec and the American Dream*, p. 127.

inférieurs à celui des Canadiens anglais. Ce n'est pas Duplessis mais René Lévesque qui a déclaré - « Nous sommes un petit peuple. » La « petitesse » des Canadiens français par comparaison à la suffisance et à la prospérité de leur environnement, Duplessis la ressentait par toutes ses fibres et la vivait comme un mal incurable.

Toutefois, bien que les Canadiens français soient confinés à la marge des développements, en termes absolus, leur condition s'est améliorée et leur style de vie s'est graduellement urbanisé. Leurs assises sociales se sont affermies. Selon Jean-Louis Roy :

La société québécoise est plus vaste, plus diversifiée dans les faits et dans ses aspirations que l'État qui n'en incarne et n'en exprime que des éléments partiels. Les Québécois sous Duplessis ont vécu et activé des phénomènes apparemment marginaux qui, pendant et malgré le long règne du chef, transformaient la société québécoise. Ce temps des ruptures en est un de gestation, une longue marche qui préparait ce qui fut appelé la Révolution tranquille ¹⁸⁹.

Temps de gestation, fort bien. Temps des ruptures ? Cette expression me paraît excessive. L'idéologie et la pratique de l'Union nationale freinent l'épanouissement des aspirations des Canadiens français progressistes et la concrétisation des possibilités de leurs institutions dynamiques. Il ne survient pas de ruptures au sein des composantes de la société, mais seulement des tensions, des incompatibilités croissantes, des mutations. Les mutations dans tant de secteurs d'activité se conjugueront pour déclencher la grande rupture du début des années soixante.

¹⁸⁹ Jean-Louis ROY, *op. cit.*, p. 11. Par « société québécoise », l'auteur entend la société canadienne-française.

[125]

Québec 1945-2000.
Tome II : Les intellectuels et le temps de Duplessis.

Première partie.
Le règne de Duplessis

CONCLUSION

[Retour à la table des matières](#)

On a dit de Duplessis que, sans conviction idéologique profonde, il n'était mû que par l'intérêt électoral. La conjonction du discours et de la pratique ne confirme cette assertion qu'en partie. La jeune génération d'intellectuels modernistes et de dirigeants de mouvements progressistes stigmatisa l'ère Duplessis comme l'« âge de la grande noirceur ». Pareil jugement sans nuances paraît excessif aujourd'hui. En fixant son attention exclusivement sur les représentations et les pratiques qu'elle jugeait avec raison anachroniques ou immorales et dont à l'occasion elle subissait le mépris et les foudres, elle s'empêchait de percevoir les aspects constructifs de ces représentations et pratiques. La génération des « technocrates » qui la suivit estima que la véritable histoire du Québec moderne débutait avec elle. Elle afficha une ignorance superbe du passé qu'elle jugea *a priori* inapte à l'aider le moins à façonner la société nouvelle qu'elle concevait dans l'abstrait. Plus encore que la génération précédente, elle a anéanti la mémoire collective en la coupant de ses racines et mis au rancart les valeurs durables de la tradition.

Ce fut une erreur, l'historiographie récente le démontre, d'avoir discrédité le gouvernement Duplessis en lui accolant sans nuances les épithètes « rétrograde » et « despotique ». Les aspects positifs de ce gouvernement se révèlent considérables. En supplantant l'élite « aristocratique » qui avait tenu les rênes du pouvoir durant le long règne de Taschereau au profit des investisseurs de capitaux et des notables, en accélérant le développement industriel par l'exploitation massive des immenses ressources naturelles du Nord, en escomptant des retombées qui profiteraient aux petites et moyennes entreprises, aux régions et aux travailleurs, en favorisant [126] la coopération sous ses formes les plus diverses - du Mouvement Desjardins aux coopératives agricoles et de pêcheurs - en améliorant considérablement les conditions de vie de la population rurale par l'électrification, la propagation de techniques agricoles plus productives, l'accès facile aux capitaux, Duplessis poursuivit une stratégie qui contribua à l'essor économique du Québec au cours des années cinquante. Jocelyn. Létourneau a raison d'affirmer qu'un examen sérieux de la politique économique duplessiste révélerait la poursuite d'une stratégie et qu'elle devrait être abordée comme un « mode inédit et original de régulation du capitalisme ¹⁹⁰ ».

À l'instar de bien d'autres, j'ai qualifié de purement négatif et de défensif le discours axé sur l'autonomie de Duplessis. Nous dénoncions la « grande noirceur » de son gouvernement. Nos propos n'étaient pas sans fondement, au contraire, mais ils étaient excessifs. Je réalise aujourd'hui que nous étions injustes sous bien des aspects. Nous omettions de nous enquérir de quel soutien actif de la part de la société civile il disposait pour concrétiser ses intentions. Dix-sept ans plus tard, en accédant au pouvoir en novembre 1976, bien après la Révolution tranquille et ses prolongements au cours desquels on s'était appliqué à valoriser l'État, René Lévesque ne put s'empêcher de s'exclamer : « C'était un p'tit pouvoir que j'avais rencontré ¹⁹¹. » Reprocher sans nuances à Duplessis d'avoir failli à la tâche de renforcer les assises politiques, sociales et économiques du Québec, c'est témoigner de son ignorance des conditions réelles de l'époque.

¹⁹⁰ Jocelyn LÉTOURNEAU, « Saisir Lapalme à travers les enjeux d'une époque. Notes sur le développement économique du Québec, 1945-1960 », dans Jean-François LÉONARD (dir.), *Georges-Émile Lapalme*, p. 37.

¹⁹¹ René LÉVESQUE, *Attendez que je me rappelle...*, p. 57.

Certes, les références nombreuses dans ses discours à la doctrine sociale de l'Église, au nationalisme et à sa composante politique, l'autonomie provinciale, servaient des fins électorales. Mais on ne saurait douter de la sincérité des convictions de Duplessis. On a dit que le résultat de ses efforts dans ce domaine fut une coquille vide. Pourtant, il procura au Québec un gain substantiel : le droit de perception d'impôts directs sur les revenus personnels, droit dont les gouvernements subséquents ont tiré profit. Il obtint également des gains symboliques d'une valeur non négligeable pour les générations futures. Il s'exprima par de nombreuses formules qui furent abondamment reprises par la suite sans que les mérites de leur auteur fussent toujours reconnus. Il créa l'embryon d'un style de relations fédérales-provinciales dont le gouvernement Lesage sut tirer profit.

Ses procédés furent souvent désinvoltes à l'endroit des institutions religieuses et des ecclésiastiques. Contrairement à Taschereau et Godbout, lui, qui par ses antécédents conservateurs n'était pas suspect de « radicalisme » et d'anticléricalisme, bénéficia des faveurs de l'Église aux directives de [127] laquelle il multiplia les témoignages de sa docilité. Mais en accentuant la dépendance économique de l'Église à l'endroit du gouvernement, il humilia les ecclésiastiques en les obligeant à vanter les mérites de son gouvernement. Duplessis retirait un immense profit de ces expressions de reconnaissance auprès d'une population encore entièrement soumise à l'autorité religieuse.

Comme ses prédécesseurs, il fut un adepte résolu du laisser-faire. Cette conviction imprégna la plupart de ses mesures politiques. Toutefois, de multiples contraintes sourdant de l'évolution de la société québécoise, des pressions du gouvernement fédéral et de ses préoccupations électorales l'obligèrent à dévier de la ligne de conduite qu'il aurait dû suivre s'il avait pu s'en tenir au credo du libéralisme conservateur. On a vertement reproché à ce mode de régulation d'avoir fait massivement appel au capital étranger et de lui avoir concédé des avantages exorbitants. Pour bien juger ce procédé, il faut se demander s'il aurait pu agir autrement. Même s'il avait pu taxer lourdement la population, le gouvernement du Québec aurait été tout à fait incapable d'assumer le financement des énormes investissements nécessaires. Il fallait absolument faire appel au capital canadien-anglais et étranger. Cette pratique, d'ailleurs, se continua et même s'intensifia par la suite. On a reproché avec raison à Duplessis d'avoir cédé les ressources

naturelles à trop bon compte, de n'avoir imposé aucune condition d'admission ni aucune réglementation à leur exploitation, d'avoir payé une grande partie des infrastructures à même les fonds publics et d'avoir entravé les efforts des syndicats pour obliger les entreprises à fournir aux travailleurs des conditions acceptables et des salaires raisonnables. Jean-Marie Nadeau résume bien les objections des adversaires de la pratique duplessiste :

La politique de M. Duplessis dans le Nouveau-Québec, c'est la perpétuation de l'infériorité économique des Québécois, c'est l'enrichissement des Américains à nos dépens [...] Duplessis est colonialiste ; dissipateur du patrimoine national ; vassal de la nouvelle féodalité industrielle et financière ¹⁹².

Le gouvernement Lesage s'efforça de rectifier cette situation qui faisait du Québec le « paradis des investisseurs », mais il fallut bien des années pour corriger un certain nombre d'ententes parmi les plus inacceptables, telle la location des lieux d'exploitation pour des périodes de 75 et même de 90 ans.

Il faut reconnaître à Duplessis le mérite non négligeable d'avoir contribué à accroître l'espace géographique, physique et mental des Québécois en leur faisant connaître le Nord et ses richesses virtuellement inépuisables. Ce peuple frileux, attiré par le Sud comme par un aimant, voilà que Duplessis lui découvrait « cet immense territoire, aride d'apparence et longtemps abandonné mais où la science et la technologie des hommes préparent [128] un avenir fabuleux ¹⁹³ ». Le Nouveau-Québec va s'intégrer graduellement au Québec confiné jusque-là aux rives du Saint-Laurent et aux paroisses de colonisation du Lac-Saint-Jean et de l'Abitibi. Des noms comme Shefferville, où Duplessis décédera le 6 septembre 1959, les Outardes, l'Ungava, Manicouagan, Bersimis, tous ces noms, et d'autres encore, vont graduellement se graver dans la mémoire collective.

Dans l'ensemble du secteur économique Duplessis ne dérogea guère au libéralisme conservateur. Il appuya verbalement les chefs d'entreprises et les financiers canadiens-français, mais ne les soutint pour ainsi dire pas, ne stimula pas leurs efforts ni leur savoir-faire. En 1960, leur position dans l'ensemble de

¹⁹² Jean-Marie NADEAU, *Carnets politiques*, p. 39 (entrée du 7 janv. 1952).

¹⁹³ Robert RUMILLY, citant des propos tenus par Duplessis dans *Maurice Duplessis et son temps*, tome II : 1944-1959, p. 692. Sur le sujet, voir Louis-Edmond HAMELIN, *Nordicité québécoise*.

l'économie québécoise ne se sera guère améliorée par rapport à ce qu'elle était en 1944. Souvent, même, elle se sera relativement détériorée. L'agriculture, les pêcheries, les Caisses populaires seront parmi les secteurs qui auront bénéficié de son intervention active et constante. Outre les motifs humanitaires qui certainement lui dictèrent sa conduite, les avantages électoraux qu'il en retira ne sont pas étrangers à son intérêt vif et persistant à l'endroit des régions rurales et agricoles. L'assistance massive du gouvernement Duplessis à l'agriculture n'a pas empêché le déclin rapide du monde rural sous le double aspect de la population et de sa contribution au produit intérieur brut. On blâme avec raison Duplessis d'avoir proclamé la vocation rurale du Québec alors que sa propre politique contribuait à son déclin, conformément d'ailleurs à l'évolution en Amérique du Nord.

Les sommes consacrées aux finances publiques font plus que quintupler entre 1944 et 1959. Leur importance est loin d'être négligeable d'autant plus que le fardeau de la dette publique ne les grève pas. Huit années fiscales se terminent par de légers surplus qui excèdent les maigres déficits accumulés au cours de sept autres années. Dans des champs d'activité importants comme l'éducation, la santé, le bien-être, la pratique ne correspond guère au discours du laisser-faire que Duplessis continue pourtant à tenir, là comme ailleurs. La question, se pose : comment expliquer que, dans ces domaines qui accaparent 50 % des dépenses publiques à la fin des années cinquante, les résultats aient été pitoyables au point où des réformes en profondeur soient devenues essentielles ? Certes, le favoritisme sévissait et les modalités d'attribution des fonds publics étaient inadéquates. Mais c'est ailleurs qu'il faut chercher les causes profondes du marasme.

[129]

L'obstination de Duplessis à subordonner la pratique politique à des idéologies périmées aura des conséquences désastreuses. Le style technocratique, anonyme et compassé, l'une des caractéristiques de la Révolution tranquille, se substitue aux rapports personnalisés que Duplessis entretenait avec le peuple. Grands ou petits, juges ou simples citoyens, les Québécois, bon gré mal gré, devaient compter avec l'humeur de Duplessis. Au mépris des règles parlementaires, administratives et judiciaires qu'il interprétait à sa guise ou même forgeait à sa convenance, il récompensait les « bons », punissait les « méchants ».

Ces derniers critères étaient eux-mêmes aléatoires. Il rabrouait à l'occasion un « fidèle » jugé encombrant, trop sûr de lui ou qui avait démerité à ses yeux. Au contraire, il pouvait récompenser ou promouvoir un adversaire doué et susceptible de devenir un allié.

L'appareil politique dont Duplessis avait hérité était désuet et s'était encore détérioré au cours de son long règne. Bien avant 1944, le Québec n'était plus une société traditionnelle au sens strict du terme mais il n'était pas encore une société moderne. En 1950, des composantes dynamiques de la société avaient accédé à la modernité mais, au désespoir des intellectuels et des gens d'action « progressistes », dirigeants cléricaux et politiques persistaient à percevoir le Canada français comme une société traditionnelle. Durant ce temps, le rythme de l'industrialisation et de l'urbanisation n'avait cessé de s'accroître. L'inaptitude de la politique à répondre aux besoins sociaux était plus flagrante que jamais. Le Québec francophone de 1960 était une société aux assises fragiles : structures désuètes, absence d'une grande bourgeoisie d'affaires canadienne-française, classe moyenne ou petite bourgeoisie restreinte et corporatiste, classe ouvrière urbaine mal encadrée, classe rurale déclinante. Le gouvernement dépendait plus que jamais des apports financiers canadiens-anglais et américains. Incapable d'élaborer une politique innovatrice, il se plaçait avec réticence et plus ou moins de bonheur à la remorque du gouvernement fédéral. Comme Jean-Louis Roy l'écrit : « Cette incapacité d'ajuster l'État et l'ensemble des politiques sociales à la réalité urbaine et industrielle de la société québécoise affecta l'ensemble du corps social ¹⁹⁴. »

L'ineptie de la fonction publique constituait l'indice le plus révélateur de cette condition déplorable. Pourtant, le nombre de fonctionnaires s'accrut à un rythme plus rapide que jamais auparavant et ce rythme se compare avantageusement aux périodes subséquentes. Duplessis disait qu'il y avait 5 000 fonctionnaires de trop, qu'ils encombraient bureaux et corridors ¹⁹⁵. Leur salaire était dérisoire et augmentait à un taux bien inférieur à celui [130] des employés du secteur privé de rang comparable. Leur formation ne correspondait généralement pas aux tâches

¹⁹⁴ Jean-Louis ROY, *La marche des Québécois*, p. 84.

¹⁹⁵ Déjà à la fin du XIX^e siècle Honoré Mercier constatait ce fait. Il ne pouvait se résoudre à éliminer le surplus de fonctionnaires. Le secteur privé ne pouvait les absorber, estimait-il, et ils deviendraient des chômeurs.

qui leur étaient confiées. Une fonction publique efficace aurait nécessité de nombreuses catégories de spécialistes, mais elles étaient absentes. Sous-ministres, directeurs de services et, encore davantage, leurs collaborateurs ne jouissaient d'aucune autonomie par rapport à la politique, elle-même totalement dépendante de l'autorité personnelle et capricieuse de Duplessis. Leur prestige au plus bas, ils n'avaient aucune occasion de faire valoir leurs compétences. Roch Bolduc, dont la carrière hors du commun débuta sous des auspices aussi peu prometteurs, décrit cette situation pénible dans les termes suivants :

Le fonctionnarisme comptait en 1959 environ 150 médecins, une centaine d'avocats en plus des officiers de justice, 400 ingénieurs, 300 agronomes, 400 comptables, etc. Chose frappante, il y avait moins de 50 spécialistes des sciences de l'homme ; il n'y avait pas une douzaine d'économistes ni de géographes, ni de conseillers d'orientation. Les statisticiens, les travailleurs sociaux se comptaient sur les doigts d'une main. Les urbanistes, les sociologues, agents de personnel, psychologues, démographes étaient des catégories pratiquement sans titulaires ¹⁹⁶.

La notion de recrutement au mérite était inconnue. Jean Lesage, qui avait connu la fonction publique fédérale, s'assigna comme première tâche de mettre en œuvre toutes les ressources disponibles pour démolir ces rouages administratifs archaïques et pour doter la province d'une fonction publique compétente capable de conseiller efficacement les ministres.

On accuse Duplessis d'avoir abusé d'un paternalisme ancré dans l'autoritarisme et le favoritisme. C'était là un comportement revêtant au Québec l'ampleur d'un système en vigueur depuis des temps immémoriaux. Il imprégnait les hauts dignitaires ecclésiastiques, les fondés de pouvoir dans tous les domaines et les élites. Plus près du peuple dont ils étaient issus, les notables locaux faisaient montre de dignité envers la population. Ce dont Duplessis se rendit coupable, c'est d'avoir exploité à fond un système qui réduisait les citoyens au rang de sujets soumis, quémandeurs et obséquieux.

Le patronage fut la forme la plus visible sinon la plus pernicieuse du paternalisme que Duplessis imposa à une population qui avait appris depuis longtemps que la soumission à ses chefs ecclésiastiques et, à un moindre degré,

¹⁹⁶ Roch BOLDUC, « Le recrutement et la sélection dans la fonction publique du Québec », *Administration publique du Canada*, vol. 7, n° 2, juin 1964, p. 207.

politiques, était une vertu et un devoir. En créant un état de dépendance chez les « bénéficiaires », en les faisant vivre dans l'incertitude, il les priva de leur liberté d'expression et de critique et empêcha l'esprit civique de s'épanouir. Il faussa à la racine le mode de régulation de la démocratie.

[131]

On reproche à Duplessis sa politique rétrograde en matière de santé et de sécurité sociale. Ce n'est que sous la pression des programmes sociaux du gouvernement fédéral qu'il consentit de mauvais gré à adopter des mesures qui excédaient les bornes du libéralisme conservateur et les limites de la charité privée. Il importe de mentionner que, s'il avait adopté une politique progressiste en ce domaine, il se serait heurté à des dogmes religieux et à une mentalité populaire d'une extrême sévérité à l'endroit de toute forme d'indigence. Ce ne sont pas là des excuses valables pour ses attermoissements : lui-même partageait ces convictions d'un autre âge. Son incapacité à suivre le rythme de l'évolution en cours dans les composantes dynamiques de la société civile est ici transparente.

Les adversaires les plus féroces de Duplessis le traitaient de « despote », voire de « totalitaire ». S'il a vraiment cherché à instaurer au Québec un régime dictatorial, il ne parvint pas à ses fins car il fut contraint d'agir dans le contexte d'un parlementarisme qu'il bafoua mais ne chercha jamais à abolir et obligé de se plier à l'indépendance constitutionnelle du judiciaire même s'il réussit à museler des juges. Pour lui, les idées ne comptaient pas suffisamment pour qu'il succombât à la tentation totalitaire. S'il y eut ici un pouvoir à tendance totalitaire, ce fut plutôt celui de l'Église. D'ailleurs, ce fut souvent à la demande de cette dernière que Duplessis intervint, généralement pour punir une institution ou une personne dont les idées allaient à rebours du credo religieux ou national de l'ancien régime.

Le pouvoir clérical était plus répressif que Duplessis lui-même qui empruntait ses valeurs à l'Église, s'y soumettait en fidèle docile en lui attribuant une portée morale et dogmatique absolue. Ce fut la direction cléricale de l'Université Laval de l'époque et non Duplessis qui me soumit à l'épreuve de la censure quand M^{gr} Robert Dolbec au nom des Presses de l'Université refusa, en 1954, l'offre d'une publication conjointe avec les Presses universitaires de France de ma thèse de doctorat sur l'idéologie nationale-socialiste : ma thèse ne faisait pas mention du

thomisme et j'avais eu l'audace de critiquer le concordat de 1933 entre le Saint-Siège et l'Allemagne nazie. La même direction refusa de sanctionner l'embauche de Marcel Rioux au Département de sociologie en invoquant son agnosticisme « notoire ». Elle destitua de son poste de professeur agrégé à la Faculté de philosophie le professeur Aurel Kolnai pour « mauvaises mœurs intellectuelles ». Ce ne fut pas Duplessis mais les supérieurs de sa communauté au Québec et à Rome qui punirent le frère Untel (Jean-Paul Desbiens) pour avoir autorisé Laurendeau à publier ses *Insolences* dans les pages du *Devoir*. Ce ne fut pas de Duplessis mais du cardinal Léger que Pierre Trudeau et Gérard Pelletier reçurent en 1951 une sévère mise en garde à propos des positions de la revue *Cité libre*.

[132]

Certes, là où la politique était directement en jeu, Duplessis intervenait auprès des directions cléricales afin que fussent appliquées de justes sanctions. Il aida puissamment les détracteurs de M^{gr} Charbonneau au Vatican qui obtinrent sa « démission » de l'archevêché de Montréal. Il persécuta et fit persécuter par l'Église le père Georges-Henri Lévesque, fondateur d'une Faculté des sciences sociales dont il jugeait l'orientation « socialiste », qui avait été membre de la Commission royale fédérale d'enquête sur les arts, les lettres et les sciences et qui réclamait la « déconfessionnalisation » des coopératives. Il enjoignit à l'Université Laval de mettre au pas Maurice Lamontagne, instigateur d'une théorie prônant un « fédéralisme coopératif ». Il a pu inciter la direction cléricale de l'Université de Montréal à ne pas recruter Pierre Trudeau comme professeur (ou celle-ci prévint les coups : ce n'est qu'en 1961 que Trudeau entra à la Faculté de droit). Et il n'hésita pas à invoquer lui-même des préceptes religieux pour discréditer des intellectuels progressistes militants au sein du Parti libéral. L'une de ses cibles préférées fut Jean-Louis Gagnon qu'il accusait d'être un communiste à la solde de Moscou. Ici, la responsabilité de Duplessis fut mitigée : à l'époque, en Amérique du Nord, à l'ère du maccarthysme, la chasse aux communistes et à ceux qui étaient présumés « coupables d'association » avec des communistes était un devoir civique.

Duplessis n'a pas versé dans l'antisémitisme comme c'est arrivé parfois au nationalisme d'extrême droite dans les années trente. La longue et malveillante persécution de Frank Roncarelli, qui protégeait les Témoins de Jéhovah - secte religieuse nullement liée aux juifs - que l'Église dénonçait avec virulence,

accrédita le mépris de Duplessis à l'endroit des droits de la personne. L'infamante *Loi de la propagande communiste* de 1937, communément appelée « loi du cadenas », visait directement les Témoins de Jéhovah. La secte fut interdite dans l'ensemble du Canada de 1939 à 1945 et se réfugia dans la clandestinité au cours des années de guerre. Elle refit surface en 1945 et Duplessis, redevenu premier ministre, lui livra une lutte sans merci jusqu'en 1950. La cause de Roncarelli fut alors portée devant la Cour suprême du Canada.

Il est malheureusement juste de dire que les nationalistes d'extrême droite ont versé dans l'antisémitisme dans les années trente. Il importe de rappeler que l'antisémitisme et le racisme sévirent à l'époque presque partout en Occident. Le Québec suivit le courant, mais toute association avec la barbarie des pays fascistes serait malveillante. Des publications récentes accumulent des accusations de ce genre. Eu égard à la gravité de ces accusations et aux conséquences désastreuses auxquelles elles sont susceptibles d'aboutir au Québec et ailleurs, j'estime le sujet d'une actualité si brûlante que je me dois d'en traiter brièvement.

[133]

Dans un livre qui soulève une controverse, Esther Delisle ¹⁹⁷ écrit que l'antisémitisme, le totalitarisme et l'aversion pour la société libérale de Lionel Groulx sont au cœur de son œuvre de même que celles de Georges Pelletier, des Jeune-Canada, de Laurendeau et du *Devoir* des années trente. Elle perçoit chez eux des relents de nazisme. Luc Chartrand rend compte de cette thèse. Indépendamment de l'ouvrage récent de Delisle, l'écrivain montréalais Mordecai Richler, dans un article à l'emporte-pièce, paru dans le journal *New Yorker* du 23 septembre 1991, porte de virulentes accusations d'antisémitisme contre les mêmes personnes et contre l'ensemble de la société canadienne-française. Il prolonge sa diatribe dans son livre *Oh Canada ! Oh Québec ! Requiem for a Divided Country*. La polémique en cours peut être salutaire : elle éclaire un segment de notre identité nationale. Nous touchons là une corde sensible. Nous devons faire amende honorable pour toute orientation antisémite chez les nôtres au cours de la période tourmentée de 1930 à 1945 et la dénoncer là où elle se perpétuerait aujourd'hui. Tout en continuant à s'inspirer des parties de leurs œuvres colossales qui éclairent les valeurs et les conditions d'aujourd'hui, il importe de les délester

¹⁹⁷ Esther DELISLE, *Le traître et le Juif*.

de toutes les scories qu'elles véhiculent. Le même travail d'épuration s'impose pour les écrivains canadiens anglophones dont un certain nombre ont également versé dans l'antisémitisme au cours des années trente ¹⁹⁸. La publication de la dissertation doctorale de Michael Oliver ¹⁹⁹, écrite en 1956, sur le nationalisme québécois d'avant 1945 survient au moment où les thèmes qu'il aborde redeviennent actuels. Il exprime les vues d'un Canadien anglais montréalais sympathique à la cause canadienne-française. Pour Gérard Pelletier ²⁰⁰, la thèse de Delisle exprime fidèlement l'orientation idéologique des intellectuels nationalistes d'extrême droite des années trente. Son examen, comme à l'accoutumée chez lui, est pondéré mais il s'en tient au contenu de la thèse sans se référer au contexte des passages cités et sans soupeser leur portée dans l'ensemble de l'œuvre des personnes dénoncées à bras raccourcis. La conclusion de la thèse, « Triste épilogue », est malveillante et doit être dénoncée. L'auteur affirme que Groulx « ne peut concevoir qu'un mythe des origines : celui de la race pure ». Certes, on retrouve chez Groulx et chez d'autres nationalistes d'extrême droite de l'époque nombre de qualificatifs injurieux à l'endroit [134] du peuple juif. Assimiler « les ambitions de Groulx et de l'Action nationale à celles d'Hitler et des chemises brunes » est une falsification de la vérité.

Des questions se posent : pourquoi les critiques les plus virulentes des dernières années du régime s'adressent-elles davantage à Duplessis qu'à l'Église, à ses institutions et à ses dirigeants ? Pourquoi, au lendemain de la victoire libérale du 22 juin 1960, l'Église cesse-t-elle soudainement d'user de mesures répressives ? Comment expliquer que les dirigeants religieux des institutions qu'elle continue à dominer restent en place et offrent désormais des postes de commande à ceux-là que la veille encore ils menaçaient de leurs foudres ? La recherche d'une réponse à ces interrogations dévoilera les assises culturelles et politiques de l'époque aussi bien chez les dirigeants que chez leurs critiques.

¹⁹⁸ Voir Bernard DIONNE, « Richler ou le douteux recours à l'histoire », *Le Devoir*, 19 oct. 1991. Pour des analyses systémiques de la question, voir : Pierre ANCTIL, *Le rendez-vous manqué : les Juifs de Montréal face au Québec de l'entre-deux-guerres* ; « *Le Devoir* », *les Juifs et l'immigration* ; Jean-Pierre GABOURY, *Le nationalisme de L'abbé Groulx* ; Jacques LANGLAIS et David ROME, *Juifs et Québécois français*.

¹⁹⁹ Michael OLIVER, *The Passionate Debate*.

²⁰⁰ Gérard PELLETIER, « Les esprits faibles qui croient à la démocratie », *Cité libre*, vol. XX, n° 7, sept. 1992, p. 9-11.

Le gouvernement Duplessis a duré trop longtemps. Mais il faut d'abord adresser ce reproche à la population qui l'a réélu trois fois. Le patronage, l'exploitation abusive de la religion et du sentiment national et d'autres tactiques répréhensibles ont certes pesé dans la balance. Sa force, qui paraissait invincible à ses adversaires libéraux, il la puisait avant tout dans le fait qu'il épousait naturellement et d'une façon exceptionnelle des caractéristiques profondément enracinées chez la masse de ses électeurs : la recherche de la sécurité, de l'ordre et le désir d'un « chef » attentif à leurs besoins. Il s'identifiait au « petit peuple » dont il connaissait tous les problèmes et s'efforçait, à sa manière, d'en alléger le poids.

Duplessis fut fort de la dispersion des éléments progressistes et de la faiblesse des libéraux qui tentaient maladroitement de le plagier ou qui, comme Lapalme, s'adressaient à la population en usant de formules abstraites - la justice sociale, la liberté - qui ne rejoignaient pas les préoccupations quotidiennes du peuple. Devant le succès de Duplessis en 1952, Lapalme, incrédule, s'interrogeait : « Peut-on voler toute une province ? Je ne sais pas. » Je suis plus catégorique que lui. Même si Duplessis était malade et vieilli en 1960, je suis persuadé qu'il aurait facilement battu Lesage, autre transfuge d'Ottawa. C'est ainsi que le destin d'un homme permet de mesurer le drame d'une société en proie à des mutations dont elle perçoit mal la nature et l'ampleur, qui craint les conséquences des changements qu'elle voit venir et qu'elle vit déjà, sans toutefois les percevoir comme une amélioration de sa condition. Les éléments traditionnels s'agrippent à lui comme à une bouée de sauvetage.

Duplessis perçut clairement à la fin de sa vie que son gouvernement et lui-même ne suivaient pas le rythme d'une société dont les composantes dynamiques étaient en ébullition. Il confiait ses hésitations et ses craintes à des personnes non partisans mais dont il respectait le jugement, tel [135] l'écrivain Roger Lemelin²⁰¹. Contrairement à l'opinion reçue, les critiques acerbes des intellectuels désireux de lancer à pleines voiles le Québec dans la modernité le blessaient car il les estimait injustes à son endroit. Selon lui, le changement s'effectuait de façon désordonnée. Pour l'avenir du Québec et pour le bien du peuple, il fallait à tout prix préserver les valeurs « sûres » du passé tout en ajustant

²⁰¹ Je tiens cette information de Roger Lemelin qui m'avait autorisé à citer son nom.

prudemment la société aux conditions émergentes. À sa façon, il cherchait à concilier la tradition et le progrès dans le sens moderne du terme.

Homme d'ancien régime, Duplessis ne consentit à adhérer à des programmes s'inspirant de l'État-providence - qu'il n'aurait pu refuser sans dommage politique et électoral - que sous la pression du gouvernement fédéral et en les dénonçant toujours au nom de l'autonomie provinciale. Il n'admit jamais les principes de justice et d'universalité inspirant ces mesures qui signifiaient l'arrêt de mort du credo du libéralisme conservateur qu'il professait avec autant de conviction en 1959 qu'en 1944. Il reviendra au gouvernement libéral de Jean Lesage d'harmoniser la théorie à la pratique. La Révolution tranquille, c'est d'abord dans les esprits qu'elle se déroulera.

Sous Duplessis, le politique fut-il désaccordé des composantes de la société de l'époque au point où l'on serait justifié de le considérer sans nuances comme diachronique ? Pareil jugement souvent énoncé est inexact en ce qui a trait à l'industrialisation du Québec. Duplessis a concédé à vil prix une grande partie des immenses ressources naturelles du Nord québécois, mais il a ouvert la voie à René Lévesque, ministre des Richesses naturelles dans le gouvernement de Jean Lesage qui allait continuer sur la lancée de Duplessis tout en évitant ses erreurs.

L'écart entre l'idéologie et la pratique de l'État et les secteurs dynamiques de la société civile devint incommensurable avec le passage des ans. Dans plusieurs cas, ce fut de façon passive et même contre son gré que Duplessis consentit à des programmes économiques et sociaux accordés au mouvement de la société. Bafouant les droits personnels - l'affaire Roncarelli, le freinage du mouvement syndical, le maintien de l'hégémonie traditionnelle à tous les niveaux des affaires sociales et de l'éducation par les autorités religieuses, le musellement de l'opinion publique (par exemple l'expulsion du journaliste du Devoir, Guy Lamarche, pendant une conférence de presse au début de juillet 1958), la pratique systématique de l'arbitraire, la persécution indigne d'un premier ministre du père Georges-Henri Lévesque, doyen de la Faculté des sciences sociales -, il fut un adversaire impitoyable du mouvement vers la démocratie et la liberté sans contrainte qui s'exprimait dans divers secteurs de la société. Pour bien des personnes engagées dans [136] la coopération, l'éducation, la santé, les affaires sociales, le syndicalisme, les associations patronales, les médias, pour les progressistes parmi les intellectuels, les professionnels, les religieux et une partie

de plus en plus importante de la population, il devint l'homme d'un âge révolu dont le gouvernement empêchait, comme un barrage, la libre circulation des idées et des projets que l'évolution exigeait d'une façon de plus en plus pressante. La Révolution tranquille qui se mettra en mouvement dès son départ sous la direction de Paul Sauvé, seul ministre qu'il n'ait jamais rabroué, aura comme effet de faire sauter ce barrage artificiel. Et ceux qui avaient suivi ou imité Duplessis dans leur propre sphère d'activité prirent aussitôt conscience que ce barrage était verrouillé. Du jour au lendemain, ils se convertirent en « progressistes ».

Loin d'être le moteur de la grande transition vers la modernité qui se produisait dans les composantes dynamiques de la société civile, Duplessis en fut à la remorque, sous la pression plus qu'occasionnelle du gouvernement fédéral. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre le jugement de Laurendeau : « Nous avons eu avec Maurice Duplessis un gouvernement [...] plutôt « retardateur » que retardataire ²⁰². »

Le jugement que porte Peter Newman résume les opinions des intellectuels dans les années qui suivront la fin du duplessisme : « Sa mort fit naître un sentiment de délivrance analogue à celui que les Russes ont ressenti après la mort de Staline ²⁰³. »

Fernand Dumont explicite les raisons du rejet de la tradition par la génération technocratique qui suivit au cours de la décennie 1960-1969, seconde génération d'intellectuels « progressistes » formée aux nouvelles sciences humaines.

[...] les propos de Duplessis, justifiant l'immobilisme et la corruption par des déclarations qui prétendaient prendre leur source dans les traditions du milieu, faisaient apparaître ces traditions sous l'aspect de plats lieux communs, inutilisables pour une juste interprétation de nos problèmes et de nos incertitudes [...] Comme nous n'avons pas de pensée de rechange, des hommes ont vécu ici, pendant au moins une décennie, la tentation du vide idéologique. Écartant les spéculations traditionnelles, ils sont partis à la recherche d'une conscience *objective* ²⁰⁴.

²⁰² André LAURENDEAU, *Ces choses qui nous arrivent*, p. 5.

²⁰³ Peter NEWMAN, *Renegade in Power*, p. 280.

²⁰⁴ Fernand DUMONT, *La vigile du Québec : octobre 1970*, p. 35-36.

Le jugement de Dumont est juste mais trop restreint. Ce ne fut pas seulement Duplessis mais également l'autre pouvoir, le pouvoir clérical et les défenseurs obtus du nationalisme traditionnel, c'est-à-dire l'ancien régime dans son ensemble, qui ont dilapidé les valeurs incontestables [137] de la tradition, les ont discréditées auprès des personnes et des institutions dynamiques de l'époque et ont provoqué leur occlusion pour la génération suivante libre, enfin, de transformer le Québec dans son ensemble en une société moderne au moyen de l'appareil d'État qu'elle façonna à cette fin.

À l'heure de son apogée, l'ancien régime se serait détruit lui-même par ses excès alors qu'une société nouvelle cherchait à naître et naissait déjà au sein de certaines de ses composantes. C'est en ce sens qu'il convient de comprendre le mot cruel de Goethe : « Tout ce qui existe mérite de mourir. »

Il importe de préciser pour la suite de cet ouvrage que, de 1944 à 1960, l'ancien régime québécois, c'est bien plus que le duplessisme. Si la critique du duplessisme a revêtu tant d'importance chez ceux qui contestèrent l'ancien régime, c'est parce qu'il exploita à son profit, sans retenue et sans scrupules tous les pouvoirs, les institutions et les valeurs que ce dernier incarnait.

Dans l'amalgame de formules qui lui servit d'idéologie, Duplessis fondit en un tout homogène, comme nul autre n'y était parvenu jusque-là, le credo libéral conservateur, la doctrine de l'Église, l'idéologie nationaliste traditionnelle et les sentiments populaires. Dans les termes de Richard Desrosiers :

[...] le fondateur de l'Union nationale n'a pas imposé ses idées, son échelle de valeurs. Il demeura, une longue partie de son « règne », le véhicule, l'interprète, le dernier peut-être, mais tout de même le plus fidèle de l'idéologie dominante canadienne-française qui s'avérait incapable et refusait même de s'adapter à l'évolution de l'infrastructure du Québec ²⁰⁵.

Le désaveu du gouvernement Duplessis en 1960 désagrégea l'ensemble du patrimoine culturel que les anciens avaient légué, fruit de leurs espoirs et de leur labeur. Conrad Black conclut sa volumineuse biographie de Duplessis par ces

²⁰⁵ Richard DESROSIERS, « Duplessis et l'idéologie dominante », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. XXV, n° 3, 1971, p. 387.

propos admiratifs : « Il passa à l'histoire comme le plus grand chef politique qu'ait connu la province ²⁰⁶. »

André Laurendeau, qui un an auparavant stigmatisait Duplessis en le qualifiant de « roi nègre », résume, le jour de sa mort, la pensée de tous, adversaires comme partisans : « Son œuvre est discutée ; il est indiscutable qu'elle marque la province [...] Vue de loin, une vie semblable, marquée d'innombrables succès, semble brillante. Examinée de près elle est austère [...] Elle se termine alors qu'elle semblait au zénith ²⁰⁷. »

[138]

Le jugement de Laurendeau est celui qui semble s'être accrédité avec le passage du temps même chez les plus féroces adversaires de Duplessis. Ainsi, René Chaloult qui estimait pourtant, avec raison, que Duplessis l'avait trahi et mis ses idées aux oubliettes, écrit : « Je pense que les historiens de l'avenir seront plus indulgents pour Maurice Duplessis que nos contemporains de 1969, car ils examineront sa politique au lieu de scruter ses motifs et ses défauts ²⁰⁸. »

Dans le même sens, un autre adversaire impitoyable déclare : « Je trouve d'ailleurs que l'on exagère actuellement les erreurs de Duplessis et que l'on dit trop de mal de lui. Il a travaillé avec les moyens du bord, comme ses prédécesseurs [...] Ceux qui s'imaginent que notre vie politique a commencé avec Jean Lesage se trompent ²⁰⁹. »

Ce qui ressort le plus nettement de l'ère Duplessis, c'est que le politique devint - ce qu'il n'avait jamais été jusque-là - la composante principale de la société québécoise. Mais le parti de Duplessis, l'Union nationale, considéré aux yeux de l'immense majorité comme indestructible, était en réalité devenu un géant aux pieds d'argile parce que son invincibilité apparente s'alimentait aux pires comme aux meilleures caractéristiques de son chef. Ce sera le Parti libéral qui, exploitant les idées et les pratiques des composantes dynamiques de la société, tirera profit

²⁰⁶ Conrad BLACK, *Duplessis*, tome II : *Le pouvoir*, p. 597.

²⁰⁷ André LAURENDEAU, *Le Devoir*, 7 sept. 1959.

²⁰⁸ René CHALOULT, *Mémoires politiques*, p. 69.

²⁰⁹ Jean-Charles Harvey, cité dans Marcel-Aimé GAGNON, *Jean-Charles Harvey, précurseur de la Révolution tranquille*, p. 357-358.

de la déroute de l'Union nationale. Conformément aux préceptes de la modernité, il en émergera une conception nouvelle de la nature et du rôle de l'État et de sa relation à la société civile. Les bases d'un nouveau régime seront posées.

[139]

Québec 1945-2000.
Tome II : Les intellectuels et le temps de Duplessis.

Deuxième partie

Une conscience critique de l'ancien régime : la quête de la modernité

[Retour à la table des matières](#)

[141]

Québec 1945-2000.
Tome II : Les intellectuels et le temps de Duplessis.

Deuxième partie.
Une conscience critique de l'ancien régime :
la quête de la modernité.

INTRODUCTION

[Retour à la table des matières](#)

Les dernières années de l'ancien régime furent des années de crise au sens marxiste où « le vieux n'en finit pas de mourir alors que le nouveau ne parvient pas à naître ». Poursuivant l'analogie marxiste, c'est au moment réel ou apparent de l'apogée des pouvoirs en place que mûrissent les conditions du renversement de la formation clérico-politique traditionnelle. Plus encore, les protagonistes sont les acteurs inconscients du processus dialectique qui se déroule et se dénoue. Ce seront ces esprits jeunes et aventureux qui, dans leur âge adulte, seront les maîtres d'œuvre de la Révolution tranquille.

L'analogie marxiste s'arrête là. Les forces productives de la société ne furent pas les moteurs du changement et ce dernier n'entraîna pas la transformation des rapports de production. Tout cela resta bien en place et l'est encore essentiellement aujourd'hui. Le dénouement de la contradiction entre la tradition et le changement en cours depuis plusieurs décennies, qui s'accomplira dans les années soixante avec la pleine accession du Québec au rang de société moderne

selon le modèle occidental, ne fut pas la « solution finale » de la crise mais seulement le passage vers un terme appelé lui-même à être dépassé et à engendrer ses propres crises ²¹⁰. À l'inverse de la prévision marxiste, ce ne furent pas les catégories sociales les moins favorisées (paysans, ouvriers, manœuvres) qui menèrent la lutte, mais les mieux nanties (étudiants, intellectuels, dirigeants syndicaux, gens d'affaires). Les unes et les autres ne se rejoignirent pas et ne tentèrent même pas de le faire. Les premières craignaient le changement [142] qu'elles étaient, ici et là, contraintes de vivre et restèrent engoncées dans la tradition ; en butte à une élite dominante, les secondes se comportèrent elles-mêmes comme une élite en rejetant avec mépris le seul lien qui eût pu les réunir, le Parti libéral du Québec, pourtant enraciné dans le peuple mais qu'elles jugeaient inapte à leur servir d'instrument d'action.

Ce n'est qu'après 1960 que le terme « contestation » apparaît dans le vocabulaire courant. À leur façon, les critiques de l'ancien régime des années cinquante furent des contestataires. L'analyse de leur contestation est doublement instructive. D'une part, elle donne un vif éclat à un ordre social qui s'estime robuste mais qui agonise et, d'autre part, elle prépare la société nouvelle sans se rendre compte qu'elle est en train de naître : « années d'impatience » pour Gérard Pelletier, « années de longue patience » pour Arthur Tremblay ; années d'incubation intellectuelle et morale pour tous ; « idéologie de rattrapage » pour Marcel Rioux qui désigne ainsi la volonté de rejoindre les sociétés parvenues à l'âge moderne.

La dynamique intégratrice de l'époque est massive et imposante. Auprès d'elle, la dynamique contestataire est chétive. Mais c'est cette dernière qui est porteuse d'histoire. Timide et généralement pacifique hormis quelques grèves ouvrières, les pouvoirs en place ont pourtant tort de la mésestimer, de la bafouer et de la censurer. Un régime qui renonce à intégrer les plus dynamiques de ses composantes s'expose à la désintégration. Les dirigeants en place, s'ils avaient été réceptifs, seraient parvenus à absorber suffisamment les revendications pour les réduire à de simples divagations de quelques individus. Si l'Église avait été attentive au mouvement de réforme qui s'agitait autour d'elle et en elle, elle se serait régénérée au lieu de se laisser piéger, pour son malheur, par le pouvoir

²¹⁰ Richard SINDING, *Qu'est-ce qu'une crise ?*, p. 219-221.

politique. Si le pouvoir politique s'était plié le moins sous le vent de la réforme, malheureusement trop faible et trop éloigné de lui, il serait parvenu en un tour de main à le retourner en sa faveur comme le fit Paul Sauvé, en moins de trois mois par le seul mot « désormais » et quelques ébauches de plans d'action. Le nationalisme traditionnel lui-même, expression idéologique des deux pouvoirs, résista à la poussée flamboyante du néonationalisme malheureusement paralysé dans son élan par l'absence d'un pouvoir politique qui, à l'instar de l'Église durant un long siècle, lui aurait servi de soutien.

Mais il y eut Duplessis ! Il fit sa propre synthèse du pouvoir clérical, du nationalisme et du pouvoir politique et concentra dans l'Union nationale une résistance à la modernisation de la société qui parut invincible. Il ne fut pas la seule cause du débordement des réseaux institutionnels par les revendications progressistes dans la plupart des secteurs d'activité, mais devant l'histoire, il en assume le blâme principal.

[143]

Le mouvement de protestation, sans être global - de larges pans de la société civile l'ignorèrent -, fut radical. Mais, hormis encore une fois quelques rixes à l'occasion de grèves ouvrières, il fut sans violence. Ceux qui contestaient les pouvoirs établis et l'idéologie dominante acceptaient l'essentiel de l'historiographie qui légitimait ces pouvoirs et cette idéologie. Ils ne ressentaient pas le besoin de légitimer leur action par le rappel d'événements révolutionnaires, comme la rébellion de 1837. Ils tendaient plutôt à déplorer le déclenchement de tels événements. Leurs revendications étaient pacifiques.

Les contestataires de l'époque se connaissaient : peu nombreux, ils avaient fréquenté les collèges classiques homogénéisants. Artistes, intellectuels, chefs syndicaux, dirigeants d'associations, doyens et professeurs d'université, journalistes firent le travail de sape de l'ancien régime la plupart du temps sans concertation et sans soutien mutuel. Les cibles communes qu'ils visaient les rassemblaient. C'est l'expérience, selon Foucault, qui fixe le sens des mots et des choses ²¹¹. La rétrospection révèle qu'une expérience commune cimentait la pensée et la volonté d'action en apparence dispersées des contestataires : l'expérience d'un régime que tous récusait et qui les entraînait à la recherche des

²¹¹ Michel FOUCAULT, *Les mots et les choses*.

mêmes valeurs d'humanisme - liberté et justice - et d'un même idéal de société qui avait nom « modernité ».

On leur fait grief d'une absence de mémoire historique : cette critique est excessive. Leur mémoire fut sélective comme l'est toute mémoire humaine. Ils connaissaient le déroulement de l'aventure de l'Institut canadien dont ils déploraient l'issue de même que l'histoire politique et constitutionnelle du Canada et du Québec. Des épisodes traumatisants comme la mise au ban des « radicaux » dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, les rébellions de 1837-1838 ²¹², l'affaire Riel (1885) ²¹³, le règlement XVII établissant les écoles séparées en Ontario (1912-1927), la conscription de 1917 et le, plébiscite de 1942 retenaient peu leur attention. Les dénonciations de ce dernier épisode par Laurendeau ne les impressionnaient guère, et pour cause : plusieurs d'entre eux faisaient profession de foi dans le fédéralisme canadien. En revanche, ils mettaient en exergue tous les affrontements syndicaux de leur époque. Une compréhension adéquate des conditions de la société exige d'une génération qu'elle connaisse ce que furent les générations antérieures, leurs succès et leurs échecs, leurs rêves et leurs désillusions. Or, oublieux des tendances à l'insubordination des Canadiens français qui s'étaient déjà manifestées en nombre [144] d'occasions (conflits entre Français de la métropole et Canadiens sous l'Ancien Régime français, résistance à l'occupation anglaise, appui aux révolutionnaires américains, influence des idées de la Révolution française, etc.), ils les percevaient comme un peuple timide, soumis sans résistance aux autorités, conservateur, sans volonté de changement, adhérant aux procédés d'une démocratie d'emprunt sans en partager l'esprit. Pour interpréter la société canadienne-française de leur temps, ils employaient le plus communément le terme « monolithisme ».

C'est leur propre passé intellectuel que les contestataires méconnaissent le plus. Ils n'en retiennent, surtout pour les dénoncer, que les expressions nationalistes, cléricales et rétrogrades sur le plan de l'humanisme. Pourtant, depuis la moitié du XIX^e siècle au moins, artistes, écrivains, historiens, économistes, journalistes et polémistes de plus en plus nombreux produisaient des œuvres qui, à des degrés

²¹² Jean-Paul BERNARD, *Les rouges ; Les rébellions de 1837-1838*.

²¹³ Pierre-Alfred CHARLEBOIS, *La vie de Louis Riel*.

divers, continuent à nous émouvoir et à nous instruire ²¹⁴. Dès 1920, des scientifiques et des sociologues d'ici, avec le concours de maîtres étrangers, proclament l'urgence de réviser notre système de valeurs et de réformer nombre d'institutions devenues, selon eux, désuètes et sclérosées ²¹⁵. Ils furent des artisans diligents du grand passage d'une société ancrée dans le passé à une société ouverte sur l'avenir. Ils continuèrent toutefois sous d'importants aspects à adhérer aux valeurs et aux pratiques de l'idéologie des pouvoirs dominants.

Cyrias d'Ancône (1391-1452), l'un des principaux promoteurs de la Renaissance italienne, jugeait qu'il fallait retourner aux anciens Grecs afin de « voir plus loin qu'eux en montant sur leurs épaules ». Les intellectuels contestataires des années cinquante ne manifestèrent pas la même sagesse. La plupart méprisèrent les apports essentiels de nos premiers artisans de la culture à la connaissance du mouvement de la société d'alors et négligèrent de se laisser, du moins en grande partie, guider par eux dans la recherche des démarches à entreprendre pour permettre le renouveau de la société sans risquer de la briser. Ils consommèrent ainsi une regrettable rupture avec des valeurs qui méritaient de durer et qui nous auraient procuré un sens de la continuité. Ils firent de nous un peuple sans histoire intellectuelle. Malgré l'oubli auquel on les a confinés durant 30 ans et grâce au renouveau historique récent, nous célébrons aujourd'hui ces anciens artisans de notre culture comme les créateurs d'idées valables et les bâtisseurs d'institutions qui entrouvraient les portes à la modernité.

[145]

Les générations suivantes se sont montrées trop sévères à l'endroit des contestataires de 1950. Elles jugent leurs œuvres timides et partiales, leurs perspectives étroites, leur vision abstraite. Elles ont objectivement raison. Il convient toutefois de leur poser la question : pourquoi ces suicides, ces tristes départs, ces exils, ces retours décevants, ces craintes de censure, ces années de silence que l'on sait aujourd'hui avoir été vécus dans le désarroi et le recours à

²¹⁴ Voir : Fernand DUMONT et collab. (dir.), *Idéologies au Canada français, 1850-1900, 1900-1929, 1930-1939, 1940-1976* (3 vol.) ; Marcel FOURNIER, *L'entrée dans la modernité* ; Yvan LAMONDE et Esther TRÉPANIÉ, *L'avènement de la modernité culturelle au Québec*.

²¹⁵ Voir : Raymond DUCHESNE, *La science et le pouvoir au Québec, 1920-1965* ; Luc CHARTRAND, Raymond DUCHESNE et Yves GINGRAS, *Histoire des sciences au Québec*.

l'anonymat ²¹⁶ ? Pourquoi aussi cette obstination à ravalier ceux qui parmi nous avaient du talent et réussissaient en affaires et pourquoi cette joie malsaine ressentie devant les déboires de l'un des nôtres ? Ne sont-ce pas là, malheureusement, des traits ataviques dont nous parvenons mal à nous débarrasser ? « Leur tresser des couronnes, n'être pas reconnu » chante Félix Leclerc sans amertume. La chanson « Richesses » ne se termine-t-elle pas par la promesse d'enrichir encore le patrimoine de la nation : « Pour la centième fois ferons neuve chanson » ?

Au lendemain des élections de 1956, André Laurendeau demanda aux lecteurs du *Devoir* de lui adresser leurs impressions. Les lettres affluèrent mais nombre de correspondants adoptèrent un procédé incompréhensible dans le contexte de grande liberté existant aujourd'hui : ils recoururent à l'anonymat. Laurendeau explique :

Un fait remarquable : plus de la moitié de nos correspondants refusent de donner publiquement leur nom. Cela traduit exactement l'atmosphère morale du Québec : non point terreur, car personne ne risque sa vie, mais peur, car des gagne-pain sont en cause. Dans plusieurs cas la crainte paraît légitime. En d'autres, la prudence l'emporte nettement sur le courage et le goût du risque ne semble pas notre vice particulier [...] L'auteur, cette fois, a toutes les raisons de ne pas vouloir révéler son nom ²¹⁷.

Le Devoir inaugurerait ce jour-là une série de textes qui s'échelonnèrent sur plusieurs années. Ces textes étaient signés « Isocrate », du nom d'un philosophe grec du V^e siècle avant Jésus-Christ qui se serait laissé mourir de faim devant la faillite de ses idées politiques. Il s'agissait du politologue et écrivain aujourd'hui renommé à juste titre, Gérard Bergeron. La longue série d'articles qu'il produisit de 1956 à 1960 représente la seule entreprise systématique d'explication empirique de la réalité politique de l'époque ²¹⁸.

²¹⁶ Je n'ai pas à l'esprit ici le million des nôtres qui furent contraints de partir parce que leur patrie ne produisait pas assez de pain pour les nourrir. Je sais bien que toutes ces conditions déplorables existaient depuis longtemps, mais j'ai l'impression que, de la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'au début des années soixante, elles s'aggravèrent.

²¹⁷ André LAURENDEAU, *Le Devoir*, 30 juill. 1956.

²¹⁸ Gérard BERGERON (*Du duplessisme au johnsonisme, 1956-1966*, p. 21-223) a fort heureusement rassemblé en un volume cette série d'articles. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.] Bergeron ne publia aucun texte dans *Cité libre*.

[146]

C'est, il me semble, à la lumière des craintes qui à tort ou à raison inspiraient ceux qui, les premiers depuis le mouvement de l'Institut canadien mis au ban par les autorités religieuses de la seconde moitié du XIX^e siècle, osaient se livrer à une critique radicale de l'ancien régime, qu'il convient d'interpréter les mérites et les ratés de leurs écrits et de leurs gestes. On leur doit d'avoir versé le tribut d'une bonne part de notre liberté et de notre sens de la justice. On regrette toutefois qu'ils aient élevé ces valeurs au rang d'absolu et qu'ils aient peu cherché à les retracer dans la réalité de leur époque. Ce sont sous des auspices aussi peu prometteurs sur le plan normatif que la Révolution tranquille s'inaugura. Nous fûmes contraints d'emprunter aux États-Unis les critères que nous jugions propres à raffermir notre idée et notre pratique de la démocratie. L'absence regrettable de points de repère puisés dans notre tradition entraîna sans aucun doute nombre des effets pervers qui affligèrent cette révolution et accélérèrent sa déchéance.

[147]

Québec 1945-2000.
Tome II : Les intellectuels et le temps de Duplessis.

Deuxième partie.
*Une conscience critique de l'ancien régime:
la quête de la modernité.*

Chapitre 1

Qu'est-ce qu'un intellectuel ?

[Retour à la table des matières](#)

De 1944 à 1960, au moment où l'ancien régime semble à son apogée, émerge une catégorie sociale qui le conteste : les « nouveaux intellectuels ». Les contestataires ne sont pas tous des intellectuels mais, à la fine pointe comme dans les rangs des mouvements sociaux les plus dynamiques - ceux des syndicats et des coopératives - des intellectuels, ou du moins des personnes ayant reçu une formation plus poussée que la moyenne, sont plus ou moins dissidents. Par ailleurs, tous les intellectuels ne sont pas des contestataires, loin de là. Les contestataires constituent une minorité, croissante il est vrai durant ces 15 ans, mais qui ne paraît pas faire le poids devant les intellectuels traditionalistes et ceux qui, par conviction ou intérêt, appuient les pouvoirs ou que ces derniers s'approprient. La présence de plus en plus active des contestataires, leurs engagements de plus en plus fermes, leurs cibles visées avec de plus en plus de précision justifient de cerner, en premier lieu, cette notion d'intellectuel tant de fois évoquée dans la littérature.

Les intellectuels ont fait et font l'objet de commentaires de tous ordres. Leur nature et leur rôle social semblent se dérober aux analyses les plus minutieuses. Ils se réservent une plage secrète qui leur procure l'aura de mystère dont ils s'entourent. Et pourtant, s'interroger à leur sujet, se demander qui ils sont, ce qu'ils font est une recherche obligatoire pour la compréhension de la réalité de toute société.

Ils sont inclassables. Mais conclure qu'ils sont sans attache serait erroné. Des liens de diverses sortes les relient à une foule de collectivités, de mouvements, d'institutions et aux pouvoirs eux-mêmes. L'ampleur des ressources morales, culturelles, symboliques, matérielles dont ils disposent [148] les rend indispensables pour la persistance d'une société, voire de la civilisation humaine, et peut-être davantage pour leur devenir. Ils sont des êtres aux multiples facettes. Dans une même génération, sinon dans l'histoire d'une société, il s'en rencontre rarement deux qui soient interchangeables. Parce qu'il s'agit d'une notion essentiellement plurielle, il est risqué de se référer à eux au singulier bien que, comme toutes les catégories d'êtres, ils doivent posséder un caractère générique.

Évasif comme concept, pourtant bien palpable comme réalité sociale, le terme « intellectuel » se prête à de nombreuses acceptions. Deux définitions retiennent mon attention : celle de Jean-François Revel et celle d'André Laurendeau. Jean-François Revel décrit l'intellectuel dans les termes suivants :

Constatons simplement que l'intellectuel ne détient, de par son étiquette, aucune prééminence dans la lucidité. Ce qui distingue l'intellectuel, ce n'est pas la sûreté de ses choix, c'est l'ampleur des ressources conceptuelles, logiques, verbales qu'il déploie au service de ce choix pour le justifier. Par son discernement ou son aveuglement, son impartialité ou sa malhonnêteté, sa fourberie ou sa sincérité, il en entraîne d'autres dans son sillage. Être intellectuel confère donc non pas une immunité qui rendrait tout pardonnable, mais plus de responsabilité que de droits, et au moins une responsabilité aussi grande que la liberté d'expression dont on jouit. En définitive, le problème est surtout d'ordre moral ²¹⁹.

²¹⁹ Jean-François REVEL, *La connaissance inutile*.

Chez André Laurendeau, l'intellectuel se révèle par son aptitude à transposer au niveau le plus élevé de l'esprit des réalités que le reste des hommes ignorent ou subissent de façon passive :

[...] l'intellectuel se reconnaît à l'habitude qu'il a chèrement acquise de manier les idées générales. Il le fait par conviction, mais parfois aussi par jeu [...] Le domaine propre de l'intellectuel, c'est l'idée, une idée qu'il a tirée du réel, qu'il en a abstraite. Il peut donc avoir avec les choses un contact aussi vrai que l'homme d'action, le technicien ou l'artiste : mais selon un autre mode, qui permet de voir plus loin et plus clair, et où les risques d'erreur sont d'autant plus grands que la vérification est plus aléatoire ²²⁰.

Exprimé d'une façon différente, chez l'un et l'autre un souci éthique caractérise l'intellectuel. Son rôle principal est d'ordre culturel, il a pour vocation la vie intense de l'esprit. À la capacité de penser il joint le doute, une aptitude illimitée de « souffrance » dans le sens que Max Scheler donne à ce terme, c'est-à-dire de s'identifier à autrui par empathie. Il est avant tout créateur et propagateur d'humanisme, révélateur et interprète des valeurs chez les êtres et au sein de la société.

[149]

Là où la liberté d'expression existe, les qualités ou dispositions qui établissent le statut de l'intellectuel dans une société sont exigeantes : compétence dans un domaine d'esprit reconnue par les pairs et par ceux qui les jugent ; aptitude à manier les idées générales, condition obligée même chez les mathématiciens et les spécialistes d'une discipline scientifique (chez ces derniers, cette aptitude s'acquiert le plus souvent avec la sagesse de l'âge : un Alexis Carrel, un Albert Einstein, un Pierre Teilhard de Chardin, un Jean Rostand, un Pierre Dansereau) ; intégrité personnelle indiscutée même par tous ceux qui désapprouvent ses idées et ses prises de position ; totale indépendance d'esprit vis-à-vis de tous les pouvoirs, y compris les médias et l'opinion publique ; aptitude à s'émouvoir, à se passionner pour une cause tout en respectant les bornes de la rationalité entendue au sens large du terme, de la « raison raisonnée » plutôt que de la « raison

²²⁰ André LAURENDEAU, *Ces choses qui nous arrivent*, p. 122.

raisonnante ²²¹ » selon les termes d'Emmanuel Kant ; conscience des intérêts qu'il épouse ou qu'il sert de quelque façon.

La liberté d'expression est pour l'intellectuel une condition normale pour son plein épanouissement et sa reconnaissance sociale. Les sociétés les plus répressives n'ont pu empêcher les intellectuels de s'exprimer. Toutefois, même si la répression stimule leur génie, ils sont devenus des étrangers dans leur propre pays. L'exil entraîne chez certains la mort intellectuelle sinon physique, pour d'autres il stimule leur œuvre qui connaît un regain d'épanouissement. Par contre, une société très permissive favorise l'indolence. Si la société n'institue pas un régime d'incitations et si le réseau de communication dans lequel les intellectuels évoluent se borne à leur société d'appartenance, surtout si celle-ci est petite et de niveau culturel peu élevé, plusieurs végéteront bien en deçà de la limite de leur talent. Jacques Brel disait des chansonniers québécois qu'ils étaient doués mais paresseux.

Chaque métier, chaque profession engendre sa propre élite. Dans quelque domaine que ce soit, la reconnaissance de la maîtrise ne s'acquiert pas sans effort. Pas plus que quiconque les intellectuels ne constituent une élite en soi. Ce statut se mérite par le talent et le travail.

Au cours de la Révolution tranquille, le terme « élite » a sombré dans le discrédit. Au nom d'une notion corporatiste de l'équité, on a statué que tous étaient égaux sans égard à leur mérite. On a voulu bannir des aspirations de notre jeunesse l'idéal de se hausser un jour parmi les meilleurs. Au nom d'une notion factice de l'égalité, on a brisé des talents prometteurs et supprimé les incitations au dépassement. Je partage le jugement sévère de Laurendeau à ce sujet : « chaque fois que des hommes sont [150] rassemblés, des élites vont se dégager et essayer de vivre dans des conditions qui sont nécessaires à leur existence. Si la société les brise, c'est tant pis pour elle : elles auront disparu mais, elle, la société, sera pauvre ²²². »

L'imprécision du concept d'intellectuel complique la détermination de leur rôle social. Les intellectuels peuvent être simultanément ou successivement

²²¹ À ce sujet, voir : François BOURRICAUD, *Le bricolage idéologique* ; Albert O. HIRSCHMAN, *The Passions and the Interests*.

²²² André Laurendeau, cité dans Suzanne DESJARDINS, « Le cégep et la formation des élites. Les élèves les plus doués sont oubliés et même sacrifiés », *Le Devoir*, 7 nov. 1988.

chercheurs, analystes, critiques, moralistes, créateurs ou prophètes. Ils peuvent s'en tenir à un seul rôle. Ils peuvent opter pour la « tour d'ivoire » dans le but de sauvegarder la « pureté » de leurs intentions, surtout s'ils sont professeurs. Max Weber a soutenu cette position : le professeur qui accepte de s'engager dans les débats de société ne doit jamais cesser de réfléchir à des propos qui pourraient lui éviter de sombrer dans un activisme désordonné ²²³. Ils peuvent refuser toute forme d'engagement social ou au contraire s'y adonner sans réserve. Chaque choix impose des conditions à remplir et entraîne un prix à payer. Pour Gérard Bergeron, ils « sont la première conscience critique de la société ²²⁴ ». C'est là une qualification que n'aurait pas désavoué Karl Mannheim pour qui les intellectuels représentaient la seule catégorie sociale échappant au conditionnement de classe.

Il est fréquent de prêter aux intellectuels un rôle de guide de la société lorsqu'elle est perçue comme une nation. Cinq ans avant d'accéder à la présidence de la République tchécoslovaque, l'écrivain Vaclav Havel déclarait :

Traditionnellement on attend de nos écrivains quelque chose de plus que d'écrire des livres bons à lire. L'idée que l'écrivain est la conscience de la nation est chez nous historiquement justifiée : les écrivains ont joué pendant des années le rôle des hommes politiques, le renouveau de la communauté dépendait d'eux, ils maintenaient la langue vivante, ils encourageaient une prise de conscience nationale. Cette tradition, dans les conditions totalitaires qui sont les nôtres, reçoit en plus une coloration particulière. Le mot écrit semble encore plus radio-actif que le mot dit - sinon il ne serait pas un délit pour lequel on nous emprisonne ²²⁵.

Laurendeau évoque avec nostalgie le temps pour lui révolu où l'intellectuel faisait corps avec la nation : « Cet étrange sujet aujourd'hui en voie de disparition vivait la nation comme un objet d'amour et [151] d'angoisse personnels et se

²²³ Max WEBER, *Le savant et la politique*.

²²⁴ Gérard BERGERON, « De la tour d'ivoire à la place publique », *Politique*, numéro spécial intitulé *Les intellectuels et les pouvoirs*, vol. 1, n° 1, 1982, p. 11.

²²⁵ Vaclav HAVEL, *Interrogatoire à distance*, p. 133. Voir la recension de cet ouvrage par Alice Parizeau, dans *Le Devoir*, 3 mars 1990.

vivait lui-même comme une sorte de théâtre où se jouait sans cesse le drame nationa ²²⁶. »

« Conscience critique de la société », se donner « la nation comme objet d'amour », pour Claude Lévi-Strauss :

[Ce peut être là une] illusion [qui] a pu contenir un germe de vérité durant une période limitée de notre histoire. Celle où la société, les problèmes qu'elle affrontait, apparaissaient encore comme relativement simples [...] que l'intellectuel ait une fonction critique, c'est l'évidence, mais dans le domaine qu'il a choisi. [L'intellectuel] se rend coupable d'une sorte d'imposture intellectuelle s'il se prévaut de [sa] notoriété pour juger de sujets qu'il ne connaît qu'en deuxième ou troisième main [...] je suis prêt à admettre que certains prennent notre société pour objet d'étude, qu'ils s'y consacrent exclusivement, et s'expriment là-dessus. En ce cas, [...] ils font leur métier.

Pour Lévi-Strauss, Jean-Paul Sartre est un « esprit faux » parce qu'il se prononce sur tout sujet du seul fait qu'il estime que ses convictions « de gauche » lui garantissent « la vérité ». Par contre, il dit de Raymond Aron : « [Il] représente le type d'intellectuel [qui] avait résolu de se consacrer au problème de la société occidentale, française en particulier. Qu'il se soit trompé, qu'il ait eu raison sur certains points, c'est secondaire. Pour moi son attitude était conséquente ²²⁷. »

²²⁶ André LAURENDEAU, *op. cit.*, p. 31. *Les écrits de Laurendeau et son journal* [...] démontrent qu'il a lui-même vécu « la nation comme un objet d'amour et d'angoisse personnels ».

²²⁷ Propos recueillis par Sylvaine PASQUIER, « Lévi-Strauss : on ne peut penser à tout. Entretien », *L'Express*, 27 mars 1988, p. 124. La conjoncture actuelle accentue la préférence accordée à Aron aux dépens de Sartre. Aron représente le type d'intellectuel que j'aurais aimé être. J'estime toutefois que l'on est injuste à l'endroit de Sartre. Certes, il s'est plus d'une fois fourvoyé dans la défense de causes dont il connaissait mal la nature. Mais comme l'écrit Michel Contat dans *Le Monde* du 27 mars 1987 : « Sartre peint les hommes tels qu'il ne voudrait pas qu'ils soient, au nom de ce qu'ils pourraient être. » Il se peut que parfois il ait eu raison contre Aron qui, lui, décrivait « leur société telle qu'elle est, avec regret, mais enfin c'est comme ça ». (Cité dans Marcel Rioux, *Un peuple dans le siècle*, p. 346.) Et ce serait caricaturer Sartre que de passer sous silence le fait que, à maintes reprises, il a su se retirer dans la solitude de la réflexion et de l'écriture : son maître ouvrage, *L'être et le néant* ; la série de volumes analytiques, *Situations* ; son merveilleux essai partiellement autobiographique, *Les mots* ; son théâtre dont plusieurs pièces sont magistrales, *Le diable et le bon Dieu*, *L'enfer*, *c'est les autres*, *Les mouches*, *Huis clos*, *Les Mains sales*, *Morts sans sépulture*, ses romans et nouvelles, *La nausée*, *Le mur*, *Les chemins de la liberté*. Sur les intellectuels et le pouvoir social, voir Guy SORMAN, *Les vrais penseurs de notre temps*.

Dans certaines circonstances, même les intellectuels les plus fermes dans leur décision de ne jamais déroger à la résolution de se tenir à l'écart de toute forme d'engagement social et politique peuvent estimer que leur devoir les oblige à prendre position. Dans un livre vitriolique, *La trahison des clercs*, Julien Benda dénonçait les intellectuels qui s'adonnaient à [152] l'action politique et les vilipendait surtout pour leur « culte » de la nation. Or, dans une conférence au congrès de l'Association internationale des écrivains à Madrid en 1937, au plus fort de la guerre civile, il déclara : « L'intellectuel est parfaitement dans son rôle en sortant de sa tour d'ivoire pour défendre contre les barbares les droits de la justice ²²⁸. »

De nombreux exemples de même nature se présentent à l'esprit. Il y a souvent des exceptions à la règle qu'on s'est fixée. C'est le propre des philosophes d'étudier les valeurs de liberté et de justice sur le plan ontologique. Mais il en est autrement des spécialistes des sciences humaines. Ils œuvrent dans la contingence : la vérité n'est plus une ; le relatif tamise l'absolu ²²⁹. Claude Lévi-Strauss montre plus de sagacité que Pierre Trudeau et autres collaborateurs de *Cité libre* qui tendaient à considérer la justice et la liberté dans l'abstrait sans égard au fait que ces valeurs émergeaient dans les composantes dynamiques de la société civile de l'époque : « la liberté n'est pas une notion abstraite. Pour chaque culture, chaque époque, chaque milieu, elle réside dans la certitude qu'on peut jouir - sans se sentir menacé - d'habitudes, de croyances, d'usages qui n'ont pas toujours un fondement rationnel, loin de là ²³⁰ ! »

La raison pure n'explique pas l'essentiel : il faut savoir regarder avec les « yeux du cœur ».

Départager les valeurs considérées sous leur forme abstraite et sous leur forme contingente n'est pas chose facile quand vient le moment de l'action. Il importe de résister à la dégradation des valeurs humanistes, même quand le sort de la nation ou de l'État est en jeu. Le refus d'engagement peut résulter d'un manque de courage. La conjoncture favorise ou entrave l'intervention d'intellectuels qui

²²⁸ Julien Benda, cité par Herbert R. LOTTMAN, *La rive gauche*, p. 73.

²²⁹ Simone DE BEAUVOIR (*Les temps modernes*, 1955) commençait un réquisitoire contre Raymond Aron dans les termes suivants : « La vérité est une, l'erreur est multiple. Ce n'est pas un hasard si la droite professe le pluralisme. »

²³⁰ Propos recueillis par Sylvaine PASQUIER, « Lévi-Strauss : on ne peut penser à tout. Entretien », *L'Express*, 27 mars 1988, p. 126.

écrivent et prennent position pour un large public tout en s'adressant également à leurs pairs dans le langage souvent hermétique accrédité dans leur discipline. Parfois on les range aux premiers échelons de l'influence, parfois aussi ils semblent céder la place à d'autres catégories sociales, par exemple aux gens d'affaires comme c'est le cas aujourd'hui. Dans les années cinquante, Raymond Aron, Daniel Bell et Jean Meynaud annoncent « la fin des idéologies ». Récemment, Russell Jacoby déplore que les conditions imposées par les universités aient réduit les États-Unis à leur dernier contingent d'intellectuels, tous étant des personnes vieillissantes. Allan Bloom s'apitoie sur [153] la disparition de la culture générale aux États-Unis et Marc Henry Soulet constate le silence des intellectuels québécois ²³¹.

Les intellectuels ne peuvent pas ne pas ressentir de temps à autre le devoir de s'adresser au public qui les nourrit afin qu'ils puissent se consacrer à leur œuvre. Les idées s'affadissent si elles ne sont pas animées par un souci d'action. Guy Sorman ²³² a montré que la vérité naît de l'échange, voire de la contradiction et que, dans les sciences humaines, l'intervention d'interlocuteurs non spécialisés stimule le sens de la responsabilité. Accepter le public comme un interlocuteur valable est d'autant plus salubre pour les intellectuels qu'ils sont enclins à penser qu'ils ne poursuivent qu'un seul objectif : la recherche de la vérité pour elle-même. Et la vérité dans l'état bien relatif dans lequel elle ressort de leurs travaux tend à revêtir pour eux les attributs de la vérité indubitablement démontrée. Sorman cite à ce propos le logicien Karl Popper qui affirme :- « Seul a un caractère scientifique ce qui peut être réfuté. » Sorman réplique : « La solution de Popper réside dans le critère de « réfutation » - en anglais *falsifiability*. » Or, dans les sciences humaines, la réfutation, première règle de la méthode scientifique, est souvent bien plus mordante si elle émane de personnes instruites mais non spécialisées. Témoigner publiquement de leurs inquiétudes au sujet des problèmes

²³¹ Voir Raymond ARON, *L'opium des intellectuels* ; le chapitre de conclusion s'intitule « Fin des idéologies ». Voir aussi : Daniel BELL, *The End of Ideology on the Exhaustion of Political Ideas in the Fifties* ; Jean MEYNAUD, *Destin des idéologies* ; Russell JACOBY, *The Last Intellectuals* ; Allan BLOOM, *L'âme désarmée* ; Marc Henry SOULET, *Le silence des intellectuels*. Dans mon article intitulé « Les origines sociologiques de la thèse de la fin des idéologies » (*El Politico*, mars 1963, p. 8-37), je mettais en doute le bien-fondé de cette affirmation. Deux décennies plus tard, les idéologies connurent en effet une nouvelle apogée. Il en sera sans nul doute de même au cours de la présente décennie, au Québec et ailleurs également.

²³² Guy SORMAN, *op. cit.*, p. 323-324.

qui regardent la société, révéler même à l'occasion leurs propres choix et tenter d'influencer les décideurs obligent les intellectuels à infuser à leur rationalité une part d'instinct, d'affectivité, d'intuition et de passion qui ne peut que servir la vérité et le bien public. Puisant leur inspiration dans la pluralité des conditions sociales tout autant que dans les valeurs humanistes immémoriales, les intellectuels doivent comprendre et accepter que leurs positions puissent être contredites par des confrères. Bernard-Henri Lévy estime que l'acceptation, la recherche même du débat, établit l'intellectuel dans sa véritable nature. « L'intellectuel c'est le débat. C'est la pratique même du débat. C'est l'habitude, le principe, l'exigence absolue du débat. Un intellectuel c'est quelqu'un dont la seule présence indique que sa société fait droit aux droits du débat ²³³. »

[154]

Poser en absolu le principe du débat me paraît excessif. L'intellectuel ne saurait se dérober sans déchoir à un débat susceptible d'éclairer les problèmes en cause. Mais il ne saurait pas qu'il provoque le débat pour le simple plaisir.

Il importe de souligner les embûches de l'engagement. Se précipiter dans l'action sans une bonne connaissance préalable des enjeux et des dossiers pertinents risque de conduire les intellectuels à se livrer à de grandes simplifications, à servir les intérêts de l'inquisition ou de la répression, bref, à oublier que les idées sont des armes d'une grande puissance et qu'eux-mêmes seront généralement tenus à l'écart de leur utilisation. En intervenant sans le détachement nécessaire, ils finissent par convertir leurs prises de position en causes personnelles et à se quereller sur l'accessoire.

Les bruits trop fréquents de l'agora distraient les intellectuels de l'essentiel. Même les plus engagés ressentent souvent le besoin de se mettre en retrait par rapport à la place publique dont la fréquentation trop assidue ou trop prolongée stérilise la vie de l'esprit, masque la dimension éthique des valeurs infusées à l'action et procure la fausse certitude de posséder la vérité. Un engagement valable exige un « exil » artistique ou scientifique périodique. Max Weber insiste sur la nécessité d'une transition constante de l'étude à l'action. Bernard-Henri Lévy demande davantage de l'intellectuel : « Il n'adhère qu'à demi. Il ne s'associe qu'à distance. Jamais, au grand jamais, il ne s'engagera dans un combat sans avoir,

²³³ Bernard-Henri LÉVY, *Éloge des intellectuels*, p. 96.

au-dedans de soi, préservé cette plage de dégagement qui lui permet de réfléchir ²³⁴. »

Il lui faut savoir revenir à temps à la solitude de la réflexion, de l'écriture et de la musique et lui consacrer de longues périodes avec assiduité. Guy Rocher ²³⁵ et Jacques-Yvan Morin représentent des exemples d'intellectuels qui ont su concilier avec profit la pensée et l'action. Ils se consacrent à présent de façon exclusive à leurs travaux de grande maturité.

Les pouvoirs - clérical, politique, économique ou autre - fascinent les intellectuels. Ils représentent cependant pour eux la forme d'engagement la plus hasardeuse. Aussi, la plupart du temps, ne cherchent-ils pas à les exercer eux-mêmes mais à les influencer ²³⁶. Nicole Laurin-Frenette écrit :

[155]

Les intellectuels sont obsédés par le pouvoir plus peut-être que la moyenne des gens. Il est pour eux un objet de désir, de haine, d'étude, de critique, mais règle générale, ils n'ont pas le pouvoir et ils ne sont pas au pouvoir. Cependant ils sont indissociables du pouvoir pour autant que le pouvoir parle et qu'il pense. Il se pourrait, en effet, qu'il n'y ait pas deux logiques distinctes : celle du pouvoir d'un côté, de l'autre côté celle de la science, du savoir, de la pensée de sorte que l'une et l'autre se trouveraient tantôt réunies, combinées, conjuguées et tantôt disjointes, séparées, opposées. Il se pourrait qu'il y ait au fond une seule logique ²³⁷.

L'attention de l'auteur se porte sur le pouvoir politique. Il est en effet celui qui, aujourd'hui, rejoint les intellectuels de la façon la plus pressante et la plus

²³⁴ *Ibid.*, p. 128.

²³⁵ Guy ROCHER, *Entre les rêves et l'histoire*.

²³⁶ J'ai traité de ce sujet dans ma conférence présidentielle devant l'Association canadienne de science politique/Canadian Political Science Association sous le titre « The Political Uses of Political Science », reproduit en français sous le titre « Politique et science politique », *Revue canadienne de science politique/Canadian Journal of Political Science*, vol. VIII, n° 3, 1975, p. 367-380. Des intellectuels québécois, entre autres Jacques-Yvan Morin, Camille Laurin, Claude Ryan et Pierre Elliott Trudeau expliquent les raisons de leur engagement politique partisan dans Rodrigue BÉLANGER (dir.), *L'engagement politique*.

²³⁷ Nicole LAURIN-FRENETTE, « **Les intellectuels et l'État** », *Sociologie et sociétés*, vol. XV, n° 1, 1983, p. 122. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.] Un raisonnement semblable s'applique aux rapports entre société civile et État. Voir Georges LAVAU, « À propos de trois livres sur l'État », *Revue française de science politique*, vol. 30, n° 2, avril 1980, p. 410.

constante. Il n'en fut pas toujours ainsi. Au Moyen Âge européen et sous l'ancien régime jusqu'aux années cinquante, c'était surtout l'Église qui exerçait son emprise sur les intellectuels comme sur les autres catégories de la population. Aujourd'hui, le politique remplit pour les intellectuels un rôle essentiel : d'une manière ou de l'autre, il intervient sans cesse dans le domaine de la culture comme dans les autres domaines. Même dans les moments où ils apparaissent « désengagés », les intellectuels surveillent de près l'action politique car elle les touche quotidiennement dans l'exercice de leur métier.

Les relations entre les intellectuels et le politique ne peuvent être qu'ambivalentes et ambiguës. La question de savoir quand, comment, jusqu'à quel point les intellectuels peuvent ou doivent s'engager dans le politique restera toujours insoluble. La réponse des intellectuels est étroitement liée à la conjoncture. S'ils s'y frottent de très près, ils risquent de se brûler les ailes. L'inclination affective des intellectuels québécois à l'égard du Parti québécois a grandement stimulé notre imaginaire national. Mais du moment où ce parti conquiert le pouvoir en 1976, il les envoûte au point de les stériliser à la suite de l'échec du référendum de 1980. Un phénomène analogue se serait produit en France après la conquête de la présidence par les socialistes le 10 mai 1981 ²³⁸. Ce sont des mésaventures de cette nature qui produisent le désengagement ²³⁹.

Une boulimie d'idées, comme chez les socialistes français d'avant 1981, ou un lien affectif intense des créateurs de notre imaginaire national avec le Parti québécois dessert finalement la vie de l'esprit. Le politique ne favorise les intellectuels que dans la mesure où ils servent sa cause. L'idée est l'arme des intellectuels. Tout en comblant d'honneurs les plus réputés [156] d'entre eux, le pouvoir jette cette arme au rebut quand elle ne sert plus ses intérêts comme ce fut le cas au Québec à la suite de l'échec du 20 mai 1980 et, en France, après la victoire de François Mitterrand. Parfois, le rejet du pouvoir va plus loin et il tente de priver les « têtes pensantes » de leur seule arme en les poussant à la dissidence et en les enfermant dans des camps de concentration ou des hôpitaux psychiatriques. Car si la contestation des intellectuels conduit parfois à la création

²³⁸ Émile MALET, *Socrate et la rose*.

²³⁹ Jean-François REVEL, *op. cit.*

d'académies, dans les sociétés totalitaires elle provoque la construction de goulags ²⁴⁰.

De toutes les formes d'engagement, la politique est la plus hasardeuse. L'intellectuel qui s'y consacre pleinement au titre de fonctionnaire, de député ou de ministre doit veiller à ne pas succomber à sa puissance d'attraction s'il espère retrouver son statut une fois sa mission terminée. Celui qui entend remplir un simple rôle d'analyste et de critique, tout en approfondissant les dossiers et en côtoyant les personnes, doit préserver son intégrité et son indépendance et éviter de se laisser entraîner dans les dédales du déroulement quotidien de la politique.

Aujourd'hui comme hier, ici comme ailleurs, les intellectuels scrutent les interactions qui s'établissent entre eux et le politique. Lorsqu'ils émettent une idée ou une suggestion, les occasions de compromission sont nombreuses et les politiciens savent les provoquer et les entretenir en laissant planer le doute d'une collusion. Malgré les risques encourus, les intellectuels failliraient à leurs responsabilités s'ils se désintéressaient du politique. L'action politique revêt un caractère éminemment éthique qui les concerne plus que toute autre catégorie sociale. Mais pour ne pas mordre à l'appât séduisant du politique et ne pas s'abaisser au rang de transfuges, les intellectuels qui acceptent une forme ou une autre d'engagement ont l'obligation de se réserver des temps de solitude afin de cultiver la vie de l'esprit. La soif d'absolu de ces intellectuels, même s'ils savent qu'elle ne peut être assouvie, s'impose à eux plus qu'à quiconque.

Aucune société n'est exempte de cycles de conflits, de crises et de violences ²⁴¹. Dans une société démocratique, l'opposition parlementaire parvient à atténuer ces situations conflictuelles pendant un certain temps en persuadant le gouvernement de poser des gestes apaisants, mais elle réussit rarement à les dissiper. Ils ont leur origine dans une composante particulière de la société civile. Les plus graves sourdent d'un malaise profond au sein de l'ensemble de cette société. Le régime en place est impuissant à les résoudre, il temporise, s'efforce de les masquer et il lui arrive, pour les réprimer, d'user de la « force légitime » dont il est investi.

²⁴⁰ Michel FOUCAULT, *Histoire de la folie*.

²⁴¹ Voir : Léon DION, « Conflit, crise, violence », *Le Devoir*, 31 oct., 1^{er} et 2 nov. 1990 ; Julien FREUND, *Sociologie du conflit*.

[157]

Parfois l'État lui-même, trop faible ou trop rigide, nourrit ces conflits, les amplifie et empêche les ajustements propres à les dissiper que la société civile propose. Pareilles conditions sont propices à l'éclosion d'une opposition extra-parlementaire. On ne doit jamais présumer de l'orientation idéologique ni de l'action d'un groupe. Les cheminements de la conscience collective comme ceux de la conscience individuelle sont imprévisibles. C'est souvent dans l'opposition radicale, la contre-culture, la naissance dans la douleur que des idées et des institutions nouvelles se substituent à celles qui existent et qui ne meurent pas sans résistance. Au sein de la société civile, des individus, des groupes, des mouvements s'engagent dans une dynamique contestataire plutôt qu'intégratrice, c'est-à-dire nourrie par la volonté de changement ou de sabordement du régime politique en place. Cette dynamique revêt des formes diverses : revendications banales ou radicales, dissidence, terrorisme, guérilla, émeute, résistance passive, clandestinité, insurrection, coup d'État, révolution, guerre civile.

La volonté des pouvoirs et la résistance aux pouvoirs forment un couple dialectique. Dans tout régime politique, même le plus démocratique et le plus libéral, par suite de l'interpénétration intime de l'État et de la société civile, leur souci d'indépendance et d'intégrité impose aux intellectuels un effort constant d'autocensure car la liberté qu'ils revendiquent est toujours orientée de l'extérieur. L'affadissement de la conscience morale chez les personnalités politiques entraîne un affaïssissement des valeurs, qui n'épargne personne, que les intellectuels doivent savoir pallier et auquel ils doivent apprendre à résister. La contestation du politique devient alors pour eux un devoir : jaloux de leur autonomie, ils revendiquent le droit de dissidence contre le pouvoir.

Dans la mesure où le pouvoir prétend « organiser » et « canaliser » pour la collectivité les moyens et les voies de la liberté, il est pour les intellectuels l'occasion d'une confrontation. Ce que le pouvoir appelle « liberté » leur apparaît comme une volonté de conformisme et d'oppression. Désireux d'affirmer leur autonomie, ils prennent soigneusement leurs distances par rapport à lui ou même cherchent à s'en détacher par un acte qui est souvent de la rébellion. Ils affirment alors leur liberté non plus seulement relativement à lui mais contre lui. Ils dénoncent ses mensonges et, pour sauvegarder leur autonomie, se réfugient dans la marginalité. Le pouvoir réagit à son tour en dénonçant les intellectuels comme

des traîtres et des êtres subversifs. On comprend dès lors que les rapports entre le pouvoir et les intellectuels comportent généralement de la méfiance réciproque. Pour le pouvoir, les intellectuels sont toujours suspects parce qu'ils revendiquent le droit de se reprendre, de préserver leur indépendance, de dire non. Leur participation au pouvoir n'est que conditionnelle. Parce qu'ils refusent de s'engager sans droit de reprise, les gens [158] de pouvoir les accusent de déloyauté, voire de trahison. La contestation représente pour les pouvoirs une menace d'autant plus grande qu'elle vise non seulement leur fonctionnement mais aussi leur structure, le régime sinon le système lui-même. Dans sa dialectique du maître et de l'esclave, Hegel a montré que la contestation radicale épouse la forme de l'imaginaire avant de s'exprimer dans des mouvements sociaux : sectes, factions, partis. Dominique Guérin exprime le caractère naturellement contestataire de l'imaginaire et la peur qu'il inspire aux détenteurs du pouvoir politique :

Nous savons désormais que l'acte poétique se situe dans le monde et ses conséquences caractérisent l'événement porteur du nouveau [...] Le poème a un sens à travers l'histoire puisqu'il est le commencement ou, tout au moins, l'annonce d'autre chose. La poésie affronte la réalité. Elle exprime un temps et un lieu qui peu à peu se reportent dans l'expérience du peuple [...] La seule crainte tenace que la politique a de la littérature est qu'elle la renverse [...] Il n'y a plus de place pour la méfiance, le doute, l'angoisse devant la puissance d'un pouvoir incapable de rénover sans avilir. « La politique de l'imaginaire » résulte d'un ensemble de faits où le désir et la nécessité interfèrent [...] Le poème affronte la réalité. Il agit contre le monde et contre lui-même, forçant les résistances de la conscience [...] L'imaginaire tend à résorber l'émiettement du politique. Il prend la parole pour prouver l'identité du peuple. La conscience poétique parle à la conscience que le peuple s'invente. Appeler le peuple à la résistance [c'est] renouer avec le destin national ²⁴².

L'imaginaire fait pénétrer dans l'univers sans frontière de l'utopie. L'utopie trace, sans avoir le pouvoir de les imposer, cent, mille cheminements susceptibles de délivrer les hommes du cours normal des choses, ennuyeux et semé d'embûches. Le peuple finit par se reconnaître dans cet imaginaire contestataire. L'un des premiers gestes de sa rébellion est d'exiger la libération des artistes,

²⁴² Dominique GUÉRIN, *La politique de l'imaginaire*, p. x, 62-63, XII-XIII et 92.

poètes, intellectuels envoyés au bagne. Le vent de réforme qui souffle aujourd'hui en Europe de l'Est et dans l'ancienne URSS puise sa force chez ceux d'entre eux qui ont refusé de se soumettre à des régimes oppressifs.

Le ressort de la contestation, c'est l'adhésion à des groupes revendiquant un redressement de leur statut social et leur pleine liberté d'expression. Pareille revendication exige une mutation des institutions. Une institution devient caduque quand les pratiques réelles contredisent les pratiques officialisées. Le rôle des intellectuels consiste à mettre en forme la contestation, à la transposer en concepts et en projets dans lesquels les groupes revendicateurs se reconnaissent et acquièrent une force explosive qui entraîne, le plus souvent non sans douleur et non sans drame, la substitution des institutions existantes par de nouvelles formes [159] institutionnelles. Ils visent à participer au pouvoir, une fois ce dernier transformé conformément à leurs idées, et à y exercer un rôle de premier plan.

Selon Hegel, le rejet méprisant des idées neuves et la contrainte exercée sur les intellectuels agissent comme un stimulant sur les meilleurs d'entre eux et les conduisent à se mettre au service des opprimés et à découvrir les idées maîtresses du sabordement d'un ordre social dépassé ou oppressif. Bruno Bettelheim, qui fut interné durant plus d'un an dans deux camps de concentration nazis, Dachau et Buchenwald, en 1938-1939, insiste dans son œuvre sur le fait que la société de demain est le reflet de nos anxiétés d'aujourd'hui ²⁴³. Son analyse des trois périodes d'« adaptation » aux camps établit que ceux qui parviennent à surmonter leurs angoisses et à préserver leur identité personnelle, seuls mais le plus souvent en petits groupes, nourriront le projet, si la chance de survivre au camp leur sourit, de l'édification d'une société démocratique. S'ils s'intègrent, ils finissent par s'habituer, sinon à prendre goût aux rigueurs du camp et à trouver justifiée la barbarie des gardiens à l'endroit des prisonniers. Pour survivre et jouir de privilèges, ils se montrent zélés et acceptent de devenir doyens du camp, de blocs, de chambres ou chefs de commandos de travail (Kapos créés en 1942). Ces derniers se révèlent pour les prisonniers plus cruels que les *S.S. Totenkopf* (Têtes de mort) eux-mêmes qui mènent une vie de grands seigneurs, de « coqs en pâte » selon l'expression qu'emploie Eugen Kogon dans le premier ouvrage devenu un

²⁴³ Cette idée s'exprime avec le plus de force dans l'un de ses premiers et de ses meilleurs ouvrages, *The Informed Heart*.

classique sur les camps de concentration nazis ²⁴⁴. Ils succomberont à leur sortie au leurre du totalitarisme.

Surmonter ses angoisses (Bruno Bettelheim), vaincre la déception (Albert O. Hirschman), éprouver du ressentiment et de l'indignation morale (Max Scheler), prendre conscience du « désenchantement du monde » (Max Weber), autant de dispositions complémentaires du caractère éthique de la contestation sourdant à la fois de l'instinct et de la raison. C'est à partir des vexations vaincues, des incertitudes surmontées et de la puissance de résistance physique et psychique à l'oppression que, dans les conditions les plus pénibles, les intellectuels retrouvent pour eux-mêmes et pour leurs frères le sens des valeurs. La raison sert de rempart au déferlement désordonné des passions auquel, dans les situations les plus tendues, ils risquent de succomber.

[160]

Porte-parole les plus persuasifs des mécontentements populaires, les intellectuels martèlent sans répit leurs refus, ils radicalisent leurs critiques. Leurs exagérations mêmes servent la cause des changements nécessaires. Mais le succès à plus ou moins long terme de leur action dépend d'une double condition : qu'ils n'œuvrent pas dans l'isolement et que leurs idées épousent le mouvement de la société dans ses composantes dynamiques. Les pouvoirs rétrogrades ou répressifs auront beau dire et beau faire, ils ne parviendront pas à annihiler l'aspiration au bonheur et à la liberté chez les êtres humains. C'est pourquoi ils se feront abattre tôt ou tard.

La liberté comme la santé est un bien qu'on apprécie mieux quand on en est privé. Une fois qu'on l'a conquise, il arrive qu'on n'ait pas la ferme volonté de la préserver. La société moderne comporte des traits pluralistes, ferments de liberté, tout aussi bien que des traits populistes, porteurs de césarisme. L'être humain détient l'ultime et terrible pouvoir du choix. La vraie grandeur de la liberté est précisément de lui conférer le droit de poser des actes dont il est pleinement responsable vis-à-vis de ses semblables et de la société. La liberté n'a aucun sens si elle n'éveille pas chez lui une soif de vérité.

²⁴⁴ 26. Eugen KOGON, *Der SS-Staat* (traduction française : *L'enfer organisé*, p. 53-63).

Dans les sociétés où la liberté d'expression existe, on revendique le droit à l'erreur. Certes, il vaut beaucoup mieux errer à l'occasion d'une participation conditionnelle aux pouvoirs que de se refuser à l'action sous prétexte de préserver une impeccabilité inutile. À certaines périodes, il semble que les hommes doivent faire le tour entier des folies avant de retrouver la raison. Il faut également savoir que, en ce qui concerne l'être humain et la société qu'il a fabriquée et qui le conditionne, la vérité qu'il proclame est le plus souvent incertaine et évanescence. Mais il n'en reste pas moins que le premier devoir des intellectuels envers eux-mêmes et envers la société reste celui de la recherche de la vérité. L'erreur est un malheur qu'ils rencontrent dans leur recherche et qu'ils doivent déplorer, un obstacle qu'il leur faut écarter. Selon le proverbe haïtien, « derrière la montagne, il y a la montagne ». La vérité est au bout du chemin et c'est jusque-là que doivent se rendre les intellectuels. C'est la raison pour laquelle ils ont le droit de réclamer la liberté de pensée, d'expression et d'action.

Les intellectuels, certes, se rendent coupables d'excès de tous genres. Ils errent fréquemment ²⁴⁵. Eux, qui affirment vouloir purifier le pouvoir en le dénonçant, risquent de succomber à la tentation de considérer la critique comme leur raison d'être. Ils versent alors dans l'inconséquence [161] et l'irresponsabilité. La revendication de leur liberté personnelle peut verser dans le culte du moi. Cela étant reconnu et déploré, la revue *L'Express* du 27 mars 1988 donne malgré tout pour titre à son dossier sur les intellectuels : « Ne tirez pas sur les intellectuels. Ils ont voulu penser la vie. Ils ont mis les pieds dans tous les plats. Ils ont perdu beaucoup de batailles. Ils ont aussi gagné des guerres ²⁴⁶. »

²⁴⁵ Alain FINKIELKRAUT, *La défaite de la pensée*.

²⁴⁶ Propos recueillis par Sylvaine PASQUIER, « Lévi-Strauss : on ne peut penser à tout. Entretien », *L'Express*, 27 mars 1988, p. 110.

[163]

Québec 1945-2000.
Tome II : Les intellectuels et le temps de Duplessis.

Deuxième partie.
*Une conscience critique de l'ancien régime:
la quête de la modernité.*

Chapitre 2

L'émergence d'une intelligentsia à la fin de l'ancien régime

[Retour à la table des matières](#)

Lors de mon départ pour un séjour d'étude en Europe en 1950, il me semblait que la société canadienne-française, comme on la désignait alors, s'éveillait de sa torpeur séculaire. En 1948, *Refus global* de Paul-Émile Borduas proclame la fin « de l'assassinat massif du présent et du futur à coups redoublés du passé » ; en 1949, la grève de l'amiante semble avoir sérieusement ébranlé la solidité des deux pouvoirs, politique et clérical. Outre ces deux événements sans liens mais apparemment catalyseurs d'un renouveau, l'action de l'institution la plus progressiste d'alors, la Faculté des sciences sociales, s'amplifie. Elle est animée par son dynamique doyen, le père Georges-Henri Lévesque qui soutient fermement le projet scientifique de quelques jeunes professeurs et stimule l'enthousiasme frondeur d'une centaine d'étudiants. En 1950, la revue *Cité libre* est créée avec l'intention, selon Gérard Pelletier, de regrouper « ceux d'une génération dont le tour est venu de s'exprimer ». Je lisais régulièrement, à Londres, cette revue progressiste qu'un ami me prêtait.

Durant mon séjour d'étude de plus de deux ans, je magnifiai ces développements prometteurs qui jusque-là n'avaient guère retenu mon attention. Toute proportion gardée, j'imaginai une similitude entre l'intelligentsia russe de la seconde moitié du XIX^e siècle, qui se porta à l'assaut du tsarisme, et le noyau d'intellectuels contestataires de l'ancien régime québécois du début des années cinquante. Les tactiques frauduleuses auxquelles l'Union nationale eut recours pendant la campagne électorale de 1952 mettaient en relief les aspects rétrogrades de ce parti. Je croyais voir, dans le rejet des pouvoirs, des valeurs et des pratiques dominantes de l'époque de la part de poètes et d'artistes, dans la poussée d'indignation [164] morale qui s'élevait au nouveau *Devoir* de Filion et de Laurendeau, à la *Cité libre* de Pelletier et de Trudeau, à la Faculté des sciences sociales du père Lévesque, à la Confédération des travailleurs catholiques du Canada de Gérard Picard et de Jean Marchand, au mouvement coopératif de Cyrille Vaillancourt, d'Alfred Rouleau et de René Paré et ailleurs, une impulsion comparable à celle qui animait les écrivains russes dissidents. Je croyais noter une analogie entre le climat de quasi-rébellion qu'avait engendré la grève de l'amiante de 1949 et le désarroi populaire consécutif au « dimanche rouge » du 22 janvier 1905 qui vit le tsar Nicolas II faire disperser brutalement les milliers de moujiks et d'ouvriers venus rencontrer leur « petit père » afin de lui faire part de leurs doléances. Car, croyaient-ils jusque-là, « le tsar est bon, ce sont les valets de chenil qui sont méchants ». Cette tragédie accrut l'influence de l'intelligentsia auprès du peuple et déclencha un mouvement général d'opposition au régime tsariste que ce dernier, malgré des efforts louables de réforme, ne parvint pas à endiguer.

En étudiant la littérature russe de la seconde moitié du XIX^e siècle à l'Université Laval sous la direction de mon maître Egbert Munzer, l'ampleur du débat entre les protagonistes d'une accélération du mouvement vers la « modernité » amorcé par Pierre I^{er} et Catherine II dans le dernier quart du XVIII^e siècle (appelés « occidentalistes ») et ceux qui s'inquiétaient pour le destin de l'« âme russe » (dits « slavophiles ») m'avait ébloui. Les uns et les autres dissertaient sur le devenir de leur patrie, du heurt entre les valeurs ancestrales et celles de l'Occident. Leurs propos émanaient d'un souffle créateur qui s'exhala chez Aksakov, Herzen, Pouchkine, Tchernychevski, Tourgueniev, Dostoïevski, Gogol, Tolstoï, Tchekhov, Blok, etc. Orthodoxie et athéisme, monisme et

dualisme, individualisme et collectivisme, moralisme et nihilisme, tous ces courants se heurtaient, parfois chez le même écrivain.

Leurs débats passionnés me fascinaient d'autant plus que le choc intellectuel et affectif ressenti en Europe m'avait conduit à me poser pour la première fois des questions semblables à propos de ma patrie : Qu'était-ce donc qu'un Canadien français ? Comment engager notre société dans la voie de la modernité que mes maîtres m'avaient fait apprécier tout en ravivant les valeurs durables du passé ? Comme l'intelligentsia russe du XIX^e siècle, je m'attendais à ce que les intellectuels canadiens-français des années cinquante discourent à leur tour sur les moyens d'accorder les valeurs et les pratiques nouvelles, également empruntées de l'extérieur et préconisées par certains, à l'héritage de la tradition que d'autres cherchaient à préserver. Des passages innombrables m'avaient frappé dans toutes ces œuvres que j'avais lues, plusieurs me revenaient à l'esprit à mesure que se précisaient mes réflexions sur le Canada [165] français. Mon aversion pour les concepts abstraits se confirma en lisant le propos suivant de Bielinski : « Je ne veux pas du bonheur que l'on m'offre si je ne suis pas au préalable rassuré sur chacun de mes frères, os de mes os, chair de ma chair ²⁴⁷. »

Bielinski ne dénonçait pas la poursuite d'un idéal commun comme principe de l'action, mais l'affirmation que l'idéal puisse être réalisé ici et maintenant dans l'abstrait, c'est-à-dire la courbure que lui impose la philosophie idéaliste hégélienne qui absorbe de façon systématique le réel dans l'idée censée la représenter. « Si les faits ne correspondent pas à l'idée, déplorait Hegel, tant pis pour les faits. »

Dans *Les frères Karamazov*, Dostoïevski développe, dans la légende du grand inquisiteur, une autre idée profondément russe dont je n'ai jamais cessé de scruter le rapport avec notre propre situation : « Un peuple qui craint l'isolement ne peut concevoir que la liberté collective ; la liberté individuelle ne fait pas partie de sa logique. Mais une liberté collective à laquelle la conscience individuelle n'a pas de part s'apparente à l'esclavage. C'est une manière d'esclavage librement accepté. »

²⁴⁷ Alexis Karamazov exprime la même idée lorsqu'il déclare que de voir un enfant pleurer lui a fait retourner à Dieu son billet d'admission pour le ciel.

En un sens, autant notre pauvreté économique dont j'éprouvais moi-même la morsure me paraissait intolérable, autant notre tradition intellectuelle me semblait alors insignifiante. J'approuvais presque en l'adaptant l'exclamation nihiliste de Dmitri Pissarev : « Une bonne paire de bottes vaut mieux que tout Shakespeare. »

Je savais bien que cette contestation naissante que j'applaudissais de loin n'avait ni le souffle ni l'ampleur de celle qu'avait menée l'intelligentsia russe mais, malgré sa taille réduite, je la voyais pourtant déjà gorgée de promesses d'œuvres et de réalisations. Je comprenais que la querelle des anciens et des modernes qui s'amorçait ici ne pourrait provoquer la production d'écrits comparables à tant de chefs-d'œuvre de portée universelle issus de la tension créatrice entre occidentalistes et slavophiles. Mais je m'attendais à ce que les débats débouchassent sur une plus grande ouverture au monde que celle qui existait à mon départ. J'avais, durant huit années consécutives, fréquenté assidûment des maîtres européens : à l'Université Laval, de 1946 à 1948, mon maître allemand Egbert Munzer m'avait adopté au point de m'inviter à résider chez lui ; de 1948 à 1950, jeune professeur que le père Lévesque avait appelé pour « succéder » à Munzer décédé, je m'étais réfugié durant les mois d'été à Harvard où j'avais rencontré des professeurs qui marquèrent les sciences sociales dans les décennies suivantes ; de 1950 à 1952, j'avais vécu, les yeux éblouis d'expériences culturelles et scientifiques, dans quatre pays européens ; de [166] retour à l'Université Laval en 1952, le professeur Aurel Kolnai, d'origine austro-hongroise, qui supervisa les dernières étapes de ma thèse sur l'idéologie nationale-socialiste, me captiva par son esprit fort original et sa culture insondable. À l'été 1954, je fus laissé à moi-même, les mains vides. De longs séjours estivaux à Harvard furent mon seul viatique jusqu'en 1961.

Lorsque la société canadienne-française m'apparut sous son vrai visage, sans écran protecteur, ma déception fut amère. Elle ne découlait pas du fait que les intellectuels se complaisaient à parler d'eux-mêmes, à scruter leurs états d'âme. Certes, ce penchant égocentrique intriguait, choquait des personnes venues d'ailleurs. Laurendeau écrit à ce propos :

J'entends encore deux néo-Québécoises qui nous aiment bien, qui ont épousé des Canadiens français et vivent parmi les intellectuels se dire entre elles : « Ah !, qu'ils cessent, qu'ils parlent d'autre chose. C'est intéressant le Canada français, mais il n'y a pas que ça dans le monde.

Dieu ! qu'ils sont traumatisés, ils n'en sortent pas, ils creusent. Ils sont comme blessés » ²⁴⁸.

Pour moi, qui avais observé ce même comportement chez l'intelligentsia russe du XIX^e siècle, il ne représentait rien d'insolite eu égard aux analogies des situations que j'avais perçues. La raison de ma déception était autre. C'était la pauvreté des sujets de conversation et l'absence d'envergure intellectuelle de nombreux écrits qui me déconcertaient. D'après les échos des débats entre intellectuels progressistes et traditionalistes qui m'étaient parvenus dans la lointaine Europe, je m'étais imaginé que, dans les années cinquante, l'accélération de l'évolution dans les secteurs dynamiques de la société alimenterait les efforts des intellectuels modernistes pour achever la rupture avec une mentalité archaïque et des pratiques socio-politiques autoritaires et arbitraires. Je me voyais déjà plongé dans les prolongements du rejet, quasi nihiliste, de *Refus global* de Borduas en 1948, des idées, des mœurs et des méthodes pédagogiques qu'imposaient les pouvoirs clérical et politique de même que dans ceux de la grève de l'amiante en 1949.

Aucune trace de ces soubresauts de révolte ne me parut avoir survécu dans la mémoire collective. J'eus au contraire l'impression d'une amplification du repliement sur soi sans souci de rejoindre et d'enrichir les valeurs humanistes accréditées ailleurs - repliement que des décennies d'une tradition inerte avaient entretenu. Il me parut également que les contrôles exercés sur la société par les pouvoirs en place s'étaient resserrés au lieu de se distendre. J'éprouvai la sensation que celle-ci s'était emmurée [167] encore plus qu'auparavant. Propos de salon ou de taverne et écrits portaient en majorité sur un thème unique. Duplessis, que les « nouveaux intellectuels » abhorraient et que le peuple persistait à aduler. Les commentaires sur Duplessis n'avaient rien de stimulant pour l'esprit. La plupart ressassaient les aspects superficiels du gouvernement de l'Union nationale et négligeaient de scruter les fondements cléricaux, politiques et culturels de l'ancien régime que Duplessis incarnait et qu'il s'appropriait. Cette ambiance ne pouvait guère inspirer ceux qui espéraient approfondir les valeurs humanistes et trouver un terrain de recherche propice à leur formation artistique, philosophique et scientifique. Cité libre, la Faculté des sciences sociales, dont le dynamisme hors

²⁴⁸ André LAURENDEAU, *Ces choses qui nous arrivent*, p. 31.

les murs allait bientôt décroître, énonçaient des diagnostics corrects de la situation mais avaient encore du mal à scruter les valeurs de remplacement et à définir les idéaux de société qui planteraient ces dernières en sol canadien-français.

Une question se posait à moi : au cours de mon séjour en Europe, j'avais cru percevoir qu'un renouveau de la pensée se dessinait au Canada français. La distance physique ou psychologique m'avait-elle conduit à commettre une erreur d'appréciation ou était-ce plutôt le contexte dans lequel les intellectuels étaient contraints de poursuivre leur réflexion qui me masquait ce renouveau ? Les pouvoirs, dont l'emprise sur la société et l'ensemble de la population était totale, négligeaient ou discréditaient impunément les critiques qui leur étaient adressées et ne ressentaient nul besoin de rajuster les justifications idéologiques sur lesquelles ils s'appuyaient. Les arguments traditionnels n'avaient rien perdu, à leurs yeux, de leur pérennité. Le marasme moral et intellectuel dans lequel ils étaient plongés n'obligeait-il pas ceux qui se heurtaient à ce régime conformiste à concentrer leurs efforts dans la dénonciation de son vide moral et intellectuel, à insister sur sa corruption et son autoritarisme au risque de ne consacrer qu'une portion congrue à l'élévation du niveau de la pensée qu'ils poursuivaient néanmoins comme objectif principal afin qu'émerge une société nouvelle ?

Je mis des années à trancher le dilemme. Ce fut à André Laurendeau que je confiai mon désarroi humain et intellectuel. Je lisais ses écrits, l'avais déjà rencontré et il avait fait une forte impression sur moi. D'une quinzaine d'années mon aîné, il s'était montré attentionné et amical. J'avais pleine confiance en lui. À l'époque, j'ignorais qu'il avait lui-même vécu une épreuve similaire : son témoignage sur son propre retour d'Europe qu'il produisit plus tard est éloquent. À Paris, il avait côtoyé des maîtres, s'était plongé dans une ambiance culturelle qui, lui aussi, l'avait ébloui :

[168]

Soudain vous vous rendez compte que vous êtes entré dans cette vie intense. Intellectuellement, vous participez à cette société mieux structurée, tellement plus riche que la vôtre [...], à ce vaste mouvement qui ne s'arrête jamais et qui commence à vous porter. [L'étudiant] entrevoit la grande aventure intellectuelle. C'est un alcool qui monte à la tête. C'est très fort pour lui. Ses défenses craquent de toutes parts. Il tente en vain de se refaire à mesure une synthèse. Il abandonne la tâche. Il la reprend. Il

grandit [...] Or, là-bas, j'ai mis quelques semaines à m'adapter superficiellement [...] et j'ai mis quatre ou cinq ans à mon retour pour me ré-adapter. Encore certaines cicatrices se rouvrent-elles parfois ²⁴⁹.

Laurendeau comprenait très bien que l'expérience traumatisante qu'il avait vécue à son retour d'Europe était loin de lui être exclusive. Bien d'autres également étaient contraints de la vivre :

Cinéastes, comédiens ou écrivains, sociologues ou médecins, hommes de sciences politiques ou psychologues ; presque tous ils ont le sentiment de consentir un sacrifice. [Ils] savent qu'en acceptant de rentrer chez eux, ils s'amputent d'une partie d'eux-mêmes. Leur décision est prise. Mais l'amertume leur remonte parfois à la bouche ²⁵⁰.

En ce qui me concerne, je mis plus de quatre ans à commencer à me réadapter aux conditions qui existaient alors au Canada français. Je dois à André Laurendeau d'avoir compris que ma place était ici et que j'y vivrais, sinon comblé, du moins rasséréné. À la supplique que je lui adressai en février 1955, de sa fine écriture il me répondit sur-le-champ, se référant implicitement à l'épreuve qu'il avait lui-même traversée. Il m'expliqua mon état d'âme mieux que je n'étais parvenu à le faire moi-même et m'indiqua les voies de solution à mon problème. De Duplessis, il me dit : « Cet homme n'est pas immortel. » Il me suggéra de bien regarder plutôt les êtres et les choses autour de moi. J'y découvrirais, me disait-il, leur vraie valeur qui était plus qu'appréciable. Et je m'y attacherais ²⁵¹.

Ces conseils judicieux dessillèrent mes yeux, me mirent sur la voie d'une juste appréciation de la démarche des « nouveaux intellectuels » et me convainquirent de trouver les moyens de m'éveiller de ma propre léthargie : m'insérer par des écrits dans le mouvement des idées sur notre société et participer à l'action des groupes sociaux par des rencontres, conférences, contributions aux congrès des partis politiques, entrevues à la radio et à la télévision et, bien entendu, par des travaux de recherche sur le terrain. Des échanges suivis avec les animateurs des cercles intellectuels et des contacts intenses avec les dirigeants et les membres des

²⁴⁹ *Ibid.*, p. 141. Sur la vie de Laurendeau durant ses études à Paris de 1935 à 1937, voir : Denis MONIÈRE, *André Laurendeau*, p. 79-103 ; Louis CHANTIGNY, « André Laurendeau à Paris », *L'Incunable*, 18^e année, n° 1, 1984 ; 20^e année, n° 3, 1986.

²⁵⁰ André LAURENDEAU, *op. cit.*, p. 142.

²⁵¹ Léon DION, *Québec 1945-2000, tome I : À la recherche du Québec*, p. 10. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

groupes, les [169] réactions diverses à mes prises de position me firent vite découvrir, à ma grande joie, une fièvre de contestation de l'ancien régime qui, ici et là, débordant la critique superficielle et moralisante, aspirait à nourrir une vie intense de l'esprit. Je compris que le Québec de la fin de la décennie 1950-1959 était de ces lieux et de ces temps engoncés dans l'obscurantisme et l'autoritarisme, sous l'apparence de la respectabilité, qui provoquent l'éveil de la pensée critique et déclenchent des mouvements de réforme radicale. Rassérénié, je vis que les affinités de situation et d'intention avec la Russie tsariste, que j'avais pressenties en Europe, étaient fondées, toute proportion gardée ²⁵².

Pour moi, l'engagement ne découla pas d'un choix délibéré fait durant mes années de formation. J'aurais voulu être philosophe. Il résulta d'une nécessité existentielle. Aujourd'hui, je ne regrette rien. Il a peut-être mieux valu pour moi qu'il en fût ainsi. Je mis peu de temps à saisir que trois tendances idéologiques se disputaient la « bonne » analyse du passé, du présent et de -l'avenir de la société canadienne-française : le traditionalisme, le « transitionnalisme » et le modernisme. Les traditionalistes persistent à percevoir la société à travers le prisme des valeurs et des modes anciens de penser. Les « transitionnalistes » entendent « sauver » les valeurs et les modes de penser anciens tout en reconnaissant l'ampleur de l'évolution socio-économique et en adaptant la terminologie, sinon l'esprit, des disciplines sociales. Les modernistes recherchent dans les sciences sociales les méthodes et les formules permettant d'accorder la société aux exigences des conditions de leur temps. Tout en scrutant le mode de penser et le champ de vision des deux premières tendances, je me rangeai d'esprit et de fait parmi les modernistes que je nomme « nouveaux intellectuels ».

²⁵² Ce passage autobiographique illustre l'état d'âme pitoyable de nombreux « retours » d'Europe de l'époque. Des confidences m'incitent à croire qu'il ne s'est toujours pas complètement dissipé. Avec le temps, une meilleure appréciation des conditions propres au Québec élimine cette impression déprimante et dévoile une société riche en ressources matérielles et humaines et soucieuse de s'ouvrir toujours davantage sur le monde.

QUI SONT LES « NOUVEAUX INTELLECTUELS » ?

[Retour à la table des matières](#)

En 1950, seulement 3% de la population canadienne-française fréquente les collèges classiques et 1%, les universités. Les 4 000 ou 5 000 étudiants universitaires sont d'origines sociales très différentes. Ils sont fils d'ouvriers, de cultivateurs, de gens d'affaires ou de professionnels. La majorité, les plus connus à l'époque peut-être, sont issus des classes moyennes traditionnelles (médecins, avocats, notaires, fonctionnaires) dont, en majorité, ils ont assimilé la culture à défaut d'autres influences. Il est normal qu'eux-mêmes perpétuent cette culture. L'idéologie cléricale et nationaliste [170] qui leur a été inculquée les a marqués pour la vie. Appuyer les pouvoirs en place, c'est pour la plupart d'entre eux contribuer à la perpétuation de leurs idées en même temps que de leurs intérêts.

Les motivations des contestataires de l'ancien régime qui sortent du rang sont des plus diverses. La formation postuniversitaire reçue, la profession et l'expérience personnelle incitent certains, quelques centaines au plus, à s'opposer à Duplessis et, à un degré bien moindre, au cléricalisme. Plus ou moins unis dans l'opposition, ils partagent les mêmes valeurs dans l'abstrait mais leurs applications concrètes de ces valeurs restent vagues et superficielles. La disparition des ennemis communs dans la décennie 1960-1969 fera éclater les divergences irréconciliables couvant sous la braise.

Guy Sorman souligne que « le vrai penseur archétype du XIX^e siècle est un vieil homme ²⁵³ ». Pareil vieil homme nous fit cruellement défaut durant les années cinquante. Au Canada français, chaque génération a ressenti le besoin de rompre avec celle qui l'a précédée, sinon avec l'ensemble du passé. De rares individus survivent à l'oubli mais on les mentionne souvent sans connaître leur œuvre, sans avoir approfondi leur action et sans se soucier des contraintes que leur imposait leur époque. Jean-Charles Falardeau, l'un des rares à s'être appliqué à étudier à fond certains de ces anciens maîtres plus ou moins lointains et plus ou moins modernistes, écrit à ce sujet.

²⁵³ Guy SORMAN, *Les vrais penseurs de notre temps*, p. 17.

Nous savions qu'il y avait eu avant nous beaucoup de pionniers et de Don Quichotte, des précurseurs et des voix dans le désert [...] Nous savions que d'autres, en même temps que nous et par des voies différentes, entreprenaient aussi d'élucider le sens de la pensée sociale de l'Église, d'interroger la société canadienne-française. Mais nous reprenions à notre compte tous ces interrogatoires. Nous avions le sentiment qu'il y avait beaucoup à faire. Nous n'étions pas loin de croire que tout était à recommencer ²⁵⁴.

À l'exception de quelques aînés, les nouveaux intellectuels n'ont pas encore atteint la trentaine ou ne la dépassent guère. Parvenus à l'âge adulte au cours de la Deuxième Guerre mondiale, ils ont grandi durant la Crise économique et l'explosion du fascisme en Europe, conditions qui les ont marqués à des degrés divers. Ils ont souvent été jécistes au collège. La grande majorité habite Montréal, la plupart ont fréquenté l'université. Plusieurs ont poursuivi leurs études à l'étranger. Limités dans leur choix par la guerre qui sévit en Europe, ils se rendent aux États-Unis ou à Toronto. Leurs cadets, redevenus libres de leurs mouvements, préfèrent généralement la France, l'Angleterre (surtout la *London School of Economics*), la [171] Belgique (surtout Louvain), ou la Suisse (Genève). Rares parmi les aînés sont ceux qui terminent un doctorat tandis que les plus jeunes reviennent bardés de diplômes et plus spécialisés. Les uns et les autres sont économistes, sociologues, gens de lettres, quelques-uns sont juristes. Le jugement sur la qualité de leur œuvre au cours de la décennie 1950-1959 doit tenir compte de leur jeunesse. Ce ne sont pas les idées qui leur manquent mais plutôt la profondeur et la sagacité que procure la maturité. C'est là une constatation décevante pour celui qui désire les étudier mais c'est un constat de la réalité à laquelle il doit s'accommoder.

Imaginer que les nouveaux intellectuels eurent des débuts de carrière fulgurants serait s'illusionner grandement. S'adonner à la critique des idées et des pratiques des pouvoirs dominants, c'est s'exposer à se voir refouler à la marge de la société. Ce fut le cas de plusieurs, certains même vécurent dans le dénuement.

Des intellectuels exercent des fonctions plus ou moins précises dans l'action sociale : syndicalisme ouvrier ou agricole, éducation populaire, mouvement

²⁵⁴ Jean-Charles FALARDEAU, « Lettre à mes étudiants à l'occasion des 20 ans de la Faculté des sciences sociales de Québec », *Cité libre*, n° 23, mai 1959, p. 9.

coopératif, journalisme. Les professeurs d'université sont plus nombreux à s'assimiler activement à la tendance critique au fur et à mesure que la décennie s'écoule. Leur jeunesse et la répression des idées un tant soit peu radicales de la part de l'institution universitaire, répression qui pouvait aller jusqu'à l'exclusion, incitent la plupart d'entre eux à se montrer prudents dans leurs propos.

L'un des aînés et le plus prestigieux professeur, à la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval comme à l'extérieur, Maurice Lamontagne, aurait sans doute été contraint de prendre la porte de sortie s'il ne l'avait pas fait lui-même à la suite de la publication de son ouvrage *Le fédéralisme canadien*, lequel ne contient pourtant aucun commentaire inconvenant pour l'université. L'auteur fait montre de la « témérité » impardonnable d'exposer une conception du fédéralisme canadien qui prend le contre-pied des idées reçues. Dans son fond plus centralisateur que ne le tolère le gouvernement Duplessis, l'ouvrage définit entre autres le principe du retrait facultatif (*opting out*) des provinces des programmes fédéraux, formule dont le gouvernement Lesage et ceux qui suivirent tireront un profit bien plus considérable que ne l'avait permis la politique de l'autonomie de Duplessis et des gouvernements antérieurs.

Avant 1950 il y avait eu des intellectuels formés aux disciplines scientifiques et sociales. Les noms de Léo Pariseau, Alexandre Vachon, Étienne Parent, Adrien Pouliot, Jacques Rousseau, Maurice Barbeau, Pierre Dansereau, Georges Maheux, Cyrias Ouellet, le frère Marie-Victorin, Armand Frappier, Édouard Montpetit, Esdras Minville, Jean Bruchési, Errol [172] Bouchette, Léon Gérin, Richard Arès, Olivier Maurault viennent spontanément à l'esprit. Chacun se restreignait à sa sphère d'activité sans avoir le sentiment d'être partie d'une collectivité homogène, d'un groupe. Personnages de transition incomplètement affranchis de la tradition, la plupart influencèrent peu les nouveaux intellectuels qui d'ailleurs, à l'exception de Jean-Charles Falardeau et de Maurice Tremblay, négligèrent de les lire après leurs études collégiales tout en les mentionnant au passage dans leurs écrits. Certains d'entre eux, surtout ceux qui avaient épousé dans leur jeunesse la cause de mouvements traditionalistes - ainsi les Jeune-Canada - vont dans les années cinquante joindre les rangs des nouveaux intellectuels. D'autres serviront parfois les intérêts de Duplessis et recevront d'importantes subventions, feront des recherches ou participeront à des commissions d'enquête pour le compte du gouvernement.

Duplessis était-il anti-intellectuel ? Il encourage financièrement et autrement des scientifiques à poursuivre leurs recherches et à fonder des institutions. À l'occasion, gens de théâtre et romanciers (entre autres Gratien Gélinas, Roger Lemelin, Gabrielle Roy) lui témoignent du respect, voire de l'admiration. Il distribue, mais de façon discréditoire et par l'intermédiaire de ses députés, des bourses aux étudiants d'université. Il fait appel à des intellectuels qui, sans être serviles, publient des ouvrages ou adoptent des positions qui lui agréent. D'autres lui offrent de le servir en tant que fonctionnaires, membres de commissions ou de comités d'étude ou propagandistes. Il n'a que l'embarras du choix. Le maître à penser des nationalistes traditionalistes de l'époque, l'abbé Groulx, est à ses yeux trop « extrémiste » pour lui convenir sans restrictions : il voit en lui un doctrinaire dont il se méfie et son influence, particulièrement auprès des jeunes, porte ombrage aux ecclésiastiques.

Duplessis se targue donc avec raison de ne pas avoir tous les intellectuels contre lui. Il dit que seules les « têtes brûlées », les « joueurs de piano », les « poètes » qui sont formés aux disciplines sociales lui sont opposés : « Il voyait en eux, écrit Saint-Aubin, des adversaires qui, éventuellement, pourraient combattre l'Union nationale. Pour ridiculiser les intellectuels, il disait parfois : « Moi, j'ai les deux pieds sur terre » ²⁵⁵. »

C'est aux spécialistes des sciences humaines que Claude Ryan fait référence quand il écrit :

Duplessis était [...] foncièrement anti-intellectuel. Les intellectuels, surtout ceux qui œuvraient dans les nouvelles disciplines sociales et dans les arts, étaient à ses yeux des dilettantes ; peu d'entre eux trouvèrent au sein de son gouvernement des chances de se rendre utiles au Québec. Il voua une [173] antipathie toute spéciale à cet égard au père Georges-Henri Lévesque, dominicain, à la Faculté des sciences sociales de Laval et au *Devoir* ²⁵⁶.

Les nouveaux intellectuels ne représentent qu'une fraction de tous ceux qui ont reçu une formation poussée. Ils sont calomniés basement par des ambitieux : l'« intégriste » Marcel Clément, Léopold Richer, Robert Rumilly, François-Albert

²⁵⁵ Bernard SAINT-AUBIN, *Duplessis et son époque*, p. 256.

²⁵⁶ Claude RYAN, *Le Devoir*, 9 sept. 1977, cité dans Bernard SAINT-AUBIN, *op. cit.*, p. 256.

Angers et bien d'autres. Ces derniers n'occupent pas à l'époque le devant de la scène mais, par leurs idées et leur soutien des pouvoirs, ils voilent la réalité d'une société depuis longtemps figée. Jean-Marie Nadeau fustige ces personnes qui, mues par l'appât du gain et de l'influence sinon par la conviction, remplissent le rôle d'« intellectuels de service » du gouvernement Duplessis et il décrit le sort qui leur est réservé :

[Les grands argentiers] se servent de quelques intellectuels domestiqués ou non avant et après la campagne électorale. Il faut bien de l'artillerie verbale et écrite ! La propagande, pensez donc ! Les intellectuels fonctionnent et, souvent, emportés par leur zèle, ils croient qu'enfin l'heure de la libération et des réformes est venue. Ils osent beaucoup dire et promettre ! [...] On rassurera les bailleurs de fonds en promettant de les liquider le moment venu ou de les neutraliser. Les empêcher de nuire. C'est ce qui arrive, soit qu'on donne aux intellectuels l'occasion de passer à la caisse, soit qu'on les case, qu'on les mette dans une niche, soit même quand ils ne sont pas trop dangereux, qu'on les laisse tout simplement tomber dans le ruisseau ²⁵⁷.

Les noms de bien des intellectuels qui appuyèrent à des degrés divers les idées et les pratiques des pouvoirs sont tombés dans l'oubli mais certains sont encore reconnus aujourd'hui pour la pertinence de leurs œuvres, entre autres Robert Rumilly et François-Albert Angers.

Robert Rumilly fut un écrivain de qualité. Son œuvre est colossale : *Histoire de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, des patriotes au fleurdelisé, 1834-1948*, *Histoire de Montréal* (5 vol.), *Histoire de la province de Québec* (41 vol.), *Maurice Duplessis et son temps* (2 vol.), etc. Il ambitionnait d'être dans les bonnes grâces de Duplessis dont il ne cessait de vanter les mérites. Duplessis resta sourd à ses attentes : trouvait-il sa personnalité trop tranchante ? Rumilly s'est malencontreusement dégradé par la publication d'un petit livre dans lequel il rassemblait ses incessantes dénonciations des nouveaux intellectuels en leur accolant l'étiquette de « gauchistes ²⁵⁸ ». Les gauchistes, c'étaient à ses yeux tous ceux qui déviaient de la « droite » française et canadienne-française et s'opposaient à Duplessis : les collaborateurs de la revue *Esprit*, de *Cité libre*, les

²⁵⁷ Jean-Marie NADEAU, *Carnets politiques*, p. 69-70 (entrée du 7 mai 1954).

²⁵⁸ Robert RUMILLY, *L'infiltration gauchiste au Canada français*.

journalistes [174] du *Devoir*, de *Vrai*, les membres du Rassemblement, les participants de l'Institut canadien des affaires publiques, la Cooperative Commonwealth Federation (CCF), la Confédération des travailleurs catholiques du Canada, la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval, etc.

Conspué à l'époque pour son corporatisme, son obsession de l'autonomie de la province de Québec, sa passion pour l'ethnie canadienne-française et ses attaques virulentes visant des personnes, tel le père Georges-Henri Lévesque ²⁵⁹, François-Albert Angers est aujourd'hui, à l'âge de 82 ans, vénéré par une partie de la jeunesse qui découvre une profonde similitude entre son aspiration nationaliste et indépendantiste et la leur, et respecté du Parti québécois qui a puisé bien de ses idées dans son œuvre. Aujourd'hui comme hier, je désavoue sa conception du Québec mais conserve la haute considération que j'éprouvais à son endroit lorsqu'il initia le collégien que j'étais au début des années quarante aux problèmes de la coopération et de l'économie à l'aide d'articles parus dans *L'Action nationale* et *L'Actualité économique* ²⁶⁰.

François-Albert Angers a bien saisi ce qui distingue les « transitionnalistes » des modernistes. Dans un texte récent, il définit la nature exacte du conflit qui opposa dans les années cinquante l'École des hautes études commerciales de Montréal et la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval. Dès les années trente et au cours de la décennie suivante, des professeurs de l'École - Édouard Montpetit, Esdras Minville, Angers lui-même - avaient clairement saisi la portée socio-économique de l'industrialisation et de l'urbanisation qui s'accéléraient au Canada français et ils avaient beaucoup écrit sur ce sujet. Ils appréhendaient les conséquences désastreuses de cette évolution sur nos traditions religieuses et nationales tandis que les professeurs de l'Université Laval ne se souciaient guère de ces traditions ou estimaient même que leur perte serait bénéfique. Écoutons les précisions que tient à apporter Angers sur ce conflit :

Je ne saurais donc laisser passer sans rectification la généralisation sommaire qui voudrait établir, entre la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval et l'École des hautes études commerciales, la distinction que l'une aurait assumé seule le « questionnement de la religion » alors

²⁵⁹ François-Albert ANGERS, « Deux modèles d'inconscience : le Premier Saint-Laurent et le Commissaire Lévesque », *L'Action nationale*, vol. XLI, nov. 1951, p. 180-210.

²⁶⁰ Sur la vie et l'œuvre de François-Albert Angers, voir John GRUBE, *Bâtitteur de pays*.

que l'autre aurait plutôt mobilisé la religion au service de la « cause nationale » [...] À la Faculté des sciences sociales de Laval, ce sont les règles des nouvelles méthodologies en voie de développement aux États-Unis, basées sur les hypothèses de travail et les constructions plus abstraites, qui caractériseront les travaux scientifiques poursuivis . [...] Cette conception de l'évolution des idées et des préoccupations sociales au Canada français [...] [175] marque bien la grande rupture qui s'est produite, précisément à cette époque, entre deux générations. La nouvelle, qui non sans un semblant de raison, estime que tout commence avec elle et qu'il n'existe rien de valable en deçà, et les générations antérieures qui, sans doute moins outillées, avaient quand même laissé certains travaux. Ceux-ci méritaient certainement mieux que l'oubli ou le mépris dans lesquels on les a tenus pendant de nombreuses années [...] La différence entre les deux générations n'est pas dans la conscience du fait [de l'industrialisation et de l'urbanisation], de son importance et des changements qu'il apporte ou est susceptible d'apporter dans les valeurs de base de la société canadienne-française. Elle est dans l'attitude en quelque sorte affective puis politique que chacune des générations prendra devant la situation nouvelle [...] l'attitude des anciens face aux phénomènes analysés provenait en bonne partie de leur attachement aux valeurs traditionnelles et du souci de formuler des politiques qui en permettraient la sauvegarde. Mais on peut également prétendre non sans raison que les conclusions des générations nouvelles en faveur d'une nouvelle vision de la société canadienne-française accordée aux transformations acceptées de la société telles quelles, venaient également en bonne partie de leurs désirs de voir émerger cette nouvelle vision à l'encontre de la perpétuation des valeurs traditionnelles ²⁶¹.

Héritiers intellectuels plus ou moins conscients de laïcs et, peut-être davantage d'ecclésiastiques clairvoyants ou en rupture de ban avec les pouvoirs dominants, les nouveaux intellectuels ne pourraient probablement pas s'exprimer comme ils le font si les clercs ne leur avaient pas ouvert la voie et sans la présence de nombre d'entre eux dans leurs rangs, sans leur caution morale et leur soutien affectif. Non seulement ces derniers occupent des postes de direction dans les institutions au sein desquelles ils œuvrent, comme l'université, le mouvement coopératif et même le syndicalisme, mais leur contribution à la maturation de la pensée des nouveaux intellectuels laïques est de première importance.

²⁶¹ François-Albert ANGERS, « Témoignage », dans George-Henri LÉVESQUE et collab. (dir.), *Continuité et rupture*, p. 122, 123, 124 et 125.

Une liste exhaustive de ces clercs « transitionalistes » qui, dans certains cas, deviennent modernistes, serait imposante. Elle comprendrait les noms d'Alexandre Vachon, Georges Gauthier, Olivier Maurault, Rosario Benoît, Léo Morin, Norbert Lacoste, Georges-Henri Lévesque, Noël Mailloux, Jacques Cousineau, Gérard Dion, Louis O'Neill, André Legault, Jean-Paul Desbiens et combien d'autres ! Sans eux, sans surtout ceux qui exercèrent des fonctions officielles comme recteurs, doyens, aumôniers, même à l'occasion évêques, bien des intellectuels laïques soucieux de tracer pour le Canada français des voies vers la modernité auraient eu la partie encore moins facile ou se seraient vu privés de toute liberté d'expression. Le cas de la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval est exemplaire. Grâce à la présence d'un doyen religieux, le père Georges-Henri Lévesque, bien des harcèlements contre des professeurs [176] de la part de la direction de l'Université Laval furent atténués et éliminés en douceur. Il parvint à empêcher la main lourde des pouvoirs de s'abattre sur des délinquants. Ainsi en 1949, Guy Rocher, alors étudiant, fut menacé d'expulsion en raison d'une souscription en faveur des grévistes de l'amiante dont il était l'initiateur. N'eût été la menace de Gérard Pelletier de dénoncer cette avanie dans *Le Devoir*, le père Lévesque lui-même ne serait probablement pas parvenu cette fois à empêcher le recteur Vandry de poser ce geste indigne ²⁶².

Le père Lévesque quitte son poste de doyen en 1955. Durant les 17 années de son mandat, un noyau de professeurs soucieux d'un enseignement scientifique et progressiste s'est formé. La faculté cesse d'être considérée comme une institution de combat contre Duplessis, voire contre l'Église. Les professeurs s'orientent de plus en plus vers la recherche empirique et l'analyse et délaissent en bonne partie les débats publics. Le recteur, M^{gr} Alphonse-Marie Parent déclare après le départ de Duplessis : « L'Université n'a pas à se soumettre à la politique. » Dès sa nomination, il se révèle plus ferme vis-à-vis du pouvoir politique. Il est évident aux yeux de tous qu'il lutte pour l'instauration d'un climat de liberté à l'université et que sa personnalité est assez forte pour le sauvegarder. Dans toute grande organisation, des personnes sont - ou s'estiment - victimes de discrimination. M^{gr} Parent, personne en apparence bourrue mais en réalité affable et même timide, n'apprécie pas l'obséquiosité, d'où qu'elle vienne. Un professeur, même un doyen, peut être agnostique sans crainte de sanction pourvu qu'il ne soit pas militant.

²⁶² Voir Georges-Henri LÉVESQUE, *Souvenances*, tome II : *Remous et éclatements*, p. 30.

C'est le cas du doyen Cyrias Ouellet, l'un de ses amis intimes. Mais les « têtes fortes », les indisciplinés, à l'université ou au sein des facultés, n'ont pas la vie facile dans les premières années de son mandat.

M^{gr} Parent use d'une tactique originale et fort efficace à laquelle il prête sans doute des effets salutaires pour ceux contre lesquels il estime devoir s'en servir. Il renvoie verbalement un professeur mais aucune lettre ne confirme l'expulsion et le professeur reste en poste. Rencontrant par la suite ce professeur, il lui dit d'un ton sévère : « Vous êtes encore là ? », et le professeur de répondre : « J'attends toujours une lettre officielle de votre part confirmant mon renvoi. » Le recteur Parent termine alors cet échange en disant : « Bon, cela va pour cette fois ²⁶³. » Doué d'une mémoire phénoménale, [177] il semble par la suite avoir oublié ces incidents et redevient l'amical recteur dont se souviennent avec émotion ceux qui l'ont connu.

Je crus un jour que mon tour était venu. C'était à l'automne de 1958. Quatre « étudiants ²⁶⁴ » soviétiques venus rencontrer leurs pairs de certaines universités nord-américaines arrivèrent à l'Université Laval. L'exécutif de l'Association générale des étudiants m'avait demandé d'assister à la rencontre afin d'amorcer l'échange de vues entre eux et les Soviétiques. Les exposés de ces derniers comportaient des erreurs d'analyse du marxisme-léninisme. Plutôt que de contredire leurs énoncés au nom de l'Église, je relevai leurs erreurs théoriques, procédé qui les cloua sur place au grand plaisir des nombreux étudiants présents ²⁶⁵. Le lendemain matin, je fus mandé au bureau de Mgr Parent. Je

²⁶³ Tous ne bénéficièrent pas de ce paternalisme bienveillant. Le professeur agrégé d'origine austro-hongroise, Autel Kolnai, n'eut pas la même bonne fortune. En 1956, M^{gr} Parent lui signifia sa révocation sans appel pour des motifs auxquels Duplessis était étranger. L'université opposa aussi un refus catégorique à la venue de professeurs à la Faculté des sciences sociales, dont Marcel Rioux. L'Université de Montréal adopta la même attitude pour Marcel Rioux et Pierre Trudeau. Elle les admit en 1961 avec l'assentiment du cardinal Léger.

²⁶⁴ Je mets « étudiants » entre guillemets en raison du fait qu'ils étaient plus âgés que moi. À l'époque, j'avais 35 ans.

²⁶⁵ Ce procédé me servit pour mon enseignement à la suite de l'inauguration de l'Université du Québec à Montréal en septembre 1969. Le recteur, Léo Dorais, me demanda de venir épauler un corps professoral déficient en nombre. Mon cours porta sur les forces politiques en régime démocratique. Dès le début de mon premier exposé, des étudiants m'interrompirent en argumentant que mes propos divergeaient avec tel ou tel point de la théorie marxiste. Comme ils étaient de récents convertis au marxisme sans l'avoir étudié, il me fut facile de rectifier à partir des écrits de Marx. De nombreux étudiants présents éclatèrent de rire lorsque je déclarai à l'un de mes « contestataires » que la citation dont il se

savais pour quel motif : des émissaires l'avaient mis au courant de mes propos. À ma grande surprise, au lieu de la semonce attendue, il me félicita de mon intervention. Que j'eusse rectifié le marxisme-léninisme dans son fond plutôt que de le dénoncer d'un point de vue doctrinal, cela n'importait apparemment pas pour lui. Le danger qu'il avait redouté était écarté : les « étudiants » soviétiques avaient échoué dans leur tentative d'endoctrinement des étudiants catholiques de l'Université Laval.

La plupart des jeunes professeurs, à l'Université Laval et à l'Université de Montréal, reçoivent le concours apprécié de maîtres non canadiens-français, parfois des Canadiens anglais, le plus souvent des étrangers, Américains ou Européens. Ils permettent le démarrage de disciplines [178] scientifiques : ainsi Franco Rasseti pour les sciences naturelles ; Horace Miner et Everett Hughes pour la sociologie ; Charles de Koninck pour la philosophie. Le père Ignatius Eschmann, Egbert Munzer, Aurel Kolnai, le dominicain Thomas Delos et bien d'autres marquent de façon indélébile la formation intellectuelle de nombreux étudiants. Ceux d'entre eux qui poursuivent leurs études à l'étranger tirent un profit inestimable de leurs contacts, parfois intimes, avec des maîtres parmi les plus réputés de l'époque.

Les nouveaux intellectuels se répartissent en trois catégories : artistes et poètes de la dissidence culturelle, sociale et politique ; spécialistes des sciences humaines et journalistes, analystes et critiques de l'ancien régime et hérauts d'un nouveau projet de société ; intellectuels engagés dans l'action communautaire, syndicale et institutionnelle.

Dans la première catégorie figurent, entre autres, Paul-Émile Borduas, Roland Giguère, Alain Grandbois, Gilles Hénault et Paul-Marie Lapointe ²⁶⁶.

servait pour me confondre était tirée non de Marx mais de l'encyclique *Rerum novarum*, de Léon XIII (1891). (Plusieurs adeptes du marxisme étaient d'anciens religieux.) Mes réponses énoncées en toute sérénité me méritèrent l'estime de ces étudiants qui, par la suite, assaillirent mon bureau pour que je leur explique des points pour eux obscurs du marxisme et du léninisme dont ils avaient fait leur doctrine sans les connaître convenablement.

²⁶⁶ Richard GIGUÈRE, *Exil, révolte et dissidence*, p. 163-222. L'auteur montre la grande similitude d'esprit et de thématique entre eux et les poètes canadiens-anglais de la dissidence : Patrick Anderson, Louis Dudek, Irving Layton, Patricia Kathleen Page, Francis Reginald Scott et autres. Malheureusement, il n'y eut pas d'influence mutuelle parce qu'ils ne se fréquentaient pas.

Journalistes et spécialistes des sciences sociales constituent les intellectuels de la seconde catégorie. Ils préconisent la transformation de la société par l'analyse et la critique : mentionnons, parmi bien d'autres, Gérard Bergeron, Michel Brunet, Fernand Dumont, Jean-Charles Falardeau, Gérard Filion, Jacques Hébert, Maurice Lamontagne, André Laurendeau, Gérard Pelletier, Guy Rocher, Claude Ryan, Francis R. Scott, Charles Taylor, Pierre Trudeau et Pierre Vadeboncœur.

Enfin, des intellectuels impriment leur marque à un secteur d'activité : Georges-Henri Lévesque à l'université, Jean-Marie Nadeau, Maurice Sauvé et Jean-Louis Gagnon en politique, Jean-Guy Cardinal, Ignace Deslauriers et Édouard Desjardins dans les professions libérales, Jean Marchand au sein du syndicalisme, etc.

Les intellectuels de la deuxième catégorie se démarquent les uns des autres de diverses manières : par l'âge, André Laurendeau approche de la maturité tandis que Fernand Dumont ne revient de ses études en France qu'en 1954 ; par la formation, Bergeron est politologue, Brunet historien, Filion économiste, Falardeau sociologue, Lamontagne économiste, Laurendeau littéraire, Scott spécialiste en droit constitutionnel, etc. Certains n'ont suivi que des cours libres à l'université, plusieurs ont obtenu le baccalauréat ou la maîtrise, quelques-uns ont poussé leurs études jusqu'au [179] doctorat. Des liens les unissent fermement aux intellectuels engagés dans l'action. Ils se font par contre un tort immense en ne jetant pas de ponts entre eux et les artistes et poètes dissidents. Ils se privent d'une source intarissable d'enrichissement. La transposition sociologique de leurs idées qu'ils auraient pu effectuer aurait procuré une plus large audience aux intuitions poétiques et peut-être accéléré l'évolution des mentalités.

Identifier certains chefs de file ne peut être qu'un exercice subjectif mais néanmoins instructif. Il nous fait prendre conscience de la variété des personnalités qui se côtoyaient à l'occasion de forums de réflexion et aussi dans la vie courante. Il est impossible d'évoquer la carrière de tous, je me contenterai d'esquisser le cheminement de quatre d'entre eux : Maurice Lamontagne, Jean Marchand, André Laurendeau et Pierre Trudeau. Le destin des trois premiers fut tragique, celui du quatrième est incertain.

Maurice Lamontagne

[Retour à la table des matières](#)

Selon moi, le plus prometteur des nouveaux intellectuels fut Maurice Lamontagne. Dès 1952, en collaboration avec Albert Faucher, il écrit un texte qui marque la voie à une analyse savamment documentée laquelle, si elle avait été poursuivie dans les années subséquentes, aurait fait progresser à pas de géant notre connaissance empirique des tendances socio-économiques en cours de la société québécoise ²⁶⁷. En 1954, il suscite la fondation de l'Institut canadien des affaires publiques à l'exemple du *Canadian Institute of Public Affairs* créé au Canada anglais quelques années plus tôt. Dès 1954, il prononce l'une des meilleures conférences de la première session tenue à Sainte-Adèle sur le thème de la démocratie. Une deuxième conférence ayant pour sujet l'éducation, prononcée en 1956, est également remarquable. Il est surtout l'auteur d'un ouvrage, le plus percutant de la décennie, sur le fédéralisme canadien ²⁶⁸. Il y propose la création d'un Conseil économique et énonce des principes qui seront la base de la politique économique des années soixante, notamment les paiements de péréquation et le retrait facultatif (*opting out*) d'une province des programmes fédéraux, avec pleine compensation financière. Sa conclusion exprime la pensée quasi officielle de la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval d'alors puisqu'elle est partagée par son doyen, le père Georges-Henri Lévesque : « En somme, le dilemme qui se pose à la province de Québec n'appelle qu'une solution : l'intégration lucide au nouveau fédéralisme canadien ²⁶⁹. »

[180]

Il avait auparavant résumé sa pensée dans une formule lapidaire : « Autant de décentralisation que possible, mais autant de centralisation que nécessaire ²⁷⁰. »

²⁶⁷ Albert FAUCHER et Maurice LAMONTAGNE, « *History of Industrial Development* », dans Jean-Charles FALARDEAU (dir.), *Essais sur le Québec contemporain*, p. 24-37. [Texte disponible en version française dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT]

²⁶⁸ Maurice LAMONTAGNE, *Le fédéralisme canadien*.

²⁶⁹ *Ibid.*, p. 295.

²⁷⁰ *Ibid.*, p. 100.

Les partisans de l'autonomie provinciale se ruent à l'attaque de cet ouvrage qui prône un « fédéralisme coopératif » et qu'ils jugent être une apologie de la centralisation. Aux yeux des nationalistes, anciens et nouveaux, l'expression « intégration lucide » au fédéralisme n'est qu'un slogan qui camoufle un « suicide national ». André Laurendeau condamne le livre avant même sa publication. Sur les ondes de Radio-Canada, Michel Brunet stigmatise le « renégat » : « Le plus grave reproche qu'on puisse adresser à Monsieur Lamontagne, c'est d'avoir oublié qu'il est un Canadien français du Québec. »

Gérard Filion consacre à ce livre quatre longs éditoriaux : même interprétation douteuse du fédéralisme, même ironie envers l'auteur. Filion, à son habitude, écrit « à la hache », cette fois sans bonheur : « Que dira-t-on dans vingt-cinq ans du livre de M. Lamontagne, si on en parle encore ? On trouvera probablement que l'auteur a mis beaucoup de talent à bâtir une thèse politique avec des matériaux économiques. Pour ce qui est de l'esprit qui l'anime, on trouvera que c'est du meilleur abbé Maheux. » (L'abbé Maheux était reconnu comme fédéraliste à tous crins.)

Pierre Trudeau, au contraire, tout en notant qu'il y a dans ce livre « du bon, du mauvais et de l'indifférent », écrit qu'il s'agit d'« un livre parfaitement serein et remarquablement intelligent sur le fédéralisme canadien [...] Monsieur Lamontagne est le premier à publier en français un livre qui examine le fédéralisme canadien à la lumière de la science économique moderne, et c'est là surtout que son travail a une grande valeur. Puis Trudeau commente : « Les circonstances ont fait de lui l'homme d'un seul livre ; [...] je ne saurais le lui reprocher : il vivait dans une province où les professeurs n'ont - hélas ! - ni le droit ni les moyens de penser tout haut ²⁷¹. »

On attribue à ce livre la raison du départ de Maurice Lamontagne de la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval en 1954, l'année de la publication. Une fois de plus, le père Lévesque doit se porter à la défense de l'un de ses professeurs

²⁷¹ Pierre Elliott TRUDEAU, « De libro, tributo... et quibus aliis », *Cité libre*, n° 10, oct. 1954, p. 1-16, reproduit dans Pierre Elliott TRUDEAU, *Le fédéralisme et la société canadienne-française*, p. 63-78. Trudeau ne prend pas parti sur le fond idéologique du livre de Lamontagne. Pour ma part, j'estimais que les balises proposées au « nouveau » fédéralisme, loin d'accentuer la centralisation, procuraient aux provinces des moyens d'accroître leur autonomie. Au début des années soixante, le gouvernement Lesage exploitera à l'avantage du Québec la clause de retrait facultatif des programmes fédéraux.

auprès du recteur Vandry, [181] Duplessis ayant demandé son renvoi ²⁷². Il est probable que Lamontagne aurait dû quitter l'université à la suite de la publication de son livre mais d'autres raisons contribuent à son départ. Dans les années précédentes, il avait travaillé durant les mois d'été dans la fonction publique fédérale. De jeunes mandarins, dont Robert Bryce, l'avaient remarqué et le pressaient de se joindre à eux en permanence. Le premier ministre Saint-Laurent, Jean Lesage et le père Lévesque le conseillent en ce sens. D'autres motifs expliquent également sa décision. Il estime que la persécution à laquelle la faculté est soumise l'empêchera de continuer à remplir son rôle d'analyste et de critique de la société et il en conclut qu'il n'a d'autre choix que de trouver refuge à l'Université d'Ottawa. Lui-même, à cette époque, n'aime guère l'enseignement : « On serait bien à l'Université si ce n'étaient des étudiants ! » plaisante-t-il. En classe, il transpire l'indolence. Son enseignement convainc par la maîtrise de la dialectique plus que par la qualité de ses exposés. Sa formation thomiste au Séminaire de Rimouski et à l'Institut des dominicains d'Ottawa, à l'instigation de M^{gr} Courchesne, déteint sur son cours de théorie économique. Il puise dans le keynésianisme, qu'il connaît à fond, avec le même esprit dogmatique qu'il puisait naguère dans le thomisme.

Il est tout d'abord nommé sous-ministre adjoint de Jean Lesage aux Ressources nationales et aux Affaires du Nord, puis conseiller économique au Conseil privé. Le déroulement de sa carrière l'entraîne naturellement vers la politique active. En 1958, il se porte candidat dans le comté de Québec-Est, forteresse libérale ayant élu deux hommes politiques prestigieux : Ernest Lapointe et Louis Stephen Saint-Laurent. À la sortie de la cérémonie d'investiture, les électeurs libéraux (dont plusieurs viennent de la partie basse, plus pauvre, de la circonscription, le quartier de Limoilou, qui avaient boudé en majorité les urnes aux élections précédentes), déroutés par le discours « académique » de leur candidat, hochent la tête et murmurent : « Avec lui on a perdu le comté. » Ils ont raison. Le candidat conservateur, Yvon R. Tassé, est élu avec une faible majorité. À la télévision le soir même, Lamontagne se montre vindicatif, se révélant ainsi un piètre politicien. Il s'en prend à Duplessis à qui il attribue sa défaite et le qualifie de « sinistre vieillard ». Il oublie que ces mêmes électeurs ont voté pour

²⁷² Georges-Henri LÉVESQUE, *op. cit.*, tome II, p. 103. Lamontagne partageait entièrement les idées du père Lévesque qui avait à son endroit une estime et une confiance illimitées.

l'Union nationale aux quatre élections provinciales précédentes. La défaite de 1962 dans le même comté est encore plus cuisante : le créditiste Robert Beaulé est élu avec une majorité de près de 10 000 voix. En guise d'autopsie de cette deuxième défaite, il écrit un mémoire qui ne sera jamais publié dans lequel il attribue la fulgurante montée du Crédit social [182] au Québec à la politique « de grandeur » de Jean Lesage et prédit un regain prochain de l'Union nationale parce que ce parti se tient près du peuple et comprend ses besoins. Ce n'est qu'en 1963 qu'il parvient à se faire élire dans Outremont, gagné d'avance à tout candidat libéral. Le premier ministre Lester B. Pearson le nomme président du Conseil privé en 1963 puis secrétaire d'État en 1964.

Jean Lesage, peu après son élection comme premier ministre, lui demande de l'aider à préparer le mémoire du gouvernement québécois qui sera présenté à la conférence fédérale-provinciale du 20 juillet 1960. Georges-Émile Lapalme, qui pourtant n'appréciait guère Lamontagne et le considérait comme trop centralisateur, relate cet épisode :

Je ne me rappelle plus à quel instant il demanda à Maurice Lamontagne, alors conseiller du premier ministre fédéral, de préparer l'ensemble de notre mémoire [...] Si je me souviens bien, les fameuses contrepropositions provinciales furent les premières jamais présentées à Ottawa. Nous en devons l'essentiel à Maurice Lamontagne. Le reste nous le devons à ce qui était l'enthousiasme et la nouveauté ; car en ce moment de notre pouvoir tout nouveau, nous ne doutions aucunement d'un avenir infini et indestructible. Jean Lesage prend stature d'homme d'État à Ottawa, d'où il était sorti deux ans plus tôt [...] Cette conférence de juillet 1960, à Ottawa, fut à mon avis le fait d'où a pu partir l'ère québécoise [...] Tout le monde sait le rôle du premier ministre Jean Lesage mais qui a connu le passage de Maurice Lamontagne dans les revendications du Québec en 1960 ²⁷³ ?

Le mémoire de Québec reprend les principes énoncés dans *Le fédéralisme canadien*. La conférence les adopte et ils deviennent la base de la politique économique du gouvernement fédéral.

Les belles qualités personnelles de Lamontagne le desservent en politique. Il est d'une fidélité indéfectible dans ses amitiés, par exemple à l'endroit du père

²⁷³ Georges-Émile LAPALME, *Mémoires*, tome III : *Le paradis du pouvoir*, p. 30-33.

Lévesque. Mais il peut être vindicatif au point de tenir des propos blessants au sujet de ceux qui lui sont le plus chers, paroles qu'il regrette ensuite amèrement. Persuasif dans ses échanges entre pairs, mal à l'aise en public, il accepte mal la contradiction. Il préfère la fréquentation de ceux qui se soumettent à son autorité. En politique, il s'entoure d'amis et son tempérament le porte à influencer les responsables des décisions plutôt que de chercher à occuper lui-même des postes-clés. En présence du public et des médias, il se révèle froid et distant, ce qui le desservira durant la crise personnelle qui entraînera sa perte.

Lamontagne présente en 1963 à la Chambre des communes le projet de loi qui crée le Conseil économique du Canada. C'est également lui qui convainc le premier ministre Pearson de créer la Commission [183] royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, rédige l'essentiel de son mandat et persuade André Laurendeau d'en accepter la coprésidence avec Davidson Dunton. Un malencontreux faux pas le force à démissionner comme secrétaire d'État le 26 janvier 1966. Le soir même, il trouve refuge auprès de quelques membres de la Commission - dont j'étais - réunis au Cercle universitaire d'Ottawa. Dans son journal [...], Laurendeau raconte en détail ces heures émouvantes et conclut : « Quoi dire ? Ce qui l'a vaincu, ce n'est pas la mesquine aventure des meubles, c'est son propre tempérament : sa difficulté à prendre des décisions, à communiquer, sa tendance à s'entourer de *yes men*, quelque chose d'indéfinissable qui fait de lui un homme sympathique et un politicien déplorable ²⁷⁴. »

Moins vindicatif, le père Lévesque est également d'avis que la politique active ne convenait pas au tempérament de Lamontagne.

Il n'aurait jamais dû se laisser entraîner dans la politique active. Autant se sentait-il à l'aise et puissant dans les batailles idéologiques et les débats de grande politique, autant se trouvait-il démuni, malhabile et désarmé devant la mesquinerie, les bassesses et la perfidie des petites luttes électorales et partisans ²⁷⁵.

Au décès de Lamontagne, le premier ministre Trudeau exprima la même idée : « Il a reçu plus que sa part des coups dans une arène où la droiture et la noblesse

²⁷⁴ André LAURENDEAU, *Journal* [...], p. 349.

²⁷⁵ Georges-Henri LÉVESQUE, « Maurice Lamontagne (1917-1983) », *Proceedings of the Royal Society of Canada*, series IV, vol. XXII, 1984, p. 90.

de pensée ne sont pas toujours une protection assurée contre les armes de l'adversaire. »

Alors qu'il aurait pu devenir un universitaire de renom s'il en avait eu la vocation, Lamontagne finira ses jours en 1983 dans l'anonymat du Sénat. Mais ses qualités intellectuelles remarquables lui permettront de ne pas croupir dans l'insignifiance. Il dirigera et mènera à terme, presque à lui seul, la grande enquête sénatoriale sur la recherche et le développement et il tentera sans succès de promouvoir son volumineux rapport en trois volumes auprès des décideurs politiques, des fonctionnaires et des universitaires. Il sera chargé de cours à la Faculté des sciences sociales de l'Université d'Ottawa et en sera nommé vice-doyen. Il deviendra un membre très actif du prestigieux Club de Rome. Il entreprendra un ouvrage que son décès l'empêchera de terminer ²⁷⁶.

Jean Marchand

[Retour à la table des matières](#)

Le plus intuitif, le plus explosif, le plus entier des nouveaux intellectuels est Jean Marchand. Diplômé de la Faculté des sciences [184] sociales de l'Université Laval, il proclame à tout venant, même en présence du père Lévesque, qu'il n'y a rien appris. Secrétaire général de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada, il se révèle un tribun de première force. Ses performances à l'occasion de grèves très dures, comme celle de l'amiante en 1949, démontrent une soif de justice, un caractère indomptable et il devient l'une des personnalités les plus redoutées du Québec. Duplessis lui-même le craint et voit en lui l'un de ses plus farouches adversaires, même si, dans son for intérieur, il doit l'admirer car il respecte toujours les personnalités fortes capables de lui tenir tête. Marchand enflamme ses auditoires par la véhémence et l'à-propos de ses discours. Il déteste écrire : c'est l'un des rares intellectuels qui, à l'époque, n'a rien publié dans *Cité libre* ou *Le Devoir*. On ne connaît de lui que quelques conférences académiques dont l'une sur le thème de la démocratie donnée à l'Institut canadien des affaires publiques en 1954. Il est le type idéal de l'intellectuel converti en homme d'action.

²⁷⁶ Maurice LAMONTAGNE, *Business Cycles in Canada : the Post-War Experience and Policy Directions*.

Sous sa présidence, la Confédération des travailleurs catholiques du Canada se sécularise. Elle devient en 1960 la Confédération des syndicats nationaux (CSN). Des milliers de travailleurs obtiennent le droit d'association et le droit de négociation, les syndicats des secteurs public et parapublic, le droit de grève. Pourtant, quelques mois auparavant, le premier ministre Jean Lesage avait décrété : « La reine ne négocie pas avec ses sujets ! »

Après 15 ans d'action syndicale militante, à la suite de la victoire du Parti libéral le 22 juin 1960, le temps de tirer sa révérence approche. Ses talents le destinent à tenir un rôle majeur en politique provinciale. Si la chance ne le favorise pas, il en est le premier responsable : Jean Lesage l'invite à se joindre, avec René Lévesque, à l'équipe libérale qui remporte la victoire en 1960. Il pourrait se présenter dans une circonscription de la région de Québec où il jouit d'une grande popularité. Il refuse. À l'automne de 1962 il est prêt, quant à lui, à faire le saut dans l'arène politique mais Lesage n'est plus disposé à l'accepter. En 1961 et 1962, Marchand avait livré une dure lutte au Crédit social. Lesage s'enquiert à ce sujet auprès de Claude Morin, officieusement rédacteur des discours du premier ministre et devenu un conseiller influent, qui répond : « Ce serait formidable que Marchand vienne, mais c'est sûr, alors, les créditistes vont y voir bon prétexte pour nous tomber dessus. » Des ministres, René Lévesque en tête, Alcide Courcy, Lucien Cliche avisent Lesage que Marchand risque de poser des problèmes au parti. Le premier ministre écarte sa candidature ²⁷⁷.

[185]

À la suite de la victoire libérale, la CSN, sous la présidence de Jean Marchand, se tient très près du pouvoir politique, trop, au gré de certains de ses adjoints. De son côté, Marchand se sent placé sur une voie d'évitement et accepte de devenir membre de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme en 1963. Il le sera jusqu'en 1965. Empêché de donner libre cours à son impétuosité naturelle, cette expérience lui est pénible, les interminables discussions qui s'y déroulent l'horripilent et sa contribution se résume à tirer sans cesse de sa poche le billet d'avion qui le ramènera à Montréal dans ses bureaux de la CSN dont il assume toujours la présidence. Le secrétaire général, Marcel Pepin, est cependant prêt à prendre la relève. Il le fait en 1965, se révèle un excellent

²⁷⁷ Claude MORIN, *Mes premiers ministres*, p. 49-51.

président et donne une nouvelle direction à la Confédération, notamment en maintenant ses distances avec le gouvernement ²⁷⁸.

Ses talents destinaient Jean Marchand à une carrière politique mais il a fait le mauvais choix. En politique provinciale il aurait sans aucun doute connu un succès exceptionnel. La conjoncture le fait opter en 1965 pour le fédéral. Considéré alors comme le plus imposant des « trois colombes », il perd ses illusions dès le début. Il connaît mal la langue anglaise et encore moins la mentalité des anglophones. Ne pouvant faire valoir ses qualités de tribun à la Chambre des communes, mal à l'aise avec les fonctionnaires de son ministère plus instruits que lui qu'il juge arrogants et inefficaces, déçu de sentir son « ami » Trudeau s'éloigner graduellement de lui et décontenancé de le voir manœuvrer avec aisance dans ce même milieu que lui-même trouve hostile, Marchand devient agressif et se croit victime de persécution.

C'est à la suite de sa défense infructueuse des revendications de l'Association des gens de l'air pour l'usage du français et de la victoire de la Canadian Air Line Pilot Association pour le maintien de l'unilinguisme anglais dans les services de contrôle de la circulation aérienne qu'il démissionne de son poste de ministre de l'Environnement en juillet 1976 ²⁷⁹. Aucune université ne répond à ses appels discrets pour obtenir un poste de professeur. Comme Lamontagne, il termine sa carrière politique dans l'enceinte terne du Sénat où il s'ennuie à mourir. Au lendemain de son décès, en 1988, plusieurs vantent ses mérites passés dans la vie syndicale mais peu nombreux sont ceux qui font mention de sa triste aventure en politique fédérale.

[186]

²⁷⁸ Jacques ROUILLARD, *Histoire de la CSN, 1921-1981*.

²⁷⁹ Stanford F BORINS, *Le français dans les airs*, p. 169-170.

André Laurendeau

[Retour à la table des matières](#)

Le plus doué, le plus tourmenté et pour moi le plus attachant des nouveaux intellectuels est André Laurendeau. En 1950, un passé de près de deux décennies de travail d'écrivain et d'interventions publiques le place déjà hors du commun. Aussi le ranger dans la catégorie des « nouveaux intellectuels » ne va pas de soi. C'est passer sous silence les Jeune-Canada, la revue *L'Action nationale* des années trente, la Ligue pour la défense du Canada de 1942, la crise de la conscription et le Bloc populaire. Tête dirigeante de chacun de ces mouvements, ses articles furent percutants. Au cours de cette période, il suivit une trajectoire alors assez courante, mais lui la parcourut en laissant des traces profondes de sa présence à chaque étape. Traditionaliste jusqu'au milieu des années trente, « transitionnaliste » jusqu'au cœur des années quarante, il devient par la suite l'un des principaux chefs de file de la modernité tout en demeurant un fervent nationaliste ²⁸⁰.

Après son décès en 1968 son nom tombe dans un quasi-oubli. Sa prise de position en faveur d'un fédéralisme selon le principe de la dualité, au sein de laquelle le Québec se verrait octroyer une large autonomie, ne cadre pas avec le projet d'une génération pour laquelle la recherche de l'identité québécoise se fait sous le signe de la souveraineté politique. Le référendum de 1980 perdu, il refait surface. Dans les nuances infinies de sa pensée on cherche des points d'ancrage pour une orientation que les circonstances rendent fluide. Une biographie, une série d'articles dans *L'Incunable*, deux colloques, des références dans de nombreux ouvrages remémorent une vie et une œuvre dont le souffle traverse le temps pour rejoindre les besoins et les aspirations des années quatre-vingt ²⁸¹.

²⁸⁰ André LAURENDEAU, « Manifeste du Bon Dieu et de la gauche », p. 3-23, dans Daniel LATOUCHE et Diane POLIQUIN-BOURASSA (dir.), *Le manuel de la parole*, tome II : 1900 à 1959, p. 311-320.

²⁸¹ Voir : Denis MONIÈRE, *op. cit.* ; Louis CHANTIGNY, « André Laurendeau à Paris », *L'Incunable*, 18^e année, n° 1, 1984 ; 20^e année, n° 3, 1986 (le numéro de mars 1984 comprend, outre celui de Louis Chantigny, des textes de Francine Laurendeau, Jean-Paul Desbiens et Gérard Pelletier) ; Nadine PIROTTE (dir.), *Penser l'éducation* ; Robert COMEAU et Lucille BEAUDRY (dir.), *André Laurendeau, un intellectuel d'ici* ; Jean-Louis GAGNON, *Les apostasies*, tome II : *Les dangers de la vertu*, tome III : *Les palais de*

Son testament politique, colligé dans les pages bleues du premier volume du rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme (1963-1971), correspond assez bien aux propositions de l'Accord du lac Meech. L'échec de cet accord, le 23 juin 1990, a de nouveau rendu caduque sa pensée politique et constitutionnelle et son nom n'a guère été mentionné durant les audiences de la Commission parlementaire élargie [187] Bélanger-Campeau dont le rapport adopte une position différente. Les désolantes tergiversations et les échecs de ces derniers temps pourraient bien le replacer au premier plan.

Son séjour en Europe de 1935 à 1937 provoque chez lui un choc brutal qui déclenche une évolution personnelle et intellectuelle qui durera toute sa vie. Auditeur libre à la Faculté des lettres de la Sorbonne où il assiste aux conférences des meilleurs professeurs du temps, il rencontre et même, dans certains cas, fréquente les intellectuels parmi les plus influents dont les écrits sont déjà prometteurs : Jacques Maritain, André Malraux, Charles Maurras, Bertrand de Jouvenel, André Bass, André Siegfried, Emmanuel Mounier (fondateur de la revue *Esprit* qui, à la fin des années quarante, influença Gérard Pelletier et Pierre Trudeau et dont le personnalisme chrétien inspira *Cité libre*) et Nicolas Berdiaeff. Il continue pendant un certain temps à se faire le propagandiste de convictions enracinées chez lui depuis son enfance et, de Paris, envoie de nombreux articles à *L'Action nationale* et au *Devoir*.

Les aspects de plus en plus barbares du fascisme en pleine effervescence en Italie, en Allemagne, au Portugal et en Espagne, la guerre civile meurtrière dans ce dernier pays et la victoire du Front populaire de Léon Blum en France ébranlent toutefois ses convictions qui commencent à flancher un an après son arrivée en France :

J'ai connu quelques hommes et quelques groupes nouveaux depuis les instituteurs catholiques jusqu'aux écrivains marxistes. En cela, je gagne au moins d'élargir mon champ de vision. J'essaie de m'ouvrir à toutes les influences qui me semblent bonnes même s'il y a quelques risques... plus je vais et plus je trouve qu'on manque d'audace intellectuelle chez nous [...] Pour employer le langage d'ici, je me sens de plus en plus glisser vers

glace. En 1990, VLB Éditeur et Le Septentrion publient son journal tenu pendant la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme dont il fut le coprésident jusqu'à sa mort le 30 juin 1968. Voir aussi Guy LAFOREST, *Trudeau et la fin d'un rêve canadien*, p. 81-121.

la gauche tout en n'abandonnant rien ou presque de mes positions antérieures. Parfois, cela me trouble un peu, parfois, je réussis une synthèse pratique ²⁸².

Juste avant son retour d'Europe, il fait paraître un article dans *L'Action nationale* qui met en cause les catholiques espagnols. Cet écrit scandalise les cercles nationalistes canadiens-français acquis à la cause franquiste :

On éprouve quelque peine à constater que sur cette question [la guerre civile d'Espagne], les meilleurs quotidiens canadiens-français n'ont fourni, à leurs lecteurs, qu'une documentation unilatérale. Ils ont confondu la cause du catholicisme avec celle de certains catholiques sans se demander si les catholiques d'Espagne ne portaient point la responsabilité du drame qui se joue aujourd'hui... On ne confond pas en vain, pendant des décades, la vie éternelle avec un régime social périmé. Dieu n'est pas la police bourgeoise chargée de défendre les grandes propriétés des nobles et [188] de certaines communautés religieuses et l'exploitation éhontée du pauvre par le grand capitalisme ²⁸³...

Désormais, les assises philosophiques du nationalisme d'André Laurendeau sont la justice et la liberté qu'il considère comme des vertus de gauche. Il dira à ce sujet que, chaque fois que se posent de grands problèmes, on se tourne vers la gauche. L'aboutissement de cette conviction est le « Manifeste du Bon Dieu ou de la gauche » de 1957. Ses convictions religieuses ébranlées depuis des années, il connaît une crise existentielle avec laquelle il sera aux prises le reste de sa vie.

Laurendeau est probablement celui qui, dans la seconde étape de sa vie, a contribué le plus à purifier le nationalisme des scories (cléricalisme, mystique du chef, etc.), qui le contaminaient et que lui-même avait auparavant amplifiées, et à l'ouvrir aux impératifs moraux, sociaux et politiques de la modernité. Pour Laurendeau comme pour les intellectuels traditionnels, et même pour beaucoup de nationalistes modernistes d'avant le référendum de 1980 (et d'après l'échec de l'Accord du lac Meech), ce sont la fierté blessée, les vexations et les injustices subies qui nourrissent le nationalisme. Pour lui, le nationalisme sourd de l'enracinement dans la terre nationale, de la découverte de la sorte de richesse que

²⁸² Cité dans Denis MONIÈRE, *op. cit.*, p. 86-87.

²⁸³ André LAURENDEAU, *L'Action nationale*, janv. 1937, p. 42, cité dans Denis MONIÈRE, *op. cit.*, p. 96.

recèlent la pauvreté matérielle et la sévérité du climat : « Enracinement évoque deux idées : la terre où l'on s'enfonce et la race où l'on se plonge. Au fond, c'est une même chose, sol et peuple égale pays. Inversement, déracinés égale dépayés [...] J'ai besoin que mes racines plongent dans la bonne terre de chez nous ²⁸⁴. »

Les gestes de mendicité, fréquents à l'époque chez les élites intellectuelles et politiques, l'exaspèrent. « Race de quêteux ! », s'écrie-t-il un jour à la suite de comportements pitoyables de la part de personnages occupant des postes de prestige. Par contre, il revient sans cesse sur le thème de la richesse humaine chez des cultivateurs dont la pauvreté matérielle lui perce le cœur.

Autant que quiconque Laurendeau sait que les valeurs humanistes sont universelles. Mais, pour chaque individu, estime-t-il, ces valeurs requièrent d'être médiatisées par une collectivité particulière, ainsi la nation. Il cherche à propager les valeurs humanistes accréditées, mais, dans le cadre de celle-ci : « Il faut, et nous le disons, sortir des murailles de Chine, donner et recevoir de l'étranger, de l'Univers. Mais pour que cet échange soit fécond, il faut d'autant plus s'enraciner dans son propre sol ²⁸⁵. »

[189]

De 1937 à 1943, il dirige *L'Action nationale*. En 1947, il entre au journal *Le Devoir* avec le titre de directeur adjoint. Gérard Filion et lui vont faire de ce journal la principale source d'inspiration, avec *Cité libre*, des intellectuels des années cinquante. Les deux médias se distinguent - et à l'occasion s'opposent - sur un thème essentiel : Le Devoir est trop nationaliste au gré des animateurs de *Cité libre*.

À la suite de l'élection de 1956, Laurendeau devient le critique le plus impitoyable de Duplessis. « Cet homme est mesquin » écrit-il dans un éditorial du *Devoir* le 18 décembre 1958 à la suite d'une surtaxe imposée par le premier ministre à la Maison Montmorency (dans la municipalité de Courville en banlieue de Québec), achetée en 1955 par les dominicains et animée par le père Lévesque dont les idées et les actions, estimait le premier ministre, étaient subversives. Mis au courant du scandale du gaz naturel que Filion a découvert et qui entache la réputation du gouvernement Duplessis quelques mois avant les élections prévues

²⁸⁴ André Laurendeau, cité dans Denis MONIÈRE, *op. cit.*, p. 85 et 97.

²⁸⁵ André Laurendeau, cité dans Denis MONIÈRE, *op. cit.*, p. 85.

pour 1960, Laurendeau ne cesse de harceler le premier ministre et d'exiger qu'il rende compte à la population des malversations commises, dans ce cas, par ses ministres et collaborateurs. L'éditorial de Laurendeau intitulé « La théorie du roi nègre » dans *Le Devoir* du 4 juillet 1958, à la suite de l'expulsion par Duplessis du journaliste Guy Lamarche au cours d'une conférence de presse, blesse au vif le premier ministre. C'est peut-être la critique la plus dure qu'il a dû essuyer. Lui qui tenait par-dessus tout à être considéré comme vaquant jour et nuit aux intérêts des Canadiens français, voici qu'il se voit traité de valet des intérêts britanniques. Notant le silence du *Star* et de la *Gazette* sur l'expulsion de Guy Lamarche, Laurendeau, pour expliquer cette attitude, conclut : « Il faut obtenir du roi nègre qu'il collabore et protège les intérêts des Britanniques. Cette collaboration assurée, le reste importe moins. Le roitelet viole les règles de la démocratie ? On ne saurait attendre mieux d'un primitif ! »

Les centres d'intérêt de Laurendeau sont multiples : l'éducation, la langue française, la question nationale, les arts et les lettres, la classe ouvrière, la sécurité sociale, la nécessaire modernisation des institutions civiles et politiques reviennent constamment dans ses éditoriaux ou dans « Bloc-notes » et sont abordés sous leurs multiples facettes.

Son souci pour la jeunesse est constant. Dès 1952, s'inquiétant de l'avenir du nationalisme, c'est vers la jeunesse, pour lui promesse d'avenir, qu'il se tourne. Pourquoi « une bonne partie de la jeunesse paraît-elle indifférente ou hostile au nationalisme ²⁸⁶ ? » s'inquiète-t-il. Au début des années soixante, il constate avec un brin de tristesse que « la jeunesse [190] délaisse joyeusement le nationalisme pour se tourner vers le social ». Malgré la lourde besogne qu'il doit abattre à la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, il lit attentivement la revue *Parti pris* et cherche à comprendre pourquoi ses collaborateurs adoptent comme bible le marxisme-léninisme et se font les propagandistes résolus de l'indépendance du Québec. Il n'est pas d'accord mais scrute leurs raisons. Il a une rencontre privée et cordiale, mais sans suite, avec des dirigeants de la revue.

²⁸⁶ André LAURENDEAU, « Y a-t-il une crise du nationalisme ? », *L'Action nationale*, vol. XV, déc. 1952.

Un des thèmes qu'il aborde le plus fréquemment au début des années soixante est celui de la Constitution canadienne et, plus particulièrement, la participation de Canadiens français à la fonction publique fédérale. Dans l'éditorial du 20 janvier 1962, il réclame l'institution d'une commission royale d'enquête sur ce sujet. Il est pris à son propre jeu et n'a d'autre choix que d'accepter, dans l'indifférence générale, la coprésidence, avec Davidson Dunton, de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, créée le 23 juillet 1963 par le premier ministre fédéral Lester B. Pearson ²⁸⁷.

Le livre de Monière, les colloques récents sur Laurendeau et le *Journal* [...] de ce dernier font le point sur le rôle central qu'il joue au sein de la Commission et sur le désenchantement qu'elle lui occasionne. Dès la première séance publique de la Commission, Laurendeau pose les questions suivantes : « Est-ce que ces deux peuples veulent vraiment encore vivre ensemble ? Quel intérêt y a-t-il à continuer de vivre ensemble ? Et à quelles conditions sont-ils disposés à vivre ensemble ? » Ces questions sont restées sans réponse de son vivant et jusqu'à aujourd'hui parce que l'un des deux peuples interrogés est fictif : les citoyens du pays à l'extérieur du Québec se perçoivent comme faisant partie de provinces et recherchent une identité commune dans les institutions fédérales, la Charte des droits et leurs intérêts « nationaux ». Dans son *Journal* [...] écrit durant les quatre premières années de la Commission, Laurendeau fait rarement part de ses états d'âme. À l'occasion d'un événement, d'un incident, il note qu'il a mal dormi, qu'il ressent de la fatigue, etc. Mais le 28 mars 1964, il se confie :

Là-dessus, me voici seul. Il faut changer de ton, et écrire presque un journal intime. Tout paraît sombre et menaçant même, le cas échéant, pour nos vies. Dunton a dit en souriant : « Pourvu que nous sauvions nos peaux. » Cette nuit, à cause de la fatigue, cette pensée prend du corps et du relief ; elle est une forme de l'angoisse de la mort [...] Il faut donc [191] accueillir cette nouvelle menace, très vague d'ailleurs, et l'intégrer [...] Mais une autre impression, née d'une série d'expériences, est plus profonde : celle d'un milieu qui change, et dont une partie de la jeunesse refuse d'entendre ce qu'on lui dit - ça ne lui dit rien. Me voici donc coupé

²⁸⁷ Le premier ministre du Québec, Jean Lesage, n'avait promis sa collaboration à la Commission qu'à la condition que les commissaires de langue française fussent égaux en nombre à ceux de langue anglaise. Ce qui fut le cas, non seulement pour les commissaires, mais également pour le secrétariat et la recherche dont la direction fut confiée à deux personnes, un francophone et un anglophone.

de ceux qui m'intéressent le plus, et qui autrefois, il y a longtemps (au moins deux ans !) écoutaient le mieux. S'agit-il d'un nouvel état de chose ou d'une crise provisoire ? Va-t-il falloir changer de langage pour être entendu ? [...] Là-dessus je tente de reprendre mon sang-froid. Mon propre état d'esprit m'inquiète, d'où vient-il ²⁸⁸ ?

Laurendeau fut-il « séparatiste » ? Il le fut, ou fut tenté de l'être, jusqu'à l'âge de 20 ans. Dans une lettre au père Georges Simard, il écrit le 27 août 1950 :

Vous me croyez séparatiste. Cela me reporte cinq ans en arrière alors que je publiais aux éditions des Jeune-Canada un tract intitulé Notre nationalisme. Depuis ce temps, mes idées ont évolué. Voici ma position actuelle. J'estime que si la chose était possible, il vaudrait mieux que la nationalité canadienne-française fût seule chez elle et dirigeât ses propres destinée ²⁸⁹.

En 1961, faisant allusion à sa propre évolution, il écrira. « Il est normal qu'on soit séparatiste à vingt-cinq ans ; cela devient plus inquiétant si on l'est encore à trente-cinq ²⁹⁰. »

À la fin des années cinquante et au début de la décennie suivante, il expose, dans plusieurs éditoriaux, les raisons de sa réticence au séparatisme. Mais dans le « Bloc-notes » du 28 octobre 1961, il formule un jugement nuancé qui exprime ses convictions profondes. Il voit dans le mouvement indépendantiste un « stimulant » salutaire de la nouvelle conscience historique des Canadiens français :

Le séparatisme exprime au grand jour une pensée longtemps secrète, une intention d'habitude inavouée, une tendance presque toujours réprimée d'un grand nombre de Canadiens français. Cet idéal clandestin, les indépendantistes l'apportent au grand jour : on jugera mieux ainsi de ce qu'il est. Dans ce domaine comme dans tant d'autres, nous sortons de l'ère

²⁸⁸ André LAURENDEAU, *Journal* [...], p. 109-110. Il est certain qu'une source permanente de son angoisse est que les idées auxquelles il tient tant - ainsi la reconnaissance explicite de la notion de « deux sociétés » dans des propositions constitutionnelles - sont mises de côté au sein de la Commission elle-même.

²⁸⁹ André Laurendeau, cité dans Jean-Louis GAGNON, *op. cit.*, tome II, p. 69. Cette position se rapproche de celle qu'adoptera dans les années cinquante l'école historique de Montréal de Maurice Séguin, Guy Frégault et Michel Brunet. L'indépendance, argumentaient-ils, est désirable mais impossible...

²⁹⁰ André Laurendeau, cité dans Pierre GODIN, *Les frères divorcés*, p. 78.

du tabou [...] Bref, cette idée nous appartient à tous. Il était important qu'on le fasse sentir [...] Je regarde les groupes indépendantistes comme des mouvements qui proposent une idée et nous interrogent nous-mêmes sur une question grave.

[192]

Malgré ses dénégations répétées, la tentation du séparatisme le poursuivra jusqu'à la fin. Il revient à plusieurs reprises sur ce sujet dans son *Journal* [...]. Le 2 mai 1964, il s'épanche :

Mais pour l'instant, il est vrai que, laissé à moi-même, j'éprouve quelques fois chaque semaine, et même quelques fois par jour, de véritables poussées intérieures vers le séparatisme. Il s'agit là de réactions élémentaires, à caractère émotif, auxquelles je n'accorde pas plus d'importance qu'il ne faut. Mais la densité, la profondeur de l'ignorance et des préjugés sont vraiment insondables, et même si des sociologues pouvaient nous expliquer le pourquoi des choses, il reste que ces choses sont difficiles à subir et à vivre ²⁹¹.

Plus tôt, le 22 février 1964, il avait écrit :

Devant certains anglophones, j'éprouve intérieurement des poussées de séparatisme. « Ils sont trop bêtes, ils ne céderont que devant la force. » Revenu ici, les séparatistes me rendent au Canada : ils sont trop naïfs, trop loin des réalités politiques - ou bien curieusement mobiles et superficiels ²⁹².

Une personnalité aussi complexe et aussi engagée que Laurendeau ne pouvait que susciter les commentaires les plus divers, parfois négatifs, le plus souvent laudatifs.

Le ton ironique qu'il emploie souvent, ses critiques impitoyables des personnes et des choses qu'il abhorre suscitent la rancune. Ses dénonciations de la « grande noirceur duplessiste » et de « la répression cléricale » conduisent Roger

²⁹¹ André LAURENDEAU, *Journal* [...], p. 174.

²⁹² *Ibid.*, p. 75. Voir aussi p. 79, 243, 244 et 254.

Duhamel à l'accuser de « hargne fanatique ²⁹³ ». Georges-Émile Lapalme, dépité de ne pouvoir compter sur l'appui de Laurendeau, emploie des termes méprisants :

Au hasard de nos brefs mais nombreux entretiens, Laurendeau m'administrait de l'intellectualisme qui m'éloignait de plus en plus de ses thèses, de ses aperçus politiques et de ses pièces de théâtre. Avec Laurendeau on croyait voir des macérations de l'esprit, des mortifications cérébrales ou intellectuelles ²⁹⁴.

Déçu de l'évolution de celui qu'il avait longtemps considéré comme son disciple et son successeur, l'abbé Groulx écrase Laurendeau dans ses *Mémoires* avec la plus grande sévérité. Parlant de lui au moment où il quitte *Le Devoir*, il l'associe à Gérard Filion et écrit : « Deux magnifiques esprits qui nous auront fait défaut et qui n'auront pu suivre la ligne de leur vie. Le spectacle le plus douloureux de ma vie aura été celui de [193] tous ces talents avortés, arrêtés court, de tant de lâchages en cours de route, de tant de vies déviées de leur ligne ²⁹⁵. »

Le trophée de l'appréciation mesquine revient à François Hertel. De Paris où il végète, il écrit : « Si donc vous avez envie d'assassiner quelqu'un [...] assassinez-moi un traître « bien de chez nous », cela serait du bon « boulot ». Délivrez, par exemple, de l'existence, où il a tellement l'air de s'ennuyer, ce pauvre Laurendeau, vieillard précoce et d'ailleurs assez salace ²⁹⁶. »

À côté de ces commentaires méprisants, que de propos laudatifs qui cherchent à cerner la riche et insaisissable personnalité de Laurendeau. Bien sûr, il traite

²⁹³ Cité dans Francine LAURENDEAU, « Mon père, ce héros au sourire si doux », *L'Incunable*, 18^e année, n° 1, 1984, p. 11.

²⁹⁴ Georges-Émile LAPALME, *op. cit.*, tome III, p. 221.

²⁹⁵ Lionel GROULX, *Mes mémoires*, tome IV, p. 314, cité dans Gérard PELLETIER, « Comment j'ai connu André Laurendeau », *L'Incunable*, 18^e année, n° 1, 1984, p. 21.

²⁹⁶ François HERTEL, *Le Quartier latin*, 9 avril 1964, cité dans André LAURENDEAU, *Journal* [...], p. 139. Ce texte, présenté par les étudiants sous le titre « Un extraordinaire document de François Hertel », est indigne de cet homme, lui-même martyr du conformisme de l'époque. Voir : Jean TÉTREAU, *Hertel, l'homme et l'œuvre*. Laurendeau se borne à citer ce texte sans commentaire. Il en a vu et entendu bien d'autres aussi injustes et cruels durant toute sa vie, surtout au cours des rencontres régionales de la Commission en 1964. J'entends encore Jean Garon, alors étudiant, l'interpeller comme s'il s'adressait à un gamin. Le passé de Laurendeau n'existe pas pour ce jeune homme : il n'est pour lui qu'un « vendu » à une cause étrangère. Laurendeau ne bronche pas sous l'avalanche de ces propos haineux. Il souffre en silence.

avec agressivité ceux dont les idées ou les prises de position lui paraissent absurdes... et il en paie silencieusement le prix. Mais combien raffinée, complexe, contradictoire est sa nature ! Chez lui, le froid et le chaud se bousculent, se confondent parfois, et le cœur et la raison ne jouent pas toujours sur le même clavier. On le devine à la recherche de quelque chose d'indéfini qu'il n'a jamais pu saisir. Esprit aux nuances infinies, sur nombre de questions, soupesant le pour et le contre, il parvient difficilement à trancher dans un sens ou dans l'autre tant il est partagé entre deux sentiments contraires. Il suit le raisonnement de ceux qui expriment des points de vue opposés aux siens, respecte les arguments de l'autre au point où parfois sa propre pensée devient embuée. Ce trait de tempérament en charme certains, en agace d'autres. Maurice Blain écrit : « Par sa sensibilité, Laurendeau possédait un don de présence magique à l'autre, il était animé d'une curiosité inlassable, interrogeait sans cesse les hommes et les événements ²⁹⁷. »

Laurendeau vit en pleine contradiction. Devenu agnostique à l'âge adulte, il garde secrète cette capitale évolution personnelle ²⁹⁸. C'est lui [194] qu'il dépeint dans un article paru dans *Maclean* sous les traits d'un bedeau agnostique. Pour lui, rédacteur en chef d'un journal catholique qui doit être au diapason de « son » peuple catholique, avouer son incroyance serait une trahison. Son affectivité est à fleur de peau. Dans la préface à *Ces choses qui nous arrivent*, Fernand Dumont écrit que l'action aura été pour Laurendeau un refuge obligé car s'il s'était adonné en permanence à la vie des arts et des lettres, là où s'exprimait véritablement son génie, il « se serait perdu dans sa propre mort », il « avait été littéralement sauvé en ne prenant pas cette voie ». Lorsqu'elle s'exprime sous une forme poétique, la sensibilité de Laurendeau prend des accents féminins, maternels : « Tu la [sa fille Francine enfant] reçois, malheureux que ta poitrine soit dure, quand tu voudrais n'être que douceur ²⁹⁹. »

²⁹⁷ Maurice BLAIN, « Lettre à Madame Chantal Perrault », dans Robert COMEAU et Lucille BEAUDRY (dir.), *op. cit.*, p. 39.

²⁹⁸ Sur le sujet, voir : Francine LAURENDEAU, « Mon père, ce héros au sourire si doux », *L'Incunable*, 18^e année, n^o 1, 1984, p. 14 ; Jean-Louis GAGNON, *op. cit.*, tome II, p. 491-492.

²⁹⁹ André LAURENDEAU, *Voyages au pays de l'enfance*, p. 4.

Jean Larose considère Laurendeau comme « l'intellectuel québécois par excellence ³⁰⁰ ». Laurendeau était-il cet « intellectuel par excellence » ? Mon jugement est mitigé. Nuancé et subtil, ambivalent de caractère, certes, mais avant tout polyvalent d'esprit, Laurendeau fut toute sa vie déchiré dans ses choix et, malheureusement, il n'en poursuivit aucun à la mesure de son immense talent. Lui-même, si secret et qui avait une tendance marquée à l'autodépréciation, se penche une fois au moins sur sa vie intérieure et la juge avec une extrême sévérité :

Et c'est ainsi que, embrassant ma propre existence, je puis aujourd'hui conclure que j'ai déchu, d'abord de la musique à la littérature, puis de la littérature à l'action et au journalisme, sans vraiment savoir pourquoi. Et cependant, dans les régions obscures de soi où s'élaborent les vraies hiérarchies des valeurs, le premier mot qui surgit est musique, et le premier nom Debussy ³⁰¹.

Anne Legaré voit en Laurendeau une personnalité double qui ne peut être saisie que par référence à la fois à l'imaginaire et à l'analyse sociologique. Elle écrit :

Si toute vie, toute œuvre s'incarne sur un double registre, celle de Laurendeau s'exprime de façon tout à fait exemplaire à travers une *tension tragique* insoluble (et peut-être insoutenable) entre les registres qui en font la facture [...] C'est dans ce sens que la figure de Laurendeau est emblématique car elle ne cède en rien aux volontés de rationalisation ³⁰².

[195]

Fernand Dumont corrobore ce jugement : « Présence et distance, ferveur et ironie, sensibilité et lucidité : tel était, je pense, cet homme que nous avons admiré et aimé ³⁰³. »

³⁰⁰ Jean LAROSE, « Un amour de pauvre », dans Nadine PIROTTE (dir.), *op. cit.*, p. 106, reproduit dans Jean LAROSE, *L'amour du pauvre*, p. 130.

³⁰¹ André LAURENDEAU, « Réponse de M. André Laurendeau de la Société royale du Canada », cité dans Francine LAURENDEAU, « Mon père, ce héros au sourire si doux », *L'Incunable*, 18^e année, n° 1, 1984, p. 13.

³⁰² Anne LEGARÉ, « Laurendeau, le dialogue impossible », dans Robert COMEAU et Lucille BEAUDRY (dir.), *op. cit.*, p. 140-141.

³⁰³ Fernand DUMONT, « De Laurendeau à l'intellectuel d'aujourd'hui », dans Robert COMEAU et Lucille BEAUDRY (dir.), *op. cit.*, p. 259.

Je me suis attardé à la figure d'André Laurendeau parce que mes souvenirs de lui sont imprégnés de nostalgie : il est l'homme que j'ai le plus estimé de ma vie. Aux brefs commentaires cités, j'ajouterai le mien :

Laurendeau fut un fervent nationaliste canadien-français mais le façonnement d'un Canada plus harmonieux, dans lequel le Québec et, dans la mesure du possible, tous les Canadiens français seraient à l'aise, restait son principal souci. Aujourd'hui, tout comme lui au cours de sa vie, je me sens partagé entre les aspirations du cœur et les impératifs de la froide raison. Ah ! que j'aimerais encore une fois discourir avec lui toute une nuit, une seule heure, de tout, de rien, de « ces choses qui nous arrivent » par exemple, partager nos espoirs et nos doutes quant au destin de la patrie ³⁰⁴.

Laurendeau meurt inopinément de la rupture d'un anévrisme au cerveau le 1^{er} juin 1968. Trudeau, en pleine campagne électorale qui l'élira premier ministre le 25 juin, assiste, ému, à ses funérailles à l'église Saint-Viateur d'Outremont.

Pierre Elliott Trudeau

[Retour à la table des matières](#)

Pierre Trudeau est l'intellectuel le plus fascinant et le plus décevant des années cinquante ³⁰⁵. Il se dégage déjà de sa personne un magnétisme envoûtant auquel peu résistent. On envie ses prouesses intellectuelles et physiques. On l'admire pour son charme et sa fortune. Il a la réputation d'être l'esprit le plus cultivé et le plus progressiste de l'époque. On le craint déjà. Mal accepté au début par les fondateurs de *Cité libre*, en bonne partie parce qu'il n'avait pas milité dans l'Action catholique comme la plupart d'entre eux ³⁰⁶, il en devient aussitôt, avec Pelletier, le chef de file.

³⁰⁴ Léon DION, « Bribes de souvenirs d'André Laurendeau », dans Nadine PIROTTE (dir.), *op. cit.*, p. 54.

³⁰⁵ Nombre de biographies de Trudeau, surtout en langue anglaise, ont été publiées. Voir Stephen CLARKSON et Christina MCCALL, *Trudeau and Our Times*, tome I : *The Magnificent Obsession*.

³⁰⁶ Gérard PELLETIER, *Les années d'impatience, 1950-1960*, p. 154. Deux circonstances de sa vie faisaient de Trudeau un être à part : sa mère était d'origine écossaise et de langue anglaise ; par son père, décédé, il était indépendant de fortune. Pelletier raconte qu'un

[196]

Le portrait que Pelletier trace du Trudeau de l'époque est celui d'une personnalité éblouissante, très cultivée, dont les écrits sont percutants. Mon jugement est plus nuancé. Il fait incontestablement montre d'une culture que chacun juge étendue mais dont je doute qu'elle soit profonde. Sa critique de la société canadienne-française martèle impitoyablement ses nombreuses carences mais le ton dogmatique avec lequel il expose ses propres choix fait craindre qu'il s'estime en possession d'une vérité qu'il imposerait d'autorité s'il en avait la possibilité. Trudeau maîtrise à la perfection l'art de la diatribe mais ses écrits sont en général répétitifs ³⁰⁷. On retient surtout sa longue préface à l'ouvrage *La grève de l'amiante*, texte remarquable quant à la forme mais partiel et partial dans son fond. On déplore qu'il n'y soit pas fait mention d'un texte inédit de Maurice Tremblay, écrit en 1954, dont s'inspirent certains développements ³⁰⁸.

À l'exception de fonctions obscures et d'occupations temporaires - assistant quelconque du mandarin fédéral, Gordon Robertson, durant peu de temps, conseiller juridique à temps très partiel à la CTCC, quelques conférences à des groupes d'étudiants, de vagues commissions au parti CCF, un court voyage en Chine, un autre en Russie -, la vie de Trudeau est faite de dérobades. En 1958, dans le but de pallier la faiblesse des partis politiques, il fonde l'Union démocratique qu'il définit comme un mouvement, peut-être un parti, qui réunirait tous les insatisfaits des partis existants et dont il semble bien se voir le chef. Il laisse tout tomber dès les premières objections. Les seuls résultats concrets de cette pirouette sont la mort du mouvement et surtout la fin du Rassemblement des forces démocratiques, créé en 1956, et qui semblait plus prometteur. Durant la majeure partie de la décennie, il mène une existence désœuvrée. En 1952, il écrit : « je suis actuellement plutôt pitoyable ³⁰⁹ ». Dans les années suivantes, surtout après l'élection de Jean Lesage à la direction du Parti libéral du Québec en 1958 et

membre du noyau initial de *Cité libre* s'opposait à son insertion dans l'équipe : « Je ne veux pas voir Trudeau dans l'équipe. Il n'est pas avec notre peuple, ne sera jamais avec notre peuple » déclara-t-il. Pelletier s'y opposa et son point de vue l'emporta. (*Ibid.*, p. 155.)

³⁰⁷ Ses meilleurs écrits ont été reproduits dans Pierre Elliott TRUDEAU, *Le fédéralisme et la société canadienne-française*.

³⁰⁸ Pierre Elliott TRUDEAU (dir.), *La grève de l'amiante*, p. 1-91. Dans « Idéologie et crise de conscience du Canada français », *Cité libre*, n° 14, déc. 1955, p. 1-29, Marcel RIOUX rend justice à Maurice Tremblay en citant à plusieurs reprises son essai jamais publié.

³⁰⁹ Michel VASTEL, *Trudeau le Québécois*, p. 81.

encore davantage en 1960, son intérêt pour le Québec diminue et il devient distant envers ses compagnons de route, les nouveaux intellectuels. Au cours de ces années vides, Laurendeau se plaisait à lui demander : « Pierre, que feras-tu quand tu seras grand ? » Dans *Le Devoir* du 5 mars 1961, Laurendeau écrit : « Ce que je pardonne mal à un esprit de cette valeur, c'est sa volonté de ne pas comprendre et sa volonté de tout confondre. »

[197]

En 1961, après la mort de Duplessis, Pierre Trudeau est admis à la Faculté de droit de l'Université de Montréal ³¹⁰ grâce à l'assentiment du cardinal Léger, chancelier de l'établissement. Professeur-chercheur à mi-temps puis à temps plein, il participe à la fondation du Centre de recherche en droit public. Il s'acquitte de sa tâche sans enthousiasme et le succès est médiocre. Sur cet épisode peu glorieux de sa vie il écrivit en 1967 :

De 1952 à 1960 encore, l'on m'interdit plusieurs fois d'enseigner à l'Université, parce que j'étais (paraît-il) anti-clérical et communiste. Mais l'on m'y convia avec une précipitation indécente quand le pouvoir eut changé de camp. J'y ai trouvé l'atmosphère plutôt stérile ; un vocabulaire de gauche servait maintenant à y couvrir une préoccupation unique : la contre-révolution séparatiste ³¹¹.

Trudeau n'est pas un écrivain ni un scientifique majeur. Ses meilleurs textes paraissent en 1957 dans *Vrai* que dirige Jacques Hébert. Ce dernier les a colligés et publiés en 1970 sous le titre *Les cheminements de la politique*. Claude Ryan résume assez bien les commentaires sur la période intellectuelle de la vie de Trudeau :

Un peu naïvement, selon moi, la génération de *Cité libre* avait appris à vénérer Pierre Elliott Trudeau comme le prototype du « political scientist ». Or, Trudeau fut un essayiste et un polémiste remarquables. Il fut ensuite un homme de gouvernement exceptionnel. Mais tout en étant fort instruit de ces choses, il ne fut jamais un véritable maître de la science

³¹⁰ Micheline LACHANCE, *op. cit.*, p. 107-113. Il a également fallu l'autorisation du cardinal Léger pour que l'Université de Montréal nomme, en 1961, Marcel Rioux professeur de la Faculté des sciences sociales.

³¹¹ Pierre Elliott TRUDEAU, *Le fédéralisme et la société canadienne-française*, p. VII.

politique. On chercherait en vain son apport original à la discipline. On ne lui connaît pas davantage d'ouvrages systématiques sur ces questions ³¹².

En 1965, grâce à l'insistance de Marchand et malgré la réticence du premier ministre Pearson, il fait le saut en politique fédérale. Il y trouve enfin sa voie. Son influence ne tarde guère à se manifester. Dès 1965, il contribue à persuader Pearson de mettre un terme aux vellétés d'autonomie « positive » de Jean Lesage. Ainsi Pearson met un frein à la politique du retrait facultatif auquel Lesage avait eu recours avec beaucoup de succès et qui a procuré au Québec des institutions parmi les plus puissantes dont il dispose actuellement (par exemple, la Caisse de dépôt et de placement entièrement sous la juridiction du Québec).

[198]

Ce n'est qu'après sa nomination comme ministre de la justice, le 4 avril 1967, qu'il commence à briller de mille feux, aux dépens du premier ministre québécois, Daniel Johnson, notamment au cours de la conférence fédérale-provinciale sur la Constitution. Il est confirmé premier ministre du Canada le 25 juin 1968 à la suite d'une campagne triomphale au cours de laquelle explose la « trudeumanie » à travers le pays.

Gérard Pelletier rapporte des propos - ou des confidences - personnelles de Laurendeau sur Trudeau. L'essai de ce dernier dans *La grève de l'amiante*, venant d'un « esprit de cette qualité », lui aurait été « salutaire » en ce qu'« il le secouait dans ses certitudes et ses habitudes de pensée ». Par contre, dans un échange de vues le 16 février 1968, le jour même où Trudeau annonce sa candidature à la direction du Parti libéral, Laurendeau tient à Pelletier des propos fort différents. Il lui confie ne pas être d'accord avec cette candidature en ces termes : « j'ai peur que l'antinationalisme de Pierre ne soit devenu un dogmatisme. On dirait que pour Trudeau le sociologique n'existe pas ³¹³. »

³¹² Claude RYAN, « L'universitaire tiraillé entre l'étude et l'action », dans Raymond HUDON et Réjean PELLETIER (dir.), *L'engagement intellectuel*, p. 540.

³¹³ Gérard PELLETIER, *Les années d'impatience, 1950-1960*, p. 134-135. Le jugement de Laurendeau concernant le « dogmatisme » de Trudeau aurait été plus complet si outre le terme « antinationalisme » il avait employé celui de « fédéralisme ». L'essai de Trudeau brûlait les « idoles » que Laurendeau avait adorées dans sa jeunesse et qu'il respectait tout en récusant les scories du nationalisme traditionnel dont certaines émanaient de lui.

Le verdict que Laurendeau prononce dans un éditorial du *Devoir* sur l'essai de Trudeau dans *La grève de l'amiante* est bien plus accablant pour ce dernier que les impressions autocritiques qu'il aurait communiquées à Pelletier, et révèle, à mon avis, le fond de sa pensée : « Trudeau donne l'impression d'avoir spontanément choisi ce qui, à la lumière d'aujourd'hui, apparaît le plus absurde ; on peut dire que, de ce point de vue, il a composé un sottisier. » Et Laurendeau prononce ce jugement qui frappe comme le tonnerre : « Il a l'air d'un Canadien français déçu par son propre peuple. Sa recherche le conduit à un face-à-face avec une société idéologiquement monolithique qu'il rejette intellectuellement, mais qui le blesse au plus profond de son être. Je pense qu'il a honte d'avoir eu de tels ancêtres ³¹⁴. »

[199]

De même, son commentaire à propos d'un article paru dans *Cité libre* au moment de la publication du *Rapport préliminaire* de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme situe le dogmatisme de Trudeau là où il sévit : « Lu au cours du voyage [à Chicoutimi] le dernier *Cité libre* qui contenait un « Manifeste pour une politique fonctionnelle » signé notamment par les Breton et Pierre Elliott Trudeau. Manifestation de ce dogmatisme antinationaliste qui sévissait aux premières heures de *Cité libre* ³¹⁵. »

Trudeau est avare de confidences à propos de sa propre perception de lui-même. Dans l'avant-propos à son recueil de textes colligés dans *Le fédéralisme et la société canadienne-française*, publié en 1967, il dévoile un aspect fondamental de sa personnalité, celui d'un frondeur et d'un fonceur :

³¹⁴ Voir : André LAURENDEAU, *Le Devoir*, 11 oct. 1956, cité dans Fernand DUMONT et collab. (dir.), *Idéologies au Canada français, 1940-1976*, tome III : *Les partis politiques – L'Église*, p. 280 ; Michel VASTEL, *op. cit.*, p. 76-77. « Le but poursuivi dans ce long essai, écrit Trudeau, n'est pas d'accumuler les « plus-que-parfaits historiques ». Et c'est pourquoi aussi je ne me ferai pas scrupule de faire ressortir de la pensée nationaliste ces éléments surtout qui encombrant maintenant le présent et nuisent à une action droite et libre » (p. 13). Si Laurendeau avait retenu ce passage, sa critique aurait été moins mordante.

³¹⁵ André LAURENDEAU, *Journal* [...], p. 198. Les signataires au nombre de cinq de l'article de *Cité libre* (vol. XV, n° 82, déc. 1965, p. 13-20) se disaient membres du Comité pour une politique fonctionnelle. On retrouvait le nom d'Albert Breton, non celui de son frère Raymond ni celui de Trudeau. Claude Bruneau, le docteur Yvon Gauthier, Marc Lalonde et Maurice Pinard étaient les autres signataires. Trudeau n'avait pas signé le manifeste mais il l'avait inspiré. L'analyse « fonctionnelle », son rejet de toute perception structurelle de la question politique et constitutionnelle du Canada fut et demeure chez lui la conséquence d'un parti pris obstiné. Au cours des années où il fut premier ministre, Trudeau révéla en maintes occasions que l'antithèse de son virulent antinationalisme canadien-français et québécois n'était pas l'internationalisme mais un nationalisme canadien « dogmatique ».

Il ne faut pas chercher d'autre constante à ma pensée que celle de s'opposer aux idées reçues [...] Du temps où, collégien, l'on ne m'enseignait de la Politique que l'Histoire, j'avais déjà pris le parti de ramer contre le courant. [De 1944 à 1960] la gauche presque entière demandait à Ottawa de redresser la situation dans le Québec ; mais moi, j'étais farouchement partisan de l'autonomie provinciale. Dès 1962, toutefois, le gouvernement Lesage et l'opinion publique québécoise avaient fait de l'autonomie un absolu et tentaient de réduire à rien le pouvoir fédéral ; c'est pour défendre le fédéralisme que je suis entré en politique en 1965 [...] Mon action politique, ou ma pensée, pour peu que j'en ai eue, s'exprime en deux mots : faire contrepoids [...] Aux idées toutes faites, c'est-à-dire que personne n'a faites, j'ai toujours préféré celles que je me faisais moi-même ³¹⁶.

Faire contrepoids... voilà peut-être le trait de tempérament qui caractérise le mieux Trudeau. Il en résulte une ambivalence dans sa pensée et son action qui explique à mon avis les jugements extrêmes, favorables et défavorables, portés à son endroit. Pour la plupart, il est un antinationaliste canadien-français invétéré. Pour un petit nombre, c'est au contraire l'amour de « son » peuple qui le rend si sévère à son endroit : il le voudrait grand, fort, prospère, il le voit petit, fragile et pauvre. Par toutes [200] ses fibres, il cultive pour lui-même et recherche chez les autres la vigueur et la santé. Son mépris fréquemment affiché des Canadiens français résulterait de la déception de les trouver si différents de ce qu'il voudrait qu'ils soient : méprisables plutôt que respectables. On n'a vu que le mépris dans l'expression *lousy French*. Il y avait certainement aussi du regret, de l'amour et du rejet. Éros le disputait à Thanatos. Christian Dufour tient à ce sujet des propos que les aînés ont intérêt à méditer :

Les nationalistes québécois furent souvent portés à sous-estimer, sinon à nier, le fait que l'ancien premier ministre canadien était avant tout un Québécois. Cette perception bien compréhensible tenait compte de la fidélité première de Pierre Elliott Trudeau au Canada et de ce qui en résulta pour le Québec. Tout son passé témoignait pourtant des racines québécoises d'un homme qui ne cachait pas qu'il aurait préféré être le

³¹⁶ Pierre Elliott TRUDEAU, *Le fédéralisme et la société canadienne-française*, p. V, IX et XII. Voir aussi Gérard PELLETIER et Pierre TRUDEAU, « Pointes sèches : Pelletier et Trudeau s'expliquent », *Cité libre*, vol. XVI, n° 80, oct. 1965, p. 3-5.

citoyen dissident d'un Québec indépendant, plutôt que d'habiter un Canada dont le Québec ne ferait plus partie ³¹⁷.

Trudeau restera premier ministre - sauf durant un court intervalle - jusqu'en 1984. Son destin reste incertain. Il lui faudrait comprendre que le Québec n'est pas et ne sera pas une province comme les autres mais une société globale au sens sociologique du terme et un peuple sur le plan politique. S'il pouvait par miracle admettre ces faits et en être aujourd'hui le propagandiste dans tout le pays, son nom serait inscrit en lettres d'or dans notre histoire parce que sa contribution pour la persistance du Canada et la promotion du Québec serait immense. Sinon, il se pourrait bien qu'il soit considéré comme le maître fossoyeur du pays qu'il aurait mal aimé. Il reviendra à l'histoire de porter jugement sur son action.

UNE CLASSE SOCIALE ?

[Retour à la table des matières](#)

Il y avait eu des intellectuels plus ou moins modernistes avant ceux des années cinquante. À l'exception peut-être des années 1830 et 1850-1870, dans chaque génération, ils avaient été trop peu nombreux, trop hétérogènes, trop divergents dans leur formation et leurs intérêts pour former une collectivité consciente de son homogénéité. Qu'en fut-il des intellectuels des années cinquante ? Si les conditions s'y étaient prêtées, s'ils avaient pu se regrouper dans une institution commune de soutien, par exemple le Parti libéral du Québec converti en fédération autonome en 1955 ou encore le mouvement syndical, ils seraient parvenus plus rapidement à diffuser leurs idées maîtresses parmi les fractions de la population en voie de former une nouvelle classe moyenne qui serait la cheville ouvrière de la Révolution tranquille. Tel ne fut pas le cas. L'absence d'un lieu de regroupement entrava leur cohésion et diminua le poids de leur action.

[201]

Hubert Guindon estime que, dès 1950, une nouvelle classe moyenne d'aspect technocratique prend forme. Il la perçoit comme un processus de renouvellement

³¹⁷ Christian DUFOUR, *Le défi québécois*, p. 78-79.

des élites traditionnelles, notamment parmi les membres du clergé ³¹⁸. Gérard Boismenu voit dans la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval, l'Institut canadien des affaires publiques, *Cité libre*, *Vrai*, *Le Devoir*, la Ligue d'action civique, *Le Travail*, *Écrits du Canada français*, etc., les instruments d'une « nouvelle petite bourgeoisie » en formation depuis le début des années cinquante ³¹⁹. De son côté, Réjean Pelletier considère que, dans la trame des années cinquante, la « tertiarisation de l'économie et la bureaucratisation des organisations [...] celle-ci étant liée à celle-là ainsi qu'au processus d'urbanisation [est] à la base même de la formation d'une nouvelle classe moyenne ³²⁰ ».

Jocelyn. Létourneau est très explicite. Par leur insistance sur les valeurs de modernité, les « professeurs-chercheurs » des années cinquante établirent les fondements d'une nouvelle classe : la technocratie des années soixante ³²¹.

On pourrait multiplier les considérations de même nature : les années cinquante voient l'émergence d'une nouvelle classe moyenne, ou du moins l'embryon d'une telle classe. Qu'en est-il ? Des conditions objectives d'une telle classe existent. Les nouveaux intellectuels - dont les professeurs-chercheurs ne représentent qu'une fraction minime contrairement à l'estimation de Létourneau, fraction, il est vrai, croissante avec les années - sont assez nombreux pour former une collectivité visible à elle-même sinon à l'ensemble de la population. Leur formation est assez homogène, leurs professions plutôt convergentes et leur revenu sensiblement du même ordre. Des questions se posent toutefois à leur sujet : rejoignent-ils les secteurs dynamiques de la société (professions, syndicats, mouvement coopératif, etc.) ³²² de façon à nourrir leurs idées et à mettre en œuvre leurs projets d'action ? Existe-t-il des institutions de soutien susceptibles de

³¹⁸ Voir : Hubert GUINDON, « *The Social Evolution of Quebec Reconsidered* », *Canadian Journal of Economics and Political Science*, vol. 26, n° 14, 1960, p. 533-551 [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.] ; *Quebec Society : Tradition, Modernity and Nationhood*.

³¹⁹ Gérard BOISMENU, *Le duplessisme*, p. 37.

³²⁰ Réjean PELLETIER, *Partis politiques et société québécoise*, p. 153-154.

³²¹ Jocelyn LÉTOURNEAU, « L'histoire du Québec d'après-guerre et la mémoire collective de la technocratie », dans Diane VINCENT (dir.), *Des analyses de discours*, p. 11-28.

³²² À ce sujet, voir ma communication au symposium de l'Institut canadien des adultes dont les conclusions étaient tirées d'une enquête menée auprès du mouvement coopératif et des syndicats : « L'esprit démocratique et les Canadiens français », *Cahiers de l'Institut canadien d'éducation des adultes*, mars 1959, p. 34-55. Voir aussi Léon DION, « Aspects de la condition du professeur d'université dans la société canadienne-française », *Cité libre*, n° 21, juill. 1958, p. 8-30.

les réunir, de permettre à leur cheminement d'aboutir à un carrefour où ils se rejoindraient, se reconnaîtraient ? Ont-ils conscience de partager des [202] valeurs communes et, si oui, considèrent-ils ces valeurs seulement dans l'abstrait ou les appliquent-ils à des projets d'action convergents ? Leur belle unanimité pour contester le pouvoir politique et, à un degré moindre, le pouvoir clérical masque-t-elle des divergences quant à l'application concrète à la société québécoise de leur conception de la modernité ?

Pour que se constitue une classe sociale, il ne suffit pas que des individus, même nombreux et de condition homogène, convergent dans l'opposition ; il leur faut encore pouvoir s'affirmer dans la conscience d'une identité de vues, non seulement sur le plan des valeurs définies dans l'abstrait, mais encore dans l'élaboration d'un projet concret de société. Pour se faire une idée des conditions nécessaires à la formation d'une nouvelle classe moyenne, il est instructif de jeter un regard sur la façon dont elle s'est constituée aux États-Unis 40 ans plus tôt, au lendemain de la Première Guerre mondiale :

La guerre [1914-1918] a révélé une jeune intelligentsia, formée dans la doctrine pragmatique et absolument prête à agir sur les événements, mais lamentablement incapable d'interpréter intellectuellement les fins et de préciser leur nature idéale [...] Les représentants de cette intelligentsia ont assimilé le secret de la méthode scientifique dans son application à l'administration publique. Ils sont libéraux, éclairés, avertis. Ils ont acquis l'intelligence créatrice pour la solution des problèmes politiques et industriels. Ils constituent une force entièrement nouvelle de la vie américaine - résultat du changement d'orientation de l'enseignement universitaire qui met l'accent sur les faits politiques et économiques plutôt que sur les humanités ³²³.

Pareille description cadre parfaitement avec la définition de la classe « technocratique » québécoise qui émerge dans les années soixante. Mais au cours de la décennie précédente, combien de nouveaux intellectuels se perçoivent ainsi ? J'ai l'impression qu'ils ne se voient guère comme une classe sociale au sens strict du terme mais plutôt comme une collectivité de référence sans trop de cohésion, dispersée et peu apte à agir sur les événements en cours. Certains retombent même dans des sentiers que des générations ont battus avant eux : ils

³²³ Randolph Bourne, dans Noam CHOMSKY, *L'Amérique et ses nouveaux mandarins*, p. 6.

sont tentés de s'en remettre à un sage, un chef qui, grâce à son ascendant, les ralliera tous dans la poursuite d'une même cause. Ainsi Pierre Vadeboncœur déplore-t-il « l'absence d'un Papineau contemporain » qui serait « l'homme du risque et de la surprise, l'antitraditionaliste par excellence, un serviteur de causes nouvelles »

Le vide politique actuel n'existerait pas, car il l'aurait rempli de quelque chose : une entreprise et une pensée définissant l'actuel, et non pas, comme le veulent les vieux phonographes de la charmante époque, une version pseudo-moderne des intentions politiques d'il y a cent ans. À ce [203] prix, nous aurions une pensée qui rendrait complètement intelligible aux masses et aux indépendants la grève de l'amiante, la lutte de Murdochville, l'infamie du régime Duplessis, le vide congénital du principal parti d'opposition et combien d'autres choses dont sans doute quelques idées particulières sur le droit privé de propriété [...] De ce moment nous saurions ce qu'est la démocratie, et qu'elle a un sens : le peuple refusant de lâcher le pouvoir ³²⁴.

Cette citation définit mieux qu'aucune démonstration chiffrée le permettrait la condition sociologique larvée des nouveaux intellectuels. Impuissants à se percevoir comme un groupe capable de pensée et d'action concertées, ils se considèrent comme une collectivité d'individus sans liens sociologiques fermes. Un bon nombre sont enclins à penser qu'il leur faudrait un guide pour encadrer et activer leurs idées et les événements qu'ils contribuent plus ou moins consciemment à provoquer. Cette citation montre aussi par quelles ruses de la raison ceux qui sont à la quête du nouveau reprennent à leur compte les espoirs anciens même s'ils sont déçus à chaque génération. Se reportant à cette période, Gérard Pelletier commente :

Il faudrait une longue étude pour expliquer tous les facteurs qui font de nous une génération au sens fort, c'est-à-dire nettement coupée de la précédente. Nous étions issus d'une révolution industrielle majeure qui, entre 1939 et 1945, avait radicalement transformé la société québécoise.

³²⁴ Pierre VADEBONCŒUR, « Voilà l'ennemi ! », *Cité libre*, n° 19, janv. 1958, p. 29-37, reproduit dans Yvan LAMONDE en collaboration avec Gérard PELLETIER, « *Cité libre, une anthologie*, p. 308.

Mais les puissants du jour n'en savaient rien encore et nous-mêmes n'en étions conscients qu'à demi ³²⁵.

Si, dans les années cinquante, les intellectuels avaient formé une classe sociale au sens complet du terme, ils auraient été enclins à considérer la société en fonction des classes. La recherche des facteurs qui les éloignaient et qui les rapprochaient d'autres classes aurait été l'une de leurs préoccupations. Les termes « barrière » et « niveau » d'un ancien sociologue français dont j'oublie le nom auraient fait partie de leur vocabulaire : barrière, c'est-à-dire ces conditions qui les protègent du risque de se voir ravalé à la classe inférieure, niveau, c'est-à-dire ces conditions qui les empêchent de rejoindre la classe supérieure. Ce genre de préoccupation est [204] absent du discours de la majorité d'entre eux. D'aucuns tendaient plutôt à percevoir l'ensemble des Canadiens français comme formant une seule classe de type ethnique et prolétarienne. D'autres les voyaient figés en un monolithe sous l'action d'une formation cléricale et politique de « droite » dominante.

³²⁵ Gérard PELLETIER, *Les années d'impatience, 1950-1960*, p. 58. Pelletier a raison de dire que la transformation socio-économique du Québec avait été d'une grande envergure. Les mentalités, elles aussi, avaient évolué, mais avaient-elles suivi un rythme comparable ? Non, du moins en apparence, et c'est là précisément la raison qui masquait aux idéologues traditionalistes l'ampleur de l'évolution socioéconomique : leur attention ne se portait que sur les mentalités, et encore, les mentalités telles qu'elles étaient définies par les pouvoirs existants.

[205]

Le Québec 1945-2000.
Tome II : Les intellectuels et le temps de Duplessis.

Deuxième partie.
*Une conscience critique de l'ancien régime:
la quête de la modernité.*

Chapitre 3

De pacifiques contestataires persécutés

[Retour à la table des matières](#)

La responsabilité première des intellectuels est de veiller à ce que les valeurs de liberté et de justice soient respectées dans leur société d'appartenance ainsi que dans le monde. La transition de l'universel au particulier ne leur est pas plus facile qu'elle ne l'est aux détenteurs des pouvoirs et aux autres groupes sociaux. Mais c'est à eux, en premier lieu, que revient le devoir de proposer les termes d'un passage de l'abstrait au concret qui convienne aux besoins et aux aspirations de la société tout en se conformant aux préceptes immémoriaux de l'humanisme. Dans la mesure du possible, les intellectuels expriment leurs idées en participant activement à l'édification de la Cité dans le respect des formes d'intervention que les pouvoirs légitiment.

La certitude que les intellectuels remplissent adéquatement leur tâche de défenseurs et de promoteurs des valeurs dans une société dépend de la sauvegarde d'une pleine liberté d'expression et de leur sagacité dans l'usage qu'ils en font. Une

société permissive favorise chez eux la dissipation et l'indolence et émousse le sens des dangers de toute nature que les pouvoirs lui font courir ³²⁶. Une société oppressive contraint à la dissidence laquelle, dans l'immédiat, réduit les intellectuels à la marginalité et les expose à la persécution.

Les nouveaux intellectuels des années cinquante doivent recourir à diverses formes de contestation des pouvoirs établis et sont la cible d'un harcèlement certain. Ce qui fonde la vigueur de la contestation à cette [206] époque, c'est précisément la présence d'un régime ancien qui s'arc-boute à une tradition vermoulue, pour ne pas mourir, en usant de toute l'autorité dont il dispose. L'opposition qui pèse lourdement sur les intellectuels les nourrit et les contraint à se surpasser ³²⁷. *Refus global* (1948) de Borduas est peu connu des nouveaux intellectuels mais il les atteint car il éveille la suspicion des personnes en autorité et les conduit à appliquer des sanctions. La grève de l'amiante de 1949 n'est probablement pas l'événement catalyseur de la grande transformation que certains affirment mais elle fait prendre aux pouvoirs l'habitude de la répression ³²⁸.

Le premier indice de l'existence d'une situation répressive pour les nouveaux intellectuels est le sentiment que leur liberté d'expression est sous surveillance. Le second indice est le frein exercé sur la mobilité sociale de nombre d'entre ceux qui cherchent dans la modernité une nouvelle cohérence afin de combler, dans tous les domaines, les retards que les générations précédentes ont accumulés : bien des emplois stables leur sont fermés ou des changements d'emplois souhaités leur sont refusés.

Les nouveaux intellectuels connaissent l'ampleur de la tâche qu'il leur revient d'accomplir. Leurs interventions auraient plus de poids si, au lieu de se servir de l'histoire comme repoussoir, ils prenaient appui sur ses acquis, s'ils l'étudiaient en profondeur et s'ils essayaient de mieux saisir les tendances évolutives de leur temps par un examen rigoureux des secteurs dynamiques de la société au lieu de

³²⁶ Selon Émile MALET (*Socrate et la rose*), ce serait le cas aujourd'hui en France. Un pouvoir politique permissif aurait réduit à l'insignifiance les interventions des intellectuels socialistes et aurait réussi à galvaniser contre lui les intellectuels de droite.

³²⁷ Pour des témoignages d'intellectuels concernant l'engagement socio-politique, voir Rodrigue BÉLANGER (dir.), *L'engagement politique*.

³²⁸ Si la grève de l'amiante avait été, pour les intellectuels, un symbole aussi déterminant du changement social qu'on le dit, il me semble qu'ils n'auraient pas attendu jusqu'en 1956 pour en rendre compte. Voir Pierre Elliott TRUDEAU (dir.), *La grève de l'amiante*.

river leur regard sur un pouvoir politique retardataire et, à un degré moindre, sur un pouvoir clérical essoufflé et tombé sous la tutelle du premier. Si leur critique était plus positive et fondée sur une recherche approfondie plutôt que sur des impressions et des rejets sans nuances, peut-être parviendraient-ils à retenir l'attention d'une partie plus grande de la population et, de la sorte, à dissiper l'invulnérabilité des pouvoirs à leur endroit. Peut-être cette démarche est-elle exclue, tant le fossé qui sépare les anciens et les modernes est profond. L'ambivalence stimulante qui caractérise nombre d'occidentalistes et de slavophiles dans la Russie du, XIX^e siècle se remarque chez peu d'entre eux. Par exemple, entre le père Lévesque et François-Albert Angers ou Pierre Trudeau et Léopold Richer ou Louis-Philippe Roy aucun dialogue ne s'ouvre. Les deux premiers prônent pourtant la coopération mais l'un la veut non confessionnelle et l'autre la soude à la religion. Les trois derniers sont de fervents catholiques mais l'un se proclame « anticléricaliste » et les deux autres sont des propagandistes ardents du cléricalisme. Là où des [207] espaces pour des débats fructueux existent, des animosités personnelles les ferment.

Par comparaison aux artistes qui les précèdent, les nouveaux intellectuels sont des pacifiques. Leur critique peut être incisive mais elle s'appuie sur des arguments rationnels plutôt que sur des dénonciations émotives. Leur formation, leur culture, l'état de la société dans les années cinquante sont peu propices à engendrer des révoltés et des révolutionnaires. Hormis des grèves marquées par l'exaspération, de celle de l'amiante en 1949 à celle de Radio-Canada en 1959, contrairement aux deux décennies précédentes, aucun incident d'importance ne met aux prises la population et les forces de l'ordre. Les nouveaux intellectuels sont privés d'occasions de manifester leurs sentiments d'exaspération à l'égard du régime auquel ils s'opposent. L'enracinement au sol québécois est profond même parmi les antinationalistes les plus virulents. J'ai noté l'ambivalence de Trudeau concernant son appartenance à la société canadienne-française mais, chez la plupart, chez Pelletier, Marchand, Rioux, Vadeboncœur, elle est un fait de nature qu'il ne leur est jamais venu à l'esprit de remettre en question.

Les nouveaux intellectuels souhaitent vivement s'intégrer à la société canadienne-française, exercer le rôle de rassembleurs dans la Cité. Personne ne met en question la nécessité d'une autorité et ils s'y soumettraient sans maugréer si les pouvoirs en place adhéraient aux valeurs de liberté et de justice qu'ils

préconisent. Telle ne peut être leur perception car les pouvoirs bafouent ces valeurs selon leur bon plaisir.

Agents d'intégration sociale les nouveaux intellectuels ? Non, considérés plutôt comme des agents corrosifs de la belle cohésion sociale que les pouvoirs sont parvenus, depuis longtemps, à maintenir sans difficulté. Ces derniers voient en eux, individuellement et collectivement, des personnes insoumises, minant leur ascendant séculaire sur la population. Le travail de sape de l'ordre social existant que font les nouveaux intellectuels est encore bien plus réel qu'ils ne le pressentent.

La réaction des pouvoirs à l'avalanche croissante des critiques qui leur sont adressées au cours des années cinquante est insidieuse, ferme, peu souvent féroce ment répressive. Si elle l'avait été plus fréquemment, la spéculation sur les effets qu'elle aurait provoqués serait permise : les nouveaux intellectuels auraient-ils courbé la tête comme les contestataires des générations précédentes dont la plupart avaient, à la suite de menaces et de sanctions, multiplié les gestes de soumission ? J'en doute. Suffisamment nombreux, convaincus d'avoir raison, conscients des failles de plus en plus visibles dans l'armure des pouvoirs rendant ces derniers vulnérables, un certain nombre de nouveaux intellectuels auraient accentué leurs critiques [208] et se seraient dotés de mouvements capables de les protéger efficacement et de procurer à leurs dénonciations une vigueur de plus en plus irrésistible qui leur aurait finalement permis d'atteindre le peuple. Mais les pouvoirs usent de circonspection : on ferme les portes aux intellectuels jugés dangereux, on les exclut des cercles où leur esprit rebelle pourrait provoquer des remous ; quant aux autres, les plus faibles, les plus jeunes, on les ignore ou on les met sous surveillance.

Il n'est pas facile de se ranger parmi les critiques, même timides, des pouvoirs en place durant les années cinquante. Pour plusieurs, que d'années vécues dans le silence, que de commentaires publics autocensurés, que d'articles préparés avec soin non publiés par crainte de représailles qui ne se seraient peut-être pas abattues sur leurs auteurs (ou que l'inquisition larvée aurait peut-être broyés) ! À tort ou à raison, la peur paralyse les plus hardis. D'aucuns se protègent sous le couvert de l'anonymat, d'autres vivent des années durant la tentation du départ. André Laurendeau, devant la demande d'anonymat de nombreux correspondants

qui l'implorent - « De grâce, gardez-moi l'anonymat, mon gagne-pain en dépend » -, s'interroge :

On se demande d'où vient cette peur ?... Se font-ils des idées ? Ont-ils la manie de la persécution ?... D'où vient cette lourdeur, cette pesanteur, cette raréfaction de l'air ?... Il y aurait donc une certaine forme de persécution, une certaine menace à la liberté ? Cela est malsain. Cela est grave... Mais encore une fois... de qui a-t-on peur et pourquoi ?

Le frère Untel explique dans *Le Devoir* du 30 avril 1960 :

La réponse est assez simple : nous avons peur de l'autorité [...] nous vivons dans un climat magique, où il s'agit, sous peine de mort, au moins, de n'enfreindre aucun tabou, de respecter toutes les formules, tous les conformismes. La peur diffuse dans laquelle nous vivons stérilise toutes nos démarches. Si nous écrivons, il faut que toutes nos propositions soient justifiables devant de potentiels inquisiteurs ; si nous agissons, il faut que tous nos actes soient mesurés à l'étalon traditionnel, i.e. qu'ils soient des répétitions [...] les autorités, c'est des nous autres. Nous nous engendrons mutuellement : paternalisme et esclavage. Qui n'a jamais su être libre étant inférieur, ne saura pas être chef, sorti du rang. À une autorité crispée correspond un peuple qui a perdu le sens de la liberté.

Le 18 juillet 1960, *Le Devoir* publie le commentaire d'une religieuse à la réponse du frère Untel :

Frère Untel, vous dites tout haut ce que nous, Sœurs, nous pensons tout bas. Oui, nous refoulons, nous avons peur, nous avons la trouille [...] Vous dévoilerai-je que nos Mères Supérieures sont plus ombrageuses (j'emploie ici un euphémisme !) que vos Frères Supérieurs ? Aussi, l'auteur de la présente lettre, si l'on parvenait à l'identifier, se ferait d'abord décapiter puis démolir [...] Frère, c'est du bien bon monde que les Sœurs, je les aime et je m'aime, mais combien je les voudrais plus accessibles, plus perméables [209] aux sentiments humains, plus rayonnantes, plus femmes quoi ! Constatez, Frère Untel, que je ne suis guère maligne : Voyez-vous, Frère, je suis habituée à porter la muselière ; quant au port de la plume, la prudence me commande l'incognito.

Toutes les réactions à la lettre du frère Untel ne sont pas approbatives. *Le Devoir* publie le 21 mai une lettre d'Amédée Francoeur remplie de fiel et de bons conseils. Elle reprend entre autres choses la conception de la liberté chez saint

Paul et saint Augustin si familière à tant de théologiens et de catholiques : « Vous semblez ignorer que la vraie liberté consiste à accepter VOLONTAIREMENT ce que l'on a DÉLIBÉRÉMENT accepté et même ce qui nous est imposé ³²⁹. »

Tous savent que les pouvoirs peuvent frapper mortellement. Le témoignage de François Hertel (Rodolphe Dubé), exilé à Paris, illustre éloquemment le climat d'intolérance que les pouvoirs entretiennent et l'impuissance de ceux qu'il atteint :

Un certain esprit de recherche, une certaine forme d'inquiétude de pensée ne conviennent qu'aux pays rendus à pleine maturité [...] Je voulais former des esprits libres, j'aurais fini par créer des révoltés. Je n'ai jamais prêché à mes élèves et à mes disciples [...] autre chose que ceci : réserver son for intérieur, se garder le droit de penser et de juger, mais travailler quand même à ouvrir des horizons que la pensée officielle préfère clos [...] En ce qui concerne mon évolution [...] je suis dorénavant exempté du ministère sacré et je ne porte plus l'habit ecclésiastique [...] Enfin j'ai aussi évolué dans le domaine de la pensée. Je ne suis plus tout à fait aussi sûr de tout ce que j'enseignais, [maintenant que] j'ai davantage étudié, que je n'étais autrefois. Je me demande même si le catholicisme tel que nous le vivons parfois au Canada n'est pas une sombre hérésie cléricale ³³⁰.

De François Hertel (1946) au frère Untel (1959-1964) en passant par Félix Leclerc (1950), M^{gr} Joseph Charbonneau (1950), Paul-Émile Borduas (1948-1955), combien sont réduits à un exil temporaire ou permanent, privant de la sorte le Québec, qui compte déjà si peu d'artistes et d'intellectuels de qualité, de leur présence et de leur concours à l'œuvre de rénovation culturelle et intellectuelle amorcée ? Combien de carrières voient leur cours réorienté radicalement (celle de Maurice Lamontagne, celle de Pierre Trudeau) ? Il y a ceux qui sont victimes de persécution, qui résistent et qui restent, tout en devant accepter de voir leur œuvre amoindrie ou délaissée, avant d'être achevée. Gérard Pelletier pose la question à propos de la revue *Cité libre* : « Comment faire comprendre aujourd'hui que nos articles en demeurant fort sages (et que nous savions tels) [210] aient pu irriter si

³²⁹ Jean-Paul DESBIENS, *Les insolences du frère Untel*, p. 68, 69, 71, 74, 92, 94, 95 et 79. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

³³⁰ François HERTEL, « Lettre à mes amis : refusé un peu partout », *Cité libre*, n° 2, févr. 1951, p. 34-35. Sur François Hertel, voir Jean TÉTREAU, *Hertel, l'homme et l'œuvre*.

prodigieusement des prêtres instruits, intelligents, au faite même de la puissance cléricale dans notre milieu ³³¹ ? »

Les menaces, parfois précises, la plupart du temps diffuses ou seulement appréhendées qui planent sur les collaborateurs de la revue les incitent à la modération, voire à l'autocensure. Pelletier mentionne une critique que lui adresse Pierre Trudeau, critique que ce dernier applique à tous les collaborateurs de la revue : « Trudeau [...] me reprochera de tuer ma pensée dans ma conclusion comme si, en cours de route, nous perdions le courage de nous rendre jusqu'au bout, comme si nous refusions les conséquences de nos prémisses ³³². »

En une occasion au moins - il y en a eu d'autres -, Trudeau a le courage, dans un article publié dans *Cité libre* à l'automne de 1951, d'exprimer sans ménagement son opinion sur l'autorité :

On nous éduque à avoir des réflexes d'esclaves devant l'autorité établie. Il faut nous-mêmes redevenir l'autorité et que les préfets de discipline et les agents de police reprennent leur place de domestiques. Il n'y a pas de droit divin des premiers ministres pas plus que des évêques : ils n'ont d'autorité sur nous que si nous le voulons bien ³³³.

Le cardinal Paul-Émile Léger est le principal préfet de discipline de l'époque. Il « convoque » Pelletier et Trudeau et leur déclare que leurs articles soulèvent « certains points de doctrine [...] Si je devais condamner la revue pour cette proposition... et aussi pour quelques autres choses... je le regretterais beaucoup, croyez-moi. » À cette menace à peine voilée d'une sanction possible Trudeau réplique : « Et nous en appellerons à l'Église universelle comme c'est notre droit. » La désinvolture dont il fait preuve interloque M^{gr} Léger et l'entrevue, commencée « dans un silence embarrassé », n'a pas de suite ³³⁴.

Une fois, je fus victime de persécution de la part de l'université. Au printemps de 1954, devant tous les membres de la faculté, le père Lévesque en tête, faute de

³³¹ Gérard PELLETIER, *Les années d'impatience, 1950-1960*, p. 159.

³³² *Ibid.*, p. 174. Le frère Untel propose une explication plausible : « Faut-il qu'ils aient peur. C'est bien ça : ils ont terriblement peur, les Pouvoirs. Toutes griffes dehors, à la moindre alerte. Au pays du Québec, on explique tout par la peur : l'ahurissement des petits ; la crispation des grands. » (Jean-Paul DESBIENS, *op. cit.*, p. 88.)

³³³ Micheline LACHANCE, *Dans la tempête*, p. 94.

³³⁴ Gérard PELLETIER, *op. cit.*, p. 161,163.

pouvoir me rendre à la London School of Economics pour des raisons financières, j'avais soutenu ma thèse de doctorat, « La révolution allemande du XX^e siècle : l'idéologie politique du national-socialisme ». Outre le professeur Maurice Tremblay, le jury était entièrement composé de professeurs européens et mon dernier directeur de [211] thèse était Aurel Kolnai. Je reçus la mention « avec la plus haute distinction ». Le Canadian Social Research Council m'avait accordé une subvention pour faciliter la publication de mon ouvrage. M^{gr} Robert Dolbec, au nom des Presses de l'Université Laval, refusa péremptoirement la publication conjointe qu'offraient les Presses universitaires de France. Il me communiqua son refus dans une lettre insultante dont je garderai toujours un souvenir cuisant. Ses motifs n'avaient rien à voir avec la qualité du travail. Je m'étais arrogé le droit de critiquer le pseudo-concordat conclu pour l'Église catholique par M^{gr} Pacelli (futur pape Pie XII) et, pour l'Allemagne, par le ministre allemand des Affaires internationales, von Ribbentrop. Je déplorais les nombreuses concessions, qui favorisaient l'appesantissement de la dictature, accordées en 1933 par l'Église à l'Allemagne nazie. En outre, M^{gr} Dolbec m'écrivit : « « On » s'étonne que vous ne fassiez pas de mention sérieuse de la philosophie thomiste au cours de votre travail ³³⁵. » Ces fautes graves auxquelles s'ajoutaient des raisons administratives le convainquirent de refuser la copublication. Ce refus m'atteignit au plus vif, modifia le cours de ma carrière et m'infligea une blessure large et profonde. Je mis quatre ans à la guérir. La cicatrice, mal fermée, me fera toujours mal.

Dans une conférence à l'occasion du dixième anniversaire de l'Institut canadien des affaires publiques, Jean-Charles Falardeau rappelle le musellement de la liberté d'expression par les pouvoirs au cours de la décennie 1950-1959. Le passage du temps, déjà, induit l'auteur à magnifier le courage et à exagérer le nombre des contestataires et à amplifier l'appesantissement de l'oppression :

Dix ans - c'était en 1953 - c'est-à-dire l'âge mérovingien dans l'histoire politique du Québec. Dix ans : plusieurs d'entre nous, des individus, des groupes, quelques institutions, vivaient dans la Résistance. Car nous avons eu au pays du Québec, il ne faut pas l'oublier, une résistance, un maquis de

³³⁵ Lettre de M^{gr} Robert Dolbec datée du 29 juin 1955. Une rencontre subséquente eut lieu en compagnie de M^{gr} Guy Roberge. M^{gr} Dolbec persista dans son refus.

la liberté et du franc-parler sans lesquels l'élan volcanique d'aujourd'hui ne se serait pas produit tel que nous le connaissons ³³⁶.

J'esquisse les traits de quatre contestataires pacifiques persécutés : Jean-Charles Harvey, Paul-Émile Borduas, Jean-Paul Desbiens (le frère Untel) et le père Georges-Henri Lévesque. Le premier est romancier, le deuxième, peintre, le troisième, frère enseignant, et le quatrième, philosophe engagé dans l'action. La part de l'imaginaire dans la contestation de l'époque est ainsi mise en relief.

[212]

JEAN-CHARLES HARVEY

[Retour à la table des matières](#)

Écrit en 1934, à une époque où la forteresse de l'ancien régime est inattaquable aux yeux de tous, *Les demi-civilisés* constitue, avec *Refus global*, l'ouvrage le plus « subversif » jamais écrit sur ce régime. Jean-Charles Harvey s'y livre à une analyse fascinante du complexe ou du « savoir » de l'échec. Le songe du héros de son roman, Max, symbolise trois types d'échecs : sur le plan de la croyance en Dieu, de sa confiance dans la vigueur des Canadiens français et de sa foi dans les valeurs libérales ³³⁷. L'intérêt de ce livre n'est pas le procédé romanesque, d'une qualité médiocre, mais les idées libertaires que les personnages véhiculent ³³⁸. Les problèmes de la liberté et de la tolérance, de l'éducation, de la pauvreté culturelle des Canadiens français y sont traités sans ménagement. Ces propos ayant été tenus bien avant les interventions des nouveaux intellectuels, la concordance oblige de les rapporter dès maintenant. En outre, le ton libertaire et anti-étatique de l'ouvrage l'oppose à l'orientation pragmatique des nouveaux intellectuels :

³³⁶ Jean-Charles FALARDEAU, « Avant-propos », *Nos hommes politiques*, congrès de l'Institut canadien des affaires publiques, p. 11. La première conférence de l'Institut eut lieu en 1954. Il avait été fondé en 1953.

³³⁷ Léon DION, *Québec 1945-2000, tome I : À la recherche du Québec*, p. 105. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

³³⁸ Sur le sujet, voir Michel MORIN, *L'Amérique du Nord et la culture*, p. 199-257.

[...] la liberté morale est le pivot de la civilisation, la condition première du perfectionnement de la personnalité, partant, du progrès indéfini de l'individu et, par lui, de la société [...] On vous dit parfois qu'il vous est défendu de penser librement. Les auteurs d'un décret aussi infâme sont grandement coupables. On ne saurait mieux s'y prendre pour tuer la valeur individuelle au nom d'on ne sait quelle médiocrité collective qu'on encourage au bénéfice d'une caste, sous le faux semblant de l'ordre, de la tradition et de l'autorité [...] l'homme est un éternel chercheur. Il aspire à l'infini, il trouve le fini. Toujours nos ailes sont coupées en plein vol ³³⁹ !

À propos de la tolérance :

Tous exprimaient librement leurs convictions et leurs rêves, tous se contredisant les uns les autres, verbe haut et mot franc, mais ne niant jamais le droit de chacun à sa façon de penser, de sentir, de parler. J'ai toujours eu la nostalgie de cette humanité parisienne, humanité plus vivante, plus saine, plus reposante, disons le mot, plus humaine... Quel merveilleux creuset [...] Toute coercition, même contre mes ennemis, serait contre ma nature [...] la floraison des opinions est aussi indispensable à la civilisation que l'air aux voies respiratoires ³⁴⁰.

L'ouvrage *Les demi-civilisés* contient plusieurs commentaires explicitant la piètre opinion que Harvey se fait de l'éducation imposée aux Canadiens français :

[...] que le privilège de l'enseignement ne peut, sans danger pour l'esprit, le cœur, le jugement et la science, appartenir exclusivement à une caste qui [213] se veut hors du siècle ; que la philosophie n'est pas nécessairement confinée à quelques manuels écrits en mauvais latin [...] Je leur permettrai volontiers, par exemple, de s'attaquer, même violemment, à l'insuffisance de l'enseignement, du personnel enseignant et du programme de nos institutions [...] nos gens n'ont pas été à la hauteur de leur tâche et [...] nous ne formons pas beaucoup de grands hommes ³⁴¹.

Harvey établit un contraste entre les paysans qui « sont restés fiers, intelligents, originaux, raisonnables et personnels » et l'élite devenue « une génération de ratés ». Il développe une idée que Laurendeau reprendra plus tard :

³³⁹ Jean-Charles HARVEY, *Les demi-civilisés*, p. 53 et 108.

³⁴⁰ *Ibid.*, p. 151 et 149.

³⁴¹ *Ibid.*, p. 149 et 162.

Notre petite bourgeoisie est formée de déracinés. Il suffit de remonter à une ou deux générations pour y rencontrer le paysan. Tout le fond de la race est là [...] Il me semble que notre paysannerie est la plus civilisée qui soit au monde. Elle est la base sur laquelle nous bâtissons sans cesse. Ce n'est pas chez elle que l'on trouve la plaie des demi-civilisés : c'est dans notre élite même ³⁴².

En raison de ces insuffisances criantes et d'autres encore, le personnage principal du roman, Max, fait la déprimante constatation suivante :

Aujourd'hui nous sommes les parents pauvres de l'Amérique et nous sommes l'une des civilisations les moins vivantes de toutes les races blanches du globe. Nous payons cher notre loyauté [à la couronne britannique]. On nous console au nom de la fidélité à la parole donnée, on oublie que cette parole nous fut arrachée de force ³⁴³.

Plus loin, Harvey fait dire au même personnage cette phrase prémonitoire : « Attaquez une force sans la nommer, on vous tolérera en faisant semblant de ne pas comprendre ; ayez le malheur de la nommer, et on vous foudroiera ³⁴⁴. » Harvey osa la nommer, elle le foudroya.

Un mois après la parution de l'œuvre, le cardinal Villeneuve interdit par décret, sous peine de péché mortel, de « lire le livre, de le garder, prêter, acheter, vendre, imprimer ou diffuser de quelque façon ³⁴⁵ ». L'interdit n'est valide que dans le diocèse de Québec : Harvey écrit qu'il propulsera sa vente ailleurs, surtout à Montréal. Le soir même de l'interdiction, Henri Gagnon, directeur du journal *Le Soleil* dont Harvey est le rédacteur en chef, lui signifie sa destitution. Il l'informe en outre que les autorités religieuses et politiques l'absoudront s'il déclare par écrit dans *Le Soleil* qu'il retire son roman, ce qu'il est contraint de faire pour accéder à un autre emploi (qui lui est promis s'il obéit) et ainsi subvenir aux [214] besoins de sa famille de six enfants. Il rentre aussitôt dans les bonnes grâces des autorités et le premier ministre Taschereau le nomme à la bibliothèque provinciale au poste de « responsable de la statistique » ! Ce triste dénouement, provoqué par le propriétaire du journal *Le Soleil*, Jacob Nicol, le cardinal Villeneuve et le premier

³⁴² *Ibid.*, p. 171 et 179.

³⁴³ *Ibid.*, p. 138.

³⁴⁴ *Ibid.*, p. 150.

³⁴⁵ *Ibid.*, introduction, p. 7.

ministre Taschereau, sonne le glas d'une carrière littéraire qui, malgré des imperfections de forme, s'avérait prometteuse.

Pour un plat de lentilles dont dépendent la subsistance matérielle d'Harvey et celle de sa famille, le pouvoir clérical croit avoir éteint pour toujours la verve provocatrice qui vibre dans un roman dont le ton voltairien marque au fer rouge les tares infamantes des mœurs et des institutions de son temps. C'est sans compter sur la ténacité de l'auteur des *Demi-civilisés*. Par la suite, il écrit d'autres romans, essais et contes ainsi que des articles dans les journaux et dirige l'hebdomadaire *Le Petit Journal*. Surtout, il fonde et dirige *Le Jour* (1937-1946), hebdomadaire d'orientation libérale radicale et fédéraliste. La clameur des critiques et les déficits financiers entraînent la fermeture du journal le 29 juin 1946. Harvey tire alors une dernière salve, l'une des plus foudroyantes sous sa plume, qui résume le programme du *Jour* :

Unir plus étroitement les Canadiens d'origine, de langue et de foi différente, [...] réclamer une éducation plus haute, plus vivante, plus humaine et plus pratique, [...] réagir contre l'esprit de caste et de domination d'une secte [le clergé] régnant par la peur et la superstition ; proclamer la liberté de pensée, de conscience, de parole, d'association et d'assemblée, [...] rendre le sens des proportions et du ridicule à un petit peuple saturé, trois siècles durant, de faux sérieux et de saintes blagues ; montrer à de pauvres Canadiens isolés que des maîtres fumistes ont voulu réduire à l'état de Robinson Crusoé, qu'il existe quelque chose de lumineux en dehors des murs opaques de la Laurentie, telle est l'œuvre à laquelle nous nous sommes consacrés sans relâche.

Harvey décède en 1967.

PAUL-ÉMILE BORDUAS

[Retour à la table des matières](#)

Refus global de Paul-Émile Borduas (1905-1960) est publié le 9 août 1948 suivi de *Projections libérantes* l'année suivante. Ces écrits marquent peut-être le point limite de la confrontation des artistes avec tous les détenteurs d'une autorité quelconque de l'époque ³⁴⁶. Marcel Fournier décrit *Refus global* comme « l'autonomisation du champ artistique par [215] la politisation du discours sur l'art ³⁴⁷ ». *Refus global* est un manifeste signé par 16 artistes ³⁴⁸ mais il est rédigé par Borduas et porte indiscutablement sa marque. C'est lui surtout qui est tenu responsable et qui, aujourd'hui, a le crédit du long cri de douleur indigné qu'il exhale.

Pamphlet échevelé, tourmenté, déraisonnable, pathétique, disgracieux même à certains endroits, écrit pour choquer, usant de la plume comme d'un pinceau pour peindre de la couleur la plus noire institutions et dirigeants qui éteignent la flamme de l'art, prohibent les expériences pédagogiques et pourchassent la liberté partout où elle cherche à s'affirmer ! La meilleure façon de condenser sa pensée sans la déformer est de la laisser s'exprimer dans les termes mêmes qu'il a employés. Il serait difficile de les retranscrire sans les tronquer et sans les dépouiller de leur verdeur. Bien des thèmes abordés dans ces écrits seront au cœur de la contestation des nouveaux intellectuels. Ils en diffèrent par le ton et l'esprit. Aussi ne cadreraient-ils pas dans les exposés ultérieurs. Gérard Pelletier corrobore ce jugement lorsqu'il écrit que *Cité libre* avait refusé un texte du même genre que

³⁴⁶ Il existe plusieurs éditions, comportant des variantes, de *Refus global* et de *Projections libérantes* : Paul-Émile BORDUAS et collab., *Refus global* ; Paul-Émile BORDUAS, *Projections libérantes* ; « *Refus global* » et « *Projections libérantes* », avec une introduction de François-Marc Gagnon ; André G. BOURASSA, Jean FISETTE et Gilles LAPOINTE, *Paul-Émile Borduas. Écrits I*.

³⁴⁷ Marcel FOURNIER, *L'entrée dans la modernité*, p. 219. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

³⁴⁸ Paul-Émile Borduas, Magdeleine Arbour, Marcel Barbeau, Bruno Cormier, Marcelle Ferron-Hamelin, Claude Gauvreau, Pierre Gauvreau, Muriel Guilbault, Fernand Leduc, Thérèse Leduc, Jean-Paul Mousseau, Maurice Perron, Louise Renaud, Françoise Riopelle, Jean-Paul Riopelle, Françoise Sullivan.

lui avait adressé Claude Gauvreau sans le soumettre à la revue : « C'est que nous en refusions la violence verbale ³⁴⁹. »

Refus global s'ouvre sur une description de l'histoire dont l'originalité réside dans la forme plutôt que dans la substance :

Rejetons de modestes familles canadiennes-françaises, ouvrières ou petites bourgeoises, de l'arrivée au pays à nos jours restées françaises et catholiques par résistance au vainqueur, par attachement arbitraire au passé, par plaisir et orgueil sentimental et autres nécessités.

Colonie précipitée dès 1760 dans les murs lisses de la peur, refuge habituel des vaincus ; là, une première fois abandonnée. L'élite reprend la mer ou se vend au plus fort. Elle ne manquera plus de le faire chaque fois que l'occasion sera belle.

Un petit peuple serré de près aux soutanes restées les seules dépositaires de la foi, du savoir, de la vérité et de la richesse nationale. Tenu à l'écart de l'évolution universelle de la pensée pleine de risques et de dangers, éduqué sans mauvaise volonté, mais sans contrôle, dans le faux jugement des grands faits de l'histoire quand l'ignorance complète est impraticable.

Notre destin sembla durement fixé ³⁵⁰.

[216]

Dans *Projections libérantes*, prenant comme exemple l'École du meuble où il enseigne, il traite sans ménagement de l'ineptie de la pédagogie et de l'enseignement :

[...] si je tente d'aller au fond du problème de notre enseignement, de son inefficacité à susciter des maîtres en tous domaines, j'y vois la même déficience morale qui entache tout le comportement social. Notre enseignement est sans amour : il est intéressé à fabriquer des esclaves pour les détenteurs des pouvoirs économiques ; intéressé à rendre ces esclaves efficaces.

³⁴⁹ Gérard PELLETIER, *op. cit.*, p. 166-167. Durant toute son existence, *Cité libre* ne publiera que trois courts textes d'une page chacun sur Borduas. En 1951, Robert Élie écrit un bref commentaire sur 40 dessins du peintre. Guy Viau (1960) et Pierre Vadeboncœur (1961) font son éloge à sa mort. Pour l'un et l'autre, Borduas représente « une source de conscience » pour les intellectuels.

³⁵⁰ *Ibid.*, p. 327-329.

Bien plus, si vous prêchez le désintéressement, la générosité, l'amour, vous serez jugé dangereux, l'on vous destituera « pour conduite et écrits incompatibles avec la fonction d'un professeur » [...] « Vous salirez ce que la majorité respecte » écrira le pro-fasciste politico-critique littéraire [Roger Duhamel] !

Et l'on est sans remords, couvert par la Toute-Puissance Divine, la très haute et très efficace protection du clergé. Le clergé qui, lui non plus, ne désire pas d'homme pensant, agissant, jugeant, susceptible de critiquer, de crier ! Des esclaves ! [...] Des valeurs dynamiques ? ça sent trop la dynamite, la révolution ³⁵¹.

Ses propos sur la religion et le nationalisme omniprésents à l'époque sont virulents :

Au diable le goupillon et la tuque !

Mille fois ils extorquèrent ce qu'ils donnèrent jadis.

[...] Du règne de la peur soustrayante nous passons à celui de l'angoisse

À ce règne de l'angoisse toute-puissante succède celui de la nausée.

Fini l'assassinat massif du présent et du futur à coups redoublés du passé [...] Depuis des siècles les généreux objets de l'activité poétique sont voués à l'échec fatal sur le plan social, rejetés violemment des cadres de la société avec tentative ensuite d'utilisation dans le gauchissement irrévocable de l'intégration, de la fausse assimilation ³⁵².

Le salut réside dans la création poétique et artistique, le primat de l'imaginaire :

Des consciences s'éclairent au contact vivifiant des poètes maudits [Rimbaud et Lautréamont] : ces hommes qui, sans être des monstres, osent exprimer haut et net ce que les plus malheureux d'entre nous étouffent tout bas dans la honte de soi et la terreur d'être engloutis vivants [...] Les réponses qu'ils apportent ont une autre valeur de trouble, de précision, de

³⁵¹ Paul-Émile BORDUAS, *Projections libérantes*, p. 477-478.

³⁵² Paul-Émile BORDUAS et collab., *Refus global*, p. 332, 333, 335, 336, 337, 338, 339, 344 et 334. [Livre en préparation dans Les Classiques des sciences sociales. JMT. L'œuvre de Borduas passe au domaine public en 2011.]

fraîcheur que les sempiternelles rengaines proposées au pays du Québec et dans tous les séminaires du globe [...] Ce trésor est la réserve poétique, le renouvellement émotif où puiseront les siècles à venir ³⁵³.

[217]

Borduas croit qu'un « nouvel espoir collectif » naîtra :

Déjà il exige l'ardeur des lucidités exceptionnelles, l'union anonyme dans la foi retrouvée en l'avenir, en la collectivité future [...] D'ici là notre devoir est simple. Rompre définitivement avec toutes les habitudes de la société, se désolidariser de son esprit utilitaire. Refus d'être sciemment au-dessous de nos possibilités psychiques et physiques. Refus de fermer les yeux sur les vices, les duperies perpétrées sous le couvert du savoir, du service rendu, de la reconnaissance due. Refus d'un cantonnement dans la seule bourgade plastique, place fortifiée mais trop facile d'évitement. Refus de se taire [...] PLACE À LA MAGIE ! PLACE AUX MYSTÈRES OBJECTIFS ! PLACE À L'AMOUR ³⁵⁴ !

Borduas est en avance sur son temps. Il est un prophète « maudit ». Le prix qu'il paie pour son insolente proclamation de la liberté est élevé. Le directeur de l'établissement public qu'est l'École du meuble, Jean-Marie Gauvreau ³⁵⁵ obtempère d'autant plus facilement aux pressions qu'exerce le gouvernement pour sanctionner Borduas que lui-même désapprouve ses méthodes pédagogiques et la substance de son enseignement. Dès septembre 1946, il le relève du cours de décoration et de documentation et ne lui laisse que le cours de dessin à vue ³⁵⁶. Après la publication de *Refus global*, il le suspend le 2 septembre 1949 de son poste de professeur. Borduas essaie de se défendre, il obtient le concours de Guy Viau, de Robert Élie, etc. En vain : son renvoi est définitif dans les semaines qui

³⁵³ *Ibid.*, p. 331, 348 et 349.

³⁵⁴ *Ibid.*, p. 340, 341 et 342.

³⁵⁵ Sur l'École du meuble comme établissement public et le traitement indigne que son directeur, Jean-Marie Gauvreau, infligea à Borduas, voir Marcel FOURNIER, *op. cit.*, p. 203-214. Avant Borduas, et d'une façon beaucoup plus systématique, le frère Marie-Victorin et Adrien Pouliot, deux scientifiques, avaient dénoncé les méthodes pédagogiques des collèges classiques et autres établissements d'enseignement et la culture exclusivement littéraire et philosophique qu'ils transmettaient. Voir : Marcel FOURNIER, *op. cit.*, p. 75-114 ; Luc CHARTRAND, Raymond DUCHESNE et Yves GINGRAS, *Histoire des sciences au Québec* ; Danielle OUELLET, *Adrien Pouliot, un homme en avance sur son temps*.

³⁵⁶ Paul-Émile BORDUAS, *Projections libérantes*, p. 462-463.

suivent. Sa vie d'errance commence : d'abord New York, brefs retours au Québec, puis départ pour Paris le 21 septembre 1955 où il meurt dans la misère noire en 1960, oublié de presque tous. Dans *L'exilé Borduas*, Marcel Barbeau rapporte qu'il n'y avait à peu près personne à son enterrement. D'autres signataires du manifeste, quelques peintres associés à lui, tels Jean-Paul Riopelle, Alfred Pellán, trouveront la gloire ailleurs ou ici même.

La publication de *Refus global* est un échec de librairie cuisant : quelques centaines d'exemplaires seulement sont vendus. Mais pour les pouvoirs et les personnes rangées, quel coup de tonnerre, quelle action scandaleuse ! Roger Duhamel se hâte de dénoncer un manifeste aussi pernicieux :

[218]

Ce qui est inacceptable, c'est qu'un monsieur qui professe un enseignement dans une grande École de notre province se livre à une activité douteuse et s'emploie à dénoncer et à salir, dans ses récits, ce que respecte la grande majorité de ses compatriotes. Les propos échevelés et injurieux de son manifeste, qui suinte un anticléricalisme depuis longtemps dépassé, ne sont pas de nature à donner confiance à ceux qui sont assujettis à son enseignement ³⁵⁷.

André Laurendeau voit l'incident bien différemment. Il exprime son désaccord avec le ton et le contenu du manifeste mais dénonce surtout l'ingérence des fonctionnaires de qui relève l'École, sinon de Duplessis lui-même : « Nous intervenons d'autant plus vivement que M. Borduas est pour nous, sur le plan intellectuel et moral, un adversaire, et que personne ne peut s'imaginer que nous défendons un ami ³⁵⁸. »

Dans les pages de *Cité libre*, à la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval et ailleurs, dans les années cinquante, on retrace bien peu de références au manifeste. Il apparaît excessif, trop explosif pour des personnes qui doivent s'exprimer de façon modérée si elles ne veulent pas à leur tour perdre leur emploi

³⁵⁷ Roger DUHAMEL, « Brièveté », *Montréal-Matin*, 20 sept. 1948, cité dans André G. BOURASSA, Jean FISETTE et Gilles LAPOINTE, *op. cit.*, p. 477-478.

³⁵⁸ André LAURENDEAU, « Bloc-notes », *Le Devoir*, 23 sept. 1948, cité dans Denis MONIÈRE, *André Laurendeau*, p. 221. Pour une appréciation succincte des œuvres artistiques de Borduas et de Pellán, voir Yvan LAMONDE et Esther TRÉPANIÉ, *L'avènement de la modernité culturelle au Québec*, p. 113-138. Voir aussi l'ouvrage classique de François-Marc GAGNON, *Paul-Émile Borduas*.

et devoir prendre le chemin de l'exil. L'influence du manifeste est imperceptible dans les années qui suivent. Félix Leclerc avoue son désintérêt complet : « *Refus global*, j'étais pas là-dedans. Ça me passait vingt pieds au-dessus de la tête ³⁵⁹. »

En 1957, Gaston Miron écrit qu'« avec le recul nécessaire, il apparaît que le mouvement de *Refus global* n'a pas eu les répercussions attendues, du moins en littérature ». Avec plus de perspicacité, Pierre Vadeboncœur a saisi dès 1962 l'ampleur de l'effet de sape exercé dans l'ombre par le manifeste durant toutes ces années malgré le silence général que les nouveaux intellectuels ont observé à son sujet :

Il y a eu un maître dont tout le mouvement actuel pourrait relever. C'est Paul-Émile Borduas. Borduas fut le premier à rompre radicalement. Sa rupture fut totale. Il ne rompit pas pour rompre, il le fit pour être seul et sans témoin devant la vérité. Notre histoire spirituelle recommence avec lui [...] Borduas fut le premier à se reconnaître dans l'obscurité totale et à assumer son propre dénuement ³⁶⁰.

[219]

À l'occasion du quarantième anniversaire de *Refus global*, Jean Chapdelaine écrit :

Si *Refus global* annonçait la Révolution tranquille qui allait succéder à une longue période de stagnation, il n'aura eu dans l'immédiat qu'une influence mitigée en ce qu'il n'aura rejoint que quelques centaines de personnes, même s'il donna lieu à des échanges, des débats acrimonieux et des caricatures sanglantes publiées dans les journaux et s'il fit l'objet d'une bombe dans les milieux directement concernés. En général, la critique le considéra comme le fait d'un petit groupe d'illuminés [...] *Refus global* aura exercé une profonde influence, mais surtout sur la génération suivante, celle qui fit son entrée sur la scène culturelle à partir du milieu des années soixante ³⁶¹.

Marcel Fournier note que *Refus global* représente avant tout un plaidoyer déchirant pour l'autonomie de l'artiste :

³⁵⁹ Félix Leclerc, dans Jacques BERTIN, *Félix Leclerc, le roi heureux*, p. 166.

³⁶⁰ Pierre VADEBONCŒUR, « La ligne du risque », *Situations*, vol. 4, n° 1, 1962, p. 22-23.

³⁶¹ Jean CHAPDELAINE, « Pour les quarante ans de *Refus global* », *Le Devoir*, 25 juin 1988. Voir également les textes de Jean Basile et de Jocelyne Lepage dans *La Presse*, 2 avril 1988.

Si la démarche de Borduas acquiert valeur de symbole, c'est qu'il représente l'artiste qui refuse de se distinguer par « d'habiles singeries académiques » ou par la poursuite de la renommée et de la fortune, [l'artiste est d'abord celui qui cherche à] « réaliser dans l'ordre imprévu, nécessaire de la spontanéité, dans l'anarchie resplendissante, dans la plénitude de ses dons individuels ». Il est celui qui obéit aux nécessités de son être [...] L'on peut donc dire qu'il a fallu qu'un artiste tienne un discours très politisé pour que l'œuvre d'art soit dépolitisée, rentabilisée... Et si Borduas est devenu, au début des années 60, une référence importante, l'explication n'en est pas seulement qu'il symbolise l'artiste maudit dont le salut n'est assuré que dans la postérité : beaucoup plus déterminant est le fait que *Refus global* marque le début à la fois d'une nouvelle institutionnalisation d'une nouvelle conception de l'art, de l'élaboration d'une nouvelle définition de l'artiste et d'une plus grande autonomisation du champ artistique ³⁶².

Marcel Fournier et Robert Plante évoquent la dimension politique du manifeste :

Cette lutte qui met aux prises les différents artistes et intellectuels, même si elle a pour enjeu une nouvelle définition de l'activité artistique, n'est pas pour autant un simple conflit d'idées : il s'agit aussi bien d'une lutte politique dans la mesure où la revendication des tenants de l'« art vivant » constitue autant une remise en question de l'organisation des programmes scolaires et par là de l'autorité de ceux qui contrôlent les institutions d'enseignement ³⁶³.

[220]

François-Marc Gagnon écrit que *Refus global* n'exprimait pas seulement la contestation de l'idéologie cléricale obscurantiste de son temps, mais aussi de toute idéologie :

Les termes généraux par lesquels il stigmatise l'idéologie de conservation s'appliquent aussi bien à toutes les idéologies qui l'ont suivie, en autant qu'une idéologie est toujours le fruit d'une élite de définisseurs de culture tentant d'imposer leurs vues au reste des hommes, par la

³⁶² Marcel FOURNIER, *op. cit.*, p. 217-218 et 225.

³⁶³ Marcel FOURNIER et Robert PLANTE, « Borduas et l'automatisme : les paradoxes de l'art vivant », dans Paul-Émile BORDUAS, « *Refus global* » et « *Projections libérantes* », p. 133.

persuasion et par la force, par le discours politique, les chantres du bon parler français ou autre, les lois de la police. *Refus global* contestait un système d'enseignement mais il conteste aussi l'enseignement tel quel puisqu'il attend plus de spontanéité de l'enfant que des recettes transmises par les maîtres à coup de baguettes et de devoirs à la maison ³⁶⁴.

Mais Bruno Dostie attire l'attention sur le fait que, 40 ans après le cri d'alarme de Borduas, le problème du soutien de l'art par la politique reste entier :

À la réflexion, les débuts de l'époque Borduas ne sont peut-être pas finis. Les soutanes sont parties, le cléricisme est resté. Nos cinéastes, nos architectes, nos sculpteurs, nos dramaturges, nos comédiens, nos entrepreneurs culturels se battent toujours pour des « un pour cent » des lieux, des appuis, une langue de reconnaissance ³⁶⁵.

Dans son introduction à l'édition de 1977 de *Refus global*, François-Marc Gagnon écrit que *Refus global* doit exercer « une singulière fascination sur l'imaginaire québécois pour qu'on ne cesse de le publier et de le republier ³⁶⁶ ».

À l'occasion du quarantième anniversaire de *Refus global*, en 1988, le musée des Beaux-Arts de Montréal offre une rétrospective des œuvres de Borduas. Plus de 200 000 visiteurs se présentent. Il est l'un des grands peintres canadiens. On retrouve ses toiles dans tous les musées et dans de nombreuses collections privées. Elles valent jusqu'à 200 000 ou 300 000 dollars. Avec le centième de pareilles sommes le « peintre maudit » aurait pu vivre confortablement de son vivant durant un an à Paris ou ailleurs ³⁶⁷. Malheureusement pour lui, à l'époque, ses toiles s'entassaient pêle-mêle dans le réduit où il demeurerait et dans des hangars, invendables. La gloire posthume qui l'auréole ne doit pas faire oublier, à la honte des béotiens que nous étions et que nous sommes demeurés, qu'il a fini sa vie dans la misère, ignoré de presque tous.

³⁶⁴ François-Marc GAGNON, « Préface », *Paul-Émile Borduas*, p. 11.

³⁶⁵ Bruno DOSTIE, « Quand d'aventure le train entre en gare », *La Presse*, 7 mai 1988.

³⁶⁶ François-Marc GAGNON, *op. cit.*, p. 10.

³⁶⁷ François-Marc Gagnon, cité dans *La Presse*, 7 mai 1988.

[221]

JEAN-PAUL DESBIENS
(LE FRÈRE UNTEL)

[Retour à la table des matières](#)

L'un des cas les plus attristants du caractère répressif de l'ancien régime est celui du frère Untel (Jean-Paul Desbiens), à l'époque frère Pierre-Jérôme. Ce ne fut pourtant pas Duplessis qui le persécuta, il n'était plus là, mais bien l'autre pouvoir, l'Église. Et les coups qui tombèrent sur lui furent assenés au moment où la société canadienne-française se délestait de la carapace qui entravait sa liberté.

Le 3 novembre 1959, André Laurendeau publie dans *Le Devoir* une lettre, signée « frère Un Tel », qui lui a été adressée personnellement ³⁶⁸. Cette première missive est suivie d'une douzaine d'autres dans les mois subséquents. Dans sa préface à l'édition de 1988, Jacques Hébert dit que les réactions nombreuses et passionnées à ces lettres furent « autant de coups de tonnerre dans le ciel lourd d'un Québec au bord de l'orage ³⁶⁹ ». Écrites dans une langue dure et savoureuse, ces lettres pourchassent impitoyablement les vices les plus grossiers des programmes et des méthodes d'enseignement, du système d'éducation, les défauts les plus criants de la langue (le « joual », terme forgé par Laurendeau), les confusions de la pensée chez les Canadiens français, les « pesanteurs » de la religion et la peur que les autorités religieuses inspirent, la « trouille » qui étreint les religieux.

Après bien des péripéties que Jacques Hébert relate minutieusement, l'ouvrage *Les insolences du frère Untel* paraît le 6 septembre 1960, malgré l'interdiction formelle d'écrire faite à Jean-Paul Desbiens par les supérieurs des frères maristes dont il relève. Le livre reprend et prolonge les lettres au *Devoir*. Le ton est le même, plus caustique encore. Le frère lui-même n'a pas autorisé la publication du livre, il s'y est plutôt objecté. Cependant, le lendemain du lancement, il dissipe les appréhensions de Jacques Hébert : « Croyez-moi, j'étais sincère quand je vous ai

³⁶⁸ Desbiens signa *Les insolences* « le frère Untel » (en un seul mot).

³⁶⁹ Jacques HÉBERT, « La petite histoire des *Insolences* », préface, dans Jean-Paul DESBIENS, *Les insolences du frère Untel*, p. 9.

imploré de ne pas publier *Les insolences*. Vous en avez décidé malgré moi. Sans doute avez-vous eu raison... » Cinq ans plus tard, dans *Sous le soleil de la pitié*, il confirmera- « J'étais content que le livre fût sorti, mais fort inquiet quant aux réactions éventuelles. »

[222]

Des réactions, il y en a des centaines dans les mois qui suivent, la plupart favorables ³⁷⁰. Toutefois, des commentaires sont négatifs. Gérard Filion, mi-figue, mi-raisin, lui écrit :

C'est vrai que je deviens prudent ; aussi ne suis-je sous la menace d'aucune sanction, comme d'autres que je connais ! Le tout est de savoir qui attraper et à quel moment. S'attaquer en bloc à tout le Conseil de l'instruction publique, la bouchée est grosse. Vingt-deux évêques et un nombre égal d'anciens politiciens, c'est dur à digérer. Moi, je les prends un par un, je les exécute en détail.

M^{gr} Camille Mercier lui conseille paternellement la prudence et exprime le dégoût que lui inspire son livre :

À mon humble avis c'est un livre dangereux que je ne crains pas d'appeler un mauvais livre [...] Quant à moi, je vous plains de tout cœur. Vous êtes plus à plaindre qu'à blâmer. Ne faut-il pas avoir pitié de ces pauvres malheureux, de ces insolents qui décident de tout et ne doutent de rien, qui cachent leur insolence sous le voile d'un pseudonyme pas très flatteur pour l'Église et les communautés religieuses.

Pour le sulpicien Paul Guay.

C'est à longueur de pages du persiflage et de la moquerie qui, hélas, peuvent bien détruire mais qui ne construisent rien ! Car le bon frère ne propose rien de concret, se retranchant derrière des outrances enfantines ³⁷¹.

³⁷⁰ L'édition des *Insolences* de 1988 comprend les textes émanant des supérieurs dont le frère relève, la condamnation de la Sacrée Congrégation des religieux de Rome, la correspondance échangée avec le cardinal Léger et de nombreux commentaires du public. Pour une appréciation lucide de l'épisode « frère Untel », voir Alain FOURNIER, *Un best-seller de la Révolution tranquille*. À moins d'indication contraire, les citations des *Insolences* ou de commentaires sur cet ouvrage sont tirées de l'édition de 1988, p. 173-244.

³⁷¹ Paul Guay, cité dans Alain FOURNIER, *op. cit.*, p. 112.

Julia Richer, épouse de Léopold Richer, renchérit :

[*Les insolences du frère Untel*] font déjà les délices des anticléricaux et des révolutionnaires en smoking et elles créeront l'effervescence, souhaitée par les Éditions de l'Homme auprès des religieux et des religieuses. Le but sera atteint. Les dégâts imprévisibles dans l'esprit malléable de certains sujets ouverts à une laïcisation dont ils seront les premières victimes ³⁷².

Une lettre parue dans *Le Devoir* sous la signature anonyme « G. Oui » au nom de « l'Équipe » prend à partie « Sœur Une Telle » pour avoir publié dans le même journal une lettre d'approbation aux *Insolences* et pour avoir déclaré que la condition des religieuses est encore plus pénible que celle des religieux : « Nous croyons aussi que les supérieures d'une communauté ont le droit, surtout le devoir, de faire observer la Règle [...] Si tout doit crouler, à quoi tiennent donc les promesses que vous avez faites au pied des autels ? »

[223]

Cette diatribe indigne le frère Untel. Il rédige une réponse acérée que *Le Devoir* ne publie pas. Gilles Hénault, Jacques Godbout, Gérald Godin, Gérard Dion, Guy Viau, Jacques Poisson, Clément Lockquell, Lysiane Gagnon, René Jutras, Jean-Charles Harvey, Judith Jasmin, Solange Chaput-Rolland sont au nombre des personnes connues qui lui écrivent pour le féliciter et le remercier. Des religieux lui disent qu'il exprime tout haut ce qu'ils pensent tout bas. Gilles Hénault résume ces commentaires : « C'est avant tout un diagnostic de la mentalité canadienne-française, que l'on peut lire de trois façons, soit avec un œil clérical, anticlérical et objectif, c'est-à-dire sans préjugés, en constatant la somme de vérités qu'il contient ³⁷³. »

Ce qui frappe le plus dans la correspondance adressée au frère Untel, c'est qu'elle émane surtout de milieux populaires : ouvriers, professionnels de campagne, personnes retraitées. Les gens « ordinaires » trouvent dans *Les insolences* un écho fidèle de leurs propres sentiments. Laurendeau, qui a mis au monde le frère Untel, le perçoit bien, lui qu'une empathie profonde lie étroitement au peuple. Il écrit dans un éditorial du *Devoir*, le 30 septembre 1960 :

³⁷² Julia Richer, cité dans Alain FOURNIER, *op. cit.*, p. 116.

³⁷³ Gilles Hénault, cité dans Alain FOURNIER, *op. cit.*, p. 120.

[Ce livre] est de chez nous, il est très canadien : car si les écrivains se durcissent et perdent un peu de leur naturel, le peuple chez nous aime et prend souvent ce ton narquois, direct, savoureux. On vous discute, mais tant de gens vous aiment aujourd'hui - via le frère Untel ; et je parle aussi bien de petites gens, à qui vous avez fait lire leur premier livre, et qui parlent de vous avec tendresse, que des messieurs plus huppés, lesquels peuvent aussi être sincères.

Mais Laurendeau le prévient : « Les intellectuels sont présentement avec vous, ils y sont bien obligés, le courant est trop fort. Mais ils ne vous aiment pas : vous êtes trop peuple ³⁷⁴. »

Laurendeau perçoit également que les réactions aux *Insolences* risquent de creuser le fossé qui sépare les milieux populaires des élites. Dans une autre lettre datée du 26 septembre, il lui écrit : « Les événements arrivent comme une étrange confirmation de certains chapitres de votre livre [...] Mon Dieu que tout cela est bête. Comment ne comprend-on pas que votre livre n'est pas « dangereux », mais ce qui peut l'être, c'est leur réaction devant votre livre. »

[224]

Le frère Untel lui-même prend conscience de l'écart que les réactions à son livre créent entre le peuple et les dirigeants religieux. N'a-t-il pas écrit dans *Les insolences* : « Mais ce que nous sommes en train de voir s'établir, c'est une désaffectation du peuple canadien-français vis-à-vis de la religion ³⁷⁵. »

Dans une lettre au cardinal Léger, sa perception du sens de l'évolution est encore plus aiguë : « Les gens d'ici ne comprennent pas que les autorités ecclésiastiques me fassent taire. Les gens, les ouvriers surtout, m'ont adopté. »

En quelques mois les ventes des *Insolences* atteignent plus de 100 000 exemplaires. Elles dépasseront le chiffre de 150 000 : le plus grand succès de librairie jusque-là.

³⁷⁴ Cité dans Jean-Paul DESBIENS, « Grâce à André Laurendeau, je suis devenu le frère Untel », *L'Incunable*, 18^e année, n° 1, 1984, p. 16. Heureusement, la prévision de Laurendeau ne s'est pas réalisée. Encore aujourd'hui, la plupart des intellectuels considèrent *Les insolences* comme un document d'époque, le livre qui traduit le mieux la condition des Canadiens français d'alors.

³⁷⁵ Jean-Paul DESBIENS, *Les insolences du frère Untel*, p. 84.

Les nombreux appuis que reçoit le frère Untel ne font pas le poids par rapport aux supérieurs dont il relève. Le 30 novembre 1960, le père dominicain, Paul Philippe, au nom de la Sacrée Congrégation des religieux, écrit au supérieur général des frères maristes à Rome, lui enjoignant « d'avertir sérieusement le frère Jérôme, de lui dire qu'il a manqué gravement à son devoir en osant publier sans les permissions requises des articles et un volume qui sont de nature à désorienter les âmes et les instituts religieux eux-mêmes ». Le 28 janvier 1961, le frère Eudore-Joseph, provincial par intérim, obtempère et prie le frère Jérôme d'accepter « en bonne part ces décisions [qu'il doit] prendre dans les circonstances, c'est-à-dire comme un religieux soumis ».

Comment expliquer la rigueur des autorités ? Le frère Untel lui-même fournit la réponse la plus plausible : il appartient au prolétariat de l'Église. Georges Dufresne fait écho à cette explication : « Dans cette société [l'Église], les frères enseignants, eux, sont des citoyens à part entière. Ils sont à l'intérieur ; on ne discute pas de leurs titres. Mais la part qu'on leur accorde, c'est la part réservée partout aux prolétaires, c'est la part de l'humilité ³⁷⁶. »

Non seulement la part de l'humilité mais également celle de la soumission. Son provincial ne lui a-t-il pas enjoint d'agir « comme un religieux soumis » ? Ces mots, lancés comme des dards, atteignent le frère Untel dans sa course. Il se soumet. Mais son obéissance est celle d'un homme qui entend sauvegarder sa dignité. Selon sa propre expression, au moment des *Insolences*, il fut un « rebelle obéissant... C'est un cas assez net de rébellion, ou de non-obéissance en tout cas, mais qui débouche sur [225] l'obéissance ³⁷⁷. » Dans sa préface aux *Insolences*, Laurendeau écrit que cette soumission est celle d'un homme libre qui ne craint pas « d'aller au bout de lui-même [...] celle du fils, soumis quand même, qui se plaint des sécheresses d'une autorité trop ritualiste et trop lointaine » ou qui, selon Jean-Paul Desbiens lui-même, « se met à découvert et abaisse ses gardes ³⁷⁸ ». Il ne peut s'arrêter au moment où il prend conscience de la portée unique de son action au sein d'une société en pleine mutation. Il commet d'autres actions

³⁷⁶ Georges DUFRESNE, « Le phénomène « frère Untel » », *Cité libre*, vol. XI, n° 31, nov. 1960, p. 24-25.

³⁷⁷ Propos recueillis par Louise BOUCHARD-ACCOLAS, *Jean-Paul Desbiens (le frère Untel)*, p. 188.

³⁷⁸ Voir : André LAURENDEAU, « En guise de préface », *Les insolences du frère Untel* ; Jean-Paul DESBIENS, *Les insolences du frère Untel*, note marginale, p. 27.

« imprudentes ». Ainsi, le 22 juin 1961, il accepte le prix de la liberté que *Cité libre* et *Liberté* viennent de créer pour honorer une personne qui a le courage de faire avancer la cause de la liberté. Dans son « Bloc-notes » du 2 juin, Laurendeau dit que le frère Untel incarne « l'expression populaire d'une volonté de libération ». C'en est trop. Ses supérieurs vont le punir de son insubordination.

Le frère ressent un besoin impérieux de continuer à écrire : d'autres articles dans *Le Devoir*, peut-être aussi dans le nouveau *Maclean* français de Pierre de Bellefeuille et même un autre livre. Il cherche un soutien puissant et croit le trouver chez le cardinal Léger. Pourquoi le cardinal Léger ? Le 5 novembre 1960, ce dernier l'a convoqué à la suite de la publication des *Insolences* et lui a réservé un accueil bienveillant. Pourtant, en présence du cardinal, le frère a conservé son franc-parler : « Éminence, vous n'êtes pas assez Canadien français. Pas assez nous autres. Vous êtes trop romain, trop pompeux. Vous êtes glacé, triomphant et ça, ce n'est pas nous, Canadiens français ³⁷⁹. » Cette tirade désinvolte ne déconcerte pas le cardinal. Lui aussi est très conscient de l'ampleur des changements. Il perçoit les signes d'une désaffection croissante des Canadiens français vis-à-vis de l'Église. Il sent qu'il doit être plus près du peuple dont la pauvreté matérielle et spirituelle l'émeut et il cherche les moyens de l'atténuer. La conversion du cardinal n'a pas été subite. Elle s'est graduellement imposée à lui au long des années. Il est possible que la triste aventure du frère Untel ait constitué une étape importante dans son changement radical d'attitude et de comportement au tournant des années soixante.

Le premier geste du cardinal à l'égard du frère Untel est d'intervenir à sa demande auprès de son supérieur provincial pour que celui-ci l'autorise à être interviewé par Judith Jasmin dans le cadre de l'émission *Premier plan*. L'entrevue a lieu le 26 novembre. Par la suite, [226] avant comme après la mise en demeure de se taire, le frère s'adresse à plusieurs reprises au cardinal « comme à un père ». Il lui demande avec insistance

[Libérez-moi] complètement de l'interdit injuste dont je suis encore victime [...] je suis capable de servir l'Église et je veux la servir. Mais, encore une fois, je ne m'engage pas à plaire aux chanoines [...] Vous comprendrez sans peine qu'il ne s'agit pas de me « dégeler » au seul profit

³⁷⁹ Jean-Paul Desbiens, cité dans Micheline LACHANCE, *op. cit.*, p. 79. Voir aussi Jean-Paul DESBIENS, « Le capitaine et le mousse », *La Presse*, 23 sept. 1988.

des publications religieuses et censurées au triple filtre jusqu'à ce qu'il ne reste plus qu'un faible murmure ³⁸⁰.

Il sait ne pouvoir compter sur ses supérieurs pour le défendre : « Mes supérieurs sont comme moi, ce sont des êtres habitués à ployer, à être traqués. Des rats, ou des super-rats ³⁸¹. »

Le cardinal tente en vain de faire lever l'interdit qui pèse sur le frère Untel qu'il avait d'ailleurs prévenu : « Vous m'attribuez là, mon cher frère, une juridiction que je ne possède pas [...] Auprès du provincial des Frères maristes, auprès de votre communauté à Rome et de la Sacrée Congrégation des Religieux, je suis impuissant. » Le 2 août 1961, cette dernière le châtie : exil d'un an à la maison généralice de Rome et de deux autres années à Fribourg, en Suisse. Jean-Paul Desbiens, pourtant l'un des hommes les plus fiers que j'ai connus, accepte sans maugréer la pénitence imposée. Il reste fidèle à l'Église et à sa communauté. Laurendeau lui écrit dans une lettre prémonitoire : « Si vous passez à travers un long moment difficile, j'ai la conviction que ces sévérités n'auront qu'un temps, qu'on saura vous redécouvrir, que les avaries d'aujourd'hui sont temporaires. Vous êtes entré dans un tunnel qui aura une fin - mais en attendant, *y peut faire noir en maudit*. »

Jean-Paul Desbiens s'est magnifiquement repris en main une fois son calvaire purgé. Quand ses supérieurs le mirent en pénitence, la Révolution tranquille commençait son œuvre d'expurgation des structures et des esprits. Écoutons-le raconter lui-même sa propre aventure et celle de beaucoup de religieux :

La révolution tranquille ? Pour moi, quand je me retrouvais seul de mon gang, j'avais de la peine. C'est mon identité qui était en cause : le fugitif, je l'avais sous les yeux, il restait chrétien, souvent il était marié, il continuait à enseigner, c'était mon collègue de travail. Pour les prêtres ce fut plus dur sur le plan psychique, sans doute. Et aussi pour les religieuses. Voilà. Le dernier grand service massif que l'Église a rendu ici, ça été de rendre son pouvoir au moment de la révolution tranquille. Quant à moi, le cardinal Léger m'a plutôt couvert. Il a, d'une manière générale, été celui [227] qui a permis le changement historique à 90 degrés sans que trop de

³⁸⁰ Sur l'attitude du cardinal Léger envers le frère Untel, voir Micheline LACHANCE, *op. cit.*, p. 71-92.

³⁸¹ Échange de lettres avec le cardinal Paul-Émile Léger, du 11 déc. 1960 au 5 avril 1961, dans Jean-Paul DESBIENS, *Les insolences du frère Untel*, p. 179-192 et 199-204.

passagers soient éjectés. Il l'a fait moins par conviction personnelle que par souci pastoral. C'est peut-être pour cela qu'il n'y a pas d'anticléricalisme dans ce pays. Je suis parti en exil à Rome un an. Puis à Fribourg, en Suisse, deux ans. Puis je suis revenu. En 1960, il y avait Leclerc et c'est tout. À mon retour, mon éditeur me lance : « Je t'avertis, il y a un essor extraordinairement beau de la chanson québécoise » ³⁸².

Tout en demeurant loyal envers son ordre religieux, il exerça dès son retour une fonction de premier plan au ministère de l'Éducation récemment créé. Par la suite, il sera nommé rédacteur en chef au journal *La Presse*, directeur des études puis directeur général du campus (cégep) Notre-Dame-de-Foy près de Québec. Il occupera même le poste de provincial des frères maristes. Et, bien entendu, il écrira d'autres livres et publiera des dizaines de chroniques dans *La Presse* et *Le Devoir*. Il a pris sa retraite en 1990 et je suis certain qu'il ne la vit pas dans l'oisiveté.

GEORGES-HENRI LÉVESQUE

[Retour à la table des matières](#)

Une appréciation adéquate du rôle qu'a tenu le père dominicain Georges-Henri Lévesque exige une bonne connaissance de sa formation et de sa personnalité ³⁸³. Il est avant tout profondément religieux. Tout son être respire le spirituel. De lui se dégage une sensibilité, j'ose dire féminine, qui le transfigure au physique

³⁸² Jean-Paul Desbiens, dans Jacques BERTIN, *op. cit.*, p. 220. Voir aussi Jean HAMELIN, *Histoire du catholicisme québécois*, tome II : De 1940 à nos jours, p. 238-242. Dans la décennie 1950-1959, l'anticléricalisme, dans le sens d'une opposition à l'intrusion de l'Église dans le domaine séculier, était répandu parmi les intellectuels modernistes. Il s'exprimait rarement avec fracas en raison de la crainte que le pouvoir de l'Église suscitait et aussi parce que la plupart d'entre eux étaient chrétiens. Si l'Église s'est dépouillée facilement de son pouvoir au moment de la Révolution tranquille, cela est dû précisément au fait que ceux qui le dénonçaient s'exprimaient de l'intérieur et participaient au mouvement de réforme qui se préparait et allait se concrétiser avec Vatican II.

³⁸³ Les longs entretiens intégralement publiés que le père Lévesque a eus avec le père Simon Jutras dispensent de s'étendre sur ces questions. Voir : Georges-Henri LÉVESQUE, *Souvenances*, tome I ; tome II : *Remous et éclatements* ; tome III : *Escapes et parcours*. Voir en outre : Albert FAUCHER (dir.), *Cinquante ans de sciences sociales à l'Université Laval* ; Robert PARISÉ, *Georges-Henri Lévesque, père de la renaissance québécoise* ; Yvan LAMONDE et Esther TRÉPANIFR, *op. cit.*, p. 189-235 ; Marcel FOURNIER, *op. cit.*, p. 115-174.

comme au spirituel, l'humanise et le rend irrésistible dès le premier abord. Son charisme est d'autant plus envoûtant qu'il émane à la fois de l'âme, du cœur et du corps. Il exerce un magnétisme puissant auquel même ses adversaires ne peuvent résister.

Dans sa jeune période d'adulte, il est un nationaliste ardent, voire un disciple de l'abbé Groulx. Au début des années quarante, il est membre de l'Institut de recherches économiques et sociales en compagnie du dominicain Thomas Delos, du jésuite Émile Bouvier, d'Eugène Bussière, [228] Marie-Louis Beaulieu, François-Albert Angers, Émilien Caron et Esdras Minville³⁸⁴. Je crois maintenant que c'est comme Canadien français d'abord qu'il est membre de la Commission royale d'enquête sur les arts, les sciences et les lettres (1949-1951). À l'instar de Maurice Lamontagne il préconise une intégration lucide au fédéralisme canadien. Comme c'est le cas pour Lamontagne, il a, auprès des ultra-nationalistes, une réputation imméritée de suppôt d'une centralisation fédérale à outrance alors que les propositions de Lamontagne vont au contraire dans le sens d'une plus grande marge de manœuvre pour les provinces. À la suite d'une conférence ayant pour titre « Le chevauchement des cultures » et prononcée devant l'Institut canadien des affaires publiques, j'avais qualifié le père Lévesque de « pan-Canadien ». À l'occasion de la remise de son prix de la Banque royale du Canada en 1982, je fus l'un des premiers à me rendre à la tribune où il venait de terminer son allocution. Il se pencha vers moi et me dit : « Ne dites plus que je suis un pan-Canadien. » Il y avait longtemps que cet ancien et trop rapide jugement n'effleurait plus mon esprit. Le père Lévesque fut et demeure un nationaliste dans le respect des autres.

À travers les vicissitudes d'une longue vie, le père Lévesque garde la jeunesse d'esprit et de cœur qui incite tous ceux qui le connaissent - étudiants, professeurs, amis - à aller vers lui quels que soient le moment et le problème, confiants d'être écoutés et compris. Ses rapports avec les étudiants sont empreints de la plus grande simplicité. Il participe à leurs divertissements, partage leurs jeux. Réciproquement, son empathie à l'endroit des jeunes lui conserve l'allant de la jeunesse. Il lui est naturel de discourir, aujourd'hui encore, de projets qui ne

³⁸⁴ On doit à cet institut au moins un livre majeur, *L'invitation à l'étude* d'Esdras MINVILLE, qui fut pour moi une source d'inspiration dans mes dernières années de collège.

peuvent se concrétiser que dans un avenir lointain comme si lui-même estimait pouvoir participer à leur réalisation.

Cette empathie envers les jeunes se révéla d'éclatante façon à l'occasion du Sommet québécois de la jeunesse (1982-1983) qui réunit des milliers de jeunes de toutes les catégories et de toutes les régions. Les organisateurs du Sommet étaient venus me demander de trouver les fonds nécessaires à la préparation - qui dura neuf mois - et à la tenue de leur congrès et de leur signaler le nom de personnes influentes qui soutiendraient leur entreprise. Je téléphonai sur-le-champ à Raymond Blais, alors président de la Confédération des caisses populaires, qui accepta aussitôt de se porter garant de l'aspect financier. La personne de « bon conseil » que je leur indiquai fut le père Georges-Henri Lévesque. Ils revinrent éblouis de leur rencontre. Cet homme âgé prêta une oreille attentive à leurs propos, échangea avec eux comme s'il avait été des leurs et les avis [229] qu'il leur prodigua ne respiraient en rien le paternalisme. Lorsqu'il fut question de constituer un Comité des amis du Sommet, le premier nom sur leur liste constituée d'une trentaine de personnalités prestigieuses et influentes fut celui du père Lévesque, retiré au monastère dominicain de Montréal depuis plusieurs années. Au cours des quelques rencontres de ce comité, ses interventions tranchaient sur toutes les autres par leur précision, leur lucidité et leur valeur d'actualité.

Le père Lévesque se démarque de la plupart des nouveaux intellectuels en ce qu'il est un bâtisseur, un animateur, un homme orienté entièrement vers l'action. Il a étudié la sociologie à Lille mais il est avant tout théologien et philosophe. Il n'écrit aucun article à visée scientifique. Ses quelque 37 publications ont paru dans *La Revue dominicaine*, *L'Action nationale*, *Ensemble*, *Revue du service social*. On ne trouve que deux textes dans *Canadian Review of Economics and Political Science* et ils traitent tous deux de l'état des sciences sociales. Nombre de textes sont préparés en vue de conférences à l'occasion de congrès ou d'émissions radiophoniques. Par contre, son action tant canadienne qu'internationale est immense, peut-être unique chez nous.

Son œuvre principale, qui décidera du reste de sa vie, est la fondation en 1938 d'une École de sciences sociales, économiques et politiques dont l'ampleur s'accroît rapidement et qui devient faculté en 1943 avec l'arrivée des premiers professeurs formés aux disciplines scientifiques. Le père Lévesque aurait établi

cette faculté à Montréal, emplacement plus approprié sur les plans socio-économique et démographique, n'eût été l'existence dans cette ville, sous la direction d'Édouard Montpetit, d'une École de sciences sociales et de l'École sociale populaire des pères jésuites. L'activité de la première se limitait à des cours du soir, deux fois par semaine, et celle de la seconde était restreinte à la préparation d'animateurs et à un enseignement non universitaire. Le père Lévesque estimait qu'il aurait été saugrenu de fonder un troisième établissement dans le même domaine, même si son intention était d'en faire une « institution scientifique de tout ce qu'on peut regrouper sous les mots « sciences sociales » ³⁸⁵ ».

La fondation à l'Université Laval d'une École de sciences sociales reçoit un accueil enthousiaste des directions religieuse et séculière : cette institution propagera auprès des étudiants universitaires - l'élite de demain - les « bonnes œuvres » de la religion et du nationalisme traditionnel. La mission de la nouvelle École est donc identique à celle qui est assignée aux autres facultés ; son rôle est encore plus essentiel puisque ses diplômés seront des travailleurs sociaux professionnels.

[230]

Dans une lettre au père Lévesque en 1938, le chancelier de l'université, le cardinal Jean-Marie-Rodrigue Villeneuve, énonce les principes qui devront guider la nouvelle École :

Ces cours feront de ceux qui les suivront de vrais sociologues chrétiens grâce à de pareilles études [les jeunes gens] pourront justement ambitionner la tâche et l'honneur d'inoculer à l'organisme social ce ferment salubre et purificateur qu'est l'influence chrétienne [...] L'Université Laval, par cette nouvelle fondation, répond à l'un des grands besoins de l'heure présente et remplit avec honneur sa mission salvatrice, en face de la désorganisation qui menace la civilisation traditionnelle, héritée des plus beaux siècles du christianisme ³⁸⁶.

³⁸⁵ Georges-Henri LÉVESQUE, *op. cit.*, tome I, p. 287-289.

³⁸⁶ J.M.R. VILLENEUVE, « Lettre au R.P. G.-H. Lévesque », 6 août 1938, reproduite dans *l'Annuaire de l'École des sciences sociales, politiques et économiques, 1939-1940*, Université Laval, p. 3-5, cité dans Marcel FOURNIER, *op. cit.*, p. 121.

Le père Lévesque est sans aucun doute d'accord avec cette mission édifiante puisqu'il en reproduit le texte dans l'annuaire de l'École de 1939-1940. Si ce n'est pas le cas, il faudrait le considérer comme aussi machiavélique que Duplessis ! On doit cependant admettre qu'il n'aurait pu continuer longtemps son œuvre s'il n'avait lui-même été doté d'une bonne dose de pieuse roublardise. Le père oblat Gonzalve Poulin, proche collaborateur du père Lévesque, renchérit sur le cardinal Villeneuve et déclare : « Dieu est le plus grand des sociologues ! » De son côté, l'archevêque conservateur tout-puissant de Rimouski, Georges Courchesne, veille à la formation des premiers jeunes professeurs qui devront prêcher l'exemple. (À ses débuts, le corps professoral est presque entièrement constitué de professeurs d'autres facultés ou de praticiens de l'extérieur.) Il choisit deux des plus brillants sujets de « son » séminaire, Maurice Lamontagne et Maurice Tremblay, et les dirige vers l'Institut dominicain d'études philosophiques à Ottawa (1938-1940). Dans leurs moments de congé, les étudiants sont logés à l'archevêché et M^{gr} Courchesne les guide dans leur choix de livres puisés dans sa propre bibliothèque. À l'époque, jeune collégien, je les voyais parfois discourir entre eux en se promenant dans la grande allée du séminaire ou encore jouer au tennis à la fin de nos récréations. Qu'ils me paraissent savants ! Mais ce ne sont pas eux qui ont influencé mon choix de « prise de ruban » en 1945 : ma décision de devenir professeur d'université remonte à mon jeune âge et mon choix des sciences sociales a pu m'être dicté dès mon entrée au séminaire par la lecture assidue de *L'Action nationale*, de *L'Actualité économique* et par l'intérêt que certains de mes professeurs portaient aux questions sociales. J'ai l'impression que j'étais né sociologue, du moins si je me réfère à ce que disaient ma mère, mes tantes et leurs amies à qui, jeune encore, je faisais de longues conférences sur l'avenir du monde.

[231]

Quand j'entre à l'université, en 1945, la bonne réputation de la faculté est intacte. Le programme d'études noie l'enseignement « positif » et de calibre universitaire dans un fatras de cours de philosophie thomiste, de droit et de morale élémentaires : morale familiale, morale sociale, morale professionnelle, morale et techniques de l'action, etc. dont les titulaires sont tous des clercs. Même les cours « positifs » ont un relent de moralisme et de thomisme : ceux, bien sûr, du père Lévesque, mais aussi ceux de Maurice Lamontagne en économie et, surtout, de Maurice Tremblay en philosophie sociale. Seuls Albert Faucher en histoire

économique et Jean-Charles Falardeau en sociologie nous épargnent les redites de nos plus mauvais professeurs de l'enseignement collégial. Mais la pédagogie du premier n'est pas au point et le second répète à chaque cours que « la sociologie se fait avec les pieds ». Ils deviendront par la suite d'excellents professeurs-chercheurs mais je ne serai plus étudiant pour bénéficier de leurs enseignements.

Le professeur Egbert Munzer est pour moi un nom inscrit en lettres d'or : il nous initie à la philosophie allemande, enseigne le marxisme et le communisme russe qu'il domine de sa haute stature et de sa grande culture. Grâce au professeur Munzer, Marx et ses antécédents, l'intelligentsia russe, Plekhanov, le premier marxiste russe, et Lénine deviennent familiers. Le nom du sociologue Ferdinand Toennies, qui avait élaboré une théorie sur la distinction entre société et communauté - théorie encore inconnue ici sauf pour le père Delos qui s'inspirait de lui mais qui avait enseigné avant mon arrivée -, revêt soudain, grâce au disciple de Munzer que j'ai la chance unique d'être devenu, une importance quasi officielle au point où trois professeurs se mettent à construire leurs cours à partir de cette théorie, ce dont les étudiants ne se plaignent guère, leur tâche se trouvant ainsi grandement facilitée. Ma thèse de maîtrise porte d'ailleurs sur Toennies et Durkheim. Les cours du professeur Munzer, écrits entièrement à l'avance et complètement mémorisés, sont des puits de science et d'ouverture sur le monde pour ceux - peu nombreux hélas ! - qui font les efforts nécessaires pour suivre ses exposés exprimés dans une langue où s'entremêlent du français, de l'allemand, de l'anglais, du grec et parfois du russe. Le professeur Munzer, Juif allemand converti au catholicisme, arrive à Québec en 1946. Il est le seul qui se permet des allusions moqueuses aux insanités proférées par nos pires traditionalistes de l'heure, tels Louis-Philippe Roy, Léopold Richer et Robert Rumilly. Sa femme assiste à ses cours. Elle s'efforce de l'empêcher de tenir des propos acidulés sur l'orthodoxie politique et cléricale, propos que les étudiants apprécient vivement pourtant : elle craint les conséquences fâcheuses qui peuvent en résulter. De retour à la maison, moi qui ai le privilège d'être « adopté » par le couple, elle le semonce : « Si le père Lévesque t'avait entendu ! » je suis certain aujourd'hui que le « Père » aurait ri de bon cœur. Mais le temps [232] n'est pas encore venu pour lui d'énoncer publiquement des positions avant-gardistes. Peut-être ne dispose-t-il pas encore des atouts nécessaires, mais cela ne tardera guère.

À la suite du décès du professeur Munzer, en juillet 1948, le père Lévesque me demande de le « remplacer ». J'avais obtenu une bourse pour poursuivre des études de doctorat en Europe. Je dois renoncer à ce projet. Durant les deux années suivantes, après avoir passé trois mois à la bibliothèque de l'Université Harvard afin de me préparer aussi bien que possible, je donne deux cours de 90 heures : le premier sur le positivisme d'Auguste Comte, le second sur la théorie évolutionniste d'Herbert Spencer. La troisième année, en mai 1950, je décide de partir pour l'Europe sans la permission du père Lévesque et sans bourse d'études. Ce plongeon prématuré dans l'enseignement universitaire qui m'a été imposé montre bien la piètre qualité des cours à la faculté durant ces années.

Le contenu moralisant et thomiste des cours de la faculté s'atténue au cours des ans mais il en subsiste encore des traces jusqu'à la fin des années cinquante. Cet amalgame de tradition et de modernité range le père Lévesque parmi les intellectuels « transitionalistes ». Je crois qu'il aurait souhaité une évolution plus rapide de la faculté vers la modernité. À maintes reprises, il expliquera que, dans le contexte de la société d'alors, créer une faculté exclusivement axée sur des enseignements « positifs » aurait été impossible : les autorités religieuses et politique s'y seraient opposées. La présence d'un clerc à la direction de la faculté, du moins aussi longtemps que le père Lévesque lui-même ne devient pas suspect, dissipe les appréhensions des traditionalistes ³⁸⁷.

Le cheminement de la faculté vers la modernité est lent. Les transformations auraient été plus rapides si le père Lévesque avait fait appel à des professeurs chevronnés de l'extérieur mais elles auraient été moins bien assorties aux réalités et aux besoins du Québec. L'un des rares qu'il engage à titre permanent est, en 1946, Egbert Munzer. Sa façon de procéder témoigne chez lui d'un fond nationaliste, non perçu de l'extérieur, bien plus vivace qu'il en est conscient. Dès le début, il fait reposer l'avenir de sa faculté sur ses meilleurs étudiants qu'il dirige vers les universités de l'étranger. Au retour d'études de ces jeunes gens, la pensée qu'il puisse le moindrement brimer leur pleine liberté d'expression n'effleure pas le père Lévesque. Même s'il n'est pas d'accord avec leurs propos, il les défend avec la plus grande vigueur chaque fois qu'on les attaque de l'extérieur. Chez ce dominicain formé aux disciplines les plus rigoureuses de la religion catholique et

³⁸⁷ Georges-Henri LÉVESQUE, *op. cit.*, tome II, p. 22 et suiv.

de la philosophie thomiste, se faire de la sorte, sans jamais tergiverser, le protecteur et le promoteur de la liberté, paraît tenir du miracle. [233] Et c'est sa véritable grandeur ³⁸⁸. Il ne veut pas de disciples. Il forme des étudiants et attend d'eux qu'ils le dépassent sur le plan de la connaissance, tout en espérant qu'ils lui sauront gré de leur en avoir fourni la possibilité. Il y parvient prodigieusement. Il est fier de ce qu'ils deviennent, de les voir lutter parfois dans le même camp, parfois dans des partis opposés, mais poursuivant tous le même combat, celui de la liberté, de la justice et de la compassion ³⁸⁹.

Auprès de la dissidence anarchiste de Borduas ou même de celle, radicale, de Harvey, auprès de l'insoumission du frère Untel, la contestation du père Lévesque semble anodine. Cependant, son action est immense. Elle s'inscrit dans les cadres existants de la société : il organise le Conseil de la coopération et en devient le premier président (1939-1944) ; crée la revue *Ensemble* et la dirige (1939) ; est cofondateur de la Société d'éducation des adultes et du camp Laquemac (1944) ; membre du Conseil supérieur du travail de la province de Québec (1941-1951) ; membre du Conseil économique de la province de Québec (1943) ; membre de la Commission royale d'enquête sur les arts, les sciences et les lettres du Canada (1949-1951) ; président de la Canadian Association of Economics and Political Science (1951-1952) ; vice-président du Conseil des arts du Canada (1957-1962) ; vice-président de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (1961-1962) ; membre de la Société des écrivains (1945) ; fondateur et premier directeur de la Maison Montmorency, centre culturel et social (1954-1963) ; vice-président de la Société royale du Canada (1962-1963), sans compter des participations actives à de nombreuses associations internationales. On aurait lieu de croire qu'il est bien reçu partout, estimé pour sa diligence et sa compétence. Mais le père Lévesque pose des gestes qui lui attirent la suspicion puis l'opposition des pouvoirs en place ³⁹⁰.

³⁸⁸ Une seule fois il doit user de son pouvoir et révoquer un professeur. C'est Marcel Clément, d'origine française et d'obédience catholique « intégriste », personnalité insupportable qui s'abaisse jusqu'à attaquer sournoisement dans ses cours les idées de ses collègues de la faculté. Son départ soulage étudiants et professeurs. En ce qui me concerne, il m'avait proposé de faire un pacte avec la sainte Vierge Marie pour qu'elle me délivre de ma « propension au positivisme ». À cette époque, j'étudiais l'œuvre d'Auguste Comte.

³⁸⁹ Georges-Henri LÉVESQUE, *op. cit.*, tome II, p. 120.

³⁹⁰ Dans le tome I de *Souvenances*, le père Lévesque expose de façon détaillée les luttes qu'il a dû mener et les critiques qu'il a suscitées.

La grève de l'amiante (février-mai 1949) fournit aux pouvoirs clérical et politique la première occasion de contester l'action sociale du père Lévesque. Son intervention en faveur des grévistes est pourtant loin d'être isolée. Ces derniers reçoivent le soutien empressé de l'archevêque de Montréal, M^{gr} Joseph Charbonneau qui demande, entre autres choses, à ses prêtres de les aider financièrement par des quêtes dominicales. [234] L'archevêque Roy de Québec et l'évêque Courchesne de Rimouski interviennent auprès de Duplessis. Ils lui suggèrent de montrer plus de compassion et de justice, de concéder aux mineurs quelques sous de l'augmentation salariale qu'ils réclament et d'améliorer leurs conditions de travail. Bien d'autres encore, ecclésiastiques et laïcs, prêchent la clémence. Duplessis consent à de légères concessions. Il a bien noté les noms de ceux qui ont milité en faveur des grévistes. Sa rancune se concentre surtout sur deux personnes : M^{gr} Charbonneau - dont le père Lévesque dit qu'il a été « le plus caractéristique et le plus célèbre de ces martyrs [du système] ³⁹¹ » - et le père Lévesque. La faculté se voit privée de la moitié de son octroi annuel de 50 000 dollars et l'Université Laval ne reçoit que la moitié des 4 millions de dollars que Duplessis avait promis - « vous aurez le reste plus tard » -, et des porte-parole du parti laissent clairement entendre que les 2 millions manquants seront donnés lorsque le père Lévesque sera « mis dehors ³⁹² » !

Un an plus tard, le père Lévesque provoque de nouveau l'ire de Duplessis. Dans l'allocation de clôture du cinquième congrès de relations industrielles de la faculté, le 25 avril 1950 au Palais Montcalm, il traite du communisme. Son exposé ne déroge en rien de la doctrine sociale de l'Église en ce qui concerne la condamnation péremptoire de cette idéologie comme étant « l'ennemie de Dieu et l'ennemie de la personne humaine qu'elle écrase de tout son totalitarisme comme le fruit amer de l'injustice sociale ». Mais il ajoute : « l'enjeu est ici trop grand et les valeurs menacées par le marxisme trop élevées pour que nous consentions à ce que l'anticommunisme ne devienne chez nous un *soporifique ou un tremplin électoral* ³⁹³ ». Sitôt prononcées, ces paroles amènent Duplessis à supprimer les derniers 25 000 dollars que le gouvernement doit verser à la faculté. Cette fois, son courroux atteint le paroxysme. Il exige du recteur Ferdinand Vandry le renvoi

³⁹¹ Georges-Henri LÉVESQUE, *op. cit.*, tome II, p. 216.

³⁹² Robert PARISÉ, *op. cit.*, p. 115-116.

³⁹³ *Ibid.*, p. 41.

du père Lévesque. Le recteur semble obtempérer à cet ordre venu du puissant dispensateur des fonds qui font vivre l'université. Il écrit une lettre au père Lévesque et brandit cette menace à peine voilée :

Il ne me reste plus qu'à prendre les mesures de sécurité qui s'imposent pour protéger l'Université contre votre zèle intempestif [...] Vous serez peut-être intéressé à savoir qu'il est fort possible que votre discours de mardi soir coûtera à l'université 25 000 dollars. C'était déjà beaucoup d'avoir perdu, à cause de vous, la moitié de l'octroi de la Faculté des sciences sociales. Perdre aujourd'hui la seconde moitié est ahurissant. Avouez, mon père, que vous devenez un homme dispendieux, trop dispendieux à la vérité pour l'Université. Croyez que je peux défendre tout seul, et à meilleur compte, la liberté académique de l'Université. Quoique les [235] principes l'emportent beaucoup sur les dollars, je trouve extravagant de payer 25 000 dollars une déclaration de principe qui n'était sûrement pas nécessaire, même si vous la jugiez opportune.

Le père Lévesque ajoute ce commentaire : « Heureusement, en haut lieu, on n'a pas cru bon de partager une telle sévérité ³⁹⁴. » Par l'expression « en haut lieu », il désigne l'archevêque Maurice Roy, ami influent de Duplessis, homme placide et pondéré. En réalité, les dépenses pour l'enseignement et la recherche à la Faculté des sciences sociales restent stables en pourcentage durant le gouvernement Duplessis ³⁹⁵.

³⁹⁴ Georges-Henri LÉVESQUE, *op. cit.*, tome II, p. 102. M^{gr} Vandry était un homme affable. J'ai eu l'occasion de le constater : à la bibliothèque de l'université existait un « enfer » où étaient gardés les livres à l'index, tout au moins considérés comme tels au Québec. (Une *treasury library* existait à l'Université Harvard, où étaient gardés soigneusement sous clé livres et documents rares : on devait y entrer sans papier ni crayon.) Seul le recteur pouvait permettre d'accéder à cet « enfer » et d'en sortir des ouvrages, de préférence un à la fois. Dès les premiers jours de mon arrivée à l'université, en septembre 1945, je me présente chez le recteur et lui remets une longue liste d'ouvrages que je désire emprunter. Compiler pareille liste n'est pas difficile : Montesquieu, Rousseau, etc. sont consignés à l'« enfer ». M^{gr} Vandry me regarde et me dit : « Vous lisez beaucoup. » J'obtiens néanmoins la permission demandée. Quelques semaines passent et je retourne à son bureau avec une seconde liste encore plus longue. Cette fois, d'un air sévère, il me dit : « Vous lisez trop. » Puis il sourit et me délivre la permission, valable pour un an, d'accéder à l'« enfer » et d'en sortir avec les ouvrages désirés. Je ne sais ce qui arriva mais, les années suivantes, tous les livres et documents dont j'avais besoin avaient été remis à la bibliothèque générale. Je crois que l'arrivée du professeur Munzer, qui frappait à grands coups de sa canne à la porte d'entrée quand la bibliothèque était fermée, fut la cause principale du changement.

³⁹⁵ Voir Marcel FOURNIER, *op. cit.*, p. 135.

La participation du père Lévesque en tant que membre de la Commission royale d'enquête sur l'avancement des arts, des sciences et des lettres (1949-1951) provoque le plus dur débat au sujet de ses idées et de sa personne qu'il lui faut affronter. Cette Commission recommande dans son rapport la création d'un Conseil des arts, des bourses d'études et de recherches et l'octroi de subventions fédérales inconditionnelles aux universités.

Ces recommandations - particulièrement la dernière - se fondent sur une distinction à saveur scolastique entre « éducation (ou culture) scolaire, d'une part, et éducation (ou culture) extra-scolaire, d'autre part ». La Commission considère que la première relève exclusivement de la juridiction provinciale mais que la deuxième n'est « l'apanage d'aucune juridiction particulière ». Les commissaires soutiennent que les recommandations s'appliquent à la seconde et non à la première. Celle-ci revêt un caractère institutionnel - école et université -, celle-là résulte d'une formation personnelle acquise par la lecture, la fréquentation des musées, la participation à des cercles d'études, etc. Commentaires et critiques [236] réduisent la distinction à une différenciation, jugée fallacieuse, entre culture et éducation.

À plusieurs reprises, le père Lévesque tente de justifier la position de la Commission. Il fait sa principale intervention au cours de la conférence au titre ambigu, « Le chevauchement des cultures », qu'il prononce au congrès de l'Institut canadien des affaires publiques en 1955 :

Nous vivons dans un pays à deux cultures : la française et l'anglaise [...] Il est toutefois évident que ces deux cultures ne sauraient coexister en ce pays sans s'influencer l'une l'autre. D'ailleurs, si elles sont des cultures authentiques, elles sont ouvertes et doivent donc chercher à profiter du voisinage de l'autre. À une condition toutefois. Et cette condition c'est que, dans chaque citoyen, il y en a une qui soit première et domine l'autre [...] Pour le Canadien anglais, ce sera la culture anglaise, et, pour le Canadien français, ce sera la culture française [...] Et dire qu'un vaillant Don Quichotte a sérieusement cru pouvoir lui [la commission Massey] reprocher d'avoir voulu « une seule et unique culture canadienne » qui ne serait qu'un mélange bâtard de français et d'anglais : amusante cette chasse aux fantômes ³⁹⁶ !

³⁹⁶ Georges-Henri LÉVESQUE, « Plaidoyer pour une culture vivante », *Le fédéralisme*,

Il aurait été tellement plus simple et plus juste de dire qu'il résulterait de la mise en œuvre des recommandations de la Commission la promotion des deux cultures selon leur génie propre. Dans l'esprit du père Lévesque, l'expression « chevauchement des cultures » ne signifiait pas leur amalgame mais plutôt une saine émulation qui ne saurait favoriser l'une et l'autre. « Chevauchement » est un terme imagé qui, dans l'esprit de la plupart, évoque l'idée d'interrelation, d'interpénétration et, à la limite, de fusion. Guy Frégault donne la réplique à cette argumentation byzantine qui ne convainc guère les auditeurs : « Sur le plan de la culture comme sur les autres plans, le voyage que les Canadiens français et anglais poursuivent dans l'histoire risque fort, si nous cherchons un compagnonnage trop rapproché, de ressembler à celui du pot de terre et du pot de fer ³⁹⁷. »

Une fois de plus, la distinction que le père Lévesque cherchait à faire admettre n'a pas été comprise. Dans son commentaire, le rapporteur, M^e Louis Beaudoin, renvoie les conférenciers à leurs positions. Comme tant d'autres, il comprend mal la distinction entre les deux aspects de la culture :

Deux thèses se sont affrontées. Les deux races, les deux cultures, au sens large du mot, qui sont l'âme canadienne, peuvent-elles coexister, voire se compénétrer ? Ou bien doit-on admettre avec d'autres qu'elles s'ignorent [237] l'une l'autre volontairement ou non ? Sommes-nous en présence d'un mariage de raison ou d'un véritable divorce sans rapprochement de fait ³⁹⁸ ?

Duplessis refuse, dès le début des travaux, de participer à une commission dont le mandat, selon lui, « viole les principes les plus sacrés de la province : son droit exclusif en matière d'éducation ». Il précise sa position le 9 septembre 1951 : « Je sais qu'en certains milieux, certains personnages de bonne foi, sous une inspiration que je veux croire passagère, veulent faire des distinctions entre la culture et l'éducation. c'est une distinction qui n'a rien de distingué. »

congrès de l'Institut canadien des affaires publiques. Cette conférence a été reproduite sous forme de brochure par le père Lévesque ; elle s'intitule « Le chevauchement des cultures », 1956, p. 11.

³⁹⁷ Guy Frégault, cité dans Robert PARISÉ, *op. cit.*, p.67.

³⁹⁸ Louis BEAUDOIN, *Le fédéralisme*, congrès de l'Institut canadien des affaires publiques, p. 58-59.

Le ministre Antoine Rivard explicite la crainte que soulève la distinction faite par la Commission chez les nationalistes et les catholiques : « au danger général que fait courir tout subside aux institutions qui doivent y recourir, le subside fédéral ajoute son péril propre : la mainmise d'une majorité anglo-protestante sur l'éducation d'un peuple franco-catholique ³⁹⁹ ».

Cette fois les appuis se dérobent. Les dénonciations des recommandations « centralisatrices » du rapport affluent de toutes parts, notamment des milieux nationalistes auxquels *Le Devoir* fait grand accueil. Filion et même Pierre Trudeau se rangent aux côtés de « Monsieur Duplessis et des nationalistes » et s'opposent aux octrois fédéraux aux universités ⁴⁰⁰. Il ne reste presque plus que les « Anglais » pour appuyer le père Lévesque ⁴⁰¹. La palme de la dénonciation revient à François-Albert Angers car elle verse dans l'insulte personnelle :

Oui ! père Lévesque ! À la commission Massey vous avez excellemment, magnifiquement - en toute inconscience et en toute naïveté, sinon en toute vanité, je l'espère encore pour vous - justifié la confiance que ces gens [les « Anglo-Saxons » et les protestants] avaient mise en vous. Si le rapport de ladite Commission passe à l'histoire autrement que comme un document appelé à orner quelque fond de tiroir, votre nom y sera associé comme celui du Canadien français qui aura, le premier, ouvert officiellement la porte de notre régime scolaire aux invasions fédérales directes ; [238] comme celui qui, sous le couvert de l'aide fédérale aux universités, aura introduit le cheval de Troie ou le cadeau de Grec dans nos murs [...] Que Dieu vous le pardonne... mais le Canada français aura le droit de vous en tenir rigueur [...] De la vanité personnelle de ceux qui préfèrent briller plutôt que servir, de la vanité nationale d'un peuple qui confond trop facilement l'apparence avec la réalité du pouvoir, délivrez-nous Seigneur ! Car devant les séductions que le rapport Massey met sous

³⁹⁹ Antoine Rivard, cité dans Robert PARISÉ, *op. cit.*, p. 63.

⁴⁰⁰ Trudeau s'oppose aux octrois fédéraux aux universités parce qu'ils constituent, selon lui, un empiètement sur une juridiction que la Constitution accorde aux provinces de façon exclusive. Il s'oppose notamment à la position que j'avais prise dans un texte du *Devoir* (5 nov. 1956) selon laquelle les universités pouvaient accepter les octrois fédéraux parce qu'une double subvention - fédérale et provinciale - les aiderait à ne pas « tomber sous aucune sphère d'influence, quelle qu'elle soit ». Trudeau trouve mon exposé « fort ingénieux » mais il ne l'appuie pas. Voir : Pierre Elliott TRUDEAU, « Les octrois fédéraux aux universités », *Cité libre*, févr. 1957, reproduit dans Pierre Elliott TRUDEAU, *Le fédéralisme et la société canadienne-française*, p. 81-103.

⁴⁰¹ Blair Fraser est son plus fervent défenseur. Voir « The Fight over Father Lévesque », *Maclean's Magazine*, juill. 1950, reproduit dans Robert PARISÉ, *op. cit.*, p. 112-114.

le nez de notre élite, nos propres vanités sont bien pires que nos propres ennemis ⁴⁰² !

Le 5 janvier 1952, sur les ondes de Radio-Canada, le père Lévesque élargit encore le fossé qui l'oppose à Duplessis. Il lance, écrit Parisé, « un véritable cri à la liberté, un appel à toutes les forces libres et plus encore à celles désireuses de le devenir ⁴⁰³ » :

Le culte traditionnel trop exclusif, et quelquefois idolâtre même, qu'on a voué chez nous à l'autorité, est en train de nous faire perdre le sens de la liberté. L'autorité vient de Dieu, nous rappelle-t-on souvent. Bien sûr, et nous en sommes le premier convaincu, mais la liberté aussi vient de Dieu ! Elle en vient même avant l'autorité dans l'ordre des valeurs humaines. Elle est un des traits essentiels qui font l'homme à l'image de Dieu ⁴⁰⁴.

De plus, ses adversaires, toujours plus nombreux et plus vindicatifs, accusent le père Lévesque de consacrer une portion congrue à la doctrine sociale de l'Église dans le programme d'études de la faculté. Il se défend de cette accusation dans un document de dix pages. Il écrit que le programme comprend plusieurs enseignements normatifs s'inspirant de la doctrine de l'Église. En outre, écrit-il, « dans le corpus positif [...] nos professeurs s'efforcent plutôt de faire passer dans leurs enseignements respectifs la substance des enseignements pontificaux ⁴⁰⁵ ».

[239]

⁴⁰² François-Albert ANGERS, « Deux modèles d'inconscience : le Premier Saint-Laurent et le Commissaire Lévesque », *L'Action nationale*, vol. XLI, nov. 1951, p. 207-208 et 210.

⁴⁰³ Robert PARISÉ, *op. cit.*, p. 43.

⁴⁰⁴ Georges-Henri Lévesque, cité dans Robert PARISÉ, *op. cit.*, p. 45 et 46. Ce texte n'avait rien de subversif, au contraire, il exposait fidèlement la doctrine thomiste. Mais lu dans les circonstances et par le religieux « dangereux » qu'était devenu le père Lévesque, il explosa comme une grenade. Le père Lévesque a dit récemment que, dans le contexte d'anomie d'aujourd'hui, il insisterait davantage sur l'importance de l'autorité. Il convient de préciser qu'il ne faut pas insister sur l'autorité comme telle mais sur les valeurs humanistes que l'autorité elle-même se doit de respecter partout où elle s'exerce, en Haïti, dans le Tiers-Monde comme dans les pays occidentaux qui poursuivent avec plus ou moins de bonheur les idéaux de la démocratie.

⁴⁰⁵ Mémoire cité dans Robert PARISÉ, *op. cit.*, p. 80. Pareille accusation était malveillante. Ce sont les cours « positifs » plutôt que les cours « normatifs » qui ont longtemps hérité de la portion congrue dans l'enseignement donné par la faculté.

En 1950, les jésuites - les pères Normand Hudon et Émile Bouvier en tête ⁴⁰⁶ -, des évêques - M^{gr} Arthur Douville de Saint-Hyacinthe et M^{gr} Georges Courchesne de Rimouski - et Duplessis lui-même essaient d'obtenir la révocation du père Lévesque. Le principal motif invoqué est sa prise de position en faveur de la « non-confessionnalité » des coopératives dans deux articles publiés dans la revue *Ensemble*. Le père Lévesque distingue trois conceptions possibles : la confessionnalité, la neutralité religieuse et la « non-confessionnalité ». Avant de publier, il consulte l'archevêque Charbonneau et le cardinal Villeneuve qui approuvent sans restriction sa prise de position en faveur de la « non-confessionnalité ». Ces textes sont en apparence anodins. Bien d'autres avant lui ont dit qu'il était ridicule de déclarer « confessionnels » des organismes séculiers comme les coopératives, les syndicats, etc. En 1939-1940, Gérard Filion écrit dans le langage cru qui caractériseront ses éditoriaux du *Devoir* :

La doctrine coopératiste n'admet pas que la coopération s'établisse sur le plan de la religion ; à ce compte il y aurait ou pourrait exister des coopératives catholiques, anglicanes, bouddhistes, etc. ; or il n'y a pas de façon catholique, anglicane ou bouddhiste de vendre des patates ou de fabriquer du beurre en coopération ⁴⁰⁷.

Sous la plume du père Lévesque, le même propos revêt une importance d'un tout autre ordre. Il s'impose que l'on dénonce « ses errements doctrinaires » avec d'autant plus de vigueur qu'ils émanent d'un religieux important, un religieux qui puise sa doctrine chez Thomas d'Aquin, théologien officiel de l'Église catholique, un homme censé exposer la bonne doctrine et jouissant d'une grande autorité morale auprès du peuple et surtout auprès des élites.

À ces motifs accablants s'en ajoute un autre encore, péremptoire : doyen d'une faculté dont la mission est de former des jeunes qui rempliront un rôle influent dans la société, il se révèle une fois de plus un mauvais guide, un prétendu maître qui use de son prestige sur la jeunesse pour la pervertir. René Chaloult, ardent nationaliste mais esprit ouvert, se lève cette fois de son siège à l'Assemblée

⁴⁰⁶ À l'occasion du débat sur le caractère confessionnel des coopératives, Duplessis aurait dit en boutade : « Il n'y a pas de grande difficulté à gouverner la province de Québec. On n'a qu'à laisser les jésuites et les dominicains se quereller. » (Cité dans Conrad BLACK, *Duplessis*, tome II : *Le pouvoir*, p. 376.)

⁴⁰⁷ Gérard Filion, cité dans Georges-Henri LÉVESQUE, *op. cit.*, tome II, p. 175.

nationale et, au grand plaisir de Duplessis, déclare : « Le père Lévesque est un guide peu sûr et un maître inquiétant pour la jeunesse ⁴⁰⁸. »

[240]

Jugeant, de haut et de loin, l'ensemble de l'action du père Lévesque, Robert Rumilly pontifie : « Pour des doctrinaires et des fanatiques comme nos gauchistes, rien n'importe plus que d'influencer la jeunesse [...] Tout le monde sait dans quel esprit le Père Georges-Henri Lévesque Dominicain a organisé la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval. Il en a fait un foyer de gauchisme ⁴⁰⁹. »

Aux yeux de François-Albert Angers, il est le doyen « d'une Faculté qui tend à former actuellement toute une jeunesse à un esprit d'apostasie nationale ⁴¹⁰ ». Le père Lévesque, corrupteur de la jeunesse ! Pourquoi alors n'avoir pas proposé, comme ce fut le cas pour Socrate, ce sage parmi les sages, de lui administrer la ciguë ?

Personne n'a affronté des adversaires plus nombreux et plus puissants que le père Lévesque. Pourquoi s'est-il tenu debout ? Comment les a-t-il tous mis en échec ? Le fait d'être religieux ne procurait pas une protection sûre, au contraire, il pouvait se révéler un facteur d'aggravation comme le prouvent la démission forcée de M^{gr} Charbonneau, pourtant archevêque du plus grand diocèse catholique du Canada, et l'exil du frère Untel. Mais le père Lévesque est membre de l'ordre puissant des dominicains et ses supérieurs, au Québec comme à Rome, le défendent avec d'autant plus de vigueur qu'au nombre de ses adversaires se trouvent des jésuites. Il relève également de l'Université Laval, institution vénérable qui, en dernière instance, est sous l'autorité de l'archevêque de Québec, chancelier de l'établissement : M^{gr} Roy. Dignitaire respecté de la hiérarchie religieuse et du pouvoir politique qu'incarne Duplessis, M^{gr} Roy n'est pas homme à poser des gestes d'éclat. Il fait en sorte que le père Lévesque conserve son poste à l'université et lui laisse la plus entière liberté d'expression. Je ne crois pas d'ailleurs qu'il ait trouvé excessives ses prises de position.

⁴⁰⁸ René Chaloult, cité dans Georges-Henri LÉVESQUE, *op. cit.*, tome II, p. 274.

⁴⁰⁹ Robert RUMILLY, *L'infiltration gauchiste au Canada français*, p. 106.

⁴¹⁰ François-Albert ANGERS, « Deux modèles d'inconscience : le Premier Saint-Laurent et le Commissaire Lévesque », *L'Action nationale*, vol. XLI, nov. 1951, p. 206.

Ses adversaires, devant leur impuissance à obtenir des autorités dont il relève au Québec la mise au ban du père Lévesque, portent leur cause à Rome. Le père Gaudreault, provincial des dominicains, défend courageusement le père Lévesque. À la Sacrée Congrégation des universités et des collèges, il obtient le soutien ferme du puissant maître de l'ordre des dominicains, du vice-secrétaire d'État auprès du pape Pie XII, M^{gr} Giovanni Battista Montini, futur pape Paul VI, et de bien d'autres personnalités ecclésiastiques influentes. Au grand déplaisir de ses détracteurs ecclésiastiques et politiques québécois, en particulier des jésuites, il sort indemne du procès qui lui est intenté.

[241]

Duplessis a la mémoire longue. Il attend patiemment son heure pour punir celui qu'il n'a pu atteindre ni à l'université ni à Rome. En 1954, les dominicains se portent acquéreurs du domaine Kent, en amont des chutes Montmorency, et lui donnent le nom de « Maison Montmorency ». Le père Lévesque en devient le directeur. Il en fait un lieu de rencontres, de colloques et de réflexion. Les dominicains paient leurs taxes à la municipalité de Courville. Or, le 17 décembre 1958, au Comité des bills privés, Duplessis augmente arbitrairement le montant des taxes et rend cette augmentation rétroactive à 1955. Cette fois, la mesquinerie est évidente et inacceptable même pour ceux qui ont naguère croisé le fer avec le père Lévesque. André Laurendeau est son plus ardent défenseur. Dans un éditorial vitriolique, il démasque le geste rancunier de Duplessis :

Cet homme est mesquin [...] M. Duplessis assouvit ses rancunes par une loi. Il mobilise la puissance du Parlement pour exercer sa vengeance particulière [...] Nous nous sentons avec lui [le père Lévesque] parce qu'il est persécuté. Et nous assumerons notre part de l'amende que lui inflige le premier ministre parce qu'il ose se montrer un homme libre.

Dans un post-scriptum, Laurendeau invite les lecteurs à faire parvenir leurs offrandes au *Devoir* afin de « rassembler l'amende d'une année (\$ 600) ⁴¹¹ ». Le « bill Lévesque » soulève une telle indignation dans la province et au Canada que Duplessis est contraint de le retirer.

⁴¹¹ André LAURENDEAU, « Du respect de l'autorité », *Le Devoir*, 19 déc. 1958.

Un atout de première importance favorise le père Lévesque : sa personnalité hors du commun. Au début de son autobiographie, il déclare que, s'il n'avait pas choisi d'entrer en religion, il aurait opté pour la politique. Et quelle carrière éblouissante dans ce domaine ses traits de caractère lui auraient assurée ! Il possède la prestance, l'éloquence, le charisme, l'entregent, le sens de l'humour et l'aptitude à user des « techniques de l'action ⁴¹² » propres aux circonstances, bref, les qualités qui permettent à une personnalité politique de triompher des embûches. Durant ses rencontres avec Duplessis dans des réunions sociales, l'un et l'autre prennent leurs mesures respectives dans des échanges marqués du sens de l'humour. Les témoins de ces conversations disent que ce n'est pas toujours Duplessis qui a le dernier mot ⁴¹³. Ce dernier doit se rendre compte que le père Lévesque est de taille à lui tenir tête, qu'il est un adversaire plus coriace que les autres. Devant l'échec de ses manœuvres, il doit, en son for intérieur, éprouver du respect pour l'homme qu'il ne peut terrasser. Un même respect à propos de Duplessis transpire également dans les propos que le père Lévesque exprime à l'endroit de ce premier ministre retors mais suprêmement intelligent.

[242]

Le plus dur coup moral qu'encaisse le père Lévesque vient de ses professeurs. Certains d'entre eux, sur l'initiative de Maurice Lamontagne, rédigent au cours de l'été de 1952 un texte en réponse à l'attaque personnelle à laquelle François-Albert Angers s'est abaissé dans un article intitulé « Deux modèles d'inconscience : le Premier Saint-Laurent et le Commissaire Lévesque » que L'Action nationale vient de publier. Le « Père » - appellation qui témoigne de notre affection et de notre respect -, ayant en main un exemplaire de cette réplique, en est tout heureux. Dans le but d'affermir le poids de ce texte, il a été décidé qu'il serait signé par tous les professeurs, engageant de la sorte le nom de la faculté. C'est compter sans l'arrivée, à la fin de l'été, de deux jeunes professeurs, Guy Rocher et moi. Sans nous concerter, nous refusons d'apposer notre signature sur le document. Le père Lévesque émet à ce sujet ce commentaire

Pour être fort, ce texte voulait être un document collectif, également signé par nos autres collègues. Il n'obtint pas l'unanimité nécessaire à sa

⁴¹² Son cours principal s'intitule « Morale et techniques de l'action ».

⁴¹³ Voir à ce sujet l'anecdote que relate Robert PARISÉ, *op. cit.*, p. 52.

publication. Certains n'en aimaient pas la forme trop polémique et d'autres le trouvaient trop « engagé »... Même si, peu après, ils n'hésitèrent pas à choisir leur propre engagement public ⁴¹⁴.

Dans un long mémoire adressé à Maurice Lamontagne j'expose les raisons de mon refus : j'exprime mon désaccord à propos de l'argumentation de base de ce document fondée sur la doctrine thomiste du bien commun appliquée telle quelle à la situation canadienne, comme si le théologien médiéval l'avait formulée expressément pour cette occasion. Mais, surtout, je me refuse à une défense institutionnelle du père Lévesque. Je ne conteste aucunement le droit de ce dernier d'user comme il l'entend de la liberté d'expression et d'action, mais je soutiens qu'il lui incombe d'en assumer l'entière responsabilité. Qu'un ou plusieurs professeurs dénoncent les diatribes d'Angers, je n'y vois aucune objection, au contraire. Mais qu'ils agissent en leur nom propre et n'engagent pas la faculté. Une assemblée des professeurs est convoquée afin de faire le point. Rocher se lève le premier et tient des propos similaires aux miens. Certains parmi les anciens expriment leur hésitation à signer la réplique. Lamontagne, qui préside l'assemblée, tire la seule conclusion qui s'impose : puisqu'il n'y a pas d'unanimité, il n'y aura pas de réplique. Marcel Fournier commente ainsi l'incident :

[243]

Les plus jeunes professeurs de la Faculté, souvent de formation plus spécialisée que leurs aînés, s'opposent à ce que la Faculté (ou ses professeurs) ait une action ouvertement politique et ils exigent qu'elle se consacre entièrement à l'enseignement et à la recherche [...] Ainsi, les aînés qui se sont opposés au nom de la « science » à leurs prédécesseurs se voient critiquer, avec les mêmes arguments, par ceux qui leur succèdent. À dix ans d'intervalle, le conflit de légitimité se répète. Et les jeunes qui se font les gardiens de la science et les défenseurs de la « neutralité axiologique » des scientifiques remportent encore la victoire ⁴¹⁵.

Nicole Gagnon évoque l'événement en des termes plus conformes à la réalité :

⁴¹⁴ Georges-Henri LÉVESQUE, *op. cit.*, tome II, p. 279. Dans la décennie 1950-1959, en effet, ma conception de la vie universitaire était rigoureuse. Elle l'est encore malgré ma participation à des débats publics et à des activités extra-universitaires. À ce sujet, voir mon article « Aspects de la condition du professeur d'université dans la société canadienne-française », *Cité libre*, n^o 21, juill. 1958, p. 8-30.

⁴¹⁵ Marcel FOURNIER, *op. cit.*, p. 142.

Ce sont aussi Rocher et Dion qui rentrent au bercail, porteurs qui de la science américaine, qui de la haute culture européenne. (Porteurs aussi d'une conception libérale du métier d'universitaire, qui les amène à « couper le cordon ombilical », en refusant, au nom de la responsabilité individuelle et non communautaire de l'intellectuel, de signer un mémoire à la défense du père Lévesque, préparé par leurs collègues.) ⁴¹⁶.

L'incident transmue la « grande famille » qu'était demeurée la faculté sous la tutelle bienveillante du « Père » en une institution universitaire. Le père Lévesque écrit dans *Souvenances* qu'il a alors pris conscience que le rôle nécessaire et irremplaçable qu'il a joué jusque-là touche à sa fin. Trois ans plus tard ⁴¹⁷, un nouveau doyen est nommé : Jean-Marie Martin. Désormais, la faculté est parvenue à l'âge adulte : elle devient une institution au sens plein du terme. Elle grandit : les germes que le père Lévesque a semés commencent à produire leurs fruits.

Le père Lévesque avait amplement la largeur d'esprit nécessaire pour comprendre que les opposants n'avaient pas agi par indifférence ou indélicatesse à son endroit. Il a dû beaucoup souffrir du refus qui lui a été infligé mais il persiste encore à nous estimer, Rocher et moi, sans réticence aucune. Nous étions tous deux dangereusement vulnérables : nous n'avions aucun statut qui vaille à l'université ou à l'extérieur. Nous ne fûmes l'objet d'aucune réprimande, ni de la part du père Lévesque, ni de celle du directeur du Département de sociologie dont nous relevions, Jean-Charles Falardeau, ni de Maurice Lamontagne, initiateur du projet et très influent auprès du père Lévesque. Au contraire, ils nous gratifièrent de leur amitié.

[244]

⁴¹⁶ Nicole GAGNON, « Le Département de sociologie », dans Albert FAUCHER (dir.), *op. cit.*, p. 98.

⁴¹⁷ « J'estimais qu'un responsable devait, après une dizaine d'années, céder sa place à un successeur - ce qui est particulièrement vrai pour un fondateur, comme c'était justement mon cas. » (Georges-Henri LÉVESQUE, *op. cit.*, tome III, p. 17.) En outre, la direction de l'université adopta un règlement, rétroactif, fixant à deux mandats de quatre ans la fonction de doyen, ce qui touchait directement le père Lévesque et quelques autres.

Les professeurs ont exprimé, en maintes occasions, les sentiments de gratitude qu'ils ressentent à l'endroit du « Père ⁴¹⁸ ». À plusieurs reprises je formulai les miens. En 1958, j'écris :

La personnalité dynamique et forte du père Georges-Henri Lévesque possède toute l'authenticité d'un exemple typique. Lorsque se seront apaisées les émotions que la mention de son nom suscite, il restera au centre d'un des grands événements qui se soient jamais produits chez nous : la fondation de la première Faculté des sciences sociales. Le père Lévesque n'est pas principalement un sociologue. C'est un religieux d'un type que peut occasionnellement produire une société qui a si largement défini la fonction sociale du prêtre : c'est un religieux qui accomplit une œuvre laïque. Ce qui établit sa vraie grandeur, c'est, à mon sens, moins l'énergie qu'il a déployée à réaliser son œuvre que la façon toute nouvelle chez nous dont il s'y est pris. Il a voulu que son intention se prolongeât par l'action de laïcs et pour une société séculière et il s'est refusé à ce que les laïcs qu'il forma et qu'il associa par la suite à la Faculté comme professeurs fussent contraints de faire obédience à une « orthodoxie » nationale. Ce faisant, il permettait la réception, par eux, de l'esprit qui est propre aux disciplines sociales et le dégagement dans notre société de nouvelles normes culturelles ⁴¹⁹.

Dans ma conférence à l'occasion du cinquantième anniversaire de la faculté, je m'exprime de façon plus succincte :

Le grand mérite du père Georges-Henri Lévesque est le suivant : en même temps qu'il eut la prudence de concilier son objectif d'une science positive avec les visées cléricales et politiques de l'époque, sans quoi la faculté n'aurait pu exister ni persister, il a veillé à fonder celle-ci sur l'autonomie institutionnelle, la liberté et la responsabilité personnelles, la compétence, le service à la société, mais également la critique de cette société ⁴²⁰.

Le père Lévesque assume de 1954 à 1963 la direction de la Maison Montmorency. Le premier ministre Saint-Laurent lui offre de devenir sénateur.

⁴¹⁸ Voir notamment Léon DION, « Itinéraires sociologiques », *Recherches sociographiques*, vol. XVI, n^{os} 2-3, 1974.

⁴¹⁹ Léon DION, « Aspects de la condition du professeur d'université dans la société canadienne-française », *Cité libre*, n^o 21, juill. 1958, p. 11.

⁴²⁰ Léon DION, « Nos institutions : considérations liminaires », dans Vincent LEMIEUX (dir.), *Les institutions québécoises*, p. 45.

Cette responsabilité le tente. Il refuse après avoir pris l'avis du cardinal Léger et de l'archevêque Roy. En 1963, il devient recteur-fondateur de l'Université du Rwanda, poste qu'il occupe jusqu'en 1971. La fondation et l'essor rapide que connaît cet établissement sous sa gouverne, dans des conditions difficiles, représentent pour lui, avec son œuvre à l'Université Laval, son principal motif de fierté.

[245]

Aujourd'hui, à l'âge de 90 ans, toujours alerte et aussi attachant, il vit paisiblement sa retraite auprès de sa chère famille dominicaine à Montréal. Chaque jour il reçoit des visiteurs : amis anciens qui restent et nouveaux qu'il se fait continuellement. Il répond à des dizaines de téléphones ; on vient lui demander conseil, lui dire qu'on l'aime.

[247]

Québec 1945-2000.
Tome II : Les intellectuels et le temps de Duplessis.

Deuxième partie.
*Une conscience critique de l'ancien régime:
la quête de la modernité.*

Chapitre 4

Les soutiens institutionnels

[Retour à la table des matières](#)

Apprécier la portée de la pensée et de l'action des intellectuels ainsi que leur sort exige qu'on s'enquière de la nature des soutiens institutionnels dont ils disposent. Le rythme de l'industrialisation et de l'urbanisation du Québec s'accélère au cours des années quarante et de la décennie suivante. Les groupes et les mouvements qui poursuivent des objectifs axés sur la modernité deviennent plus nombreux et plus dynamiques. L'écart entre les composantes progressistes de la société civile et les pouvoirs s'accroît jusqu'à la fin des années cinquante sans que leurs dirigeants en soient pleinement conscients. Au nombre de ces organisations on retient les universités, plus particulièrement la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval, les mouvements d'action catholique, l'Institut canadien d'éducation des adultes, la revue *Cité libre*, la revue *Liberté* (créée en 1959), l'Institut canadien des affaires publiques, le mouvement coopératif, la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC), *Le Devoir* (surtout à partir de 1956), la télévision dès son inauguration en 1952, la Chambre de commerce de la province de Québec (à la fin de la décennie), etc.

Ces institutions représentent pour les nouveaux intellectuels des soutiens dont l'efficacité est plus ou moins grande et sur lesquels ils comptent pour la promotion de leurs idées et de leurs projets. Leur examen est d'autant plus indispensable qu'elles offrent un accès dont les intellectuels, qui sont associés à l'une ou l'autre d'entre elles, ont tiré ou non profit. Ainsi, on l'a vu, non protégé et même au contraire traqué par ses supérieurs, le frère Untel (Jean-Paul Desbiens) prend le chemin de l'exil à la suite de la publication de ses *Insolences* et de quelques « imprudents » [248] gestes subséquents. Inversement, le père Lévesque, fermement appuyé par le chancelier sinon par le recteur de l'Université Laval, par les supérieurs de son ordre, au Québec et à Rome, et par des cardinaux dans l'entourage du pape, a gain de cause à l'issue du procès que ses adversaires lui ont intenté. Et les abbés Gérard Dion et Louis O'Neill tirent sans dommage à boulets rouges sur le gouvernement Duplessis (sans le mentionner) après les élections provinciales de 1956 ⁴²¹. Leurs titres de professeurs à l'Université Laval et, surtout, selon une confidence du regretté Gérard Dion, la protection efficace de l'archevêque Maurice Roy, leur épargnent la mise au ban que Duplessis leur destinait.

Une institution s'explique par les conditions de sa naissance. Des conditions particulières font émerger une idée qui éclate sous la forme de projets, de mouvements et de pratiques qui se consolident et se perpétuent. Le juriste Maurice Hauriou définit l'institution comme étant « une idée qui fait boule de neige ». Il importe de préciser qu'il s'agit de l'idée de quelqu'un et qu'il arrive que cette personne marque l'institution au point où, pour un certain temps, les jugements portés sur l'une ou l'autre se confondent presque ⁴²². C'est le jugement que l'on porte dans les années cinquante sur le père Lévesque qui conditionne la perception que l'on se fait de la Faculté des sciences sociales, Gérard Pelletier et Pierre Trudeau donnent le ton à *Cité libre*, Gérard Filion et André Laurendeau, au

⁴²¹ D'abord publié en juillet 1956 dans la revue *Ad usum sacerdotum* sous le titre « L'immoralité politique dans la province de Québec », puis reproduit dans *Le Devoir*, l'essai dévastateur pour le gouvernement Duplessis fut reproduit en appendice dans Gérard DION et Louis O'NEILL, *Le chrétien et les élections*. Les mêmes auteurs récidivèrent quelques années plus tard avec *Le chrétien en démocratie*, moins moraliste et plus analytique.

⁴²² Pour un exposé élaboré de l'importance du concept d'institution pour l'analyse sociale, voir Léon DION, « *Nos institutions : considérations liminaires* », dans Vincent LEMIEUX (dir.), *Les institutions québécoises*, p. 3-48. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

journal *Le Devoir*, Cyrille Vaillancourt, Alfred Rouleau et René Paré, au mouvement coopératif, Gérard Picard et Jean Marchand, à la CTCC, Claude Ryan, au Secrétariat général de l'Action catholique canadienne et à la présidence de l'Institut canadien d'éducation des adultes, le cardinal Léger et l'archevêque Maurice Roy, à l'Église, Maurice Duplessis, bien entendu, à l'Union nationale. Mais à qui le Parti libéral du Québec s'identifie-t-il ? À son chef, Georges-Émile Lapalme, homme cultivé mais piètre politicien, à Jean-Marie Nadeau qui jalouse et critique plus ou moins ouvertement son chef, à Jean-Louis Gagnon qui s'efforce de réformer le parti tout en étant suspecté de communisme, à Maurice Sauvé dont le souci électoraliste refoule au second plan l'esprit libéral dont il fait montre sur les tribunes publiques ? L'absence d'une personnalité dominante au sein de ce parti explique dans une large mesure le peu d'attraction qu'il exerce sur les intellectuels progressistes au cours de la période.

[249]

Dans les développements qui suivent il sera fait mention du concours apporté aux nouveaux intellectuels par leur institution d'appartenance. Deux exemples : celui de la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval et celui de la revue *Cité libre* paraissent significatifs de l'importance d'un soutien institutionnel pour leur épanouissement personnel et permettent d'évaluer le degré selon lequel ils usèrent de leurs institutions pour parfaire leur formation, exprimer leurs idées et s'engager dans l'action. D'autres institutions ont joué un rôle majeur au cours de cette période. Ce fut le cas du mouvement syndical et du Parti libéral du Québec. Ni l'un ni l'autre n'encadraient les intellectuels. Leur rôle à la fin de l'ancien régime fut toutefois majeur et les intellectuels eurent à leur endroit des attitudes et des comportements qui renseignent sur leur conception du monde et de la vie.

LE SYNDICALISME

[Retour à la table des matières](#)

Louis-Marie Tremblay écrit que, à la fin des années cinquante, « il était reconnu que la CSN constituait la principale force d'opposition au régime duplessiste ⁴²³ ». Fondée en 1921, la Confédération des travailleurs catholiques du Canada est une institution de caractère « transitionniste » plutôt que moderniste. Parce qu'elle est confessionnelle, un aumônier détient un droit de veto sur toute décision et action des syndicats affiliés. Elle épouse également le nationalisme et même, durant plusieurs années, le corporatisme des dirigeants cléricaux. À la suite de l'élection de Gérard Picard à titre de président et de Jean Marchand comme secrétaire général en 1946, le veto de l'aumônier se restreint aux questions relevant directement de la doctrine sociale de l'Église et, à la fin des années cinquante, les conditions de la sécularisation ont graduellement été réunies. Celle-ci survient dès 1960 : la CTCC devient alors la Confédération des syndicats nationaux (CSN).

Ce sont les conditions de son implantation dans la société et de la recherche du mieux-être de la classe des travailleurs qui vont engendrer le dynamisme du mouvement syndical et provoquer son opposition au gouvernement Duplessis. L'antisindicalisme de Duplessis est peut-être le plus important facteur du progrès de la cohésion syndicale durant les années cinquante. Dans le journal de la CTCC, *Le Travail*, aux congrès de la Confédération, dans les mémoires annuels adressés au gouvernement, la CTCC condamne les mesures antisociales et la législation antisindicale du gouvernement. À son congrès de Joliette, le 4 mai 1955, la Fédération des unions industrielles du Québec (qui fusionnera en 1957 avec la Fédération du travail du Québec, affiliée jusque-là au Congrès du travail du Canada, [250] pour former la Fédération des travailleurs du Québec) lance son « Manifeste au peuple québécois », peut-être le document le plus radical de la période. Le Manifeste réclame le respect des droits de l'homme et des libertés civiles, propose le rapatriement de la Constitution canadienne et des amendements

⁴²³ Louis-Marie TREMBLAY, *Le syndicalisme québécois : idéologies de la CSN et de la FTQ, 1940-1970*, p. 55.

considérables à cette Constitution, préconise un programme complet de sécurité sociale et de la santé, la socialisation des ressources naturelles et des services publics, demande la reconnaissance du principe du droit au travail et l'adoption d'un code de travail unique, requiert la gratuité entière de l'enseignement et le prolongement de l'instruction obligatoire à 16 ans et réproouve la « dictature naissante ⁴²⁴ ». Le Manifeste connaît un retentissement considérable : les médias, surtout *Le Devoir*, lui consacrent de nombreux commentaires favorables. Les intellectuels, dont certains ont collaboré à sa rédaction, l'acclament et le propagent. Duplessis est furieux mais ne sévit pas.

En 1955 également, en remplacement du Conseil d'orientation économique créé en 1943 par le gouvernement Godbout que Duplessis manipulait à sa guise, Jean Marchand propose la création d'un Conseil économique et social tripartite, composé de représentants du gouvernement, du patronat et des travailleurs. Cet organisme ne sera formé qu'après 1960.

La CTCC et, à compter de 1957, la FTQ, pressent le gouvernement Duplessis d'adhérer au programme fédéral d'assistance-chômage adopté en 1956. La montée du chômage contraint Duplessis à poser ce geste en juillet 1959 pour des motifs électoraux et non en raison des demandes syndicales.

La constitution de 1921 empêche la CTCC de s'affilier à un parti politique. Pour sa part, le Conseil du travail du Canada (CTC) soutient la CCF (Cooperative Commonwealth Federation), parti fédéral d'orientation socialiste. L'orientation antisyndicale du gouvernement Duplessis et l'accession à la tête de la CTCC d'une direction dynamique acquise à la modernité vont graduellement entraîner l'éclipse de cette interdiction. En 1951, le comité d'orientation politique de la Centrale et le bureau confédéral en vue des élections prochaines adoptent une ligne de conduite inspirée du syndicalisme américain : la CTCC va appuyer les candidats favorables au syndicalisme et dénoncer ceux qui sont « les ennemis de la classe ouvrière ». Cette directive n'est pas appliquée avec énergie et il ne semble pas qu'elle influence sensiblement le vote des travailleurs.

[251]

⁴²⁴ FÉDÉRATION DES UNIONS INDUSTRIELLES DU QUÉBEC, « Manifeste au peuple québécois », dans Daniel LATOUCHE et Diane POLIQUIN-BOURASSA (dir.), *Le manuel de la parole*, tome II : 1900 à 1959, p. 291-295.

Dans les années qui suivent, la CTCC préconise des alliances avec les institutions et les mouvements qui s'opposent à Duplessis : l'Union catholique des cultivateurs, la Ligue ouvrière catholique, les Caisses populaires, la Chambre de commerce, la Société Saint-Jean Baptiste, etc. Les dirigeants de la CTCC participent à divers titres aux mouvements d'idées, entre autres l'Institut canadien d'éducation des adultes, l'Imprimerie populaire dont dépend *Le Devoir*, Radio-Canada, l'Institut canadien des affaires publiques, le Rassemblement. Aux élections de 1960, la CTCC favorisera le Parti libéral de Jean Lesage sans l'appuyer officiellement ⁴²⁵.

Leur opposition à Duplessis fait converger le mouvement syndical et les intellectuels qui soutiennent sa cause. Ceux-ci désapprouvent le nationalisme et le caractère confessionnel de la CTCC ⁴²⁶. Ils contribuent à atténuer ces traits au sein du mouvement. S'ils déplorent que les solutions aux problèmes qui se posent aux syndicats s'inspirent d'une « idéologie de droite », ils reconnaissent que leurs revendications émanent d'un « souffle de gauche » ⁴²⁷. Certains, dont Pierre Trudeau et, surtout, Gérard Pelletier, agissent comme conseillers épisodiques et se lient d'amitié avec les dirigeants syndicaux, en particulier Jean Marchand. Plusieurs participent aux journées d'étude et au programme syndical d'éducation politique et social qu'anime Fernand Jolicœur.

Les grèves procurent aux nouveaux intellectuels une occasion privilégiée de témoigner leur appui à la cause ouvrière. La grève de l'amiante, au printemps de 1949, déclenche le premier coude à coude des intellectuels et des travailleurs : nouveaux intellectuels, membres de la hiérarchie religieuse, opinion publique et classe ouvrière se coalisent contre un gouvernement oppressif. D'aucuns considèrent cette grève comme l'événement catalyseur du nouveau régime. Si tel avait été le cas, les séquelles de cette grève auraient été plus visibles dans les années suivantes. Quand des intellectuels publient *La grève de l'amiante* en 1956, l'événement est déjà passé à l'histoire. Pourtant, Trudeau se croit justifié de conclure le long essai rédigé sur ce sujet :

⁴²⁵ Dorval BRUNELLE, *Les trois colombes*, p. 143-146.

⁴²⁶ Par exemple, Pierre Elliott TRUDEAU, « La province de Québec au moment de la grève », dans Pierre Elliott TRUDEAU (dir.), *La grève de l'amiante*, p. 31-47 et 80-87.

⁴²⁷ Pierre CHARBONNEAU, « Défense et illustration de la gauche », *Cité libre*, n° 18, nov. 1957, p. 26-46.

En 1949, il y a eu la grève mémorable de l'amiante parce que les travailleurs industriels du Québec suffoquaient dans une société encombrée d'idéologies inadéquates et d'institutions oppressives ; parce que l'importance pour la nation de la classe ouvrière était hors de commune mesure avec son peu de prestige ; parce que ses gains économiques collectifs correspondaient à des reculs dans la hiérarchie sociale (les paysans [252] n'étant devenus prolétaires qu'au prix de déchoir en tant que paroissiens, électeurs, patriotes, etc.) ; parce que notre philosophie morale et notre politique ouvrière ne tenaient pas suffisamment compte du peuple industriel que nous étions devenus.

Certes, il y avait eu d'autres grandes grèves au Canada français avant celle de l'amiante et il y en aurait d'autres par la suite. Mais celle-ci fut significative parce qu'elle s'est produite alors que nous vivions la fin d'un monde, précisément au moment où nos cadres sociaux - vermoulus parce que faits pour une autre époque - étaient prêts à éclater ⁴²⁸.

Le rapprochement des travailleurs et des intellectuels - tout comme l'unité de la pensée et de l'action chez ces derniers - espéré par Trudeau resta un vœu plutôt qu'une réalité.

La grève des réalisateurs de Radio-Canada à la fin des années cinquante entraîne au moins une lourde conséquence pour l'évolution politique ultérieure du Québec et du Canada : elle convainc René Lévesque d'entrer en politique aux côtés de Jean Lesage. La grève le touche directement puisqu'il est journaliste à la télévision du réseau francophone. L'absence d'appui à cette grève de la part du réseau anglais le révolte. Le 7 mars 1959, dans un texte du *Devoir*, dont une partie est rédigée en anglais, il exprime sa désillusion :

Ceux qui ont vécu ce drame vont en sortir dégoûtés à jamais d'un certain idéal appelé unité nationale [...] jamais auparavant n'a été autant ressenti le fait que l'unité nationale a pour but de maintenir une minorité docile et silencieuse. Même au risque d'être qualifiés d'« horrid nationalists », nous ressentons qu'une fois au moins avant que le conflit ne soit terminé, nous devons exprimer clairement notre appréciation profonde de notre condition enviable d'être partie du grand Canada bilingue, biculturel et fraternel !

⁴²⁸ Pierre Elliott TRUDEAU (dir.), *La grève de l'amiante*, p. 90.

La participation des intellectuels à des grèves et, pour certains, au mouvement syndical, ne les incite guère à procéder à une analyse substantielle du mouvement syndical, de son organisation, de son évolution, de son rôle social et de celui qu'il devrait tenir. Le principal soutien que le mouvement syndical reçoit des intellectuels émane de la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval. La *Revue des relations industrielles* et le Congrès annuel des relations industrielles, sur l'initiative de Gérard Dion, constituent pour la CTCC et pour la FTQ, dès la première année de l'exercice de son autonomie en 1957, des sources majeures d'inspiration. Ils les motivent pour soutenir leur lutte contre la politique anti-ouvrière de Duplessis et pour guider leur recherche des formes de consolidation du mouvement syndical. La mutation de la pensée et de l'action de ce dernier est profonde : la notion de classe ouvrière supprime graduellement le [253] nationalisme ; la sécularisation s'impose dans les faits avant l'abandon officiel de son caractère confessionnel en 1960.

LE PARTI LIBÉRAL PROVINCIAL

[Retour à la table des matières](#)

Le nerf du système parlementaire, c'est l'élection de députés regroupés, pour la plupart d'entre eux, au sein de partis politiques. La bonne santé d'une démocratie dépend à la fois d'un gouvernement accordé aux besoins et aux aspirations de la société civile et de la présence d'une opposition vigilante.

En 1944, l'Union nationale remporte 48 comtés avec seulement 36% du vote populaire tandis que les libéraux, avec 39 % du vote, ne font élire que 37 députés. La présence d'un tiers parti, le Bloc populaire, de même qu'un découpage des comtés favorable à l'Union nationale donnent la victoire à ce parti. Aux trois élections subséquentes - 1948, 1952 et 1956 -, le pourcentage de votes accordés à l'Union nationale dépasse 50% tandis que celui des libéraux oscille entre 38% et 46%. La carte électorale défavorise toujours ces derniers (38% du vote, 8 comtés en 1948 ; 46% du vote, 23 comtés en 1952 ; 45% du vote, 20 comtés en 1956). La majorité disproportionnée de députés unionistes à l'Assemblée législative amplifie démesurément la force réelle de ce parti. En fait, la base électorale du Parti libéral provincial est beaucoup plus stable qu'il n'y paraît. Elle repose surtout sur le vote

urbain, en particulier celui de la région montréalaise, mais elle n'est pas négligeable non plus dans nombre de comtés semi-urbains et ruraux.

Comment expliquer dès lors que le seul parti en mesure de faire échec à l'Union nationale tente en vain de rassembler les groupes et les mouvements qui lui sont opposés ? Certains de ces groupes dépendent des avantages que le gouvernement leur octroie en retour de leur appui ou, tout au moins, de leur silence. D'autres, notamment les syndicats de travailleurs, critiquent le gouvernement avec une virulence croissante mais leurs prises de position au moment des élections manquent de vigueur : ils ne favorisent pas pour autant le Parti libéral et ne contrôlent pas le vote ouvrier.

Et les nouveaux intellectuels ? Eux qui vilipendent l'« infamie » du gouvernement Duplessis, pourquoi ne rallient-ils pas les rangs du Parti libéral provincial ? Ils auraient pourtant le loisir d'infuser les idées progressistes dont ils déplorent avec aigreur l'absence au sein de ce parti. Pourquoi ne tentent-ils pas de le réformer de l'intérieur ? Nombre d'entre eux pourraient faire leur leitmotiv énoncé en 1956 par Isocrate (Gérard [254] Bergeron) : « Politique d'abord ⁴²⁹ » Pourquoi ne se regroupent-ils pas sous la bannière libérale tenue par Georges-Émile Lapalme, élu chef du Parti libéral en 1950, lui-même à plusieurs titres un intellectuel qui s'évertue à populariser des idées progressistes ? Sa personnalité hautaine, revêche, vindicative, sa voix criarde, ses propos cassants, son pessimisme invétéré l'éloignent de leurs cercles d'étude dont il affecte de mépriser les « éternels soliloques ». L'incompatibilité d'humeur qui s'établit entre les intellectuels et lui empêche tout dialogue enrichissant pour eux et salutaire pour le parti. Paul Gérin-Lajoie rapporte que, à l'époque, on disait que « Lapalme était trop honnête pour être en politique ». Selon Gérard Bergeron, « certains critiques à l'intérieur du parti [affirmaient] qu'il n'était pas fait pour la politique, qu'il parlait par-dessus la tête du monde ⁴³⁰ ».

La question se pose : pourquoi tant de nouveaux intellectuels boudent-ils jusqu'à la fin de la décennie le Parti libéral du Québec, érigé en fédération

⁴²⁹ Gérard BERGERON, *Du duplessisme au johnsonisme, 1956-1966*, p. 51. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

⁴³⁰ Voir : Paul GÉRIN-LAJOIE, « Georges-Émile Lapalme, tel que je l'ai connu », dans Jean-François LÉONARD (dir.), *Georges-Émile Lapalme*, p. 28 ; Gérard BERGERON, « Lapalme, un bilan », dans Jean-François LÉONARD (dir.), *op. cit.*, p. 276-277.

autonome depuis 1955 ? Ce parti, il est vrai, se dépouille mal du vieux libéralisme conservateur et du favoritisme hérités de Taschereau, de ses organisateurs traditionnels qui n'aspirent au pouvoir que pour mieux servir leurs propres intérêts. Mais il comprend également des progressistes - Jean-Louis Gagnon, Jean-Marie Nadeau, Paul Gérin-Lajoie - qui se joignent régulièrement aux tribunes de pensée des nouveaux intellectuels et qui participent à leurs réflexions. Pourquoi les nouveaux intellectuels n'investissent-ils pas ce parti dans le but de le convertir en une institution de soutien de leurs idées et, ainsi, de joindre directement le peuple ? Comment comprendre l'inconscience de Trudeau qui conçoit le projet mort-né d'une Union des forces démocratiques présenté comme un super-parti politique auquel les 700 000 électeurs libéraux sont invités à se joindre ?

Des professeurs et des étudiants de la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval sont parmi les rares intellectuels à s'intéresser sérieusement au Parti libéral, à le soumettre à l'analyse, à évaluer ses chances d'avenir et, dans quelques cas, à joindre ses rangs. Cette ouverture d'esprit contribue à la régénération du Parti libéral en même temps qu'elle prépare les membres de la faculté à remplir le rôle de premier plan qui sera le leur dès le début de la Révolution tranquille, après la victoire de Jean Lesage, le 22 juin 1960.

Le chef du Parti libéral, Georges-Émile Lapalme, souffre de constater que les nouveaux intellectuels refusent de se regrouper sous sa gouverne. Personne cultivée, il se considère comme un intellectuel de première valeur. D'être ainsi négligé l'ulcère. Vindictif, dépité et acrimonieux, [255] il fait de Laurendeau et de Trudeau ses cibles principales. Il dit que « l'histoire, c'est l'accumulation des choses fausses dites par des gens qui n'étaient pas là ⁴³¹ ». Ailleurs, il déclare à propos de *Cité libre* : « Aujourd'hui on parle de *Cité libre* comme si *Cité libre* avait joué un rôle. Elle n'a joué aucun rôle nulle part. Il y avait quinze cents personnes qui connaissaient *Cité libre* ⁴³². »

Jean-Louis Gagnon raconte que *Cité libre* semblait à Lapalme sortie d'« une abbaye pour hommes seuls ⁴³³ ». Dans *Le vent de l'oubli*, Lapalme relate un

⁴³¹ Georges-Émile LAPALME, *Mémoires*, tome II : *Le vent de l'oubli*, p. 84.

⁴³² Georges-Émile Lapalme, dans Mario CARDINAL, Vincent LEMIEUX et Florian SAUVAGEAU, *Si l'Union nationale m'était contée*, p. 236.

⁴³³ Jean-Louis GAGNON, *Les apostasies*, tome II : *Les dangers de la vertu*, p. 368.

entretien qu'il avait eu avec Trudeau en 1952 : « J'ai le souvenir d'une rencontre académique : j'avais la responsabilité d'un parti, il n'avait que la sienne. Le fracas pouvait suivre chacun de mes mots, il pouvait clamer sans résonance dans le grand public ⁴³⁴. »

Lorsque Jean-Louis Gagnon informe Lapalme de la fondation de l'Institut canadien des affaires publiques, en 1954, celui-ci rétorque : « En théorie, comme je m'en félicite. Mais que pouvons-nous en attendre ? [...] Trudeau ? Avant que vous parveniez à le sortir de sa tour d'ivoire, les poules auront des dents ⁴³⁵ ! »

L'acrimonie de Lapalme à l'endroit de *Cité libre* et de Trudeau atteint son paroxysme à la suite de la création du Rassemblement en 1956 et de l'Union des forces démocratiques en 1958. Le recul permet de mieux comprendre les raisons de sa longue rancune. Le mépris inconsidéré de tant d'intellectuels à l'endroit du Parti libéral n'est pas à leur honneur. Il a nui à la juste cause qu'ils cherchaient à faire triompher. Même une collaboration active de leur part à la régénération du Parti libéral n'aurait probablement pas accéléré la défaite de l'Union nationale mais ce parti n'aurait pas présenté « l'aspect d'un désert ⁴³⁶ » moral et intellectuel jusqu'à la fin de la décennie. Et lorsque Jean Lesage s'est inquiété du contenu du programme politique du Parti libéral en prévision de l'élection provinciale de 1960, il ne se serait pas trouvé devant un vide d'idées. Heureusement, Lapalme termine la rédaction de *Pour une politique* et cet ouvrage sert de référence à ceux qui auront la responsabilité de rédiger le programme. Les textes, colligés sous ce titre, s'inspirent largement des idées des nouveaux intellectuels puisées dans *Le Devoir*, *Cité libre*, la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval, dans « l'immoralité politique dans la province de Québec » des abbés Dion et O'Neill, etc.

[256]

Que de retards et de détours malencontreux dans l'élaboration d'une pensée politique adaptée aux conditions socio-économiques et aux mentalités progressistes émergentes au cours de la décennie 1950-1959 le Québec se serait épargnés si une interaction dynamique s'était établie entre les nouveaux

⁴³⁴ Georges-Émile LAPALME, *op. cit.*, tome II, p. 87.

⁴³⁵ Georges-Émile Lapalme, dans Jean-Louis GAGNON, *op. cit.*, tome II, p. 384.

⁴³⁶ Gérard BERGERON, *Du duplessisme au johnsonisme, 1956-1966*, p. 117.

intellectuels et le Parti libéral ! Si Lapalme avait été un meilleur politicien, s'il avait eu une personnalité moins rébarbative, s'il avait été moins imbu de sa personne, peut-être le parti qu'il dirigeait aurait-il été plus attrayant pour les nouveaux intellectuels. Mais il les jalousait et les prenait à rebours. Quinze ans plus tard, il crache encore sa rancune comme un venin :

C'est le Parti libéral qui en 1960 apporta la Révolution tranquille. Je suis tellement tanné de lire tous ces faux docteurs et tous ces illustres embusqués de la politique, qu'avant de relater ce qu'il m'est possible de révéler, je veux être le partisan qui a eu le Temps comme témoin [...] Mais quand Jean Lesage entra au Conseil des ministres le 5 juillet 1960, qui, jusque-là, avait exercé une action sur le peuple ? *Cité libre*, qui n'avait pas de lecteurs, ni d'influence ? Ou le Parti libéral qui, lui, ne jouait pas à l'héroïsme de la plume ? Dire qu'il y a encore des gens de chapelles qui répètent onze ans plus tard que M. X ou M. Y ou un autre furent les auteurs de la victoire ⁴³⁷.

Mais il y a plus. Après de Duplessis, Lapalme, piètre politicien, fait figure de nain. Selon René Lévesque : « Lapalme [...] n'a pas réussi à refléter cette espèce de dynamisme [comme Duplessis l'a fait] vis-à-vis du public [...] il n'a pas réussi à le [le pouvoir] personnaliser suffisamment ⁴³⁸. » Bergeron dit de l'Union nationale qu'elle était un chef sans parti et du Parti libéral provincial qu'il était un parti sans chef. Dans les deux cas, cette boutade masque une part substantielle de la réalité mais, en ce qui concerne Lapalme, elle fait ressortir l'ampleur de l'incompatibilité entre le parti et lui. Malgré ses efforts et ceux de certains de ses lieutenants, tels Jean-Marie Nadeau, Jean-Louis Gagnon et Paul Gérin-Lajoie, pour faire du parti un instrument de réforme engagé dans la poursuite de la justice sociale et de la modernité dans tous les domaines, il reste embourbé, par ses organisateurs et ses bailleurs de fond, dans les ornières de l'électorisme que Taschereau et ses prédécesseurs avaient creusées. Trudeau, Pelletier, Laurendeau et bien d'autres le considèrent comme un « vieux parti », sans guère de différence avec l'Union nationale. Leur méfiance à son endroit est extrême. Pierre Vadeboncœur déclare que plutôt qu'un parti révolutionnaire, il est un parti

⁴³⁷ Georges-Émile LAPALME, *op. cit.*, tome III : *Le paradis du pouvoir*, p. 24 et 28.

⁴³⁸ René LÉVESQUE, « Lapalme : un bilan », dans Jean-François LÉONARD (dir.), *op. cit.*, p. 291.

« révolu » qui ne parvient pas à remplir le « vide idéologique ⁴³⁹ ». Jean-Marie Nadeau lui-même ne voit aucune différence entre l'Union nationale et son propre parti : [257] « L'Union nationale, quand elle disparaîtra, trouvera des prolongements dans le Parti libéral, i.e. des gens qui s'inspireront des mêmes méthodes et pour lesquels la chose publique deviendra leur affaire ⁴⁴⁰. »

Aux élections de 1956, Lapalme commet l'erreur de s'allier aux créditistes de Gilberte Côté, geste qui révolte les intellectuels. À la suite du résultat de cette élection, catastrophique pour la cause progressiste, les intellectuels sont plus que jamais « orphelins de parti ». Bergeron définit cette condition déprimante comme un phénomène d'apatridie ». Trudeau récuse ce « pessimisme » qu'il attribue au fait que Bergeron est déçu de constater qu'« il n'y a pas de ruée vers le Parti libéral à la suite de ses articles dans les journaux ⁴⁴¹ ». Il soupèse la valeur de tous les partis existants - le Crédit social, la CCF fédérale (parti « anglais » et « doctrinaire ») et la Ligue d'action civique municipale de Jean Drapeau - et les juge si déficients que, avec d'autres, il conçoit le projet d'un rassemblement des progressistes.

Le Parti libéral ne parvient pas à surmonter deux obstacles supplémentaires. Depuis la condamnation de l'Institut canadien et la dénonciation des « rouges » par l'Église ultramontaine de la dernière partie du XIX^e siècle, le Parti libéral reste suspect d'irrévérence envers la religion. Même au XX^e siècle, les heurts entre les dirigeants religieux et les premiers ministres libéraux - Lomer Gouin, Alexandre Taschereau et Adélard Godbout - sont fréquents. Lapalme tente en vain d'éliminer la suspicion persistante d'anticléricalisme qui discrédite le parti. Duplessis ne perd aucune occasion de rappeler cette « tendance congénitale » chez les « rouges ». L'Union nationale perpétue ce soupçon à la suite de l'élection de Jean Lesage à la direction du Parti libéral. Si ce parti l'emporte aux élections de 1960, « les crucifix disparaîtront des écoles » clame-t-on. Dans le but de se faire absoudre de tout soupçon d'irrespect envers la religion, le Parti libéral fait circuler un document qui dénombre les religieux dans la parenté des candidats libéraux. Cette accusation

⁴³⁹ Pierre VADEBONCŒUR, « Voilà l'ennemi ! », *Cité libre*, n° 19, janv. 1958, p. 31.

⁴⁴⁰ Jean-Marie NADEAU, *Carnets politiques*, p. 155 (entrée du 21 juin 1957).

⁴⁴¹ Pierre Elliott TRUDEAU, « Un manifeste démocratique », *Cité libre*, n° 22, oct. 1958, p. 15.

devenue sans fondement devrait normalement susciter la sympathie des nouveaux intellectuels envers le Parti libéral. Il n'en est rien.

En outre, le Parti libéral provincial est inféodé au Parti libéral du Canada que la majorité des nouveaux intellectuels ne prisent guère. Le fait que Lapalme est un « transfuge » du fédéral constitue un handicap que Duplessis exploite. La création de la Fédération libérale du Québec en 1955 distend les liens entre les deux formations, mais ce n'est qu'en 1964 que ces liens se rompent entièrement.

[258]

Même après l'élection de Jean Lesage, autre transfuge fédéral, à la direction du Parti libéral, le 31 mai 1958, sauf à la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval la plupart des intellectuels persistent à bouder le Parti libéral. Le rejet reste inconditionnel. Si Paul Sauvé n'était pas décédé inopinément le 2 janvier 1960, nombre d'entre eux s'apprêtaient à favoriser l'Union nationale plutôt que le Parti libéral aux élections générales.

Sous l'administration Lesage, Lapalme devient ministre des Affaires culturelles, ministère dont il avait réclamé avec insistance la création au cours des années précédentes. Il démissionne de ce poste en 1964 et quitte la politique active, ulcéré de la maigre pitance que le ministre des Finances concède à la culture et des railleries adressées à son ministère communément appelé « la bébelle à Lapalme ».

Sur le plan de l'action politique, la vie de Georges-Émile Lapalme est un échec. Lui-même en parle avec aigreur dans ses *Mémoires*. Pourtant, on le célèbre aujourd'hui comme un « précurseur », un « catalyseur », un « père » de la Révolution tranquille. Le colloque que l'Université du Québec lui consacre en 1988 multiplie les qualificatifs de ce genre. Comment rendre compte de cette apparente incongruité ⁴⁴² ?

Georges Émile Lapalme pense et écrit ce qu'il ne peut réaliser. Ses discours, ses exposés de programme, ses interventions à l'Assemblée sont empreints d'un esprit moderniste que le Parti libéral provincial ne peut rendre plausible en raison de ses structures, de sa composition et de ses sources de financement. C'est son vibrant discours d'adieu au congrès du parti en 1958 qui révèle sa vigueur

⁴⁴² Jean-François LÉONARD (dir.), *op. cit.*

intellectuelle à de nombreux participants. Trudeau lui-même s'étonne que les libéraux « puissent laisser partir un tel homme » et René Lévesque se demande pourquoi Lapalme n'est pas candidat : « Il a le congrès dans sa main ⁴⁴³. » Le long document qu'il rédige en 1959 sous le titre *Pour une politique* constitue, dans une large mesure, une bonne synthèse des idées exposées dans les années cinquante par les nouveaux intellectuels ⁴⁴⁴. Ce document servira de base au programme libéral de 1960. Tel est, à mon avis, le principal titre de Lapalme qui lui permet d'être considéré aujourd'hui, avec bien d'autres, comme un père de la Révolution tranquille.

[259]

LA FACULTÉ DES SCIENCES SOCIALES DE L'UNIVERSITÉ LAVAL

[Retour à la table des matières](#)

La science représente, du moins dans les sociétés libérales, une institution majeure qui encadre l'activité des personnes qui s'y adonnent et leur procure une influence et une invulnérabilité de première grandeur. Dans les termes de Robert K. Merton :

La science est l'une des grandes institutions sociales, coordonnée aux autres institutions majeures de la société [...] À l'instar des autres institutions, la science comprend un système d'idées partagées et transmises, de valeurs et de normes destinées à gouverner la conduite des membres de cette institution. Les normes définissent les modèles de conduite admissibles sur les plans technique et moral. Elles recommandent ce qui est prescrit, préféré, permis ou proscrit ⁴⁴⁵.

⁴⁴³ René LÉVESQUE, « Lapalme : un bilan », dans Jean-François LÉONARD (dir.), *op. cit.*, p. 275.

⁴⁴⁴ Georges-Émile LAPALME, *Pour une politique*. D'autres personnes, dont René Tremblay alors professeur à la Faculté des sciences sociales, ont également contribué à la rédaction du programme de 1960 du Parti libéral du Québec.

⁴⁴⁵ Robert K. MERTON, « The Ambivalence of Scientists », *Bulletin of the Johns Hopkins Hospital*, vol. 112, févr. 1963, p.77-97, dans William G. GOODE, *The Dynamics of Modern Society*, p. 283-297 (trad. libre).

L'université est le foyer par excellence dont dispose une société pour l'étude, la recherche, la réflexion, la poursuite de l'excellence et la formation des générations montantes dans un domaine particulier des arts, des lettres et des sciences. De nombreuses études décrivent le lent progrès depuis 1920, fait de bonds en avant suivis de reculs, de l'enseignement universitaire et de la recherche scientifique au Québec ⁴⁴⁶. L'essor des sciences sociales est beaucoup plus tardif. L'École des hautes études commerciales (HEC) de l'Université de Montréal consacre depuis sa création beaucoup d'énergie à l'étude des problèmes économiques tout en continuant à propager les valeurs traditionnelles nationales et religieuses.

Au début des années quarante, un groupe d'universitaires de Montréal et de Québec fondent l'Institut de recherches économiques et sociales. Esdras Minville est l'auteur des deux premiers ouvrages, *L'invitation à l'étude* et *Le citoyen canadien-français*. Il dirige la série « Études sur notre milieu » (*L'agriculture, La forêt, Montréal économique*). Ce sont des ouvrages à caractère monographique qu'inspire le souffle du nationalisme traditionnel. Ils sont donc de type « transitionnaliste ». Quatre membres de l'équipe initiale, dont le père Lévesque, sont de la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval. À la faculté, on s'étonne du silence général à propos de ces ouvrages. Ils fournissent pourtant les seules données empiriques dont on dispose alors sur les sujets abordés.

Dans les années cinquante, le Département d'histoire de l'Université de Montréal se transforme en une véritable « école » d'interprétation [260] historique vouée à une tentative de synthèse de la modernité et de la tradition. Maurice Séguin, Guy Frégault et Michel Brunet exposent en toute liberté leurs conceptions de l'évolution de la société canadienne-française. Leurs analyses sont en porte-à-faux par rapport aux orientations de la plupart des nouveaux intellectuels. Elles influenceront toutefois le mouvement nationaliste après 1960.

Au terme de la décennie 1950-1959, l'université canadienne-française atteint un rythme de croissance inconnu jusque-là. Aux facultés des sciences des trois universités, aux HEC, aux facultés des sciences sociales, surtout celle de l'Université Laval, le nombre de professeurs-chercheurs et d'étudiants s'accroît

⁴⁴⁶ J'ai déjà établi ce constat décevant et fait état des travaux sur ce sujet de Marcel Fournier, de Luc Chartrand, de Raymond Deschesne, d'Yves Gingras, d'Yvan Lamonde et Esther Trépanier, de Steven Brooks et Alain G. Gagnon, de Danielle Ouellet.

régulièrement, la quantité et la qualité des publications scientifiques ou tout au moins des recherches prometteuses augmentent. De plus en plus nombreux sont les professeurs prenant part aux débats publics dans le domaine social et leurs interventions revêtent un caractère plus analytique que polémique. Les personnalités publiques et les intellectuels eux-mêmes prennent conscience de la signification unique de ce phénomène pour la société.

Jean Désy, ancien élève de l'École des sciences sociales de l'Université de Montréal, promis à une brillante carrière, écrit en hommage à l'un de ses professeurs, Édouard Montpetit : « La destinée de notre peuple qui s'est jouée dans l'enceinte parlementaire du 19^e siècle, se joue maintenant à l'université ⁴⁴⁷. »

Pour André Laurendeau, chez qui vibre la fibre nationale, « les destinées de notre peuple se jouent à l'université » :

Le salut réside dans la reconnaissance de l'impératif de la qualité, dans le respect de certaines valeurs d'ordre intellectuel. Je dis : enseignement, et dans l'enseignement, d'abord l'université, et dans l'université, d'abord ce secteur-clé si tragiquement négligé jusqu'ici : la recherche [...] C'est l'université qui sera le creuset de ce renouveau, de cette création, de cette affirmation dans tous les ordres ; c'est d'elle que viendront les hommes et les œuvres témoignant de la vitalité du fait Canada français et donnant au peuple, surtout à notre jeunesse, l'élan indispensable. C'est au niveau de l'université que se joue notre destin [...] Je la conçois cette université nouvelle comme aristocratique, c'est-à-dire animée, brûlée par le primat de la qualité, animée par une authentique ferveur intellectuelle. Mais en même temps étroitement liée à la nation, à toutes les classes de la nation ⁴⁴⁸.

[261]

En 1959, Laurendeau croit-il au plein avènement de l'université comme établissement d'enseignement supérieur et de recherche scientifique ? Moins de deux ans plus tôt, le pessimisme l'étreint :

⁴⁴⁷ Jean DÉSY, *Les sentiers de la culture*, p. 5, cité dans Marcel FOURNIER, *L'entrée dans la modernité*, p. 35. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

⁴⁴⁸ André LAURENDEAU, « L'impératif de la qualité dans tous les domaines, et d'abord à l'université, comporte seul la clé du salut national », entrevue de Jean-Marc Léger avec André Laurendeau, 21 mai 1959, cité dans Suzanne LAURIN, *André Laurendeau, artisan des passages*, p. 78 et 79.

Les universités, d'année en année, évitent la catastrophe grâce à des moyens de fortune [...] Bref, nous sommes en état de crise aiguë [...] Une école, un collège, une aile d'université : cela se construit assez vite. Mais ce que l'on n'improvise pas, c'est le maître et c'est plus encore le futur maître. Au moment où une véritable impulsion serait donnée, on serait à quatre ans, peut-être à huit, de la première relève [...] Et ce qui se crée moins vite encore, c'est une tradition de culture : un lieu où se transmettent des attitudes humaines aussi bien que techniques ⁴⁴⁹.

À plusieurs reprises, il évoque le rôle essentiel de l'université dans la société et précise que « son œuvre est longue » :

L'université se situe du côté de l'universel, je n'entends pas la chauviniser ; mais elle s'accote sur une société, elle s'en nourrit et la nourrit. Elle est l'usine du meilleur. Son œuvre est longue. Il faut d'ordinaire à l'universitaire vingt ans de travail et de recherche pour commencer à produire : c'est là surtout que la vie commence à quarante ans. Ça se prépare de très loin, ça donne ses fruits très tard, mais ils sont substantiels, quand une sève circule dans l'institution ⁴⁵⁰.

Quant à moi, en 1958, c'est sous une forme interrogative que je soulève la question de la qualité du soutien que l'université québécoise procure aux professeurs :

[...] si l'université est elle-même indépendante (au sens essentiel du mot) et si elle établit à l'intérieur un climat de liberté de pensée et d'expression, l'universitaire individuel, se sentant soutenu et protégé, connaîtra la sécurité, condition sinon indispensable du moins fort favorable à l'accomplissement de sa tâche [...] l'indépendance de nos universités [...] ne peut être discutée à partir du traditionnel critère d'autosuffisance financière renforcée d'octrois supplétifs et discrétionnaires [...] la liberté d'expression sur les sujets de la religion et même de la philosophie est, en principe, restreinte pour tous les professeurs, y compris ceux des facultés non canoniques [...] Il est urgent, enfin, de se rendre compte qu'il est

⁴⁴⁹ André LAURENDEAU, *Le Devoir*, 16 déc. 1957, cité dans Suzanne LAURIN, *op. cit.*, p. 52.

⁴⁵⁰ André LAURENDEAU, « Lettre à quelques jeunes gens », *Le Devoir*, 16 avril 1962, cité dans Suzanne LAURIN, *op. cit.*, p. 118.

devenu impossible de sauvegarder l'indépendance essentielle des universités sans l'appui soutenu et actif du corps professoral ⁴⁵¹.

La Faculté des sciences sociales de l'Université Laval se distingue au cours de la période par la présence d'un doyen d'un dynamisme exceptionnel, le père Lévesque, par sa structure et par la rapidité de son développement comme entité proprement universitaire.

[262]

Il serait saugrenu de juger de la valeur de la Faculté des sciences sociales pour ses professeurs, ses étudiants et la société canadienne-française dans son ensemble, en omettant le rôle que le père Lévesque y exerce. Il est indispensable de distinguer l'image que la faculté projette à l'extérieur et les conditions réelles qui existent à l'intérieur.

C'est avant tout certaines déclarations et des gestes publics du père Lévesque qui déterminent la façon dont on perçoit la faculté de l'extérieur. Trois professeurs sont associés sous cet aspect au père Lévesque : en premier lieu Maurice Lamontagne, conférencier à deux reprises à l'Institut canadien des affaires publiques et auteur de l'ouvrage controversé *Le fédéralisme canadien* ; à un degré bien moindre Jean-Charles Falardeau, auteur de huit articles dans la revue *Cité libre* dont, toutefois, un seul très important avant 1960 ⁴⁵², conférencier à l'Institut canadien des affaires publiques en 1956 sur le thème de l'éducation et qui a l'audace de quelques dénonciations publiques de Duplessis ; enfin, l'abbé Gérard Dion, coauteur en 1956, avec l'abbé Louis O'Neill de la Faculté de théologie - mais très près par l'esprit de la Faculté des sciences sociales -, d'un opuscule fracassant, *Essai sur la genèse de l'immoralité politique*, qui pourfend la politique provinciale du point de vue moral. Maurice Lamontagne quitte la faculté en 1954, Falardeau et Dion n'alimentent les débats publics que de façon sporadique. Un quatrième professeur, Maurice Tremblay, publie deux textes documentés et virulents qui suscitent peu d'échos ⁴⁵³.

⁴⁵¹ Léon DION, « Aspects de la condition du professeur d'université dans la société canadienne-française », *Cité libre*, n° 21, juill. 1958, p. 21 et 23.

⁴⁵² Jean-Charles FALARDEAU, « Lettre à mes étudiants à l'occasion des 20 ans de la Faculté des sciences sociales de Québec », *Cité libre*, n° 23, mai 1959, p. 4-13.

⁴⁵³ Voir : Maurice TREMBLAY, « *Orientations de la pensée sociale* », dans Jean-Charles FALARDEAU (dir.), *Essais sur le Québec contemporain*, p. 193-209 ; « Réflexions sur le

Les jugements que porte l'extérieur sur la faculté dans son ensemble au cours de la période découlent donc presque uniquement de la perception que l'on se fait du père Lévesque. Les réactions négatives sont de beaucoup les plus nombreuses et les plus embarrassantes. En 1956, Pierre Trudeau écrit : « Les oppositions - tant religieuses que politiques - suscitées contre la Faculté indiquent assez combien la destruction des totems constitue une entreprise à scandale dans notre milieu. Sous ce rapport, la fermeté et la sérénité du directeur et de son équipe furent admirables ⁴⁵⁴. »

Deux ans plus tard, alors que les oppositions perdent de leur virulence, j'écris dans le même sens :

Les réactions de type négatif vinrent tout normalement des groupes comme les dirigeants politiques provinciaux et certains ecclésiastiques, qui, par intérêt ou par conviction, auraient voulu voir la faculté s'attacher [263] intégralement à la défense de l'ordre social traditionnel, c'est-à-dire la voir mettre la science de l'homme au service des mythes nationaux et des intérêts nantis. Cette réaction, qui prit rapidement une ampleur considérable, fut la première à se faire sentir. L'étonnant n'est pas que cette réaction se soit produite mais que la Faculté ait survécu ⁴⁵⁵.

Chaque fois qu'on discrédite la faculté en la considérant comme centralisatrice, antinationaliste ou antireligieuse, c'est avant tout en raison du père Lévesque qu'elle est visée. Pour François-Albert Angers, principal détracteur du père Lévesque à la suite de la publication du rapport de la Commission Massey sur les arts, les lettres et les sciences en 1951, il est :

L'homme qui a développé à Québec une Faculté des sciences sociales qui n'est pas sans mérite, mais qui se fait une gloire, au nom d'une prétendue objectivité, de refuser systématiquement de considérer les

nationalisme », *Écrits du Canada français*, vol. V, 1959, p. 13-43. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

⁴⁵⁴ Pierre Elliott TRUDEAU (dir.), *La grève de l'amiante*, p. 57.

⁴⁵⁵ Léon DION, « Aspects de la condition du professeur d'université dans la société canadienne-française », *Cité libre*, n° 21, juill. 1958, p. 13.

problèmes sociologiques de chez nous à partir de la donnée canadienne-française pourtant fort objective ⁴⁵⁶.

Louise Marcil-Lacoste cite un évêque qui avait reproché à la Faculté des sciences sociales de négliger la doctrine de l'Église et qui, hégélien à son insu, aurait déclaré qu'« il fallait laisser de côté tous les faits, qui viennent des hommes, pour s'occuper plutôt des principes qui viennent de Dieu ⁴⁵⁷ ». Dans son allocution à la réception de la médaille Léo-Pariseau en 1951, Marcel Rioux dénonce pareille conception : « L'étude des sciences sociales chez nous s'est souvent confondue et se confond encore, en beaucoup de milieux, avec l'action nationale et l'étude de la doctrine sociale de l'Église. Il y a ici erreur sur les termes ⁴⁵⁸. »

En contrepartie de ces attaques (dont on pourrait multiplier les exemples) de traditionalistes ou de « transitionnalistes » qui étendent à l'ensemble de la faculté leur opposition au père Lévesque, bien peu d'opinions favorables émanant de nouveaux intellectuels s'expriment au cours des années cinquante. Opposé, à plusieurs reprises dans le passé, aux prises de position du père Lévesque, particulièrement au cours des travaux de la Commission Massey et au moment de la publication de son rapport en 1951, l'un des plus laudatifs à la fin de la décennie est André Laurendeau. Les éloges, pourtant, abondent de la part de professeurs de l'extérieur du Québec qui connaissent le père Lévesque et ont fréquenté « sa » faculté : Everett C. Hughes, Eugene Forsey, André Siegfried, Vincent Bladen, Alexander Brady, Blair Fraser, etc. Le professeur Hallenbeck, de [264] l'Université Columbia, la décrit comme « the most vital Department of Social Sciences on the American Continent ⁴⁵⁹ ».

Au Québec même, les réactions favorables viennent surtout des mouvements sociaux. J'écris en 1958 :

⁴⁵⁶ François-Albert ANGERS, « Deux modèles d'inconscience : le Premier Saint-Laurent et le Commissaire Lévesque », *L'Action nationale*, vol. XLI, nov. 1951, p. 206.

⁴⁵⁷ Louise MARCIL-LACOSTE, « Le regard de l'autre : la philosophie et l'émergence des sciences sociales », dans Georges-Henri LÉVESQUE et collab., *Continuité et rupture*, tome II, p. 447.

⁴⁵⁸ Marcel Rioux, cité dans Jean-Louis ROY, *La marche des Québécois*, p. 355.

⁴⁵⁹ Cité dans Robert PARISÉ, *Georges-Henri Lévesque, père de la renaissance québécoise*, p. 23.

De façon beaucoup moins perceptible mais plus sûre [que les réactions négatives], un second type de réaction [...] a commencé de se manifester dans la société au sujet de la faculté. Enraciné dans les besoins mêmes qui avaient entraîné la création de la faculté, ce type de réaction s'est exprimé chez des agronomes, des industriels, ceux que préoccupent les questions ouvrières [...] À mesure que ces groupes prennent conscience des problèmes qui se posent à eux et de la lumière que les sciences de l'homme peuvent fournir à l'analyse des situations et à la recherche de solutions, on voit se substituer graduellement, à la définition idéologique négative que certains représentants des classes dominantes avaient donnée de la faculté, une définition fonctionnelle, d'ailleurs plus conforme à la vraie nature de cette institution, quoique incomplète elle-même ⁴⁶⁰.

Dès octobre 1952, on vante les mérites de la faculté, à l'émission de Radio-Canada *Hommes et terres du Canada* : « Sise à un carrefour d'influences, point géométrique des écoles françaises, anglaises et américaines de sociologie, elle en a tiré le meilleur suc, repensé les principes pour en donner une pensée originale ⁴⁶¹. »

La plupart des expressions de reconnaissance sont postérieures à la décennie 1950-1959. Le recul du temps permet une perception magnifiée de la réalité. On trouve Pierre Trudeau en tête de liste. Si l'Université Laval a réussi, à partir de 1938, à se construire une faculté universitaire, c'est grâce aux dons personnels d'un extraordinaire animateur, le père Georges-Henri Lévesque :

Ce Dominicain offrit alors l'exemple plutôt rare chez nous d'un homme qui, dans sa maturité, n'interdit pas à la réflexion et à la recherche scientifique de renverser les idoles de jeunesse. Esprit devenu libéral, le père Lévesque organisa l'enseignement sur une base rationnelle, soigna la préparation de ses professeurs en leur facilitant des études à l'étranger, accepta que la science évince les préjugés, et reconnut que l'enseignement de la morale sociale catholique ne peut pas se dispenser d'intégrité intellectuelle [...] Au moment de la grève de l'amiante, il existait au moins un centre dans le Québec où une équipe d'une quinzaine de professeurs permanents s'efforçait d'élaborer et d'enseigner une pensée sociale scientifiquement valable pour l'époque contemporaine ; et déjà des jeunes,

⁴⁶⁰ Léon DION, « Aspects de la condition du professeur d'université dans la société canadienne-française », *Cité libre*, n° 21, juill. 1958, p. 13-14.

⁴⁶¹ Cité dans Robert PARISÉ, *op. cit.*, p. 22.

qui avaient [265] appris à cette École, commençaient à explorer les voies d'une action sociale efficace et engagée ⁴⁶².

Marcel Rioux écrit : « Il n'est pas faux de dire que c'est la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval [...] qui a constitué à la fin des années 1940 et pendant les années 1950 le centre de contestation le plus cohérent ⁴⁶³. »

Le père Lévesque se réjouit des appréciations très favorables exprimées récemment à son endroit et à l'endroit de la faculté. Il cite celles de Marcel Fournier en 1986 et de John Meisel en 1988 : « Il ne fait en effet aucun doute qu'au cours des années 40 et 50, les membres de la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval, dont son doyen et les étudiants qu'ils forment, ont une action importante dans les transformations que connaît le Québec (la « révolution tranquille ») ⁴⁶⁴. »

Il y a quarante-cinq ans, la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval a amorcé un processus de formation et d'étude qui a sensiblement contribué au bien-être du Québec et du Canada [...] Le meilleur moyen d'être à la hauteur de l'héritage que le père Lévesque nous a laissé, c'est de donner suite aux traditions qu'il a établies et de les appliquer à l'univers dans lequel nous vivons aujourd'hui ⁴⁶⁵.

La plupart des appréciations favorables à la Faculté des sciences sociales durant les années cinquante et au rôle irremplaçable du père Lévesque émanant d'intellectuels québécois sont donc en majorité bien postérieures à cette période. Il s'agit de perceptions idéalisées, non du père Lévesque, qui fut vraiment une personnalité unique, mais de la faculté. Qu'en est-il réellement de cette dernière, depuis sa fondation comme École en 1938 jusqu'aux abords de la décennie 1960-1969 ?

Avant les années cinquante, les diplômés de la faculté qui vont poursuivre leurs études dans d'autres pays déplorent l'insuffisance de la formation reçue à la

⁴⁶² Pierre Elliott TRUDEAU (dir.), *La grève de l'amiante*, p. 57.

⁴⁶³ Marcel Rioux, « *Sur l'évolution des idéologies au Québec* », *Revue de l'institut de sociologie*, n° 1, 1968, p. 113, [Article disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.] cité dans Léon DION, « Nos institutions : considérations liminaires », dans Vincent LEMIEUX (dir.), *op. cit.*, p. 46.

⁴⁶⁴ Marcel Fournier, cité dans Georges-Henri LÉVESQUE, *op. cit.*, tome II, p. 121.

⁴⁶⁵ John Meisel, cité dans Georges-Henri LÉVESQUE, *op. cit.*, tome II, p. 122.

faculté par rapport aux étudiants des établissements de l'étranger ⁴⁶⁶. Jean-Charles Falardeau replace la faculté dans son juste contexte en amplifiant lui aussi, il me semble, la préoccupation des professeurs à l'égard de l'extérieur : « Dans un milieu de mentalité quasi féodale, peu informé de l'urgence de l'étude scientifique des problèmes sociaux, économiques et politiques, il fallait prendre beaucoup de risques pour opérer une [266] trouée, attirer des étudiants, préparer le programme d'études et gagner l'opinion ⁴⁶⁷. »

Plus tôt, il avait écrit : « L'histoire des sciences sociales [...] est inséparable des forces sociales qu'elles ont pour fonction d'interpréter, elle est inséparable des idées de cette société et des conceptions que cette société s'est faite d'elle-même ⁴⁶⁸. »

Il serait néanmoins contraire à la réalité d'affirmer que les cours donnés à la faculté sont émaillés de critiques du gouvernement Duplessis et de commentaires antinationalistes et anticléricaux. Certes, Duplessis n'a pas la cote d'amour chez les professeurs et les étudiants de la faculté. Il faut les entendre vitupérer contre lui dans les corridors ou au café du Manoir Louis-Joliet, arc-boutant la faculté. Certains d'entre eux sont des antinationalistes et des anticléricaux, d'autres, contrairement aux principaux collaborateurs de *Cité libre*, favorisent le Parti libéral au fédéral et au provincial et d'aucuns militent au sein de ces partis. Rien dans les cours ne trahit ces orientations. Même après 1945 et jusqu'au cœur des années cinquante, à l'exception du cours tout à fait neutre d'Albert Faucher sur l'histoire économique du Canada, aucun enseignement ne porte spécifiquement sur la société canadienne-française ni même sur l'évolution de la pensée sociale du Canada français.

La seconde « génération » de professeurs qui vient seconder les quelques aînés depuis le début des années cinquante est davantage tournée vers le « social » que vers le « national ». Ils ne sont pas pour autant des antinationalistes doctrinaux. Ils s'opposent au nationalisme traditionnel dans la mesure où il freine leur engagement en faveur de la modernité. Chez certains d'entre eux germe une nouvelle conception du nationalisme qui s'impose dès la première année de la

⁴⁶⁶ Jean-Charles FALARDEAU, « Itinéraire sociologique », *Recherches sociographiques*, vol. XVI, n^{os} 2-3, 1974.

⁴⁶⁷ *Ibid.*, p. 216.

⁴⁶⁸ Jean-Charles Falardeau cité dans Marcel RIOUX, *Un peuple dans le siècle*, p. 203.

Révolution tranquille. Bien des étudiants, particulièrement à l'arrivée des vétérans de la Seconde Guerre mondiale, tel Jean-François Pelletier, sont de fervents nationalistes, voire des disciples de l'abbé Groulx. Ils chahutent Maurice Tremblay chaque fois qu'il affirme, s'appuyant sur la philosophie thomiste, la prépondérance du bien commun canadien sur le sentiment communautaire des Canadiens français.

Du simple fait que la Faculté des sciences sociales est une institution soucieuse d'acquérir un statut scientifique, elle constitue un lieu de contestation de l'ordre politique et clérical établi. Elle est bien plus redoutable, vue de l'intérieur, qu'elle n'apparaît de l'extérieur parce que, au cours des années quarante et cinquante, elle permet aux sciences sociales de véritablement émerger. Par ses enseignements et ses travaux, elle fait la [267] démonstration irréfutable de l'inaptitude des idéologies et des pratiques de l'ordre établi à répondre aux besoins d'une société devenue industrielle et urbaine. En 1956, c'est déjà l'opinion de Gérard Filion :

Les autorités établies, surtout les autorités politiques se méfient instinctivement des hommes et des institutions qui troublent leur quiétude. Elles cherchent à les faire taire et, si elles en sont incapables, à les affamer. C'est l'histoire de la Faculté des sciences sociales de Laval durant les vingt dernières années. Les politiciens ont tout fait pour la réduire au silence et elle dut, pour survivre, avoir recours à la mendicité ⁴⁶⁹.

Pourtant, en dépit des faibles moyens dont elle dispose, la faculté se développe. Dès 1945, Jean-Charles Falardeau conçoit un programme de recherches qui inspire des thèses d'étudiants et fait démarrer les travaux pratiques sur le terrain. De jeunes professeurs se vouent à la formation des étudiants et élaborent des projets de recherches ignorées de l'extérieur mais qui, peut-être plus que tout le reste, vont marquer l'évolution du Québec pour des années à venir.

La *Revue des relations industrielles* est fondée dès 1945. Gérard Dion, animateur de la revue, convoque le premier congrès des relations industrielles en 1946 ⁴⁷⁰. Eugène Bussière et Napoléon Leblanc s'affairent à promouvoir l'éducation populaire au sein du syndicalisme et du mouvement coopératif,

⁴⁶⁹ Gérard Filion, cité dans Robert PARISÉ, *op. cit.*, p. 47.

⁴⁷⁰ Sur le sujet, voir Jean-Louis ROY, *op. cit.*, p. 88-89.

fondent un centre de recherche en éducation populaire, créent un lieu de rencontre annuel, le camp Laquemac, afin de propager la même cause dans tous les milieux, rédigent des cours par correspondance sur la coopération, contribuent à la revue *Ensemble*, fondent un Service extérieur d'éducation sociale et préparent des émissions éducatives pour la radio ⁴⁷¹.

La première véritable manifestation de l'intention scientifique qui guide la faculté dans l'examen de la société canadienne-française est le colloque intitulé « Les répercussions sociales de l'industrialisation dans la province de Québec », tenu en 1952 ⁴⁷². Deux traits dominent l'ouvrage qui rassemble les communications faites à ce colloque : près de la moitié des contributions émanent de professeurs canadiens-anglais ou américains et pour ainsi dire la moitié des textes sont rédigés en anglais ; des textes anglais sont traduits en français et des francophones écrivent en anglais ⁴⁷³. La préoccupation scientifique se manifeste de la plus belle façon dans l'essai d'Albert Faucher et de Maurice Lamontagne, « History of Industrial [268] Development ». Le texte de Maurice Tremblay, « Orientations de la pensée sociale », et celui de Jean-Charles Falardeau, « Perspectives », sont toutefois loin de la « neutralité axiologique » que vante Marcel Fournier. Ils s'engagent à fond dans des critiques insuffisamment documentées du nationalisme traditionnel. Pierre Trudeau voit dans ce colloque l'une des principales manifestations de la volonté de changement qui anime les nouveaux intellectuels :

Ce livre est enthousiasmant. Pour la première fois chez nous, un groupe d'hommes rompus à diverses disciplines scientifiques s'est appliqué à l'intelligence d'un aspect précis de notre évolution sociale. On ne s'est point penché nostalgiquement sur le présent d'hier, on n'a point inventorié ses ratons laveurs d'aujourd'hui [...] On a cherché à comprendre dans le passé ce qu'il renfermait de vital pour ce « maintenant » qu'il a engendré inéluctablement. Et, en considérant le présent comme l'histoire qui s'écrit demain, on nous a fourni des approximations non seulement

⁴⁷¹ Sur le sujet, voir Eugène BUSSIÈRE, *Réminiscences dans l'élan du renouveau*, p. 174-248.

⁴⁷² Jean-Charles FALARDEAU (dir.), *Essais sur le Québec contemporain*.

⁴⁷³ Jean-Charles Falardeau m'a informé que ce procédé avait pour but de signaler que les sciences sociales étaient étrangères aux questions linguistiques !

pour comprendre notre époque mais pour guider rationnellement vers l'avenir ⁴⁷⁴.

La seule autre publication importante émanant de la faculté au cours de la période est *Le fédéralisme canadien* de Maurice Lamontagne, paru en 1954 ⁴⁷⁵. Cet ouvrage est l'objet d'attaques féroces de la part des nationalistes traditionnels qui le considèrent comme l'expression achevée du fédéralisme centralisateur. Il propose pourtant des formules - entre autres choses le retrait facultatif des programmes fédéraux accordé aux provinces - que Jean Lesage mettra à profit pour doter le Québec de leviers sociaux et économiques puissants.

L'émergence graduelle de l'esprit scientifique parmi les professeurs et les étudiants, grâce au Soutien inconditionnel du père Lévesque et de son successeur, Jean-Marie Martin, est le trait dominant de la faculté au cours de cette période. Réfléchissant sur l'œuvre poursuivie depuis 20 ans, Jean-Charles Falardeau déclare que l'évolution constatée n'est pas le fruit du hasard mais le produit d'un projet conçu depuis le début et graduellement mûri :

Nous avons œuvré à constituer une Faculté des sciences sociales qui serait complètement universitaire. Ce qui signifiait : une Faculté dont le programme d'enseignement serait de plus en plus scientifique, diversifié et solidement articulé, une Faculté dont toute l'activité, celle des professeurs comme celle des élèves, serait fondée sur la recherche ⁴⁷⁶.

[269]

Falardeau a raison de mentionner que l'objectif d'un statut pleinement scientifique était, au début, bien plus une intention qu'une réalité. Au tournant des années soixante, l'enseignement s'est presque complètement épuré de sa gangue religieuse et philosophique : la proportion de professeurs laïques, mieux formés, s'accroît par rapport aux clercs ; la pédagogie, déficiente au début, s'améliore ; les quelques étudiants de maîtrise bénéficient d'au moins un séminaire de recherche

⁴⁷⁴ Pierre Elliott TRUDEAU, « Chronique du temps perdu : essais sur le Québec contemporain », *Cité libre*, n° 10, oct. 1954, p. 60-61.

⁴⁷⁵ D'autres ouvrages d'inspiration scientifique de moindre importance ont été publiés dans les années cinquante. Voir : Arthur TREMBLAY, *Les collèges et les écoles publiques : conflit ou coordination* ; Norbert LACOSTE, *Les caractéristiques sociales de la population de Montréal*.

⁴⁷⁶ Jean-Charles FALARDEAU, « Lettre à mes étudiants à l'occasion des 20 ans de la Faculté des sciences sociales de Québec », *Cité libre*, n° 23, mai 1959, p. 10.

dans chacun des quatre départements de la faculté ; des colloques scientifiques s'amorcent ; Jean-Charles Falardeau, Guy Rocher et moi participons aux activités de la Canadian Association of Economics and Political Science et publions en anglais des articles dans la revue de l'association ; une section des sciences de l'homme est créée au sein de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (ACFAS) et des professeurs l'animent par des conférences et des participations à des tables rondes. En 1967, la Canadian Association of Economics and Political Science se scinde : une association économique et une association de science politique, toutes deux bilingues, sont créées. La Société canadienne (québécoise depuis les années quatre-vingt) de science politique fondée en 1963 se joint à l'Association canadienne de science politique/Canadian Association of Political Science, tient ses propres assises et participe à une revue scientifique conjointe, les deux exécutifs se rencontrant périodiquement pour discuter de questions communes. Les professeurs et les étudiants de la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval et, le moment venu, ceux des mêmes facultés de l'Université de Montréal et de l'Université du Québec participent activement à leur association au sein de l'ACFAS, créée en 1923 et qui tient un congrès annuel depuis 1933 ⁴⁷⁷.

L'excellence des professeurs de la faculté commence à être reconnue par les organismes de subvention de la recherche. Grâce aux démarches du père Lévesque, la faculté obtient en 1954 une importante subvention de la Carnegie Foundation dans le but de créer un centre de recherches sociales. Ce dernier néglige de se doter d'une équipe d'évaluateurs : malheureusement, l'argent se dilue en multiples petites sommes insuffisantes pour assumer les coûts de recherches majeures et permettre l'éclosion d'équipes de chercheurs. Des professeurs considèrent les sommes qu'ils reçoivent comme de simples suppléments de salaire ; d'autres n'en finissent plus de « chercher quoi chercher ⁴⁷⁸ ». Malgré tout, certains en profitent pour mettre en route de véritables projets de recherche.

Trois ans plus tard, l'École de pédagogie et d'orientation reçoit une autre importante subvention de la Carnegie Foundation pour réaliser un programme de recherches sur le système scolaire du Québec. Arthur [270] Tremblay, qui dirige cette recherche, enseigne également à la faculté. Des étudiants y puisent leur sujet

⁴⁷⁷ Sur le sujet, voir Jean-Louis ROY, *op. cit.*, p. 341-357.

⁴⁷⁸ Cette formule était devenue l'objet de plaisanteries au sein de la faculté.

de mémoire de maîtrise. Le Centre de recherches sociales reçoit également en 1957 une subvention de la Fédération des caisses populaires Desjardins et de l'Assurance-vie Desjardins pour mener, à l'échelle provinciale, une étude sur les conditions de vie, les besoins et les aspirations des familles canadiennes-françaises. Cette subvention donne lieu, sept ans plus tard, à une publication majeure ⁴⁷⁹.

En 1956, M^{gr} Émilien Frenette, évêque de Saint-Jérôme, demande au Centre de recherches sociales d'étudier la situation religieuse et sociale de son diocèse. Fernand Dumont et Yves Martin font une recherche approfondie qui donnera lieu à une publication en 1963 ⁴⁸⁰.

L'équipe des professeurs de la faculté, encore bien peu nombreuse et devant s'acquitter d'une charge d'enseignement de plus en plus lourde, met d'autres travaux en chantier. Les études théoriques amorcées ne verront le jour que des années plus tard ⁴⁸¹. Les études appliquées, beaucoup plus nombreuses, sont le plus souvent effectuées sous les auspices du Centre de recherches sociales et contribuent davantage, dans l'immédiat, au renom scientifique de la faculté : étude sur l'instabilité de la main-d'œuvre forestière, les conditions de l'agriculture, le transport, la démographie du Bas-Saint-Laurent, le logement à Québec, etc. Elles font l'objet de communications aux assises de l'ACFAS et d'articles ou de livres publiés dans les années soixante.

L'effervescence intellectuelle est telle que germe le projet d'une revue qui publierait les textes des professeurs de la faculté et d'ailleurs. Durant un séjour d'étude à l'Université Harvard en 1957, Fernand Dumont et moi avons conçu l'idée d'une publication à vocation surtout théorique et internationale. À la rentrée de septembre, le doyen Martin convoque une assemblée de professeurs pour en discuter. Jean-Charles Falardeau juge toutefois l'idée prématurée, opinion qui

⁴⁷⁹ Marc-Adélar TREMBLAY et Gérald FORTIN, avec la collaboration de Marc LAPLANTE, *Les comportements économiques de la famille salariée du Québec*. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

⁴⁸⁰ Fernand DUMONT et Yves MARTIN, *L'analyse des structures sociales régionales*. [Livre en préparation dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]

⁴⁸¹ Ainsi, la thèse conçue en 1951 par Gérard BERGERON, *Le fonctionnement de l'État* [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.] ; le livre de Fernand DUMONT, *Pour la conversion de la pensée chrétienne*, conçu à la fin des années cinquante ; mon ouvrage mis en chantier en 1955, *Les groupes et le pouvoir politique aux États-Unis*.

rallie la grande majorité. Sous la responsabilité du seul Département de sociologie, la revue *Recherches sociographiques* est créée en 1959 et publiée, dès mai 1960, les travaux monographiques au fur et à mesure qu'ils sont achevés. La direction de la [271] revue est assurée par Jean-Charles Falardeau et Fernand Dumont, bien secondés par Yves Martin ⁴⁸².

L'avènement du professeur-chercheur à la Faculté des sciences sociales est acquis au tournant des années soixante. Il aura fallu 20 ans d'incubation pour y parvenir. Le décalage de cinq à dix ans entre la mise en chantier d'un projet de recherche et sa réalisation a retardé jusque-là la pleine prise de conscience à l'extérieur de cet événement majeur pour la société canadienne-française. Dans l'entretemps, que d'énergies déployées, que d'efforts fournis, que d'échecs déplorables mais non inutiles et combien les résultats obtenus sont valables !

Lorsque le Parti libéral de Jean Lesage remporte la victoire, le 22 juin 1960, c'est avec gourmandise qu'il va puiser dans les ressources - professeurs et étudiants - que la faculté « produit » depuis 15 ans. Ces personnes deviennent les hauts fonctionnaires qui ont constitué l'épine dorsale de la Révolution tranquille. Leur départ ne laisse pas pour autant la faculté démunie. Le produit de l'enseignement et de la recherche continue de s'accroître. Le rôle social des professeurs d'université s'exerce d'une façon plus précise que naguère, selon un double palier. Les professeurs qui le veulent participent aux débats publics au meilleur de leur connaissance tout en étant conscients que leurs analyses et leurs critiques, ne disposant pas du recul nécessaire, pourraient échouer au test de la pensée réfléchie ou encore parce que le sujet traité ne permet pas une solution irréfutable, quelle que soit l'attention apportée. Mais ils savent que leur responsabilité première consiste à faire œuvre scientifique et à préparer leurs étudiants à devenir des chefs de file dans tous les secteurs de la société. C'est grâce à la poursuite de ces objectifs que va s'accréditer le renom de la faculté. Le germe que le père Lévesque a semé en 1938 produit ses meilleurs fruits.

⁴⁸² La *Revue des relations industrielles* avait été créée en 1945 et la *Revue du service social* quelques années plus tard. En 1943, Falardeau avait lancé les *Cahiers de la Faculté* que je lisais assidûment au séminaire de Rimouski. Ils disparurent après quelques numéros par manque de contributions.

CITÉ LIBRE

[Retour à la table des matières](#)

La revue *Cité libre* exerce aujourd'hui un attrait magique sur bien des gens qui ne l'ont jamais lue, jamais palpée. Est-ce en raison du nom évocateur de tant d'espoirs suggéré par Alec Pelletier et qu'Anne-Marie Bourdouxhe - fille du couple Pelletier - ressuscite en juillet 1991, de sa durée de production (1950-1966) qui coïncide avec la plus dense période de mutations que le Québec ait connue, de ses objectifs fixés à la fois sur la répudiation de la tradition et l'affirmation de la modernité, du prestige de ses deux principaux animateurs, Gérard Pelletier et surtout Pierre Trudeau qui exerce sur les nouveaux intellectuels un envoûtement qui se [272] transformera plus tard en « trudeumanie » auprès de la population canadienne ?

Pourtant, le format et la présentation de la revue sont d'une fadeur inimaginable, la fréquence de la publication est des plus irrégulières (en dix ans, 23 numéros seulement sont publiés), les articles, longs et répétitifs, sont rarement martelés au point de captiver le lecteur. Une équipe de dix personnes est censée diriger la revue mais les auteurs de textes en ignorent l'existence ⁴⁸³.

⁴⁸³ Les membres de l'équipe initiale sont : Réginald Boisvert, Guy Cormier, Renée Desmarais, Jean-Paul Geoffroy, Pierre Juneau, Alec Leduc, Charles Lussier, Gérard Pelletier, Fernande Saint-Martin, Pierre Vadeboncoeur. Des membres s'objectent à l'admission de Pierre Trudeau. L'un d'eux déclare : « Je ne veux pas voir Trudeau dans l'équipe. Il n'est pas avec notre peuple, ne sera jamais avec notre peuple. » Admis néanmoins, Trudeau devient « animateur » de la revue conjointement avec Gérard Pelletier. Ce n'est qu'en 1960 que la revue aura un directeur, Gérard Pelletier, deux directeurs adjoints, Pierre Trudeau et Jean-Charles Falardeau, et un secrétaire de la direction, Jacques Hébert. La revue devient mensuelle. En 1966, elle change de nom pour s'appeler *Les cahiers de Cité libre* qui dureront quatre ans. Sa vocation change radicalement en 1960-1961. Je ne retiens ici que les 42 numéros parus en date de décembre 1961. Les auteurs qui ont traité de *Cité libre* d'une façon substantielle sont nombreux. Voir : Gérard PELLETIER, *Les années d'impatience, 1950-1960*, p. 137-176 ; André J. BÉLANGER, *Ruptures et constantes*, p. 63-136 ; Denis MONIÈRE, *Le développement des idéologies au Québec*, p. 311-318 ; André CARRIER, « L'idéologie politique de la revue *Cité libre* », *Revue canadienne de science politique/Canadian Journal of Political Science*, vol. I, n° 4, déc. 1968, p. 414-428 ; Louis SAVARD, « Une idéologie de transition : du nationalisme à une nouvelle définition du politique », *Recherches sociographiques*, vol. IV, n° 2, mai-août 1963, p. 228-236 ; Yvan LAMONDE en collaboration avec Gérard PELLETIER, « *Cité libre* », *une anthologie* ; James D. THWAITFS, *La revue « Cité libre », 1950-1966*.

Au cours des 15 années de son existence, la revue publie 1034 textes ⁴⁸⁴ (dont 400 de 1950 à 1959, 134 en 1960, 117 en 1961 et 383 de 1962 à 1966). Elle reçoit la contribution de 250 auteurs (96 de 1950 à 1959, 36 en 1960, 25 en 1961 et 93 de 1962 à 1966). Ces chiffres comprennent tous les genres littéraires (articles de fond, notes de lectures et recensions, chroniques, poèmes, etc.). Les articles de fond représentent environ 30% de l'ensemble et émanent d'une soixantaine d'auteurs. Cinquante textes sont de Gérard Pelletier, 37 de Pierre Trudeau. On leur attribue en outre la plupart des 42 commentaires ou mises au point signés « *Cité libre* ». Sans Pelletier et Trudeau, la revue ne survivrait pas. Ils l'animent, l'inspirent et l'alimentent. Plusieurs des textes les plus importants portent leurs signatures. Durant la première période, ils sont à *Cité libre* ce que le père Lévesque est à la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval. Pierre Vadeboncœur, Jean Le Moyne, Réginald [273] Boisvert, Guy Cormier apportent aussi d'importantes contributions mais la revue ne porte pas leur marque. Durant la première période, c'est la revue de Gérard Pelletier et de Pierre Trudeau. À qui doit-on attribuer le rôle décisif ? Gérard Pelletier le décerne à Trudeau. Le charme que Trudeau exerçait sur tous continue à agir sur Pelletier qui amplifie le rôle de Trudeau. Dans *Les années d'impatience*, c'est toujours, selon Pelletier, Trudeau qui est le maître d'œuvre, qui trouve la solution à tous les problèmes. Les textes de Trudeau sont plus percutants, ceux de Pelletier, plus diversifiés, plus nuancés et mieux étoffés. Il me semble également que ce dernier a été la cheville ouvrière de la revue. En 1960, Pelletier et Trudeau contribuent pour 12 % des textes (15) et 18 % (16) en 1961. Durant ces deux années, ils s'efforcent de comprendre et d'expliquer le sens des changements en cours.

À mesure que s'écoulent les années cinquante et que s'avance la décennie suivante, la proportion de professeurs qui publient à *Cité libre* s'accroît : Marcel Rioux, Bertrand Rioux, Jean-Charles Falardeau, Léon Dion, Roland Parenteau, Fernand Dumont, Vincent Lemieux, Frank Scott, Michael Oliver, Rémi Savard, Charles Taylor, Pierre Dansereau, André Raynauld, Albert Breton, Raymond Breton, Jacques Parizeau, Arthur Tremblay et autres deviennent avec Pelletier et

⁴⁸⁴ Les données suivantes sont compilées à partir du guide analytique de James D. THWAITES, *op. cit.* Dans « *Cité libre* », *une anthologie*, Yvan Lamonde retient 42 textes de 17 auteurs, dont 11 de Pelletier, 9 de Trudeau, 4 de Vadeboncœur et 3 de Vallières. Les articles de ce dernier ont été publiés en 1962, 1963 et 1964. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

Trudeau les principaux auteurs de textes substantiels. Eux aussi contestent l'ordre établi. Ils traitent de thèmes nouveaux : éducation, université, métier de professeur. Pelletier et Trudeau font bon accueil aux nouveaux venus même si leur application des valeurs à la société canadienne-française est parfois différente. Les divergences qui s'expriment concrétisent l'objectif principal de leur revue : permettre aux intellectuels de s'exprimer en toute liberté ⁴⁸⁵.

La contribution de Pelletier et de Trudeau à la revue diminue de 1962 à 1965 (24 textes sur 383, soit 6 %). Avec Pierre Vallières, la génération montante envahit *Cité libre*. Pelletier et Trudeau défendent leurs idées et se portent à l'attaque des prises de position des nouveaux venus en faveur de l'indépendance, du socialisme et du laïcisme. *Cité libre* cède la place à *Parti pris*, créée en 1963.

La plupart des dix membres de l'équipe initiale de *Cité libre* ont occupé des postes de direction dans la Jeunesse étudiante catholique [274] (JEC). L'habitude d'agir sur le milieu les pousse à trouver une nouvelle tribune pour promouvoir le dialogue et engager l'action. Leur enfance et leur adolescence vécues durant la Crise et la Deuxième Guerre les rapprochent des ouvriers. Les incidents de la grève de l'amiante de 1949 qui secouent le Québec les persuadent de l'urgence de fonder un mouvement d'opposition et de réforme. C'est l'exemple d'Emmanuel Mounier et de la revue *Esprit* qui les convainc de fonder une revue, *Cité libre* ⁴⁸⁶.

Le texte de présentation du premier numéro définit les motifs qui inspirent la génération dont le groupe fait partie :

Nous sommes là, des centaines, depuis quelques années, à souffrir d'un certain silence ; et c'est pourquoi *Cité libre* vient au jour. Nous ne sommes pas un groupe qui prend la parole en son propre nom et ce préambule n'est pas un manifeste. Il nous paraît au contraire que l'assemblée générale est convoquée depuis longtemps. Nous sommes tous là, ceux d'une génération

⁴⁸⁵ Gérard PELLETIER (*op. cit.*, p. 174) écrit que l'équipe de rédaction de la revue se livrait à des discussions serrées et passait « au crible » les textes qui lui étaient soumis. J'adressai sept textes à Cité libre. Ils furent publiés sans aucune modification. En les relisant aujourd'hui, je constate qu'un bon passage « au crible » leur aurait été bénéfique. Je sais gré à Gérard Pelletier, Pierre Trudeau, André Laurendeau, Claude Ryan aussi bien qu'à mes collègues de la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval, et à bien d'autres, de m'avoir accueilli d'emblée comme un des leurs, comme leur égal, bien que je fusse leur cadet en âge et un néophyte sur les plans de l'écriture et de l'action.

⁴⁸⁶ Sur le sujet, voir Bernard FOURNIER, « Mouvements de jeunes et socialisation politique. La dynamique de la JEC à l'époque de Gérard Pelletier », mémoire de maîtrise, Québec, Université Laval, 1988 ; Gérard PELLETIER, *op. cit.*, p. 139-150.

dont le tour est venu de s'exprimer. Nous avons quelque chose à dire. Mais le silence n'est pas facile à rompre publiquement ; il fallait qu'une équipe s'en fit une obligation [...] [*Cité libre*] est au point de départ d'une action ⁴⁸⁷.

Pour *Cité libre*, Trudeau élabore le programme suivant :

Il faut soumettre au doute méthodique toutes les catégories politiques que nous a léguées la génération intermédiaire : la stratégie de la résistance n'est plus utile à l'épanouissement de la Cité. Ce qui manque au Canada français, c'est une philosophie positive de l'action [...] Tout problème important doit être examiné de nouveau dans un esprit scientifique. Car c'est bien la science qui nous a manqué, non le cœur [...] Dans les débuts, aucune position ne devra être considérée comme acquise ; nos principes devront être interprétés avec vigilance devant chaque fait nouveau [...] J'entrevois une étude approfondie de notre système fédéraliste, un examen sévère de nos postulats linguistiques, une séparation définitive de l'Église et de l'État, une psychanalyse de notre infantilisme religieux et culturel, une mise en accusation de nos soi-disant élites et bien d'autres enquêtes dans l'espoir de rassembler les éléments d'une politique vraiment humaine [...] il faut déclencher la crise de conscience politique ; faire table rase de nos superstitions ; renier nos lamentables logomachies. Et puis enfin, il faut concevoir audacieusement cette politique fonctionnelle par quoi seule peut s'ériger une cité libre, faite aux dimensions des supervivants que nous voulons être ⁴⁸⁸.

[275]

Pelletier réaffirme le but initial de *Cité libre* en 1960. Jugeant que l'idéologie traditionnelle est bornée, il écrit que *Cité libre* vise à procurer « le sens du devenir » et à dissiper les « brouillards » de l'ordre établi ⁴⁸⁹. En 1961, il se sent contraint de préciser les objectifs de la revue :

En matière religieuse, les laïcs ont à jouer dans l'Église un rôle à leur mesure qu'ils n'ont pas le droit de laisser usurper par les clercs [...] En

⁴⁸⁷ CITÉ LIBRE, « Règles du jeu », texte d'ouverture du premier numéro de *Cité libre*, juin 1950.

⁴⁸⁸ Pierre Elliott TRUDEAU, « Politique fonctionnelle I », *Cité libre*, n° 1, juin 1950, p. 23-24. Il fallait une bonne dose d'enthousiasme ou d'ignorance de la dynamique des idées et des institutions pour imaginer pareil programme, surtout dans une optique fonctionnelle faisant fi de la nécessité de changements structurels majeurs pour en permettre la réalisation.

⁴⁸⁹ Gérard PELLETIER, « Le sens du devenir », *Cité libre*, vol. XI, n° 26, avril 1960, p. 3-4.

matière politique : c'est à partir de la personne humaine que toute société doit s'ériger. En matière confédérale : [le partage des pouvoirs] doit être respecté, non seulement parce que les Canadiens français diffèrent culturellement du reste du pays mais aussi parce que la décentralisation favorise une démocratie plus humaine, plus proche de chaque personne. En matière provinciale : avant de réclamer plus de pouvoirs, avant d'attribuer à « Ottawa » ou aux « Anglais » les maux dont nous souffrons, commençons par utiliser à fond tous les pouvoirs dont nous disposons déjà, cessons de nous persécuter nous-mêmes par une fréquentation scolaire inférieure, des universités médiocres, etc. En matière culturelle : « l'état de siège » est levé. Les Canadiens français ne doivent plus agir comme une armée [...] mais s'épanouir comme des personnes dans la liberté. En matière syndicale : [...] Éducation et organisation ouvrières sont des impératifs urgents [...] Est-ce là de l'antinationalisme ? Ce souci de l'homme canadien-français, de l'homme avant la nation mais en elle, nous vaudrait-il [...] la condamnation sans appel réservée aux traîtres ⁴⁹⁰ ?

En 1961 également, Trudeau revient sur le sujet de la raison d'être de *Cité libre*. La vision rétrospective lui permet de concrétiser les objectifs visés.

Nous étions douloureusement conscients des insuffisances du Québec dans tous les domaines : il fallait déboulonner les superstructures, désacraliser la société civile, démocratiser la politique, pénétrer dans l'économie, réapprendre le français, sortir les primaires de l'Université, ouvrir les frontières à la culture et les esprits au progrès ⁴⁹¹.

Porte-parole d'une génération qui s'estime « sans maîtres », cette revue - dont les animateurs se disent contraints de tout recommencer « à zéro en faisant table rase du passé » - déclare monter « à l'assaut d'une censure ». Elle prend pour modèle *Esprit* - revue française qui s'inspire d'une philosophie personnaliste, d'un souffle chrétien, d'une ouverture à la modernité -, dirigée par Emmanuel Mounier et Albert Béguin avec qui les animateurs de *Cité libre* nouent des liens intimes. Comme *Esprit*, *Cité libre* entend accorder la primauté à la personne humaine, être le moteur d'un [276] renouveau chrétien et d'une « restauration sociale », un « lieu

⁴⁹⁰ Gérard PELLETIER, « Le nationalisme... ou la mort », *Cité libre*, vol. XII, n° 41, nov. 1961, p. 4.

⁴⁹¹ Pierre Elliott TRUDEAU, « Faites vos jeux : de l'inconvénient d'être catholique », *Cité libre*, vol. XII, n° 35, mars 1961, p. 20-21.

de communion et de réflexion » communautaire, un phare éclairant les « avenues de la liberté ».

Lorsqu'ils abordent les questions concrètes de la société - religion, politique, culture, nation, économie -, Pelletier et Trudeau en jugent de façon stricte d'après leurs objectifs initiaux. Leurs vues concordent mais des nuances transparaissent. Pelletier met davantage l'accent sur la religion, la culture, la société ; Trudeau, sur la politique et la nation. L'un et l'autre sont des catholiques pratiquants mais Pelletier seul a milité dans le mouvement jéciste. Comme Trudeau, il prône un plus grand rôle des laïcs au sein de l'Église et dénonce les empiétements de cette dernière dans le domaine séculier. Mais la virulence des propos de Trudeau contraste avec la réserve à laquelle Pelletier s'astreint généralement. Même s'il s'exprime au nom de l'équipe, c'est surtout en ce qui le concerne qu'il écrit le propos suivant : « La position de notre équipe, en matière religieuse, n'a jamais été confortable. Dès nos premières livraisons, nous nous sommes trouvés pris entre les feux croisés de croyants choqués par nos propos et d'incroyants irrités par ce qu'ils croyaient être des tours de passe-passe apostoliques. »

Un correspondant lui écrit : « Et votre catholicisme lui-même, j'entends votre position dans cette galère, est la chose la plus ambiguë et la plus dangereuse que je connaisse ⁴⁹². »

Cité libre promeut le personnalisme chrétien. Nombre de ses collaborateurs ont milité dans l'action catholique qui a exercé sur eux une influence déterminante. Autant ils dénoncent avec vigueur le pouvoir clérical, autant ils prêchent et pratiquent la tolérance religieuse. Ils représentent au Canada français une force motrice du renouveau chrétien en gestation au sein de l'Église. Gérard Pelletier constate que l'unanimité religieuse n'existe plus. L'agnosticisme progresse dans tous les milieux. La résistance de l'Église aux critiques de son « pouvoir excessif » provoque la rupture entre chrétiens ⁴⁹³. Louis O'Neill prône

⁴⁹² Gérard PELLETIER, « Feu l'unanimité », *Cité libre*, vol. XI, n° 30, oct. 1960, dans Yvan LAMONDE en collaboration avec Gérard PELLETIER, *op. cit.*, p. 213 et 211. Dans ce texte, Pelletier constate que, même dans l'ensemble de la société, l'unanimité n'existe plus dans le domaine religieux. Le thème religieux prédomine au cours des premières années dans la revue et cède graduellement du terrain par la suite au profit du thème politique. Voir aussi Louis SAVARD, « Une idéologie de transition : du nationalisme à une nouvelle définition du politique », *Recherches sociographiques*, vol. IV, n° 2, mai-août 1963, p. 229.

⁴⁹³ Gérard PELLETIER, « Feu l'unanimité », *Cité libre*, vol. XI, n° 30, oct. 1960, p. 8-11.

la tolérance envers les non-chrétiens ⁴⁹⁴. Par leurs propos, « ils peuvent éclairer la vérité des chrétiens ». Pour Maurice Blain :

[277]

Le problème religieux sera pour nous le dernier obstacle à surmonter dans la conquête d'une liberté spirituelle en pleine évolution [...] Acceptons de nous voir tels que nous sommes : des croyants à qui on a chevillé jusqu'à l'âme la terreur du sacré [...] le problème religieux qui se pose à propos de notre littérature est celui de la jeune génération, ou du moins celui d'écrivains qui ont traversé dans la solitude une expérience spirituelle commune, celle de l'inquiétude ⁴⁹⁵.

Pierre Charbonneau s'insurge contre « ce singulier peuple que le peuple canadien-français qui ne peut se tenir debout sans s'appuyer sur ses prêtres ⁴⁹⁶ ». Le texte le plus perspicace, à mon avis, sur la question religieuse, publié dans *Cité libre*, est de Jean Le Moyne. Il impute à la « réussite » de l'Église après la Conquête le fait que « l'autorité tendît à se perpétuer indûment, exagérât son emprise et dégénérait en suffisance cléricale » :

En effet, nous ayant sauvés, l'autorité religieuse en conservera l'habitude et tendra ensuite à nous sauver la vie [...] L'anticléricalisme populaire est d'autant plus violent qu'il est croyant, mais il demeure privé et ne rejoint pas le scandale qu'il exprime [...] Caractériser par le cléralisme notre atmosphère religieuse, c'est reconnaître une évidence criante, c'est exposer une situation dramatique faite de scandale, d'aliénation, de désaffection, d'amoindrissement, d'ennui, d'usure et de solitude [...] Nous sortons d'entre les mains de personnages individuellement si insignifiants [...] Et pourtant ils nous ont si bien possédés que la solitude à laquelle oblige le simple salut humain, le non-conformisme le plus élémentaire et le plus discret est à peine viable. La

⁴⁹⁴ Louis O'NEILL, « Athéisme ouvert et athéisme caché », *Cité libre*, vol. XI, n° 25, mars 1960, p. 17-18. À ce sujet, voir Bernard FOURNIER, *op. cit.*

⁴⁹⁵ Maurice BLAIN, « L'écrivain devant la crise de conscience religieuse », *Cité libre*, n° 18, nov. 1957, p. 20 et 22.

⁴⁹⁶ Pierre CHARBONNEAU, « Défense et illustration de la gauche », *Cité libre*, n° 18, nov. 1957, p. 42.

solitude et la liberté ne devraient être que pénibles : elles sont empoisonnées par la corruption presque indéracinable de la culpabilité ⁴⁹⁷.

C'est la peur, explique Gérard Pelletier, qui fait que « chez nous les chrétiens se tiennent bien cois » :

C'est un silence prudent qui règne. Les laïcs évitent les problèmes religieux. À peine pouvons-nous réunir deux ouvrages et une douzaine d'articles qui reflètent la pensée des laïcs canadiens sur la situation de la foi, de l'Église en leur pays. Crise d'autorité [...] ou crise de liberté ? [...] Si à *Cité libre* nous posons ces problèmes, ce n'est pas pour le plaisir de la chose. C'est pour nous affaire de conscience ⁴⁹⁸.

On le voit, grâce à *Cité libre* le silence que Pelletier déplorait en 1952 à propos du phénomène religieux avait fait place à une critique mordante à la fin de la décennie.

[278]

Les convictions spirituelles profondément personnalisées de plusieurs collaborateurs de *Cité libre* les conduisent à décrier le catholicisme d'ici et particulièrement le pouvoir clérical qui s'appesantit sur la société. Une lecture superficielle de la revue laisse croire à tort que son souffle religieux s'épuise dans une condamnation superficielle de l'Église canadienne-française. Les circonstances obligent les collaborateurs, les chrétiens convaincus comme les autres, à tenter d'abord de libérer la pensée chrétienne du carcan qui la tient captive. Bertrand Rioux décrit fort bien ce qu'est le cléricalisme :

D'une manière générale, le cléricalisme est l'ingérence du spirituel dans le temporel, une tendance à occuper toute la place. Il prend prétexte de la primauté du spirituel sur le temporel et de la subordination accidentelle de l'État à l'Église pour se substituer à la conscience individuelle et à la compétence des organismes de la société politique dans les décisions à prendre. Il tend à dévaloriser les fins spécifiques des

⁴⁹⁷ Jean LE MOYNE, « L'atmosphère religieuse au Canada français », *Cité libre*, n° 12, mai 1955, dans Yvan LAMONDE en collaboration avec Gérard PELLETIER, *op. cit.*, p. 198, 199 et 201.

⁴⁹⁸ Gérard PELLETIER, « Crise d'autorité ou crise de liberté », *Cité libre*, n°s 1-2, juin-juill. 1952, p. 10.

sphères diverses de l'activité humaine au profit d'une régulation morale et religieuse immédiate ⁴⁹⁹.

Pierre Trudeau expose sans détour sa position :

Qu'il soit bien entendu au départ que je suis anti-cléricaliste (je l'écris sans honte aucune, bien qu'avec la ferme conviction que beaucoup de gens liront : anticlérical). C'est-à-dire que je crois avec Maritain que le « clergé n'a pas à tenir les leviers de commande de l'action proprement temporelle et politique » (*Humanisme intégral*, p. 287) [...] Je m'oppose irréductiblement au cléricalisme anticatholique de ces « hommes d'Église » qui prétendent « régir en mineur » le peuple québécois, par l'usurpation pernicieuse de « leviers de commande » dans des domaines où ils sont clairement « dépourvus de moyens appropriés et de compétence ». Je rougis pour ces hommes d'Église qui voient la trace de l'Antéchrist partout sauf dans leur propre cléricalisme ⁵⁰⁰.

La majorité des textes politiques sont de Trudeau. Ils sont nombreux. Son anti-duplessisme acharné l'entraîne à adopter une optique moraliste plutôt qu'analytique. « Il faut expliquer notre immoralisme profond ⁵⁰¹ » écrit-il. Ce procédé l'empêche d'analyser à fond le fonctionnement des gouvernements provincial et fédéral et d'exprimer les conditionnements que l'environnement social exerce sur eux ainsi que les contraintes qu'ils font peser sur cet environnement. Plus que bien d'autres, Trudeau est responsable de la réputation du gouvernement Duplessis - celui de la « grande noirceur » -, qualificatif excessif comme le démontrent les recherches récentes, plus sereines. Les citations suivantes illustrent le caractère strictement négatif de ses exposés :

[279]

La pauvreté extrême, le désarroi complet de notre pensée politique témoignent de l'inexistence de notre État national en tant que réalité autonome [...] la sphère politique est devenue un clearing house entre les intérêts cléricaux et les intérêts financiers ; les politiciens sont de bien petits agents de change qui travaillent à salaire ou à commission [...] De

⁴⁹⁹ Bertrand RIOUX, « Réflexions sur notre chrétienté », *Cité libre*, vol. XI, n° 31, nov. 1960, p. 13.

⁵⁰⁰ Pierre Elliott TRUDEAU, « Matériaux pour servir à une enquête sur le cléricalisme », *Cité libre*, n° 7, mai 1953, p. 29-37.

⁵⁰¹ Pierre Elliott TRUDEAU, « Réflexions sur la politique au Canada français », *Cité libre*, n° 3, déc. 1952, p. 53.

tous côtés, des groupes se demandent : « N'y a-t-il pas moyen de nous unir contre la dictature larvée de l'Union nationale ? ⁵⁰² »

Nous avons grandi, et nos pères avant nous, et leurs pères avant eux, sous un État provincial dont l'essentiel de la politique a été d'aliéner les meilleures et les plus accessibles de nos ressources naturelles, et d'abdiquer toute juridiction sur l'organisation sociale et l'orientation intellectuelle des Canadiens français. Cette politique ne nous a pas été imposée par « les Anglais » [...] elle nous a été imposée par nos élites clérico-bourgeoises ⁵⁰³.

C'est surtout dans *Vrai*, en 1958, que Trudeau produit sa maigre contribution à une véritable analyse politique. Ces textes étudient les aspects normatifs de la politique (l'autorité, la liberté, la justice, le bien commun, etc. ⁵⁰⁴). Alors qu'il est à l'Institut de recherche en droit public de l'Université de Montréal, il rédige en 1965 son principal essai d'analyse politique qui porte sur le problème constitutionnel. Il ne sera pas publié dans *Cité libre* mais seulement en 1967 dans *Le fédéralisme et la société canadienne-française*, ouvrage qui reproduit ses meilleurs textes de *Cité libre*.

La perception négative de la politique québécoise, caractéristique de Trudeau, se prolonge en un noir pessimisme chez d'autres collaborateurs. Chez Pierre Vadeboncoeur, elle se traduit par une dépréciation désespérée du peuple canadien-français :

Notre action manque d'ambition. Nous n'avons guère le sens de la force, ni celui de la victoire. Nous ne concevons de projets qu'en fonction de gains fragmentaires possibles. Nous ne concevons pas de destinée politique accomplie, d'ordre nouveau instauré ; notre volonté porte peu et en général nous la faisons taire. Nous sommes en méfiance de nous-mêmes et enclins à appréhender les mouvements populaires. Cela mesure assez bien la taille de nos hommes d'action [...] Timides dans le social, timides dans le national, nous sommes ballottés par les puissances en autorité [...] peu de peuples, peut-être, sont regardés par ceux des leurs qui

⁵⁰² Pierre Elliott TRUDEAU, « Un manifeste démocratique », *Cité libre*, n° 22, oct. 1958, dans Yvan LAMONDE en collaboration avec Gérard PELLETIER, *op. cit.*, p. 100.

⁵⁰³ Pierre Elliott TRUDEAU, « L'aliénation nationaliste », *Cité libre*, vol. XII, n° 35, mars 1961, p. 3.

⁵⁰⁴ Ces articles ont été reproduits dans Pierre Elliott TRUDEAU, *Les cheminements de la politique*.

pensent à eux, pour le mal comme pour le bien, avec autant de distance et de supériorité pastorale [...] Peuple sans guère de destinée et dirigé par des hommes de peu de passion ⁵⁰⁵.

[280]

Gérard Pelletier est l'un des rares à ne pas verser dans cette perception catastrophique de la politique. Son angle de vision, plus restreint et plus précis, touche mieux la cible que les coups de boutoir de Trudeau. Comme pour le reste, c'est le dogmatisme en politique qu'il vilipende. Plus que Trudeau, il aborde le politique comme une dimension de la société en interaction avec la culture et l'économie. Il perçoit que Duplessis est plus que le chef d'un gouvernement mais l'incarnation d'un régime de société. Toutefois, chez lui aussi, le plus souvent la politique s'impose sous les traits obsédants de Duplessis :

Duplessis est un symbole bien plus qu'une force. Mais en tant que symbole d'oppression, de corruption et de mépris de la justice, ne croyez-vous pas qu'il mérite d'être dénoncé ? [...] Observons par exemple sa politique des subventions qui achètent le silence, des emplois qui achètent les consciences, des menaces qui paralysent les timides, des prébendes qui corrompent jusqu'aux juges ⁵⁰⁶.

Pelletier écrira plus tard que Duplessis a repris en main le mouvement vers une certaine modernisation à peine esquissé sous Godbout « pour l'étouffer ⁵⁰⁷ ». Tout cela est vrai et doit être dit, mais on attend davantage de personnes qui acquièrent une expérience unique de la vie. On attend qu'elles s'interrogent sur les structures politiques de l'époque, leur fonctionnement, leur articulation à la société.

La réputation de *Cité libre* d'avoir été antinationaliste est fermement ancrée dans les esprits. Des nuances s'imposent. Trudeau et Pelletier reconnaissent que la nation est un fait sociologique. Il existe des nations dans le monde qui ont le droit d'exister, du moins comme réalités sociales. À plusieurs reprises, Pelletier

⁵⁰⁵ Pierre VADEBONCŒUR, « Critique de notre psychologie de l'action », *Cité libre*, n° 8, nov. 1953, p. 11-12.

⁵⁰⁶ Gérard PELLETIER, « Crise d'autorité ou crise de liberté », *Cité libre*, n°s 1-2, juin-juill. 1952, dans Yvan LAMONDE en collaboration avec Gérard PELLETIER, *op. cit.*, p. 174 et 173.

⁵⁰⁷ Gérard PELLETIER, *Les années d'impatience, 1950-1960*, p. 67.

manifeste à l'endroit de la nation une sensibilité absente chez Trudeau, du moins si on s'en tient à une lecture littérale des propos de ce dernier sur le sujet. « L'homme avant la nation mais en elle » écrit Pelletier. Une dénonciation à l'emporte-pièce de Pierre Vadeboncœur - du sentiment national, de la langue française d'ici, de la volonté de survivance et de la nostalgie du passé - le contraint d'exprimer sa dissidence, procédé rare dans la revue : « Je n'en crois pas pour autant qu'un groupe humain, si faible et si pauvre soit-il, doive jamais s'imposer à lui-même la consigne de couper avec son passé [...] Pour le meilleur comme pour le pire, nous sommes liés à la patrie ⁵⁰⁸. »

[281]

Pour lui comme pour Trudeau, la personne passe avant la patrie. Chez Trudeau, par contre, l'idée de nation relève exclusivement de la raison, non du sentiment. La gangue symbolique dont elle est revêtue, le vouloir-vivre collectif qui l'institue - ces éléments impondérables pourtant enchâssés dans la culture nationale de tout peuple -, il semble non pas les laisser pour compte mais bien les mépriser. L'un et l'autre s'opposent au nationalisme, idéologie, selon eux, qui aboutit inéluctablement à la transposition de la nation en principe doctrinal ou dogmatique d'explication de la réalité et de critère d'action. L'un et l'autre rejettent le principe de l'État-nation. Trudeau s'exprime de façon catégorique : « C'est un fait, depuis les débuts il y a eu à *Cité libre* une tendance à considérer les nationalistes comme des aliénateurs ⁵⁰⁹. » Il précise sa pensée l'année suivante : « Ce n'est pas l'idée de la nation qui est rétrograde, c'est l'idée que la nation doit être nécessairement souveraine ⁵¹⁰. »

Leur opposition au néo-nationalisme de l'école historique de l'Université de Montréal et au mouvement indépendantiste sera la principale raison de la crise qui va éclater à *Cité libre* à la fin de la décennie. Penser que les collaborateurs de *Cité libre* étaient unanimes serait erroné. Jusqu'en 1960, leur opposition commune à l'ordre établi crée une impression fausse d'accord complet : « Cette insatisfaction commune, de même qu'un certain esprit de révolte assez généralisé, nous donnent

⁵⁰⁸ Gérard PELLETIER, « Dissidence », *Cité libre*, n° 8, nov. 1953, dans Yvan LAMONDE en collaboration avec Gérard PELLETIER, *op. cit.*, p. 261 et 262.

⁵⁰⁹ Pierre Elliott TRUDEAU, « L'aliénation nationaliste », *Cité libre*, vol. XII, n° 35, mars 1961, p. 3.

⁵¹⁰ Pierre Elliott TRUDEAU, « La nouvelle trahison des clercs », *Cité libre*, vol. XIII, n° 46, avril 1962, p. 3.

trop souvent l'illusion d'un accord unanime sur les fins à poursuivre, alors que cette unanimité n'existe pas en fait ⁵¹¹. »

Avant 1960, écrit également Marcel Rioux, l'unanimité des intellectuels était « négative » :

Il est des intellectuels qui aujourd'hui éprouvent une certaine nostalgie envers cette unanimité des intellectuels des années 1950. Si je n'en suis pas nostalgique, je crois quand même qu'elle s'imposait et qu'elle s'explique. À cette époque, excepté ceux qui profitaient et participaient directement au césaro-cléricalisme du régime Duplessis, il n'est personne parmi ceux qui s'intéressaient aux problèmes de la société qui l'approuvait. L'unanimité qui existe dans l'intelligentsia « québécoise » se réalise contre un régime politique, contre un catholicisme racorni et ritualiste plutôt qu'en faveur d'une autre vision de la société ⁵¹².

Dans le premier numéro de *Cité libre*, Trudeau déclare qu'il ne doit exister aucune contrainte à l'expression de la pensée protestataire :

[282]

Cessant un moment de trembler à la pensée du danger, cessant de nous entretenir dans nos traditions en salissant ce qui s'oppose à elles, il faudrait considérer quelle action positive peut soutenir nos croyances [...] Ce qui manque le plus au Canada français, c'est une philosophie positive de l'action [...] Il faut déclencher la crise de conscience politique ; faire table rase de toutes nos superstitions ⁵¹³.

Gérard Pelletier est moins optimiste que Trudeau quant à la possibilité de resserrer fermement les rangs sur une « action positive » et d'articuler une « philosophie positive de l'action ». Il se révèle plus perspicace. En effet, l'unité dans la contestation est facile, plus difficile est l'accord sur les modalités de l'action positive : « On connaît les trois personnages de Chesterton qui s'unirent et qui se déchirèrent pour jeter à bas un réverbère défectueux mais qui se déchirent

⁵¹¹ Gérard PELLETIER, « *Cité libre* confesse ses intentions », *Cité libre*, n° 2, févr. 1951, dans Yvan LAMONDE en collaboration avec Gérard PELLETIER, *op. cit.*, p. 22. Ce propos est une prémonition des conflits futurs.

⁵¹² Marcel Rioux, *Un peuple dans le siècle*, p. 49.

⁵¹³ Pierre Elliott TRUDEAU, « Politique fonctionnelle I », *Cité libre*, n° 1, juin 1950, p. 20-24 ; « Politique fonctionnelle II », *Cité libre*, n° 2, févr. 1951, p. 24-29.

ensuite mutuellement dans l'obscurité, faute d'un accord préliminaire sur la façon de le remplacer ⁵¹⁴. »

Cité libre est-elle, pour les nouveaux intellectuels, une oasis de liberté ? Jusqu'en 1960 elle publie tous les textes de qualité sans les émonder et, en règle générale, sans les commenter. Les nouveaux intellectuels partagent les valeurs de la revue, y compris la valeur charnière : la primauté de la personne humaine.

Plus le temps passe et plus le nombre des collaborateurs s'accroît, plus les points de vue se diversifient et les divergences s'amplifient. D'une voix commune, tous dénoncent le nationalisme traditionnel, le cléricanisme et le duplessisme. Des notes discordantes apparaissent à propos du projet de société à inventer, des valeurs de remplacement à promouvoir. Lorsqu'il s'agit notamment d'appliquer les valeurs aux réalités, des prises de position s'expriment çà et là au hasard des textes et indiquent, sans signifier une rupture, que l'accord entre les auteurs et la rédaction n'est pas sans fissure. Marcel Rioux, Bertrand Rioux et d'autres vont proclamer l'urgence de convertir le Canada français au laïcisme ⁵¹⁵. Marcel Rioux constate que, parvenus à la croisée des chemins, les intellectuels divergent sur la route à poursuivre. Le Parti libéral du Québec offre-t-il une avenue prometteuse ? Ne serait-ce pas plutôt la voie du socialisme ? Doit-on se laisser tenter par la nouvelle vogue de l'indépendance du Québec ? La voie royale est-elle celle de la laïcité ?

Le besoin de contestation s'émousse et *Cité libre* perd une partie importante de son audience. Ce ne sont plus seulement des orientations [283] quelque peu divergentes, de critiques murmurées qui s'expriment. Ce sont les positions fondamentales de la revue qui sont contestées. Plusieurs, comme c'est mon cas, appliquent leur énergie à aider le nouveau gouvernement libéral à se placer sur de bons rails. D'autres s'engagent dans de nouveaux combats : le laïcisme, le socialisme, le nationalisme et, pour un certain nombre, le séparatisme.

Certains s'inquiètent de l'accent, selon eux trop prononcé, mis dans la revue sur la critique négative au détriment de la pensée constructive. En 1958, Pierre

⁵¹⁴ Gérard PELLETIER, « *Cité libre* confesse ses intentions », *Cité libre*, n° 2, févr. 1951, dans Yvan LAMONDE en collaboration avec Gérard PELLETIER, *op. cit.*, p. 22.

⁵¹⁵ Voir : Marcel Rioux, « Socialisme, cléricanisme et nouveau parti », *Cité libre*, vol. XII, n° 33, janv. 1961, p. 4-8 ; Bertrand RIOUX, « Réflexions sur notre chrétienté », *Cité libre*, vol. XI, n° 31, nov. 1960, p. 13-16.

Vadeboncœur reproche à la revue son « vacuum idéologique dans le domaine social » :

Cité libre a manifesté une plus grande disponibilité envers une pensée de gauche. Nous avons laissé entendre que de ce côté seraient peut-être certaines de nos préoccupations dominantes. Mais notre apport à cet égard fut des plus minces et la revue s'est ressentie, jusqu'à présent, du vacuum idéologique dans lequel le mouvement social s'exerce ⁵¹⁶.

De 1950 à 1962, *Cité libre* est sans conteste le refuge le plus accessible à l'ensemble des nouveaux intellectuels. Cent cinquante-sept auteurs y publient des textes de tout genre : articles, poèmes, chroniques, etc. Sans *Cité libre*, la pensée contestataire serait bien davantage restée sous le boisseau. Le choix qui s'offre aux intellectuels traditionalistes ou « transitionnalistes », lui, est quasi illimité : *Notre Temps*, *L'Action catholique*, *Le Droit*, *L'Action nationale*, *La Presse*, *L'Actualité économique*. En outre, les pouvoirs politique et religieux ont une multitude de moyens d'action et de pression pour affirmer leur volonté. Marcel Rioux tire de ce constat la conclusion suivante : « Le malheur, au Canada français, ce n'est pas qu'il y ait une droite, c'est qu'elle occupe toute la place ⁵¹⁷. »

À mesure que la décennie 1950-1959 s'écoule, les collaborateurs de *Cité libre*, Pelletier et Trudeau en tête, disposent, grâce aux initiatives des directeurs de la revue, d'une variété croissante de médias pour propager leurs idées : sessions d'études organisées par la revue ; l'Institut canadien des affaires publiques (1953-1964), créé à l'instigation de Maurice Lamontagne et avec le soutien de Pelletier et Trudeau, sur le modèle du *Canadian Institute of Public Affairs* qui rassemble chaque année à Couchiching l'élite intellectuelle canadienne-anglaise ; le Rassemblement, [240] émanation de *Cité libre* en 1956 ; l'Union des forces démocratiques lancée en 1958 par Pierre Trudeau. Pelletier et Trudeau font aussi partie du comité de rédaction des *Écrits du Canada français* (1954-1965) qui accueillent des courants d'idées très diversifiés. En plus de ces prolongements

⁵¹⁶ Pierre VADEBONCŒUR, « Voilà l'ennemi ! », *Cité libre*, n° 19, janv. 1958, p. 30 et 31.

⁵¹⁷ Voir : Marcel RIOUX, « Idéologie et crise de conscience du Canada français », *Cité libre*, n° 14, déc. 1955, p. 29 ; Pierre CHARBONNEAU, « Défense et illustration de la gauche », *Cité libre*, n° 18, nov. 1957, p. 26-46. L'auteur dénonce à son tour « l'omnipotence de la droite et l'impuissance de la gauche ». Semblables formules ont conduit bien des intellectuels à conclure que la société canadienne-française était « monolithique » : conclusion erronée au regard de nombre de composantes de la société civile de l'époque engagées sur la voie de la modernité.

directs ou indirects de l'action de *Cité libre*, d'autres moyens d'intervention deviennent accessibles aux nouveaux intellectuels : Liberté, Vrai, l'Institut canadien d'éducation des adultes, Radio-Canada, après l'avènement de la télévision en 1952, *Le Devoir*, surtout à compter de 1956. *Cité libre* entretient des rapports étroits avec la plupart de ces véhicules de communication des idées et c'est souvent à la suite d'une publication dans la revue qu'on fait appel à son auteur. L'Institut canadien des affaires publiques, le Rassemblement et l'Union des forces démocratiques sont des prolongements indissociables de *Cité libre*. De brefs rappels de leur action s'imposent.

L'Institut canadien des affaires publiques (ICAP), dont les assises se tiennent au Manoir de l'Estérel à Sainte-Adèle, au nord de Montréal, est pour les nouveaux intellectuels un forum annuel de trois jours. Il n'est pas une émanation directe mais peut être considéré comme un forum élargi de *Cité libre*. La plupart des collaborateurs s'y retrouvent en compagnie de syndicalistes, de journalistes, de membres progressistes du Parti libéral, de hauts fonctionnaires, d'étudiants et de gens d'affaires. Un mécène, Hector Langevin, assume une bonne partie des frais et Radio-Canada diffuse les séances plénières. Il réunit environ 300 personnes, participants et conjoints, c'est-à-dire la majorité des nouveaux intellectuels, pour la plupart auteurs d'articles dans *Cité libre*.

Les séances de l'Institut sont d'autant plus remarquables qu'elles atteignent le grand public par le truchement de la télévision et les abondants comptes rendus des journaux. Elles offrent aux participants les seules véritables occasions de se rencontrer, de se connaître, de prendre part à des échanges de vues animés, de créer et d'entretenir des amitiés et de s'enrichir intellectuellement. Gérard Pelletier dit de ces « face-à-face publics et civilisés » qu'ils avaient pour effet d'« exaspérer le malaise de chacun », au-delà des divergences d'opinion, de « faire prendre conscience du marasme où nous étions et de l'urgence d'un déblocage », donc de ranimer les ardeurs « pour lutter contre l'ordre établi ⁵¹⁸ ». À l'occasion du dixième anniversaire de la création de l'Institut, Jean-Charles Falardeau commente. « La création de l'Institut canadien des affaires publiques, il y a dix

⁵¹⁸ Gérard PELLETIER, *Les années d'impatience, 1950-1960*, p. 198-201.

ans, est une des formes qu'a prise la résistance québécoise : une forme dynamique autant que réfléchie ⁵¹⁹. »

[285]

Selon Jean-Louis Gagnon : « Nous voulions un Institut ouvert à tous et à toutes les tendances. L'Institut témoignait du fait que [...], ni parti, ni église, [il] était un terrain neutre où la règle voulait que chacun parlât librement ⁵²⁰. »

Gagnon a raison d'écrire que la liberté de parole est la règle mais on ne compte guère, parmi les participants, d'intellectuels traditionalistes ou même « transitionalistes » : François-Albert Angers, Roger Duhamel, Marcel Faribault, l'historien néo-nationaliste Michel Brunet et le « séparatiste » André d'Allemagne (en 1964) sont des exceptions.

Sept des dix sujets de discussion choisis sont parmi les principaux thèmes traités dans *Cité libre* : la démocratie, le fédéralisme, l'éducation, la liberté, le rôle de l'État, nos hommes politiques, le Canada face à l'avenir, un pays qui s'interroge. Les trois autres sujets portent sur des questions internationales que Cité libre laisse de côté sauf en de très rares occasions : la communauté internationale et le Canada, les relations canado-américaines et l'Occident et le monde. La plupart des conférenciers et des participants aux tables rondes sont des collaborateurs fréquents de la revue, y compris, bien entendu, Gérard Pelletier et Pierre Trudeau. S'y expriment également des nouveaux intellectuels qui disposent d'autres moyens d'expression : André Laurendeau, Jean-Louis Gagnon, Paul Gérin-Lajoie, Jean-Marie Nadeau, Jean Lesage, Jean Marchand, Jean-Charles Bonenfant, Georges-Henri Lévesque, Maurice Lamontagne, Gérard Bergeron, Thérèse Casgrain, Guy Rocher, Claude Ryan, René Lévesque, Léon Dion, André d'Allemagne, Jean-Luc Pépin. Des intellectuels étrangers reconnus pour leur largeur d'esprit prononcent la conférence d'ouverture. Hubert Beuve-Méry, directeur du journal *Le Monde*, Henri Marrou, professeur à la Faculté des lettres de la Sorbonne, Raymond Aron, professeur et chroniqueur au *Figaro*, Hans J. Morgenthau, professeur à l'Université de Chicago, Maurice Duverger, professeur

⁵¹⁹ Jean-Charles FALARDEAU, « Avant-propos », *Nos hommes politiques*, congrès de l'Institut canadien des affaires publiques, p. 11.

⁵²⁰ Jean-Louis GAGNON, *op. cit.*, tome II, p. 384.

à l'Université de Paris, Paul Mus, professeur au Collège de France, René Rémond, professeur à l'Université de Paris, etc.

Après la victoire libérale de 1960, le problème qui se pose à *Cité libre* se pose à l'ICAP : sa principale raison d'être étant la lutte contre Duplessis, ce dernier disparu, qu'advient-il de l'Institut ? Quels objectifs doit-il désormais poursuivre ? Un renouvellement des thèmes - la lutte contre le cléricalisme et la dénonciation de l'infériorité économique des Canadiens français - s'impose-t-il ? Doit-on appuyer le mouvement laïque de langue française fondé en 1961, favoriser la *Cooperative Commonwealth Federation* (CCF) contre les libéraux, sinon quoi d'autre ? Faute de [286] choix clairs exprimés par la majorité, le dynamisme de l'ICAP périclité et il met fin à ses activités en 1964.

Bien avant que, tant à *Cité libre* qu'à L'ICAP, les dissensions deviennent flagrantes, les animateurs eux-mêmes, en particulier Trudeau, prennent conscience de l'insuffisance de ces seuls moyens d'action. Ils commencent à douter de l'efficacité d'une pensée qui n'a pas de prolongement direct dans l'action. L'élection provinciale de 1956, qui aboutit à un triomphe inégalé de l'Union nationale, déclenche chez certains une agitation frénétique. Quelques-uns adhèrent sans grande conviction au Parti socialiste canadien - la CCF -, car ils sont conscients que les chances de succès sont nulles de ce côté. Les nouveaux intellectuels ne parviennent pas à se décider à soutenir le seul parti susceptible de faire sienne leur pensée sociale et politique, le Parti libéral du Québec transformé en fédération autonome depuis 1955. Ils jugent que trop de personnalités conservatrices et corrompues hantent ce parti. La présence de progressistes, tels Jean-Marie Nadeau, Jean-Louis Gagnon et Paul Gérin-Lajoie qui se joignent régulièrement à leurs tribunes de pensée, ne les convainc pas de l'investir et de chercher à le transformer en une solution de rechange valable à l'Union nationale.

C'est sur l'initiative des dirigeants de *Cité libre* qu'est fondé le Rassemblement le 8 septembre 1956 ⁵²¹. Les animateurs cherchent à éviter deux écueils : la récupération par l'un ou l'autre des deux partis politiques existants et le triste sort des anciens petits partis de protestation, l'Action libérale nationale et le Bloc populaire.

⁵²¹ Voir : Gérard PELLETIER, *Les années d'impatience*, 1950-1960, p. 197-223 ; Gérard BERGERON, *Du duplessisme au johnsonisme*, 1956-1966, p. 120-135 ; Dorval BRUNELLE, *op. cit.*, p. 122-147.

Le Rassemblement entend regrouper les citoyens désireux de « construire dans cette province une société vraiment démocratique ». Tous les mouvements d'action non partisans sont invités à participer. Son intransigeance est telle qu'il refuse l'adhésion à des membres de partis réputés pour leur progressisme. Il entend tenir des sessions d'étude, prendre position dans les enjeux politiques et servir de véhicule populaire d'éducation. En adhérant au Rassemblement, Jean Marchand déclare :

Pour les syndiqués, le Rassemblement représente l'occasion si attendue d'établir des liens efficaces avec les cultivateurs, les intellectuels, les professionnels en vue de trouver des solutions aux problèmes politiques du Québec. Le Rassemblement n'est pas un parti politique. Il permettra donc une coopération étroite entre tous les éléments du monde du travail et de la société ⁵²².

[287]

Pierre Charbonneau est ambivalent. Il se demande si le Rassemblement est « un mouvement d'espoir ou de désillusion » :

Si le Rassemblement rassemble seulement les écœurés, les dégoûtés et les désœuvrés de la politique, il sera un mouvement d'écœurés, de dégoûtés et de désœuvrés. Il importe donc qu'il se place sur un plan supérieur ; il doit dès le début proclamer son indépendance doctrinale et son objectivité vis-à-vis des courants d'opinion de la province [...] Cette réforme en profondeur, le Rassemblement pourrait l'entreprendre ou tout au moins donner le coup de barre initial ⁵²³.

Rechercher la « vertu dans toute sa pureté quand on entend s'engager dans l'action politique même non partisane », c'est fixer bien haut son objectif et s'exposer à l'échec. Et c'est ce qui se produit. Des objectifs aussi abstraits n'attirent que peu de personnes. Le nombre maximum de membres est d'environ 500 en 1957. Ils viennent des horizons les plus divers : syndicalistes, journalistes, écrivains, professeurs se côtoient, composition trop hétéroclite pour parvenir au moindre consensus concret sur les actions à entreprendre. Le Rassemblement

⁵²² Jean MARCHAND, « Pourquoi j'adhère au Rassemblement », dans Roch DENIS, *Luttes de classes et questions nationales au Québec*, p. 189.

⁵²³ Pierre CHARBONNEAU, « Défense et illustration de la gauche », *Cité libre*, n° 18, nov. 1957, p. 43, 44 et 45.

dédouble en quelque sorte l'Institut canadien des affaires publiques, institution de réflexion sans souci d'action, dont il n'atteint jamais le haut niveau d'excellence intellectuel, ni la souplesse de fonctionnement, ni surtout l'audience.

À l'endroit de ceux qui estiment que le Rassemblement verse dans l'angélisme, Pelletier réplique qu'au contraire il exerce une influence décisive sur le déroulement des événements. Aujourd'hui encore, il est convaincu que ce fut le cas : « Quand les historiens commenceront à s'interroger sérieusement sur le déclin et la chute de l'Union nationale, je parie qu'ils décèleront ici une des premières causes ⁵²⁴. »

J'ai le sentiment que Pelletier aurait intérêt à ne pas déposer de mise. Les analystes, sceptiques dès le début quant aux chances de succès du Rassemblement, sont unanimes aujourd'hui à conclure qu'il fut un échec. Dès 1957, au terme d'une longue critique publiée dans *Le Devoir*, Gérard Bergeron - sous le pseudonyme d'Isocrate - conclut : « La première signification du Rassemblement, c'est d'abord un fait d'apatridie. Il « rassemble » un groupe d'exilés à la recherche d'une patrie politique ⁵²⁵. »

Au nombre des raisons qui entraînent l'échec du Rassemblement, trois prédominent : l'ascendant écrasant du milieu syndical, l'attraction du Parti libéral provincial avec l'élection de Jean Lesage comme chef en 1958, le désaveu du mouvement que fait Trudeau. Pierre Dansereau, [288] premier président, déclare que dès les premières réunions les « syndicalistes, Marcel Pepin en tête, ont pris de plus en plus d'ascendant. À ce moment-là, j'ai quitté la présidence ⁵²⁶. » Pelletier, lui-même, désigne la deuxième raison. Il écrit du congrès de 1958 :

En 1958, le président René Tremblay note dans un message aux adhérents qu'un choix s'impose entre les deux tendances qui tiraillent le mouvement : ceux qui tiennent mordicus à une action non partisane et ceux qui touchent du côté des partis, en prévision de la prochaine échéance électorale. C'est la seconde tendance qui devait l'emporter ⁵²⁷.

Trudeau assène son coup de grâce au Rassemblement :

⁵²⁴ Gérard PELLETIER, *Les années d'impatience, 1950-1960*, p. 212.

⁵²⁵ Gérard BERGERON, « Nos intellectuels en liberté... ou en Rassemblement », dans Gérard BERGERON, *Du duplessisme au johnsonisme, 1956-1966*, p. 125.

⁵²⁶ Thérèse DUMESNIL, *Pierre Dansereau : l'écologiste aux pieds nus*, p. 73.

⁵²⁷ Gérard PELLETIER, *Les années d'impatience, 1950-1960*, p. 218.

Et déjà, Trudeau méditait un second plan. Il se rendait compte que le Rassemblement ne répondait plus aux exigences de la situation québécoise [...] Le Rassemblement avait voulu engager des individus dans la promotion des valeurs démocratiques ; il fallait désormais regrouper les partis d'opposition dans une sorte de comité de salut public et sur un programme minimum : épargner au Québec la reconduction de l'Union nationale pour un nouveau mandat. Ce fut l'Union des forces démocratiques ⁵²⁸.

Devant les lacunes évidentes de tous les partis, les insuffisances démocratiques des « autres idéologies existantes » - notamment la Ligue d'action civique de Jean Drapeau - et l'impuissance du Rassemblement, il s'impose de toute urgence, selon Trudeau, de susciter une coalition quasi partisane des forces réformistes dont le cri de ralliement devrait être « démocratie d'abord ». Il va jusqu'à requérir du Parti libéral provincial qu'il cède sa place à la coalition : « Car enfin que risquent-ils ? S'il est vrai que les libéraux commandent sept cent mille votes dans la province, il n'en tient qu'à eux-mêmes d'être les plus nombreux dans toute formation nouvelle ; alors si leurs hommes et leurs idées ont de la valeur, ils triompheront démocratiquement ⁵²⁹. »

Trudeau rédige le manifeste de l'Union des forces démocratiques. On s'attend à ce qu'il assume la direction du mouvement qui doit normalement en naître. Mais il laisse tout en plan et part en voyage. Les blâmes abondent. Même Pelletier, qui pourtant le couvre d'éloges du début à la fin de son autobiographie, n'ose pas se prononcer sur l'influence que cette « tentative d'union exerça [...] sur la dégringolade de l'Union nationale qui se produisit deux ans plus tard ». De cet épisode peu glorieux de la vie de [289] Trudeau, il conclut : « Ce que je sais, de science certaine, c'est qu'elle [la tentative d'union] mit fin à l'aventure du Rassemblement ⁵³⁰. »

Durant la campagne électorale du printemps de 1960, Trudeau, comme bien d'autres nouveaux intellectuels mais sans enthousiasme contrairement à eux, accorde son appui au Parti libéral de Jean Lesage. Dès 1952, Maurice Blain avait prévenu les responsables de Cité libre contre le risque de verser dans un nouveau

⁵²⁸ *Ibid.*, p. 221-222.

⁵²⁹ Pierre Elliott TRUDEAU, « Un manifeste démocratique », *Cité libre*, n° 22, oct, 1958, dans Yvan LAMONDE en collaboration avec Gérard PELLETIER, *op. cit.*, p. 110.

⁵³⁰ Gérard PELLETIER, *Les années d'impatience, 1950-1960*, p. 222.

conformisme, celui de tout « refuser » après s'être plaint du « conformisme de naguère ⁵³¹ ».

Dans « De l'ancien au... nouveau régime » ma critique des tentatives avortées de Cité libre pour se définir par rapport à l'évolution sociopolitique de la fin des années cinquante est accablante :

Finies les agitations stériles et verbeuses autour du Rassemblement, de l'Union des forces démocratiques dont la constitution a servi en même temps d'acte de décès. On s'est sagement rangé autour du mouvement de renouveau lancé par Jean Lesage [...] Dorénavant, les intellectuels cesseront de se considérer comme une génération perdue [...] À la suite d'une récente réunion à Montréal, les principaux collaborateurs de la revue ont affirmé sans sous-entendus que Cité libre devait s'ajuster aux conditions du nouveau régime. Cité libre entend demeurer une revue critique. Cependant, cette revue [...] ne désire plus offrir à ses lecteurs des articles qui soient exclusivement ou surtout de caractère « dévastateur » [...] Cité libre entend encourager dans l'avenir les efforts surtout constructifs, demeurer une revue critique mais créatrice d'attitudes et d'action ⁵³².

Dans une longue note de la rédaction, Trudeau fait la mise au point suivante :

Parce que la conjoncture politique a obligé Cité libre à employer pendant ses dix premières années le langage de l'opposition, une légende s'est accréditée selon laquelle Cité libre aurait affectionné seulement le négativisme et la destruction systématique. Même acceptée par un ami et un collaborateur aussi cher que Léon Dion, la légende ne nous en apparaît pas moins fausse [...] Pour nous, le Rassemblement et l'Union des forces démocratiques n'étaient pas des « agitations stériles et verbeuses », mais au contraire, la seule voie alors offerte à notre génération pour construire un mouvement de gauche valable [...] sur la nécessité de la recherche libre et sur la quasi-totalité de la conclusion de l'article de Dion, nous tombons [290] d'accord avec notre collaborateur. Mais avec Dion, il y a ceci de

⁵³¹ Maurice BLAIN, « Pour une dynamique de notre culture », *Cité libre*, n^{os} 1-2, juin-juill. 1952, p. 20-26.

⁵³² Léon DION, « De l'ancien au... nouveau régime », *Cité libre*, vol. XII, n^o 38, juin-juill. 1961, p. 7 et 11.

particulier. Même quand on n'est pas d'accord, on tire un grand profit à le lire attentivement ⁵³³.

Énoncer des jugements péremptoirs sur *Cité libre* relève de la présomption. Pourtant, comme bien d'autres, je l'ai tenté trop brièvement et de façon superficielle ⁵³⁴. Une analyse approfondie m'incite à plus de circonspection. *Cité libre*, par le nombre et la diversité d'origine sociale de ses collaborateurs, est une revue hétérogène dès ses débuts. La diversité des idées qui s'expriment contribue à sa richesse. Mais elle porte la marque indélébile de Pelletier et de Trudeau et elle est évaluée surtout par référence à eux. *Cité libre* est pour les nouveaux intellectuels la seule institution qui leur permet d'exprimer publiquement leurs idées. En 1950, les énoncés de principe de la revue sont révolutionnaires pour l'époque. Elle se définit comme un agent de changement radical dans tous les domaines. Durant les dix premières années, elle atteint la majorité de ses objectifs. On s'étonne qu'elle ait survécu à la censure religieuse et à la persécution politique : le prestige de Pelletier, ancien dirigeant de la JEC, lui assure des sympathisants et des défenseurs parmi les ecclésiastiques, la fermeté et l'esprit frondeur de Trudeau incitent ses contempteurs à la prudence. En outre, la plupart des nouveaux intellectuels qui écrivent dans la revue, Pelletier et Trudeau les premiers, font généralement preuve de modération et même de réserve dans l'expression de leurs idées, ce qui leur épargne les pires sanctions.

Aujourd'hui encore, professeurs et étudiants lisent assidûment *Cité libre* dans les universités et les collèges afin d'y puiser des connaissances sur l'époque, jauger le climat intellectuel et social existant et vérifier les prises de position de ceux, parmi les collaborateurs, qui sont devenus des personnalités publiques de premier plan. On la lit aussi pour tenter de comprendre les raisons des conflits et des ruptures qui l'ont secouée après 1960 mais qui s'infiltraient déjà dans ses

⁵³³ Pierre Elliott TRUDEAU, « N.D.L.R. », *Cité libre*, vol. XII, n° 38, juin-juill. 1961, p. 14-15. Je rappelle que, au cours de la majeure partie de la décennie 1950-1959, l'obsession anti-duplessiste et antinationnaliste qui s'exprimait autour de moi me tenaillait. Ce que je déplorais, c'était le recours, selon moi trop fréquent, même dans les meilleurs articles, à des critiques la plupart superficielles et répétitives de la tradition, de Duplessis et de son gouvernement. Quant à mon appréciation du Rassemblement et de l'Union des forces démocratiques, je ne retranche rien de mon jugement. Les dirigeants avaient tenté de s'ajuster au changement et avaient échoué.

⁵³⁴ Voir : Léon DION, *Nationalismes et politique au Québec*, p. 55-60 ; *Quebec, the Unfinished Revolution*, p. 125-130. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

pages depuis 1956. *Cité libre* témoigne de son époque avec une rare transparence. Ce fut une institution de première importance. Pourquoi, malgré une présentation insipide, une publication irrégulière jusqu'en 1960, a-t-elle suscité ces encouragements, ces dénonciations ? Pour comprendre tous les remous qu'elle a provoqués [291] au cours de son existence, il faut se remémorer la condition de l'ordre socio-politique en vigueur. Il n'existait alors aucune institution susceptible de remplir la double mission assumée par *Cité libre* : barrage de l'ancien régime, phare du nouveau.

Les encouragements viennent d'intellectuels qui, tout en appréhendant les écueils que la revue aura à surmonter, discernent en elle un espoir pour le Canada français. La clairvoyance de l'historien français Henri Marrou est remarquable :

Le difficile, pour vous, c'est de durer. À cette fin, il faut prendre certaines précautions [...] Feutrer son langage quand on aurait envie de vociférer, garder le ton de la raison quand on est travaillé par la colère [...] à cette condition seulement vous atteindrez vos objectifs [...] Ce que vous avez d'original, ce pourquoi *Cité libre* inquiète, c'est que vos critiques sont formulées par des chrétiens. Vous élevez la voix à l'intérieur de l'Église, et cela fait toute la différence. Qu'on vous repousse vers l'extérieur et personne ne vous écouterait plus, sauf le groupe infime des incroyants déclarés ⁵³⁵.

De son côté, dès 1951, André Laurendeau, dans *L'Action nationale*, perçoit avec justesse la mission de *Cité libre* : « Porter au grand jour des sujets qui paraissent plus ou moins tabous [et dont] vous [ne] trouverez d'échos nulle part, ou des échos tellement assourdis qu'on n'y discerne plus rien ⁵³⁶. »

À côté d'appréciations stimulantes, que de propos méprisants (de Claude Ryan ⁵³⁷, de Gérard Filion ⁵³⁸, de Roger Duhamel, de Robert Rumilly, de J.-B.

⁵³⁵ Gérard PELLETIER, *Les années d'impatience, 1950-1960*, p. 164.

⁵³⁶ *Ibid.*, p. 159.

⁵³⁷ Ryan dit à Pelletier de *Cité libre* qu'elle relève « d'un prurit d'écriture dont vous devriez vous méfier, toi surtout ». (Cité dans Gérard PELLETIER, *Les années d'impatience, 1950-1960*, p. 140.)

⁵³⁸ « Si Pelletier, Trudeau et Marchand n'étaient pas entrés en politique, on ne parlerait plus de *Cité libre*. C'était une petite revue, mal présentée, mal foutue, qui paraissait de façon intermittente et dans laquelle il y avait des idées intéressantes pour l'époque tout au plus. » (Gérard Filion, cité dans Michel VASTEL, *Trudeau le Québécois*, p. 112.) Gérard PELLETIER (*Les années d'impatience, 1950-1960*, p. 140) relate que Filion qualifia le projet de revue « d'adolescent ».

Desrosiers, de Louis-Philippe Roy, de Raymond Barbeau, de Georges-Émile Lapalme) ; que de dénonciations cléricales (du cardinal Paul-Émile Léger, de l'archevêque Philippe Desranleau de Sherbrooke, d'autres évêques, du père Joseph-Marie d'Anjou, de Relations) ! Bien des lecteurs abordent la revue avec méfiance et d'autres lui prêtent, dans des attaques virulentes, une importance dont les animateurs n'ont jamais voulu la revêtir. Les attaques sont dirigées généralement contre Gérard Pelletier et Pierre Trudeau qui, le plus souvent, négligent les critiques qui foisonnent dans *Notre Temps*, *Relations*, *L'Action nationale*, *L'Action catholique* [292] ou dans des publications anonymes et qui s'infiltrant jusqu'au *Devoir* et parfois dans la revue elle-même.

La critique, à mon avis, la plus substantielle de la part d'un adversaire émane de François-Albert Angers. Elle est formulée dans une série de six articles à la suite de la publication de *La grève de l'amiante*. Angers entend réfuter la prétention des nouveaux intellectuels, particulièrement ceux de *Cité libre*, d'être sans maître :

[L'école de Cité libre est] nouvelle, en fait, par l'âge de ses adeptes et leur prétention d'apporter un renouvellement complet des traditions. En fait, elle ne fait que continuer une tradition bien établie chez nous, sous des variantes diverses, et qui est restée toujours minoritaire, comme elle l'est encore, de toute évidence. Nos « jeunes turcs » représentent en somme la tradition de la séduction des idées nouvelles (dans le sens d'opposées au développement selon notre dynamique propre) ; de la « largeur de vues » contre la prétendue étroitesse d'esprit d'un milieu menacé d'invasion et qui essaie de protéger les valeurs qu'il illustre ; une attitude se voulant plus libérale par contraste au conservatisme inévitable de toute société qui veut durer dans ce qu'elle est et pour ce qu'elle représente. À travers Étienne Parent, [...] le Parti libéral de la jeunesse de Laurier [...] et l'école de Jean-Charles Harvey et du jour, nous aboutissons finalement à Cité libre, au Rassemblement et au PSD. Plus révolutionnaire que ses devanciers sur le plan économico-social, comme le veut la mode du jour, la Nouvelle École l'est en fait beaucoup moins sur le plan des idées fondamentales ⁵³⁹.

Les auteurs occasionnels, tenus dans l'ignorance des déboires des animateurs, considèrent la revue comme une institution de soutien ferme dans laquelle ils ont

⁵³⁹ François-Albert ANGERS, « Pierre Elliott Trudeau et *La grève de l'amiante*, réflexions préliminaires », *L'Action nationale*, vol. XLVII, n° 1, 1957, p. 10, note 1.

le sentiment qu'il leur est loisible d'exprimer leurs idées en toute sécurité. Les contraintes qui s'exercent sur eux dans leurs propres institutions (les universités, les syndicats, les journaux et revues) les incitent toutefois à une réserve qui étonne ceux qui n'ont pas vécu à cette époque. Rares sont, dans la revue, les dénonciations à l'emporte-pièce de l'ordre établi, surtout à l'endroit de l'Église. Pourtant Pelletier et Trudeau protègent, non sans difficulté mais le plus souvent avec succès, la liberté de leurs collaborateurs que les dirigeants de leurs institutions respectives essaient de restreindre. Ils publient souvent des textes qui vont à l'encontre des objectifs de la revue. À ce double titre, elle est vraiment pour les nouveaux intellectuels une véritable cité libre. Dans une note, les rédacteurs s'expriment sur l'influence de Cité libre dont on a dit que « les idées ne reçoivent aucune audience en dehors du cercle de ses amis... » [Pourtant elle] a été, depuis bientôt dix ans, la publication canadienne la plus abondamment citée au Canada et à l'étranger ⁵⁴⁰. »

[293]

Selon Louis Balthazar : « L'influence de cette revue a été beaucoup exagérée. Elle n'a probablement jamais été lue avant 1960 par plus de mille personnes. Mais ses rédacteurs ont eu le mérite d'exprimer des idées qui circulaient dans un milieu plus large et qui traduisaient une prise de conscience nouvelle ⁵⁴¹. » C'est là un jugement fort juste.

Pour les nouveaux intellectuels, cette revue, à laquelle il faut associer l'Institut canadien des affaires publiques qui en prolonge l'action grâce à ses amples moyens, à son prestige et à son rayonnement, leur offre un soutien irremplaçable. Directement ou indirectement, elle ouvre, à une génération qui s'épanouit dans les syndicats, les coopératives, les médias et les universités, un accès au grand public. Elle permet à leurs chefs de file de se connaître et de communiquer entre eux, d'échanger leurs idées et de nouer des liens. Sans elle, ils auraient vécu les années cinquante dans l'isolement ou confinés à l'intérieur des bornes de leurs institutions respectives. Tous ne s'expriment pas dans la revue, tous ne participent pas aux assises de l'Institut, mais ce qu'ils lisent dans la revue, ce qu'ils suivent à la

⁵⁴⁰ Note de la rédaction faisant suite à l'article de Pierre CHARBONNEAU, « Défense et illustration de la gauche », *Cité libre*, n° 18, nov. 1957, p. 28.

⁵⁴¹ Louis BALTHAZAR, *Bilan du nationalisme au Québec*, p. 113. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

télévision des débats de l'Institut, les réflexions que ces lectures et ces débats suscitent dans les journaux les fortifient dans leurs tentatives pour faire évoluer leurs propres institutions dans le sens du renouveau.

Le rayonnement de Cité libre surprend quiconque ignore qu'elle révèle sa propre identité à une génération qui entend sortir des sentiers battus et qu'elle est, pour cette génération, un phare qui la guide au port inconnu vers lequel elle veut se diriger.

Le premier numéro de la revue n'est publié qu'à 500 exemplaires. Au cours des années cinquante, elle atteindra 5 000 exemplaires, tirage remarquable pour l'époque. Elle pénètre partout : dans les collèges et les universités, les syndicats, les communautés religieuses et, bien entendu, n'échappe pas à la surveillance des dirigeants cléricaux et séculiers de l'ordre établi. Elle pénètre jusqu'à l'étranger, parmi les étudiants et le personnel des ambassades et des consulats canadiens. Elle fait découvrir aux jeunes leur propre pays. Pelletier cite la lettre d'un étudiant à Paris :

J'ai reçu le numéro ce matin, je l'ai parcouru et je me suis mis à aimer mon pays comme je ne me Pensais plus capable de l'aimer. Parce que notre Québec est un pays douloureux [...] Quand est-ce qu'un grand observateur de la chose sociale nous donnera une analyse du Québec comme un grand sociologue vient de faire la Psychanalyse de l'Alsace ? En Attendant que paraisse ce grand guérisseur, je pense que *Cité libre* peut nous entraîner [294] à quelques exercices respiratoires qui nous sauveront peut-être de l'asphyxie ⁵⁴².

Pelletier reproduit les propos d'un « camarade enseignant à l'étranger » qui révèlent l'une des principales raisons du rayonnement de Cité libre, c'est-à-dire les échos qu'elle suscite dans les médias : « Vraiment, je n'y comprends rien. Tous les journaux québécois que je reçois ici font à Cité libre des allusions si fréquentes qu'on vous prendrait pour un quotidien, alors qu'en réalité vous n'êtes pas foutus

⁵⁴² Gérard PELLETIER, *Les années d'impatience, 1950-1960*, p. 158. L'ouvrage auquel le correspondant fait référence est : Frédéric HOFFET, *Psychanalyse de l'Alsace*. Un instituteur alsacien m'avait à l'époque remis ce livre à l'occasion d'un séjour chez lui à Sélestat. On le voit, l'étudiant mettait encore son espoir en la venue d'un « sauveur », conviction ancrée dans les sédiments les plus anciens de la tradition.

de paraître quatre fois l'an ⁵⁴³. » Il n'y a aucun mystère dans ce rayonnement : Cité libre remplit le vide.

Après 1960-1961, quand la revue devient trimestrielle, son audience diminue ⁵⁴⁴. Elle n'est plus un phare mais plutôt, pour plusieurs, un écho mille fois répété d'idées déjà anciennes, dépassées par les événements. Des conflits de plus en plus violents la secouent, puis elle s'enlise dans une crise qui entraîne sa fin.

Les divergences qui s'expriment dans Cité libre ne portent pas au début sur les valeurs qu'elle promeut - la démocratie, la liberté, la justice -, mais sur les fins intermédiaires que Pelletier et Trudeau persistent jusqu'au bout à considérer comme nécessaires pour concrétiser les valeurs.

Pierre Vadeboncœur critique à trois reprises la tradition « dominée par l'Église » qui se serait figée dans un « idéalisme hermétique » et enfermée dans une perception « abstraite » du réel ⁵⁴⁵. C'est également à Cité libre que s'adresse ce reproche. Il est vrai que les valeurs de la société moderne sont nécessairement perçues d'abord comme des concepts, des entités abstraites ⁵⁴⁶. Personne n'a jamais croisé sur sa route la liberté et la justice. Ces « idées » créent entre les hommes des liens plus distendus que les réseaux communautaires de la famille, de la parenté et du voisinage qui fondent leur solidarité dans la société traditionnelle. Il s'ensuit que les appréhensions du temps et de l'espace et les conceptions du monde et de la vie diffèrent radicalement entre les deux types de société. Il y avait là, [295] pour les rédacteurs de Cité libre, un motif impérieux qui leur commandait de faire écho, au sein des structures sociales « objectives », aux pulsions affectives qui, dans les sociétés modernes, médiatisent pour les hommes ces valeurs abstraites de même que les encadrements concrets qui les particularisent : la profession, la classe sociale, la nation, etc. André J. Bélanger

⁵⁴³ *Ibid.*, p 170.

⁵⁴⁴ André CARRIER, « L'idéologie politique de la revue *Cité libre* », *Revue canadienne de science politique/Canadian Journal of Political Science*, vol. 1, n° 4, déc. 1968, p. 428.

⁵⁴⁵ Voir : Pierre VADEBONCŒUR, « L'irréalisme de notre culture », *Cité libre*, n° 4, déc. 1951, p. 21-26 ; « Pour une dynamique de notre culture », *Cité libre*, no 1-2, juin-juill. 1952, p. 12-19 ; « Réflexions sur la foi », *Cité libre*, n° 12, mai 1955, p. 15-26. Vadeboncœur ramène à tort l'ensemble de la culture à la seule contribution de l'Église qu'il restreint à son aspect doctrinal.

⁵⁴⁶ A.C. ZIJDERVELD, *The Abstract Society*.

conclut de son examen de la revue qu'elle marque « l'émergence de l'homme abstrait ⁵⁴⁷ ».

Pelletier et Trudeau et, à des degrés divers, d'autres auteurs, affirment la primauté absolue de la personne humaine sur toute collectivité. Il résulte de cette position une conception quasi totalitaire du monde et de la vie, conception qui imprègne la revue et teinte nombre de textes à caractère global que je déplore en 1958 : « S'il existe des questions globales, celles-ci sont vécues sociologiquement à l'intérieur de multiples situations. Et les questions les plus urgentes et les plus contraignantes se posent généralement dans les limites d'une région, d'une classe, d'une institution, d'un groupe d'immigrants, etc. ⁵⁴⁸. »

Cité libre donne l'impression de s'être définie hors de l'histoire. Pour elle, durant la décennie 1950-1959, le temps reste suspendu, immobile. Elle dit faire « table rase du passé » mais consacre la meilleure part de son énergie à en ressasser la critique négative, d'où résulte une vision monolithique de la tradition présentée sous ses seuls aspects stérilisants. Le monolithisme qu'elle dénonce, elle le crée. Ce n'est pas la tradition qui est monolithique mais la perception que la revue s'en fait. Cette vision du passé est projetée dans un présent qui se fige. Il résulte également de cette conception abstraite de la personne humaine une inhibition du sentiment et de l'empathie au profit d'une vision formaliste des événements et des faits. Une conscience douloureuse de cette condition présumée conduit Vadeboncoeur à déplorer l'absence d'un « maître » et à souhaiter la venue d'un sauveur : « Nous sommes sans maîtres qui nous eussent parlé de l'âme et de ses énergies extrêmes ⁵⁴⁹. » Six ans plus tard, il précise : « Un Papineau contemporain ne serait-il pas l'homme du risque et de la surprise, l'antitraditionaliste par excellence, un serviteur de causes nouvelles ⁵⁵⁰ ? »

Trudeau est le principal « théoricien » d'une conception fonctionnaliste de la société et de son évolution. Dès le premier numéro de la revue, il énonce

⁵⁴⁷ André J. BÉLANGER, *op. cit.*, p. 65.

⁵⁴⁸ Léon DION, « Aspects de la condition du professeur d'université dans la société canadienne-française », *Cité libre*, n° 21, juill. 1958, p. 16, cité dans André J. BÉLANGER, *op. cit.*, p. 97.

⁵⁴⁹ Pierre VADEBONCOEUR, « Pour une dynamique de notre culture », *Cité libre*, n°s 1-2, juin-juill. 1952, p. 14.

⁵⁵⁰ Pierre VADEBONCOEUR, « Voilà l'ennemi ! », *Cité libre*, n° 19, janv. 1958, p. 37.

clairement la méthode d'analyse à laquelle il n'a [296] jamais dérogé ⁵⁵¹. Toute modification d'une composante dans un ensemble ou toute introduction d'une composante nouvelle ne saurait modifier la structure de cet ensemble. Comme bien d'autres, à l'époque, je ne percevais pas la fréquence et l'importance des changements structurels. J'écris en 1962 :

[...] les divers pouvoirs, loin d'être cumulatifs, tendent plutôt à s'exclure mutuellement sous l'effet de la concurrence entre les dirigeants des groupes qu'instaure et favorise une organisation sociale fortement différenciée au sein de laquelle les fonctions se spécialisent à un haut degré [...] Ce qui caractérise par-dessus tout la société moderne, c'est qu'elle repose sur une organisation sociale qui tend à rendre superflue la présence d'une classe dominante dans le vrai sens du terme. Ses véritables dirigeants, pour reprendre l'expression de John Chipman Gray, sont « introuvables ». Pour la première fois dans l'histoire du monde, le progrès matériel et spirituel de la civilisation ne suppose plus la mise en esclavage du grand nombre ⁵⁵².

Trudeau et moi aurions tiré grand profit de l'application à notre procédé d'analyse du « doute méthodologique » qui, affirmait-il, devait inspirer toute pensée.

Rationalisme, perception statique de la société, fonctionnalisme, autant de critères de jugements qui influencent l'appréhension de la réalité chez Pelletier, Trudeau et, à des degrés divers, chez d'autres collaborateurs de *Cité libre* ⁵⁵³. Il s'ensuit une vision morcelée, incomplète et myope de la société et, surtout, des tendances évolutives et peu d'examen sérieux de ses composantes dynamiques que plusieurs pourtant côtoient quotidiennement. Il est question abondamment de grèves ouvrières mais ce n'est pas en parcourant la revue que l'on comprendra les raisons qui ont conduit la Confédération des travailleurs catholiques du Québec à se délester de son caractère confessionnel et à devenir la Confédération des syndicats nationaux en 1960. Les courants nouveaux qui pénètrent le système

⁵⁵¹ Pierre Elliott TRUDEAU, « Politique fonctionnelle I », *Cité libre*, n° 1, juin 1950, p. 20-24.

⁵⁵² Léon DION, « Où va la société moderne ? », *Cité libre*, vol. XIII, n° 52, déc. 1962, p. 8 et 9. Ce n'est qu'au cours de ma recherche en collaboration avec Micheline de Sève sur les cultures politiques au Québec durant les années soixante-dix que j'ai pleinement réalisé le rôle des changements structurels et de l'inégalité des forces parmi les groupes dans une société.

⁵⁵³ Sur le sujet, voir Daniel JACQUES, *Les humanités passagères*, p. 86 et suiv.

d'éducation et qui entraîneront les réformes du début des années soixante sont imperceptibles.

Les principaux moteurs de la société moderne - la science, la technologie, l'industrialisation et l'urbanisation, les médias électroniques et les satellites - ne font guère l'objet d'examens sérieux. *Cité libre* jauge mal [297] la portée des événements internationaux sur la société canadienne-française jusqu'en 1960. Peu de textes les évoquent. La revue voit mal la signification, pour la génération montante, de l'éveil des peuples du Tiers-Monde, des décolonisations et de l'accession à l'indépendance politique de près de 40 pays sous l'impulsion d'un nationalisme s'inspirant tantôt du libéralisme, tantôt du socialisme mais, en réalité, d'un type foncièrement nouveau.

Plutôt que des analyses serrées des rapports de forces en politique, Trudeau se borne à des attaques furibondes contre Duplessis et accumule les dissertations accusatrices et moralisatrices. Il favorise de vagues rassemblements de personnes discourant d'éducation démocratique qui, laisse-t-il croire, pourraient être des substituts valables pour le seul parti - le Parti libéral comme le martèle Isocrate (Gérard Bergeron) en 1956-1957 - susceptible de servir la cause des nouveaux intellectuels, si seulement il était investi par ces derniers.

À propos du cléricalisme et du duplessisme, les collaborateurs de *Cité libre* expriment généralement leur opposition d'une seule voix. C'est à l'égard du néo-nationalisme et du mouvement indépendantiste que les désaccords vont éclater. À l'époque de *Cité libre*, je déplorais l'importance à mon avis excessive accordée dans la revue, et ailleurs, au nationalisme traditionnel au détriment d'analyses empiriques de la société :

Il est temps qu'à côté de l'histoire nationale s'élabore une histoire sociale qui reprenne, sous de nouveaux angles, l'expérience politique, économique et culturelle des Canadiens français en tant qu'ils furent des ouvriers, des paysans et des bourgeois, c'est-à-dire des hommes qui ont travaillé et cherché à se définir par rapport aux structures concrètes à l'intérieur desquelles leur existence prenait virtuellement son sens et qui,

sans doute, ont aspiré vers certaines formes de libération et de transcendance ⁵⁵⁴.

Je n'ai pas changé d'avis à ce sujet. Je ne pouvais acquiescer à la conception de l'humanisme qu'exposait Trudeau dès 1950 dans « Politique fonctionnelle I » :

Il importe, dans le contexte politique actuel, de revaloriser avant tout la personne, indépendamment de ses accidents ethniques, géographiques ou religieux. L'ordre social doit être fondé au premier chef sur les attributs universels de l'homme, non sur ce qui le particularise. Un cadre de priorité au niveau politique et social, qui repose sur la personne, est totalement incompatible avec un ordre de priorité appuyé sur la race, la religion ou la nationalité.

[298]

Pour ma part, j'estimais et j'estime toujours que la solution humaniste est de concilier les deux ordres de la réalité. La nation est l'une des formes historiques de médiation de la personne humaine vers l'universel. Joseph de Maistre écrivait à ce sujet qu'il n'avait jamais rencontré l'homme universel : « Dans ma vie j'ai rencontré des Français, des Allemands, des Russes. L'Homme, jamais. »

De son côté Fernand Dumont, tout en dénonçant le nationalisme traditionnel, exprime le souhait d'un renouveau de la pensée qui réhabilite l'idée de patrie : « Le nationalisme a masqué trop longtemps ici, comme ailleurs, les problèmes posés par l'inégalité sociale pour que, dans ce combat pour une communauté plus profonde, nous ne trouvions pas à la fois des tâches d'hommes et le visage d'une patrie enfin devenue notre contemporaine ⁵⁵⁵. »

Pelletier, ainsi que je l'ai déjà mentionné, se révèle sensible à la composante affective de la notion de patrie. La dénonciation faite en 1953 par Pierre Vadeboncoeur des méfaits de notre « idéal de survivance », qui a ravalé les Canadiens français au rang d'un « peuple sans guère de destinée et dirigé par des hommes de peu de passion », apparaît à Pelletier si excessive qu'elle le contraint à

⁵⁵⁴ Léon DION, « Le nationalisme pessimiste. Sa source, sa signification, sa validité », *Cité libre*, n° 18, nov. 1957, p. 18. André J. BÉLANGER (*op. cit.*, p. 82) cite ce texte et ajoute qu'il « ouvre une perspective qui ne sera malheureusement pas reprise ».

⁵⁵⁵ Fernand DUMONT, « Faites vos jeux : de quelques obstacles à la prise de conscience chez les Canadiens français », *Cité libre*, n° 19, janv. 1958, p. 28.

publier une rare « dissidence » dans laquelle il fustige « la fureur iconoclaste qu'il [Vadeboncœur] met à saccager l'imagerie de la fidélité française ⁵⁵⁶ ».

En 1958, Vadeboncœur n'est plus « iconoclaste ». Il estime maintenant que le nationalisme traditionnel n'était pas sans mérite et que l'absence d'une forte impulsion idéologique inhibe les forces progressistes :

L'observateur des comportements politiques se trouve en présence d'un fort mouvement de revendication sociale, d'une activité syndicale intense, qui sont loin d'être accompagnés pourtant d'un effort idéologique et polémique correspondant. On ne trouve pas [...] ce qui, sur le plan purement politique, et à l'époque nationaliste, manifestait la vie profonde des idées en jeu [...] Il y a un mouvement, mais il est dans les faits, pas encore dans la doctrine [...] notre apport à cet égard fut des plus minces et la revue s'est ressentie, jusqu'à présent, du vacuum idéologique dans lequel le mouvement social s'exerce [...] Il y eut une époque nationaliste, une pensée et une volonté nationalistes, une tradition, un engagement et surtout des possibilités nationalistes, qui n'étaient pas loin, alors, de correspondre au tout de la situation politique ⁵⁵⁷.

[299]

Jean-Marc Léger, en 1961, déclare qu'« une gauche a-nationaliste est une imposture ⁵⁵⁸ » Pour Marcel Rioux :

À mesure que les structures se démocratiseront, à mesure que les réformes dans le domaine de l'éducation se poursuivront, à mesure que l'autoritarisme reculera, les Canadiens français deviendront de plus en plus conscients de leur appartenance ethnique ; à mesure qu'ils participeront davantage à la vie de la nation [...] ils en viendront à penser le Canada français comme un tout, comme une façon de vivre, comme une façon d'être hommes [...] Canaliser cette fierté nationale vers un humanisme large et généreux, tel m'apparaît l'objectif de cette gauche ⁵⁵⁹.

⁵⁵⁶ Voir : Pierre VADEBONCŒUR, « Critique de notre psychologie de l'action », *Cité libre*, n° 8, nov. 1953, p. 11-28 ; Gérard PELLETIER, « Dissidence », *Cité libre*, n° 8, nov. 1953, p. 30-31.

⁵⁵⁷ Pierre VADEBONCŒUR, « Voilà l'ennemi ! », *Cité libre*, n° 19, janv. 1958, p. 29.

⁵⁵⁸ Jean-Marc LÉGER, « Urgence d'une gauche nationale », *Cité libre*, vol. XII, n° 34, févr. 1961, p. 13.

⁵⁵⁹ Marcel Rioux, « Socialisme, cléricisme et nouveau parti », *Cité libre*, vol. XII, n° 33, janv. 1961, dans Yvan LAMONDE en collaboration avec Gérard PELLETIER, *op. cit.*, p. 313 et 314.

Fernand Dumont, en 1958, restitue à la nation la dimension subjective qui lui est essentielle, sinon première, que Pelletier et surtout Trudeau lui refusent :

Ceux qui sont sortis de la coque nationaliste tentent de passer directement à l'humain, sans médiation par la culture [...] Certains, par le besoin insatiable que l'homme a de se retrouver dans un univers culturel, élargissent spatialement la conscience mythique aux limites du Canada tout entier, nous gratifiant d'un mythe supplémentaire qu'ils appellent la nation canadienne [...] Nous savons qu'en ce coin de terre où nous sommes, il existe des similitudes de langue, de mœurs, de souvenirs [...] ces éléments hétéroclites ne suffisent pas. [Les sociologues] y ajoutent ce vouloir-vivre collectif, qui [...] devient une vivante réalité dans des consciences qui se cherchent, dans un milieu, dans une culture à faire ⁵⁶⁰.

Le rejet par Pelletier et Trudeau et d'autres nouveaux intellectuels du néo-nationalisme prolonge leur aversion viscérale à l'égard du nationalisme traditionnel encore prédominant dans les années cinquante. Dans la seconde partie de cette décennie, sous l'impulsion de l'école dite néo-nationaliste du Département d'histoire de l'Université de Montréal, un nouveau nationalisme s'affirme. Maurice Séguin est le maître à penser de cette école, Guy Frégault en est l'écrivain le plus élégant et Michel Brunet, le propagandiste. Dans un ouvrage fort controversé, Brunet désigne « trois dominantes de la pensée canadienne-française : l'agriculturisme, l'anti-étatisme et le messianisme ». Il soutient que ces trois « mythes », s'ils ont assuré la survivance des Canadiens français, les ont maintenus dans un état de dépendance et d'infériorité. Les Canadiens français étaient condamnés à perpétuité à une existence larvée en tant que « minorité [300] inassimilable et infirme ⁵⁶¹ ». Le noyau dur de l'histoire du Canada, la conquête anglaise, a réduit les Canadiens français au statut de colonisés. Toutefois, l'évolution socio-économique après la Seconde Guerre mondiale entraîne l'éclatement des trois mythes protecteurs et les Canadiens français n'ont pas le choix : une révision radicale de leur nationalisme s'impose. L'ère de la survivance selon le mode ancien est révolue. Le moment est venu pour le nationalisme d'assumer la modernité : il doit intégrer dans sa substance les trois composantes

⁵⁶⁰ Fernand DUMONT, « Faites vos jeux : de quelques obstacles à la prise de conscience chez les Canadiens français », *Cité libre*, n° 19, janv. 1958, p. 25 et 28.

⁵⁶¹ Michel BRUNET, « Trois dominantes de la pensée canadienne-française : l'agriculturisme, l'anti-étatisme et le messianisme », *Écrits du Canada français*, vol.III, 1957, reproduit dans Michel BRUNET, *La présence anglaise et les Canadiens*.

essentielles de la société moderne que sont l'industrialisation, la sécularisation et l'invasion du politique dans toutes les sphères de la société. Toutefois, le rapport de forces entre « Canadiens » et « *Canadians* » reste celui d'une minorité confrontée à la majorité. Si les Canadiens anglais ne sont pas assez forts pour assimiler les Canadiens français, ces derniers demeurent trop faibles pour devenir une société complète sur les plans culturel, économique et politique. D'où la thèse : impossible assimilation, impossible indépendance, accentuation d'un provincialisme inéluctable, c'est-à-dire condamnation à la médiocrité perpétuelle. Dans les termes du théorème de Maurice Séguin : « L'indépendance politique est nécessaire mais elle est impossible ou encore : impossible disparition, impossible indépendance, inévitable survivance dans la médiocrité. D'où vient le nom d'HISTOIRE NOIRE donné à cette interprétation INDÉPENDANCE PESSIMISTE ⁵⁶². » Fernand Dumont conclut de la thèse des néo-nationalistes :

Chez eux, le nationalisme d'antan s'exaspère ; il devient un diagnostic implacable sur la brisure de la conquête anglaise. À leur sentiment, il s'agit moins de continuer une pensée nationale affadie que de débrider, par une chirurgie impatiente, un empêchement qui remonte à deux siècles en arrière, de mettre à jour un mal de structure ⁵⁶³.

À mon sens, le néo-nationalisme fait plus que « débrider » le nationalisme traditionnel : il le défausse. Et non seulement il met à jour « un mal de structure », il l'enchâsse.

Pareille révision du nationalisme dans le sens de la modernité signifie l'évincement du nationalisme traditionnel en même temps que le rejet de valeurs collectives anciennes jugées imprescriptibles, telle la religion. Cette conception iconoclaste de l'histoire indignes les chefs de file du nationalisme traditionnel. Ils condamnent en outre le fatalisme et le déterminisme historique de l'école néo-nationaliste. Dans une lettre à « mon [301] cher Michel », datée du 23 décembre 1958, l'abbé Groulx critique vertement le livre de Michel Brunet, *La présence anglaise et les Canadiens* :

⁵⁶² Maurice SÉGUIN, *Les normes*, dans Robert COMEAU (dir.), *Maurice Séguin, historien du pays québécois*, p. 35, 215 et 89.

⁵⁶³ Fernand DUMONT, *Le sort de la culture*, p. 300.

[...] vous prenez figure plus que jamais du paradoxe vivant [...] Ainsi vous nous présentez la conquête anglaise comme une catastrophe irréparable, ou du moins si peu réparable que la survivance canadienne-française en reste problématique [...] Ce peuple que vous présentez si appauvri, si diminué, d'un passé si peu reluisant, détient-il encore ce minimum de culture ou de civilisation qui, en définitive, confère le droit strict à la survivance ? Il y a lieu de se le demander [...] je ne me suis jamais caché le mal effroyable que nous a fait et que nous fait encore la conquête anglaise. Seulement, je ne crois pas ce mal incurable ⁵⁶⁴.

La critique de François-Albert Angers est encore plus impitoyable :

[...] des opinions qui trouvent leurs racines non pas dans les faits historiques mais dans ce que, selon Brunet, les acteurs historiques auraient dû faire, au lieu de ce qu'ils ont fait. Et puis, l'histoire est-elle si rectiligne, si préalablement déterminée qu'il soit possible de prononcer des jugements ex cathedra sur l'avenir : telle situation ne se réalisera jamais ou durera toujours ! [...] La difficulté de Brunet dès lors qu'il sort des techniques de l'analyse historique proprement dite, c'est que ses fondements philosophiques comme ses connaissances économiques ne semblent pas à la dimension des critiques et des opinions qu'il formule ⁵⁶⁵.

Les conclusions socio-politiques du néo-nationalisme heurtent de front les positions de base de Cité libre : les conséquences irrévocables de la conquête anglaise, le repli permanent dans une survivance précaire, le ravalement fatal dans l'infériorité dans tous les domaines, l'impossibilité d'un redressement de la situation en raison d'un rapport de forces défavorable. Les nouveaux intellectuels, à Cité libre et ailleurs, s'affairent à démolir la thèse néo-nationaliste avec d'autant plus d'acharnement qu'il leur est impossible de classer ces derniers comme des traditionalistes attardés ou des « transitionnalistes ». Ils appartiennent, eux aussi, à leur génération et ont reçu la même formation intellectuelle. Eux aussi dénoncent le mythe de la terre, l'omniprésence du religieux dans le séculier, l'absence d'un sens de l'État. Dans son long avant-propos à *La grève de l'amiante*, Trudeau prend

⁵⁶⁴ Lionel Groulx, cité dans Philippe POULIN, *Michel Brunet*, p. 119-121.

⁵⁶⁵ François-Albert ANGERS, « À propos de *La présence anglaise et les Canadiens* », *L'Action nationale*, vol. XLIII, n°7, 1959, p. 314. Angers met l'accent sur une faiblesse de l'analyse de Brunet que lui reprochent à satiété ses adversaires parmi les nouveaux intellectuels : son ignorance de la théorie économique et de la science politique. Brunet, qui se targuait d'être un *political scientist* tout autant qu'un historien, se hérissait devant des critiques de ce genre.

expressément appui sur cette partie essentielle de l'analyse historique des néo-nationalistes. En plus, les non-nationalistes s'insurgent devant le [302] fait que le néo-nationalisme réinsère la dimension collective dans le cheminement de la modernité alors que, pour eux, la progression vers la modernité ne peut découler que de la recherche de la promotion de la personne.

Enfin, les adversaires des néo-nationalistes leur reprochent leur vision noire de l'avenir des Canadiens français. Le texte que je publie dans *Cité libre* sur ce sujet est représentatif des critiques émises alors par les nouveaux intellectuels :

Il est impossible de comprendre les néo-nationalistes si on ne voit pas d'abord en eux des historiens « laïques » ; de même on ne peut comprendre Groulx que si l'on ne reconnaît pas, derrière l'écrivain, le « clerc ». Groulx aussi, sans doute, a porté son regard, parfois douloureusement, sur le contexte objectif du présent et du passé [...] Mais, par delà ce contexte, ou peut-être bien à travers lui, il croyait discerner des possibilités de salut et des motifs d'optimisme ; c'est que Groulx et ceux qui ont été directement influencés par lui [...] se complaisaient dans la contemplation du rôle éminent tenu par l'Église et tendaient à définir la nation par référence à son trait religieux [...] L'optimisme reste permis. Par contraste, les néo-nationalistes ont substitué à la perspective ecclésiale de Groulx une perspective séculière. Ce qui constitue le national, c'est l'ensemble de la structure sociale or, dans leur perspective nationaliste séculière, cette structure sociale leur apparaît comme irrévocablement et radicalement étrangère à l'âme du peuple canadien-français, ou, plutôt, à l'intention originelle de cette âme telle qu'elle s'exprimait avant 1760 : d'où leur conception pessimiste de l'histoire nationale [...] Dans ce contexte, on peut saisir la signification du pessimisme des néo-nationalistes vis-à-vis de la réalité canadienne-française : la nation n'a pas de cadre ni de support pour porter le rêve de l'État national ; comme le dit Frégault dans l'introduction de son magnifique ouvrage *La guerre de la conquête*, « il n'y a pas de Canada pour les Canadiens ». Les néo-nationalistes se trouvent devant un rêve impossible [...] En dernière analyse, le pessimisme des néo-nationalistes découle du fait que, débouchant sur une absence du national tel qu'ils le conçoivent, ils prennent conscience de leur inutilité ⁵⁶⁶.

⁵⁶⁶ Léon DION, « Le nationalisme pessimiste, Sa source, sa signification, sa validité », *Cité libre*, n° 18, nov. 1957, p. 3-18. Pour une analyse critique de mon article, voir Michael D. BEHIELS, *Prelude to Quebec Quiet Revolution*, p. 109-111.

Pierre Trudeau fustige d'une façon d'autant plus incisive les positions des néo-nationalistes que ceux-ci prennent position en faveur de la modernité, qu'ils se tournent vers l'avenir plutôt que de simplement ressasser le passé, qu'ils perçoivent la formation d'une nouvelle classe moyenne, s'attachent à la définir et cherchent à s'appuyer sur elle et qu'ils estiment que la nation doit nécessairement disposer d'un État pour se réaliser intégralement.

Michel Brunet consacre beaucoup d'énergie à tenter de répondre aux critiques qui lui sont faites. Trudeau est sa cible principale. Il lui [303] reproche de considérer le nationalisme comme la cause de tous nos déboires alors que ceux-ci résultent de la Conquête. De même, il lui fait grief d'affirmer que les Canadiens français sont antidémocratiques parce qu'ils sont nationalistes alors que leur nationalisme découle de l'état de dépendance dans laquelle la Conquête les a placés vis-à-vis de l'occupant anglais. Son opposition à Trudeau finit par se transformer en haine obsessionnelle. Dans une lettre à Pierre Godin le 19 mai 1984, peu de temps avant sa mort, il écrit : « Vous savez, peut-être, ce que je pense de ce personnage farfelu et malfaisant [...] je l'ai toujours considéré comme un fumiste et je ne l'ai jamais pris au sérieux ⁵⁶⁷. »

Au regard de la tournure des événements ultérieurs, les néo-nationalistes sont plus clairvoyants que leurs adversaires. Ils tirent d'une « théorie » historico-sociologique erronée des conclusions accordées aux attentes de groupes et mouvements parmi les plus dynamiques. En soutenant que la pleine accession à la modernité va requérir une impulsion collective et non seulement la promotion des talents individuels, ils légitiment l'épanouissement de la nouvelle classe moyenne que les conditions de l'époque favorisent. Bien plus, en affirmant que la pleine réalisation de la nation canadienne-française requiert le soutien d'un État sous son contrôle, ils vont engendrer des aspirations qui depuis plus de trois décennies sous-tendent les projets collectifs des Canadiens français du Québec. Un seul ingrédient - mais décisif - manque à leur arsenal d'arguments : les Canadiens français, minorité permanente au Canada, sont au Québec une écrasante majorité. Cette idée de la double minorité et de la double majorité linguistique et sociologique, qui s'affirme au début de la décennie 1960-1969 et que la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme sanctionne,

⁵⁶⁷ Michel Brunet, cité dans Philippe POULIN, *op. cit.*, p. 93.

va convertir le pessimisme paralysant des néo-nationalistes en un optimisme conquérant. Elle procurera à la Révolution tranquille sa vigueur interne et sera à la base de ses revendications constitutionnelles. Désormais, la notion de l'« État du Québec » supplante la dénomination ancienne de « province de Québec » et les Canadiens français deviennent les Québécois.

Dès 1960, une fraction de la génération montante d'intellectuels franchit le pas ultime : la province de Québec possède toutes les conditions nécessaires pour devenir un État indépendant. Les Canadiens français cessent de se percevoir comme une minorité dépendante au sein du Canada parce qu'ils peuvent se libérer des institutions qui les lient à ce pays. Le séparatisme latent depuis toujours devient un mouvement qui se veut populaire avec la fondation du Rassemblement pour l'indépendance du Québec (RIN) le 10 septembre 1960. Le RIN tient son premier congrès [304] en octobre et Marcel Chaput est élu président. Un secrétariat permanent est inauguré en octobre 1962. Trudeau assiste à la cérémonie ⁵⁶⁸.

Les années 1960 et 1961 sont critiques pour la revue. Dix ans ont passé depuis sa fondation. Gérard Pelletier prend conscience que Cité libre ne touche pas la génération montante et que les jeunes ne s'expriment pas dans la revue. Il s'interroge sur les raisons de leur absence et s'en attriste. Admettre la responsabilité de Cité libre ne semble pas effleurer son esprit. Il confesse sans sourciller son ignorance de l'état d'esprit qui anime les jeunes sans se rendre compte de l'énormité de cet aveu : lui, homme d'âge mûr, ne se serait donc pas constamment soucie de rejoindre la jeunesse, de tenter de la comprendre, d'évoluer avec elle ? Il s'interroge :

[...] il me semble en effet que la jeune génération ait trouvé ses prophètes, récemment [...] Ainsi, nous pouvons apprendre un soir que « la jeunesse » soutient le Nouveau parti démocratique mais, dès le lendemain matin, ce sont les séparatistes qui se réclament des jeunes et qui menacent. « En soutenant la thèse fédéraliste, vous vous coupez de la génération montante. » En matière religieuse, les prédictions sont tout aussi massives et péremptoires.

⁵⁶⁸ Voir : André D'ALLEMAGNE, *Le RIN et les débuts du mouvement indépendantiste québécois ; Le colonialisme au Québec*.

Au vrai, les seules voix que je voudrais entendre sur l'état d'esprit des générations montantes, seraient celles des jeunes eux-mêmes. Et malheureusement, la jeunesse de 1961 ne s'exprime guère [...] Mais puisque les jeunes en 1961 ne créent pas leurs revues... ? Et puisque celles de leurs aînés ne leur imposent aucune orthodoxie pointilleuse ? [...] Je refuse même d'analyser des pensées (je tiens à ce pluriel insolite) de nos cadets [...] Il serait beaucoup plus simple, il me semble, que les moins de trente ans le fassent pour eux-mêmes ⁵⁶⁹.

« *Cité libre* lance l'invitation ⁵⁷⁰. »

Devant ce qui lui apparaît comme des impulsions irrationnelles, Pelletier invite les jeunes à participer au dialogue que *Cité libre* entend malgré tout poursuivre. Cette invitation est bien tardive et teintée d'arrogance ⁵⁷¹. Elle n'est que l'aveu d'un échec. La réponse ne viendra que deux ans plus tard et elle sera cinglante. Elle sera signée de Pierre Vallières, jeune homme qui a déjà publié un court texte dans *Cité libre*. Vallières [305] répond à Pelletier « au nom de sa génération ». Il reproche à *Cité libre* de n'avoir pas ressenti jusqu'au

⁵⁶⁹ Gérard PELLETIER, « Un certain silence », *Cité libre*, vol. XII, n° 40, oct. 1961, p. 3-4.

⁵⁷⁰ *Ibid.*, p. 3-4. Le titre de ce texte reprend les termes de Pelletier dans l'article de présentation de la revue en 1950 : « Nous sommes là, des centaines, depuis quelques années à souffrir d'un certain silence. »

⁵⁷¹ À une question d'Yvan Lamonde au sujet du conflit qui opposa *Cité libre* aux jeunes, Pelletier répond : « Quant aux jeunes qui devaient fonder *Parti pris*, leurs plaidoyers pour la violence, pour le parti unique, pour le musellement de toute opposition et l'abolition de la démocratie parlementaire elle-même, leur refus de tout dialogue et de tout pluralisme (j'en passe et des meilleures !) condamnaient d'avance toutes les tentatives de rapprochement qu'un optimisme naïf aurait pu inspirer. » (Yvan LAMONDE en collaboration avec Gérard PELLETIER, *op. cit.*, p. 12.) Cette réponse me paraît une rationalisation tardive de l'attitude de *Cité libre* et de sa propre attitude envers la génération montante. Je n'étais pas présent aux discussions, houleuses j'imagine, qui ont opposé Pelletier - et sans doute Trudeau - aux jeunes qui tentaient de « s'approprier » *Cité libre*. S'il y a eu incompréhension chez le premier, les seconds ont dû faire montre de désinvolture. Je fonde mon jugement sur les textes que j'ai en main. Ni dans *Cité libre* ni ailleurs, avant la fondation de *Parti pris* en 1963, donc deux ans avant le déclenchement de la crise, je ne vois d'écrits qui justifieraient les reproches que formule Pelletier à l'endroit des jeunes. Si ces reproches avaient été justifiés en 1961, il ne leur aurait pas lancé l'invitation à un dialogue. Par ailleurs, je lisais attentivement *Parti pris*. Il optait pour l'indépendance et le socialisme jusqu'en 1965, je vois bien peu de textes qui justifieraient les accusations de Pelletier. Les orientations anarchisantes surviennent à compter de 1965 sous l'influence de la contestation radicale des jeunes dans la plupart des pays occidentaux. Je suis d'esprit libéral et fédéraliste, je m'efforçais de comprendre ce mouvement sans y adhérer. Ce furent pour moi, comme professeur, des années difficiles mais stimulantes. Chaque fois que les aînés rompent le dialogue avec la génération montante, il s'ensuit une crise de société dont la responsabilité n'incombe pas seulement à la jeunesse...

déclenchement de la crise « la nécessité du dialogue avec les plus jeunes », son absence d'« efforts réellement créateurs d'attitudes et d'action » :

[Les jeunes ne s'exprimaient pas mais lisaient Cité libre qui] jouait pour eux le rôle de veilleur et d'éveilleur de conscience. Puis quelque chose s'est rompu avec la mort de Duplessis [...] Personne ne nous permettait de nous affronter à autre chose qu'à la vanité d'un système de valeurs sclérosé [...] C'est pourquoi ils souhaiteraient que Cité libre ou Liberté ou tout autre mouvement de pensée et d'action soit un lieu habité par l'inquiétude d'un fondement, le lieu d'une interrogation qui accule sans cesse l'homme d'ici à sa profondeur et à sa transcendance, sans lui permettre aisément de fuir dans la bonne conscience et la mauvaise foi [...] nous sommes au moins quelques-uns à adresser à Cité libre (et aux autres) une interrogation nouvelle : par cette exigence grandissante en nous d'éprouver jusqu'au fond et d'éclairer la structure tragique de notre destinée, personnelle et collective ⁵⁷².

[306]

En 1962, Vallières avait déjà blessé l'« ancienne génération » en l'accusant d'être restée sourde aux problèmes des jeunes :

Il arrive souvent que nous nous butions à un dialogue de sourds avec les « adultes », non seulement parce qu'ils ne détiennent pas les solutions que nous cherchons, mais parce qu'ils n'aperçoivent même pas nos vrais problèmes - soit qu'ils fassent de notre révolte une simple impatience de nous affirmer, alors qu'elle est plutôt un désir profond de conquérir notre liberté d'homme - soit qu'ils fassent de nos multiples et insistantes interrogations une curiosité malade, alors qu'elle est une pénible recherche de la vérité - soit encore qu'ils fassent de nos affirmations « nationalistes » un besoin naturel de faire un peu de politique pour nous dégourdir les membres, alors qu'au fond de notre cœur nous désirons la révolution pour nous délivrer de l'inefficacité et de la déchéance actuelles de la démocratie libérale.

⁵⁷² Pierre VALLIÈRES, « Cité libre et ma génération », *Cité libre*, vol. XIV, n° 59, août-sept. 1963, p. 15-22. Vallières s'inspire largement de mon article de 1961, « De l'ancien... au nouveau régime », et élabore les idées que Gerald GODIN (« Être ou ne pas être », janv. 1962) et André MAJOR (« Problème bicéphale », janv. 1962) avaient esquissées dans la revue et que Pelletier avait brièvement commentées (« Un silence provisoire », janv. 1962). Silence provisoire en effet ! Au cours des trois années subséquentes, Vallières publie 13 textes dans *Cité libre* et devient le codirecteur de la revue en 1964. Ces textes, préconisant le socialisme et l'indépendance, rendent la rupture avec Pelletier et Trudeau inévitable. Voir Pierre VALLIÈRES, *Les héritiers de Papineau*, p. 72-73.

Et il enfonce davantage le fer en accusant les aînés de ne leur avoir rien appris :

L'insuffisance de notre tradition, l'absence de quelques intellectuels qui puissent nous parler de l'essentiel, la peur de l'engagement spirituel et la faiblesse de notre exigence d'universalité, nous laissent souvent démunis, nous les plus jeunes, les tout-derniers, sans force et sans voix, en face des besoins qui grandissent en nous. Si des auteurs étrangers ne nous avaient éveillés à ces clartés et à ce mouvement de l'esprit qu'exige le choix que nous nous sentons appelés à faire de notre destinée, aurions-nous jamais pris conscience de notre intériorité et de l'importance, très rarement mesurée hélas ! de l'acte intellectuel et de l'acte de foi ? Si Malraux, Camus, Sartre, Dostoïevski, Bernanos, Péguy, Mounier [...] n'avaient pas réveillé en nous la volonté obstinée de regarder jusqu'au fond de notre condition, qui nous aurait appris que seule importe l'importance de notre âme ⁵⁷³ ?

Pelletier et Trudeau ne prennent que graduellement conscience que l'accession au pouvoir de l'équipe de Jean Lesage, le 22 juin 1960, et la fondation du RIN agrandissent, jusqu'à la rupture, les fissures déjà créées dans l'unité de pensée de la revue par la question nationale. À partir de ce moment, ce ne sont plus seulement les modalités de l'action qui sont mises en cause mais les principes eux-mêmes et, avant tout, la proclamation du primat absolu de la personne sur toute collectivité. La part de la religion dans la revue par rapport à celle de la politique ne cesse de décroître au cours de la décennie 1950-1959. À l'abord des années soixante et durant cinq ans, les auteurs débattent de plus en plus de la question politique. La fin du duplessisme, le déclin concomitant du pouvoir de l'Église dissipent - ou concentrent vers d'autres causes - les motifs d'« insatisfaction commune » et l'« esprit de révolte ». La contestation s'émousse par manque [307] d'adversaires et de causes communes à défendre et à promouvoir. J'écris en 1961 :

À la suite de la mort de Duplessis et surtout à la suite de la victoire libérale du 22 juin, le duplessisme ne subsiste plus que comme un mauvais résidu que des processus naturels se chargent, semble-t-il, de résorber [...] les intellectuels posent le problème du renouvellement des thèmes. Tributaires [...] du comportement « anti » (anti-duplessisme), quelques-uns cherchent un nouvel ennemi contre qui ils pourraient retourner les armes

⁵⁷³ Pierre VALLIÈRES, « Première démarche de notre liberté », *Cité libre*, vol. XIII, n° 45, mars 1962, p. 5.

encore bien astiquées qu'ils avaient forgées [...] Il est légitime d'être partisan de la tradition dont il serait insensé d'abandonner sans discernement les valeurs éprouvées ; de même, il est légitime de favoriser l'émergence de valeurs nouvelles mieux ajustées à certains aspects d'une société en processus de changements rapides et profonds. Il est important de reconnaître que dans toute évolution les valeurs anciennes restent mêlées aux valeurs nouvelles. Il en résulte des tensions, des ruptures, mais ce sont là les conditions mêmes du développement [...] Les positions irresponsables d'un groupe marginal menacent de saper l'action constructive d'une fraction importante que tous les groupes influents ont commencé d'entreprendre. Pourquoi pareille obstination à renouer au sein du nouveau régime avec les habitudes de comportement acquises dans les conditions bien différentes de l'ancien régime ⁵⁷⁴ ?

La nouvelle conception de la nation qui s'élabore est jugée, par une partie de la génération montante, mieux accordée aux conditions de la société telle qu'elle évolue. À Parti pris, à Cité libre même, on opte pour l'indépendance politique du Québec :

Parce que nous savons ce que c'est que la fierté nationale, il me semble que la tâche des intellectuels qui n'ont pas désespéré du Québec devrait être d'amener le plus grand nombre possible de Québécois à la conviction qu'ils sont capables, s'ils le veulent, de devenir un peuple, non plus honteux, mais fier, sans arrogance [...] et que le Québec, leur territoire imposé par l'Histoire, peut devenir pour eux, pour nous, une réelle patrie ⁵⁷⁵.

Pelletier et Trudeau se refusent à réajuster leurs perceptions de base et à reconnaître la légitimité des nouvelles orientations qui se font jour. Du seul fait que le sentiment national est mis au service du devenir collectif, ils le condamnent et décèlent en lui une tendance totalitaire. Les nouveaux visages que revêt le nationalisme ne doivent pas faire illusion : il contient les mêmes tares que le

⁵⁷⁴ Léon DION, « De l'ancien... au nouveau régime », *Cité libre*, vol. XII, n° 38, juin-juill. 1961, p. 3-14.

⁵⁷⁵ Pierre VALLIÈRES, « Les « plorines » au pouvoir », *Cité libre*, vol. XV, n° 65, mars 1964, p. 3, reproduit dans Pierre VALLIÈRES, *Les héritiers de Papineau*, p.73. Vallières commente en ces termes la réaction de Pelletier et de Trudeau à ce texte : « Cet article fit bondir Trudeau et Pelletier. Leur bébé, né dans l'opposition la plus vive au nationalisme, était tombé entre les mains de « méchants séparatistes ». Ils réunirent d'urgence le Conseil d'administration de la revue en lui demandant de congédier en bloc l'équipe directoriale (à l'exception de Jean Pellerin). »

nationalisme traditionnel. Il est même plus [308] nocif. Pelletier le définit « sentiment pré-fasciste », Trudeau le stigmatise en le traitant de « néo-national-socialisme, de contre-révolution nationale-socialiste ⁵⁷⁶ ». Ils ignorent cette référence directe de Trudeau au nazisme ceux qui s'étonnent de la façon indigne dont il usa de sa fonction de premier ministre à l'endroit du Parti québécois et au moment des événements d'octobre 1970.

En 1961, Trudeau s'était exclamé : « Ouvrons les frontières, ce peuple meurt d'asphyxie. » Dans « La nouvelle trahison des clercs », il exprime de la façon la plus explicite les raisons pour lesquelles il estime que tous les nationalismes sont politiquement néfastes :

[...] les nationalistes - même de gauche - sont politiquement réactionnaires parce qu'en donnant une très grande importance à l'idée de nation dans leur échelle de valeurs politiques, ils sont infailliblement amenés à définir le bien commun en fonction du groupe ethnique plutôt qu'en fonction de l'ensemble des citoyens, sans acception de personne. C'est pour cela qu'un gouvernement nationaliste est par essence intolérant, discriminatoire et en fin de compte totalitaire ⁵⁷⁷.

En 1964, Jean Pellerin et Pierre Vallières - ce dernier est devenu un dissident - assument la direction de *Cité libre*. Pourtant, la majorité des membres du comité de rédaction, à l'instigation de Pelletier et Trudeau qui veulent désespérément sauvegarder les objectifs initiaux qu'ils avaient fixés à la revue, réaffirme les buts que, selon elle, la revue doit inlassablement continuer à privilégier : primauté de la personne sur les idéologies, les institutions et les structures ; démocratie et liberté contre toute autorité abusive ou envahissante ; opposition au dogmatisme sous toutes ses formes (cléricalisme, nationalisme, etc.) ; « refus de toutes les tendances totalitaires » et de tout « apriorisme » politique ; combat incessant pour

⁵⁷⁶ Pierre Elliott TRUDEAU, « Les séparatistes : des contre-révolutionnaires », *Cité libre*, vol. XV, n° 67, mai 1964, p. 2-6.

⁵⁷⁷ Pierre Elliott TRUDEAU, « La nouvelle trahison des clercs », *Cité libre*, vol. XIII, n° 46, avril 1962, reproduit dans Pierre Elliott TRUDEAU, *Le fédéralisme et la société canadienne-française*, p. 178. Trudeau estime qu'un Québec devenu souverain serait forcément nationaliste. Pourquoi le serait-il davantage que tout autre État-nation, le Canada, les États-Unis, la France, etc. ?

« l'épanouissement culturel et la libération humaine au Canada français » ;
« volonté d'effacer les inégalités entre les hommes et les groupes » ⁵⁷⁸.

Dans les années cinquante, plusieurs croient - ou craignent - que Pelletier et surtout Trudeau soient les héros des jeunes. Dans celles qui suivent la Révolution tranquille, il est plutôt question de leur incapacité - et de celle de bien des nouveaux intellectuels des années cinquante - à atteindre la jeunesse.

[309]

À compter de 1961, Vadeboncoeur s'éloigne de l'esprit de Cité libre. Il dénonce sa perception statique de la réalité, son absence de vision. Il craint une diminution d'audace. Sans signifier la rupture avec Pelletier et Trudeau, cette crainte laisse présager le blâme qu'il leur adresse en quittant la revue en 1963 pour Parti pris :

Pelletier, Marchand, Trudeau ont analysé une société dont ils voulaient qu'elle prit conscience de son temps [...] Il n'y avait pas de grandes audaces dans ce qu'ils définissaient pour elle. Il y avait au contraire un parti pris de simplement l'actualiser [...] Le groupe Cité libre n'essayait guère d'introduire d'idées nouvelles mais plutôt de révéler les anciennes ⁵⁷⁹.

Il écrit du rôle historique de Cité libre qu'il vient de quitter pour Parti pris :
« Cité libre a liquidé les rêves du passé, critiqué l'irréalisme, dénoncé l'anarchie d'une société qui, malgré ses principes, n'avait à peu près plus d'idées, ni de politique, ni de morale, mais ce qu'elle n'a jamais su faire, c'est de lancer des hypothèses nouvelles ⁵⁸⁰. » Il prolonge sa pensée en 1965 :

Aussi l'opération Cité libre a-t-elle toujours été préparatoire et décevante. Cité libre n'a jamais résolument tourné le dos à notre absence de tradition. Elle a jugé cette absence, elle a dénoncé les générations qui l'ont causée, mais elle en était obsédée. Son œuvre est en majeure partie une espèce de négatif ⁵⁸¹.

⁵⁷⁸ CITÉ LIBRE, « Pour clore un incident », *Cité libre*, vol. XV, n° 66, avril 1964, p. 1-2.

⁵⁷⁹ Pierre VADEBONCOEUR, « Salutations d'usage », *Parti pris*, vol. 1, n° 1, oct. 1963, p. 50-51.

⁵⁸⁰ *Ibid.*, p. 54.

⁵⁸¹ Pierre VADEBONCOEUR, *L'autorité du peuple*, p. 124.

André Belleau revient dans un article récent sur un reproche que j'avais formulé en 1961 au sujet de la *Cité libre* des années cinquante : celui de s'être presque enfermée dans un rôle d'opposition au régime en place en n'accordant qu'une partie congrue aux interrogations concrètes sur les projets d'action collective à mettre en œuvre dès maintenant pour être en mesure de bâtir la société de l'avenir, celle-là même qui commençait déjà à prendre forme sous les yeux des rédacteurs et des collaborateurs de la revue. Il écrit.

Que révèle en fait l'impossibilité où s'est trouvée *Cité libre* d'apprécier la signification de la démarche des cadets ? [...] *Cité libre* et sa génération apparaissent maintenant comme le dernier fleuron du Québec traditionnel [...] *Cité libre* avait agi comme un leurre. Nous avons pensé qu'elle inaugurerait le Québec moderne alors qu'en réalité elle terminait le vieux Québec ⁵⁸²".

Belleau reconnaît que « sans le crédit idéologique immense de *Cité libre*, les événements de la décennie 1950 n'auraient pas eu le même [310] relief ». Dans *Nationalismes et politique au Québec*, j'écris : « Le mérite principal de *Cité libre* c'est d'avoir été un témoin d'une époque ⁵⁸³. »

On lui doit bien davantage. Elle a puissamment contribué à démasquer l'archaïsme de l'ancien régime jusqu'aux abords de la décennie 1960-1969, elle stimule l'éveil d'un nouvel esprit, cet esprit libéral qui s'exprime par la libre discussion et le pluralisme que les pouvoirs conservateurs condamnaient mais qu'ils étaient impuissants à empêcher. Elle n'a cessé d'affermir pour le Québec les sédiments de l'humanisme contemporain que sont les valeurs de liberté, de justice et de démocratie. En cela, au moins, elle fut un agent de la modernité. Sans *Cité libre*, qu'auraient été la visibilité et le prestige des nouveaux intellectuels dans les années cinquante ? Qu'aurait été la génération montante elle-même, celle qui les supplante dans les années soixante mais qui s'engage dans la vie, le chemin déblayé ? jusqu'au carrefour où leurs routes se séparent et même par la suite, cette nouvelle génération puise dans les idées que ces nouveaux intellectuels ont

⁵⁸² André BELLEAU, « Indépendance et discours de l'indépendance », *Liberté*, n° 153, juin 1984, p. 23, 25 et 19.

⁵⁸³ Léon DION, *Nationalismes et politique au Québec*, p. 60. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

développées - en grande partie grâce à *Cité libre* - et dans les projets qu'ils ont esquissés sans, malheureusement, les approfondir.

Toutes les institutions, même celles qui, au moment de leur création, sont les plus essentielles à la persistance et au devenir des sociétés, sont appelées à évoluer dans le cours du temps en réponse à de nouvelles exigences. Si une institution s'agrippe à son intention originale et refuse les ajustements nécessaires, des conflits surgissent, une crise éclate. Elle ne remplit plus les fonctions attendues d'elle et, tôt ou tard, elle disparaît. Ce fut le cas de *Cité libre*.

Tout comme le père Lévesque à la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval, Pelletier et Trudeau seront graduellement débordés par l'institution qu'ils ont créée. Il serait erroné de penser que l'effort d'adaptation attendu du père Lévesque fut moindre que celui que Pelletier et Trudeau n'ont pu consentir. Suggérer que l'objectif premier du père Lévesque était de faire de la faculté une institution scientifique et qu'il y parvint graduellement à sa plus grande satisfaction alors que Pelletier et Trudeau visaient la promotion d'une idéologie, toujours susceptible d'être contestée même si elle est valable, ce serait simplifier grandement la nature des dilemmes qui se posèrent au premier et aux seconds.

Le père Lévesque, lui aussi, propageait une idéologie à laquelle il prêtait un statut dogmatique et doctrinal. Prêtre et dominicain, il professait la doctrine sociale de l'Église et la philosophie thomiste. Il relevait d'institutions (l'université, son ordre, l'Église) qui réclamaient de lui la plus [311] grande orthodoxie, obligation à laquelle il ne s'est jamais dérobé par conviction et aussi par nécessité existentielle.

Mais voici qu'au tournant des années cinquante, des professeurs et des étudiants ébranlent les assises sur lesquelles il avait fondé la faculté. L'équilibre qu'il avait cherché à établir entre la doctrine chrétienne et la science positive se rompt en faveur de celle-ci. Pour les nouveaux venus, le thomisme est une relique. Certains expriment des sentiments nationalistes qui présagent l'idéologie de la Révolution tranquille, sinon le mouvement indépendantiste. Le refus de ses professeurs, en 1952, de défendre le père Lévesque à un moment critique où il avait tant besoin de leur soutien ferme et unanime a été le coup moral le plus douloureux qu'on lui ait jamais porté. La pensée d'une trahison de leur part a dû

l'assaillir : lui qui avait tout mis en œuvre pour leur procurer la meilleure formation possible, lui qui tant de fois leur était venu en aide, voilà qu'au moment où il avait le plus besoin d'eux, ils lui faisaient faux bond sans ménagement.

S'est-il vengé d'eux ? Non. Il fit comme si lui-même avait souhaité et rendu possibles les renversements qui s'effectuaient dans l'orientation de la faculté et dans l'exercice de son propre rôle. Il vécut dans le silence ce qui dut être pour lui un drame. Durant trois ans encore, il persista à renforcer la faculté dans la ligne désirée par les professeurs et les étudiants et servit d'écran protecteur d'une institution devenue laïque aux yeux des autorités ecclésiastiques. La plus grande satisfaction qu'il affirme aujourd'hui retirer de son œuvre, c'est de constater la grande diversité des idées et des carrières de ceux qui, sans lui, n'auraient pu s'épanouir comme ils l'ont fait, chacun selon son tempérament et ses aspirations. Il dit n'avoir jamais cherché à former des personnalités conformes à un modèle de son choix et qu'il n'a pas de disciples. Ses propres valeurs, il les préserve et les approfondit pour lui-même et pour l'exemple. Il aménage, à la faculté qu'il crée et qu'il soutient avec la plus grande ferveur, un environnement qui permet à tous de respirer dans la plus grande liberté, condition unique à l'époque. La largeur d'esprit que manifeste le père Lévesque, l'empathie qu'il témoigne à l'égard des personnes et des événements fondent sa vraie grandeur.

Le destin de Pelletier et de Trudeau à Cité libre est autre. À l'instar du père Lévesque, respectueux de la liberté, ils acceptent la critique et la contestation. Comme lui, malgré les divergences de vues qui les opposent à des collaborateurs de plus en plus nombreux, malgré les conflits qui éclatent et la crise qui couve, ils se refusent à recourir à la censure. Mais, contrairement au père Lévesque, comme des apprentis sorciers ils se laissent déborder par leur création. Ils s'obstinent, posent des gestes erratiques, tentent le renflouement de leurs objectifs, cherchent à inféoder les mouvements dynamiques de la société au lieu de prendre appui sur eux, [312] dénoncent les accrocs aux principes initiaux de *Cité libre*, tentent en vain de redresser le courant en leur faveur et, finalement, déçus, abandonnent l'institution à son destin, c'est-à-dire à sa fin prochaine. Qui sait, la suite de l'histoire du Québec aurait peut-être été autre si *Cité libre* s'était souciée de la génération montante, si elle avait reconnu la légitimité de ses aspirations sans pour autant les partager, resserré les liens avec elle au lieu de les rompre, cherché le dialogue plutôt que de se livrer à des condamnations péremptoires. L'examen

des malaises qui s'expriment et des luttes qui se livrent au sein de la revue est instructif. Il illustre les causes des divergences sur les plans du discours et de la pratique qui opposent les nouveaux intellectuels à la fin des années cinquante, divergences qui, en s'amplifiant, les conduiront à militer dans des camps opposés au cours des décennies suivantes.

Les divergences qui s'expriment dans *Cité libre*, du moins au début, ne portent pas sur les valeurs qu'elle promeut - la démocratie, la liberté, la justice - mais sur les finalités médiatrices que Pelletier et Trudeau négligent jusqu'à la fin de considérer comme nécessaires pour concrétiser ces valeurs. Deux traits majeurs caractérisent le père Lévesque : le respect de la diversité des personnalités et la tolérance à l'égard des idées. Non pas le respect qui aboutit à sa propre humiliation ni la tolérance au point d'accepter que toutes les idées s'équivalent et qu'il faille renoncer à ses propres convictions, mais le respect qui oblige à considérer même ses adversaires avec déférence et la tolérance qui permet à autrui d'exprimer en toute liberté des idées que l'on ne partage pas. Ces deux qualités font, à la fin, défaut à Pelletier et à Trudeau dans leurs réactions aux critiques infligées à *Cité libre*. Le père Lévesque a suivi l'avis de John Stuart Mill dans *On liberty* : « permets à toutes les idées, même à celles que tu ne partages pas, de s'exprimer en laissant à la raison le soin de confondre l'erreur ». Dans les derniers temps de *Cité libre*, Pelletier et Trudeau témoignent d'une intransigeance butée et d'une étroitesse d'esprit qui ne les grandissent pas.

[313]

Québec 1945-2000.
Tome II : Les intellectuels et le temps de Duplessis.

Deuxième partie.
Une conscience critique de l'ancien régime:
la quête de la modernité.

Chapitre 5

Les intellectuels et leur société

[Retour à la table des matières](#)

Les intellectuels forment une catégorie sociale distincte et articulée. Leurs racines, profondes, baignent dans un riche terroir. Leur société les interpelle, nourrit leur pensée et balise leur action.

Les représentations que se font les intellectuels reflètent ' leur vision de la société dans laquelle ils œuvrent en même temps quelles tracent le contour de leur société de référence. Il est de bon ton, aujourd'hui, de dénoncer les nouveaux intellectuels des années cinquante « dont les perspectives étroites confinent à la caricature ⁵⁸⁴ ». Le petit nombre d'études de toute nature qui se publient au Québec étonne qui n'a pas vécu cette époque. Plutôt que de poursuivre la démarche de quelques prédécesseurs qui avaient établi des bilans concrets de la société sous les aspects les plus divers, les nouveaux intellectuels se sont complu

⁵⁸⁴ Gilles BOURQUE et Jules DUCHASTEL, « Le discours duplessiste », dans Jean-François LÉONARD (dir.), *Georges-Émile Lapalme*, p. 140. Dans le même sens, voir Jocelyn LÉTOURNEAU, « Saisir Lapalme à travers les enjeux d'une époque. Notes sur le développement économique du Québec, 1945,1960 », dans Jean-François LÉONARD (dir.), *op. cit.*, p. 37-46.

à réfuter les représentations que s'en faisaient les nationalistes résolument tournés vers le passé. On leur reproche d'avoir concentré leur attention sur les caractères « retardataires » et « répressifs » des pouvoirs en place et de s'être égarés dans une critique tout à fait inutile des idéologies encore dominantes. Ils auraient mal saisi que ces idéologies étaient depuis longtemps épuisées et allaient bientôt s'éclipser, pour ainsi dire, d'elles-mêmes. Il me semble toutefois qu'on oublie trop facilement les raisons qui déterminaient leur angle de vision particulier.

[314]

Les conditions qui s'imposent à l'attention des nouveaux intellectuels les contraignent à des perceptions critiques de leur société. Celles-ci surgissent de toute part. Les institutions et les personnes - peu nombreuses - qui les formulent ont des perspectives différentes - l'angle de vision de Cité libre est idéologique, celui du Devoir, politique et celui des professeurs de la Faculté des sciences sociales, analytique. Les interventions à titre personnel des abbés Dion et O'Neill sont d'ordre idéologique, celles du frère Untel, d'ordre en partie idéologique et en partie analytique. Leurs critères de jugement diffèrent également : ils sont ici culturels, là économiques, ailleurs sociaux ou politiques. La rationalité prédominante est culturelle. Une rationalité économique s'affirme à la fin de la décennie. Eu égard à l'importance accordée au gouvernement Duplessis dans le discours des intellectuels, on s'attendrait à ce qu'une rationalité politique régisse la pensée des nouveaux intellectuels. Ce serait à tort. La plupart des jugements sur ce gouvernement sont d'ordre moral plutôt que fondés sur une analyse strictement politique.

Tendances et modes de pensée, chez les nouveaux intellectuels, sont complémentaires. Les conférences de l'Institut canadien des affaires publiques, les colloques et les émissions d'affaires publiques à la télévision de Radio-Canada multiplient la portée sociale de leurs propos jusqu'aux abords de la décennie 1960-1969, leurs désaccords mêmes accroissent la force de frappe de leur contestation : engagés dans un même combat, leurs prises de bec aiguisent et rectifient leurs critiques. Leurs débats avec les traditionalistes leur imposent plus de rigueur, plus d'acuité.

Ils condamnent d'une seule voix les piliers de l'ancien régime : le pouvoir politique, le pouvoir religieux, les fondements normatifs de ces pouvoirs, surtout

la religion populaire et le nationalisme traditionnel, et les pratiques qui concrétisent leur omniprésence dans les faits et les événements. À des degrés divers, ils cherchent avant tout à les déboulonner et à faire éclater les idéologies qu'ils distillent. L'Église étend son autorité sur les institutions et les esprits ; le gouvernement Duplessis secrète un paternalisme discrétionnaire ; la religion populaire et le nationalisme traditionnel épurent les pouvoirs des scories les plus transparentes et concentrent l'attention sur les dangers réels ou factices auxquels les Canadiens français seraient exposés si ces pouvoirs ne veillaient pas sur eux.

L'appesantissement de ces pouvoirs et de ces idéologies sur l'ensemble de l'organisation sociale et, sur les esprits est tel que les intellectuels se sentent comme des oiseaux en cage. Ils cherchent à écarter les barreaux pour pouvoir s'envoler. Cette tâche accapare leurs énergies au point où des pans entiers de la société, parmi les plus prometteurs d'avenir, leur échappent.

[315]

La société canadienne-française des années cinquante est en pleine ébullition, mais les pouvoirs en place et les idéologies dominantes freinent les moteurs du changement. L'effet de freinage pèse lourd sur les trois composantes majeures de la société : l'économie, la culture et la politique. Il incombe aux intellectuels de dénoncer les retards scandaleux dans ces domaines. Il est dommage que leur attention soit de la sorte détournée de la restructuration qui s'effectue au sein de la société civile et qui engage ses composantes dynamiques sur la voie de la modernité.

DES PASSIONS NÉGATIVES

La province de Québec est en train de muer. Ne laissons pas cette mue se faire sans nous [...] Ce que je veux, c'est créer un appel d'air ; je veux qu'on respire ici ⁵⁸⁵.

[Retour à la table des matières](#)

C'est en 1960 et non en 1950 que le frère Untel exprime ce vœu pathétique. Ignorait-il que, depuis dix ans et plus, les nouveaux intellectuels luttent contre les pouvoirs oppressifs au nom de la liberté et de la justice ? Non, dans son livre, il fait mention de Cité libre à diverses reprises. Estimait-il que leur protestation avait été sans effet ? Je ne le crois pas. Il révèle la raison qui motive son jugement : « On est amené ainsi au cœur du problème, qui est un problème de civilisation ⁵⁸⁶. »

Ce jugement est en bonne partie fondé. Il s'agissait à tout le moins d'un problème de société, un problème que bien des intellectuels escamotaient, à Cité libre et ailleurs. En 1960, ils tiennent le même discours qu'en 1950, comme si la société n'avait pas évolué en dix ans. Les thèmes traités à l'occasion des conférences de l'Institut canadien des affaires publiques conviennent les participants à témoigner d'une préoccupation sociologique et d'une ouverture sur le monde auxquelles, ailleurs, peu d'entre eux se montrent sensibles. Le poids des pouvoirs qui les accable à la fin comme au début de la décennie obscurcit leur vision et leur masque la mutation qui se produit au sein de la société civile : affaissement des institutions de la société traditionnelle (la famille et la paroisse), surtout en milieu urbain, cheminement vers la modernité de nombre d'institutions parmi les plus importantes. On trouverait difficilement chez Pierre Trudeau un texte - ou même un paragraphe d'une certaine importance - qui témoigne d'une prise de conscience que, dans la société canadienne-française d'alors, tout n'est pas à proscrire et à rejeter, qu'il se trouve des secteurs dynamiques, une culture, une économie, un cadre institutionnel sous certains aspects en pleine expansion. À des degrés

⁵⁸⁵ Jean-Paul DESBIENS, *Les insolences du frère Untel*, p. 116 et 146. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

⁵⁸⁶ *Ibid.*, p. 33.

divers, la plupart des collaborateurs de *Cité libre*, Dion et O'Neill, le frère Untel font montre [316] d'un même esprit négatif. Ici et là, Laurendeau échappe à la contagion. Leur acharnement bien légitime à condamner les pouvoirs jugés oppressifs et les idéologies surannées les aveugle, leur obstrue l'état réel de la société. Effet de génération et de période, un double mirage idéologique les fourvoie : celui de la « grande noirceur » et celui du « monolithisme » de la société canadienne-française.

Moins occupés à confondre les pouvoirs en place et les idéologies officielles que les nouveaux intellectuels, des « transitionalistes », tels Esdras Minville et François-Albert Angers, perçoivent mieux l'évolution au sein de la société civile. Ils l'approuvent ou la condamnent selon qu'elle leur paraît raffermir ou affaiblir les valeurs traditionnelles auxquelles ils adhèrent.

La Faculté des sciences sociales de l'Université Laval s'engage lentement dans une démarche analytique. En 1944, Jean-Charles Falardeau lance sa propre « invitation à l'étude » :

Il est grand temps que nous nous mettions, avec patience et sincérité, à l'étude de notre société [...] L'essentiel est de nous mettre à la besogne, en recommençant à la suite de Léon Gérin une série de recherches qui nous apprendront à ouvrir les yeux et à comprendre les réalités sociales qui nous entourent ⁵⁸⁷.

À la fin des années cinquante, il déclare avec complaisance « mission accomplie » :

Notre préoccupation fondamentale fut d'identifier notre milieu social et d'en prendre conscience. L'équipe des Sciences sociales de Laval [...] a été essentiellement engagée dans la tâche qu'il faut bien sociologiquement appeler par son nom, la tâche d'une nouvelle définition de la situation canadienne-française [...] C'était nous situer en dehors de l'idéologie ecclésiastique traditionnelle, en dehors des mythologies électorales ⁵⁸⁸.

⁵⁸⁷ Jean-Charles FALARDEAU, « L'analyse sociale des communautés rurales », *Les Cahiers de la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval*, vol. 3, n° 1, 1944, p. 14.

⁵⁸⁸ Jean-Charles FALARDEAU, « Lettre à mes étudiants à l'occasion des 20 ans de la Faculté des sciences sociales de Québec », *Cité libre*, n° 23, mai 1959.

De mon côté, en suivant le conseil que m'avait donné Laurendeau en 1955 de regarder les êtres et les choses autour de moi afin d'apprendre à apprécier leur vraie valeur, j'avais perçu un peu plus tôt que d'autres le sens de l'évolution de la société canadienne-française. Dans une communication au symposium de l'Institut canadien d'éducation des adultes de mai 1958, je n'eus guère de mérite à affirmer qu'un esprit démocratique imprégnait bon nombre d'institutions, lesquelles avaient une conscience exacerbée des effets corrosifs du blocage que constituait la perpétuation du conservatisme au sein des pouvoirs. Pour bien les percevoir, il [317] fallait se délester du prisme déformant des idéologies et des pratiques des pouvoirs en place ⁵⁸⁹. Claude Ryan décrit en ces termes l'effet que, selon lui, ma conférence produisit :

À ce colloque auquel participèrent Pierre Elliott Trudeau, Maurice Lamontagne, Jean Marchand, Jean-Charles Falardeau, Gérard Dion et autres, l'apport de Léon Dion se distingua par sa profondeur et sa densité [...] Dion présenta un exposé lumineux sur la démocratie libérale et le rôle que sont appelés à y jouer les groupes intermédiaires. On sentit fortement à l'occasion de ce colloque que le Québec était à l'aube d'une ère de renouveau. On put également deviner le rôle de premier plan qui allait échoir à Léon Dion dans le cheminement de notre démarche collective ⁵⁹⁰.

À la lumière des connaissances dont on dispose aujourd'hui sur l'état réel de la société d'alors, je dois convenir que mon mérite n'était pas éclatant ! Il suffit de lire l'excellent ouvrage que Jean-Louis Roy consacre à l'examen des changements survenus entre 1945 et 1960 pour découvrir l'ampleur de l'évolution. Dans l'après-guerre, écrit-il, les institutions sociales sont débordées. Les lois sont dépassées par les faits, les syndicats ouvriers renouvellent leur leadership, s'équipent mieux et mènent la lutte sur tous les fronts. Le mouvement coopératif connaît un essor considérable. Les industriels, jusque-là dispersés, se regroupent. Les enseignants se syndicalisent. Les scientifiques s'organisent et échangent leurs connaissances à l'occasion des séances de l'Association canadienne-française pour l'avancement

⁵⁸⁹ LÉON DION, « L'esprit démocratique et les Canadiens français », *Cahiers de l'Institut canadien d'éducation des adultes*, mars 1959, p.34-55. Pour des commentaires sur cet exposé, voir Michael D. BEHIELS, *Prelude to Quebec Quiet Revolution*, p. 233, 256, 330.

⁵⁹⁰ Claude RYAN, « L'universitaire tiraillé entre l'étude et l'action », dans Raymond HUDON et Réjean PELLETIER (dir.), *L'engagement intellectuel*, p. 539. Il convient de faire la part de l'exagération puisqu'il s'agit d'un texte de circonstance. Mais quiconque connaît Claude Ryan sait qu'il n'est pas enclin à distribuer les louanges à tort et à travers.

des sciences, etc.⁵⁹¹. Bref, la société canadienne-française se restructure. Le processus est lent mais irréversible. L'examen attentif de ces institutions révèle que leur dynamisme découlait très souvent d'une double sollicitation, d'ordre économique et d'ordre culturel. Parfois l'une et l'autre interagissaient, parfois elles jouaient sur deux claviers différents. Et dans ce jeu leur dimension symbolique parvenait à éclipser la dimension économique. Malheureusement, la politique entravait beaucoup plus souvent le mouvement de ces dynamiques qu'elle ne le favorisait.

L'événement majeur de la décennie fut peut-être l'implantation de la télévision sous les auspices de la Société Radio-Canada en septembre 1952. De 9,7% qu'ils étaient en 1953, le nombre de foyers possédant un téléviseur passe à 88,8% en 1960. Paul-André Linteau et ses collaborateurs écrivent :

[318]

En moins de huit ans, le Québec devient ainsi un vaste auditoire télévisuel [...] Non seulement tout le monde se met à regarder la télévision, mais jusqu'à la fin des années 1950, ce sont les mêmes émissions que tout le monde regarde [...] En ce sens, il est clair que la télévision des années 1950 joue un rôle crucial dans l'évolution de la société québécoise. Non seulement elle fournit un moyen puissant pour la diffusion des informations et des idées nouvelles, mais elle contribue également à uniformiser les modes de vie en propageant les mêmes valeurs, les mêmes façons de sentir et de penser à travers les différents groupes sociaux et les diverses régions du Québec. Encore mieux que la radio, elle brise l'isolement relatif du monde rural et renforce l'ouverture du Québec sur le monde [...] le réseau français de Radio-Canada, concentré presque entièrement au Québec, se trouve à favoriser directement l'émergence d'une nouvelle solidarité québécoise, la conscience, chez les téléspectateurs de toute la province, de former non seulement un même et vaste auditoire, mais aussi une société distincte, possédant des traits et des besoins collectifs qui lui sont propres⁵⁹².

⁵⁹¹ Jean-Louis ROY, *La marche des Québécois*. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#), JMT.]

⁵⁹² Paul-André LINTEAU et collab., *Histoire du Québec contemporain*, tome II : *Le Québec depuis 1930*, p. 365 et 367-368. Le numéro 15 (août 1956) de *Cité libre* est entièrement consacré à la télévision.

La télévision a transformé la planète en un « village global » suivant l'expression de Marshall McLuhan. Essayons d'imaginer l'ampleur du changement que la télévision a dû produire. Les émissions télévisées de divertissement, d'information, d'affaires publiques modifient les aptitudes cognitives et affectives. Elles éduquent leur auditoire et aiguïsent l'appétit de consommation. Leurs effets sur les Canadiens français de la seconde moitié des années cinquante ont dû être étendus et profonds.

Il est une conséquence - que je ne parviens qu'à pressentir sans pouvoir la bien cerner - de la télévision et autres développements technologiques dans le domaine de la transmission de l'information qui a révolutionné à elle seule les modalités du changement et de la durée des sociétés : la télévision a le pouvoir de réduire le temps, de le comprimer dans l'instant présent tandis qu'elle familiarise avec un espace qui s'étend jusqu'aux confins du monde. Il s'agit d'une inversion du rapport immémorial du temps et de l'espace vécus, c'est-à-dire non pas dans les catégories qui structurent l'entendement humain, mais dans l'appréhension concrète d'une conscience située ici et maintenant. Nous sommes les témoins plus ou moins conscients d'une seconde « grande transformation », cette fois non plus seulement dans les sociétés et les mentalités comme au XVI^e siècle, mais bien dans les structures de l'esprit elles-mêmes. Dans les générations passées, et même au temps de la jeunesse des aînés, la structure de l'espace se bornait au village natal, aux lieux environnants visités à l'occasion d'événements spéciaux, à l'étendue, peut-être, de la nation ou du pays qu'habitaient frères et amis et, pour un certain nombre, à [319] l'apprentissage de ces portions colorées que quadrillaient les cartes géographiques. Par contre, la tradition orale et la transmission des récits se rapportant à des personnages ou à des événements d'un passé parfois lointain, à défaut du savoir historique appris dans les livres, amplifiaient le temps dans la conscience humaine au point d'en faire la catégorie familière de l'entendement.

La télévision comprime le temps à l'histoire fugitive de l'actualité transmise par l'image ou les écrits sur le vif. L'espace, lui, s'étend indéfiniment au gré des événements qui font les manchettes. En écoutant les nouvelles, Les idées en marche, l'émission Point de mire de René Lévesque et Pays et merveilles d'André Laurendeau, les auditeurs assistent à l'insurrection hongroise en 1956, au lancement du premier spoutnik en 1957, au retour au pouvoir du général de Gaulle en 1958 à la faveur des événements d'Algérie, à l'ouverture de la voie

maritime du Saint-Laurent en 1959, etc. Quel est donc pour eux le sens de ces événements ? Quelle histoire les a engendrés ? Le prochain épisode se produisant ici ou à l'autre bout du monde les dispense de se poser ces questions.

Le parti que les gens du pouvoir et les intellectuels tirent de la télévision, toute proportion gardée, évoque la dialectique hégélienne du maître et de l'esclave. Soit par certitude que les moyens dont ils disposent leur suffisent, soit par crainte d'avoir à exposer leurs idées à de larges publics en dehors des cadres institutionnels sous leur contrôle, les gens de pouvoir boudent, sauf à l'occasion de cérémonies officielles à large déploiement, ce nouveau moyen de communication. À l'opposé, les intellectuels, qui se sentent privés de médias efficaces pour propager leurs idées, s'emparent de la télévision : elle leur permet de sortir de leur tour d'ivoire, de porter sur la place publique les débats qu'ils tiennent dans des revues à petits tirages et dans des colloques universitaires. Et ils s'éduquent. Ils apprennent à parler au peuple et à l'apprivoiser. La télévision devient pour eux une institution de soutien d'une portée incommensurable. Sans elle, qu'auraient été les carrières de Pierre Trudeau, de Gérard Pelletier, de René Lévesque, de Jeanne Sauvé, d'André Laurendeau ? Qu'aurait été l'influence de bien des professeurs, de bien des journalistes, de bien des intellectuels de toute formation s'ils n'avaient pas eu facilement accès à la télévision qui les a formés à s'exprimer dans un langage non ésotérique et qui les a rapprochés du peuple ?

À l'automne de 1992, Radio-Canada a commémoré le quarantième anniversaire de l'avènement de la télévision. Nombre des premiers artisans - réalisateurs, créateurs, animateurs, commentateurs - ont apporté leur témoignage. La rétrospection leur a fait magnifier la conscience qu'ils avaient à l'époque du rôle que la télévision a joué pour eux et pour la société. Au moment où ils se familiarisaient avec ce nouvel outil, je crois [320] qu'ils étaient trop préoccupés de se former eux-mêmes pour s'interroger sur la portée sociale de leur action. Leur recours pressé à la télévision leur a procuré un moyen puissant d'intervention sur la dynamique de la société. Mais ce fut largement à leur insu. Qui en a tiré le plus grand profit, eux ou la société ?

Dans les années cinquante, la possibilité existe de changer la vie, de faire évoluer la société. Les contemporains y parviennent plus qu'ils ne le croient : des revues se créent, des universités se développent, des institutions accèdent à la maturité, des nouveaux médias accroissent l'ouverture sur le monde et

rapprochent les intellectuels du peuple. Malheureusement, les pouvoirs rétrogrades en place freinent l'évolution des composantes dynamiques de la société. Ils bloquent son accession à la modernité. Il faut détruire le vieux pour construire le neuf

UNE PORTION CONGRUE DE L'ÉCONOMIE

[Retour à la table des matières](#)

L'ampleur de l'évolution des conditions socio-économiques au Québec dans les années qui suivent le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale étonne. Il serait futile de résumer ici les études des nombreux spécialistes qui, données abondantes et irréfutables à l'appui, démontrent que, au cours des années 1939-1950, la croissance de l'emploi est aussi importante que durant tout le siècle précédent (1839-1939) ⁵⁹³. Cette progression se prolonge à un rythme décroissant jusqu'en 1957, quand survient une dépression d'une ampleur moyenne. Mais elle ne modifie guère la structure des pouvoirs traditionnels ni les idéologies sur lesquelles ils fondent leur légitimité et qu'ils propagent parmi la population au moyen de toutes les ressources symboliques, morales et matérielles à leur disposition.

Longtemps impuissants à s'affirmer dans les domaines du commerce, de l'industrie et de la finance, les Canadiens français se sont donné (ou plutôt leurs élites leur ont imposé) une vocation agricole. En 1961, 91,3 % des travailleurs dans le secteur de l'agriculture sont des francophones. En réalité, même cette voie s'ouvre à eux avec parcimonie. La [321] plaine de Montréal, celle du Richelieu,

⁵⁹³ Albert FAUCHER et Maurice LAMONTAGNE (« History of Industrial Development », dans Jean-Charles FALARDEAU (dir.), *Essais sur le Québec contemporain*, p. 24-37) ont été les premiers à énoncer cette proposition. Leur conclusion, presque passée sous silence au moment de sa formulation, a été, au cours des 10 ou 15 dernières années, reprise par plusieurs sans que la source première de cet important constat soit toujours mentionnée. Au nombre des ouvrages majeurs traitant de cette période, mentionnons : Jean HAMELIN, *Histoire du catholicisme québécois*, tome II : *De 1940 à nos jours* ; Paul-André LINTEAU et collab., *op. cit.*, tome II. Pour une excellente synthèse, voir Yves-Henri NOUAILHAT, *Le Québec de 1944 à nos jours*, p. 37-60.

les terres basses du Bas-Saint-Laurent exceptées, il n'y a guère de régions qui se soient prêtées à l'agriculture ⁵⁹⁴.

La longue croisade de la colonisation n'a que peu de succès ⁵⁹⁵. La création de la Ligue nationale de la colonisation et d'un ministère de la Colonisation ne parvient guère à persuader les gens de se fixer sur des terres en friche, sauf durant les années de Crise au cours desquelles 50 000 personnes environ retournent à l'agriculture et 50 000 colons sont recrutés. Même durant cette période, l'accroissement de la superficie des terres cultivées est réduit de quelques centaines d'acres. De 1941 à 1961, le nombre de cultivateurs diminue de plus du tiers malgré la ténacité des propagandistes de la colonisation, révélant ainsi le caractère contraint et superficiel de cette croisade. Les terres de roches de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Mauricie, du Saguenay-Lac-Saint-Jean, des hauteurs du Témiscouata, de Rimouski, de Matane et de la Matapédia ne se prêtent pas à l'agriculture. Incapables de tirer leur subsistance des produits du sol, les hommes se transforment en bûcherons et en draveurs de quatre à six mois par année. La mystique de la colonisation est en grande partie un leurre.

La population urbaine dépasse la population rurale dès 1921. En outre, la proportion de ruraux dans les villages (rentiers, artisans, journaliers, marchands) ne cesse de s'accroître aux dépens des cultivateurs et atteint 50% en 1961. Le regroupement de l'Union catholique des cultivateurs et de l'Union des producteurs agricoles compte 11 577 membres en 1945 ; il atteint 40 000 membres en 1949, nombre qui stagnera jusqu'en 1962. Le nombre de membres remonte jusqu'en 1967 où il s'élève à 58 000, puis il fluctue par la suite pour atteindre 47 000 en 1973 ⁵⁹⁶.

Une situation comparable s'est produite en Ontario et aux États-Unis. Mais tandis qu'on évalue, de la fin du XIX^e siècle jusqu'aux années de Crise, à un million au moins le nombre des nôtres qui émigrèrent aux États-Unis et ailleurs au Canada, en Ontario le nombre des émigrants est bien moindre et aux États-Unis on reste au pays grâce à la frontière qui recule constamment.

⁵⁹⁴ Normand SEGUIN, *Agriculture et colonisation au Québec*.

⁵⁹⁵ Gabriel DUSSAULT, *Le curé Labelle*.

⁵⁹⁶ Gérard BERNIER et Robert BOILY, *Le Québec en chiffres de 1850 à nos jours*, p. 53 et 321.

Le reste du surplus des campagnes se déverse dans les villes du Québec. De 1901 à 1931, la population de l'île de Montréal triple. Elle passe de 346 000 à près de un million d'habitants, soit 40 % de l'ensemble [322] du Québec. La population de la plupart des petites villes double ou triple également ⁵⁹⁷. L'accroissement urbain stagne durant la Crise mais reprend dès le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. L'industrialisation et l'urbanisation ont transformé le monde rural. Le sociologue américain Horace Miner, qui passe un an en 1936-1937 à Saint-Denis de Kamouraska à la recherche de l'ancienne folk culture canadienne-française sous sa forme la moins altérée, doit convenir que la culture rurale canadienne-française s'est transformée en profondeur au cours des 40 années précédentes ⁵⁹⁸.

Selon Mireille Servais-Maquoi, la nation canadienne-française a malgré tout contracté envers la terre une « dette historique ⁵⁹⁹ ». De nombreux romanciers ont dépeint la connivence du paysan et de la terre :

Chez un Antoine Gérin-Lajoie, un Louis Hémon, un Félix-Antoine Savard, le tableau de la vie paysanne correspond à l'idée bien enracinée chez nous de la survie nationale et de la fidélité au passé. À l'encontre d'un tel regard d'idéalisme, des romanciers comme Albert Laberge, Claude-Henri Grignon et Ringuet observent le côté noir et ingrat de cette réalité terrienne amèrement éprouvée par ceux qui y vivent. Puis, venant après tous les autres, à un moment où la terre cesse d'être l'unique voie de permanence pour le Canadien français, une Germaine Guèvremont désamorce en quelque sorte les passions adverses de ses prédécesseurs ⁶⁰⁰.

Les anciens aimaient-ils le travail de la terre trop souvent ingrat ? Dans bien des cas l'amour de leur métier ne fait pas de doute, surtout quand les champs sont fertiles. Le travail de la terre représentait pour eux le plus noble métier. Et pourtant ce métier était pénible avant la mécanisation de l'agriculture. J'ai vu dans mon enfance des hommes maudire leur dur labeur. La belle connivence qui d'ordinaire régnait entre eux et leurs bêtes pouvait se transformer dans les

⁵⁹⁷ Paul-André LINTEAU et collab., *op. cit.*, tome I : *De la Confédération à la Crise (1867-1929)*, p. 416-417.

⁵⁹⁸ Horace MINER, *St-Denis. A French Canadian Parish*. Dans le même sens, voir Everett HUGHES, *French Canada in Transition*.

⁵⁹⁹ Mireille SERVAIS-MAQUOI, *Le roman de la terre au Québec*, p. 256.

⁶⁰⁰ Réjean ROBIDOUX et André RENAUD, *Le roman canadien-français du vingtième siècle*, p. 9.

moments difficiles en débordements de cruauté. J'ai vu des êtres habituellement sensibles et qui n'épargnaient pas leur peine pour soigner leurs animaux, frapper à grands coups de pied et de bâton leurs chevaux impuissants à tirer une charge trop lourde.

Le sort tragique des Canadiens français ruraux - cultivateurs ou non -, obligés de quitter la campagne en raison du surplus de la population qui s'accumule à chaque génération, est l'exil, le départ pour la ville et, souvent, pour l'étranger. Mille métiers de fortune deviennent leur lot [323] et, au travail, ils doivent renoncer à leur langue. Dans leur ferme ils étaient leurs propres maîtres, pauvres mais fiers ; dans l'exil et à la ville ils deviennent les serviteurs d'autres personnes envers lesquelles ils éprouvent souvent crainte et hostilité. Le risque du chômage les hante, sort qu'ils n'ont jamais connu. Leur belle fierté se mue en soumission muette et cruellement ressentie. Les structures de la paroisse et la présence paternelle du curé les accompagnent dans leur lieu d'exil. Ils y vivront durant des générations en isolats, s'efforçant autant que possible d'y reconstituer leur milieu de vie familial et demeurant sous la protection des mêmes élites auxquelles ils continueront à s'en remettre dans les conditions nouvelles devenues les leurs.

Les élites veillent sur leur bien-être, conscientes de la condition pénible de bien des ruraux en exil ou fixés dans les villes du Québec. Elles condamnent l'industrie et la ville qui maintiennent les Canadiens français dans la dépendance et la pauvreté matérielle tout en détruisant les modes de vie et les valeurs qui avaient garanti leur survivance. Elles tentent de convaincre ceux qui restent à la campagne de se cramponner au sol et de s'enfoncer toujours plus loin dans des colonies de plus en plus impropres à l'agriculture. Les harangues de Mgr Pâquet à Mgr Courchesne rempliraient des livres entiers. Laïcs et ecclésiastiques dénoncent la ville, la finance et l'industrie non seulement parce que les Canadiens français y remplissent des tâches ingrates mais aussi, et surtout, parce qu'ils risquent d'y perdre la langue et la religion de leurs ancêtres. Les citations suivantes illustrent l'argumentation que des générations vont reprendre jusque dans les années quarante et cinquante. Dans Vérité, le journaliste Jean-Paul Tardivel écrit :

Il n'est pas nécessaire que nous possédions l'industrie et l'argent. Nous ne serions pas des Canadiens français mais des Américains à peu près comme les autres. Nous accrocher au sol, élever des familles nombreuses,

entretenir des foyers de vie intellectuelle et spirituelle, tel doit être notre rôle en Amérique ⁶⁰¹.

François-Xavier Garneau conclut son Histoire du Canada par la profession de foi suivante :

Que les Canadiens français soient fidèles à eux-mêmes ; qu'ils soient sages et persévérants, qu'ils ne se laissent point séduire par le brillant des nouveautés sociales et politiques ! Ils ne sont pas assez forts pour se donner une carrière sur ce point. C'est aux grands peuples à faire l'épreuve de nouvelles théories [...] Pour nous une partie de notre richesse vient de nos traditions ; ne nous en éloignons et ne les changeons que graduellement ⁶⁰².

[324]

Et qui ne connaît pas la prédication de Mgr Pâquet :

Notre mission est moins de manier des capitaux que de remuer des idées ; elle consiste moins à allumer le feu des usines qu'à entretenir et à faire rayonner au loin le foyer lumineux de la religion et de la pensée. Laissons à d'autres nations, moins éprises d'idéal, ce mercantilisme fiévreux et ce grossier naturalisme qui les rivent à la matière. Nous ambitionnons avant tout l'honneur de la doctrine et les palmes de l'apostolat ⁶⁰³.

Ou encore, écoutons l'exhortation de Charles Thibault :

Le séjour dans les grandes villes n'a-t-il pas déteint considérablement sur nos mœurs, notre foi, notre patriotisme ? [...] Canadiens français, ne quittez pas vos fermes pour aller vivre au milieu de la poussière des manufactures et du cri strident des usines ⁶⁰⁴.

⁶⁰¹ Jean-Paul Tardivel, cité dans Michel BRUNET, *La présence anglaise et les Canadiens*, p. 163.

⁶⁰² François-Xavier GARNEAU, *Histoire du Canada*, cité dans Fernand DUMONT et collab. (dir.), *Idéologies au Canada français, 1850-1900*, p. 4.

⁶⁰³ M^{gr} Louis-Adolphe Pâquet, cité dans Yvan LAMONDE, « Un almanach idéologique des années 1900-1929 : l'œuvre de M^{gr} L.-A. Pâquet, théologien nationaliste », dans Fernand DUMONT et collab. (dir.), *op. cit.*, p. 263.

⁶⁰⁴ Discours de Charles Thibault devant l'Association nationale, 1904, cité par Michel BRUNET, *op. cit.*, p. 131.

D'autres vivent la tension entre l'économie et la culture comme un dilemme insoluble. Ainsi Lionel Groulx :

S'il est vrai que les aspirations morales d'un peuple doivent passer avant toute chose, il est aussi vrai, dans notre monde renversé, que les forces économiques et les puissances d'argent commandent trop souvent les puissances morales et qu'un peuple n'est vraiment maître de sa vie spirituelle que s'il détient l'administration de son patrimoine matériel ⁶⁰⁵.

Malgré les mises en garde sévères de l'élite traditionnelle, l'industrialisation et l'urbanisation se poursuivent implacablement. L'une et l'autre progressent au Québec depuis la fin du XIXe siècle. Les industriels et les financiers canadiens-français prospèrent et leur nombre s'accroît régulièrement. L'effort de promotion d'un réseau canadien-français se heurte par contre à l'invasion du grand capital étranger. L'expansion des entreprises canadiennes-françaises excède rarement le plan local et régional. Dans la foulée de la prospérité relative qui en résulte, le niveau de vie des [325] Canadiens français s'élève et leur adaptation au cadre urbain, nouveau pour nombre d'entre eux, s'en trouve facilité.

La Crise consécutive au krach de 1929 accule à la faillite la plupart de ces industriels et réduit au chômage plus du quart de la population active, ce qui entrave considérablement l'acclimatation à la ville. La tristesse et la résignation imprègnent les années trente. La valeur brute de la production en 1939 est inférieure à celle de 1929. La population urbaine stagne aux environs de 60% de la population du Québec. Les diverses mesures fédérales d'aide aux chômeurs, dont le coût s'élève à 250 millions de dollars au cours de la période, ne sont que des palliatifs. Dans ces conditions, la religion offre un exutoire pour la misère, d'où un regain de la ferveur religieuse sous l'impulsion notamment du cardinal

⁶⁰⁵ Lionel Groulx, cité dans Maurice TREMBLAY, « Orientations de la pensée sociale », dans Jean-Charles FALARDEAU (dir.), *Essais sur le Québec contemporain*, p. 208. On sait que l'Église a été un grand propriétaire foncier et immobilier. Hubert Guindon remarque que le clergé s'est adapté à sa façon à l'industrialisation et à l'urbanisation : « Sa méthode-clé fut de fonder de grandes institutions de natures et de dimensions variables et d'y investir des capitaux. Tout en maintenant ses anciennes fonctions, il entreprit d'en assumer entièrement de nouvelles. Le clergé devint une féodalité *bureaucratique* ; l'extension des administrations cléricales est tout simplement fantastique. » (Hubert GUINDON, « Réexamen de l'évolution sociale au Québec », dans Marcel RIOUX et Yves MARTIN, *La société canadienne-française*, p. 166.) Dans les années cinquante, le coût d'opération de ces institutions excédera les capacités financières de l'Église. Elle fera de plus en plus appel au secours du gouvernement Duplessis qui en tirera profit en la plaçant sous tutelle.

Jean-Marie Rodrigue Villeneuve qui est sans conteste l'homme fort de cette triste décennie. Le nationalisme atteint de nouveaux paroxysmes. Plusieurs se tournent vers le corporatisme et certains vers le fascisme à l'italienne.

Le Québec, comme l'ensemble du Canada et des États-Unis, ne parvient que difficilement à s'extirper de la Crise quand survient la Deuxième Guerre mondiale. Cette dernière provoque un essor aussi foudroyant qu'inespéré qui se prolonge pendant la majeure partie des années cinquante. Le souci du Canada de satisfaire aux besoins de la guerre entraîne des transformations qui se répercutent sur toutes les composantes de la société canadienne-française, de l'économie à la culture. Les obstacles qui ont entravé l'accession du Québec à la modernité semblent définitivement levés.

L'expansion industrielle et urbaine est en effet exceptionnelle. L'état réel de la société québécoise est bien connu. En 1952, dans une conférence magistrale prononcée à l'occasion d'un symposium tenu à l'Université Laval sur le thème « Les répercussions sociales de l'industrialisation dans la province de Québec », Albert Faucher et Maurice Lamontagne démontrent que, dans le secteur manufacturier, la croissance de l'emploi de 1939 à 1950 est de 87% (un peu plus que durant tout le siècle précédent), la main-d'œuvre, de 27% en dépit d'une perte de 18% dans l'agriculture, le nombre d'entreprises, de 50%, la valeur de la production brute, de 100%, les investissements, de 150%, le salaire horaire, de 54%, le salaire hebdomadaire, de 38 % et le revenu per capita, de 55% ⁶⁰⁶. Les répercussions de cette expansion sur les plans démographique, technologique et culturel sont considérables et modifient le cadre institutionnel du Québec. Mais elles ne touchent guère les pouvoirs en place qui fondent leur légitimité sur une idéologie inchangée que les élites propagent auprès [326] de la population au moyen des immenses ressources symboliques, morales et matérielles à leur disposition. Cette évolution, masquée par l'idéologie dominante encore axée sur les valeurs traditionnelles et par le régime politique qui épouse en bonne partie ces valeurs, est peu perçue de la majorité des contemporains. La contradiction croissante au cours de cette période entre l'impulsion donnée au changement, qui s'exprime au sein des secteurs dynamiques de la société civile, et la détermination

⁶⁰⁶ Albert FAUCHER et Maurice LAMONTAGNE, « *History of Industrial Development* », dans Jean-Charles FALARDEAU (dir.), *Essais sur le Québec contemporain*, p. 44. [Version française de l'article disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT]

des pouvoirs clérical et politique de perpétuer la tradition constituent une caractéristique dont l'examen dévoile, à mon avis, le sens le plus juste de ce temps. Comme l'écrit fort justement Roch Denis.

Le retour sur les années 1950 fournit donc l'occasion privilégiée d'étudier le processus du changement et des transformations socio-économiques tel qu'il opère souvent en souterrain, caché derrière l'écran de l'apparente stabilité, masqué par l'apparence des choses et des événements détachés les uns des autres ⁶⁰⁷.

L'étude de Faucher et de Lamontagne traite de la situation du Québec dans son ensemble. Les auteurs notent que la croissance du Québec, bien que particulièrement forte durant la période, est inférieure à celle de l'Ontario. Ils proposent une explication structurelle de cette infériorité : la raison en serait une technologie vétuste et des facteurs d'emplacement défavorables. Ils n'abordent pas la condition particulière des Canadiens français. Les intellectuels savent bien que ces derniers sont nettement défavorisés par rapport à l'ensemble de la population mais ils ignorent l'ampleur de l'écart. Jacques Dofny et Marcel Rioux énoncent la thèse, controversée dès le début, que les Canadiens français forment une classe ethnique, « évidemment prolétarienne ⁶⁰⁸ ». Quoique excessive, leur interprétation pointe dans la bonne direction. Ce n'est que dans la seconde moitié de la décennie 1960-1969 que des données empiriques préciseront les caractéristiques du phénomène.

Au Québec, les Canadiens français restent nettement défavorisés par rapport à l'ensemble de la population. Dans une étude faite pour le compte de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, André Raynauld et ses collaborateurs démontrent, chiffres à [327] l'appui, l'ampleur de l'infériorité économique des Canadiens français. Le revenu moyen des Français en 1961 est en effet bien inférieur à celui de tous les groupes ethniques à l'exception

⁶⁰⁷ Roch DENIS, « Une révolution pas si tranquille... avant 1960 », dans Jean-François LÉONARD (dir.), *op. cit.*, p. 61.

⁶⁰⁸ Jacques DOFNY et Marcel RIOUX, « Les classes sociales au Canada français », *Revue française de sociologie*, vol. 3, n°3, 1962, p. 290-300. Outre la classe paysanne et la classe ouvrière en voie de consolidation, une moyenne bourgeoisie d'affaires compense la faiblesse de la grande bourgeoisie et une « élite » assez nombreuse, issue des collèges classiques, occupe les divers échelons des pouvoirs clérical et politique et se répartit en professions d'où elle tire un grand prestige et des avantages matériels appréciables. Voir aussi Marcel RIOUX, « Conscience ethnique et conscience de classe au Québec », *Recherches sociographiques*, vol. VI, n° 1, janv.-avril 1965, p. 23-32.

des Italiens et des Indiens. L'indice du revenu global moyen de la population active canadienne-française du Québec non agricole est de 91,7 tandis que celui des Juifs est de 178 et celui des Britanniques de 140, alors que l'indice général au Canada des premiers est de 168,2 et celui des seconds, de 109,9. Ces deux groupes tirent profit du marché québécois moins saturé pour eux que dans les autres provinces. Les anglophones unilingues d'origine britannique ont des revenus plus élevés que les anglophones et les francophones bilingues. Les francophones unilingues gagnent beaucoup moins que les deux autres catégories. Une fois tous les facteurs objectifs mesurés (âge, profession, instruction, structure industrielle, etc.), l'écart des Français par rapport à la moyenne s'élève à 267 dollars, soit un résidu de 8 % par rapport à la moyenne générale ⁶⁰⁹. Les auteurs imputent cet écart à « une influence nette de l'origine ethnique ». La valeur ajoutée par l'entreprise canadienne-française est bien inférieure à celle de l'entreprise canadienne-anglaise et étrangère :

Pour l'ensemble de l'industrie manufacturière le travailleur produit 12,200 dollars dans un établissement étranger, 8,400 dollars dans un établissement canadien-anglais et 6,500 dollars dans un établissement canadien-français. En ce qui concerne le marché, les entreprises canadiennes-françaises desservent surtout une clientèle locale : en 1961 elles ne contribuaient qu'à 4,5% des exportations de la province tandis que les entreprises étrangères y participaient dans une proportion de 51,5% ⁶¹⁰.

Faute de données pour les décennies précédentes, nous ignorons si la position des Canadiens français s'était détériorée en termes relatifs depuis la guerre bien qu'en termes absolus elle se fût certainement améliorée.

⁶⁰⁹ André RAYNAULD et collab., « La répartition des revenus selon les groupes ethniques », étude de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, Ottawa, 1967. La première partie du Livre III du rapport de la Commission, *Le monde du travail. Le statut socio-économique*, publié en 1969, est basée sur cette étude. L'étude Raynauld survient trop tard pour inspirer les intellectuels des années cinquante mais elle stimule les vagues indépendantistes et socialistes de la décennie suivante. Nombre de publications postérieures, raffinant le modèle de Raynauld et collab., signalent une lente remontée des Canadiens français par rapport aux autres groupes ethniques. Voir André RAYNAULD, *La propriété des entreprises au Québec*.

⁶¹⁰ André RAYNAULD et collab., « La répartition des revenus selon les groupes ethniques », p. 244.

L'infériorité économique des Canadiens français transparait également dans leur faible participation au contrôle de la plupart des secteurs manufacturiers. Un petit nombre d'industriels, notamment les « cinq familles », prospèrent durant la guerre et les années suivantes mais il en [328] résulte une ségrégation économique par rapport au grand capitalisme nord-américain. La politique économique sous l'Union nationale favorise l'entreprise locale et régionale alors qu'elle s'en remet au capital canadien-anglais et américain pour les développements de grande envergure ⁶¹¹. De plus, la présence de Canadiens français dans le groupe d'administrateurs des 183 sociétés canadiennes les plus importantes n'est que symbolique. Dans une étude dont les données datent de 1955, John Porter fixe leur pourcentage à 6,7%, la plupart n'étant d'ailleurs pas des gens d'affaires mais des avocats à l'emploi des grandes compagnies ⁶¹². Cette étude, dont la méthode s'inspire de l'ouvrage magistral de C. Wright Mills, *The Power Elite* paru en 1957, fait grand bruit au Québec. Elle fournit une preuve supplémentaire d'une importance capitale de l'infériorité économique des Canadiens français. Non seulement leur revenu *per capita* est-il parmi les plus bas mais, confinés aux marges de la grande entreprise, ils sont virtuellement absents des grands réseaux économiques d'information et de communication.

Ne disposant ni du temps ni des instruments de travail pour procéder à des études empiriques, les intellectuels s'appesantissent sur la recherche des causes historiques du retard des Canadiens français. Ils invoquent des raisons multiples et divergentes et la plupart de leurs interminables débats portent précisément sur leurs désaccords. Nationalistes traditionnels, « transitionalistes », modernistes (néo-nationalistes et antinationalistes) se targuent les uns et les autres d'énoncer les véritables explications.

Les nationalistes traditionnels, Groulx et ses disciples, persistent à déplorer que l'industrialisation et l'urbanisation minent le « caractère national » et à proclamer les vertus de l'agriculture et de la vie rurale, seuls garants de la langue et de la religion. Selon Groulx : « Notre mal, notre grand mal, il y a longtemps

⁶¹¹ Yves BÉLANGER et Pierre FOURNIER, *L'entreprise québécoise*, p. 53-92. Il s'agissait des familles Simard, Masson-Bienvenu, Raymond, Brillant et Lévesque. On comptait également des membres d'anciennes familles (Forget, Paquet, Dupuis, etc.) et de certaines familles dont la fortune était récente.

⁶¹² John PORTER, *The Vertical Mosaic*. Il est probable qu'une participation aussi faible signifiait un recul par rapport à la situation des années vingt.

que je le dis, il n'est pas d'abord dans l'ordre politique, ni dans l'ordre économique, il est dans nos esprits [...] Notre mal économique tient à un manque d'orientation nationale ⁶¹³. »

Marcel Trudel prend le contre-pied de l'historiographie traditionnelle et se donne comme objectif de retracer l'histoire en se basant sur les seuls faits. « [Les auteurs] n'ont connu que l'atmosphère d'un nationalisme provincial surchauffé et on leur a inculqué la conviction que l'histoire [329] devait servir à ce qu'ils appellent la cause nationale. Aussi ont-ils fait de leurs manuels des instruments d'apologétique française et catholique ⁶¹⁴. »

Duplessis, lui aussi, vante les bienfaits de la vie rurale et le devoir de fidélité à la religion des ancêtres, mais sa pratique politique favorise le développement industriel du Québec avec l'apport massif de capitaux américains.

L'ambivalence caractérise les « transitionalistes ». Faisant écho aux propos d'Olivar Asselin et d'Édouard Montpetit, ils considèrent, comme Jean-Marie Nadeau, que « le fait français est inséparable du fait économique ⁶¹⁵ ». Les « transitionalistes » s'interrogent : « Comment industrialiser et urbaniser la province de Québec sans voir se perdre le caractère français et religieux ? » L'industrialisation et l'urbanisation sont inéluctables, sinon désirables. Ils cherchent les moyens de les concilier avec les valeurs traditionnelles :

[...] il y a donc lieu de se demander quelle forme la vie économique et sociale de la province de Québec devrait prendre pour s'ajuster aux exigences nationales du milieu humain canadien-français. Et il est d'autant plus à propos de s'interroger sur ce point que l'expérience [...] démontre qu'aucun pays ne saurait parvenir à une prospérité économique stable, durable, s'il organise sa vie matérielle au détriment des biens supérieurs d'ordre intellectuel, culturel et moral de la population [...] Notre peuple est catholique, de culture et de droit français. En pratique, cela veut dire que par sa culture même (hiérarchie des valeurs), par sa croyance religieuse (primauté du spirituel), par sa philosophie générale de vie, il considère

⁶¹³ Lionel GROULX, *Directives*, cité dans André J. BÉLANGER, *L'apolitisme des idéologies québécoises*, p. 225.

⁶¹⁴ Marcel TRUDEL, *Mémoires d'un autre siècle*, p. 193. Pour une critique systématique de l'historiographie nationaliste traditionnelle, voir Marcel TRUDEL et Geneviève JAIN, « L'histoire du Canada. Enquête sur les manuels », étude de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, n° 5, Ottawa, 1970.

⁶¹⁵ Jean-Marie NADEAU, *Carnets politiques*, p. 52 (entrée d'août 1952).

l'économique, non comme une fin *dernière*, mais comme une fin *intermédiaire* ordonnée elle-même à des valeurs plus hautes, culturelles et spirituelles ⁶¹⁶.

Minville cherche des solutions qui ne priveraient pas « qui que ce soit de son initiative, de son droit à la prospérité économique et à la stabilité sociale ». Il estime que le libéralisme et l'individualisme « ont fait leur temps ». Il favorise l'achat chez nous, le coopératisme, le syndicalisme catholique, mais il reconnaît les limites de ces solutions, ainsi que celles de la promotion de la petite entreprise comme plusieurs contemporains le préconisent. La formule véritable de rechange, il la conçoit dans une forme mitigée de corporatisme, soit « l'association professionnelle ou la profession organisée agissant sous la surveillance de l'État ». Cette formule, selon lui, corrigerait les excès du libéralisme comme ceux de la démocratie. Pierre Harvey exprime fort bien la méfiance des nationalistes traditionnels à [330] l'égard de l'économie industrielle. Selon lui, ils craignent pour le sort de leur rationalisme culturel : « au plus profond d'eux-mêmes, les Canadiens français ont, depuis deux siècles, centré leurs réactions, à leur insu, sur une contestation collective du système économique occidental, qu'ils perçoivent toujours comme étranger à l'image qu'ils se sont donnée, par contraste, de leur culture ⁶¹⁷ ».

Pour les modernistes, fermer les yeux sur l'évidence, comme les nationalistes persistent à le faire, et proposer comme modèle organisationnel d'une société industrielle et urbaine des formules propres à l'âge ancien ou qui se sont révélées inefficaces ailleurs confinent à l'aveuglement. Mais ils sont tellement occupés par leurs divergences qu'ils ne recherchent pas sérieusement les moyens susceptibles de résorber l'infériorité économique des Canadiens français.

La majorité des intellectuels modernistes se reportent à des causes historiques, défendues avec d'autant plus de verve qu'elles sont moins soigneusement soumises à des investigations ou plus incertaines. Le débat qui oppose néo-nationalistes et antinationalistes est d'autant plus acrimonieux que les uns et les

⁶¹⁶ Esdras MINVILLE, *Invitation à l'étude*, p. 134-135.

⁶¹⁷ Pierre HARVEY, « Pourquoi le Québec et les Canadiens français occupent-ils une place inférieure sur le plan économique ? », *Le Devoir*, 13-14 mars 1969, reproduit dans René DUROCHER et Paul-André LINTEAU, *Le « retard » du Québec et l'infériorité économique des Canadiens français*, p. 121.

autres sont souvent à court d'arguments pour démontrer la justesse de leur position et la fausseté de celle de l'adversaire.

La thèse des néo-nationalistes - Séguin, Brunet, Frégault - se centre sur l'affirmation que la conquête anglaise a décapité une société déjà bien enracinée et que consolidait une bourgeoisie marchande dynamique. Cet événement historique a isolé les Canadiens. Par réflexe d'autoprotection, ceux-ci se délestent de la rationalité économique qui leur avait été propre au profit de la nouvelle classe de marchands et d'administrateurs anglais et adoptent une rationalité culturelle. Pour sauvegarder la religion catholique et la langue française, l'Église détourne les Canadiens de l'esprit d'entreprise, la politique renforce les idéologies et les pratiques cléricales. Le monde des affaires se ferme à eux. Le repli dans l'agriculture reste leur seul recours. Dans les termes de Michel Brunet :

L'agriculture se présentait comme un refuge aux Canadiens éliminés du commerce de leur pays. Nombre d'anciens traitants et marchands devinrent cultivateurs par nécessité [...] Vaincus sur le terrain économique parce que leur patrie avait été défaite sur les champs de bataille et occupée par les vainqueurs, privés de l'appui d'une métropole nourricière, les hommes d'affaires canadiens avaient, pour la plupart, sombré dans la misère ou dans la médiocrité [...] Cette décapitation sociale et cet [331] asservissement économique des Canadiens maintenant soumis à un pouvoir étranger s'étaient accomplis tout naturellement, sans violence, sans difficulté. Telles étaient les conséquences inéluctables de la conquête ⁶¹⁸.

La thèse de l'effet dévastateur de la conquête anglaise sur une société canadienne en voie de formation se fonde en partie sur des déclarations de marchands dans la première moitié du XIX^e siècle. C'est ainsi que, en 1832, des hommes d'affaires canadiens-français de Montréal lancent un cri d'alarme et proposent la fondation d'une Maison canadienne du commerce. Le manifeste qu'ils rédigent témoigne de l'aigreur de leurs sentiments :

Il est naturel de supposer que dans une colonie l'affluence des capitaux de la métropole doit jeter le haut commerce entre les mains des nouveaux venus, pour peu que les lois favorisent le monopole ; c'est ce qui est arrivé dans ce pays [...] Si les Canadiens partageaient le haut commerce, ils

⁶¹⁸ Michel BRUNET, *La présence anglaise et les Canadiens*, p. 73, 74-75 et 85.

trouveraient aussi le moyen de s'intéresser aux entreprises étendues et utiles ; ils pourraient en vivre, [...] soutenir des institutions et des projets utiles pour l'avantage du peuple. Nos adversaires ne sont pas de bonne foi lorsqu'ils nous reprochent notre pauvreté et les difficultés que nous éprouvons [...] nous ne puisons pas à la même source ; nous n'avons aucune protection hors du pays ; nous ne nous servons pas de capitaux étrangers pour nous en créer à nous-mêmes [...] Nos plus belles propriétés passent entre leurs mains. Ils vont en carrosse et nous allons à pied. Encore nous en font-ils reproche. Le commerce a doublé depuis quelques années ; nous seuls avons en ce genre été à reculons [...] Nous aurions nos banques, nos compagnies d'assurance ; le parti qui s'oppose constamment aux intérêts des habitants du pays se trouverait alors paralysé et réduit à ses forces réelles [...] le besoin de débouchés pour notre jeunesse canadienne commence à se faire sentir d'une manière alarmante [...] On craindra même de faire instruire ses enfants parce qu'on ne saura à quoi les destiner après leurs études ⁶¹⁹.

Le discours des néo-nationalistes des années cinquante est un écho fidèle de cette plainte. Selon l'expression de Guy Frégault, la Conquête signa « l'arrêt de mort d'une société » :

En fait, un monde anglais s'est refermé sur les Canadiens, sans pourtant qu'ils se fondent en lui, car il s'est créé contre eux et il se développe sans eux. Leurs générations se succèdent dans un empire, dans un continent et dans un État britanniques. Britanniques, les institutions politiques et les réalités économiques au milieu desquelles leur existence s'écoule. Fatalement étrangères, les armatures sociales qui se forment autour d'eux et au-dessus d'eux. Et leur propre armature sociale ayant été tronquée en même temps que secouée sur ses bases, ils ne forment plus qu'un résidu humain, dépouillé de la direction et des moyens sans lesquels ils ne sont pas à même de concevoir et de mettre en œuvre la politique et l'économie [332] qu'il leur faut. Les consolations qu'ils cherchent ne leur donnent pas ce qu'ils n'ont plus. Leur condition ne résulte pas d'un choix qu'ils auraient fait : ils n'ont guère eu de choix ; elle est la conséquence directe de la conquête qui a disloqué leur société, supprimé leurs cadres et affaibli leur dynamique interne, si bien qu'elle s'achève en eux ⁶²⁰.

⁶¹⁹ Guy FRÉGAULT et Marcel TRUDEL, *Histoire du Canada par les textes*, tome I, p. 189-191.

⁶²⁰ Guy FRÉGAULT, *La guerre de la Conquête*, cité dans André D'ALLEMAGNE, *Le colonialisme au Québec*, p. 100-101.

L'historiographie subséquente penche en faveur de la position des néo-nationalistes qui étaient historiens : il existait, sous le Régime français, l'embryon d'une économie marchande basée sur le commerce des fourrures. Les marchands britanniques s'emparèrent graduellement de ce commerce dans les décennies qui suivirent la Conquête. André Garon écrit :

Solidaires durant les premières décennies du régime britannique, parce que tous plus ou moins impliqués dans le commerce des fourrures, les marchands de quelque importance virent, durant les années 1780-1800, s'opérer dans leurs rangs un clivage, à la suite de la démobilisation qu'engendra la concurrence plus serrée dans le commerce des fourrures. Ceux qui ne purent tenir leur place dans l'économie des fourrures se replièrent sur d'autres activités et constituèrent les effectifs du réseau de distribution des produits importés, drainant partiellement la production surtout agricole et forestière pour l'exportation. Ils en vinrent à se rattacher à un monde rural qui était en mesure de les absorber, d'autant plus facilement que les laissés-pour-compte étaient, comme lui, en majorité francophones. Jusqu'en 1774, les Canadiens français formaient plus des trois quarts des effectifs marchands engagés dans la traite des fourrures. Mais déjà en 1767 on voyait s'amorcer la montée des Britanniques qui y investissaient une proportion croissante des capitaux ⁶²¹.

Les antinationalistes ne procèdent à aucune analyse sérieuse de la société canadienne-française et de son évolution. Ils pourfendent le raisonnement « agriculturiste » et clérical des nationalistes traditionnels en matière économique, ridiculisent les néo-nationalistes, même si leur interprétation de l'histoire est séculière. Ils mettent en cause le système colonial de l'Ancien Régime français dont le mercantilisme aurait empêché la formation d'une classe marchande relativement solide, se moquent de l'acharnement des néo-nationalistes à faire découler tout le déroulement de l'histoire d'un facteur unique, la conquête anglaise, et à imaginer, par le recours à un « si » (si la Conquête n'avait pas eu lieu), une société industrielle au sein de laquelle les « Canadiens » auraient prospéré. Ils leur [333] reprochent de sombrer dans un noir pessimisme, leur thèse excluant toute possibilité de redressement de leur pénible condition.

⁶²¹ André GARON, « Le Bas-Canada (1792-1838) », dans Jean HAMELIN (dir.), *Histoire du Canada*, p. 284-285. Voir aussi Fernand OUELLET, *Éléments d'histoire sociale du Bas-Canada*. Le principal adversaire de la thèse des néo-nationalistes fut Marcel Trudel, lui qui professait que l'histoire doit s'expliquer uniquement à partir d'archives et de documents. Voir Marcel TRUDEL, *op. cit.*, p. 167-206.

Mais eux aussi interprètent l'histoire à partir d'un facteur unique : le nationalisme, cause de tous les maux dont ont souffert et souffrent encore les Canadiens français. S'ils sont cléricaux, antidémocrates, inaptes aux affaires, c'est parce qu'ils sont nationalistes. *Cité libre* illustre la redondance du recours à ce procédé peu convaincant. Dans un article publié en 1955, avant que les néo-nationalistes répudient le « messianisme » et l'« anti-étatisme » des nationalistes de la « survivance », Marcel Rioux synthétise l'essentiel des critiques que les antinationalistes adressent à leurs opposants :

Il n'en reste pas moins qu'une crise de conscience existe au Canada français ; c'est un phénomène que la droite sent confusément et qu'elle essaie d'exploiter. Cette crise de conscience a commencé d'exister bien avant aujourd'hui, et depuis 1760 on pourrait retracer chez certains individus, tout au long de notre histoire, un désaccord profond entre leur idéal humain et l'idéologie nationaliste, bourgeoise et cléricale [...] aujourd'hui, avec l'urbanisation et l'industrialisation de notre province, une partie toujours grandissante de notre prolétariat sent et comprend que l'idéologie l'a enfermée dans un univers bien mesquin [...] Au Canada français, il y a toujours eu une idéologie ; depuis 1760, elle n'a guère varié. On peut soutenir qu'elle s'est figée avec la Conquête et que, tout au long de notre histoire, elle n'a guère varié que dans sa formulation. L'idéologie canadienne-française s'est toujours appuyée sur trois caractères de la culture canadienne-française : minoritaire, catholique et française [...] N'empêche que si aujourd'hui le retour à la terre n'est pas aussi bien porté qu'il l'était, il reste chez plusieurs comme une nostalgie du XIX, siècle, de ce bon vieux temps où tout était si pur, si français, si catholique. Il reste le rejet de l'industrialisation, de l'urbanisation ⁶²².

Brunet voue à Pierre Trudeau une haine viscérale. Il est l'adversaire le plus acharné de tout nationalisme - le nationalisme traditionnel et le néo-nationalisme. Une partie considérable de ses écrits, sinon la majeure partie, est consacrée à la dénonciation de tout nationalisme, comme c'est d'ailleurs le cas à *Cité libre* que Pelletier et lui animent. C'est dans son long essai, *La province de Québec au moment de la grève*, que Trudeau expose avec minutie sa critique du nationalisme, critique acidulée qui confine à la caricature. Lui aussi, toutefois, est

⁶²² Marcel Rioux, « Idéologie et crise de conscience du Canada français », *Cité libre*, n° 14, déc. 1955, dans Yvan LAMONDE en collaboration avec Gérard PELLETIER, « *Cité libre* », *une anthologie*, p. 266, 271-272 et 273.

à court de solutions susceptibles de corriger l'infériorité économique des Canadiens français. Il exprime sa préférence pour le socialisme mitigé de la Cooperative Commonwealth Federation tout en estimant qu'il ne faut pas « bouleverser les lois économiques » :

[334]

Les forces économiques opérant, comme je l'ai dit, c'est-à-dire sous l'empire des lois [...] tendront à enrichir la communauté dans son ensemble [...] Il n'y a guère d'État qui puisse transgresser impunément les lois de l'économie et de la technologie. Celui qui tenterait de le faire, au nom d'objectifs sociaux louables, appauvrirait son économie et rendrait du même coup inatteignable ses objectifs sociaux.

D'où Trudeau conclut que c'est par l'adhésion au fédéralisme canadien que le Québec pourra se doter d'une économie « foncièrement saine » :

C'est dire en somme qu'il faut s'opposer à la dislocation du pays parce que cela aurait pour effet d'affaiblir l'économie québécoise, et conséquemment de la rendre moins apte à poursuivre les objectifs sociaux et à en solder le coût [...] Le fédéralisme canadien offre donc aux citoyens un choix multiple qui accroît ainsi leur liberté démocratique [...] Évidemment, pour des raisons de langue, le contribuable canadien-français sera moins mobile ⁶²³.

Il est un trait de la pensée de Trudeau peu souvent noté : celui de la responsabilité qu'il attribue au nationalisme canadien-britannique pour rendre compte de l'infériorité économique des Canadiens français. Lui aussi, occasionnellement, rabat la responsabilité sur « l'autre » sans pour autant cesser de ressasser celle de l'élite canadienne-française : « Au Québec, où ils n'avaient pas le nombre mais où ils avaient l'argent, nos concitoyens ont souvent cédé à la tentation d'agir démesurément avec les moyens qu'ils avaient ⁶²⁴. » Ailleurs, il élabore son accusation :

⁶²³ Pierre Elliott TRUDEAU, « Le Québec et le problème constitutionnel » dans Pierre Elliott TRUDEAU, *Le fédéralisme et la société canadienne-française*, p. 32 et 33 (texte rédigé en mars et avril 1965, quelques mois avant son entrée en politique).

⁶²⁴ Pierre Elliott TRUDEAU, « Réflexions sur la politique au Canada français », *Cité libre*, n° 3, déc. 1952, p. 61.

En politique, le nationalisme canadien-britannique prit ainsi les formes qu'André Laurendeau baptisa admirablement du nom de « théorie du roi nègre ». En matière économique, ce nationalisme consista essentiellement à considérer le Canadien français comme « cochon de payant », mais on poussa parfois la magnanimité jusqu'à placer des hommes de paille - aux noms « bien de chez nous » - sur les *boards of directors*, ces hommes se ressemblant toujours en ceci : *primo*, ils ne furent jamais assez compétents et forts pour pouvoir passer en tête, et *secundo*, ils furent toujours assez « représentatifs » pour solliciter les faveurs du roi nègre et flatter la vanité de la tribu. En matière sociale et culturelle enfin, le nationalisme canadien-britannique s'exprima tout simplement par le mépris : des générations entières d'anglophones ont vécu dans le Québec sans trouver le moyen d'apprendre trois phrases de français. Quand ces individus bornés affirment sérieusement que leur mâchoire et leurs oreilles ne sont pas ainsi faites qu'elles puissent s'adapter au français, ils veulent en réalité vous faire [335] comprendre qu'ils refusent d'avilir ces organes, et leur peu d'esprit, en les mettant au service d'un idiome barbare ⁶²⁵.

Plus loin, il écrit cette phrase qui paraît surprenante sous sa plume à ceux qui ne le connaissent pas :

Le nationalisme canadien-britannique engendra, comme c'était inévitable, le nationalisme canadien-français [...] Pour un peuple vaincu, occupé, décapité, évincé du domaine commercial, refoulé hors des villes, réduit peu à peu en minorité, et diminué en influence dans un pays qu'il avait pourtant découvert, exploré et colonisé, il n'existait pas plusieurs attitudes d'esprit qui pussent lui permettre de préserver ce par quoi il était lui-même. Ce peuple se créa un système de sécurité, mais qui en s'hypertrophiant lui fit attacher un prix parfois démesuré à tout ce qui le distinguait d'autrui, et considérer avec hostilité tout changement (fût-ce un progrès) qui lui était proposé de l'extérieur [...] Contre ce nationalisme agresseur, quelle alternative s'offrait - disons depuis un siècle - aux Canadiens français ? D'une part, ils pouvaient opposer à l'idée dominante d'État-Nation canadien-britannique l'idée fissipare d'État-Nation canadien-français ; d'autre part, ils pouvaient désamorcer ce concept d'État-Nation et entraîner le Canada sur la voie de l'État multi-national ⁶²⁶.

⁶²⁵ Pierre Elliott TRUDEAU, « La nouvelle trahison des clercs », *Cité libre*, vol. XIII, n° 46, avril 1962, p. 3.

⁶²⁶ Pierre Elliott TRUDEAU, *Le fédéralisme et la société canadienne-française*, p. 172-173. Pour des propos semblables, voir Pierre Elliott TRUDEAU, « Réflexions sur la politique au Canada français », *Cité libre*, n° 3, déc. 1952, p. 53-70. Il convient d'ajouter que, dans ces

Si en politique, comme le disait Laurier, « les Canadiens français n'ont pas d'idées, ils n'ont que des sentiments », il s'avère qu'en économie ils n'eurent que la crainte de perdre leur identité nationale. Cette crainte paralysa le génie inventif dont ils firent preuve en d'autres domaines. Plutôt que de s'affirmer, ils s'opposèrent, s'arc-boutèrent ou encore, acceptant l'inéluctable industrialisation et urbanisation, ils sombrèrent dans le pessimisme. De leur côté, les antinationalistes distribuèrent les condamnations à profusion mais, eux aussi, furent à court de moyens propres à redresser l'économie canadienne-française.

UNE CULTURE DÉBILITANTE

[Retour à la table des matières](#)

La culture est le produit du rapport dialectique de l'homme avec son double environnement naturel et social. Elle est une composante essentielle de la société qu'elle traverse de part en part. Sa relation à l'économie et à la politique est constante et intime. Il ne saurait exister de grande culture sans une large base économique et sans une gouverne politique qui procure sécurité et liberté. La culture est un produit de l'homme, mais de l'homme situé quelque part, à un moment donné. Elle délimite [336] l'espace social dans lequel il se meut. Us et coutumes populaires, institutions, productions artistiques, littéraires et scientifiques concrétisent la perception que les hommes se font d'eux-mêmes, révèlent la vision qu'ils ont du monde et de la vie, la signification qu'ils leur découvrent et qui guide leurs conduites et leurs pratiques sociales. La culture revêt trois formes : elle est héritage (culture reçue), signes, symboles, valeurs (culture vécue) et aspirations (culture projetée). Convergences et divergences, harmonies et conflits, présences et distances, ces trois formes alimentent les pulsions qui agitent la culture dans sa totalité et déterminent son dynamisme.

Les intellectuels modernistes n'ont ni l'intention ni sans doute les moyens de procéder à une analyse et à une critique approfondies de la culture de leur époque. Ils prennent pleinement conscience du fait que la culture reçue des ancêtres et véhiculée par les pouvoirs en place est dépassée par les conditions concrètes de

textes, Trudeau vilipende également les Canadiens français pour leur manque d'esprit démocratique.

vie, qu'elle ne répond pas aux besoins d'une société moderne et qu'elle ne persiste que par son caractère officiel imposé. Le credo « notre maître le passé » légitime cette culture d'un autre âge. Religion et politique proclament que le respect de la tradition permet la continuité des générations et reste le seul garant de la survivance de la nation canadienne-française, minoritaire et dépendante en terre d'Amérique. Dans la conclusion de *L'appel de la race*, Lionel Groulx formule une conception ethnique du soi national :

À nous, Canadiens-français, héritiers, continuateurs de la Nouvelle-France, à nous d'écrire plus particulièrement l'histoire générale de toute la race. Mais à chacun des groupes français qui, là même où se déploie leur destin, ont besoin de trouver des raisons de fierté, des arguments de défense qui leur sont propres, à eux de réconcilier le témoignage de leur grandeur et de leur droit [...] Et cette âme de la race et du pays viendra vous dire, dans une rumeur de poème épique, que nulle histoire ne tient plus de place que la vôtre dans les premiers fastes de ce continent, et qu'en son témoignage, résident peut-être vos titres les plus anciens et les plus sûrs.

Ailleurs, Groulx fait dépendre la tradition culturelle du sort de la langue et de la religion :

La tradition est le signe d'une culture au même titre que la langue. Laisser corrompre sa langue ou cesser de la parler, c'est le propre d'une nationalité qui se meurt ; laisser tomber la tradition, ne plus accomplir le rite, c'est laisser voir que l'âme a changé. Quelle tristesse quand la tradition est de caractère religieux ! Sa disparition fait alors entendre un abaissement de la foi. L'âme ne peut plus accomplir des gestes qui sont devenus plus grands qu'elle-même [...] Un peuple qui change de traditions est un peuple qui a commencé à changer d'âme ⁶²⁷.

[337]

Ces passages de l'œuvre immense de celui qui, mieux que tout autre, a prescrit le sens de la quête de l'identité que les Canadiens français devaient se donner d'eux-mêmes, et qu'ils se sont effectivement donnée dans une large mesure, énonce à merveille les principaux éléments de la culture véhiculés par le

⁶²⁷ Lionel Groulx, cité dans Fernand DUMONT et collab. (dir.), *Idéologies au Canada français, 1900-1929*, p. 8-9.

nationalisme traditionnel : fatalité, défense de l'héritage, grandeur de la « race », mission grandiose qui lui garantira le respect des autres peuples. L'angoisse sous-tend l'exhortation que Groulx adresse à ses compatriotes dans *La naissance d'une race* :

Allons-nous marcher plus longtemps avec cette conscience désagrégée, flottante, où ne peut s'appuyer aucune fixité du patriotisme ? A-t-elle seulement droit à l'existence, peut-elle se promettre un avenir, la nationalité qui s'ignore, qui ne sait plus garder pour elle-même son allégeance spirituelle ? [...] Si vivre est persévérer dans son être, les Canadiens français ont besoin de savoir quel est leur être national, et comment, à travers l'histoire, il s'est formé.

La mission que Groulx assigne aux Canadiens français ainsi que la crainte que leur destin soit l'échec se retrouvent, sous des formes diverses, chez tous les nationalistes traditionnels. Ceux-ci se bornent à la remodeler pour l'ajuster aux conditions de la grande crise économique, de l'explosion des fascismes européens, de la Seconde Guerre mondiale et de l'après-guerre. Des ajustements fragmentaires suffisent à leur permettre d'englober les nouveaux espaces sociaux que créent l'industrie, la ville et la transformation du monde rural. Un seul changement notable : le rétrécissement graduel de l'idée de nation canadienne-française aux frontières de la province de Québec.

La culture traditionnelle est depuis longtemps caduque par rapport à la réalité. En outre, la vision que l'extérieur en a est souvent caricaturale et méchante. Dans bien des milieux, l'expression *priest ridden province* est considérée comme une description exacte de la situation. À l'occasion du congrès des Affaires canadiennes, tenu à l'Université Laval en 1961 par l'Association générale des étudiants de l'Université Laval (AGEL) sur le thème « Le Canada : expérience réussie ou ratée », les propos méprisants de Douglas Fisher soulèvent la colère générale :

Qu'a donc le Canada français à nous offrir qui devrait nous inciter à la « bonne entente », nous pousser à apprendre le français, etc. ? Et je me demande ce que nous pourrions dire au sujet de la culture canadienne-française. Que ses principaux produits furent Maurice Richard et Lily St-Cyr ? [...] Je me demande si nous devons être fascinés par votre merveilleux régime policier [*police tradition*] et la magnificence de votre procédé électoral au moyen de télégraphes [*telegraphy*]. Je me demande

si les Courtemanche, les Pouliot, les Sévigny et autres personnes de ce genre que nous croisons à Ottawa doivent nous faire une impression irrésistible. [338] Je me demande si nous devons admirer votre tradition de censure littéraire, si, dans une société où la technocratie devient si importante, nous avons beaucoup à apprendre de votre système d'éducation ⁶²⁸.

Fisher disait exprimer la « vision du Canadien anglais moyen » de la condition de la culture canadienne-française à l'orée de la décennie 1960-1969. Tous ne l'exposaient pas dans des termes aussi crus mais j'ai le sentiment que la perception de Fisher reflétait la pensée de plusieurs.

Les intellectuels canadiens-français progressistes ne recourent pas à l'insulte mais eux aussi expriment leur dissidence sans indulgence. Entre plusieurs, écoutons Pierre Vadeboncœur, Maurice Blain et Fernand Dumont :

[Si le nationaliste] a remarqué l'inertie populaire, cela, par exemple, ne le conduit pas à la révolte contre la culture régnante, ni même à l'examen critique de cette dernière, mais au contraire à l'affirmation en vrac et redoublée de celle-ci et à la confirmation de tout l'édifice qui la conserve. Les déclins culturels ne nous poussent pas à discuter mais à réaffirmer les objectifs de la tradition [...] Tout se passe comme si, à la faveur de la présence abstraite de notre idéologie, nous nous fussions oubliés nous-mêmes et que notre histoire, se croyant préservée par la doctrine, se fût déroulée dans la plus parfaite indifférence de ce qu'il pouvait advenir de notre culture réelle, concrète ⁶²⁹.

Qu'est-ce enfin que l'idéalisme de la culture, sinon la rupture permanente instituée entre l'homme et sa pensée ? [...] Notre culture a perdu toutes ses vertus de contradiction, de recherche, de critique et de méditation [...] [Il est] plus frappant encore que la vérité soit si certaine, le progrès vers la connaissance si conformiste, le rejet de l'autorité si tyrannique ⁶³⁰.

Au Canada français, l'adolescent découvre son présent en se mettant au passé [...] pour être fidèle, on est prisonnier d'une seule définition de

⁶²⁸ Douglas FISHER, « The English Canadian View », congrès des Affaires canadiennes, p. 156 (trad. libre).

⁶²⁹ Pierre VADEBONCŒUR, « Pour une dynamique de notre culture », *Cité libre*, n^{os} 1-2, juin-juill. 1952, p. 17-18.

⁶³⁰ Maurice BLAIN, « Pour une dynamique de notre culture », *Cité libre*, n^{os} 1-2, juin-juill. 1952, p. 21-23.

l'histoire - celle qui nous a définis tout entiers comme étant une minorité [...] Le Canada français s'est défini au cours d'un passé qui pèse lourdement sur nous, non pas encore une fois à cause des événements réels qui s'y sont déroulés, mais par suite de l'arrangement systématique qu'en ont fait nos historiens [...] Voilà un phénomène culturel, celui précisément par lequel la culture se constitue comme totalité [...] Le nationalisme a masqué trop longtemps ici, comme ailleurs, les problèmes posés par l'inégalité sociale pour que, dans ce combat pour une communauté plus profonde, nous ne trouvions pas à la fois des tâches d'hommes et le visage d'une patrie enfin devenue notre contemporaine ⁶³¹.

[339]

Mus par la nécessité fortement ressentie de discréditer, dans sa totalité, la culture imposée, les intellectuels progressistes n'ont pas suffisamment d'énergie en réserve pour procéder à des analyses poussées de la culture réellement vécue. Ils l'abordent surtout sous trois angles particuliers : la langue, l'éducation et la religion.

UNE LANGUE MOLLE

[Retour à la table des matières](#)

Le passé, le présent et l'avenir de la langue française ont été une préoccupation essentielle pour les anciens. La religion catholique et la langue française, joyaux de l'héritage, constituaient les principaux motifs de l'acharnement pour la survivance. Les « campagnes de bon parler français » avaient pour mission de prolonger le choc émotif des discours patriotiques.

Les néo-nationalistes, Michel Brunet en tête, accusent l'école d'avoir été un agent d'anglicisation après la Conquête. *La présence anglaise et les Canadiens* abonde de propos sur ce thème. Les nombreuses références à la Conquête chez les écrivains récents confirment la thèse néo-nationaliste. Jean Bouthillette fait écho à cette thèse en insistant sur les effets corrosifs qu'eurent sur la langue l'industrialisation et l'urbanisation à l'anglaise qui suivirent :

⁶³¹ Fernand DUMONT, « Faites vos jeux : de quelques obstacles à la prise de conscience chez les Canadiens français », *Cité libre*, n° 19, janv. 1958, p. 24, 26 et 28.

Peuple privé du soutien essentiel de sa métropole après la Conquête, la révolution industrielle, qui est le fait de l'Anglais - et plus de l'Américain - nous a trouvés, dans la seconde moitié du siècle suivant, déclassés et démunis, sans moyens matériels comme intellectuels [...] Un peuple en majorité paysan et sous-développé [a été précipité] dans un univers socioéconomique au sein duquel non seulement a-t-il été prolétarisé et mis en état de dépendance, mais où sa langue a eu de moins en moins d'usage ⁶³².

On s'étonne que les intellectuels modernistes antinationalistes aient négligé de traiter de la question linguistique jusqu'aux abords des années soixante. À *Cité libre*, on ne l'effleure que dans le contexte d'autres sujets. Laurendeau et le frère Untel remettent cette question à l'ordre du jour à l'automne de 1959. Depuis, elle nous hante !

Un court texte de Laurendeau est à l'origine de la résurgence de l'inquiétude sur l'état de la langue française : « La langue que nous parlons, écrit-il, c'est le « joual » ⁶³³. » Dans les lettres adressées à Laurendeau que *Le Devoir* publie à partir du 3 novembre 1959, le frère Untel (frère Pierre Jérôme ou Jean-Paul Desbiens) reprend ce thème. Laurendeau est donc l'« inventeur » à la fois du frère Untel et du mot « joual ». Mais ce dernier a depuis longtemps ses lettres de créance. On le retrace dans les *Pamphlets* [340] de Valdombre (Claude-Henri Grignon) : « Nous parlons joual et nous écrivons comme des vaches. »

Et qui, de ma génération, un jour de grand froid, à la campagne et à la ville, n'a pas entendu l'exclamation « y fait fret en joual vert » ? (Pourquoi vert ? Le folkloriste Luc Lacourcière aurait pu en expliquer l'origine.) Le frère Untel écrit à ce sujet :

Le nom [joyal] est d'ailleurs fort bien choisi. Il y a proportion entre la chose et le nom qui la désigne. Le mot est odieux et la chose est odieuse. Le mot joual est une espèce de description ramassée de ce que c'est que le parler joual : parler joual, c'est précisément dire joual au lieu de cheval [...] Nos élèves parlent joual, écrivent joual et ne veulent pas parler ni écrire autrement. Le joual est leur langue [...] Le joual est une langue désossée : les consonnes sont toutes escamotées [...] J'ai lu dans ma classe, au

⁶³² Jean BOUTHILLETTE, *Le Canadien français et son double*, p. 40.

⁶³³ André LAURENDEAU, « La langue que nous parlons », *Le Devoir*, 21 oct. 1959, reproduit dans Suzanne LAURIN, *André Laurendeau, artisan des passages*, p. 82-84.

moment où elle est parue, l'« Actualité » de Laurendeau. Les élèves ont reconnu qu'ils parlaient joual. L'un d'eux, presque fier, m'a même dit : « on est fondateur d'une nouvelle langue ! » [...] Bien sûr qu'entre jouaux ils se comprennent. La question est de savoir si on peut faire sa vie entre jouaux [...] Pour me faire comprendre d'eux, je dois souvent recourir à l'une ou l'autre de leurs expressions jouales. Nous parlons littéralement deux langues, eux et moi, et je suis le seul à parler les deux ⁶³⁴.

Le frère Untel cite un exemple de l'écriture jouale : la version jouale de *Ô Canada*. Voici les premières strophes de la dictée d'élèves de la 8^e à la 11^e année :

Au Canada
taire...
de nos ailleux
ton front est sein
ton front est sain
ton fron des sains
ton front essaim de fleurons
ton front est sein de flocons
de fleurs en glorieux
et fleuri glorieux
de fleurs en orieux
de fleurs à glorieux...

Le meilleur (ou le plus triste) de cette énumération est d'un élève de 10^e année : « Et ta valeur de foi trempée » devient « Et cavaleurs de foi tremblée » et même « Et cavaleurs de foie Tremblay » ⁶³⁵.

Le frère Untel met en cause le système entier d'enseignement. Le grand responsable, selon lui, du français défiguré dans nos écoles est le [341] département de l'Instruction publique qu'il accuse d'« incompetence » et

⁶³⁴ Jean-Paul DESBIENS, *op. cit.*, p. 31, 32, 33 et 34.

⁶³⁵ *Ibid.*, p. 40-41. Il me semble qu'ici l'école doit assumer une part de responsabilité pour ce massacre de l'hymne national. Il est manifeste que ces élèves, âgés de 14 à 18 ans, n'ont jamais eu à se soumettre à des dictées sur ce texte. Avaient-ils au moins eu l'occasion de le lire ? De le chanter, peut-être, mais de le lire ?

d'« irresponsabilité ». « Il faut fermer le département ⁶³⁶ » écrit-il. Il va droit au cœur du problème, « un problème de civilisation » :

Nos élèves parlent joulal parce qu'ils pensent joulal, et ils pensent joulal parce qu'ils vivent joulal comme tout le monde par ici [...] C'est toute notre civilisation qui est jouale. On ne règlera rien en agissant au niveau du langage lui-même (concours, campagne de bon parler français, congrès, etc.). C'est au niveau de la civilisation qu'il faut agir ⁶³⁷.

L'avenir de la langue française préoccupe beaucoup Laurendeau à la fin des années cinquante. Il reste optimiste malgré tout. « Le français est encore une langue vivante chez nous. C'est le temps d'enrichir cette vie, de la sauvegarder s'il y a lieu, de l'entretenir, de lui fixer des buts dignes d'être atteints. »

Il attribue, ainsi que le frère Untel, le mauvais état de la langue française à la promiscuité de l'anglais, langue du continent nord-américain, et rend l'école responsable de son désossement :

Le joulal est un langage qui se décompose à cause d'un contact trop constant et trop massif avec une autre langue [...] J'en [des parents] connais même qui envoient leur progéniture à l'école anglaise. Et savez-vous pourquoi ? Pour que les jeunes n'attrapent pas « cet affreux accent ». C'est très intelligent et très respectueux. Car on est sûr de ne pas écorcher le français quand on apprend seulement l'anglais. Ainsi la langue mourra, mais elle sera morte vierge et martyre ⁶³⁸.

Si les intellectuels progressistes de la décennie 1950-1959 avaient été plus attentifs, ils auraient vu que la langue française affrontait de nombreux obstacles nouveaux. L'invasion des films américains au cinéma, surtout, et à la télévision aurait été pour eux un sujet de vive inquiétude. Toutefois, ils en parlaient entre eux, en discutaient dans leurs colloques privés ⁶³⁹. Marc Thibault, du Service de

⁶³⁶ *Ibid.*, p. 57.

⁶³⁷ *Ibid.*, p. 33.

⁶³⁸ André Laurendeau, cité dans Suzanne LAURIN, *op. cit.*, p. 100, 97 et 83.

⁶³⁹ André LAURENDEAU, « Encore le joulal et la télévision », *Le Devoir*, 1961, reproduit dans Suzanne LAURIN, *op. cit.*, p. 100. Pierre Trudeau ne se préoccupa de la question du français qu'après 1960, quand le statut de l'anglais au Québec et la pertinence du fédéralisme canadien eurent été soulevés. Une partie importante d'un mémoire rédigé au printemps 1965, « Le Québec et le problème constitutionnel », est consacré à la réfutation des arguments des indépendantistes. (Reproduit dans Pierre Elliott TRUDEAU, *Le fédéralisme et la société canadienne-française*, p. 9-59.)

l'information et des affaires publiques à Radio-Canada, m'avait invité, en compagnie de Laurendeau, à un échange de vues avec les réalisateurs sur l'avenir de la langue française dans le nouveau contexte. Laurendeau était très pessimiste. De mon côté, j'avais dit en substance ne pouvoir prédire l'avenir. Mais, avais-je ajouté, je sais que mes enfants parlent et parleront français [342] et j'espère que les enfants de mes enfants et les enfants de ces derniers le parleront également. Quant au reste...

Dans l'ensemble, les intellectuels progressistes des années cinquante ne paraissent pas se préoccuper outre mesure de la question linguistique. Il semble loin le temps des exhortations pour que la langue française ait le droit de vivre en terre d'Amérique ! Pourtant, eux aussi, comme moi, avaient lu et relu le discours poignant d'Henri Bourassa à l'occasion du XXI^e Congrès eucharistique tenu à Montréal en septembre 1910 ⁶⁴⁰. Au moins une fois par année, il était fait grand état de ce chef-d'œuvre d'éloquence durant la fête de Dollard Des Ormeaux. La question linguistique, à leur insu, est sur le point de se reposer avec fracas en des termes inédits. Ce n'est plus le sort du français qui sera désormais à l'ordre du jour, c'est la question du statut de la langue anglaise et le problème de l'intégration des immigrants au français. La volonté des Canadiens français de maîtriser les leviers économiques que monopolisent les anglophones va mettre fin à la « bienheureuse » époque des « deux solitudes » qui avait permis la longue paix entre les deux communautés linguistiques et la domination écrasante de l'anglais dans les secteurs névralgiques du développement culturel et économique. Une nouvelle minorité est sur le point d'être « inventée » : les Anglo-Québécois ⁶⁴¹.

Parmi la génération montante d'intellectuels, il s'en trouvera plusieurs à soutenir que le joual est effectivement la langue des Québécois. Pourquoi ? La pauvreté de la langue n'est pour eux que la contrepartie de la pauvreté économique et de la dépendance politique. Le jour de la délivrance, estiment-ils, le français renaîtra dans toute sa pureté !

⁶⁴⁰ M^{gr} Bourne, archevêque de Westminster, avait déclaré dans une allocution que « l'Amérique entière était vouée dans l'avenir à l'usage de la langue anglaise ». Pareils propos suscitèrent une vive réaction de la part de Bourassa : « N'arrachez à personne, ô prêtres du Christ ! ce qui est le plus cher à l'homme après Dieu. » Sa réplique souleva l'enthousiasme parmi les milliers de personnes présentes. Elle est reproduite dans Michel BRUNET, *Histoire du Canada par les textes*, p. 70-73.

⁶⁴¹ Josée LEGAULT, *L'invention d'une nouvelle minorité*.

UNE ÉDUCATION CADUQUE

[Retour à la table des matières](#)

Les intellectuels sont intarissables à propos de l'état de l'éducation dans les années cinquante. Maints articles en traitent dans *Cité libre*. L'Institut canadien des affaires publiques en fait le sujet de la conférence de 1956. Ici encore, Laurendeau et le frère Untel sont ceux qui lui consacrent le plus d'attention. Le ton est fort critique. Les établissements, les programmes, les enseignants, le système dans son ensemble, tout est jugé périmé. Rien de moins qu'une réforme en profondeur est nécessaire.

[343]

En 1875, le premier ministre conservateur, Charles-Eugène Boucher de Boucherville, supprime le ministère de l'Instruction publique afin de soustraire l'éducation aux « hasards de la politique ». Cette décision sanctionne le triomphe des ultramontains, c'est-à-dire d'un catholicisme intransigeant et conservateur inspiré de l'encyclique de Pie IX, *Syllabus errorum*, de 1867 ⁶⁴². Chaque fois que la restructuration de l'éducation est suggérée, des ecclésiastiques et des laïcs s'empressent de la condamner. En 1897, à l'exemple de l'archevêque Bruchési, ils s'objectent au projet du premier ministre Félix-Gabriel Marchand de recréer un ministère de l'Instruction publique :

Qui oserait dire qu'un ministre de l'Instruction publique ne sera pas, à chaque instant, entravé dans l'exercice de ses fonctions par les mille liens que créent les partis ? Qui pourrait soutenir que les intérêts religieux seront, dans l'avenir, plus efficacement protégés par un homme politique que par une réunion d'hommes désintéressés et sincèrement dévoués à l'Église et à la patrie ⁶⁴³ ?

⁶⁴² Voir : Jean-Paul BERNARD, *Les rouges* ; Nadia F EID, *Le clergé et le pouvoir politique au Québec* ; Arthur TREMBLAY, *Le ministère de l'Éducation et le Conseil supérieur*.

⁶⁴³ Louis-Philippe AUDET, « Le projet de ministère de l'Instruction publique en 1897 », dans Marcel LAJEUNESSE (dir.), *L'éducation au Québec (19^e-20^e siècles)*, p. 104. Ce sont les

Après la Conquête et durant le XVIII^e siècle, faute d'écoles et d'enseignants, les Canadiens français deviennent en majorité des illettrés. Au lendemain de la Crise des années trente, l'analphabétisme est encore très répandu en milieu urbain aussi bien que rural. Les traditionalistes s'opposent même avec succès jusqu'en 1942 à tout projet d'instruction obligatoire.

L'instruction obligatoire n'est instaurée qu'en 1942 par le gouvernement Godbout malgré l'opposition toujours tenace du haut clergé qui voit dans cette mesure la première étape du contrôle de l'État sur l'éducation. La loi fixe à 14 ans l'âge de la fréquentation scolaire obligatoire. Toutefois, au moindre prétexte (besoin d'aide pour les travaux de la ferme ou de contribution au revenu familial pour les familles urbaines), bien des parents retirent sans être pénalisés leurs enfants de l'école de façon sporadique, voire permanente, bien avant qu'ils aient atteint l'âge légal.

L'Église est l'autorité dominante en matière d'enseignement. À la fin du siècle dernier, le cardinal Bégin exprime de façon péremptoire la position de l'Église dans le domaine de l'éducation :

Grâce à Dieu nous avons dans notre province un système scolaire qui, sans être parfait, donne à l'Église et aux parents une place appréciable et constitue parmi nous l'un des remparts de l'ordre. Sachons défendre ce [344] rempart contre tous les assauts, directs et indirects, ouverts ou déguisés. Délivrons-nous de ceux qui font dépendre le progrès de l'éducation de la mainmise du gouvernement, fédéral ou provincial, sur la vie de l'école et qui prêchent l'instruction obligatoire comme une panacée. Leur doctrine n'est qu'un leurre, et nous y voyons l'une des formes du socialisme d'État qui a pris, de nos jours, de si effrayantes proportions ⁶⁴⁴.

Le cardinal Paul-Émile Léger vante, en janvier 1958, le rôle historique du clergé et des religieux dans l'éducation : « Nous avons fait là un travail

archevêques Bégin de Québec et Duhamel d'Ottawa qui signent cette lettre rédigée par M^{gr} Bruchési.

⁶⁴⁴ Cardinal Louis-Nazaire Bégin, cité par Germain LEPAGE, dans Pierre HURTUBISE et collab., *Le laïc dans l'Église canadienne-française de 1830 à nos jours*, p. 57. Cette déclaration est aberrante. Les écoles rurales exceptées, l'ensemble des établissements d'enseignement avaient toujours été et étaient encore sous le contrôle de religieux. Le programme d'études que devait suivre l'institutrice rurale laïque émanait du comité catholique du Conseil de l'éducation et elle-même était constamment sous la surveillance du curé de la paroisse.

considérable depuis deux cents ans. Et je peux dire que si nos laïcs avaient fait autant que le clergé, nous serions aujourd'hui un grand peuple ⁶⁴⁵. » Il omet de mentionner que c'est la mainmise du clergé sur les établissements d'enseignement qui est cause du rôle minime des laïcs.

La religion imprègne tout l'enseignement primaire aussi bien dans les matières profanes (français, calcul, géographie, histoire) que morales et spirituelles. Il en est de même du nationalisme axé sur la survivance ⁶⁴⁶. Il vaut mieux, pour plusieurs, être religieux et nationalistes qu'instruits. Antoine Rivard renchérit sur le calembour de Duplessis, « l'instruction, c'est comme la boisson, il y en a qui ne portent pas ça » : « Nous, Canadiens français, nous sommes issus d'une longue tradition d'ignorance et de pauvreté, tradition que nous nous devons de conserver [...] L'instruction, pas trop ! Nos ancêtres nous ont légué un héritage de pauvreté et d'ignorance, et ce serait une trahison que d'instruire les nôtres ⁶⁴⁷. »

Jean Le Moyne, parmi bien d'autres, fustige dans *Cité libre* le contrôle du clergé sur l'éducation : « Notre éducation a été un bain de clergé, mais nous avons affaire à de si petites gens ! [...] Et pourtant ils nous ont si bien possédés que la solitude à laquelle oblige le simple salut [345] humain, le non-conformisme le plus élémentaire et le plus désuet est à peine vivable ⁶⁴⁸. »

Pour le frère Untel, lui-même religieux et enseignant, l'éducation est une faillite pour tous les ordres d'enseignement. Il dénonce les carences du secondaire public, la confusion des programmes, leur pauvreté dans tous les domaines : lettres, sciences, sociologie, histoire. Il reproche à la Faculté de philosophie (« la Faculté de mon cœur ») de l'Université Laval où il a étudié d'être « déracinée » :

[Les professeurs] ont comme déserté l'homme d'ici [...] Quand on n'a de compte à rendre qu'à Dieu le père qui est aux cieux, on prend des libertés avec l'histoire temporelle [...] Nous avons donc le meilleur

⁶⁴⁵ Paul-Émile Léger, cité dans Pierre Elliott TRUDEAU, « Un manifeste démocratique », *Cité libre*, n° 22, oct. 1958, dans Yvan LAMONDE en collaboration avec Gérard PELLETIER, *op. cit.*, p. 98.

⁶⁴⁶ Voir : Solange CHALVIN et Michel CHALVIN, *Comment on abrutit nos enfants* ; Marcel TRUDEL et Geneviève JAIN, *op. cit.* ; Danielle NEPVEU, *Les représentations religieuses au Québec dans les manuels scolaires de niveau élémentaire, 1950-1960*.

⁶⁴⁷ Antoine Rivard, cité dans Jean-Louis GAGNON, *Les apostasies*, tome II : *Les dangers de la vertu*, p. 33, note.

⁶⁴⁸ Jean LE MOYNE, « L'atmosphère religieuse au Canada français », *Cité libre*, n° 12, mai 1955, dans Yvan LAMONDE en collaboration avec Gérard PELLETIER, *op. cit.*, p. 201.

système d'enseignement au monde Nous sommes cent cinquante ans en avance des autres pays quant à l'essentiel (qui est le ciel n'est-ce pas ⁶⁴⁹ ?).

Il déplore « l'absence presque complète d'éducation civique dans nos écoles » et dénonce l'autoritarisme des dirigeants. Il dit de l'autorité que « c'est la pratique de la magie ».

Dès 1937, Jean-Charles Harvey avait stigmatisé la « petite école [...] avec ses programmes en partie puérils, ses institutrices mal payées et ses manuels fabriqués pour le commerce et non pour la formation du cœur et de l'esprit ⁶⁵⁰ ».

Aucun aspect du collège classique n'échappe à la critique la plus vive, plus particulièrement son caractère élitiste et son programme d'études humanistes « déraciné ». Pierre Dansereau dénonce son « aristocratie », la culture de cette élite qui « a vidé les classes populaires, », son « retard à prendre contact avec la civilisation technique » ; il ajoute qu'« au lieu de développer la culture il l'a inhibée ⁶⁵¹ ».

Une élite restreinte et homogène, ayant reçu dans les collèges classiques une instruction unique en Amérique du Nord, s'octroie la mission de diriger l'ensemble de la population. Formés aux humanités gréco-latines et à la philosophie thomiste, le tiers de ceux qui parviennent au terme de huit années d'études se destinent à la prêtrise et les deux autres tiers, aux professions libérales. Jusqu'au début des années cinquante, les collèges classiques négligent les mathématiques et les sciences. Les carrières [346] dans la recherche, les finances et la gestion des affaires sont fermées aux Canadiens français et les professions libérales sont encombrées. Maurice Blain déplore que « notre enseignement ne nous pose directement, en religion, en politique ou en art, presque aucun des problèmes majeurs que soulèvent les grands courants de pensée. Plus frappant encore, que la possession de la vérité soit si certaine, le progrès vers la connaissance soit si conformiste ⁶⁵². »

⁶⁴⁹ Jean-Paul DESBIENS, *op. cit.*, p. 63 et 42.

⁶⁵⁰ Jean-Charles HARVEY, dans *Le Jour*, 16 oct. 1937, cité par Pascale GUIMONT, dans Fernand DUMONT et collab. (dir.), *Idéologies au Canada français, 1930-1939*, p. 138.

⁶⁵¹ Pierre DANSEREAU, « Communion et communication », congrès de l'Institut canadien des affaires publiques, p. 19-21.

⁶⁵² Maurice BLAIN, « Pour une dynamique de notre culture », *Cité libre*, n^{os} 1-2, juin-juill. 1952, dans Yvan LAMONDF en collaboration avec Gérard PELLETIER, *op. cit.*, p. 239.

Vingt ans après Jean-Charles Harvey, André Laurendeau dénonce à son tour la détérioration de la personnalité chez le citoyen instruit :

J'ai connu des cultivateurs québécois qui n'avaient pas dépassé l'école de rang, et qui étaient de magnifiques êtres humains : raisonnables, savoureux, capables d'assumer d'assez lourdes responsabilités, et d'intelligence pénétrante. Les meilleurs d'entre eux avaient quelque chose de royal. [...] Je me demandais comment des personnalités aussi riches se transformaient, dans des usines à bacheliers, en une « élite » rachitique, chez qui la joie et la saveur originelles s'étaient presque éteintes. Il me semblait que nous réussissions mieux nos habitants que nos intellectuels ⁶⁵³.

Ce jugement sévère est corroboré par le frère Untel. « Une certaine élite, chez nous, est une élite déracinée. Cultivée, raffinée, tout ce que vous voudrez, mais absente ; des exilés de l'intérieur ⁶⁵⁴. »

Aujourd'hui encore, plusieurs estiment oppressive et stérilisante l'atmosphère de ces collèges où, sauf à Québec et à Montréal, la majorité des étudiants furent pensionnaires. D'autres, au contraire, conservent un souvenir ému de ce long séjour au cours duquel ils ont noué des amitiés durables et côtoyé des professeurs, la plupart religieux, plus stimulants et attentionnés que nombre de ceux qu'ils ont eus par la suite à l'université.

Certes, le système d'éducation dans son ensemble était de qualité médiocre et dépassé. Il me semble toutefois que Harvey, Desbiens, Laurendeau et les autres sont injustes à l'endroit de la formation acquise tant à l'école qu'au collège.

Dans le monde rural, les institutrices, pour la plupart filles de cultivateurs, avaient certes reçu une formation rudimentaire. Peu payées, [347] souvent mal logées et mal nourries, leur dévouement était sans limites. Je conserve de mes années d'école à Saint-Arsène de Rivière-du-Loup un souvenir empreint d'émotion. En 3^e année, à l'âge de huit ans, non seulement j'appris à lire les fables de La Fontaine, mais aussi à les réciter par cœur et à les dialoguer. Gérard Fillion

⁶⁵³ André LAURENDEAU, « Une tribu primitive, sans éducation et sans culture », dans *Ces choses qui nous arrivent*, p. 300-301. Laurendeau distinguait fort justement l'éducation de l'instruction. Dans ma vie, disait-il, j'ai rencontré bien des gens peu instruits mais d'une éducation édifiante. À l'inverse, que de gens instruits et balourds !

⁶⁵⁴ Jean-Paul DESBIENS, *op. cit.*, p. 88.

rend justice à la valeur réelle de la formation reçue dans son école de rang à Cacouna, fruste mais à l'atmosphère chaleureuse :

Le programme était simple mais centré sur l'essentiel. Avec une bonne maîtresse et un talent un peu au-dessus de la moyenne, on arrivait vers onze ou douze ans à écrire presque sans fautes, à se débrouiller avec les quatre règles simples, les fractions décimales et ordinaires, les escomptes en dedans et en dehors, à réciter ses prières et les réponses du catéchisme, plus quelques vagues notions de géographie, d'histoire du Canada et d'histoire sainte [...] Et pourtant j'ai quitté l'école de rang à treize ans avec une orthographe sans défaillance et une maîtrise à peu près complète des règles de grammaire. Ce que j'ai appris par la suite n'a fait qu'étançonner ce qui reposait déjà sur des assises solides ⁶⁵⁵.

Il me semble également que les critiques sont injustes à l'endroit des collèges classiques qui, dans des circonstances difficiles, ont enseigné les humanités et les rudiments de philosophie, de mathématiques et de sciences à des milliers d'étudiants qui devinrent curés dans nos campagnes ou professionnels (médecins, avocats, notaires, agronomes) dans nos petites villes. Loin de s'affubler du titre prétentieux d'« élites », ils furent des praticiens qui veillaient, souvent avec dignité et générosité, au meilleur de leurs connaissances et de l'expérience acquise, au bien-être matériel et spirituel des populations dont ils étaient issus et dont ils conservaient les caractéristiques. Ce qui a dissipé la « saveur originelle » de plusieurs et les a rendus paternalistes et profiteurs, ce fut moins d'avoir reçu au collège une formation qui les coupait de leurs racines terriennes que d'être forcés d'œuvrer dans le cadre de structures au sein desquelles leur autonomie de pensée et d'action était brimée. D'autres, les meilleurs et les plus résistants, ont acquis au collège et à l'université, et plus encore de leur propre initiative, une culture originale et riche dont l'ensemble de la société a tiré profit.

Je me sens en communauté d'esprit avec ces anciens dont le jugement est modéré à l'endroit des collèges classiques, tels Marcel Trudel et Gérard Filion. De son séjour de sept ans comme pensionnaire au séminaire de Rimouski, mon *alma mater*, Filion tire une conclusion nuancée : « Le cours classique, comme on le faisait à l'époque, ne conférait pas la culture par sa seule vertu, mais il fournissait quelques éléments à partir desquels on pouvait y parvenir ou du moins y aspirer.

⁶⁵⁵ Gérard FILION, *Fais ce que peux*, p. 63 et 65.

Seule une minorité y [348] arrivait, mais pour un peuple pauvre, c'était déjà une réussite. » Mais Filion, lui aussi, poursuit : « L'accès à une certaine culture ne s'est pas fait sans un déracinement du terreau local ⁶⁵⁶. »

Déracinement ? Qu'est-ce à dire ? Leur fallait-il après huit années d'études collégiales, outre, pour un certain nombre, d'autres années d'études professionnelles ou universitaires, conserver tous les us et coutumes de leurs parents ruraux ? Filion, Desbiens, Laurendeau et la plupart de ceux qui ont illustré cette période, celle qui l'a précédée et celle qui l'a suivie, furent-ils, sont-ils des déracinés ? Au contraire, ils ont maintenu des liens étroits avec leur milieu d'origine, lui ont procuré les services professionnels essentiels et enrichi de mille manières leur culture ancestrale.

Le regard critique se fixe également sur l'université. Elle aussi est « déracinée ». Mais c'est surtout la direction cléricale de ces institutions qui étouffe la soif de liberté chez les professeurs et les étudiants. Maurice Lamontagne aurait pu invoquer sa triste expérience personnelle lorsqu'il insiste sur la nécessité de la liberté pour le professeur d'université et déplore qu'elle soit constamment brimée :

Comment le professeur conscient de ses responsabilités peut-il accomplir adéquatement son triple rôle d'éducateur, de chercheur et de citoyen si son enseignement est étroitement surveillé, si ses publications sont censurées et s'il s'expose à des contraintes institutionnelles chaque fois qu'il croit devoir se prononcer en tant que citoyen sur une question importante d'actualité [...] La liberté académique constitue pour lui un droit fondamental sans lequel il est incapable de jouer pleinement son rôle. On peut même dire qu'elle est la plus précieuse des libertés démocratiques, car, si elle disparaît, les autres ne peuvent pas lui survivre longtemps dans leur plénitude.

Et Lamontagne de s'interroger : « [La liberté], nos professeurs sont-ils prêts à l'exercer, à la défendre ⁶⁵⁷ ? »

⁶⁵⁶ *Ibid.*, p. 95.

⁶⁵⁷ Maurice LAMONTAGNE, « Le professeur », *L'éducation*, congrès de l'Institut canadien des affaires publiques, p. 47-49.

Jean-Charles Falardeau réclame une « rénovation démocratique » de l'enseignement, ce qui exigerait un changement d'attitude et de comportement de la part du gouvernement et du clergé :

Nous cesserions de voir dans le gouvernement quelque chose d'autre que nous, d'étranger à nous [...] Presque malgré eux, les membres du clergé ont tendance à transposer, dans leur activité à tous les plans de leur activité sociale, leur style de comportement en tant que ministres sacrés [...] le comportement du clergé, en régime démocratique, doit assumer les mêmes [349] normes et les mêmes modes d'action que celui de l'ensemble des citoyens ⁶⁵⁸.

Déjà pressantes dans les décennies antérieures, les demandes de réforme en profondeur se multiplient au cours des années cinquante. Le frère Untel réclame la fermeture du département de l'Instruction publique ⁶⁵⁹. La Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels et le Québec en mutation (Commission Tremblay), créée le 12 janvier 1953, reçoit plusieurs mémoires qui proposent la transformation des structures supérieures du système. La Ligue d'action nationale réclame « la création d'un véritable ministère de l'Éducation nationale ». La Société Saint, Jean-Baptiste de Montréal recommande l'abolition du Conseil de l'instruction publique et du département de l'Instruction publique et leur remplacement par un « département de l'Éducation nationale ». Les syndicats ouvriers vont dans le même sens, quoique d'une façon moins radicale. La recommandation que la Commission Tremblay retient de ces mémoires et d'autres mémoires semblables, pourtant explicites, est la création d'une Commission royale sur l'éducation. Mais le sujet reste à l'ordre du jour. La troisième

⁶⁵⁸ Jean-Charles FALARDEAU, « Conditions et conséquences d'une démocratisation de notre enseignement », *L'éducation*, congrès de l'Institut canadien des affaires publiques, p. 35-37.

⁶⁵⁹ Un surintendant de l'Instruction publique remplace le ministre éliminé en 1875. Un Conseil constitué de deux comités - le comité catholique et le comité protestant - est mis en place en 1899. Le tiers de ce Conseil est constitué des évêques catholiques, membres d'office. Le Conseil ne s'est réuni que trois fois, le 24 septembre et le 24 novembre 1908 et en janvier 1960. Les deux comités détiennent l'autorité réelle sur l'ensemble des programmes. Le surintendant est membre des deux comités, avec droit de vote dans le comité de sa confession religieuse, et il administre l'ensemble du système. En 1946, une loi crée un ministère du Bien-être social et de la Jeunesse qui devient, en 1958, le ministère de la Jeunesse. Les responsabilités de ce ministère en matière d'éducation deviennent de plus en plus considérables. En outre, de nombreux ministères ont la charge d'un secteur d'éducation précis plus ou moins important. La Commission Parent, en 1963, dénombre pas moins de 13 directions ou services assumant des responsabilités en éducation.

conférence annuelle de l'Institut canadien des affaires publiques en 1956 choisit l'éducation pour thème. En février 1958, la Fédération des sociétés Saint-Jean-Baptiste tient une grande conférence intitulée « L'enseignement au Québec face aux problèmes contemporains ». En 1956, les éducateurs se regroupent et forment l'Association d'éducation du Québec ⁶⁶⁰.

La réponse du gouvernement Duplessis à ces exhortations est fort timide : le surintendant de l'Instruction publique devient inamovible et le ministère de la Jeunesse étend quelque peu ses prérogatives. De nombreuses lois ayant trait à l'école, amorces d'une réforme qui aurait pu être [350] considérable, sont déposées durant les 100 jours du gouvernement Sauvé. Aucune de ces lois ne sera adoptée de son vivant.

Laurendeau fait écho à plusieurs reprises à ces demandes de changement. « Ce qui vous étreint, c'est l'urgence » écrit-il le 25 mars 1958. Le 10 juin 1960, il réclame une enquête sur l'éducation ainsi que le propose le programme du Parti libéral. Le 22 novembre 1961, il approuve l'initiative du ministre Paul Gérin-Lajoie qui lance l'« opération enseignement » : « l'expérience à mes yeux la plus vitale et la plus importante qu'a entreprise la société canadienne-française ». Le 27 avril 1963, il applaudit la première partie du rapport de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement (Commission Parent) : « Nous voici en présence d'un système qui se tient ⁶⁶¹ » écrit-il.

Georges-Émile Lapalme est de ceux qui souhaitent depuis longtemps la réforme du système d'éducation. Se remémorant ses requêtes pressantes de changement laissées sans réponse par Duplessis, il énumère, des années plus tard, les raisons de ses échecs :

L'énorme fardeau de l'éducation me hantait depuis longtemps Il y avait de quoi frémir, mais ce qui, depuis toujours, avait tenu la lumière sous le boisseau, c'était cet ignoble tabou exploité par la politique : l'éducation, c'était la religion ; celui qui l'attaquait accusait la religion et les évêques. Des hommes politiques s'étaient ainsi perdus. Si le Parti libéral se présentait devant l'électorat avec un programme de rénovation complète en matière d'éducation, il serait volatilisé [...] Ces choses, il

⁶⁶⁰ Sur le sujet, voir Arthur TREMBLAY, *op. cit.*, p. 67-96.

⁶⁶¹ André LAURENDEAU, éditoriaux dans *Le Devoir*, reproduits dans Suzanne LAURIN, *op. cit.*, p. 65, 92, 111 et 119.

faudrait les taire jusqu'au jour de la prise de pouvoir, puis les lancer d'un coup dans la législation ⁶⁶².

Pour quel motif les intellectuels des années cinquante réclament-ils des changements d'une aussi grande envergure dans le système de l'éducation ? Certainement pas pour le plaisir d'un simple chambardement des structures. Les préoccupations sont d'ordre culturel. On déplore l'autoritarisme des dirigeants et l'absence d'un véritable humanisme dans l'enseignement. Laurendeau constate que le Québec « manque d'hommes » : « Je ne fais pas allusion à la rareté des personnalités de premier plan [...] Non, il s'agit de la pauvreté du Canada français en compétences ⁶⁶³. »

À plusieurs reprises, notamment à propos de l'université, il aborde le thème de l'excellence : « Nous ne sommes pas grands par le nombre, il faudrait que nous le devenions par l'excellence. On dit que [351] c'est demander à tout un peuple de devenir héroïque : mais non, c'est demander à des hommes installés dans une situation difficile qu'ils n'ont pas choisie de se hausser un peu au-dessus d'eux-mêmes ⁶⁶⁴. »

Laurendeau ignorait l'ampleur du défi qu'il allait poser aux professeurs et aux chercheurs du Canada français en faisant profession de foi en l'excellence. En quelle langue un grand nombre d'entre eux devraient-ils lire, parler et écrire pour atteindre l'excellence ? L'anglais n'est-il pas la langue de la science ? L'anglais n'est-il pas pour beaucoup d'entre eux la langue de la communication, des congrès, des réseaux ? Pour être lus, ne doivent-ils pas rédiger leurs textes en anglais ? Leur mobilité ne dépend-elle pas dans une large mesure de leur connaissance de l'anglais ? La langue des nouvelles technologies, de l'informatique, de la télé-informatique, de la bureautique n'est-elle pas l'anglais ? Leur enseignement se fait en français, mais ne sont-ils pas de perpétuels traducteurs ? Ou, s'ils restent entre eux, dans leur milieu étroit de la francophonie canadienne, s'ils se concurrencent entre eux, s'ils se lisent et se commentent entre eux, s'ils s'évaluent entre eux, en circuit fermé, peuvent-ils espérer atteindre la

⁶⁶² Georges-Émile LAPALME, *Mémoires*, tome II : *Le vent de l'oubli*, p. 241-242. Paul Gérin-Lajoie et Paul Sauvé, lui-même ministre de la Jeunesse de Duplessis, responsables d'une bonne partie de l'éducation, éprouvaient sans doute cette « hantise » secrète de réforme.

⁶⁶³ André LAURENDEAU, *Ces choses qui nous arrivent* (écrit en décembre 1961).

⁶⁶⁴ André LAURENDEAU, « Lettre à quelques jeunes gens », *Le Devoir*, 16 avril 1962, reproduit dans Suzanne LAURIN, *op. cit.*, p. 116.

véritable excellence, celle que reconnaît l'ensemble de leurs pairs dans le monde ? Le défi ne se pose pas pour tous, ni pour tous d'une façon contraignante. Mais le problème est de taille pour ceux-là, nombreux, qui sont dans cette situation. Laurendeau, qui plaçait la préservation et l'amélioration de la langue française au premier plan, aurait vécu ce dilemme comme un drame.

Les intellectuels des années cinquante ne se reconnaissent pas de meures ici. Les professeurs dont ils se souviennent et qu'ils estiment, ils les ont souvent connus au collège, non à l'université. Leurs maîtres sont européens. Ils les ont rencontrés et fréquentés surtout durant leurs études à l'étranger, le plus souvent en Europe, parfois, en raison de la guerre, aux États-Unis ou, comme mon premier maître, dans une université québécoise. Ils ne se perçoivent pas comme les bénéficiaires d'un héritage intellectuel. Pour se réaliser, ils estiment devoir rompre avec ceux qui ont pensé, écrit, enseigné avant eux. La conscience d'une « continuité dans l'appartenance ⁶⁶⁵ », comme l'écrit Fernand Dumont, n'existe pas pour eux. Ils ne s'enrichissent pas des idées de maîtres d'ici, par le dialogue ou même par la rupture, si ces derniers sont devenus envahissants. Ils ne connaissent que des adversaires, des intellectuels qu'ils ne fréquentent jamais ou des détenteurs des diverses autorités qui les excluent ou qui, ayant le pouvoir de les brimer, tentent de les réduire au silence.

[352]

Pour moi, comme pour tant d'autres de cette génération avec laquelle je m'identifie, la question de recevoir l'héritage intellectuel des aînés ne se posa pas parce que j'estimais qu'il n'y avait pas d'héritage valable, que j'étais d'esprit un orphelin qui avait eu la chance de trouver un père d'adoption. J'ai souffert de cette rupture avec les miens. Je ne dirai jamais assez combien je suis reconnaissant à André Laurendeau de m'avoir ouvert les yeux, de m'avoir permis de découvrir la véritable valeur de l'être humain d'ici, de m'avoir suggéré l'intérêt singulier pour l'intellectuel que je voulais être de participer à ses entreprises et de m'enrichir de ses projets.

⁶⁶⁵ Fernand DUMONT, « Y a-t-il une tradition intellectuelle au Québec ? », dans Nadine PIROTTE (dir.), *Penser l'éducation*, p. 68.

UNE RELIGION ROUTINIÈRE

[Retour à la table des matières](#)

Insurgés contre l'immersion de l'Église dans le domaine séculier, les intellectuels modernistes dénoncent également le caractère routinier et superstitieux de la religion populaire. Qu'en est-il de la pratique religieuse durant la décennie 1950-1959 ?

Les Canadiens français vivent encore en apparence la religion comme une « culture première » (ou « commune ») selon l'expression de Fernand Dumont ⁶⁶⁶, c'est-à-dire comme un ensemble de coutumes et de rites imprégnant la vie quotidienne. La religion pénètre de part en part le social et le politique. Tout est catholique : les coopératives, les syndicats, les chambres de commerce, les voyageurs de commerce, l'idéologie et la pratique politiques elles-mêmes.

La religion est omniprésente. Aux évêques incombe la tâche de proclamer la doctrine, aux prêtres, celle de la transmettre et de la traduire pour les fidèles des paroisses. Ici, tout baigne dans le religieux. L'Église est omniprésente dans le système d'éducation et supervise les manuels scolaires. Les fêtes religieuses se suivent à intervalles rapprochés. Le calendrier liturgique est chargé presque autant qu'au cœur du Moyen Âge. Le faste de la célébration de Noël, de Pâques et de la Fête-Dieu éclipse les autres fêtes que l'on n'oublie pas pour autant : Rogations au printemps pour demander la protection des récoltes, la Toussaint et le jour des Morts, les Quarante Heures, l'Immaculée-Conception, le Vendredi saint, etc. Et que de rassemblements à caractère à la fois religieux et séculier comme la fête de la Saint-Jean-Baptiste le 24 juin à laquelle l'Église prend une part active, que de ligues et de mouvements religieux encadrent les jeunes, les femmes et les hommes, que de retraites paroissiales, que de congrès eucharistiques, que de semaines sociales de l'Église ! Il ne s'agit pas seulement de perpétuer les célébrations traditionnelles comme la Fête-Dieu mais de raviver d'anciens mouvements : ligue de tempérance, zouaves pontificaux, croisés, [353] croisillons, scouts et guides, fanfares paroissiales, corps de clairon, organisation

⁶⁶⁶ Fernand DUMONT, *Le lieu de l'homme*, p. 44.

des loisirs, etc. On en fonde aussi pour répondre à des besoins nouveaux, par exemple les mouvements d'action catholique. L'Index romain s'applique en toute rigueur et prévient les mauvaises lectures. Un cruel carême de 40 jours précède la fête de Pâques. Les collégiens sont tenus d'avoir un directeur de conscience et de le visiter régulièrement. L'évêque du lieu récite le chapelet en famille à la radio. Les devoirs sont nombreux : vénérer un saint de façon particulière - comme Duplessis, saint Joseph - et croire en son ange gardien qui veille sur lui ; assister à la messe dominicale, se confesser et communier une fois par mois, si possible un vendredi, du moins « faire ses Pâques » ; « marcher » au catéchisme, le mémoriser entièrement (le mien comprenait 508 questions et réponses !), réciter l'angélus sur le coup de midi, se découvrir devant la croix de chemin, faire régulièrement le chemin de la Croix. Parfois le secours spirituel, grâce à la présence du prêtre, prévient des dégâts matériels, comme les incendies de maisons ou de granges, guérit des malades condamnés par la médecine ou tout au moins amortit le choc de leur passage dans l'au-delà.

À la campagne et même à la ville, grâce au découpage en paroisses religieuses, la religion populaire dont Benoît Lacroix, Jean Simard et Colette Moreux ont analysé les fondements et les formes diverses reste intacte ⁶⁶⁷. Lacroix dit de la religion de l'époque qu'elle est, pour les fidèles, « moins une tradition qu'un défi » tant il est difficile de s'acquitter convenablement de ses milliers de prescriptions obligatoires fortement sollicitées ou simplement ajoutées par le fidèle pour avoir la certitude de faire bon compte. Dans le Québec de l'ancien régime la religion populaire s'appuie moins sur la doctrine officielle que sur la tradition orale. Dans les termes de Marcel Rioux, « une partie de ceux que l'on range parmi les traditionnels s'appuyaient moins sur la religion et sa morale que sur une espèce de morale paysanne fondée sur la tradition orale, faite de sagesse et de bon sens populaires ⁶⁶⁸ ». On se croirait au cœur du Moyen Âge, époque où la vie spirituelle se confondait avec la vie temporelle et où de

⁶⁶⁷ Voir : Benoit LACROIX, *La religion de mon père* ; Jean SIMARD, *Religion populaire, religion de clercs* ; Colette MOREUX, « Idéologies religieuses et pouvoir : l'exemple du catholicisme québécois », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. LXIV, 1978, p. 35-62. Voir aussi Michel BELLEFLEUR, *L'Église et le loisir au Québec avant la Révolution tranquille* ; Danielle NEPVEU, *op. cit.*

⁶⁶⁸ Marcel RIOUX, *Un peuple dans le siècle*, p. 99.

nombreux résidus du paganisme - ce que l'on désignait ici par le terme « superstition » - imprégnaient le christianisme ⁶⁶⁹.

[354]

Le frère Untel déplore le faste dont s'entourent les dignitaires ecclésiastiques. Dès sa première rencontre avec le cardinal Léger, il ose lui reprocher : « Pourquoi êtes-vous si pompeux ? » Il implore même : « Oh ! Comme je voudrais connaître un évêque de qui j'aurais envie de dire : salut, sacré vieil évêque, salut, fraternel vieil évêque, salut ⁶⁷⁰. »

L'archevêque Maurice Roy, d'ordinaire pourtant si amène, n'apprécie guère sa désinvolture. Dans sa réponse à la demande de rencontre que le frère lui adresse, il l'envoie à l'évêque de Chicoutimi et termine sa courte lettre sur un ton caustique : « Je suis sûr qu'il vous témoignera, comme je le ferais moi-même, plus d'affection et de respect que vous n'en avez montré à aucun évêque ⁶⁷¹. »

Le frère Untel oublie que le faste des évêques représente un élément essentiel à la persistance de la dévotion populaire. Leurs vêtements somptueux, leur port majestueux, la bague ornée d'une pierre précieuse que les fidèles baisent en fléchissant le genou, le trône qui leur est réservé, leur visite pastorale brève et solennelle tous les trois ans, le jour de la confirmation de la foi des jeunes provoquent un effet hypnotique sur un peuple pauvre et ignorant : de se retrouver, un bref instant, en présence de celui qui détient son autorité de Dieu, qui représente Dieu, qui incarne Dieu, le délivre de sa misère, raffermir sa foi et garantit sa soumission. Le mythe qui se dépouille de sa magie se dissout. Une religion reçue et vécue comme un culte ésotérique sous seing d'éternité, dont on se sent exclu, imperméable aux contingences du changement, qui se pratique dans une langue inconnue et par des prêtres qu'un sacrement a consacrés requiert le mythe pour se perpétuer.

Pourtant, la religion des Canadiens français, surtout chez les hommes, a toujours été empreinte d'une certaine indocilité, voire de roublardise. Elle leur

⁶⁶⁹ Voir : Étienne DELARUELLE, *La piété populaire au Moyen Âge*. L'auteur retrace l'origine de nombreuses dévotions populaires dans des pratiques païennes. Dès le XVII^e siècle, en France du moins, un abîme se creuse entre la doctrine et la pratique religieuses. La foi se dissipe. Voir Philippe ERLANGER, *La vie quotidienne sous Henri IV*.

⁶⁷⁰ Jean-Paul DESBIENS, *op. cit.*, p. 43.

⁶⁷¹ *Ibid.*, p. 196.

mériterait le ciel, mais elle doit ne pas trop les priver des plaisirs de ce monde. Ils paient la dîme avec parcimonie. Les marguilliers contrôlent les finances paroissiales. Ils sont sourds aux admonitions d'un curé sévère, peuvent se rebeller, exiger de l'évêque son départ. Leur dévotion n'est pas exemplaire, certains « mangent » du curé. Un rapport ecclésiastique de 1682 conclut. « Je n'ai remarqué que très peu de religion dans l'église, ils y assistent d'une façon indécente, souvent ne mettent qu'un genou en terre ou bien se prennent à rire à la moindre chose qui se présente ⁶⁷². »

Dans mon enfance, un « constable » était chargé d'obliger les hommes qui flânaient sur le parvis de l'église à regagner leur siège dès que [355] l'office commençait. Un banc particulier lui était réservé et il avait une massue à sa disposition. Je ne l'ai jamais vu intervenir pour rétablir l'ordre. Ici et là, ainsi dans le banc de ma famille, la dévotion se transmutait souvent en dissipation.

L'Église résiste au changement mais elle ne peut empêcher les fidèles d'en subir les effets, sinon de les désirer. Son conservatisme l'empêche de réaliser que sa voix n'est plus dominante. Dans les villes, une proportion considérable abandonne la pratique dominicale. « L'esprit du siècle envahit le clergé [...] Ce clergé, enfin, vit en vase clos, à l'abri des changements sociaux [...] Ce clergé colle au pouvoir ⁶⁷³. » En 1953, une étude de l'Institut social populaire note que « la cupidité de plusieurs curés crée actuellement un réel problème ». Les paroissiens réprouvent de plus en plus que la maison du curé, le presbytère, soit la plus grande, la plus somptueuse, que celui-ci possède la voiture la plus rutilante, que sa conduite morale se relâche. Déjà en 1938, M^{gr} Eugène Lapointe déplore :

[Les prêtres fréquentent trop] le bon petit bourgeois qui a vécu en serre chaude, laïc ou prêtre, [qui] ne comprend rien [...] Sa sympathie, bon gré mal gré, va aux gens bien [...] Il a une peur terrible de la révolution, ne se rend pas compte que c'est lui et ses pareils qui la préparent par leur indulgence, leurs compromis et souvent leur complicité à l'égard des riches ⁶⁷⁴.

⁶⁷² Fernand DUMONT, *Pour la conversion de la pensée chrétienne*, p. 33.

⁶⁷³ Jean HAMELIN, *Histoire du catholicisme québécois*, tome II, p. 169.

⁶⁷⁴ *Ibid.*, tome II, p. 170.

Peu d'évêques perçoivent clairement le mal qui ronge l'Église et la désaffection religieuse d'un grand nombre. Les appréhensions du cardinal Léger, le changement dans ses attitudes et son comportement qui s'effectue à la fin de la décennie, incitent peu de ses confrères à plus de clairvoyance. La plupart estiment que le recours aux palliatifs traditionnels dissipera ce qui n'est, à leurs yeux, qu'un relâchement passager. Ils recourent aux mêmes méthodes de masse tant de fois employées au cours du dernier siècle : croisades de tempérance, de pureté, dénonciations des mœurs dissolues des villes, condamnation des « mauvais livres », chapelet en famille. On cherche également à rendre la liturgie et la pastorale plus attrayantes ⁶⁷⁵.

Les intellectuels modernistes, de leur côté, s'interrogent constamment sur la qualité de la religion populaire et de l'Église de leur temps. De 1950 à 1961, *Cité libre* publie une trentaine d'articles de fond sur ces sujets et des dizaines d'autres textes leur consacrent une attention soutenue. Ils dénoncent le caractère routinier, abstrait, irréel de la doctrine et de la pratique religieuses ⁶⁷⁶. Maurice Blain écrit :

[356]

L'histoire de notre Culture se confond avec celle du catholicisme. Il est capital pour comprendre l'importance du phénomène, de se rappeler qu'issue d'une Église nationale, établie en fait sinon en droit, cette culture est devenue le prototype de la culture fermée. Cet événement [...] a donné naissance aux deux plus grands mythes de notre histoire - ceux de la cité chrétienne et de l'État nationaliste, inspirés par le même courant d'intégrisme traditionaliste [...] Cette décadence de la culture est aujourd'hui sensible dans l'état des mœurs intellectuelles et des institutions, et particulièrement dans la décomposition des impératifs - idées et sentiments - sur lesquels s'est appuyée la tradition pour s'imposer comme discipline de l'esprit [...] Notre univers intellectuel ne dépasse guère les frontières des idées reçues ⁶⁷⁷.

Jean Le Moyne juge avec la plus grande sévérité les conséquences des pratiques religieuses sur la conscience :

⁶⁷⁵ Yves-Henri NOUAILHAT, *op. cit.*, p. 69-73.

⁶⁷⁶ Pierre VADEBONCŒUR, « Réflexions sur la foi », *Cité libre*, n° 12, mai 1955, p. 15-26.

⁶⁷⁷ Maurice BLAIN, « Pour une dynamique de notre culture », *Cité libre*, n°s 1-2, juin-juill. 1952, dans Yvan LAMONDE en collaboration avec Gérard PELLETIER, *op. cit.*, p. 237-238 et 239.

Comme nous n'entendions rien au culte, il nous était servi à haute dose, sans mesure, et de pénibles associations ont contrarié, puis compromis, les excellents effets qu'il pût avoir. L'éblouissement des fêtes s'associe aux jeûnes cruels et aux évanouissements des communions solennelles (Ah ! la nausée eucharistique...), au supplice des processions, aux lenteurs qui figeaient le temps, à l'hypnose affolante des litanies [...] La prédication allait nous faire sans tarder un don exclusif et inoubliable : l'enfer [...] Heureusement que l'enfance est distraite et dispose d'innombrables capacités d'ajournement, c'est-à-dire de refoulement. Nous étions trop peu raisonnables pour actualiser dès lors en conscience ces monstruosité, mais nous subissions fréquemment de terribles secousses affectives ⁶⁷⁸.

Le frère Untel, dans son langage imagé, corrobore le dur jugement porté sur la religion populaire :

On dit que les gens en ont assez de la religion. Et ceux qui tolèrent le plus mal d'entendre parler de la religion sont de bons gros catholiques à la mode de chez nous [...] L'inquiétude religieuse n'est pas une plante de par ici. Ceux que la question religieuse inquiète en profondeur ne se recrutent pas parmi les dames de sainte Anne ou les zouaves pontificaux [...] La fréquentation de Notre-Dame-du-Cap et de Sainte-Anne-de-Beaupré ne doit pas nous donner le change [...] S'il pleut deux dimanches consécutifs, c'est en punition de l'immodestie féminine ; mais s'il pleut un jour de pèlerinage, c'est pour éprouver la foi des justes ⁶⁷⁹.

Les intellectuels modernistes ne se privent pas d'attribuer au souci d'orthodoxie de l'Église la responsabilité entière du « vide de spiritualité » : « Nous avons négligé, atténué, non seulement le désir des choses [357] terrestres mais aussi celui du surnaturel. Notre esprit religieux est de peu de désir ⁶⁸⁰. »

On peut adresser le même reproche à ces intellectuels. Ils ont épuisé leur énergie à des condamnations péremptoires du dogmatisme et du conformisme de l'Église et de la religion populaire. Mais chez eux non plus un souffle spirituel puissant ne s'exprime guère, le sens du mystère, du tragique, du sacré est le plus

⁶⁷⁸ Jean LE MOYNE, « L'atmosphère religieuse au Canada français », *Cité libre*, n° 12, mai 1955, dans Yvan LAMONDE en collaboration avec Gérard PELLETIER, *op. cit.*, p. 206 et 207.

⁶⁷⁹ Jean-Paul DESBIENS, *op. cit.*, p. 84 et 67.

⁶⁸⁰ Pierre VADEBONCŒUR, « Critique de notre psychologie de l'action », *Cité libre*, n° 8, nov. 1953, dans Yvan LAMONDE en collaboration avec Gérard PELLETIER, *op. cit.*, p. 249.

souvent absent. Ils ne voient pas le problème du destin ultime de l'être humain comme un drame mais comme une certitude. Ils vivront Vatican II comme une libération mais ne contribueront guère à préparer l'Église canadienne-française à suivre ses directives « modernistes » : les évêques, les prêtres et les laïcs qui, nombreux, ont favorisé le mouvement conciliaire avaient pu tirer profit de leurs écrits. Mais leur contribution immédiate à la régénération de l'Église canadienne-française et de la foi populaire fut négligeable. J'estime que les efforts qu'ils ont consacrés à lutter contre le cléricalisme et la religion populaire ont éteint chez eux la soif qu'ils auraient dû ressentir de proclamer, pour l'exemple, leur propre sens du spirituel. René Rémond écrit avec justesse : « l'anticléricalisme veut circonscrire la portée de la religion dans les bornes qui doivent selon lui en délimiter le domaine [...] L'anticléricalisme n'a en soi aucune signification ; au contraire, c'est une notion seconde qui n'a pas d'existence propre ⁶⁸¹. » La perspicacité de J.G. Guay est également remarquable :

Quant à l'anticléricalisme, cette attitude négative d'adolescent, il place à tort sur le plan religieux un débat qui est fondamentalement économique et social. Il est évident que le cléricalisme est un stade historiquement dépassé qui correspondait à la période agricole et coloniale de notre histoire, alors que les membres du clergé étaient à peu près les seuls possédant une certaine instruction [...] Mais accuser l'ensemble du clergé de tous nos maux est à la fois puéril et malhonnête. Si en certains domaines, tel l'éducation, le clergé a pris et conservé à peu près toute la place, c'est que le laïcat a été trop veule et timoré pour le remplacer ⁶⁸².

Je m'étonne qu'un observateur aussi attentif à la vie chrétienne que Gérard Pelletier ne commence qu'en 1960 à prendre conscience du [358] vaste mouvement de désaffection de la pratique religieuse dans les diocèses urbains. Je m'étonne surtout qu'il n'ait pas proposé auparavant des moyens de contrarier ce mouvement en cours depuis des années, notamment en proposant un approfondissement de la vie spirituelle chez les chrétiens. Car la tragédie vécue

⁶⁸¹ René RÉMOND, « Anticléricalisme », dans *Encyclopædia Universalis*, Corpus 2, 1984, p. 284.

⁶⁸² J.G. GUAY, « Écho à l'urgence d'une gauche nationale », *Cité libre*, vol. XII, n° 8, juin-juill. 1961, p. 19-20. Depuis longtemps l'Église - comme l'État conservateur et « patroneux » - est un géant aux pieds d'argile. Presque personne ne perçoit son extrême faiblesse. La loi de l'inertie, la frayeur révérencieuse atavique qu'elle produit chez les fidèles masquent sa fragilité. C'est le principal mérite des nouveaux intellectuels, en particulier des collaborateurs de *Cité libre*, de révéler au grand jour le mal qui mine l'Église.

alors n'était pas l'abandon de la part de milliers de Canadiens français du catholicisme officiel - pareille démission aurait pu procurer à plusieurs l'occasion d'une purification intérieure -, mais le fait que l'Église n'avait pas perçu la nécessité de réformer la doctrine religieuse conformément aux attentes nouvelles de millions de chrétiens. Pelletier se borne à s'apitoyer sur un fait accompli que lui-même, chrétien convaincu, aurait dû mieux tenter de prévenir :

Je dirai d'abord ce qui m'attriste : c'est la rupture, déjà inscrite dans les faits, de notre unité religieuse [...] Une partie de la population va basculer bientôt dans l'agnosticisme [...] Mais nous marchons, je le crains, vers le vide spirituel et la religion sans vigueur d'un certain protestantisme nord-américain [...] Le temps n'est pas loin, je crois où l'âme de notre peuple apparaîtra divisée ⁶⁸³.

Si des intellectuels progressistes, plutôt que de se borner à contester la « notion seconde » de l'anticléricalisme et à mépriser la religion populaire, avaient pu proclamer avec autant d'éloquence et de sincérité leur sens du spirituel - car la plupart étaient profondément chrétiens -, j'ai le sentiment qu'ils auraient épargné bien des déboires à l'Église canadienne-française. Il s'imposait de réprover, comme ils le firent, l'obscurantisme religieux et la mainmise de l'Église dans les domaines séculiers. Ils auraient encore mieux servi la cause de la religion chrétienne s'ils avaient également prêté attention à la fraction non négligeable du clergé qui espérait la régénération de l'esprit chrétien et compris que les propos en apparence désinvoltes des anciens collégiens, qui affirmaient « j'ai eu mon quota de messes », étaient en réalité des appels au secours déguisés. Et « le peuple de Dieu » ? Si les intellectuels s'étaient vraiment souciés de lui, [359] il me semble

⁶⁸³ Gérard PELLETIER, « Feu l'unanimité », *Cité libre*, vol. XI, n° 30, oct. 1960, p. 8. Ce vers quoi nous marchions, ce n'était pas un « certain protestantisme nord-américain » que Pelletier jetait aux orties avec désinvolture, mais vers l'incroyance et l'affaïssement de toute valeur. Pelletier décrit la position délicate dans laquelle *Cité libre* se trouvait placée par rapport à la religion : « Il nous fallait donc vivre la contradiction de notre mieux, prouver aux uns et aux autres qu'il y avait place dans l'Église pour la liberté de parole et l'esprit critique, montrer que le monolithisme de la pensée chrétienne dans notre milieu n'était pas une institution intangible, affirmer dans les faits que l'adhésion au dogme catholique n'était pas synonyme d'un appui aveugle à toutes les positions temporelles des pieux notables, du clergé et de la hiérarchie [...] La position de notre équipe, en matière religieuse, n'a jamais été confortable. » (*Ibid.*, p. 9-10.) Oui, certes, *Cité libre* s'est souvent portée à l'assaut des « positions temporelles des pieux notables » mais, outre sa lutte contre le cléricalisme, je discerne peu d'ardeur dans la revue pour des prises de position fermes en faveur de « la liberté de parole et [de] l'esprit critique » au sein de l'Église.

que, au moment où se dessinait la révolution que Vatican II allait déclencher, ils auraient proposé une période de transition afin de le préparer à assimiler la réforme radicale de la liturgie et des rites religieux que le concile inaugurerait. En laissant se saborder d'un coup une religion routinière, n'oubliait-on pas qu'elle allait de soi pour la majorité, qu'elle était vécue - ou tout au moins perçue - comme la seule vraie religion ? Dans bien des cas le résultat fut le vide spirituel. Plusieurs chrétiens ne virent plus dans les nouvelles pratiques le sens du mystère, du sacré, qui est l'essence de la religion. Ils estimèrent qu'il leur était imposé de changer de religion. Et ils refusèrent cette religion, pour eux nouvelle.

Il est remarquable que la société canadienne-française ne connut pas d'athées véritables. Le véritable athéisme résulte d'une préoccupation religieuse insoutenable. « L'athéisme véritable, écrit Egbert Munzer, en reniant Dieu, le reconnaît. » Selon lui, les convictions religieuses des Occidentaux sont si superficielles qu'ils sont incapables d'un athéisme réel. Ils proclament « la mort de Dieu », et une conclusion aussi terrifiante ne les contraint même pas à s'interroger sur ce qu'il s'ensuit pour le destin de l'homme. Par contre, ajoute-t-il, dans la Russie tsariste, l'athéisme « baigne dans les profondeurs du spirituel ⁶⁸⁴ ».

Si les nouveaux intellectuels avaient mieux affirmé leur propre pensée religieuse, peut-être leur apport en ce domaine aurait-il été encore plus utile pour la société canadienne-française et pour l'Église elle-même. Peut-être celle-ci aurait-elle été incitée à mieux vérifier sa propre vitalité intérieure, à se purifier et à s'inquiéter davantage du caractère superficiel de la conviction religieuse parmi ses prêtres. Encore aurait-il fallu que le peuple, du moins la fraction du peuple tournée vers l'avenir et assoiffée de réformes, se reconnaisse en eux et se nourrisse de leurs idées. Je sais bien qu'il s'agit là d'une question théorique. Mais la poser fait mieux comprendre la misère de la conscience religieuse chez les Canadiens français de l'époque et la raison principale de l'éclipse, apparemment soudaine mais en gestation depuis longtemps, de l'Église après 1960.

⁶⁸⁴ Egbert MUNZER, « Solovyev and the Meaning of History », *The Review of Politics*, vol. 11, n° 3, juill. 1949, p. 281-293 ; *Solovyev, Prophet of Russian-Western Unity*.

UNE VISION OBSTRUÉE DE LA POLITIQUE

[Retour à la table des matières](#)

Dans son long essai *La province de Québec au moment de la grève* (de l'amiante), Pierre Trudeau déplore que la seule université qui se soit dotée d'une Faculté des sciences sociales à visée scientifique n'ait pas créé [360] « un service de sciences politiques » : « c'est précisément dans sa pensée et son rôle politiques que la Faculté manqua de réalisme et peut-être de durable grandeur ⁶⁸⁵ ».

J'adresse le même reproche à *Cité libre*. Non pas qu'elle ait délaissé la politique ; au contraire, dans les 23 numéros publiés de 1950 à 1959, la politique est le sujet le plus traité. Quatre-vingt-six textes abordent ce sujet. Dès le premier numéro, Trudeau écrit : « Il faut déclencher la crise de la conscience politique ; faire table rase de toutes nos superstitions [...] Il faut concevoir audacieusement cette politique fonctionnelle par quoi seule peut s'ériger une cité libre ⁶⁸⁶ ».

Les principaux textes traitant de politique sont de Trudeau. Aucun ne constitue une contribution majeure à la science politique. Son texte le plus important, « Un manifeste démocratique », est publié en 1958 dans *Cité libre*. Sa critique du gouvernement Duplessis, implacable, n'est qu'un pot-pourri des thèmes les plus divers : les deux puissances qui dominent notre destin sont le capitalisme international et le cléricalisme ; tous les partis fédéraux, provinciaux et municipaux sont passés au crible et jugés trop légers ; comme toujours chez lui, les méfaits du nationalisme sont mis en exergue. L'objectif demeure la démocratie mais l'essor de cette dernière se heurte à l'absence d'un regroupement des forces démocratiques dont il se fait le protagoniste d'un jour. Ses principaux textes politiques s'échelonnent de 1961 à 1965 et ont été colligés dans *Le fédéralisme et*

⁶⁸⁵ Pierre Elliott TRUDEAU, *La province de Québec au moment de la grève*, p. 57. Un département de science politique existe depuis 1954 mais ce n'est qu'à compter de 1960, sous l'impulsion d'une nouvelle direction et de l'arrivée de Vincent Lemieux, qu'il commence à se doter d'une structure valable et d'un programme d'études de qualité.

⁶⁸⁶ Pierre Elliott TRUDEAU, « Politique fonctionnelle I », *Cité libre*, n° 1, juin 1950, p. 22. Dans *Le Devoir*, Filion et Laurendeau commentent abondamment la politique provinciale et, surtout dans les dernières années de la décennie, condamnent impitoyablement le gouvernement Duplessis.

la société canadienne-française. Seul « De quelques obstacles à la démocratie au Québec » est antérieur à 1960 et a d'abord été publié en langue anglaise ⁶⁸⁷.

Les intellectuels progressistes ne procèdent à aucune analyse sérieuse du gouvernement Duplessis. Malgré ses lacunes criantes, ce gouvernement exerce des fonctions d'intégration sociale, de mobilisation, de régulation, de redistribution et de reproduction des rapports sociaux non négligeables. Son efficacité, sa visibilité et son relief sont incontestables. Il est malgré tout un agent de changement pour certains secteurs de la société et remplit un espace social relativement étendu. Ce n'est que dans les travaux récents que l'on traite d'une façon systématique des rapports de ce gouvernement avec la société civile : il a favorisé l'essor du monde rural [361] et de l'agriculture, les coopératives prospèrent, la classe moyenne s'accroît et prend conscience de sa force, les petites et moyennes entreprises se développent. Son opposition aux institutions dynamiques, le syndicalisme et la Faculté des sciences sociales, et son aversion à l'endroit des intellectuels modernistes ne l'empêchent pas d'être entraîné malgré lui dans le « procès de transformation » de la société comme l'écrivent Bourque et Duchastel. Peu d'intellectuels progressistes, même à la fin de la décennie, perçoivent ce phénomène. Plus significative encore est l'absence, hormis le thème de l'autonomie provinciale, d'un examen sérieux du fédéralisme canadien. Le seul ouvrage majeur sur le sujet au cours de la décennie est *Le fédéralisme canadien* de Maurice Lamontagne, publié aux Presses de l'Université Laval en 1954. Les intellectuels progressistes, Trudeau le premier, ne traitent du fédéralisme que lorsque la première vague indépendantiste cherche à le discréditer à partir de 1960. Les conséquences désastreuses pour « le bon gouvernement de la province » passent le plus souvent inaperçues, par exemple l'influence incommensurable des grandes entreprises américaines implantées un peu partout sur la législation québécoise.

Quand les nouveaux intellectuels discutent des partis politiques, c'est, la plupart du temps, pour les condamner. Michael D. Behiels dit d'eux qu'ils sont « des idéologues à la recherche d'un parti ⁶⁸⁸ ». Ils méprisent les partis - tous les partis - et en parlent sur un ton moralisateur : « La politique est sale », « les

⁶⁸⁷ Pierre Elliott TRUDEAU, « Some Obstacles to Democracy in Quebec », *Canadian journal of Economics and Political Science*, vol. 24, n° 3, août 1958, p. 297-311.

⁶⁸⁸ Michael D. BEHIELS, *op. cit.*, p. 239.

politiciens sont corrompus ». À l'occasion d'une conférence sur le thème de la démocratie à l'Institut canadien des affaires publiques en 1954, André Laurendeau se demande si les partis politiques sont indispensables :

L'opportunisme est leur loi [...] L'existence des partis ne crée pas à elle seule une moralité politique. Or, dans une province très politisée (et subissant elle aussi l'influence américaine) les organismes professionnels ou coopératifs n'ont réussi à pousser dru qu'en bannissant strictement le souci politique qui les aurait asservis aux vieux partis. Il faudra du temps, l'éducation des faits, de nouvelles crises peut-être, pour leur apprendre une autre leçon. Ils décideront alors lequel vaut mieux- de rester à l'écart des risques politiques ou d'entreprendre une lutte nouvelle à la fois dangereuse et passionnante ⁶⁸⁹.

Dans les années cinquante, écrit Fernand Dumont, un jeune homme un peu aventureux ne se vouait surtout pas à la politique. Il rêvait de la dépasser ⁶⁹⁰.

[362]

Trudeau est la figure exemplaire de l'intellectuel prometteur et décevant des années cinquante. Il est obstinément contre tous les partis, fédéraux, provinciaux et municipaux. Seule la Cooperative Commonwealth Federation mérite, pour un temps, sa sympathie. Il dénonce l'alternance des partis bleu et rouge : « Le changement, s'il doit venir, viendra de la classe ouvrière ⁶⁹¹ » écrit-il. Mais il ne pose nul geste concret propre à favoriser l'éclosion d'une conscience politique chez cette classe qui, dans sa majorité, vote pour Duplessis.

Ainsi les nouveaux intellectuels se vouent à l'impuissance politique. Isocrate (Gérard Bergeron) est le seul véritable analyste politique de la décennie. Encore limite-t-il son attention au Parti libéral. Dans ses articles dans *Le Devoir* à la suite de l'élection provinciale de 1956, il reconnaît que ce parti n'est pas ou n'apparaît pas « suffisamment différent du duplessisme ⁶⁹² ». Il prône cependant la nécessité pour les intellectuels progressistes, sinon d'infiltrer le Parti libéral, du moins de

⁶⁸⁹ André LAURENDEAU, « Les partis politiques sont-ils indispensables ? », congrès de l'Institut canadien des affaires publiques, p. 16-17.

⁶⁹⁰ Fernand DUMONT, *La vigile du Québec* : octobre 1970, p. 14.

⁶⁹¹ Pierre Elliott TRUDEAU, « Réflexions sur la politique au Canada français », *Cité libre*, n° 3, déc. 1952, p. 59.

⁶⁹² Gérard BÉRGERON, *Du duplessisme au johnsonisme, 1956-1966*, p. 50 (texte écrit entre juillet et octobre 1956). [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

tenter d'exercer sur lui une influence et de seconder les efforts des quelques éléments progressistes de ce parti. Mais il essuie les rebuffades de nombreux intellectuels, Trudeau le premier.

Les nouveaux intellectuels se font avant tout de la politique une représentation moralisatrice. « Il faut expliquer notre immoralisme profond » décrète Trudeau. Le texte majeur dans cette veine est écrit par les abbés Gérard Dion et Louis O'Neill sous le titre éloquent « L'immoralité politique dans la province de Québec ⁶⁹³ » qui est publié au lendemain de l'élection provinciale de juillet 1956. Laurendeau qualifie cette élection de « choc psychologique ». Dion et O'Neill fustigent les politiciens qui exploitent d'une façon scandaleuse les valeurs les plus sacrées et pratiquent le « patronage » sans retenue. Ils ne mâchent pas leurs mots : « Le déferlement de bêtise et l'immoralité dont le Québec vient d'être témoin ne peuvent laisser indifférent aucun catholique lucide. » Ils dénoncent « le mensonge érigé en système », « l'emploi des mythes » (le communisme, l'autonomie provinciale), « les méthodes frauduleuses » (achat des votes, corruption de la loi électorale, faux serments, substitution de personnes, corruption du personnel électoral, recours à la violence), « l'utilisation de la religion ». Les auteurs ne se font pas d'illusion sur les réactions que va [363] susciter leur dénonciation : « Nul doute que les bien-pensants vont sursauter devant de telles affirmations. » Puis ils s'interrogent - « est-il trop tard pour réagir ? » - et plaident pour « la création d'une conscience civique » et pour « une morale positive ». L'assainissement de la politique s'impose de toute urgence :

Il faut procéder rapidement. Plusieurs chrétiens ont perdu le goût d'entendre dire la vérité [...] Ils ne veulent pas que l'on trouble leur conscience alors que leur appétit des biens matériels, avivé par l'exemple de leur « élite » et les acceptations de se vendre, s'affirme de plus en plus vigoureux et exigeant. Paradoxe si l'on veut, mais l'attrait pour une servitude enjolivée est peut-être plus puissant chez les hommes que l'amour de la liberté.

Destinée au seul clergé, cette diatribe serait peut-être passée inaperçue si *Le Devoir* ne l'avait publiée à deux reprises. Bien que ni son nom ni son parti ne

⁶⁹³ D'abord publié dans une petite revue obscure, *Ad usum sacerdotum*, *Le Devoir* le reproduit à deux reprises, les 7 et 14 août 1956, un mois après l'élection provinciale qui est catastrophique pour le Parti libéral. Le pamphlet est reproduit en appendice dans Gérard DION et Louis O'NEILL, *Le chrétien et les élections*, p. 114-121.

soient nommément cités, Duplessis sait que l'Union nationale et lui-même sont visés. Il contient sa colère : il vient de remporter une victoire éclatante. Il estime que durant la campagne les libéraux ont eu recours aux mêmes tactiques électorales : leurs plus maigres ressources ont fait la différence. La dénonciation des deux abbés ne trouble pas sa conscience : de nombreux évêques ne le félicitent-ils pas de sa « belle victoire », la quatrième consécutive depuis 1944 ? Il pense que quelques remarques railleuses à l'endroit des deux abbés suffiront à dissiper le mauvais effet que leur déclaration a produit. Les partisans de Duplessis croient les discréditer en les étiquetant comme « gauchistes ». Antoine Rivard déclare que le pamphlet n'est qu'une « conspiration ».

Les réactions des intellectuels à la suite de la parution de « L'immoralité politique » dans *Le Devoir* sont nombreuses et mitigées. *Le Devoir* annonce que 95 % des 900 prêtres qui reçoivent *Ad usum sacerdotum* se sont dits d'accord avec les propos des abbés. Ce texte est le premier « best-seller politique québécois ⁶⁹⁴ ». Georges-Émile Lapalme estime, dans ses mémoires, que la déclaration des abbés, « telle une bombe, déranga la paix dans la défaite ⁶⁹⁵ ». Gérard Filion écrit :

[364]

La déclaration des deux théologiens québécois, que nous avons publiée au texte mardi, a créé, dans toute la presse canadienne, une véritable sensation [...] Je voudrais que nous ayons dans Québec un Georges Bernanos pour prononcer les imprécations qu'il faudrait contre tous ceux qui se drapent de notre sainte religion pour trafiquer honteusement même si nous en avons un, on le prendrait pour un détraqué ⁶⁹⁶.

⁶⁹⁴ L'expression est de Gérard BERGERON, *op. cit.*, p. 112 (texte paru dans *Le Devoir* au début de 1957). L'expression est reprise sans référence à cet auteur par Pierre GODIN, *La Révolution tranquille*, tome I : *La fin de la grande noirceur*, p. 87. Godin renvoie à l'ouvrage *Le chrétien et les élections*, publié en 1960 après la mort de Duplessis, dont les répercussions ont été relativement modestes.

⁶⁹⁵ Georges-Émile LAPALME, *op. cit.*, tome II, p. 214. Lapalme omet de signaler que Laurendeau répliqua d'une façon cinglante aux libéraux que la dénonciation des abbés pâmaient d'aise : « Les libéraux ont réagi avec habileté devant la commotion produite par la déclaration Dion-O'Neill [...] Les auteurs signalaient pourtant que la fraude électorale compte parmi « les éléments normaux de notre vie sociale en période électorale », qu'elle est utilisée par tous les partis et qu'elle nous vient de loin. » (*Le Devoir*, 30 août 1956, cité dans Robert PARISÉ, *Georges-Henri Lévesque, père de la renaissance québécoise*, p. 55.)

⁶⁹⁶ Gérard FILION, *Le Devoir*, 11 août 1956, cité dans Robert PARISÉ, *op. cit.*, p. 35-39.

Pour le frère Untel, les abbés Dion et O'Neill sont « de la graine d'Église pour la future récolte [...] Il se trouve, providentiellement, des hommes qui ont déjà planté leur tente de l'autre côté, du côté de l'avenir : des hommes comme les abbés Dion-O'Neill. » Et il replace leurs écrits dans leur véritable contexte :

Les écrits des deux abbés, je parle de leurs principaux textes, pourquoi font-ils tant hurler ? On a beau lire et relire ces textes, on ne voit rien qui justifie l'hystérie des bedeaux [...] Non mais, faut-il que les Pouvoirs aient le cuir tendre pour hurler comme des écorchés à cause de ces textes. Faut-il qu'ils aient peur. C'est bien cela : ils ont terriblement peur, les Pouvoirs. Toutes griffes dehors à la moindre alerte ⁶⁹⁷.

Pierre Trudeau formule à plusieurs reprises des propos élogieux à l'endroit de la dénonciation de Dion et O'Neill. Quant à Jean-Marie Nadeau, il déplore qu'ils aient visé la mauvaise cible :

Notre peuple est vénal, dit-on (Dion-O'Neill). Que dire de cette vénalité en présence de celle des bailleurs de fonds des partis politiques ? Que dire aussi de la vénalité du pauvre en présence de la vénalité des chefs politiques qui acceptent tout cet argent, ces millions ? Que dire de la vénalité des journaux, de la vénalité des élites ? On est bien sévère pour le pauvre ⁶⁹⁸.

Des collaborateurs de *Cité libre* critiquent la déclaration des deux abbés et déplorent son caractère moralisateur qui puise, selon eux, directement aux sources cléricales et conservatrices : « La lettre des abbés O'Neill et Dion, par exemple, soulève des interrogations qui ne débordent guère les conceptions de la démocratie conservatrice ⁶⁹⁹. » Ou encore : « Ne voit-on pas le ridicule de cette manie d'avoir recours aux clercs au moindre prétexte et de rechercher leur approbation pour ce que nous entreprenons ⁷⁰⁰ ? »

⁶⁹⁷ Jean-Paul DESBIENS, *op. cit.*, p. 84, 85 et 87.

⁶⁹⁸ Jean-Marie NADEAU, *op. cit.*, p. 142 (entrée du 25 août 1956).

⁶⁹⁹ Pierre VADEBONCŒUR, « Voilà l'ennemi ! », *Cité libre*, n° 19, janv. 1958, p. 32.

⁷⁰⁰ Pierre CHARBONNEAU, « Défense et illustration de la gauche », *Cité libre*, n° 18, nov. 1957, p. 42. Charbonneau néglige de s'interroger sur la raison profonde de l'engouement quasi général à l'endroit de la déclaration de Dion et O'Neill. Il réside dans le prestige dont la population continue à revêtir le clergé. Quant à leur droit de rédiger et de publier leur texte, il serait mesquin, aujourd'hui comme hier, de ne pas le leur reconnaître. Il convient de rappeler au surplus qu'ils le publièrent dans une revue destinée strictement au clergé et que c'est le journal *Le Devoir* qui l'a reproduit.

[365]

Comment rendre compte de la vision politique tronquée, superficielle des intellectuels progressistes ? Certes, leur connaissance des concepts et des méthodes de la science politique était insuffisante. Mais eux qui côtoyaient chaque jour des individus et des groupes qui militaient dans le Parti libéral, que la politique brimait ou qui, malgré tout, participaient à la vie des partis en s'efforçant de les transformer, comment comprendre qu'ils soient restés de marbre devant les multiples occasions qui les sollicitaient et malgré les insistances pressantes de leur propre conscience civique ? Trois explications viennent à l'esprit.

Le caractère retardataire de la politique de l'Union nationale, l'absence d'une véritable impulsion au changement de la part du Parti libéral, l'obscurantisme intellectuel et l'autoritarisme de Duplessis, la personnalité revêche du chef de l'Opposition, Georges-Émile Lapalme, tout cela leur répugnait. Et ils concluaient à l'inutilité de toute tentative de leur part pour influencer les partis politiques de l'intérieur, même le Parti libéral. Elle se solderait par un échec. D'où leur mépris de la politique actuelle et la projection dans un avenir meilleur de leurs idéaux politiques et de leurs projets de réforme sociale. Les tentatives de certains, notamment de Trudeau, pour créer des formations quasi partisans ou supra-partisans démontraient leur impuissance.

La pratique éhontée du favoritisme partisan, la corruption notoire de nombreux politiciens et fonctionnaires exercèrent des effets dévastateurs sur les représentations politiques des nouveaux intellectuels. Jacques Bourgault et Stéphane Dion écrivent fort justement que le favoritisme et la corruption nourrissent la méfiance, engendrent la déception et détournent de la politique. Et ils ajoutent :

Il faut poser l'hypothèse que ce cynisme généralisé, qui conduit au fatalisme, à la résignation et à la méfiance congénitale envers le gouvernement et la politique en général, soit entrecoupé de brusques appels à la pureté, à une politique propre libérée du favoritisme partisan. Les partis d'opposition attisent ces aspirations, quitte à perpétuer le système de patronage une fois au pouvoir ⁷⁰¹.

⁷⁰¹ Jacques BOURGAULT et Stéphane DION, « Public Sector Ethics in Quebec : The Contrasting Society », dans Allan TUPPER et John W. LANGFORD, *Government Ethics*

La vague moralisatrice à la suite des élections provinciales de 1956 illustre parfaitement leur propos.

[366]

La société canadienne-française, à la fin de l'ancien régime, se percevait comme traditionnelle : constituée de réseaux communautaires d'appartenance étanche - parenté, voisinage, paroisse - et hiérarchisée en deux strates, les notables et le peuple. Or, depuis longtemps, les structures traditionnelles avaient éclaté. Les structures d'encadrement de cette société, dans ses composantes principales, étaient modernes. Mais les dirigeants religieux et laïques continuaient à la considérer comme une société traditionnelle et à agir en conséquence. Cette représentation fautive de la réalité sociale fut une cause supplémentaire de l'immoralisme politique croissant sous Taschereau et Duplessis. Pour Robert E. Goodin :

La conduite morale règne dans des communautés petites et stables ou dans de grandes et très impersonnelles sociétés [...] La seule solution de rechange susceptible de promouvoir la conduite morale pourrait être une société très anonyme [...] La responsabilité incombe, en premier lieu, à l'État ⁷⁰².

Une société moderne, devenue bureaucratique, contrôlée « à distance » mais qui persiste à se percevoir et à se comporter comme si les solidarités communautaires s'exerçaient toujours, est un terrain fertile pour la prolifération du favoritisme et de la corruption et pour le déclenchement de campagnes de moralité publique.

Gérard Bergeron a exploré en profondeur les arcanes du favoritisme et de la corruption politique sous Duplessis. Sa conclusion est celle d'un « fonctionnaliste » : « C'est sur son mandat politique que je lui [le politicien] ai accordé et par des critères politiques que je le jugerai. Je ne lui demande pas d'être un homme moralement bon, mais un homme politiquement efficace [...] Des

in *Canadian Perspective* (à paraître ; trad. libre). Voir aussi Ralph HEINTZMAN, « The Political Culture of Quebec, 1840-1960 », *Revue canadienne de science politique/Canadian Journal of Political Science*, vol. XVI, 1983, p. 18.

⁷⁰² Robert E. GOODIN, *The Politics of Rational Man*, p. 199-200 (trad. libre).

hommes à « moralité » discutable ont pu faire une bonne politique et des parangons de toutes les vertus privées appliquer une politique néfaste ⁷⁰³. »

Outre Bergeron, très rares furent les intellectuels progressistes qui analysèrent les causes du favoritisme et de la corruption politique et qui décrivirent les effets pervers du rejet de la politique pour la société et pour les intellectuels eux-mêmes. Pierre Vadeboncœur fut plus conscient que bien d'autres des conséquences désastreuses qui résultaient du refus de l'engagement politique. Ici encore, toutefois, le nationalisme est le grand responsable de la misère politique au Canada français :

Cette subordination politique massive de notre peuple par ses chefs, cette méconnaissance de l'élément peuple forger de destin politique sont [367] remarquables [...] Notre peuple a remis la responsabilité de sa destinée à ceux qui étaient plus en mesure que lui d'agir efficacement [...] Le peuple s'est désinvesti de sa puissance en faveur de la politique ; et la politique, qui jadis le sauvait, aujourd'hui le perd [...] Nous demeurons sans guère d'emploi politique réel. Peuple sans guère de destinée et dirigé par des hommes de peu de passion. Peuple qu'on a si particulièrement pour principe de ne pas agiter ⁷⁰⁴.

Les seuls, au cours de la décennie, à proclamer la nécessité d'un État fort pour une société « normale » seront les néo-nationalistes. Mais l'État qui correspondrait à leur attente verra le jour, espèrent-ils, dans un lendemain meilleur. Pendant ce temps, à la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval, professeurs et étudiants se préparent studieusement à mettre à la disposition de la société les ressources que requerra la régénération politique des années soixante.

⁷⁰³ Gérard BERGERON, *op. cit.*, p. 107. David Easton porte à sa limite la position de Bergeron. Selon lui, l'apartheid en Afrique du Sud est un phénomène immoral. Mais, pour le scientifique, la seule question qui se pose concerne la façon dont ce système politique fonctionne.

⁷⁰⁴ Voir : Pierre VADEBONCŒUR, « Critique de notre psychologie de l'action », *Cité libre*, n° 8, nov. 1953, p. 11-12. Voir aussi, du même auteur, « L'irréalisme de notre culture », *Cité libre*, n° 4, déc. 1951, p. 20-26.

[369]

Québec 1945-2000.
Tome II : Les intellectuels et le temps de Duplessis.

Deuxième partie.
Une conscience critique de l'ancien régime:
la quête de la modernité.

Chapitre 6

Des valeurs pour demain

[Retour à la table des matières](#)

La notion de valeur se rattache à l'ordre des préférences, sources de la motivation humaine et principes de la hiérarchisation de l'ordre des fins. L'intensité de la valeur attribuée à un objet dépend du degré de satisfaction des besoins ressentis pour cet objet. C'est en cherchant à combler ses besoins physiologiques et son besoin de sécurité que l'être humain découvre et approfondit ses besoins d'appartenance, d'amour, d'estime de soi et d'autodétermination ⁷⁰⁵. Les valeurs sont, pour l'individu, le phare qui le guide dans son cheminement et le port vers lequel se dirige le navire sur lequel il se trouve. Un besoin non satisfait est une valeur. Sa satisfaction conduit à l'indifférence à l'égard de cette valeur. Les valeurs associées aux besoins physiologiques et au besoin de sécurité s'éliminent plus rapidement que celles qui se rattachent au besoin d'estime de soi et de réalisation personnelle parce que la limite optimale de satisfaction est assez facilement atteinte pour les besoins

⁷⁰⁵ Voir : Abraham MASLOW, « Theory of Human Motivation », *Psychological Review*, n° 50, 1943 ; *Motivation and Personality*, p. 80-88.

primaires alors que la poursuite des besoins supérieurs n'a pas de fin. La sensation de faim disparaît par l'ingestion d'une quantité adéquate de nourriture. Le besoin de sécurité s'estompe à mesure que les moyens de se protéger s'améliorent. Y a-t-il une limite au besoin d'aimer et d'être aimé, au besoin de liberté et d'autonomie ? Ils sont innés au cœur de l'homme. Ils sont aussi inassouvissables que les aspirations du cœur.

Les valeurs revêtent trois formes : l'extériorité ou les valeurs sous leur forme transcendante (valeurs exemplaires) ; l'intériorité ou les [370] valeurs en tant que schèmes valorisants dont les individus et les collectivités se servent pour s'exprimer et agir (valeurs comme étalons de mesure) ; l'objectivité ou les valeurs en tant que cristallisées ou activées dans les objets et perçues dans leurs rapports avec le soi en situation (valeurs reçues et vécues) ⁷⁰⁶.

Les valeurs imprègnent la société dans son ensemble. La culture se définit essentiellement par les formes multiples que les valeurs revêtent : croyances, idéologies, critères de jugements, finalités de l'action. La plus ou moins grande rareté des valeurs détermine leur prix moral et, le cas échéant, économique. On dit d'une valeur qu'elle est sans prix, c'est-à-dire que la conscience morale estime qu'elle ne la possède jamais à un degré suffisant ou que l'argent ne peut l'acheter. Une valeur se défend au péril de sa vie. Harold Lasswell et David Easton définissent la science politique comme « the authoritative allocation of values ».

La valeur n'est pas une donnée, un fait acquis. Elle est un point oméga, une fin poursuivie mais jamais atteinte. On dit du vrai, du bien, du beau qu'ils sont des transcendants, c'est-à-dire que ce sont là des valeurs autonomes, méta-sociales, hors d'atteinte de tout sujet ou objet. Il est faux de dire d'une société qu'elle est démocratique : elle tend vers la démocratie, elle poursuit la démocratie comme une fin, une fin recherchée mais jamais atteinte de façon complète et définitive. Hannah Arendt, parmi d'autres, voit dans la soif de l'absolu une nécessité pratique de la vie.

⁷⁰⁶ Pour des exposés élaborés, voir : Léon DION et Micheline DE SÈVE, *Cultures politiques au Québec*, p. 18-43 ; Léon DION, « Éléments d'un schéma pour l'analyse des cultures politiques », dans Fernand DUMONT et Yves MARTIN, *Imaginaire social et représentations objectives*, p. 317-335 ; Léon DION, « Jalons théoriques pour l'étude empirique des cultures politiques », *Revue canadienne de science politique/Canadian Journal of Political Science*, vol. XIV, n° 4, 1981.

Le principal reproche, peut-être, que l'on adresse aux nouveaux intellectuels, est d'avoir traité des valeurs dans l'abstrait, d'avoir fait table rase du passé, de ne pas avoir suffisamment reconnu et soutenu les efforts des institutions qui s'efforçaient de propager ces valeurs chez elles.

Pour André J. Bélanger, *Cité libre* consacre « l'émergence de l'homme abstrait ⁷⁰⁷ ». À la fin des années cinquante et au cours des deux premières années de la décennie suivante, plusieurs collaborateurs déplorent le parti pris de la revue pour l'abstrait, le rationnel, l'universel. Ils regrettent qu'elle dénonce les valeurs traditionnelles au nom du réel mais qu'elle néglige de procéder à l'examen de cette réalité.

Ces accusations sont objectivement fondées. Elles valent pour *Cité libre* et d'autres institutions progressistes de l'époque mais non pour le discours des mouvements d'action orientés vers la modernité ni pour leurs [371] dirigeants : le syndicalisme, la coopération, la Faculté des sciences sociales et certains évêques, en particulier le cardinal Léger. Gérard Pelletier, en 1964, tente de réfuter les dures accusations que porte l'auteur du premier paragraphe du premier numéro de *Parti pris* : « Ainsi les intellectuels de la génération qui nous précède, en prenant le parti de « l'objectivité » jouaient le rôle du spectateur impartial [...] Nous avons, au contraire, pris le parti de nous situer hors de cette forme abstraite. »

Indigné, Gérard Pelletier rétorque en limitant son propos à *Cité libre* : « Mais chaque article de cette revue visait à transformer, à remuer, à secouer la société canadienne-française [...] Ce sont eux, les spectateurs impartiaux, absents des luttes concrètes entre les hommes ? [...] Les hommes d'Asbestos, de Noranda, de Louiseville, d'Arvida, de Murdochville ⁷⁰⁸. »

Un jeune reproche à *Cité libre* de ne proposer aucun « plan d'action », de « n'être rien », de ne « tracer aucune route ». Pelletier réfléchit aux propos de ce jeune : « Il ne peut pas deviner que nous fûmes gavés de systèmes, lui qui en

⁷⁰⁷ André J. BÉLANGER, *Ruptures et constantes*, p. 65-135.

⁷⁰⁸ Gérard PELLETIER, « *Parti pris* ou la grande illusion », *Cité libre*, vol. XV, n° 66, avril 1964, p. 7. Il est vrai que *Cité libre* traitait abondamment des grèves ouvrières. Bien rares, toutefois, étaient les textes qui touchaient les aspirations démocratiques des syndicats, qui les encourageaient et les conseillaient dans leur combat de tous les jours.

semble affamé [...] Nous n'avions aucun maître à penser mais une légion de prophètes à systèmes ⁷⁰⁹. »

Ces propos de Pelletier synthétisent l'analyse la plus approfondie de *Cité libre* - la *Cité libre* des premières années - qui puisse être faite. Elle révèle la raison véritable du caractère « abstrait » de la majorité des articles de fond durant cette période. Certes, les intellectuels étaient mal équipés pour procéder à des études empiriques des collectivités canadiennes-françaises. Ces études auraient pu les conduire à bien percevoir la soif de modernité au sein de ces collectivités et les auraient incités à s'associer à leurs combats. Par conséquent, elles auraient donné plus de poids à leurs propres revendications de valeurs nouvelles. Mais il leur fallait avant toute chose saper les assises des pouvoirs rétrogrades afin de démasquer les [372] valeurs d'un autre âge sur lesquelles ces derniers fondaient leur légitimité. Il leur fallait au préalable exorciser les vieux démons : le système de valeurs depuis longtemps figé que soutenaient le duplessisme et le cléricisme. *Cité libre* se devait avant tout d'affirmer les valeurs de la modernité pour une société qui, dans bien des secteurs, en faisait fi et contre des pouvoirs qui les bafouaient. C'était là pour elle un « impératif catégorique ».

Les nouveaux intellectuels méconnaissent une conséquence obligée de leur poursuite de la modernité au sein d'une société encore largement vouée à la tradition : une représentation abstraite des valeurs. La société moderne se fonde sur l'hypothèse que ses structures sont « objectives » et qu'elle possède un haut degré d'autonomie par rapport aux individus et aux collectivités particulières. Selon Zijderveld : « La société moderne est une société abstraite, impuissante à procurer à l'homme une conscience claire de son identité et une expérience concrète du sens, de la réalité et de la liberté ⁷¹⁰. »

⁷⁰⁹ Gérard PELLETIER, « Matines », *Cité libre*, n° 21, juill. 1958, p. 1-7. Mieux enraciné dans l'histoire canadienne-française, Laurendeau s'interroge sur les raisons de l'absence d'anciens maîtres qui eussent pu guider le démarche des nouveaux intellectuels : « Au milieu du 19^e siècle, une partie de la bourgeoisie canadienne-française était rouge, c'est-à-dire à la fois libérale et radicale. Elle s'est battue durant quelques générations. Puis, peu à peu, cette tradition s'est éteinte : vers 1930, il n'en restait rien, du moins je n'en ai rencontré alors que d'infimes bribes. Ma génération a dû chercher en Europe de nouvelles sources d'inspiration. Comment expliquer cette disparition graduelle, cette extinction presque absolue, ce manque de continuité historique ? Pourquoi certains hommes n'ont-ils trouvé aucun successeur - et que voulaient-ils au juste ? » (André LAURENDEAU, « *Parti pris* et le phénomène créditiste », dans A. LAURENDEAU, *Ces choses qui nous arrivent*, p. 317.)

⁷¹⁰ Anton C. ZIJDERVELD, *The Abstract Society*, p. 49-50 (trad. libre).

Les pouvoirs répressifs au sein desquels ils approfondissent leur choix de valeurs les placent dans une condition analogue à celle des stoïciens de l'Antiquité, contraints d'exprimer leur foi dans l'égalité des êtres humains seulement dans leur esprit car les structures esclavagistes les empêchaient de la vivre dans la réalité.

Est abstrait ce qui ne colle pas au réel. Au début de la grande transition vers la modernité, à compter du XVI^e siècle, les structures sociales se sont distendues et disjointes. La nécessité de les relier en quelque façon les unes aux autres a abouti à la mise en place d'une organisation particulière, l'État, comme appareil d'articulation et de régulation des composantes de la société civile. À mesure que cette dernière devenait plus complexe, que les champs d'intérêt se multipliaient et donnaient naissance à des groupes, classes et mouvements souvent antagonistes, l'État devenait plus abstrait, plus centralisé, plus bureaucratique et plus interventionniste. Inversement, la liberté, l'égalité, la justice proclamées par les anciens, en étant revendiquées et vécues par des groupes multiples, se particularisaient, assumaient des contenus plus concrets, plus précis.

Les nouveaux intellectuels permettent à la société canadienne-française de parcourir la première étape de l'affirmation des valeurs modernes. La plupart d'entre eux ne sont pas des gens d'action. Leur reprocher de ne pas avoir cherché des assises concrètes pour ces valeurs ou de n'avoir pas eux-mêmes suscité la formation de pareilles assises, c'est méconnaître la nature de leur formation et les ressources mises à leur disposition. En discréditant les pouvoirs traditionnels, ils œuvrent à la mise [373] en place d'une Église mieux adaptée aux conditions des temps nouveaux et d'un État mieux équipé pour intégrer les composantes devenues plus complexes et plus particularisées de la société civile. Les revendications des valeurs modernes faites par les individus et leurs collectivités dans le contexte de leur enracinement concret vont se poursuivre dans le sens du chemin qu'ils ont balisé.

Les nouveaux intellectuels négligent de traiter des valeurs médiatrices ou des relais obligés pour la promotion de l'être humain dans une société moderne. Ils examinent les valeurs sous leur forme exemplaire et négligent de les aborder sous leurs représentations concrètes souvent dégradées dans une société où elles se cristallisent dans les objets ou encore sont vécues par soi et pour soi dans des circonstances contingentes. La compassion est presque absente de leur discours.

Ce ne sont pas leurs écrits qui exaltent les mérites de la gratuité, de l'entraide (ainsi la corvée en milieu rural) et de l'« esprit du don ⁷¹¹ ». Leur opposition aux pouvoirs est trop vive pour les inciter à témoigner une forte sympathie à l'égard de ceux qui vivent sous leur férule ; leur affirmation de la primauté de la raison est trop intense pour leur permettre de laisser libre cours à leurs sentiments. Pierre Trudeau expose le fondement théorique de l'absence, chez eux, de l'esprit de compassion :

L'avènement de la raison dans la politique constitue une promesse de droit ; la loi n'est-elle pas en effet une tentative de régler la conduite des hommes en société selon la rationalité plutôt que selon les émotions ? [...] Qui sait ? L'humanité peut encore s'épargner l'ignominie de voir sa destinée aux prises avec une émotion nouvelle et de plus d'ampleur [que le nationalisme] que provoquerait par exemple le continentalisme ⁷¹².

Une autre valeur escamotée propre à la société moderne est la justice. Des intellectuels, certes, revendiquent au nom de la classe ouvrière exploitée par le capitalisme. Certains prennent part aux grèves ouvrières et les commentent dans des écrits, préconisent des réformes sociales en faveur de groupes défavorisés (orphelins, prisonniers, étudiants) ou de secteurs d'intérêt public (éducation, santé, accès à l'université pour les jeunes). Pierre Vadeboncœur déplore l'absence de ferveur à l'égard de la justice à *Cité libre*, au *Devoir* et ailleurs :

Cité libre a manifesté une plus grande disponibilité envers une pensée de gauche. Nous avons laissé entendre que de ce côté seraient peut-être certaines de nos préoccupations dominantes. Mais notre apport à cet égard [374] fut des plus minces et la revue s'est ressentie, jusqu'à présent, du vacuum idéologique dans lequel le mouvement social s'exerce ⁷¹³.

L'attention des nouveaux intellectuels se porte sur la démocratie, état d'une société qui mérite le titre de noblesse par excellence quand ses membres deviennent citoyens. Leur souci pour la démocratie est constant, leur inquiétude,

⁷¹¹ Jacques T. GODBOUT, *L'esprit du don*. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT]

⁷¹² Pierre Elliott TRUDEAU, « Federalism, Nationalism and Reason », dans P.-A. CPÉPEAU et C.B. MACPHERSON (dir.), *The Future of Canadian Federalism*, reproduit dans Pierre Elliott TRUDEAU, *Le fédéralisme et la société canadienne-française*, p. 208.

⁷¹³ Pierre VADEBONCŒUR, « Voilà l'ennemi ! », *Cité libre*, n° 19, janv. 1958, p. 30.

illimitée. Un de ses aspects revêt dans leur pensée l'ampleur d'un paradigme : la primauté de la personne humaine.

LA PRIMAUTÉ DE LA PERSONNE

[Retour à la table des matières](#)

Le premier homme qui, sorti du groupe pour aller quérir quelques biens ou pour contempler la voûte étoilée, a dit « je suis une personne » a fait franchir à l'humanité un pas qualitatif dont tous les autres découleront. Il n'était plus un être indistinct de son clan mais un individu unique : sa vie lui appartenait, il avait la faculté de revendiquer sa liberté : Sa condition matérielle vis-à-vis du groupe changeait de nature. Il lui devenait possible de transcender la fusion de la liberté dans la nécessité, ce que Baruch Spinoza a appelé « coïncidence des opposés ».

Certes, les Canadiens français, comme leurs contemporains d'autres sociétés, savent qu'ils sont des personnes et vivent cette dignité avec fierté. Mais les institutions qui les encadrent entravent la pleine jouissance de leurs droits. La notion de la primauté de la personne sur toute collectivité n'est pas couramment répandue. Les détenteurs des rôles d'autorité - au sein de la famille, de la paroisse, de l'Église, de l'État - se perçoivent comme les maîtres plutôt que les serviteurs de ceux dont ils ont la responsabilité de guider et de favoriser le développement. Des résidus du corporatisme des années trente subsistent encore en 1950. La mainmise de l'Église et du gouvernement demeure ferme.

C'est le mérite inestimable des nouveaux intellectuels de dénoncer la condition servile des Canadiens français et de proclamer la prééminence de la personne. Peu importe si c'est souvent à l'étranger que cette noble conviction s'ancre chez eux. C'est ici, parmi les leurs, pour les leurs qu'ils l'affirment et l'appliquent. Quand Pelletier, Trudeau et les autres réclament la mise au rancart des tabous avilissants, ils allègent l'atmosphère. Quand Laurendeau réclame pour les siens la poursuite de l'excellence, il puise certes cette idée de sa propre expérience en Europe, mais témoigne de la confiance que lui inspirent ses compatriotes.

Vient un jour, au tournant des années soixante, où ils se démarquent. Les uns estiment que leurs amis succombent à leur tour au tribalisme, que leur ferveur nationaliste atteint à la dignité de la personne. [375] Ceux-ci reprochent aux premiers de plonger dans un faux universel, de méconnaître le besoin, même pour l'individu le plus évolué, d'éprouver la chaude camaraderie, la solidarité d'une communauté particulière pour accéder à la dignité humaine. La raison et le sentiment dictent leurs choix. Chacun accuse l'autre d'errements. De la part respective de l'individuel et du collectif, du communautaire et du sociétaire dans la maturation de la personne dans des circonstances contingentes, qui peut trancher ? Si leurs cheminements divergent, ils proclament tous la dignité insigne de la personne. Cette conviction représente pour eux tous la jauge de toute valeur.

POUR UNE DÉMOCRATIE VIGOUREUSE

[Retour à la table des matières](#)

J'ai enseigné, durant la majeure partie des années cinquante, la théorie (ou la doctrine) de la démocratie moderne. Ce cours a été pour moi le plus complexe que j'ai donné. La démocratie a retenu l'attention des plus grands philosophes qui ont exprimé sur le sujet des opinions diverses. C'est dans un autre cours, intitulé « L'évolution socio-politique de l'Occident », que je traitais des tentatives empiriques d'institutionnaliser la démocratie à la fin du Moyen Âge. Les philosophes vinrent trois siècles plus tard et négligèrent ces tentatives.

« Les hommes, dit Bossuet, naissent tous sujets : l'empire paternel qui les accoutume à obéir les accoutume en même temps à n'avoir qu'un chef » « Celui qui discerne la nature et le sens d'une période, dit Hegel, incarne l'esprit du temps. » Le parcours de la monarchie absolue à la démocratie est long et parsemé d'embûches de tous ordres. Loin de réduire le pouvoir politique, le passage du gouvernement par le roi à celui du gouvernement par le peuple risquait de l'appesantir. John Stuart Mill, le philosophe de la liberté, craint « l'avènement d'une nouvelle tyrannie, celle de l'opinion publique qui se substituerait à l'arbitraire monarchique ». Les réflexions sur ce sujet prolifèrent à compter du XVII^e siècle. Nous devons la conception la plus moderne de la démocratie aux

penseurs du XVIII^e siècle. Il a fallu franchir beaucoup de chemin pour parvenir à la notion contemporaine de citoyen.

Pour concevoir les problèmes posés et tenter de les résoudre, les philosophes ont spéculé sur les notions de l'état de nature, de contrat social, de volonté générale, etc. Mais qu'est-ce donc que cette idée de volonté générale, pourtant le fondement même de la démocratie moderne ? Le droit de commander sans partage ne peut-il pas, dans certaines circonstances exceptionnelles, s'exercer par un seul individu, celui qui discerne le sens de la volonté générale ? Rousseau n'écrit-il pas que, dans certains cas, cette dernière peut être la volonté d'un seul, celui qui entre tous incarne le bien commun ? Charles de Gaulle n'a-t-il pas dit dans un entretien à la [376] fin de sa vie qu'en réassumant le pouvoir en 1958, à ce moment de grand danger public, il avait eu le sentiment d'« incarner » la France ? Le peuple peut aliéner sans conditions son pouvoir par l'établissement d'un régime absolutiste ou autoritaire (ainsi la « dictature du prolétariat »). Il peut également se le réserver en totalité, sans intermédiaire (démocratie directe). Il peut l'aliéner sous réserve en se donnant un gouvernement dont des lois fondamentales limitent le pouvoir. Enfin, il peut le déléguer sous contrôle ou par mandat, selon le principe que chacun compte pour un et personne pour plus d'un. Dans chaque cas, des questions de modalités et de procédure se posent.

J'ai traité de ces thèmes et de bien d'autres qui me fascinaient devant des étudiants de toute évidence ignorants et peu intéressés. Jamais je n'ai abordé directement le sujet de la démocratie au Canada et au Québec. Par des commentaires, des incidents, je percevais que ces références ne suscitaient guère d'intérêt chez eux. Il aurait sans doute fallu que je dénonce à fond de train le gouvernement de la province, mais évoquer même le nom de Duplessis me répugnait, tant je le tenais en horreur à l'époque. Et si je l'avais fait - à la façon dont je l'aurais fait alors ! -, ma carrière à l'Université Laval aurait été de courte durée. Cet enseignement m'est devenu pénible au point où je l'ai interrompu à la fin de la décennie. Je regrette cette décision qui a mis fin à ma vocation de philosophe.

Ce n'est pas en prenant connaissance des idées sur la démocratie, courantes dans les cercles officiels ou officieux, que mes étudiants auraient pu s'enthousiasmer pour ce régime. Ce n'est pas non plus les écrits des nouveaux intellectuels qui les auraient édifiés. Selon ceux-ci, le Canada français végétait

dans une période de « grande noirceur », tout au moins en ce qui a trait à la démocratie. Chez les intellectuels eux-mêmes, rares étaient les exposés éblouissants de clarté et de compétence. Ici encore, il leur fallait d'abord dépenser leur énergie à dénoncer ; il leur en restait bien peu pour approfondir l'idée et le fait de la démocratie et pour communiquer leurs connaissances.

Et pourtant, les nouveaux intellectuels traitent de démocratie davantage que de tout autre sujet. Pénétrer en profondeur ses multiples facettes leur est impossible : écarter les obstacles, indiquer la direction des premiers tracés d'un renouveau, c'est la seule tâche qu'ils accomplissent et les résultats en seront bien plus impressionnants qu'ils ne l'escomptent. L'heure de la renaissance est venue, la fraction dynamique du peuple attend que quelqu'un lui dise ce que, depuis longtemps, elle désire entendre.

Faut-il attribuer à la Conquête le retard historique des Canadiens français à adopter les institutions et le style de vie de la démocratie ? [377] Pour les historiens de l'Université de Montréal, elle est un cataclysme aux conséquences inimaginables pour notre devenir historique. La loi constitutionnelle du 10 juin 1791 divise le Canada en deux - le Bas et le Haut - et prévoit une institution parlementaire inspirée du modèle britannique de l'époque : trois niveaux de pouvoir, l'exécutif, le législatif et le judiciaire. Elle établit un système représentatif qui n'entraîne nullement la responsabilité de l'exécutif devant l'Assemblée et laisse le Conseil législatif à la merci de l'exécutif sous le contrôle du gouverneur anglais. Furieux, les députés du Parti canadien durcissent leur position et votent 92 résolutions qui énumèrent les griefs accumulés depuis longtemps et affirment les droits constitutionnels de l'Assemblée ⁷¹⁴. Le refus de Londres les réduit à la soumission ou à la rébellion. Ils choisissent la rébellion. La répression donne lieu à un bain de sang, le général Colborne, surnommé « le vieux Brûlot », incendie les villages de Saint-Eustache et de Saint-Benoît. Loyal à la couronne, le haut clergé condamne la rébellion et excommunie les combattants. Il faudra 50 ans de censure ultramontaine pour réduire les récalcitrants.

La soif d'indépendance que déclenchent les grands espaces du Nouveau Monde va-t-elle pour autant s'éteindre ? La loi constitutionnelle de 1867 confirme l'adhésion du Québec à la démocratie parlementaire.

⁷¹⁴ Jean HAMELIN, *Histoire du Québec*, p. 274.

Comment comprendre que la démocratie ait été un tel sujet de préoccupation pour les intellectuels des années cinquante ? Elle est pourtant devenue, depuis 83 ans, le régime parlementaire du Québec comme du Canada. Mais il faut compter avec l'aversion du haut clergé et d'une grande partie des élites laïques, avec la corruption fréquente des partis, le détournement des élections et le mépris du parlementarisme dans la province de Québec.

Pendant près d'un siècle, la doctrine de l'Église au Canada français réprouve la démocratie issue du libéralisme, voire, dénonce-t-elle, de la franc-maçonnerie. Dans les années trente, religieux et laïcs subissent l'influence du fascisme, surtout sous sa forme italienne, et préconisent le corporatisme. Les Semaines sociales du Canada se tiennent en 1936 sur le thème du corporatisme sous le haut patronage du cardinal Jean-Marie Rodrigue Villeneuve. Ce régime, qui a la faveur de Pie XI dans l'encyclique *Quadragesimo anno*, mais qui n'a été appliqué nulle part, ne reçoit que des éloges. Les participants ne concèdent aucun mérite à la démocratie qu'ils associent au libéralisme que l'encyclique condamne. Même le drame affreux de la guerre civile espagnole et la barbarie du nazisme n'ébranlent pas leurs convictions. Jean Bruchési fait l'apologie du corporatisme en 1942 et voit dans le syndicalisme la meilleure formule du [378] corporatisme dont il se considère le théoricien. Les émules foisonnent : Maximilien Caron, Roger Duhamel, Jean-Baptiste Desrosiers, François-Albert Angers, Esdras Minville, Gérard Filion, Victor Barbeau, Dostaler O'Leary, des collaborateurs de *L'Action nationale* ⁷¹⁵.

En 1950, le souvenir de l'insurrection s'est estompé. Bien des intellectuels considèrent les insurgés comme des rebelles plutôt que comme des patriotes. En choisissant la démocratie en 1954 comme le premier thème de leurs assises, les promoteurs de l'Institut canadien des affaires publiques font preuve de courage. Les participants célèbrent les mérites de la démocratie et condamnent les pratiques antidémocratiques des pouvoirs clérical et politique. Nul n'ose mentionner le nom de Duplessis.

Pelletier, lui si placide, vilipende Monière d'avoir écrit. « La position de la revue [*Cité libre*] est en définitive conditionnée par un postulat : nous sommes

⁷¹⁵ Les aberrations fascistes et nazies d'Adrien Arcand n'ont reçu aucun appui de ces élites et ont eu peu d'échos parmi la population.

congénitalement inférieurs et impuissants. » Je m'insurge également contre « ce maquillage éhonté » des positions de *Cité libre* ⁷¹⁶.

Pour *Cité libre* et les autres nouveaux intellectuels, les pouvoirs maintiennent les Canadiens français dans la dépendance et c'est pourquoi ils les dénoncent en utilisant au maximum leur marge de liberté. Je ne suis pourtant pas d'accord avec Trudeau quand il écrit :

L'histoire nous montre que les Canadiens français n'ont pas vraiment cru à la démocratie pour eux-mêmes et que les Canadiens anglais ne l'ont pas vraiment voulu pour les autres [...] Car tant et aussi longtemps que le peuple ne croit pas dans la démocratie, il n'y a pas de raison pour lui d'en accepter la morale [...] Les Canadiens comme peuple ne croient pas vraiment à la démocratie [...] En 1958, les Canadiens français doivent commencer à apprendre la démocratie en partant de zéro ⁷¹⁷.

Mais Trudeau commet sur ce point une erreur commune aux intellectuels de l'époque : assimiler la démocratie aux mécanismes et aux structures parlementaires que Duplessis bafoue sans retenue. « Démocratie d'abord, voilà qui devrait être le cri de ralliement de toutes les forces réformistes de la province ⁷¹⁸ » Il est inépuisable dans le traitement de ce sujet.

[379]

Le plus audacieux des nouveaux intellectuels sur ce point est Frank Scott, peut-être parce qu'il est moins vulnérable aux foudres des puissants :

Notre État national aussi se rend coupable d'inadmissibles atteintes aux libertés civiles : est-il besoin de rappeler la suppression de *l'Habeas Corpus* et les incarcérations sans procès durant la seconde guerre mondiale ? [...] Nous ne pouvons lutter efficacement contre les obstacles à notre démocratie sans tenir compte du point où notre société en est rendue de son évolution temporelle et spirituelle [...] Je prétends que les difficultés particulières du Québec viennent de ce que notre population en

⁷¹⁶ Denis MONIÈRE, *Le développement des idéologies au Québec*, p. 317-318 [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.], cité dans Gérard PELLETIER, *Les années d'impatience, 1950-1960*, p. 204, note 2.

⁷¹⁷ Pierre Elliott TRUDEAU, « De quelques obstacles à la démocratie au Québec », dans Pierre Elliott TRUDEAU, *Le fédéralisme et la société canadienne-française*, p. 107, 127 et 118.

⁷¹⁸ Pierre Elliott TRUDEAU, « Un manifeste démocratique », *Cité libre*, n° 22, oct. 1958, dans Yvan LAMONDE en collaboration avec Gérard PELLETIER, « *Cité libre* », *une anthologie*, p. 104.

est arrivée au stade de la démocratie établie sans avoir traversé celui de la démocratie combattante. Les Canadiens français forment peut-être le seul peuple connu de l'histoire qui jouisse de la liberté démocratique sans en avoir (soit par eux-mêmes, soit par leurs ancêtres) conquis les avantages de haute lutte [...] Non pas que je méconnaisse le jacobinisme de Papineau, ni la confusion admirable des patriotes, ni les luttes parlementaires de Lafontaine et des nationalistes subséquents, et la minuscule poignée d'authentiques héros qui s'armèrent de fourches en 1837, et le peuple peu passionné qui eut tout juste l'audace de s'armer efficacement de bulletins de vote à trois ou quatre occasions depuis une centaine d'années, se souciant fort peu de la responsabilité ministérielle et du contrôle de la liste civile ; ils voulaient tout simplement mettre les Anglais à leur place ⁷¹⁹.

Le jugement de Scott s'accrédite. Pour Trudeau :

Les Canadiens français sont peut-être le seul peuple du monde qui « jouisse » du régime démocratique sans avoir eu à lutter pour l'obtenir [...] Or les difficultés particulières au Québec viennent de ce que notre population en est arrivée au stade de la démocratie établie sans avoir traversé celui de la démocratie combattante [...] La conclusion est claire. Regroupons les hommes libres autour d'un objectif commun, la démocratie, [...] tendons vers la formation d'un mouvement nouveau : l'union démocratique ⁷²⁰.

André Laurendeau partage ce point de vue : « Nous n'avons connu ni la Révolution française, ni la longue conquête, à l'anglaise, des institutions représentatives, ni son équivalent. [Nous avons subi le traumatisme de la Conquête.] Depuis lors nous n'avons cessé de nous sentir en posture de défense ⁷²¹. »

[380]

⁷¹⁹ Frank SCOTT, « Obstacles à la démocratie », *Le peuple souverain*, congrès de l'Institut canadien des affaires publiques, p. 37-38. Le jugement de Scott est courant dans les manuels canadiens de langue anglaise et de langue française de l'époque. Bien sûr, nous pleurons sur le triste sort des « patriotes » mais nous ne les approuvons qu'en partie. L'Église n'avait-elle pas condamné leur action ?

⁷²⁰ Pierre Elliott TRUDEAU, « Un manifeste démocratique », *Cité libre*, n° 22, oct. 1958, dans Yvan LAMONDE en collaboration avec Gérard PELLETIER, *op. cit.*, p. 101 et 105.

⁷²¹ André LAURENDEAU, « Liberté et nation », *La liberté*, congrès de l'Institut canadien des affaires publiques, p. 38.

Les Canadiens anglais sont, selon Trudeau, l'obstacle fondamental à la démocratie. La part prédominante et la plus éloquente d'un texte reproduit nombre de fois en anglais traite de la responsabilité des Canadiens anglais pour le piètre état du Canada français :

Ils [les Canadiens anglais] comprirent que pour longtemps encore ce gouvernement du peuple par le peuple ne serait pas pour le peuple mais pour la partie anglophone de ce peuple. Dès lors, c'est avec des restrictions mentales qu'ils adhèrent au contrat social : ils ne crurent pas qu'une volonté générale pût naître d'une entente ethnique, et ne pouvant pas aspirer à jouir en égaux d'un bien commun canadien, ils se rabattirent secrètement sur la poursuite de leur bien particuliers ⁷²².

Des collaborateurs de *Cité libre*, moins pénétrants que Trudeau, accusent le clergé, dont la part de responsabilité dans la condition larvée de la démocratie au Canada français n'est pas non plus négligeable. Ainsi Jean Le Moyne :

Il était dangereux que, face à de constantes menaces et sans cesse confirmée par sa réussite, l'autorité tendit à se perpétuer indûment, exagérât son emprise et dégénérait en suffisance cléricale [...] Il n'y a plus de problèmes et nous sommes l'unique solution [...] Elle remplit une foule de fonctions indispensables et rend d'éminents services, souvent avec une vertu dont l'État serait sûrement incapable, mais elle taxe invisiblement, mais elle monopolise comme un cartel [...] Elle sert, mais servante exclusive, elle sert sans miséricorde, comme Ubu enchaîné [...] Ses affinités l'allieront aux éléments réactionnaires et autoritaires, chez qui la survivance est un délire, et elle rêvera un de ces concubinages dont l'histoire ne l'a jamais guérie. Or nous ne manquons pas d'aspirants Franco

⁷²² Voir : Pierre Elliott TRUDEAU, « Réflexions sur la politique au Canada français », *Cité libre*, n° 3, déc. 1952, p. 55 ; « De quelques obstacles à la démocratie au Québec » (à mon avis son meilleur texte et le plus incisif), dans Pierre Elliott TRUDEAU, *Le fédéralisme et la société canadienne-française*. Même les libéraux fédéraux n'échappent pas à sa vindicte. Les libéraux ont presque toujours été au pouvoir depuis Laurier (1896) : « Mais le pouvoir comporte des responsabilités et sans doute les libéraux faillirent-ils à s'acquitter des leurs. Un parti ne saurait retenir l'appui de l'électorat depuis un demi-siècle sans accepter une part de responsabilité pour l'immaturité politique de l'électorat [...] En un mot, les Canadiens anglais se sont pendant longtemps comportés en politique nationale comme s'ils croyaient que la démocratie n'était pas faite pour les Canadiens français » (p. 124).

conformes au modèle - taille comprise - et on frémit à la pensée de ce qui arriverait à un peuple canadien-français constitué en État indépendant ⁷²³.

Je choisis la pensée de Guy Cormier pour conclure l'appréciation des nouveaux intellectuels de la démocratie au Canada français. Elle est la plus négative, sinon la plus pertinente. Elle a le mérite d'être la plus osée. [381] Si elle avait émané de Trudeau ou de Pelletier, je ne crois pas que la revue aurait fait long feu :

La province de Québec est-elle un état fasciste ? On ne peut répondre par l'affirmative à cette question. (Il manque des organismes.) Mais on peut affirmer 1) que le « political trend » ou les lignes de force de l'État québécois, comme on dit maintenant, sont nettement orientées dans le sens du totalitarisme ; 2) que le numéro 1 qui dirige présentement les destinées de la province est surdoué pour le rôle de dictateur (grand Dieu, nous n'avons jamais manqué de talents !) ; 3) que l'État du Québec n'atteindra pas la pleine stature d'un État fasciste aussi longtemps que l'État fédéral sera assez puissant pour le contrarier [...] Ottawa nous paraît plus apte à garantir les droits fondamentaux de l'homme que le Québec ⁷²⁴.

L'erreur des collaborateurs de *Cité libre* fut d'assimiler la démocratie au régime parlementaire. Marcel Rioux ne fait que déplacer le problème lorsqu'il écrit :

Au Québec, on peut se rendre compte que le type anglo-saxon de démocratie que prônent les libéraux, surtout à partir de 1960, vise à corriger celui dont parle Scott [cité plus haut] ; pour ceux qui défendent les droits de la minorité francophone au Canada, à partir de l'Union [de 1840], les droits des travailleurs ou de tout groupe minoritaire à l'intérieur du Bas-Canada et du Québec passent après ceux des francophones, définis

⁷²³ Jean LE MOYNE, « L'atmosphère religieuse au Canada français », *Cité libre*, n° 12, mai 1955, p. 3 et 4. Le problème n'est pas la conclusion de Le Moyne. Il avait sans doute raison. Le problème est que Le Moyne, aujourd'hui sénateur, est toujours convaincu que tel serait fatalement le résultat de l'indépendance politique du Québec. Or, qui peut prédire à coup sûr pareille catastrophe ?

⁷²⁴ Guy CORMIER, « Petite méditation sur l'existence canadienne-française », *Cité libre*, n° 1, juin 1950, p. 35. C'est là le seul texte d'une certaine ampleur que Cormier, l'un des initiateurs de *Cité libre*, a écrit dans la revue. Qu'aurait été un second texte s'il s'était livré à une grande méditation ! Cormier est l'un des rares à écrire dans *Cité libre* que c'est grâce à l'État fédéral que les Canadiens français n'ont pas été soumis à une dictature fasciste. À la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval, c'était là l'opinion de plusieurs professeurs.

comme catholiques. Les droits individuels sont sacrifiés à ces droits collectifs ⁷²⁵.

Je comprends aujourd'hui l'ardeur mitigée des étudiants pour mes cours sur la démocratie : je la concevais, et la conçois toujours, comme étant avant tout un état d'esprit, une disposition propre au peuple ou tout au moins à des fractions du peuple, et non d'abord sous la forme d'organismes politiques d'un caractère particulier. Ce sont les villes franches de la fin du Moyen Âge français sous le contrôle de la puissante bourgeoisie des corporations de commerce et de métier et les *boroughs* anglais de la même période qui ont, pour leurs besoins, dans l'intérêt de chacun, expérimenté la démocratie. Certes, l'éveil de l'esprit démocratique ne se fait que lentement et d'une façon empirique - bien avant que Locke et les autres philosophes politiques la formulent pour l'ensemble de la [382] population. La *Magna Carta* que les barons firent signer à Jean sans Terre en 1215, la glorieuse révolution de 1688 et la Révolution française de 1789 sont des événements inséparables de l'implantation de la démocratie. Mais sans ces fractions du peuple qui avaient vécu leur démocratie bien auparavant, que serait-il advenu des suites incommensurables de ces événements ?

Or, il est triste de constater que, dans la société canadienne-française, la démocratie réelle est livrée au caprice de ses gouvernements, et cela depuis toujours.

Ce n'est malheureusement pas au sein des municipalités rurales et urbaines qu'il faut chercher l'émergence de l'esprit de la démocratie. L'esprit de parti, le favoritisme, le patronage, l'achat des votes pénètrent, divisent les voisins, voire les familles. L'obtention de l'entretien des chemins, du bureau de poste, la construction d'un bout d'asphalte, de trottoirs dans le village, peut-être d'un petit pont sont choses plus importantes que le contrôle du député à la Chambre des communes ou à l'Assemblée législative. Au moment des élections de 1935, je me suis battu avec un camarade d'école pour Bennett. Lui favorisait King. Si cette lutte avait décidé de l'issue de la campagne électorale, King aurait perdu son

⁷²⁵ Marcel Rioux, *Un peuple dans le siècle*, p. 83-84. Ici encore, Trudeau comprend mieux que Rioux la « démocratie » des Canadiens anglais. Vastel résume très bien la pensée de Trudeau : « Ni les Canadiens français ni les Canadiens anglais ne croient en la démocratie ; les premiers en abusent comme d'incorrigibles maîtres chanteurs, tandis que les seconds paient le gros prix pour avoir la paix ! » (Michel VASTEL, *Trudeau le Québécois*, p. 98.)

dépôt, mais il triompha avec une écrasante majorité ⁷²⁶ ! L'esprit de parti pénètre souvent le choix du maire, parfois il décide de l'union des familles. La neutralité partisane du curé est considérée comme une dérobade, une sorte de manque d'esprit paroissial : lui qui était le camarade de classe du député et parfois son ami ne doit-il pas être le principal « patroneux » ?

C'est dans les collectivités les plus dynamiques de la province, mais ayant des assises dans les localités, qu'émerge à l'issue de la Grande Guerre et que va s'affirmer graduellement l'esprit démocratique. Mes premiers exposés publics se firent auprès des dirigeants du Mouvement Desjardins. Ils m'approuvaient. Ils déploraient comme moi la perversité de l'Union nationale. Mais Duplessis favorisait les Caisses populaires et les mouvements coopératifs, ce qui comptait forcément beaucoup pour eux.

Je comprends mal que des personnes qui côtoyaient constamment les mouvements d'orientation progressiste, qui œuvraient auprès d'eux, n'aient pas saisi leurs aspirations. Jean Marchand est l'un des seuls qui ait affirmé le rôle des « corps intermédiaires » pour la démocratie : « Le syndicalisme n'est pas un obstacle à la démocratie mais il est essentiel au bon fonctionnement de nos institutions politiques ⁷²⁷. » Trudeau, qui venait [383] de dénoncer les élites officielles, cléricales et laïques, pour leur manque de sens démocratique, exprime sa confiance dans des collectivités : « Je songe en particulier à certains militants d'action catholique, certains artistes, certains syndiqués qui semblent décidés à jouer leur espoir du côté de la liberté ⁷²⁸. »

Il est regrettable que ces deux intellectuels se soient limités à des évocations de ce genre au lieu de se livrer à des examens en profondeur de la société qu'ils connaissaient bien. L'esprit démocratique s'affirmait et n'attendait que le jour de la délivrance politique pour se manifester au grand jour. Cette réalité est incontestable.

⁷²⁶ Dans ma circonscription, Témiscouata, le candidat conservateur, Luc Lebel, avait bel et bien perdu son dépôt devant le candidat libéral, Jean-François Pouliot.

⁷²⁷ Jean MARCHAND, « Le syndicalisme », congrès de l'Institut canadien des affaires publiques, p. 41.

⁷²⁸ Pierre Elliott TRUDEAU, « Obstacles à la démocratie », *Le peuple souverain*, congrès de l'Institut canadien des affaires publiques, p. 40.

NON À LA LIBERTÉ SOUS SURVEILLANCE

[Retour à la table des matières](#)

La notion de liberté ne peut être cernée. Elle revêt de multiples visages. Elle échappe toujours en quelque façon, elle fait faux bond à quelque détour. La définir sans chercher d'abord ce qu'elle n'est pas est s'illusionner. Il faut comprendre en tout premier lieu qu'elle est un triomphe sur son contraire, la nécessité. L'esclavage, issu d'une conquête guerrière ou autre, est la représentation sociale de la nécessité. La fin de l'esclavage ouvre la voie à la liberté et à l'émergence d'une société dans laquelle l'être humain peut assumer cette liberté, du moins diminuer graduellement la domination abusive des détenteurs des pouvoirs sur leurs semblables.

Il est erroné d'opposer la liberté à l'autorité comme cela se fait couramment. L'être humain, pour être libre dans sa vie personnelle, doit se soumettre à une force intérieure, s'imposer une autorité sur lui-même, établir les lois qui vont régir sa liberté. L'autorité est également, et d'une façon encore plus impérative, une condition essentielle d'une existence collective organisée. « L'organisation de l'autorité, écrit Raymond Aron, engage plus directement la façon de vivre que tout autre aspect de la Société ⁷²⁹. »

L'homme a toujours rêvé d'un état de société sans gouverne sur l'individu. Ce type de société a-t-il déjà existé ? Adviendra-t-il ce « grand soir » où l'homme se débarrassera définitivement de toute camisole étatique ⁷³⁰ ?

[384]

La question de l'autorité est le premier problème de la philosophie politique. Bien qu'essentielle à l'existence sociale, la nécessité d'une gouverne sur les hommes pose une question quasi insoluble pour la liberté de l'être humain et pour

⁷²⁹ Raymond ARON, *Démocratie et totalitarisme*, p. 33.

⁷³⁰ Selon Pierre CLASTRES (*La société sans État*), il s'est trouvé des sociétés anciennes dépourvues d'une gouverne externe sur les individus. La Parole transmise de génération en génération et acceptée de tous faisait office de contrat social. N'y avait-il pas un *chaman* ou quelque institution semblable qui disait et interprétait la parole au nom de tous ? Voir aussi, sur ce sujet, Jean-William LAPIERRE, *Vivre sans État* ?

l'autonomie de la société civile. Les philosophes ont cherché, depuis leurs premiers balbutiements, des raisons normatives ou empiriques pour justifier l'origine et la nature de l'obligation politique. La présence - douteuse dans nombre de cas - du mâle dominant dans le règne animal a parfois été invoquée pour justifier la nécessité d'une autorité sociétale pour l'animal « évolué » qu'est l'*homo sapiens*. Tous les peuples ont invoqué - sinon inventé - des divinités qui auraient transmis leur autorité toute-puissante à des hommes pour régir leurs semblables en conformité avec leur volonté suprême. D'autres, Aristote, Thomas d'Aquin, présument de la préexistence d'une loi naturelle comme fondement de l'autorité politique chez les hommes. D'autres encore, plus récemment, ont conclu à l'existence d'une volonté générale, expression métaphysique ou juridique d'un vouloir vivre en société, considérée comme unité spirituelle ou transcendante d'intention chez Rousseau et Kant ou comme la résultante d'un simple consentement utilitaire chez Jeremy Bentham. Pour Rousseau, la volonté générale transcende et commande la liberté individuelle : « c'est quand j'obéis que je suis libre », « si quelqu'un refuse d'obéir à la volonté générale, qu'on le force à être libre ⁷³¹ ». Pour Bentham, la volonté générale est celle de la majorité qui s'exprime selon une procédure accréditée. Est libre la personne qui accepte la volonté de cette majorité jusqu'à ce qu'elle s'exprime de nouveau conformément à la même procédure.

La présomption d'une telle volonté générale oblige les philosophes à se poser de nombreux problèmes : son origine, l'aliénation et la récupération de la liberté, la réconciliation de l'individu et de cette « totalité », la nature de la « loi » qui la sanctionne, la façon dont elle s'exerce, etc. Pour d'autres, enfin, comme chez Hobbes, l'autorité est la conséquence d'une nécessité pratique afin de permettre des relations interpersonnelles et intergroupes sans que les hommes en viennent à s'entre-tuer. Les circonstances exigent qu'elle s'exprime d'une façon dictatoriale.

La liberté est partout freinée parce qu'elle fait peur aux détenteurs des pouvoirs. François Mauriac le comprend fort bien : « Je ne m'en étais jamais avisé, il n'est rien de si rare qu'un homme qui pense tout haut, ni de si redouté. Il

⁷³¹ L'idée que l'on retient le plus chez Rousseau est la suivante : « Tout homme est né libre et maître de lui-même, nul ne peut, sous quelque prétexte que ce puisse être, l'assujettir sans son aveu. » (*Contrat social*, IV, II, p. 290.)

ne dit rien pourtant que ce qu'il voit, et il ne [385] voit rien que ce qui crève les yeux de tous. Mais l'évidence même de ce qu'il dénonce le rend redoutable ⁷³². »

La liberté suppose le respect de l'être humain de la part des personnes revêtues du manteau de l'autorité pour lesquelles il est plus facile, et moins dangereux, de recourir aux interdits ou à la flatterie, le plus souvent à un mélange des deux.

On a fait de la liberté une notion abstraite. Pourtant, pour ceux qui de tout temps l'ont cherchée et revendiquée, elle se présente sous la forme d'un besoin concret dont la nécessité est ressentie chaque jour : celui de vivre, sans entrave externe, de son droit d'expression, de parole et de mouvement. La personne qui respire à pleins poumons l'air pur en s'avançant d'un pas royal sur la route qu'elle a seule choisie illustre, de la meilleure façon qui puisse se concevoir, ce qu'est la liberté : la maîtrise de soi et le plein contrôle de ce qu'on a décidé d'être et de devenir dans le respect du même besoin chez autrui.

La conquête de la liberté de l'esprit entraîne l'ébranlement des certitudes et exige l'adhésion au pluralisme. Le pluralisme n'est pas une admission à l'équivalence de ses convictions propres et de celles d'autrui. Il est la faculté chez une personne d'accueillir les convictions d'autrui tout en poursuivant, pour elle-même et pour l'exemple, l'approfondissement des siennes. Dans une société libre, le pluralisme ne pose pas de problème sur le plan de la vie privée ; c'est pour la vie collective qu'il soulève des difficultés majeures. Il présume l'équivalence empirique des intérêts personnels et collectifs au sein de la société civile, dont les composantes émergent graduellement, et la tolérance des différences. Il oblige à accepter que ce que l'on estime vrai pour soi et pour la société puisse être contredit et mis en minorité s'il s'agit de choix collectifs selon une procédure accréditée.

Le pluralisme qui s'affirme au XVI^e siècle, sinon plus tôt, à la suite de la conquête de la liberté d'expression par certaines collectivités, engendre deux phénomènes sociaux de toute première importance, l'émergence des groupes d'intérêt et l'opinion publique, et provoque l'invention de moyens techniques pour l'exprimer. Dans l'univers de la contingence que crée l'opinion publique, la vérité n'est plus une mais multiple. Les certitudes deviennent des convictions intimes

⁷³² François Mauriac, cité dans Jean-Paul DESBIENS, *Les insolences du frère Untel*, p. 148-149.

qu'aucun pouvoir, dont on puisse disposer, ne permet d'imposer à autrui. Le pluralisme libère l'individu mais risque de réduire l'espace d'autonomie des collectivités particulières au sein d'une société. La menace se précise dès qu'une certaine conception de la liberté, que les collectivités entretiennent et considèrent [386] comme essentielle à la persistance et à la promotion de caractéristiques individuelles partagées par leurs membres, est entravée.

La société moderne s'érige sur des valeurs nobles, essentielles pour la dignité et la liberté de l'être humain, mais susceptibles, dans la pratique, d'entrer en conflit. Réconcilier la poursuite de la liberté et de l'autonomie de la personne chez les uns et chez les autres, alors qu'ils revendiquent tous le droit à leurs différences sur les plans religieux, ethnique, linguistique, etc., n'est pas une opération aisée. Le nationalisme est aussi un fruit de la modernité. Sa revendication est souvent associée à la recherche de la liberté. Les mesures politiques adoptées pour favoriser les attentes des uns risquent de déclencher des conflits insolubles quand elles entraînent les mêmes attentes chez d'autres ⁷³³. On ne comprend pas toujours qu'il doit exister un espace pour les libertés collectives, qu'un tel espace est nécessaire au plein exercice des libertés individuelles des membres des collectivités faibles et dominées : « Entre le fort et le faible, c'est la loi qui libère et la liberté qui opprime ⁷³⁴. » Cette formule vaut pour les collectivités aussi bien que pour les individus.

La poursuite d'une liberté collective, ainsi celle de la nation, si nécessaire qu'elle paraisse à certains pour le mieux-être des individus qui la composent, ne saurait devenir une barrière infranchissable pour des individus qui, de leur côté, exigent la promotion de leur collectivité pour leur mieux-être personnel. Ici, ce n'est plus la distinction entre liberté individuelle et liberté collective qui est d'abord en cause, mais bien plutôt la préférence qu'il convient d'accorder à l'une ou à l'autre collectivité, ou plutôt la recherche de la formule d'accommodation susceptible de mieux satisfaire les membres des deux collectivités. Bien sûr se pose alors une question d'ordre éthique. Mais dans le respect du pluralisme, c'est la majorité qui va trancher dans un sens ou dans un autre et pour une durée fixée par la procédure démocratique et la loi constitutionnelle. Il n'est pas certain que la

⁷³³ Voir : Charles TAYLOR, *Grandeur et misère de la modernité* ; William CONNOLLY (dir.), *The Bias of Pluralism*.

⁷³⁴ Henri LACORDAIRE, *Conférences de Notre-Dame de Paris*.

justice prévale, du moins à un certain moment et pour un certain temps. Prévaudra-t-elle à la, longue ou faudra-t-il conclure à la faillite du pluralisme ?

L'examen de la société canadienne-française des années quarante et cinquante représente un cas exemplaire, fascinant, de la tension qui peut surgir entre la conception prédominante de l'autorité parmi les élites traditionnelles qu'imposent les pouvoirs en place et la revendication sous des formes inédites de la liberté au sein des intellectuels d'esprit [387] « moderne ». En raison de circonstances particulières, je n'ai vécu cette tension qu'à partir de 1952, déjà âgé de 30 ans.

Le père Lévesque, lui, le dominicain, le thomiste, le chrétien profondément croyant, n'a peut-être communiqué à ses étudiants qu'une idée : celle de la primauté de la liberté. Mais il ajoutait : « Vous savez, ici, vouloir la liberté, c'est pas payant ! » J'entendis pour la première fois ce propos de sa bouche pendant son allocution de bienvenue aux étudiants dès ma première journée d'université en septembre 1945. Il est resté gravé dans ma mémoire. Je crois que je fus toujours d'esprit libéral et même frondeur à l'occasion. Comme bien d'autres, j'ai souvent refréné mes impulsions à la révolte mais mon besoin d'autonomie a parfois pris le dessus dès lors que mon intégrité et celle d'autrui me paraissaient être en cause. Le père Lévesque lui-même a subi une fois la manifestation de ce besoin chez moi d'autonomie absolue.

La lecture du premier numéro de *Cité libre* en 1950, quand j'étudiais en Europe, fut pour moi une double révélation. La liberté dans la société canadienne-française, plus qu'entravée, était interdite ; un petit groupe de jeunes adultes s'engageaient à combattre pour la restaurer. Mon étonnement était dû au fait que, depuis la fin de mes années de collège, je fréquentais assidûment des intellectuels d'origine européenne et que j'habitais chez le meilleur d'entre eux, le professeur Munzer. Mes longues conversations, surtout durant des randonnées pédestres avec mes compagnons d'université - Guy Rocher, Gaston Blanchet, Roger Chartier, Jos Martin, etc. -, portaient sur la littérature, en tout premier lieu la philosophie, française, allemande, russe, anglaise et américaine, rarement sur le Canada français et encore moins sur Duplessis. Mes professeurs, à l'exception d'Albert Faucher qui enseignait l'histoire du « triangle économique », n'abordaient jamais dans leurs cours, ou seulement à titre d'exemples ou d'une manière allusive, des questions touchant le Canada français. Je savais qu'ils discouaient abondamment du gouvernement Duplessis dans leurs rencontres sociales et au café qu'ils

fréquentaient, mais je me joignais rarement à eux à cette époque. J'avais lu *Refus global* de Borduas publié en août 1948. Ce fut pour moi du pur charabia. Une dure grève de l'amiante sévit de février à juillet 1949 ; des professeurs et des étudiants de la faculté se portèrent à la défense des grévistes. Même cet événement tragique ne retint guère mon attention. Je ne lisais pas les journaux. Au début d'avril 1949, je partis me réfugier pour l'été dans ce havre pour l'esprit qu'était devenue pour moi, et restera jusqu'en 1961, l'Université Harvard. Ce n'est qu'au moment de la publication de *La grève de l'amiante* en 1956 que j'appris que mon ami Guy Rocher avait failli être [388] renvoyé de l'Université pour avoir organisé une souscription dans le but de venir en aide aux grévistes ⁷³⁵.

Yvan Lamonde définit avec justesse l'objectif principal de *Cité libre* et des nouveaux intellectuels : ils ont lutté « pour une pensée libre ⁷³⁶ ». Réginald Boisvert, l'un des premiers animateurs de la revue, écrivit le texte qui, dès l'abord, éveilla le plus mon attention : « *Cité libre* veut être, pour les artisans de la restauration sociale, un lieu de communication et de réflexion [...] Il faut désormais prendre le risque de la liberté, tracer quotidiennement, au sein du progrès social, les avenues de la liberté ⁷³⁷. »

Quarante ans plus tard, Trudeau rappelle que la promotion de la liberté était le but premier visé par les promoteurs de la revue : « Longtemps j'ai cru que la plus importante valeur d'une société juste et sa principale caractéristique étaient la liberté et son exercice [...] Aussi, en juin 1950, mes amis et moi avons nommé *Cité libre* la revue qui devait exprimer nos vues sur cette société québécoise où nous commençons de vivre nos vies d'adultes ⁷³⁸. »

La société canadienne-française qui se révèle aux intellectuels qui ouvrent des yeux d'adultes en 1950 présente des traits propres à susciter chez eux l'épouvante : un catholicisme omniprésent et tout-puissant, un pouvoir politique obscurantiste et de plus en plus despotique et une idéologie nationale surannée élevée à la dignité de doctrine officielle. J'ignore en quelles circonstances Gérard Godin

⁷³⁵ Gilles BEAUSOLEIL, « Histoire de la grève à Asbestos », dans Pierre Elliott TRUDEAU (dir.), *La grève de l'amiante*, p. 193.

⁷³⁶ Yvan LAMONDE, *L'histoire des idées au Québec, 1760-1960*, p. 145.

⁷³⁷ Réginald BOISVERT, « Domiciles de la peur sociale », *Cité libre*, n° 1, juin 1950, p. 10-19.

⁷³⁸ Pierre Elliott TRUDEAU, « Des valeurs d'une société juste », dans Thomas S. AXWORTHY, *Trudeau Pierre Elliott*, p. 381.

écrivit les vers suivants, mais ils expriment admirablement l'état d'âme des nouveaux intellectuels des années cinquante :

*Une voix saugrenue y chantait
non que nous ayons des remords
ou alors si légers ! Mais l'effroi
de mourir sans jamais avoir été libres
nous avait effleurés* ⁷³⁹.

La lecture de cette strophe de Godin, il y a quelques années, produisit chez moi l'effet d'une décharge électrique. Elle réveilla brutalement l'état de panique provoqué par le terrible choc de mon retour d'Europe en 1952.

[389]

Les écrits des collaborateurs de *Cité libre*, les paroles et les actes des nouveaux intellectuels doivent sembler extravagants, insensés - ou peut-être insignifiants - pour ceux qui n'ont pas vécu ce temps. Mais ceux qui l'ont subi et qui vivent encore conviendront, j'en suis sûr, qu'ils exprimaient leur propre état d'esprit d'alors. Leur projet d'action les terrifia de plus en plus au fur et à mesure où il se précisa. Il était pourtant de la plus élémentaire simplicité : dire non à la liberté sous surveillance.

« Monolithisme » était le terme communément employé pour décrire l'ancien régime. Ce terme est aujourd'hui considéré avec raison comme l'expression d'une idéologie simplificatrice. Mais pour les contemporains du temps, il était un mot commode pour stigmatiser leur époque. Je ne vois pas de meilleur exemple de ce qu'ils entendaient signifier que de citer les propos de Pierre Vadeboncœur :

Depuis longtemps notre pensée est collective, comme le reste encore largement la pensée juive [...] On a qualifié cette pensée de monolithique, mais c'est un terme bien abstrait. Pour le comprendre tout à fait, il ne suffit pas d'examiner académiquement le contenu de cette pensée et simplement constater l'unanimité qu'elle révèle ; il faut en éprouver le caractère

⁷³⁹ Gérald GODIN, « C'était au temps », dans Gérald GODIN, *Ils ne demandaient qu'à brûler*, p. 177.

tyrannique. Existe-t-il d'autres peuples qui aient comme nous ce qu'on appelle ici une « doctrine nationale » ? [...] Doctrine nationale, c'est-à-dire orthodoxie religieuse que du reste elle incorpore, protège et dont elle s'inspire [...]. [Cette doctrine nationale] a profondément marqué notre tournure d'esprit, au point de faire du collectif et du national le terrain inévitable de nos réflexions [...] notre pesante unanimité. La « doctrine nationale », la pensée collective traditionnelle, tient une place immense, elle est envoûtante [...] Nous habitons une maison trop petite [...] Notre culture est si tyrannique à cet égard que se libérer de l'obsession qu'elle entretient équivaut presque à se déraciner [...] un homme de chez nous qui a le goût de la liberté et qui aspire à agir selon sa liberté a l'impression de perdre pied [...] Le régime Duplessis scellait d'un cercle de fer une situation déjà fermée. Il faisait peser l'énorme poids de l'État sur une condition déjà sans liberté [...] Sous Duplessis, la contrainte sociologique se doublait d'une police, se durcissait par l'instrument d'un État tracassier. La liberté n'était plus seulement gênée, elle était pourchassée ⁷⁴⁰.

Pour Guy Rocher, à l'Institut canadien des affaires publiques en 1959 :

La liberté n'est pas un problème ou une question dans notre conscience collective à cause de la prédominance d'autres thèmes : [...] La préoccupation du bien et du mal, la distinction entre le vrai et le faux, la nécessité de l'autorité [...]. [La préoccupation pour] la survivance constitue un [390] milieu propice à l'éclosion d'attitudes de type autoritaire, tant au niveau de la conscience collective qu'au niveau des personnalités individuelles ⁷⁴¹.

À cette conférence de l'Institut canadien des affaires publiques, le même thème est proposé à Fernand Dumont et à Maurice Lamontagne : « La liberté a-t-elle un passé et un avenir au Canada français ? » Pour le présent, l'un et l'autre se montrent pessimistes. Quant au passé, Fernand Dumont souhaite une nouvelle historiographie moins noire que celle qu'ont élaborée les historiens :

Il ne reste que notre passé : ce que les ancêtres ont fait, voilà un terrain effectif pour décider de ce que nous sommes. Il nous faudrait une histoire de la liberté d'ici. Plusieurs d'entre nous ont l'impression d'être libres dès lors qu'ils abandonnent ce poids du passé [...] Ceux qui dans le présent

⁷⁴⁰ Pierre VADEBONCŒUR, « La revanche des cerveaux », *Cité libre*, vol. XII, n° 37, mai 1961, p. 12-14.

⁷⁴¹ Guy ROCHER, « Liberté et société canadienne-française », *La liberté*, congrès de l'Institut canadien des affaires publiques, p. 48-50.

n'œuvrent pas sur le plan de l'action strictement patriotique cesseraient alors d'être, pour leurs compatriotes et pour eux-mêmes, des déracinés, des étrangers ⁷⁴².

Maurice Lamontagne montre de son côté la grande ambivalence des députés du temps au sujet des conséquences qu'aurait le projet de constitution de 1791 sur la condition politique des Canadiens français. Il cite deux requêtes adressées à Londres. Dans la première, des députés disent craindre que le changement projeté procure des avantages aux protestants au détriment des catholiques. La seconde, au contraire, réclame de Sa Majesté qu'elle « nous donne une Chambre d'assemblée ; nous y entrerons, nous pourrons y défendre et conserver nos lois, exposer nos vœux et nos besoins ». Lamontagne soutient que cette même ambivalence a toujours persisté par la suite. Puis il affirme que la condition des « forces nouvelles » qui revendiquaient la liberté en 1850 était meilleure que celle de leurs émules qui poursuivent le même objectif en 1950 : « En 1850, les forces nouvelles de la liberté combattaient sur tous les fronts, y compris le front politique ; aujourd'hui elles n'ont pas encore vraiment dépassé le plan privé où leur action semble de plus en plus paralysée par la puissance politique ⁷⁴³. »

Les nouveaux intellectuels dénoncent la valeur absolue prêtée à l'autorité. Elle est la pratique de la « magie », dit le frère Untel. « Vous en connaissez, vous, des prédicateurs qui dénoncent les pièges de l'Autorité ? ⁷⁴⁴ », demande-t-il. L'autorité est privée de freins quand les individus et les collectivités particulières n'ont pas le courage de la liberté et elle [391] s'exaspère quand la liberté lui fait peur. Dans une société où ces deux phénomènes se conjuguent, comme ce fut le cas au Canada français au cours des années cinquante, l'autorité s'affole. Le frère Untel la perçoit comme écrasante : « Quand je pense (si toutefois je pense), je pense liberté ; quand je veux agir, c'est le dirigisme qui pointe l'oreille [...] L'autorité n'a jamais été aussi écrasante, aussi omniprésente, aussi efficace ⁷⁴⁵. »

⁷⁴² Fernand DUMONT, « La liberté a-t-elle un passé et un avenir au Canada français ? », *La liberté*, congrès de l'Institut canadien des affaires publiques, p. 30-33.

⁷⁴³ Maurice LAMONTAGNE, « La liberté a-t-elle un passé et un avenir au Canada français ? », *La liberté*, congrès de l'Institut canadien des affaires publiques, p. 35-37.

⁷⁴⁴ Jean-Paul DESBIENS, *op. cit.*, p. 71.

⁷⁴⁵ *Ibid.*, p. 35 et 88-89.

Au Canada français l'autorité était bicéphale : « la conjonction de l'Église et de l'État », selon l'expression de Frank Scott, faisait d'elle une forteresse imprenable ⁷⁴⁶.

Pareille « conjonction » grandit l'État mais dégrade l'Église. Le jour des élections générales de 1956, la prière lue à *Élévation matutinale* sur les ondes de Radio-Canada professe : « C'est donc une erreur absolue de croire que l'autorité vient de la multitude, du nombre et du peuple, de prétendre que l'autorité n'appartient pas en propre à ceux qui l'exercent mais qu'ils n'ont qu'un simple mandat toujours révocable par le peuple ⁷⁴⁷. »

Un abbé admet dans une lettre à Gérard Pelletier que Duplessis a bien des torts. Mais il ajoute : « Il représente tout de même l'autorité, institution divine. À ce titre il a droit à l'obéissance, au respect des citoyens. » On croirait entendre Bossuet s'adressant aux rois : « Vous êtes des dieux, encore que vous mouriez. » Pelletier enchaîne :

[Renversons la proposition.] Demandons-nous par exemple si les chrétiens ne doivent pas avoir un immense respect pour la liberté, privilège de l'homme, attribut que nous partageons avec Dieu seul [...] Nous sommes inquiets, parce que l'Église, au Canada français, se trouve aventurée dans cette frontière dangereuse du spirituel et du temporel. Et nous sommes inquiets, non pas en premier lieu de notre fief temporel où les clercs nous disputent l'autorité, mais des dangers qu'y court notre Mère-Église par suite de leurs empiétements ⁷⁴⁸.

Les nouveaux intellectuels s'insurgent avant tout contre cette idée que l'autorité descend de Dieu et que, même en démocratie, la responsabilité du peuple se confine à exprimer la volonté de Dieu. Ainsi Charles A. Lussier :

Mais on a perdu, dans l'exercice de l'autorité, le sens de la primauté. Et la confusion devient si complète que l'on en vient à protéger l'autorité au sacrifice de la liberté [...] Parce que nous sommes habitués à nous reporter

⁷⁴⁶ Frank SCOTT, « L'idée de liberté dans la politique contemporaine », *La liberté*, congrès de l'Institut canadien des affaires publiques, p. 18.

⁷⁴⁷ Texte cité dans Pierre Elliott TRUDEAU, *Le fédéralisme et la société canadienne-française*, p. 114.

⁷⁴⁸ Gérard PELLETIER, « Crise d'autorité ou crise de liberté », *Cité libre*, n^{os} 1-2, juin-juill. 1952, dans Yvan LAMONDE en collaboration avec Gérard PELLETIER, *op. cit.*, p. 173 et 176.

[392] à des concepts définis, réglés selon toute éternité, nous ne remettons rien en cause et nous sommes même heureux de nous reposer sur des définitions séculaires, fussent-elles fausses à l'origine, pourvu qu'elles aient commandé le respect et obtenu l'adhésion populaire [...] Aucun individu ne saurait s'arroger le droit de commander, il ne peut être que par nous investi implicitement et ostensiblement, peu importe, et ne l'exercer qu'en harmonie avec nous-mêmes, êtres libres ⁷⁴⁹.

Trudeau est celui qui affirme avec le plus de force le principe de l'origine de l'autorité dans le peuple. Il cerne d'abord la raison de l'erreur : « [Les Canadiens français] ont, en tant que catholiques, cru bon de conserver l'idée que l'autorité vient de Dieu, que Dieu la détermine comme il lui plaît, quand il lui plaît ⁷⁵⁰. »

Dans des textes publiés en 1956 et reproduits dans *Les cheminements de la politique*, Trudeau expose ses idées sur le sujet d'un point de vue philosophique :

Les hommes restent toujours libres de décider quelle forme d'autorité ils se donneront et qui l'exercera [...] En dernière analyse, une autorité politique donnée n'existe que parce que les hommes acceptent d'y obéir. En ce sens, ce n'est pas tant l'autorité qui existe mais l'obéissance [...] Pour demeurer libres, les citoyens doivent donc chercher leur bien dans un ordre social qui soit juste pour le plus grand nombre ; en effet, seul le grand nombre a le pouvoir de faire et de défaire les gouvernements. Ainsi les hommes ne peuvent vivre libres et en paix que si leur société est juste ⁷⁵¹.

Quel est le droit légitime qu'un peuple puisse invoquer pour se démettre d'un gouvernement tyrannique ? Au Moyen Âge, une école de théologie, à vrai dire peu connue, les monarchomaques, avait conclu au droit d'assassiner un tyran. Mais, quand, à partir de quelles exactions du monarque la morale sanctionne-t-elle le droit d'assassiner ? Dans la société canadienne-française, la question ne se posait pas en raison du respect de la procédure de l'élection périodique des

⁷⁴⁹ Charles A. LUSSIER, « Réhabilitation de l'autorité », *Cité libre*, n° 3, mai 1951, p. 21.

⁷⁵⁰ Pierre Elliott TRUDEAU, « De quelques obstacles à la démocratie au Québec », dans Pierre Elliott TRUDEAU, *Le fédéralisme et la société canadienne-française*, p. 118.

⁷⁵¹ Pierre Elliott TRUDEAU, *Les cheminements de la politique*, p. 29 et 42, cité dans André J. BÉLANGER, *op. cit.*, p. 98-99. Ce propos de Trudeau est d'autant plus instructif qu'il révèle l'influence à la fois de Bentham et de Rousseau. J'ai le sentiment que c'est pour des raisons pratiques qu'il fait prévaloir la doctrine de Bentham.

gouvernants. Toutefois, Pierre Trudeau la soulève de la façon la plus sérieuse dans « Faut-il assassiner le tyran ? » :

C'est donc un devoir pour les citoyens d'interroger leur conscience sur la qualité de l'ordre social qui les lie et de l'autorité politique qu'ils acceptent. Si cet ordre est pourri et si cette autorité est perverse, c'est un devoir pour les citoyens d'obéir à leur conscience plutôt qu'à l'autorité. Et [393] si le seul moyen sûr de rétablir un ordre juste, c'est de faire la révolution contre l'autorité tyrannique et illégale, eh bien !, il faut le faire ⁷⁵².

Ce texte fut écrit en 1956. Duplessis, qui venait de gagner quatre élections par des moyens que les nouveaux intellectuels jugeaient frauduleux, représentait-il dans son esprit une « autorité tyrannique » ? Je ne crois pas qu'il ait visé si loin.

Cité libre et d'autres intellectuels des années cinquante sont les premiers à affirmer avec ténacité la primauté de la liberté individuelle et à soutenir que l'idée de nation, telle qu'elle est conçue et imposée par les pouvoirs dominants, est incompatible avec les libertés individuelles qu'ils revendiquent. Qui peut nier le bien-fondé de leur position ? Mais il faut la replacer dans le contexte de l'époque. Le premier obstacle qu'ils doivent écarter est le carcan de la « doctrine nationale ». Laurendeau avait pourtant pressenti que la voie de la liberté ne s'écarterait pas à ce point de l'amour de la nation :

Quand un jeune homme revendiquait les libertés de la nation à laquelle il s'identifiait, il avait le sentiment de revendiquer sa liberté propre - ou du moins une sorte de préliminaire sans laquelle les autres seraient nécessairement diminuées. Il subissait d'autres conformismes mais il avait l'illusion qu'en se débarrassant d'une sujétion, d'un poids extérieur si facile à désigner, il amorçait sa propre liberté ⁷⁵³.

Ce jeune homme avait-il tort ou raison ? Le jeune homme et la jeune femme qui éprouvent aujourd'hui le même état d'âme ont-ils tort ou raison ? Ce n'est pas de leur côté qu'il convient de chercher la réponse. Personne ne peut les amputer

⁷⁵² Pierre Elliott TRUDEAU, « Faut-il assassiner le tyran ? », texte d'abord écrit dans *Vrai* et reproduit dans Pierre Elliott TRUDEAU, *Les cheminements de la politique*, cité dans Dorval BRUNELLE, *Les trois colombes*, p. 132. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

⁷⁵³ André LAURENDEAU, « Liberté et nation », *La liberté*, congrès de l'Institut canadien des affaires publiques, p. 39.

d'une conviction personnelle qui leur est chère. C'est du côté de la société que le problème se pose.

À la fin des années cinquante, les nouveaux intellectuels sont eux aussi confrontés au dilemme du pluralisme. Aussi longtemps qu'il s'agissait de discréditer les pouvoirs répressifs, ils présentaient un front uni sur les fins sinon toujours sur les moyens. Le jour où les premiers venus de la génération montante, celle de Pierre Vallières, mettent en cause leur conception de la liberté au nom d'un même droit à la liberté pour ceux qui s'opposent à leurs idées, notamment à leur antinationalisme, un malaise s'installe à demeure et dégénère rapidement en conflit irréductible. L'adhésion des uns et des autres au pluralisme se heurte, chez tous, à la revendication du droit de promouvoir leurs conceptions opposées de la liberté. Gérard Pelletier décrit la nature insoluble du conflit qui surgit : [394] « Nous n'avons pas combattu un dogmatisme pour le simple plaisir de le remplacer par un autre [...] Quand il faut aliéner sa liberté à la porte d'un lieu ; quand il faut payer de son indépendance la permission d'y entrer, ne risque-t-on pas de se retrouver entre esclaves ⁷⁵⁴ »

À cette occasion, Pelletier proclame de nouveau que, pour *Cité libre*, le but de la recherche d'une société libre est « le combat contre tout dogmatisme ». Ce sera précisément l'accusation que la génération montante portera contre la revue à la fin de la décennie : celle de prêcher le dogmatisme. En 1960 comme en 1950, l'idée de liberté est intimement liée chez plusieurs à celle de la nation. Seule la conception que la génération montante se fait de la nation a changé. Son concept de la nation représente à ses yeux le seul moyen qu'ont les Canadiens français de parvenir à la liberté. Pour les anciens de *Cité libre*, la poursuite des libertés individuelles est irréconciliable avec cette nouvelle idée de la nation comme elle l'a été avec l'ancienne. Le caractère d'irréductibilité de cette conception avec la liberté leur paraît d'autant plus flagrant qu'elle est, à leurs yeux, plus nocive sur le plan normatif et éthique que l'ancienne : elle porte en germe les éléments d'une pensée fasciste.

La rupture entre les intellectuels des années cinquante et les plus jeunes qui, à leur façon, cherchaient à s'associer avec eux, me rendit mal à l'aise. Je fus incapable de m'identifier à l'un ou l'autre camp. Très tôt, je pris conscience des

⁷⁵⁴ Gérard PELLETIER, « Matines », *Cité libre*, n° 21, juill. 1958, p. 5-6.

excès chez les nouveaux venus mais je me dissociai de ce que je perçus comme une intolérance de la part de mes camarades. J'extrapole. Depuis, j'eus souvent l'impression d'un affrontement entre deux dogmatismes. Le conflit qui surgit il y a plus de 30 ans persiste toujours avec autant d'aigreur d'un côté que de l'autre. L'impossibilité où je fus de choisir - et je suis toujours incapable de choisir entre les deux doctrines - explique l'ambivalence de mes prises de position, l'impression chez plusieurs que je change parfois d'idée dès lors que des questions liées aux sources de ce conflit reviennent à l'ordre du jour. En prenant parti sans nuances pour l'une ou l'autre cause, j'aurais le sentiment de renier mes convictions sur le droit à la pensée libre de tous et l'impression d'aliéner mon indépendance d'esprit, ce à quoi je tiens avant tout. Seul le langage de la raison me convaincra de m'engager résolument dans l'une ou l'autre voie. Je ne céderai ni aux arguments émotifs ni à ceux de la peur.

La conscience d'une autorité opprimante chez les nouveaux intellectuels a entraîné des conséquences fort coûteuses pour ceux qui l'ont ressentie et pour la société, elle qui avait beaucoup investi pour les former afin qu'ils soient des éveilleurs de la vie de l'esprit pour ses membres moins favorisés. Selon Maurice Blain :

[395]

Il est tout naturel que le phénomène de l'oppression se traduise par le silence de la littérature [...] Dans le fait, il arrive que sur la garantie toute théorique d'une liberté civile et morale, des intellectuels assument le risque de s'exprimer ouvertement dans l'hétérodoxie. L'exemple de deux célèbres hebdomadaires, *L'Ordre* et *Le Jour*, d'ailleurs disparus, illustre assez bien la nature et les conséquences de ce risque. La sanction sociale, cléricale et politique qui s'applique avec l'instinct immédiat d'un danger et avec l'automatisme d'un réflexe porte une condamnation sans appel [...] Car c'est précisément la force de l'oppression que cette unanimité instantanée des pouvoirs dans la sanction collective ⁷⁵⁵.

C'est avec un rare pessimisme que Trudeau exprime ses idées sur le sujet :

⁷⁵⁵ Maurice BLAIN, « Sur la liberté de l'esprit », *Esprit*, vol. 20, août-sept. 1952, p. 204-205, cité dans Gérard BOISMENU, Laurent MAILHOT et Jacques ROUILLARD, *Le Québec en textes*, p. 156-157.

Peuple né faible, orphelin de bonne heure et peu enclin à la violence, nous sentons toujours le besoin d'un père pour nous protéger [...] Quant à ceux qui se gargarisent d'être l'élite, il faut bien reconnaître que ce ne sont que petits financiers, petits fonctionnaires, petits universitaires [...] Mais où sont les intelligences créatrices en théologie, et quelle lignée de nos penseurs fit jamais progresser les sciences juridiques ou médicales ? [...] Aussi, condamnés par la conjoncture intellectuelle, économique et sociale à n'être que les valets et les subalternes de l'étranger, nous aurions pu au moins aspirer à conserver précisément une dignité d'hommes libres [...] en exerçant notre autorité dans le seul domaine où, en tant que peuple, nous pourrions encore être les maîtres : la politique ⁷⁵⁶.

On ne saura jamais la perte que les Canadiens français ont subie au cours des années cinquante, le coût du silence durant des années de ces jeunes intellectuels revenus ici après de longues et fructueuses études dans des pays, la plupart appauvris ou à moitié détruits par la guerre mais toujours riches d'une longue tradition culturelle. On ne pourra jamais estimer la souffrance morale et les privations physiques, pour eux et pour leurs familles, de ceux qui partaient à l'étranger durant de longues semaines, de longs mois par année pour retrouver la paix de l'esprit. On ne saura jamais ce qu'eux tous, même peu nombreux, auraient pu dire, écrire et accomplir s'ils avaient eu la pleine liberté d'expression, ni quel profit la société aurait retiré du plein exercice de la fonction qu'elle était en droit d'attendre d'eux. L'examen de leur *curriculum vitae* serait, je pense, un exercice très révélateur.

Mon séjour à l'Université de Cologne en 1951 m'a rendu particulièrement sensible à la compréhension des méfaits de l'absence de liberté pour la vie de l'esprit, comme d'ailleurs pour les autres aspects de la vie. Je [396] garde un souvenir pénible d'une de mes conversations avec le sociologue Leopold von Wiese, auteur d'une théorie des formes sociales qui fut longtemps classique, exposée dans un ouvrage publié en 1924, *Sociologie générale*. Il avait 75 ans, l'université célébrait son quarantième anniversaire de carrière dans l'enseignement. En le lisant durant mes années d'études à l'Université Laval, j'avais le sentiment qu'une œuvre de cette qualité, écrite à l'âge de 38 ans, devrait être suivie d'autres publications sur la théorie des relations sociales. Or, en 27 ans,

⁷⁵⁶ Pierre Elliott TRUDEAU, « Obstacles à la démocratie », *Le peuple souverain*, congrès de l'Institut canadien des affaires publiques, p. 39-40.

il n'avait presque rien écrit, aussi je m'étonnai qu'il n'eût produit aucune publication majeure depuis 1924. Il fut cordial, amical envers moi. Il répondit à mon interrogation que d'autres engagements avaient accaparé son temps. Un jour, je me suis cru en assez bons termes avec lui pour l'interroger sur le sujet de ma thèse de doctorat, « L'idéologie politique du national-socialisme » : j'escomptais que son concours me serait de la plus grande utilité. Mais, alors que jusque-là il avait toujours été exquis, le visage cramoisi, il me répondit sèchement : « Le national-socialisme, je ne l'ai pas connu. » Je regrettai mon faux-pas. Il cessa de s'adresser à moi durant les longues séances de séminaires qu'il dispensait à une quinzaine d'étudiants allemands. Je ne le vis plus que rarement et nos rencontres furent brèves. Soucieux de connaître la cause de la véritable panique que ma question avait provoquée chez lui, je m'enquis des raisons de cette réaction, pour moi insolite, du professeur von Wiese, auprès du professeur René Koenig, né rue Lepic à Paris d'une mère française et d'un père allemand, que je considérais comme un ami et qui me traitait comme tel. Il me répondit : « la seule façon pour un intellectuel de refuser la collaboration avec le régime nazi fut le refuge dans le silence. Seuls les plus jeunes parmi nous parviendront peut-être à le rompre un jour. » Il ajouta que plusieurs avaient usé d'un procédé compensatoire : réorienter leurs études du côté de l'histoire ancienne, notamment l'époque gréco-romaine : « Néron et Caligula n'ont jamais joui de pareille faveur de la part des chercheurs ⁷⁵⁷. »

Ma mésaventure avec le professeur von Wiese ainsi que ma cohabitation avec une centaine d'étudiants, la plupart anciens officiers S.S, dans une résidence sous la responsabilité d'une directrice anglaise, me permirent, plus que toutes mes lectures à la bibliothèque Nazistica créée à Londres grâce aux dons d'ouvrages de toutes catégories des réfugiés juifs et allemands, de pénétrer davantage le caractère diabolique du nazisme et ses [397] effets pervers sur les hommes libres. L'expérience que les nouveaux intellectuels ont vécue ici dans les années 1950 fut bien peu oppressive en comparaison de celle qu'ont subie les Allemands sous le nazisme. Cependant, elle entraîna des conséquences d'une gravité considérable. Ceux qui osèrent malgré tout s'exprimer librement ne furent pas mis en camp de

⁷⁵⁷ D'autres intellectuels donnèrent d'abord leur appui au Parti nazi, à l'instar du philosophe Martin Heidegger - dont l'œuvre imprègne le seul traité de philosophie que Jean-Paul Sartre ait écrit, *L'être et le néant* -, qui adhéra officiellement au Parti nazi en dépit des critiques de son entourage et qui écrivit de nombreux ouvrages au cours de ces années.

concentration mais plusieurs subirent des vexations qui les ont beaucoup marqués et qui ont pu influencer sur leur carrière.

Les jeunes d'aujourd'hui comprennent mal - ou en rejettent l'idée - que pareil totalitarisme larvé ait pu autrefois affliger les Canadiens français. La société d'alors n'était pas à ce point répressive mais les nouveaux intellectuels - non pas la population dans son ensemble - se la représentaient ainsi. Comme l'écrit le sociologue W.I. Thomas : « Ce que les gens perçoivent comme réel est réel dans ses conséquences. » L'unanimisme que les pouvoirs proclamaient et qu'ils cherchaient à imposer n'était que présumé. Les plus clairvoyants et les plus cyniques parmi les détenteurs des pouvoirs savaient que l'unanimité de pensée n'existait pas en réalité dans la société canadienne-française. Mais la présomption d'unanimisme servait une fonction essentielle : elle garantissait l'intégration parfaite des institutions nationales, religieuses et séculières, qu'ils possédaient ou dirigeaient. Ils proclamaient et imposaient un accord profond des esprits sur l'ensemble des valeurs. Leur maîtrise de la situation était dès lors absolue : la « doctrine nationale » avait la densité et la permanence d'un mythe, c'est-à-dire d'une croyance tenue comme une réalité immémoriale, immuable et sacrée. Ils parvinrent à éviter l'éclatement de ce mythe jusqu'aux années soixante, parce que les seuls opposants qui disposaient des ressources pour le dissoudre - les nouveaux intellectuels - crurent, eux aussi, à sa réalité.

Pour retrouver la liberté de l'esprit, il fallait l'éclatement des certitudes, de toutes les certitudes, mêmes celles les plus chères à l'homme, même celles qui avaient revêtu le statut de dogmes, même celles de la religion catholique qui a tenu ici le rôle de gardien de la survivance de la langue et de la nation. Il fallait le plein épanouissement de la liberté pour espérer atteindre la plénitude personnelle et pour se résoudre à l'aventure de la recherche d'une identité nationale inachevée, jamais accomplie mais toujours poursuivie.

[399]

Le Québec 1945-2000.
Tome II : Les intellectuels et le temps de Duplessis.

Deuxième partie.
Une conscience critique de l'ancien régime :
La quête de la modernité

CONCLUSION

[Retour à la table des matières](#)

Les nouveaux intellectuels furent-ils influents ? Sur qui, sur quoi, se serait exercée cette influence, à quel moment, de quelle façon, jusqu'à quel point ?

L'influence, c'est-à-dire le degré selon lequel des personnes ou des institutions exercent un ascendant sur d'autres personnes ou institutions, en les amenant à agir d'une façon autre que celle qu'elles auraient adoptée autrement, ne s'évalue pas facilement quels que soient l'étalon et la méthode choisis pour la mesurer. Au moment où elle agit, elle est souvent impondérable. L'autorité, le prestige, les ressources dont disposent les acteurs en cause et l'usage qu'ils en font déterminent la direction et l'intensité de l'influence. La conjoncture représente un facteur d'importance. Il existe des lieux et des temps qui font éclater la pensée critique et comblent plus facilement son souci et ses chances de pénétrer les esprits. Le résultat final de l'influence est incertain. Seul le passage du temps permet de l'évaluer. Limiter l'examen du degré et de la direction de l'influence au mouvement immédiat des événements serait s'exposer à la méconnaître. Son action sur les esprits est souvent lente, mais elle est parfois plus décisive qu'on ne

le perçoit au premier abord. Elle ne s'apprécie qu'en suivant l'évolution d'une société sur une longue période. Tout à coup, une succession rapide de transformations sociales impose, dans l'éclair d'un instant, la prise de conscience d'une mutation des mentalités en gestation depuis des années. Ainsi, les nouveaux intellectuels ont contribué à l'éclatement de l'ancien régime mais leur influence sur le cours de la société ne sera palpable qu'à la fin des années cinquante et ne sera pleinement visible que plus tard.

[400]

Aussi longtemps que la critique d'un régime oppressif est l'œuvre d'une personne isolée, ses dénonciations sont sans effet : on a tôt fait de mettre cette dernière hors d'état de nuire. La critique n'atteint sa cible que si elle émane de plusieurs personnes - successivement ou, mieux, simultanément, dispersées ou, mieux, regroupées - et si elle atteint le mouvement des composantes dynamiques d'une société.

Les gens d'action et les intellectuels ne marquent pas les événements et les faits de la même façon. L'emprise des gens d'action est plus directe mais elle risque d'être moins ferme et moins durable. L'influence des intellectuels est plus complexe. Lorsque leur pensée concorde avec les pouvoirs dominants et que leurs rapports avec ces derniers empruntent la voie d'une dynamique intégratrice, leur influence est immédiate et acquise d'avance mais elle sera anéantie le jour de l'éclatement des pouvoirs. Ceux qui s'opposent à des degrés divers aux pouvoirs et qui poursuivent une dynamique de désintégration risquent de se voir refoulés à la marge de la société mais leur action sur l'évolution de la pensée sociale et la suite des événements est susceptible d'être profonde et décisive.

Il est indispensable, pour saisir la direction de l'évolution des sociétés, d'examiner la pensée des intellectuels contestataires ou dissidents, même si leur action paraît faible ou nulle au moment où elle s'exerce. À un moment imprévisible, qu'ils soient disparus ou toujours vivants, le cours des événements les projette au cœur des changements et des révolutions qui subitement agitent les sociétés. L'idée est la seule arme des intellectuels. Arme en apparence fragile que des régimes répressifs ou simplement retardataires réduisent sans peine à l'impuissance ou à la marginalité : l'opprobre public, l'exil, le goulag, la privation des moyens matériels de vivre les éliminent physiquement, les annihilent

moralement, les réduisent au silence. Utilisée avec dextérité et persévérance, cette arme, même si elle tarde à frapper sa cible, se révèle d'une efficacité foudroyante. L'heure venue, elle abat les pouvoirs qui semblaient les plus solides et dont les assises étaient considérées comme inébranlables.

L'examen du changement social exige de concentrer l'attention sur les intellectuels contestataires. Saisir le sens de leur pensée au moment où elle s'exprime est difficile. La censure qui les surveille, la peur des représailles qui les étroit les contraignent souvent à recourir à des allégories, à des formules codées, à procéder par allusions. Ils accomplissent un travail de sape. Ils minent les bases des régimes qu'ils condamnent en même temps qu'ils esquissent des programmes de réforme. S'ils sont unanimes et précis dans leur opposition, s'ils proclament des principes humanistes convergents, les formules concrètes de l'ordre social de remplacement qu'ils préconisent divergent fréquemment et, à la fin, les opposent.

[401]

Les dissidences de Soljenitsyne, Sakharov, Boukovsky, Pliouchtch et autres ont éveillé les populations de l'Europe de l'Est et de l'ancienne Union soviétique au caractère démoniaque du totalitarisme communiste. Malgré une dure répression, malgré l'impuissance apparente à laquelle les pouvoirs les réduisaient, la propagation clandestine de leurs écrits parmi les populations soumises fit sourdre en elles l'esprit de révolte et le courage de lutter pour entraîner l'éclatement de régimes qui se perpétuaient par la terreur qu'ils inspiraient, la fausse sécurité matérielle qu'ils procuraient et le soutien de ceux à qui ces régimes profitaient.

Les tentatives d'assouplissement des régimes communistes et l'ouverture à l'Ouest furent trop hésitantes et entravées par des circonstances défavorables (entre autres choses, la pénurie des biens essentiels de consommation). Mikhaïl Gorbatchev, l'artisan de réformes émancipatrices, fut mis au rancart. Il avait ouvert à la liberté les valves de pouvoirs répressifs mais il fut lui-même emporté par le torrent de revendications, inspirées par les grands dissidents des décennies antérieures, pour toujours plus d'autonomie politique, de liberté personnelle, de bonheur et de prospérité qu'il ne pouvait satisfaire.

Il serait certes bien excessif de comparer la vague croissante de la dissidence après la mort de Staline et l'action protestataire des nouveaux intellectuels

canadiens-français dans les années cinquante. Mais la référence revêt une valeur d'analogie et, en ce sens, elle est instructive.

De quelle manière et jusqu'à quel point les nouveaux intellectuels influencent-ils le cours de la décennie 1950-1959 ? Leur ascendant agit surtout par infiltration, presque à leur insu. Ce n'est que plus tard qu'il deviendra évident, après que leurs critiques auront franchi un parcours imprévisible, qu'elles atteignent leur cible. À l'époque, les assises des pouvoirs politique et clérical semblent inébranlables. Vers la fin de la décennie, le sentiment d'urgence s'accroît, les signes d'exaspération se multiplient. Les détenteurs des pouvoirs accaparent toujours la plupart des tribunes publiques à l'exception de la nouvelle télévision. Les moyens de propagation des courants protestataires restent restreints. Nombre de nouveaux intellectuels ignorent qu'ils approchent du but, que le régime qu'ils combattent depuis 10 ou 15 ans s'effrite à sa base et qu'un concours de circonstances va bientôt entraîner sa chute.

La tâche que les nouveaux intellectuels accomplissent au cours des années cinquante est immense : démasquer les caractères retardataires et oppressifs des pouvoirs, saper les assises doctrinales du nationalisme traditionnel ; inversement, exalter les vertus de la modernité, c'est-à-dire la primauté de la personne humaine, la démocratie, la liberté, le pluralisme.

[402]

Nul ne saurait sensément mettre en doute leur contribution au renouveau culturel, économique et politique qui survient dans la décennie suivante.

La réalisation d'un programme fort ambitieux, surtout compte tenu de leur nombre, des ressources à leur disposition et des oppositions auxquelles ils se heurtent, épuise leur énergie. Ils rencontrent des difficultés qu'ils ne surmontent pas de façon satisfaisante et ils omettent de mettre en lumière les misères propres à la modernité qui troublent les sociétés qui les vivent déjà depuis longtemps.

Les nouveaux intellectuels caressent le rêve commun aux intellectuels de tous les temps, quelles que soient les circonstances dans lesquelles ils vivent : ressentir les besoins du peuple, être entendus de lui et s'exprimer en son nom. C'est là pourtant une illusion. En outre, leurs propos accusent diverses lacunes dans leurs principes mêmes qu'ils auraient pu éviter si leur attention s'était parfois fixée sur les conditions réelles des sociétés modernes qu'ils avaient fréquentées. Les

circonstances particulières de leur vie excusent jusqu'à un certain point qu'ils n'aient pas perçu ces lacunes ou encore qu'ils aient cru préférable de les exclure de leurs débats, leur unique souci étant de démasquer les pouvoirs rétrogrades en place et l'idéologie obscurantiste dominante.

Le rapport des nouveaux intellectuels avec le peuple soulève des questions complexes. Pour certains, tels René Lévesque et André Laurendeau, l'accès au peuple est direct et continu grâce à la télévision inaugurée en septembre 1952, ou épisodique, à l'occasion des émissions d'affaires publiques ou de la retransmission télévisée des séances de l'Institut canadien des affaires publiques. Les médias populaires, surtout *Le Devoir*, font état de leurs écrits et publient les articles qu'ils leur font parvenir. Quelques-uns atteignent ainsi la notoriété comme Gérard Bergeron, Gérard Dion, Louis O'Neill et Jean-Paul Desbiens. D'autres poursuivent des recherches portant sur des problèmes concrets qui se posent à d'importantes catégories de citoyens, tels des professeurs de la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval, mais, pour la plupart, leurs travaux ne seront achevés que durant la décennie suivante.

Jamais les intellectuels ne se sont, dans leurs écrits, autant identifiés au peuple (par peuple, ils entendaient les seuls Canadiens français). Ils ne s'adressent pas au peuple, ils se considèrent eux-mêmes du peuple. Ils souhaitent exprimer ses besoins et ses aspirations, être reconnus par lui comme des porte-parole valables, l'« apprivoiser » en « s'apprivoisant » à lui. Le recours constant au pronom « nous » quand ils exposent une question liée à la société canadienne-française (« notre » religion, « notre » culture, [403] « notre » politique) est pour eux un procédé naturel. Leurs écrits sont parfois fort éloignés des préoccupations du peuple, sauf en certaines circonstances comme à l'occasion des grèves ouvrières. Leurs institutions de soutien (Cité libre, l'Institut canadien des affaires publiques, la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval) ne sont pas liées directement au peuple. Ils ne participent pas à la vie de classes sociales susceptibles de leur servir d'appui : les jeunes, une partie du clergé et des religieux, des professionnels, les ouvriers, etc. Quelques-uns seulement font office de conseillers permanents ou épisodiques auprès des syndicats ou interviennent occasionnellement à titre de conférenciers. Bref, des relais médiateurs leur font défaut. Leur influence, pourtant, s'infiltré à leur insu par le truchement de détours. À mesure que la décennie 1950-1959 s'écoule, le procédé du two-step flow of

communication (communication à deux paliers) s'intensifie. Les lecteurs de Cité libre font état de leurs réactions à leurs parents, voisins et amis. C'est ainsi que, finalement, les idées des nouveaux intellectuels pénètrent profondément dans la société, du moins parmi les éléments de cette dernière qui sont disposés à les absorber.

Des commentateurs reprochent aux nouveaux intellectuels d'avoir usé d'un ton empreint de froideur en parlant du peuple, de s'être abaissés à le mépriser, de l'avoir perçu comme le rebut délétère séculaire des élites et des pouvoirs. Ce sont là des médisances qui trahissent l'incompréhension du véritable état d'esprit des intellectuels, ceux de Cité libre et d'autres institutions. S'ils avaient ressenti du mépris pour le peuple, ce mépris, ils l'auraient tourné contre eux puisque, même lorsqu'ils dénonçaient l'abaissement, l'ignorance, la soumission du peuple, ils s'identifiaient à lui par le recours au « nous ». Leur amour du peuple, certes, fut souvent empreint de sévérité, de déception. En réalité, ils dirigeaient leur colère contre les pouvoirs rétrogrades et l'idéologie obscurantiste qui, pour mieux régner, rivaient les Canadiens français dans une condition de pauvreté morale et physique dont, disaient les intellectuels, ils aspiraient à se soustraire.

Les intellectuels sont pourtant conscients du fossé qui les sépare du peuple. Falardeau compare la distance croissante, à son avis, entre les intellectuels et le peuple à « une paire de ciseaux qui s'ouvre ». Lamontagne attribue la montée du Crédit social, au début des années soixante, à l'incapacité des intellectuels à saisir les besoins du peuple et à s'adresser à lui dans un langage compréhensible. D'autres pensent que les états d'âme que les nouveaux intellectuels prêtent au peuple sont la projection de leurs propres sentiments. S'interrogeant sur l'existence d'une crise de conscience au Canada français, Marcel Rioux conclut :

[Le gros du peuple canadien-français] ne donne pas l'impression d'être angoissé outre mesure [...] Crise de conscience semble aussi impliquer qu'il [404] y a débat intérieur, doute et hésitation sur l'action à engager. La plupart de ceux qui ont discuté et écrit sur cette « crise de conscience » ont semblé si certains de ce qu'il faut faire qu'il ne semble pas qu'on puisse parler de crise de conscience à leur sujet.

La crise de conscience, Rioux la perçoit dans le prolétariat : « [Je vois] qu'un profond décalage existe entre l'idéologie et l'existence de tous les jours, entre la théorie et la pratique ⁷⁵⁸. »

Ulcérés de se voir boudés par les intellectuels, les dirigeants du Parti libéral du Québec se vengent en dénonçant leur éloignement du peuple. À plusieurs reprises, durant les années cinquante et, surtout, par la suite dans ses Mémoires, Georges-Émile Lapalme se plaint de ce que les intellectuels n'investissent pas son parti et il tient contre les plus connus d'entre eux (Laurendeau et Trudeau) des propos méprisants. Il affirme que le crédit de la victoire du Parti libéral en 1960 revient au seul Parti libéral et que les intellectuels n'ont pas contribué au déclenchement de la Révolution tranquille. Jean-Marie Nadeau estime que l'élite intellectuelle méprise le peuple, le sous-estime, ne le reconnaît pas à sa juste valeur. Il l'accuse d'être la cause de « cette ambiance amoralisée ou immorale, anti-intellectuelle, apolitique qui caractérise le Canada français ⁷⁵⁹ ». De son côté, Laurendeau pense que la relation de l'intellectuel avec le peuple ne peut qu'être lointaine et, le plus souvent, ne s'établit qu'avec l'aide de relais médiateurs. Les intellectuels sortent du peuple mais leurs études les en ont éloignés. Des visions incompatibles du monde et de la vie les opposent :

[L'intellectuel] cesse de se représenter le passé canadien-français comme on le faisait autrefois. Il trouve les idées de son milieu démodées, archaïques et il le dit avec insolence [...] Ses parents, qui le voient agir, mais qui ne peuvent comprendre ce qui se passe, se demandent si, après tout, ils ont bien fait de le « faire étudier ». Bref le père et le fils ne parlent pas la même langue ⁷⁶⁰.

⁷⁵⁸ Marcel RIOUX, « Idéologie et crise de conscience du Canada français », *Cité libre*, n° 14, déc. 1955, p. 2 et 3.

⁷⁵⁹ Jean-Marie NADEAU, *Carnets politiques*, p. 124-125 (entrée du 15 juin 1956).

⁷⁶⁰ André LAURENDEAU, *Ces choses qui nous arrivent*, p. 80. Voir à ce sujet les pages admirables de Jean LAROSE, « Un amour de pauvre », dans Nadine PIROTTE (dir.), *Penser l'éducation*, reproduit dans Jean LAROSE, *L'amour du pauvre*, p. 127-144. Notre imaginaire national de 1960 à 1980 dans les domaines de l'art, de la littérature et de la chanson ne parvint pas à combler le fossé entre les intellectuels et le peuple : « Le peuple, dans son ensemble, ne se reconnaissait pas vraiment dans cet imaginaire national. Il ne lut jamais nos poètes et nos romanciers. Plusieurs qui avaient vibré une heure aux appels patriotiques de nos chansonniers, prêtaient le lendemain l'oreille aux propos des gens d'affaires et des politiciens qui leur prêchaient, chiffres alarmistes à l'appui, la nécessité vitale du fédéralisme pour le Québec. » (Léon DION, « *Propos désabusés d'un fédéraliste fatigué* », dans *Mélanges en l'honneur de John Meisel* (à paraître).

[405]

L'erreur de plusieurs est de percevoir le peuple comme une catégorie sociale homogène, un bloc monolithique. Cette perception erronée résulte d'une double illusion : celle d'une Église univoque, entièrement dominée par la hiérarchie dont les volontés auraient été transmises au peuple sans altération par une multitude de prolongements personnels et institutionnels ; celle d'un gouvernement politique croupissant sous la fêrle duplessiste qui tient en captivité tout un peuple rompu à la soumission. Certes, le gouvernement Duplessis sert les intérêts de la grande bourgeoisie et du capital qui permettent le développement industriel de la province et qui nourrissent la caisse électorale. La force de Duplessis, pourtant, résulte en grande partie de la représentation concrète d'un électorat constitué de catégories diverses - cultivateurs, ouvriers, professionnels, gens d'affaires, petits et moyens entrepreneurs, Français, Anglais, jeunes, vieux, hommes, femmes - qu'il identifie selon leurs caractéristiques propres et auquel il s'adresse de la manière convenant à chacun en sachant répondre à leurs attentes parce qu'il est attentif à leurs besoins. Ouvriers, cultivateurs, pêcheurs ne paient jamais d'impôt. La politique n'envahit pas leur vie, elle ne les atteint qu'au moment des élections et pour la « bonne » cause du patronage. Ils ne se sentent opprimés ni par l'État ni par l'Église. Ils ne souffrent guère, en apparence, d'être tenus dans la dépendance et la superstition.

Cette habitude des nouveaux intellectuels de s'identifier au peuple par le recours constant au « nous » trahit leur formation intellectuelle. Ils sont, eux aussi, des produits des collèges classiques qui les ont préparés à assumer dans leur vie d'adulte une responsabilité insigne auprès de l'ensemble de la population, de la masse de ceux qui ne sont pas instruits. Comme les élites traditionnelles qu'ils dénoncent, leur comportement est celui d'une élite, élite nouvelle qui s'est assigné la mission de libérer le peuple d'une tradition qu'ils jugent obscurantiste. Le recours au « nous » est aussi naturel pour eux que pour les anciennes élites qu'ils accusent d'avoir maintenu le peuple en captivité. Eux se proclament les libérateurs de ce peuple.

Les nouveaux intellectuels furent la dernière élite. La génération montante, celle de Pierre Vallières, elle aussi née au cours des dernières années de la Crise ou au tout début de la Deuxième Guerre, ne s'identifie plus au peuple. Quand elle recourt au pronom « nous », c'est par référence à elle-même, non au peuple dans

son ensemble. Les collaborateurs de Parti pris ne s'adressent plus au peuple et ne perçoivent plus la société comme une totalité homogène. Elle se fractionne en classes opposées, ennemies. Par contre, le mouvement indépendantiste et le Parti québécois, au temps de René Lévesque, emploie souvent de nouveau le pronom « nous » en se référant au peuple québécois - du moins à sa majorité francophone - qu'ils [406] persistent à considérer comme une formation homogène. Les intellectuels d'aujourd'hui jugent ce procédé incongru, paternaliste, condescendant. Soit qu'ils estiment de la sorte s'« élever » à plus d'objectivité en se tenant à distance de leurs compatriotes, soit qu'ils veulent s'adresser à un public plus large, soit encore qu'ils n'osent plus témoigner si manifestement leur identification au peuple ou soit, enfin, qu'ils ne se considèrent pas à ce point partie du peuple, les intellectuels aujourd'hui emploient couramment le pronom « il ».

Surtout durant les premières années de la décennie, plusieurs nouveaux intellectuels ont malgré tout le sentiment que les circonstances de leur vie les contraignent au soliloque. Incapables de s'adresser au peuple dans des termes que ce dernier comprendrait, dans lesquels il se reconnaîtrait, ils perdent de vue, plus ou moins consciemment, les problèmes qui concernent le peuple. Ils « règlent » ses problèmes à leur façon en se parlant entre eux, en se louangeant ou en se critiquant.

Outre que les nouveaux intellectuels s'illusionnent en croyant représenter le peuple, leur analyse comporte un certain nombre de lacunes dont il convient de relever les plus graves. Leur perception de la société canadienne-française révèle une première lacune : le rapport qu'ils entretiennent avec le temps. Tout se passe comme si, après avoir rompu tout lien avec les générations passées, ils s'étaient en même temps rendus incapables sur le plan psychique de nouer des liens avec la génération montante. Comme si, n'ayant pas de passé et impuissants en apparence dans le présent, ils se soient attribué le monopole d'un avenir qui perpétuerait le présent.

Plusieurs nouveaux intellectuels, surtout parmi les promoteurs de Cité libre, semblent avoir borné leur conscience au présent. Le regard qu'ils portent sur la société demeure fixe, comme si, nulle part dans la société, aucune évolution n'était survenue durant la décennie. Un présent qui dure, qui va durer, immobile, éternel, est leur seul point de repère. Ils ne se reconnaissent pas dans l'histoire des anciens. Le problème de la succession de l'héritage ne se pose pas pour eux : les

générations précédentes ne leur ont légué aucune valeur, il n'y a pas d'acquis à recueillir. Cette attitude n'est pas à proprement parler la leur mais celle des générations depuis près d'un siècle qui avaient trahi et momifié l'histoire dans un sens qui aurait provoqué l'indignation de Nietzsche : « Quand l'esprit d'une nation se racornit au point de miner ce qui peut survivre, et notamment la vie supérieure, quand le sens historique, loin d'entretenir la vie, la momifie, l'arbre dépérit ⁷⁶¹. »

[407]

N'étant pas des historiens et n'éprouvant d'ailleurs aucun goût particulier pour l'histoire, ils ne savent pas renouer avec leur passé lointain, celui de l'Institut canadien, de Joseph Doutre et des autres chez qui ils auraient trouvé des anciens ayant lutté pour la même cause que la leur mais ayant été vaincus. La rupture avec le passé avait sans doute été trop longue et trop radicale pour que s'éveille chez eux le sens de la tradition. Le Japon contemporain l'a démontré : le dynamisme d'une société dépend de sa capacité à transposer la tradition dans la modernité.

Trudeau, Pelletier et ceux qui approuvent leur démarche finissent par se proclamer les seuls à professer le vrai sens de la liberté. Les « transitionnalistes » de l'École des hautes études commerciales qui, pourtant, dans les années quarante, avaient publié d'excellentes monographies pour l'époque sur divers secteurs de la société québécoise, n'existent pas pour eux, non plus d'ailleurs que pour les quelques sociologues et économistes de la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval. Ils ridiculisent et proscrivent l'école néo-nationaliste. La fondation du Mouvement laïque de langue française en 1961 approfondit la désunion dans les rangs de ceux qui combattent depuis dix ans le duplessisme et le cléricisme. Certains adhèrent au mouvement mais d'autres s'y opposent. Parmi les membres, on trouve les noms de plusieurs intellectuels, presque tous de Montréal : Gérard Pelletier, Marcel Rioux, Jean Le Moyne, Jacques Godbout, Pierre de Bellefeuille, Solange Chaput-Rolland, Judith Jasmin, Jean-Louis Roux. Pelletier prononce une allocution au congrès de fondation du mouvement. Les objectifs sont certes radicaux pour l'époque : mariage civil obligatoire, neutralité scolaire, laïcisme des hôpitaux et des orphelinats, etc. Je refusai de devenir membre du mouvement mais je voyais en lui de multiples prolongements de la

⁷⁶¹ Friedrich NIETZSCHE, *Deuxième considération inactuelle*, cité dans Fernand DUMONT, *Le sort de la culture*, p. 312-313.

lutte menée pour la liberté, prolongements d'ailleurs que personne n'était tenu de faire siens ⁷⁶².

Une seconde lacune chez les dirigeants de Cité libre et chez d'autres intellectuels fut leur refus d'entretenir un véritable dialogue avec la génération montante au tournant des années soixante. Cette génération vint à eux enrichie de sa propre expérience acquise dans une société en pleine mutation. Comme dans tout divorce, les responsabilités furent partagées. Il me semble qu'il revenait aux aînés de se mettre à l'écoute de ceux qui voulaient les joindre tout en revendiquant pour eux-mêmes une [408] liberté d'expression sous des formes qui heurtaient la conception de la liberté que les nouveaux intellectuels avaient défendue.

En 1962, Trudeau écrit « La nouvelle trahison des clercs », texte dur dans lequel il vilipende et le nationalisme traditionnel et le renouveau nationaliste de la génération montante avec laquelle lui et de nombreux intellectuels rompent les ponts. De 1963 à 1968, Parti pris dénonce le « libéralisme » de la génération précédente au nom de l'indépendance politique du Québec, du socialisme et du laïcisme. C'est l'effervescence parmi la jeunesse, particulièrement dans les collèges et les universités. À leur façon, les étudiants d'ici vivent les événements tumultueux de Berkeley et de Paris. Les nouveaux intellectuels des années cinquante occupent désormais les postes de commande à Ottawa et à Québec, au sein de l'Église et de l'État, et deviennent à leur tour les cibles de la contestation.

La source de cette rupture malheureuse remonte au moins à quatre ans. La relation par Gérard Pelletier en 1958 d'une rencontre avec un jeune venu le contester m'avait fait sursauter. Je n'en croyais pas mes oreilles. Pourtant, les propos du jeune homme n'étaient ni arrogants ni blessants :

Je lis *Cité libre* depuis trois ans. Ça n'a pas toujours été facile. La revue, au collège, est interdite [...] je suis d'accord, je vous l'ai déjà dit, avec tout ce que j'y trouve... ou presque. Mais je constate aussi qu'il y manque trop de choses, et en particulier un plan, un plan d'action [...] C'est

⁷⁶² Ce n'est qu'en 1963 que le Mouvement laïque de langue française est créé à Québec. Marcel Trudel en devient le premier président. Ce professeur, fondateur de l'Institut d'histoire, directeur du Département d'histoire depuis neuf ans, auteur déjà de nombreux ouvrages sur l'Ancien Régime français, est victime de vexations humiliantes à l'Université Laval, toujours cléricale. Il ne voit d'autre recours que le départ. C'est à l'Université Carleton, à Ottawa, qu'il poursuivra sa carrière. Pour des motifs dogmatiques futiles, l'Université Laval laisse partir le principal pilier du Département d'histoire et un professeur-chercheur de première valeur. Voir Marcel TRUDEL, *Mémoires d'un autre siècle*, p. 240-244.

vosre défaut je pense, de n'être rien. Les jeunes vous abandonneront [...] Les gens de votre génération n'offrent rien à la nôtre qui vaille la peine d'être vécu. Nous ne trouvons rien dans vos écrits qui puisse nous orienter, nous enthousiasmer... vous ne tracez aucune route.

La réponse de Pelletier : « N'appartient-il pas à chaque génération de trouver, d'inventer cela pour elle-même ? »

Pelletier dit vouloir éviter de verser dans le « dogmatisme » que Cité libre condamne ⁷⁶³. Mais serait-ce verser dans le dogmatisme que de proposer des balises à un jeune homme qui souhaiterait trouver dans la revue des repères susceptibles de l'aider à orienter sa vie ? Il n'a pourtant réclamé de la revue aucune « doctrine » - socialisme, indépendantisme, laïcisme - qui, quatre ans plus tard, entraînera la rupture. La réaction de Pelletier produisit chez moi un fort malaise. je l'avais jusque-là considéré comme un homme réfléchi, pondéré. Encore aujourd'hui, je retrouve ces traits dans la plupart de ses interventions et de ses écrits. En cette occasion, toutefois, il ne fut pas à la hauteur de son remarquable tempérament. Certes, il se [409] trouve des dogmatismes qu'il faut confondre. Mais c'est une tendance marquée chez les esprits eux-mêmes dogmatiques de toujours suspecter des tendances dogmatiques chez les autres. La longue et dure lutte que Cité libre menait depuis neuf ans pour la liberté allait-elle conduire ses dirigeants à l'intransigeance dès que la génération montante leur signifierait qu'elle entendait poursuivre la liberté par des cheminements différents du leur ? Ces nouvelles visions de la liberté ne devaient-elles pas, au contraire, les inciter à un dialogue susceptible d'être profitable à tous et de servir la juste cause pour laquelle ils combattaient ?

« Hélas !, conclut Pelletier, on ne fixe pas au quart d'heure près le rendez-vous des générations... » Il a raison. C'est toujours la génération montante qui détermine, quand elle en sent le besoin, le moment de la rencontre avec les aînés. Il appartient à ces derniers de saisir à la volée ce premier signal et de se mettre immédiatement à l'écoute des jeunes, car il risque d'être aussi le dernier.

L'une des principales sources d'enrichissement de mes idées a toujours été les échanges avec les étudiants. Parfois maladroitement dans leurs formes, leurs critiques m'ont toujours paru, d'une certaine façon, instructives. Sans leur imposer un projet

⁷⁶³ Gérard PELLETIER, « Matines », *Cité libre*, n° 21, juill. 1958, p. 2-6.

de société, j'estimais que ma responsabilité d'éducateur m'obligeait à leur proposer des jalons propres à guider leur choix de vie. La réplique de Pelletier me parut une dérobade qui dénotait une étroitesse d'esprit que je ne lui soupçonnais pas. Les propos de ce jeune homme ne l'émeuvent pas. Il ne se sent pas le moins du monde enclin à l'écouter, à s'interroger sur la pertinence de ses observations afin, peut-être, d'en tirer profit pour lui-même et, surtout, d'amener son interlocuteur à réfléchir sur les termes éventuels du cheminement qu'il entrevoit. À quoi pareil effort servirait-il ? Ce matin-là, Pelletier était en possession tranquille de la vérité.

Bien des nouveaux intellectuels n'ont pas perçu la mutation sociale survenue au cours de la décennie 1950-1959. Ce fut là une troisième lacune dans leur représentation de la société canadienne-française de l'époque. Dans *Le temps des ruptures*, Jean-Louis Roy décrit avec précision l'évolution dans nombre d'institutions qui présageait pour bientôt le plein avènement chez elles de la modernité. Mais les nouveaux intellectuels ne s'attardèrent pas à vérifier si, dans leur société, des collectivités cherchaient à promouvoir la modernité dans leur vie quotidienne et leurs programmes d'action.

Rivés à la critique, trop de nouveaux intellectuels consacrent la portion congrue à l'analyse d'une société pourtant en pleine évolution. Il se trouve bien peu de traces dans leurs écrits d'une conscience de cette évolution. Leur esprit se fixe ailleurs, là où tout croupit dans l'immobilisme. [410] Pourtant, que d'expériences authentiquement démocratiques furent vécues durant les années cinquante, depuis les institutions coopératives, le Mouvement Desjardins, les syndicats, les professions, les associations d'affaires et les chambres de commerce, jusque dans des facultés universitaires. Eux qui côtoient les étudiants et les dirigeants de mouvements dynamiques, pourquoi ne cherchent-ils pas davantage à s'en inspirer, à faire état de leurs besoins et de leurs espoirs, à prendre appui sur eux ? Pourtant, ces derniers vivent déjà les valeurs de la modernité ou, du moins, aspirent à les vivre. Ils scrutent avec ferveur les conceptions du monde et de la vie que les nouveaux intellectuels préconisent parce qu'elles correspondent aux leurs et qu'elles les confirment dans la justesse de leurs projets et, dans la mesure du possible, de leurs actions.

Leur conception linéaire de la société moderne constitue une quatrième lacune d'importance dans l'analyse sociale des nouveaux intellectuels. Les circonstances et les ressources à leur disposition les limitent à des réflexions d'ordre général sur

la primauté de la personne, la démocratie et la liberté. Or, les valeurs de la société moderne, déduites de la noble philosophie humaniste des XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles, sont d'une nature abstraite et il est hasardeux de se borner à les considérer sans éprouver leurs effets dans des conditions concrètes. Une vision des valeurs dans l'abstrait risque d'entraîner ceux qui les promeuvent à des positions absolutistes dès lors qu'ils ont à les juger ou à les appliquer dans des conditions concrètes.

Les nouveaux intellectuels auraient pu percevoir dans les sociétés qu'ils avaient fréquentées les nombreux effets « pervers » résultant de la modernité. Dans *The New Men of Power* et, surtout, dans *The Sociological Imagination*, C. Wright Mills avait bien indiqué les conséquences néfastes d'une traduction institutionnelle imprudente des valeurs associées à la modernité :

Le danger principal de l'homme aujourd'hui réside dans les forces incontrôlables de la société contemporaine elle-même, ses modes de production aliénants, ses techniques envahissantes de domination politique, son anarchie internationale, en un mot, sa perversion de la « nature » même de l'homme, des conditions et des finalités de sa vie ⁷⁶⁴.

La société moderne porte en elle-même les germes de la perversion des valeurs humanistes prônées par les philosophes. La liberté risque de se dégrader sous des formes multiples d'hédonisme et d'égoïsme individualistes. Les hiérarchies traditionnelles discréditées au profit de classes sociales elles-mêmes souvent considérées en faisant abstraction des êtres [411] humains qu'elles intègrent, il s'en est suivi qu'est née une conception uniformisante et réductrice des différences sociales concrètement vécues parmi les êtres humains. Par ailleurs, le chacun pour soi, chez soi, un faux égalitarisme deviennent des impératifs catégoriques du principe de l'ordre social de la société moderne. La rationalité de type instrumental qui domine la mise en place des structures de la société industrielle et urbaine creuse la fosse de la vraie liberté en rétrécissant l'espace qui reste réservé aux choix individuels et en élargissant constamment ceux qu'imposent les fabricants en série des biens et des services.

⁷⁶⁴ C. Wright MILLS, *The Sociological Imagination*, p. 13 (trad. libre). Voir aussi *The New Men of Power*.

Pour la démocratie également existe le risque d'un « despotisme doux » selon l'expression d'Alexis de Tocqueville. Une « tyrannie » d'un nouveau genre, plus insidieuse que l'ancienne, parce que perçue comme un allègement des responsabilités incombant aux individus ou aux collectivités, impose graduellement une bienveillance paternaliste. Cette attitude est plus pernicieuse en un sens que l'oppression dans les anciens régimes et les dictatures modernes parce qu'elle s'exerce d'une façon impersonnelle et échappe graduellement à tout contrôle réel : « Tout sera régi par un immense pouvoir tutélaire sur lequel les gens n'auront pas de contrôle ⁷⁶⁵. »

Je ne reproche pas aux nouveaux intellectuels d'avoir proclamé la grandeur des valeurs associées à la modernité. La formulation et la cristallisation de ces valeurs, ici comme ailleurs, ont fait franchir à l'être humain, au moins en théorie, un pas immense vers sa pleine autoréalisation. L'œuvre qu'ont accomplie les nouveaux intellectuels, bien qu'imparfaite et inachevée, est d'autant plus méritoire que la société canadienne-française croupissait depuis des générations dans le traditionalisme moribond que ses élites lui imposaient. Il est dommage que, tout en célébrant la grandeur de la modernité, ils n'aient pas trouvé le temps ou [412] pas eu les moyens de mettre en garde leurs contemporains contre ses misères. Les misères de la modernité comme sa grandeur étaient pourtant bien visibles dans des sociétés plus avancées qu'ils connaissaient bien. S'ils avaient fait les mises en garde nécessaires, leur influence sur la société de leur temps et sur celle à venir, déjà considérable, aurait été plus pénétrante.

⁷⁶⁵ Charles TAYLOR, *Grandeur et misère de la modernité*, p. 15. (Des énoncés de cette quatrième lacune s'appuient en partie sur l'excellent ouvrage de Taylor.) Ces problèmes de la société moderne et bien d'autres encore se préciseront au fur et à mesure que se consommera la faillite de l'État-providence, due en partie à l'incongruité du faux amalgame de deux idéologies contradictoires : le libéralisme et le socialisme. Sur le sujet, voir Alain TOURAINE, *Critique de la modernité*. Dans les années cinquante au Canada français, la promotion de l'État-providence que firent les nouveaux intellectuels doit être portée à leur crédit. L'adoption des mesures propres à l'État-providence dans les années soixante, qui signifiait la mise au rancart du libéralisme conservateur encore en vigueur ici, allait permettre à la société canadienne-française de franchir en peu de temps des étapes essentielles au rattrapage des sociétés « plus avancées » qui avaient mis des décennies à mûrir et à concrétiser ces mesures.

[413]

Québec 1945-2000.
Tome II : Les intellectuels et le temps de Duplessis.

CONCLUSION GÉNÉRALE

[Retour à la table des matières](#)

Il serait superflu de faire le bilan général de ce qui précède. Des commentaires circonstanciels semblent plus pertinents.

Les années cinquante furent un monde d'hommes. Seuls des hommes se retrouvaient dans les cercles d'influence. Aucun nom de femme n'émergeait à la direction des coopératives, du Mouvement Desjardins, des syndicats, des associations d'affaires, des chambres de commerce, du gouvernement ou de l'Administration publique. Aucune femme non plus à la direction des universités, presque aucune parmi les professeurs, très peu d'étudiantes sauf dans certaines disciplines considérées comme féminines ou « humanistes », tels le service social ou les lettres. Très peu de femmes fréquentaient les facultés des sciences sociales, encore moins celles des sciences. D'autres facultés - le droit, la médecine - commençaient à leur entrouvrir leurs portes. L'intelligentsia était exclusivement masculine. De 1950 à 1961 inclusivement, sur 157 collaborateurs à Cité libre, il n'y eut que 7 femmes dont 2 seulement - Jeanne Lapointe et Marie Raymond - produisirent un texte de plus de trois pages ; de 1954 à 1963, il n'y eut qu'une femme, Thérèse Casgrain, sur 70 conférenciers à l'Institut canadien des affaires publiques. Les femmes de grande valeur ne manquaient pourtant pas. Il est impossible de toutes les citer, je me contenterai de mentionner celles que j'ai

connues à l'époque et que j'admirais le plus : Solange Chaput-Rolland, Thérèse Casgrain, Anne Hébert, Jeanne Lapointe, Judith [414] Jasmin, Marie-Claire Lavoie, Simonne Monet-Chartrand, Alec Pelletier, Alice Poznanska-Parizeau, Idola Saint-Jean, Jeanne Sauvé ⁷⁶⁶.

Ceux que j'ai désignés comme les « nouveaux intellectuels » furent-ils des « réformateurs frustrés ⁷⁶⁷ » ? François Ricard dit ne vouloir « mettre aucune connotation péjorative à cette expression ». Il aurait dû employer alors un autre qualificatif. Les années cinquante ne furent pas des années de frustration pour Gérard Pelletier qui les qualifie d'années d'impatience. Elles ne furent pas, selon Arthur Tremblay, des années de refoulement ni de désespoir, mais des « années de longue patience ». Ricard va jusqu'à affirmer : « la Révolution tranquille n'aurait peut-être pas eu lieu, ou en tout cas n'aurait pas été ce qu'elle a été si le pouvoir et les institutions n'avaient pas subi cette pression énorme exercée sur eux par l'arrivée d'une jeunesse nombreuse et par là exigeante ⁷⁶⁸ ».

L'auteur fait découler cette affirmation d'un argument unique : le grand nombre d'enfants nés dans les années qui suivirent la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ce facteur a pu accroître le besoin de réformes depuis longtemps nécessaires et réclamées dans le domaine de l'éducation et dans celui des affaires sociales et de la santé. Compte tenu toutefois des difficultés de la mise en œuvre de ces réformes dans la seconde moitié des années soixante et au début des années soixante-dix, par suite notamment de l'opposition farouche des traditionalistes, il paraît beaucoup plus juste d'en attribuer le mérite principal à l'intense lutte pour la démocratie et la liberté que les nouveaux intellectuels avaient menée durant les années cinquante et aux pressantes demandes de réforme dans ces domaines de la part des composantes dynamiques de la société.

De nombreux intellectuels furent certes déçus, au terme de longues et fructueuses années d'étude dans les universités canadiennes-françaises, puis aux États-Unis et surtout en Europe, de retrouver ici une société si démunie sur le plan culturel et si retardataire sur les plans économique, social et politique. Certains

⁷⁶⁶ Heureusement, des biographes immortalisent le nom de plusieurs d'entre elles et relatent leurs carrières souvent exceptionnelles dans les domaines où elles ont évolué. J'ai tiré grand profit de l'amitié qui m'a lié - et dans certains cas me lie encore - avec nombre d'entre elles.

⁷⁶⁷ François RICARD, *La génération lyrique*, p. 95.

⁷⁶⁸ *Ibid.*, p. 59.

repartirent (le Canada anglais perdit aussi des intellectuels qui poursuivirent ailleurs des carrières exceptionnelles : John Kenneth Galbraith, David Easton, etc.). Mais pour les autres, ceux qui restèrent, que de ténacité dans la mise en accusation de l'ancien régime, combien sérieux et sereins furent leurs échanges dans les forums publics qu'ils créèrent ! Que d'amitiés nouées, que de confiance en eux-mêmes et dans leurs idées, que d'espoirs dans une « grande transformation » [415] qu'ils désiraient rapide et dont ils savaient devoir être les premiers artisans ! Que de débordements euphoriques les jours qui suivirent la défaite de l'Union nationale le 22 juin 1960 - défaite qui signifiait, ils en étaient conscients, le début de l'écroulement de l'ancien régime ! Il convenait de rappeler ce que furent ces intellectuels, quels furent leur rôle, leur état d'esprit, leur contribution dans l'écroulement de l'ancien régime et l'édification d'un nouveau. Certes, l'environnement hostile dans lequel ils vécurent provoqua chez eux un stress causé par la peur de sévères sanctions de la part des pouvoirs en place. Ils durent se surpasser pour survivre et quand, finalement, ils triomphèrent, ils étaient sans aucun doute plus aguerris pour affronter les difficultés de la vie qu'ils ne l'auraient été s'ils avaient vécu leur adolescence et les premières années de leur vie d'adultes dans la facilité.

Jamais, jusque-là, une génération d'intellectuels n'avait eu autant de cohésion - et je doute que cela puisse se répéter. Dans leur jeunesse, ils avaient fréquenté les mêmes collègues qui leur avaient inculqué des attitudes de base communes, étudié dans les mêmes universités, certains en droit, quelques-uns en médecine, la plupart en lettres ou en sciences sociales. Plus privilégiés que leurs prédécesseurs, ils avaient souvent reçu, durant leurs études universitaires dans la province de Québec, des enseignements de maîtres européens venus ici en raison des conditions politiques tragiques qui existaient là-bas. Et dans leurs études à l'étranger, ils fréquentèrent, parfois assidûment, les meilleurs maîtres de l'époque. Jamais jusque-là, ni depuis lors, des intellectuels n'ont vécu la quasi-totalité de leur vie de jeunes adultes en dehors des pouvoirs existants, à ce point contre eux et, à la fin, avec autant de succès. Ils avaient les mêmes adversaires : l'omniprésence et l'intolérance cléricales, l'obscurantisme politique, la sclérose de la pensée nationaliste traditionnelle. Le combat obligé qu'ils livrèrent contre des « ennemis » communs les conduisit naturellement à adopter des conceptions du

monde et de la vie qui soient compatibles. Pour eux, la primauté de la personne, la démocratie et la liberté furent des impératifs catégoriques.

Leur cohésion n'aurait pas eu la même étanchéité s'il ne s'était pas trouvé une personnalité charnière contre laquelle ils concentraient leur contestation. Cette personnalité fut Duplessis, l'homme « fort » qui à lui seul incarnait à leurs yeux toute la perversité attribuée à l'ancien régime, mais qui était la première référence des traditionalistes et le protecteur suprême de la masse.

On ne doit pas méconnaître les qualités exceptionnelles de Duplessis. Il fut le premier homme politique à dominer l'Église (tout en multipliant les signes de sa soumission personnelle et en se proclamant son protecteur). Tous les premiers ministres avant lui - Gouin, Taschereau, [416] Godbout - avaient eu maille à partir avec l'Église. La plupart du temps, les conflits entre le gouvernement et l'Église se résolvaient par des concessions de la part des hommes politiques. L'Église détenait un pouvoir propre redoutable, elle demeurait une institution puissante. Duplessis la soumit, il utilisa avec voracité l'influence morale de l'Église sur la population chaque fois qu'elle pouvait servir sa cause. Il était devenu depuis des années le chef incontesté de la province, celui sur qui reposait le destin de l'ancien régime. Aucun prélat, aucun politicien jusque-là n'avait à ce point régné sur la société tout entière.

Duplessis fit du nationalisme traditionnel une idéologie au statut quasi officiel que devait respecter toute personne désireuse de détenir une position d'autorité ou de prestige. Il ne fut pas un nationaliste doctrinaire. La façon dont il exploita cette idéologie fut caractéristique de l'homme. Il se moqua de l'abbé Groulx qui désirait l'« élever » au rang de leader moral de la nation, à l'instar de Salazar, Franco, Mussolini. Mais il l'exploita sans retenue lorsqu'il servait les fins de sa politique, en invoquant l'autonomie provinciale dans ses démêlés avec le fédéral. Il sut à l'occasion poser des gestes qui comblèrent d'aise les nationalistes, par exemple en faisant du fleurdelisé le drapeau de la province de Québec.

Les nouveaux intellectuels, surtout parmi les collaborateurs de Cité libre, ne se privèrent pas de contester le cléricisme mais Duplessis fut leur cible de prédilection. Ils ne s'attaquèrent guère à sa personne mais employèrent leur énergie en critiques acérées de sa politique, ne laissant planer aucun doute sur leur intention de l'abattre. Duplessis ne fut pas dupe. Par le mépris et la moquerie, tant

qu'il vécut, il réduisit à presque rien l'influence perceptible des nouveaux intellectuels auprès de la population.

Une caractéristique des nouveaux intellectuels fut leur longévité. Certains, avant eux, avaient eu de longues et prestigieuses carrières - Henri Bourassa, Lionel Groulx - mais, en tant que génération, ils furent les premiers dont la vie active dura si longtemps et, pour un certain nombre - sénateurs, juges, artistes, écrivains, professeurs et même politiciens -, dure encore. Sans doute, plusieurs ne sont plus là et le vide se creuse autour de ceux qui restent. Quelques-uns, ayant parfois dépassé 80 ans, publient leurs mémoires. Plus nombreux sont ceux qui, âgés de 70 ans et plus, demeurent actifs, écrivent et interviennent encore dans la vie courante, surtout en politique qui fut le domaine principal de nombre d'entre eux.

Pourtant, la jeunesse d'une bonne majorité d'entre eux fut difficile, misérable même. Les premières années de leur vie professionnelle furent matériellement pénibles : salaires dérisoires, métiers instables, lourdes [417] dettes d'études à rembourser, nombreux enfants à charge. Mais ils cultivèrent l'amitié, surent se passionner pour de grandes causes. Ils démolirent, conçurent, bâtirent, dirigèrent. Quand, au tournant des années soixante, leurs combats prirent des chemins différents et que plusieurs devinrent des « frères ennemis », leur division renforça leur action. À Québec comme à Ottawa, dans un camp comme dans l'autre, ils exercèrent une grande influence et occupèrent les pouvoirs. À Québec, ils orientèrent le gouvernement Lesage et les gouvernements subséquents. À Ottawa, ils imposèrent un French power. La question de l'identité québécoise hanta les dirigeants des deux capitales. La tension, l'angoisse, l'âpreté des accusations, ici comme là-bas, furent intenses. Le référendum de 1980 a paru mettre un terme à leur affrontement qui durait depuis 20 ans et dont René Lévesque et Pierre Elliott Trudeau furent les figures de proue. Mais plusieurs d'entre eux se trouvent encore parmi les protagonistes de ce même combat dont ils ne verront pas l'issue. Cette même génération fut au cœur de la croissance intellectuelle et administrative des universités. Elle ranima les secteurs des affaires, du travail, des professions, elle révolutionna les arts, les lettres et l'édition, etc.

La fin des années cinquante marqua le début de la division parmi les nouveaux intellectuels. Certains reprochèrent aux principaux collaborateurs de Cité libre de transposer dans la réalité leur vision abstraite de la société, de

professer un universalisme qui niait la légitimité des particularismes concrets, de verser à leur tour dans le dogmatisme, eux qui proscrivaient pourtant tout dogmatisme. Les valeurs prêtées par tous à la modernité furent centrées, chez certains intellectuels de la génération montante, sur le seul « Québec ». La résurgence chez eux d'un nationalisme cherchant à exprimer le nouvel ordre social qui prenait forme en s'affirmant aux antipodes d'un Canada français traditionnellement soumis, engendra un conflit avec leurs aînés qui entraîna rapidement la rupture. Pierre Vallières fut l'un des premiers porte-parole de cette génération montante. Il reprochait aux « anciens » de s'être limités à une critique de l'ancien régime et de n'avoir pas conçu un nouveau « projet de société ». Ces derniers, certes, auraient dû s'appuyer davantage sur les catégories plus dynamiques de la société, tenir compte de leurs démarches vers la modernité, proposer à la jeunesse des balises propres à guider ses premiers pas dans le monde des adultes en conformité avec leurs expériences de vie. Mais leur reprocher de ne pas avoir proposé de « projet de société » ? Était-ce là une critique fondée ? Les sociétés dirigistes, strictement planifiées ou totalitaires, poursuivent de tels « projets de société » avec le bonheur inégal que l'on sait.

La plus dure contestation qu'ils subirent fut, à la fin des années soixante et au cours de la première moitié de la décennie suivante, celle [418] de la seconde vague des baby-boomers, ceux qui naquirent dans les années cinquante (bien plus que ceux de la première vague nés de 1945 à 1950, comme François Ricard l'estime). Leur contestation fut générale, sans cible précise. Elle visait le « système » en place dans son ensemble. Elle allait tout déranger : parents, professeurs, professionnels, institutions. Ayant aujourd'hui atteint l'âge adulte et vaincu le stress dû aux obstacles dressés devant eux (une économie moins prospère, un marché du travail plus restreint), ceux qui sont sortis du rang excellent dans tous les domaines d'activité et seront les véritables successeurs des intellectuels d'il y a 40 ans. Je ne vois rien en eux de « lyrique ». Ils sont ambitieux, laborieux, ils ont le sens de l'équipe. Ils tracent leur propre cheminement. Encore mieux formés que leurs aînés, tenus de se mesurer aux meilleurs dans le monde, ils atteindront demain le sommet de l'excellence. Mais dans quelle langue tiendront-ils leurs congrès, leurs colloques ? Dans quelle langue chanteront-ils, publieront-ils ? Combien resteront ?

On reproche enfin aux nouveaux intellectuels d'avoir délibérément fait table rase du passé. N'est-ce pas là, toutefois, ce en quoi ils se révélèrent des révolutionnaires ? N'est-ce pas là la marque de tous les révolutionnaires, de ceux qui firent la Révolution française, la Révolution russe ? Mais contrairement à la France où survint une « Restauration » qui rétablit de nombreux acquis d'un riche passé, ici, il n'y eut pas de restauration, mais les nouveaux intellectuels furent à l'origine d'une tradition morale, intellectuelle, sociale et politique. Promoteurs de la modernité, une fois victorieux, ils fondèrent et dirigèrent les institutions qui sont toujours en place. Le rôle de ceux qui vinrent immédiatement après eux fut de les assister et, devenus dirigeants, de suivre leurs traces dans leurs succès comme dans leurs échecs. Pour remettre la société sur ses rails, les jeunes intellectuels d'aujourd'hui ne se sentent pas à leur tour orphelins. Ils ne sont pas tenus de tout reprendre à zéro, comme ce fut le cas des intellectuels des années cinquante. Il y aura, certes, beaucoup à faire dans tous les domaines ; que de rénovations à entreprendre dans cette organisation socio-politique édifiée par les aînés et qui a suscité plus d'espoirs en quelques courtes années que les Canadiens français en avaient nourris en deux siècles !

Ce ne furent pas seulement quelques chefs de file qui entraînèrent la chute de l'ancien régime et méritent le titre de « pères de la Révolution tranquille », ce fut également la fraction intellectuelle d'une génération éveillée aux exigences de son temps. Que ces intellectuels se soient consacrés à la critique de la tradition et à la promotion de la modernité, comme à Cité libre, au Devoir, à l'Institut canadien des affaires publiques ou, à titre individuel comme François Hertel, Paul-Émile Borduas, le frère Untel, les abbés Dion et O'Neill, avec une visée d'action [419] immédiate comme Jean Marchand et le père Lévesque ou en s'adonnant à la recherche empirique des institutions et des rouages de la société moderne comme les professeurs de la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval, tous s'activèrent à la transformation de la société. Ils furent les instigateurs des réformes qui s'effectuèrent au cours des années soixante et soixante-dix : sécularisation des syndicats, des coopératives et des corporations professionnelles, création du ministère de l'Éducation, du Conseil supérieur de l'Éducation et du ministère de la Santé et des Services sociaux, valorisation de la fonction publique et des partis politiques, mutation des mentalités vers la modernité, etc. Unis dans l'effort d'émancipation, ils se divisèrent dans le choix des formules de

consolidation de l'œuvre amorcée : fédéralistes et indépendantistes, libéraux et socialistes, apôtres du renouveau chrétien ou membres du mouvement laïque. Dès 1960, ils s'engagèrent sur des voies divergentes. D'anciennes amitiés se brisèrent, de nouvelles solidarités se nouèrent.

Il ne fut pas nécessaire ici de vivre une période analogue à la « dénazification » après la chute du Troisième Reich allemand. Il n'y avait aucune commune mesure entre le régime criminel nazi et l'ancien régime. L'étiolement de l'ancien régime après la mort de Duplessis fut rapide et se fit sans grande difficulté. Des réactionnaires parmi les plus tenaces firent équipe avec les plus fervents réformateurs dès le début des années soixante. Plusieurs de ceux qui persistèrent dans la défense d'un passé, non dépourvu de grandeur dans ses fondements mais révolu, convergèrent vers le mouvement indépendantiste et le Parti québécois où leur influence fut négligeable par comparaison à celle de la fraction des intellectuels modernistes qui empruntèrent cette voie.

Hors la politique, que devinrent les intellectuels modernistes des années cinquante ? Il se serait coupé de ses racines à fleur de conscience celui qui aurait oublié qu'outre les politiciens, en deçà et au-delà, il y eut ces artistes, ces chansonniers, ces scientifiques, ces professeurs, ces écrivains, ces dirigeants d'institutions et de mouvements de toute nature qui ont fait leur marque ici et souvent à l'étranger et qui, tous ensemble, ont propulsé le Québec, malgré les problèmes qui l'assaillent, au rang des sociétés les plus agréables à vivre au monde.

[421]

Québec 1945-2000.
Tome II : Les intellectuels et le temps de Duplessis.

LISTE DES OUVRAGES CITÉS

[Retour à la table des matières](#)

AJZENSTAT, Janet, *The Political Thought of Lord Durham*, Kingston et Montréal, McGill-Queen's University Press, 1988.

ALLEMAGNE, André d', *Le colonialisme au Québec*, Montréal, Éditions R.B., 1966.

_____, *Le RIN et les débuts du mouvement indépendantiste québécois*, Montréal, L'Étincelle, 1974.

ANCTIL, Pierre, *Le rendez-vous manqué : les Juifs de Montréal face au Québec de l'entre-deux-guerres*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1988.

_____, « *Le Devoir* », *les Juifs et l'immigration. De Bourassa à Laurendeau*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1988.

ANGERS, François-Albert, « Deux modèles d'inconscience : le Premier Saint-Laurent et le Commissaire Lévesque », *L'Action nationale*, vol. XLI, nov. 1951, p. 180,210.

_____, « Pierre Elliott Trudeau et La grève de l'amiante, réflexions préliminaires », *L'Action nationale*, vol. XLVII, n° 1, 1957.

_____, « Essai de synthèse. Patriotisme et raison », *L'Action nationale*, vol. XLVIII, n° 9-10, 1959.

_____, « À propos de La présence anglaise et les Canadiens », *L'Action nationale*, vol. XLIII, n° 7, 1959.

ARON, Raymond, *L'opium des intellectuels*, Paris, Calmann-Lévy, 1955.

_____, *Démocratie et totalitarisme*, Paris, Gallimard, 1965.

AXWORTHY, Thomas S., *Trudeau Pierre Elliott. Les années de Trudeau, la recherche d'une société juste*, Montréal, Éditions du jour, 1990.

Louis Balthazar, [*Bilan du nationalisme au Québec*](#). Montréal: Éditions de L'Hexagone, 1986, 217 pp. Collection: Politique et société.

BEHIELS, Michael D., *Prelude to Quebec Quiet Revolution. Liberalism versus NeoNationalism, 1945-1960*, Kingston et Montréal, McGill-Queens University Press, 1985.

BÉLANGER, André J., [*L'apolitisme des idéologies québécoises. Le grand tournant de 1934-1936*](#), Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1974.

[422]

_____, *Ruptures et constantes*, Montréal, Hurtubise HMH, 1977.

BÉLANGER, Rodrigue (dir.), *L'engagement politique*, Montréal, Fides, coll. « Cahiers de recherche éthique », 6, 1978.

BÉLANGER, Yves, et Pierre FOURNIER, *L'entreprise québécoise. Développement historique et dynamique contemporaine*, Montréal, HMH, 1987.

BELL, Daniel, *The End of Ideology on the Exhaustion of Political Ideas in the Fifties*, New York, The Free Press of Glencoe (Macmillan), 1960.

BELLEAU, André, « Indépendance et discours de l'indépendance », *Liberté*, n° 153, juin 1984.

BELLEFLEUR, Michel, *L'Église et le loisir au Québec avant la Révolution tranquille*, Montréal, Les Presses de l'Université du Québec, 1986.

BERGERON, Gérard, *Le fonctionnement de l'État*, Paris et Québec, Armand Colin et Les Presses de l'Université Laval, 1965.

_____, *Du duplessisme à Trudeau et Bourassa. 1956-1971.* (Édition revue et augmentée de *Du duplessisme au johnsonisme: 1956-1966.*). Montréal: Les Éditions Parti-Pris, 1971, 631 pp. Collection Aspcets, no 2.

_____, « De la tour d'ivoire à la place publique », *Politique*, numéro spécial intitulé Les intellectuels et les pouvoirs, vol. 1, n° 1, 1982.

_____, *Quand Tocqueville et Siegfried nous observaient*, Sillery, Les Presses de l'Université du Québec, 1991.

BERNARD, Jean-Paul, *Les rouges. Libéralisme, nationalisme et anti-cléricalisme au milieu du XIX^e siècle*, Montréal, Les Presses de l'Université du Québec, 1971.

_____, *Les rébellions de 1837-1838*, Montréal, Boréal Express, 1983.

BERNIER, Gérard, et Robert BOILY, *Le Québec en chiffres de 1850 à nos jours*, Montréal, ACFAS, 1986.

BERTIN, Jacques, *Félix Leclerc, le roi heureux*, Paris, Arlea, 1987.

BERTRAND, Denis, et Albert DESBIENS, traducteurs et présentateurs, George Lambton Durham. *Le rapport Durham*, Montréal, L'Hexagone, 1989.

BETTELHEIM, Bruno, *The Informed Heart*, New York, The Free Press of Glencoe, 1960 (traduction française : *Le cœur conscient*, Paris, Laffont, 1972).

BLACK, Conrad, Duplessis, tome I : *L'ascension* ; tome II : *Le pouvoir*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1977.

BLAIN, Maurice, « Pour une dynamique de notre culture », *Cité libre*, n°s 1-2, juin-juill. 1952, p. 20-26.

_____, « L'écrivain devant la crise de conscience religieuse », *Cité libre*, n° 18, nov. 1957, p. 19-25.

BLOOM, Allan, *L'âme désarmée. Essai sur le déclin de la culture générale*, Paris, Julliard, 1987.

BOISMENU, Gérard, *Le duplessisme. Politique économique et rapports de force, 1944-1960*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1981.

BOISMENU, Gérard, Laurent MAILHOT et Jacques ROUILLARD, *Le Québec en textes*, Montréal, Boréal Express, 1980.

BOISVERT, Réginald, « Domiciles de la peur sociale », *Cité libre*, n° 1, juin 1950, p. 10-19.

[423]

BOLDUC, Roch, « Le recrutement et la sélection dans la fonction publique du Québec », *Administration publique du Canada*, vol. 7, n° 2, juin 1964, p. 205-214.

BORDUAS, Paul-Émile, *Projections libérantes*, Montréal, Mythra-Mythe, 1949.

_____, « Refus global » et « Projections libérantes », introduction de François-Marc Gagnon, Montréal, Parti pris, 1977.

BORDUAS, Paul-Émile, et collab., *Refus global*, Montréal, Mythra-Mythe, 1948. [Livre en préparation dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]

BORINS, Stanford F., *Le français dans les airs. Le conflit du bilinguisme dans le contrôle de la circulation aérienne au Canada*, Montréal, Chenelière et Stanké, et Toronto, Institut d'administration publique du Canada, 1983.

BOUCHARD-ACCOLAS, Louise (propos recueillis par), *Jean-Paul Desbiens (le frère Untel)*. *Appartenance et liberté*, Chicoutimi, Éditions JCL, 1983. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

BOURASSA, André G., Jean FISETTE et Gilles LAPOINTE, *Paul-Émile Borduas. Écrits I*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1987.

BOURGAULT, Jacques, et Stéphane DION, « Public Sector Ethics in Quebec : The Contrasting Society », dans Allan TUPPER et John W. LANGFORD (à paraître).

BOURQUE, Gilles, et Jules DUCHASTEL, *Restons traditionnels et progressifs. Pour une nouvelle analyse du discours politique. Le cas du régime Duplessis au Québec*, Montréal, Boréal, 1988. [Livre en préparation dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]

BOURRICAUD, François, *Le bricolage idéologique. Essai sur les intellectuels et les passions*, Paris, Presses universitaires de France, 1980.

BOUTHILLETTE, Jean, *Le Canadien français et son double*, Montréal, L'Hexagone, 1972.

Brunelle, Dorval, [*LA DÉSILLUSION TRANQUILLE*](#). Montréal: Éditions Hurtubise HMH, ltée, 1978. Cahier du Québec, no 40. Collection sociologie, 225 pages.

_____, Dorval Brunelle, [*LES TROIS COLOMBES. ESSAI*](#). Montréal: VLB Éditeur, 1985, 308 pp.

BRUNET, Michel, *La présence anglaise et les Canadiens. Étude sur L'histoire des deux Canadas*, Montréal, Beauchemin, 1958.

_____, « Trois dominantes de la pensée canadienne-française : l'agriculturisme, l'anti-étatisme et le messianisme », *Écrits du Canada français*, vol. III, 1957, p.31-117.

_____, *Histoire du Canada par les textes*, Montréal, Fides, 1963.

BUSSIÈRE, Eugène, *Réminiscences dans l'élan du renouveau*, Montréal, Éditions Pierre Tisseyre, 1988.

CARDINAL, Mario, Vincent LEMIEUX et Florian SAUVAGEAU, [*Si l'Union nationale m'était contée*](#), Montréal, Boréal, 1978. [Livre en préparation dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]

CARNEGIE, Andrew, *The Gospel of Wealth and Other Timely Essays*, New York, The Century Co., 1900.

CARRIER, André, « L'idéologie politique de la revue Cité libre », *Revue canadienne de science politique/Canadian. Journal of Political Science*, vol. I, n° 4, déc. 1968, p. 414-428.

CHALOULT, René, *Mémoires politiques*, Montréal, Fides, 1969.

[424]

CHALVIN, Solange, et Michel CHALVIN, *Comment on abrutit nos enfants*, Montréal, Éditions du Jour, 1962.

CHANTIGNY, Louis, « André Laurendeau à Paris », *L'Incunable*, 18^e année, n° 1, 1984 ; 20^e année, n° 3, 1986.

CHAPDELAINE, Jean, « Pour les quarante ans de Refus *global* », *Le Devoir*, 25 juin 1988.

CHARBONNEAU, Pierre, « Défense et illustration de la gauche », *Cité libre*, n° 18, nov. 1957, p. 26,46.

_____, *Le projet québécois d'Honoré Mercier*, Montréal, Éditions Mille Roches, 1980.

CHARLAND, Jean-Pierre, *Histoire de l'enseignement technique et professionnel, Québec*, Institut québécois de recherche sur la culture, 1985.

CHARLEBOIS, Pierre-Alfred, *La vie de Louis Riel*, Montréal, VLB Éditeur, 1991.

CHARTRAND, Luc, « Le chanoine Groulx au pilori », *L'Actualité*, 15 juill. 1991, p. 114-116.

CHARTRAND, Luc, Raymond DUCHESNE et Yves GINGRAS, *Histoire des sciences au Québec*, Montréal, Boréal Express, 1987.

CHODOS, Robert, et Éric HAMOVITCH, *Quebec and the American Dream*, Toronto, Between the Lines, 1991.

CHOMSKY, Noam, *L'Amérique et ses nouveaux mandarins*, New York, Macmillan, 1962.

CITÉ LIBRE, « Pour clore un incident », *Cité libre*, vol. XV, n° 66, avril 1964, p. 1-2.

_____, « Règles du jeu », *Cité libre*, n° 1, juin 1950, p. 1-3.

CLARKSON, Stephen, et Christina MCCALL, *Trudeau and Our Times*, tome I: *The Magnificent Obsession*, Toronto, McClelland and Stewart, 1990 (traduction française de Claire Dupont, Michel Euvrard et Jacques Vaillancourt : *Trudeau : l'homme, l'utopie, l'histoire*, Montréal, Boréal, 1990).

CLASTRES, Pierre, *La société sans État*, Paris, Éditions de Minuit, 1974.

COMEAU, Paul-André, *Le Bloc populaire, 1942-1948*, Montréal, Québec-Amérique, 1982.

COMEAU, Robert (dir.), *Maurice Séguin, historien du pays québécois*, Montréal, VLB Éditeur, 1987. [Livre en préparation dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]

COMEAU, Robert, et Lucille BEAUDRY (dir.), *André Laurendeau, un intellectuel d'ici*, Sillery, Les Presses de l'Université du Québec, 1990. [Livre en préparation dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]

COMMISSION D'ÉTUDE SUR LES LAÏCS ET L'ÉGLISE, tome I : *Histoire de l'Église catholique au Québec, 1608-1970*, Montréal, Fides, 1977.

COMMISSION ROYALE D'ENQUÊTE SUR L'AGRICULTURE AU QUÉBEC, *L'évolution de l'agriculture et le développement économique du Québec*, Gouvernement du Québec, 1967.

CONNOLLY, William (dir.), *The Bias of Pluralism*, New York, Atherton Press, 1969.

[425]

CORMIER, Guy, « Petite méditation sur l'existence canadienne-française », *Cité libre*, n° 1, juin 1950, p. 25-36.

COUTURE, Claude, *Le mythe de la modernisation du Québec. Des années 1930 à la Révolution tranquille*, Montréal, Méridien, 1991.

COX, Richard R. (dir.), *Ideologies, Politics and Political Theory*, Belmont, Wadsworth Publishing, 1969.

CSN-CEQ, *Histoire du mouvement ouvrier au Québec*, Québec, Service des communications de la CEQ, 1984.

DANSEREAU, Pierre, « Communion et communication », congrès de l'Institut canadien des affaires publiques, Montréal, Éditions du Jour, 1957.

DELARUELLE, Étienne, *La piété populaire au Moyen Âge*, Turin, Bottega d'Erasmus, 1980.

DELISLE, Esther, « Antisémitisme et nationalisme d'extrême-droite dans la province de Québec, 1929-1939 », thèse de doctorat, Québec, Université Laval, 1992, publiée sous le titre *Le traître et le Juif*. Lionel Groulx, « Le Devoir » et le

délire du *nationalisme d'extrême-droite dans la province de Québec, 1929-1939*, Montréal, L'Étincelle, 1992.

DENIS, Roch, *Luttes de classes et questions nationales au Québec*, Montréal, Presses socialistes internationales, 1979.

DESBIENS, Jean-Paul, « Grâce à André Laurendeau, je suis devenu le frère Untel », *L'Incunable*, 18^e année, n^o 1, 1984.

_____, *Les insolences du Frère untel*, Préface d'André Laurendeau. Montréal: Les Éditions de l'homme ltée, 1960, 128^e mille, 158 pp.

_____, « Le capitaine et le mousse », *La Presse*, 23 sept. 1988.

DESJARDINS, Suzanne, « Le cégep et la formation des élites. Les élèves les plus doués sont oubliés et même sacrifiés », *Le Devoir*, 7 nov. 1988.

DESROSIERS, Richard, « Duplessis et l'idéologie dominante », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. XXV, n^o 3, 1971.

DÉSY, Jean, *Les sentiers de la culture*, Montréal, Fides, 1954.

DION, Gérard, et Louis O'NEILL, *Le chrétien et les élections*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1956.

_____, *Le chrétien en démocratie*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1961.

DION, Léon, « Le nationalisme pessimiste. Sa source, sa signification, sa validité », *Cité libre*, n^o 18, nov. 1957, p. 3-18.

_____, « Aspects de la condition du professeur d'université dans la société canadienne-française », *Cité libre*, n^o 21, juill. 1958, p. 8, 30.

_____, « L'esprit démocratique et les Canadiens français », *Cahiers de L'Institut canadien d'éducation des adultes*, mars 1959, p. 34-55.

_____, « *Le libéralisme du statu quo* : (1) *L'idéologie protectrice*; (2) *Le droit protecteur* », *Recherches sociographiques*, vol. 1, n^o 4, oct.-déc. 1960, p. 69-100 ; vol. 11, n^o 1, janv.-mars 1961, p. 69-101.

[426]

_____, « De l'ancien au... nouveau régime », *Cité libre*, vol. XII, n^o 38, juin-juill. 1961, p. 3-14.

_____, « Où va la société moderne ? », *Cité libre*, vol. XIII, n° 52, déc. 1962, p. 3-9.

_____, « Les origines sociologiques de la thèse de la fin des idéologies », *El Politico*, mars 1963, p. 8-37.

_____, *Les groupes et le pouvoir politique aux États-Unis*, Paris et Québec, Armand Colin et Les Presses de l'Université Laval, 1965.

_____, « *Itinéraires sociologiques* », *Recherches sociographiques*, vol. XVI, n° 2-3, 1974.

_____, « Politique et science politique », *Revue canadienne de science politique/Canadian Journal of Political Science*, vol. VIII, n° 3, 1975, p. 367-380.

_____, *Nationalismes et politique au Québec*, Montréal, Hurtubise HMH, 1975.

_____, *Quebec, the Unfinished Revolution*, Montréal et Londres, McGill-Queen's University Press, 1976.

_____, « Jalons théoriques pour l'étude empirique des cultures politiques », *Revue canadienne de science politique/Canadian Journal of Political Science*, vol. XIV, n° 4, 1981.

_____, *Québec 1945-2000, tome I: À la recherche du Québec*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1987.

_____, « Conflit, crise, violence », *Le Devoir*, 31 oct., 1^{er} et 2 nov. 1990.

DION, Léon, et Micheline DE SÈVE, *Cultures politiques au Québec*, Québec, Université Laval, Département de science politique, Laboratoire d'analyse politique, 1972.

DION, Stéphane, « La pensée de Tocqueville. L'épreuve du Canada français », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 41, n° 4, printemps 1988, p. 537-552.

_____, « Durham et Tocqueville sur la question nationale », *Revue d'études canadiennes*, vol. 25, n° 1, printemps 1990, p. 60-77.

_____, « Tocqueville, le Canada français et la question nationale », *Revue française de science politique*, vol. 40, n° 4, déc. 1990, p. 501-520.

DIONNE, Bernard, « Richler ou le douteux recours à l'histoire », *Le Devoir*, 19 oct. 1991.

DJWA, Sandra, *The Politics of the Imagination. A Life of F.R. Scott*, Toronto, Macmillan and Stewart, 1987.

DOFNY, Jacques, et Marcel RIOUX, « [Les classes sociales au Canada français](#) », *Revue française de sociologie*, vol. 3, n° 3, 1962, p. 290-300.

DOSTIE, Bruno, « Quand d'aventure le train entre en gare », *La Presse*, 7 mai 1988.

DUCHESNE, Raymond, *La science et le pouvoir au Québec, 1920-1965*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1978.

[427]

DUFOUR, Christian, *Le défi québécois*, Montréal, L'Hexagone, 1989.

DUFRESNE, Georges, « Le phénomène « frère Untel » », *Cité libre*, vol. XI, n° 31, nov. 1960, p. 24-25.

DUMESNIL, Thérèse, *Pierre Dansereau : l'écologiste aux pieds nus*, Montréal, Nouvelle Optique, 1989.

DUMONT, Fernand, « Faites vos jeux : de quelques obstacles à la prise de conscience chez les Canadiens français », *Cité libre*, no 19, janv. 1958, p. 22-28.

_____, « La liberté a-t-elle un passé et un avenir au Canada français ? », *La liberté*, congrès de l'Institut canadien des affaires publiques, Montréal, Éditions du jour, 1960.

_____, *Pour la conversion de la pensée chrétienne*, Montréal, HMH, 1964.

_____, *Le lieu de l'homme. La culture comme distance et mémoire*, Montréal, HMH, 1968.

_____, *La vigile du Québec : octobre 1970. L'impasse ?*, Montréal, Hurtubise HMH, 1971.

_____, *Le sort de la culture*, Montréal, L'Hexagone, 1987.

DUMONT, Fernand, et collab. (dir.), [*Idéologies au Canada français, 1850-1900*](#), Québec, Les Presses de l'Université Laval, coll. « Histoire et sociologie de la culture », 1, 1971.

_____, [*Idéologies au Canada français, 1900-1929*](#), Québec, Les Presses de l'Université Laval, coll. « Histoire et sociologie de la culture », 5, 1974.

_____, *Idéologies au Canada français, 1930-1939*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, coll. « Histoire et sociologie de la culture », 11, 1978. [Livre en préparation dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

_____, *Idéologies au Canada français, 1940-1976*, tome I : La presse - La littérature ; tome II : Les mouvements sociaux - Les syndicats ; tome III : Les partis politiques – L'Église, Québec, Les Presses de l'Université Laval, coll. « Histoire et sociologie de la culture », 12, 1981. [Livres en préparation dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

DUMONT, Fernand, et Yves MARTIN, *L'analyse des structures sociales régionales*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1963. [Livre en préparation dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

_____, *Imaginaire social et représentations objectives. Mélanges offerts à Jean-Charles Falardeau*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1982.

DUPONT, Antonin, *Les relations entre l'Église et l'État sous Louis-Alexandre Taschereau, 1920-1936*, Montréal, Guérin, 1973.

DUROCHER, René, et Paul-André LINTEAU, *Le « retard » du Québec et l'infériorité économique des Canadiens français*, Trois-Rivières, Boréal Express, 1971.

DUSSAULT, Gabriel, Le curé Labelle. *Messianisme, utopie et colonisation au Québec, 1850-1900*, Montréal, HMH, 1983.

DUVAL, Monique, « 1987 nous réserve plusieurs anniversaires », *Le Soleil*, 3 janv. 1987.

EID, Nadia F, *Le clergé et le pouvoir politique au Québec. Une analyse de l'idéologie ultramontaine au milieu du XIX^e siècle*, Montréal, Hurtubise HMH, 1978.

ERLANGER, Philippe, *La vie quotidienne sous Henri IV*, Paris, Hachette, 1958.

[428]

FALARDEAU, Jean-Charles, « L'analyse sociale des communautés rurales », Les Cahiers de la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval, vol. 3, no 1, 1944.

_____, « Conditions et conséquences d'une démocratisation de notre enseignement », L'éducation, congrès de l'Institut canadien des affaires publiques, Montréal, Éditions du jour, 1957.

_____, « Lettre à mes étudiants à l'occasion des 20 ans de la Faculté des sciences sociales de Québec », *Cité libre*, n° 23, mai 1959, p. 4-13.

_____, « Avant-propos », Nos hommes politiques, congrès de l'Institut canadien des affaires publiques, Montréal, Éditions du jour, 1963.

_____, « [Itinéraire sociologique](#) », *Recherches sociographiques*, vol. XVI, n° 2-3, 1974.

FALARDEAU, Jean-Charles (dir.), *Essais sur le Québec contemporain, Québec*, Les Presses de l'Université Laval, 1953. [Livre en préparation dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]

FAUCHER, Albert (dir.), *Cinquante ans de sciences sociales à l'Université Laval. L'histoire de la Faculté des sciences sociales (1938-1988)*, Québec, Université Laval, Faculté des sciences sociales, 1988.

FÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC, *Histoire de la FTQ. Des tout débuts jusqu'en 1965*, Montréal, Fédération des travailleurs du Québec, 1988.

FERLAND, Philippe, *Paul Gouin*, Montréal, Guérin, 1991.

FILION, Gérard, *Fais ce que peux. En guise de mémoire*, Montréal, Boréal, 1989.

FINKIELKRAUT, Alain, *La défaite de la pensée*, Paris, Gallimard, 1987.

FISHER, Douglas, « The English Canadian View », congrès des Affaires canadiennes, Québec, 1962.

FORTIN, Gérald, *[La fin d'un règne](#)*, Montréal, HMH, 1971.

FOUCAULT, Michel, *Les mots et les choses. Une archéologie des sciences humaines*, Paris, Gallimard, coll. « NRF », 1966.

_____, *Histoire de la folie*, Paris, Gallimard, 1972.

FOURNIER, Alain, *Un best-seller de la Révolution tranquille. Les insolences du frère Untel*, Québec, Université Laval, Centre de recherche en littérature québécoise, 1988.

FOURNIER, Bernard, « Mouvements de jeunes et socialisation politique. La dynamique de la JEC à l'époque de Gérard Pelletier », mémoire de maîtrise, Québec, Université Laval, 1988.

FOURNIER, Marcel, *[L'entrée dans la modernité. Science, culture et société au Québec](#)*, Montréal, Éditions Saint-Martin, 1986.

FOURNIER, Pierre, *Le patronat québécois au pouvoir, 1970-1976*, Montréal, HMH, 1979.

FOURNIER, Pierre (dir.), *Capitalisme et politique au Québec. Un bilan critique du Parti québécois au pouvoir*, Montréal, Éditions Saint-Martin, 1981.

FRÉCHETTE, Pierre, Roland JOUANDET-BERNARDAT et Jean-P VÉZINA, *L'économie du Québec*, Anjou, Éditions HRW, 1975.

[429]

FRÉGAULT, Guy, *La guerre de la Conquête*, Montréal et Paris, Fides, 1955.

FRÉGAULT, Guy, et Marcel TRUDEL, *Histoire du Canada par les textes*, tome I, Ottawa, Fides, 1963.

FRÈRE UNTEL. Voir DESBIENS, Jean-Paul.

FREUND, Julien, *Sociologie du conflit*, Paris, Presses universitaires de France, 1983.

FRIEDLAND, William H., « For a Sociological Concept of Charisma », *Social Forces*, vol. XLIII, 1964, p. 18-26.

GABOURY, Jean-Pierre, *Le nationalisme de l'abbé Groulx. Aspects idéologiques*, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1970.

GAGNON, Claude-Marie, *La littérature populaire religieuse au Québec. Sa diffusion, ses modèles, ses héros, Cahiers de recherches en sciences de la religion*, Québec, Université Laval, coll. « Études et documents en sciences de la religion », 1986.

GAGNON, François-Marc, *Paul-Émile Borduas. Biographie, critique et analyse de l'œuvre*, Montréal, Fides, 1978.

GAGNON, Jean-Louis, *Les apostasies*, tome I. *Les coqs de village*, 1985 ; tome II : *Les dangers de la vertu*, 1988 ; tome III : *Les palais de glace*, 1990, Montréal, Éditions La Presse.

GAGNON, Marcel-Aimé, *Jean-Charles Harvey, précurseur de la Révolution tranquille*, Montréal, Beauchemin, 1970.

GIGUÈRE, Richard, *Exil, révolte et dissidence. Étude comparée des poésies québécoises et canadiennes (1925-1955)*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1984.

GILL, Pauline, *Les enfants de Duplessis*, Montréal, Libre Expression, 1991.

GINGRAS, Pierre-Philippe, *Le Devoir*, Montréal, Libre Expression, 1985.

GODBOUT, Jacques T., *L'esprit du don*, Montréal, Boréal, 1992.

GODIN, Gérald, *Ils ne demandaient qu'à brûler. Poèmes, 1960-1986*, Montréal, L'Hexagone, 1987.

GODIN, Pierre, *Les frères divorcés*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1986.

_____, *La Révolution tranquille*, tome I : *La fin de la grande noirceur* ; tome II : *La difficile recherche de l'égalité*, Montréal, Boréal, 1991.

GOODE, William G., *The Dynamics of Modern Society*, New York, Atherton Press, 1966.

GOODIN, Robert E., *The Politics of Rational Man*, Londres et New York, John Wiley and Sons, 1976.

GOW, James Ian, *Histoire de l'administration publique québécoise, 1867-1970*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1986.

GRUBE, John, *Bâtitteur de pays. La pensée de François-Albert Angers*, Montréal, Éditions de L'Action nationale, 1981.

GUAY, J.G., « Écho à l'urgence d'une gauche nationale », *Cité libre*, vol. XII, n° 38, juin-juill. 1961, p. 18-23.

GUÉRIN, Dominique, *La politique de l'imaginaire*, Paris, Mouton, 1974.

[430]

GUINDON, Hubert, « The Social Evolution of Quebec Reconsidered », *Canadian Journal of Economics and Political Science*, vol. 26, n° 14, 1960, p. 533-551. [Voir : Hubert Guindon, "[Réexamen de l'évolution sociale du Québec](#)". Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Marcel Rioux et Yves Martin, *La société canadienne française*, pp. 149-171. Montréal: Les Éditions Hurtubise HMH ltée, 1971, 404 pp. [Version française d'un article tiré de: *The Canadian Journal of Economics and Political Science*, XXVI, 4, November 1960, 533-551.]

_____, *Quebec Society: Tradition, Modernity and Nationhood*, Toronto, University of Toronto Press, 1988.

HAMELIN, Jean, *Histoire du Québec*, Toulouse, Édouard Privat, 1976.

_____, *Histoire du catholicisme québécois. Le XX^e siècle, tome II : De 1940 à nos jours*, Montréal, Boréal Express, 1984.

HAMELIN, Jean (dir.), *Histoire du Canada*, Saint-Hyacinthe, Édisem, et Toulouse, Édouard Privat, 1976.

HAMELIN, Louis-Edmond, « Évolution numérique séculaire du clergé catholique dans le Québec », *Recherches sociographiques*, vol. 11, n° 2, 1961, p. 189-241.

_____, *Nordicité québécoise*, Montréal, Hurtubise HMH, 1975.

HARDY, Alfred, *Patronage et patroneux*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1979.

HARDY, René, « L'ultramontanisme de Laflèche », *Recherches sociographiques*, vol. X, n° 2-3, 1969, p. 197-206.

HARRIS, Michael, *Les ordres trahis. La tragédie de Mount Cashel*, Montréal, Libre Expression, 1991.

HARVEY, Fernand, *Le mouvement ouvrier au Québec*, Montréal, Boréal Express, 1980.

HARVEY, Jean-Charles, *Les demi-civilisés*, Montréal, Quinze, 1982 (première publication : 1934).

HAVEL, Vaclav, *Interrogatoire à distance. Entretiens avec Karel Hvizdala*, traduit du tchèque par Ron Rubes, Montréal, Éditions de l'Aube, 1989.

HEINTZMAN, Ralph, « The Political Culture of Quebec, 1840-1960 », *Revue canadienne de science politique/Canadian Journal of Political Science*, vol. XVI, 1983.

HERTEL, François, « Lettre à mes amis : refusé un peu partout », *Cité libre*, n° 2, févr. 1951, p. 34-35.

HIRSCHMAN, Albert O., *The Passions and the Interests. Political Arguments for Capitalism Before Its Triumph*, New Jersey, Princeton University Press, 1977.

HOFFET, Frédéric, *Psychanalyse de l'Alsace*, Paris, Flammarion, 1951.

HUDON, Raymond, et Réjean PELLETIER (dir.), *L'engagement intellectuel. Mélanges en l'honneur de Léon Dion*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1991.

HUGUES, Everett, [*French Canada in Transition*](#), Chicago, University of Chicago Press, 1943.

HURTUBISE, Pierre, et collab., *Le laïc dans l'Église canadienne-française de 1830 à nos jours*, Montréal, Fides, 1972.

JACOBY, Russell, *The Last Intellectuals. American Culture in the Age of Academy*, New York, Basic Books, 1987.

JACQUES, Daniel, *Les humanités passagères. Considérations philosophiques sur la culture québécoise*, Montréal, Boréal, 1991.

[431]

JULIEN, Pierre-André, Pierre LAMONDE et Daniel LATOUCHE, *Québec 2001. Une société refroidie*, Montréal, Boréal, 1976.

KOGON, Eugen, *Der SS-Staat. Das System der Konzentrationlager*, Düsseldorf, 1947 (traduction française : *L'enfer organisé*, Paris, La Jeune Parque, 1949).

LACHANCE, Micheline, *Dans la tempête. Le cardinal Léger et la Révolution tranquille. Dans la tempête*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1986.

_____, *Le prince de l'Église. Le cardinal Léger*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1992.

LACORDAIRE, Henri, *Conférences de Notre-Dame de Paris*, Paris, de Gigord, 1911.

LACOSTE, Norbert, *Les caractéristiques sociales de la population de Montréal*, Montréal, Université de Montréal, Faculté des sciences sociales, 1958.

LACROIX, Benoît, *La religion de mon père*, Montréal, Bellarmin, 1985.

LAFOREST, Guy, *Trudeau et la fin d'un rêve canadien*, Québec, Le Septentrion, 1992.

LAJEUNESSE, Marcel (dir.), *L'éducation au Québec (19^e-20^e siècles)*, Montréal, Boréal, 1974.

LAMONDE, Yvan, *L'histoire des idées au Québec, 1760-1960. Bibliographie des études*, Montréal, Bibliothèque nationale du Québec, 1989.

LAMONDE, Yvan, en collaboration avec Gérard PELLETIER, [« Cité libre », une anthologie](#), Montréal, Stanké, 1991.

LAMONDE, Yvan, et Esther TRÉPANIER, *L'avènement de la modernité culturelle au Québec*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1986.

LAMONTAGNE, Maurice, *Le fédéralisme canadien. Évolution et problèmes*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1954.

_____, « Le professeur », *L'éducation*, congrès de l'Institut canadien des affaires publiques, Montréal, Éditions du Jour, 1957.

_____, « La liberté a-t-elle un passé et un avenir au Canada français ? », *La liberté*, congrès de l'Institut canadien des affaires publiques, Montréal, Éditions du Jour, 1960.

_____, *Business Cycles in Canada : the Post-War Experience and Policy Directions*, préface de Walter Gordon, épilogue de Robert Campbell, Ottawa, Institut canadien de politique économique/Canadian Institute for Economic Policy, vol. XXXVI, 1984.

LANDRY, Jean-Eudes, « Le prophète invisible », *Contact*, 1988.

LANDRY, Réjean, « L'inertie des dépenses budgétaires : le cas du Québec », congrès des Sociétés savantes du Canada, Winnipeg, Association canadienne de science politique, 1986.

LANGLAIS, Jacques, et David ROME, *Juifs et Québécois français. 200 ans d'histoire commune*, Montréal, Fides, 1986.

LANTHIER, Pierre, et Guildo ROUSSEAU, *La culture inventée. Les stratégies culturelles aux 19^e et 20^e siècles*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1992.

[432]

LAPALME, Georges-Émile, *Mémoires*, tome I : *Le bruit des choses*, 1969 ; tome II : *Le vent de l'oubli*, 1971 ; tome III : *Le paradis du pouvoir*, 1973, Montréal, Leméac.

_____, *Pour une politique. Le programme de la Révolution tranquille*, Montréal, VLB Éditeur, 1988.

LAPIERRE, Jean-William, *Vivre sans État ? Essai sur le pouvoir politique et l'innovation sociale*, Paris, Seuil, coll. « Esprit », 1977.

LAPOINTE, Gérard, *Essais sur la fonction publique québécoise*, étude de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, n° 12, Ottawa, 1971.

LAPOINTE, Renaude, *L'histoire bouleversante de M^{gr} Charbonneau*, Montréal, Éditions du Jour, 1962.

LAPORTE, Pierre, *Le vrai visage de Duplessis*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1960.

LAROSE, Jean, *L'amour du pauvre*, Montréal, Boréal, 1991.

LATOUCHE, Daniel, « La vraie nature de la Révolution tranquille », *Revue canadienne de science politique/Canadian Journal of Political Science*, vol. VII, n° 3, sept. 1974, p. 525-536.

LATOUCHE, Daniel, et Diane POLIQUIN-BOURASSA (dir.), *Le manuel de la parole. Manifestes québécois*, tome I : 1760 à 1899, 1977 ; tome II : 1900 à 1959, 1978 ; tome III : 1960-1976, 1979, Montréal, Boréal Express.

LAURENDEAU, André, « Y a-t-il une crise du nationalisme ? », *L'Action nationale*, vol. XV, déc. 1952.

_____, « Les partis politiques sont-ils indispensables ? », congrès de l'Institut canadien des affaires publiques, Montréal, Éditions du jour, 1955.

_____, « Le roi nègre », *Le Devoir*, 4 juill. 1958.

_____, « Du respect de l'autorité », *Le Devoir*, 19 déc. 1958.

_____, *Voyages au pays de l'enfance*, Montréal, Beauchemin, 1970 (première édition : 1959).

_____, « Liberté et nation », *La liberté*, congrès de l'Institut canadien des affaires publiques, Montréal, Éditions du Jour, 1960.

_____, *Ces choses qui nous arrivent. Chronique des années 1961-1966*, Montréal, Hurtubise HMH, 1970.

_____, *Journal tenu pendant la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme*, Montréal, VLB Éditeur et Le Septentrion, 1990.

LAURENDEAU, Francine, « Mon père, ce héros au sourire si doux », *L'Incunable*, 18^e année, n° 1, 1984.

LAURIN, Suzanne, *André Laurendeau, artisan des passages, recueil de textes d'André Laurendeau sur l'éducation*, Montréal, Hurtubise HMH, 1988.

LAURIN-FRENETTE, Nicole, « Les intellectuels et l'État », [*Sociologie et sociétés*](#), vol. XV, n° 1, 1983.

LAVAU, Georges, « À propos de trois livres sur l'État », *Revue française de science politique*, vol. 30, n° 2, avril 1980.

[433]

LECLERC, Félix, *Rêves à vendre*, Montréal, Nouvelles Éditions de l'Arc, 1984.

_____, *Dernier calepin*, Montréal, Nouvelles Éditions de l'Arc, 1988.

LEGARÉ, Anne, et Nicole MORF, [*La société distincte de l'État. Québec-Canada, 1930-1980*](#), Montréal, Hurtubise, 1989.

LEGAULT, Josée, *L'invention d'une nouvelle minorité*. Les Anglo-Québécois, Montréal, Boréal, 1992.

LÉGER, Jean-Marc, « Urgence d'une gauche nationale », *Cité libre*, vol. XII, no 34, févr. 1961, p. 12-13.

LEMIEUX, Vincent, *Les relations de pouvoir dans les lois. Comparaisons entre les gouvernements du Québec de 1944 à 1985*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval et Institut d'administration publique du Canada, 1991.

LEMIEUX, Vincent (dir.), *Les institutions québécoises. Leur rôle, leur avenir*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1990.

LEMIEUX, Vincent, et Raymond HUDON, [*Patronage et politique au Québec, 1944-1972*](#), Montréal, Boréal Express, 1975.

LE MOYNE, Jean, « L'atmosphère religieuse au Canada français », *Cité libre*, n° 12, mai 1955, p. 1-14.

_____, *Convergences. Essais*, Montréal, HMH, 1961.

LÉONARD, Jean-François (dir.), *Georges-Émile Lapalme*, Montréal, Les Presses de l'Université du Québec, 1988.

LESAGE, Marc, et Francine TARDIF (dir.), *Trente ans de Révolution tranquille. Entre le je et le nous. Itinéraires et mouvements*, Montréal, Bellarmin, 1989.

LÉVESQUE, Georges-Henri, « Le chevauchement des cultures », congrès de l'Institut canadien des affaires publiques, Montréal, Éditions du Jour, 1956.

_____, *Souvenances*, tome I, 1983 ; tome II : *Remous et éclatements*, 1986 ; tome III : *Escales et parcours*, 1989, Montréal, Éditions La Presse.

_____, « Maurice Lamontagne (1917-1983) », *Proceedings of the Royal Society of Canada*, series IV, vol. XXII, 1984.

LÉVESQUE, Georges-Henri, et collab., *Continuité et rupture. Les sciences sociales au Québec*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1984, 2 vol.

LÉVESQUE, René, *Attendez que je me rappelle....* Montréal, Québec-Amérique, 1986.

LÉVY, Bernard-Henri, *Éloge des intellectuels*, Paris, Grasset, 1987.

LIEBICH, André, *Le libéralisme classique*, Montréal, Les Presses de l'Université du Québec, 1985.

LINTEAU, Paul-André (dir.), *Histoire générale du Canada*, Montréal, Boréal, 1988, trad. de Craig BROWN (dir.), *The Illustrated History of Canada*, Lester and Orpen Dennys, 1987.

LINTEAU, Paul-André, et collab., *Histoire du Québec contemporain*, tome I : *De la Confédération à la Crise (1867-1929)*, 1979 ; tome II : *Le Québec depuis 1930*, 1986, Montréal, Boréal.

LOTTMAN, Herbert R., *La rive gauche*, Paris, Seuil, 1981.

[434]

LOWI, Theodore J., « Avant le conservatisme et au-delà. Les idéologies et la vie politique américaines dans les années 1990 », *Revue française de science politique*, vol. 40, n° 5, oct. 1990, p. 669-699.

LUSSIER, Charles A., « Réhabilitation de l'autorité », *Cité libre*, n° 3, mai 1951, p. 21-24.

MALET, Émile, *Socrate et la rose. Les intellectuels et le pouvoir socialiste*, Paris, Éditions du Quotidien, 1983.

MANSEAU, Hélène, *L'abus sexuel et l'institutionnalisation de la protection de la jeunesse*, Montréal, Les Presses de l'Université du Québec, 1990.

MARCHAND, Jean, « Le syndicalisme », congrès de l'Institut canadien des affaires publiques, Montréal, Éditions du Jour, 1954.

MASLOW, Abraham, « Theory of Human Motivation », *Psychological Review*, n° 50, 1943.

_____, *Motivation and Personality*, New York, Harper, 1950.

MEYNAUD, Jean, [*Destin des idéologies*](#), M. Meynaud, 6, chemin Mornay, Lausanne, 1961.

MILIBAND, Ralph, *The State in Capitalist Society*, London, Weidenfeldand Nicolson, 1969.

MILLS, C. Wright, *The Sociological Imagination*, Londres, Oxford et New York, Oxford University Press, 1948.

_____, *The New Men of Power*, Londres, Oxford et New York, Oxford University Press, 1948.

MINER, Horace, *St-Denis. A French Canadian Parish*, Chicago, University of Chicago Press, 1939. [Version française : Horace MINER (1912 - 1993), [*Saint-Denis: un village québécois*](#). (1939). Présentation de Jean-Charles Falardeau. Traduit de l'anglais par Edouard Barsamian et Jean-Charles Falardeau. Montréal: Les Éditions Hurtubise HMH ltée, 1985, 392 pp. Collection: Sciences de l'homme et humanisme, no 11. Titre original: St-Denis - A French Canadian Parish (1939).]

MINVILLE, Esdras, *Invitation à l'étude*, Montréal, Fides, 1943.

MONIÈRE, Denis, [*Le développement des idéologies au Québec. Des origines à nos jours*](#), Montréal, Québec-Amérique, 1977.

_____, [*André Laurendeau*](#), Montréal, Québec-Amérique, 1983.

MONTPETIT, Édouard, « Les Canadiens français et l'économie », *Mémoires de la Société royale du Canada*, 1938, section 1.

MOREUX, Colette, « Idéologies religieuses et pouvoir : l'exemple du catholicisme québécois », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. LXIV, 1978, p. 35-62.

MORIN, Claude, *Mes premiers ministres*, Montréal, Boréal, 1991.

MORIN, Michel, *L'Amérique du Nord et la culture. Le territoire imaginaire de la culture*, Montréal, Hurtubise HMH, 1982.

MUNZER, Egbert, « Solovyev and the Meaning of History », *The Review of Politics*, vol. 11, n° 3, juill. 1949, p. 281-293.

_____, *Solovyev, Prophet of Russian-Western Unity*, Londres, Hollis and Carter, 1956.

NADEAU, Jean-Marie, *Carnets politiques*, Montréal, Parti pris, 1966.

[435]

NELSON, Charles W., et Eugene V. SMITH, « A Frame of Reference for the Mea, surement of Institutional Leadership Concepts and the Analysis of System States », *Human Relations*, vol. 29, n° 6, 1979, p. 589-606.

NEPVEU, Danielle, *Les représentations religieuses au Québec dans les manuels scolaires de niveau élémentaire, 1950-1960*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1982.

NEWMAN, Peter, *Renegade in Power*, Toronto, Macmillan, 1964.

NOUAILHAT, Yves-Henri, *Le Québec de 1944 à nos jours*, Paris, Imprimerie nationale, 1992.

OLIVER, Michael, *The Passionate Debate. The Social and Political Ideas of Quebec Nationalism : 1920-1945*, Toronto, Simon Dardick, 1991.

O'NEILL, Louis, « Athéisme ouvert et athéisme caché », *Cité libre*, vol. XI, n° 25, mars 1960, p. 17-18.

OUELLET, Danielle, *Adrien Pouliot, un homme en avance sur son temps*, Montréal, Boréal, 1986.

OUELLET, Fernand, *Éléments d'histoire sociale du Bas-Canada*, Montréal, Hurtubise, 1972.

OWRAM, Doug, *The Government Generation. Intellectuals and the State in Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1986.

PARISÉ, Robert, *Georges-Henri Lévesque, père de la renaissance québécoise*, Montréal, Stanké, 1976.

PASQUIER, Sylvaine (propos recueillis par), « Lévi-Strauss : on ne peut penser à tout. Entretien », *L'Express*, 27 mars 1988.

PATENAUDE, J.-Z. Léon, *Le vrai visage de Drapeau*, Montréal, Éditions du Jour, 1962.

PELLETIER, Gérard, « Cité libre confesse ses intentions », *Cité libre*, n° 2, févr. 1951, p. 2-9.

_____, « Crise d'autorité ou crise de liberté », *Cité libre*, n° 1-2, juin-juill. 1952, p. 1-10.

_____, « Dissidence », *Cité libre*, n° 8, nov. 1953, p. 29-33.

_____, « Matines », *Cité libre*, n° 21, juill. 1958, p. 1-7.

_____, « Le sens du devenir », *Cité libre*, vol. XI, n° 26, avril 1960, p. 3-4.

_____, « Feu l'unanimité », *Cité libre*, vol. XI, n° 30, oct. 1960, p. 8-11.

_____, « Le nationalisme... ou la mort », *Cité libre*, vol. XII, n° 41, nov. 1961, p. 3-4.

_____, « Un certain silence », *Cité libre*, vol. XII, n° 40, oct. 1961, p. 3-4.

_____, « Parti pris ou la grande illusion », *Cité libre*, vol. XV, n° 66, avril 1964, p. 3-8.

_____, *Les années d'impatience, 1950-1960*, Montréal, Stanké, 1983.

_____, « Comment j'ai connu André Laurendeau », *L'Incunable*, 18^e année, n° 1, 1984.

[436]

_____, « Les esprits faibles qui croient à la démocratie », *Cité libre*, vol. XX, n° 7, sept. 1992, p. 9-11.

PELLETIER, Gérard, et Pierre TRUDEAU, « Pointes sèches : Pelletier et Trudeau s'expliquent », *Cité libre*, vol. XVI, n° 80, oct. 1965, p. 3-5.

PELLETIER, Michel, et Yves VAILLANCOURT, *Les politiques sociales et les travailleurs*, cahier 1 : *Les années 1900-1929*, juill. 1974 ; cahier II : *Les années 1930*, oct. 1975, Montréal, s.éd.

PELLETIER, Réjean, *Partis politiques et société québécoise. De Duplessis à Bourassa, 1944-1970*, Montréal, Québec-Amérique, 1989.

PICQUERING-LEBLANC, J. Norman, « Un grand patriote », *Le Devoir*, 19 sept. 1990.

PIROTTE, Nadine (dir.), *Penser l'éducation. Nouveaux dialogues avec André Laurendeau*, Montréal, Boréal, 1989.

PORTER, John, *The Vertical Mosaic. An Analysis of Social Class and Power in Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1965.

POULIN, Philippe, *Michel Brunet. Combat d'un intellectuel québécois*, rapport de recherche, Montréal, s.éd., 1988.

QUINN, Herbert F, *The Union Nationale. Study in Quebec Nationalism*, Toronto, University of Toronto Press, 1963.

RACINE, Claude, *L'anticléricanisme dans le roman canadien-français*, Montréal, Hurtubise HMH, 1972.

Rapport de la Commission d'enquête sur la santé et le bien-être social, Gouvernement du Québec, 1967-1972, 7 vol.

Rapport de la Commission des assurances sociales du Québec, Gouvernement du Québec, 1932.

Rapport du Comité d'enquête pour la protection des agriculteurs et des consommateurs, Gouvernement du Québec, 1955.

RAYNAULD, André, *La propriété des entreprises au Québec. Les années 60*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1974.

RAYNAULD, André, et collab., « La répartition des revenus selon les groupes ethniques », étude de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, Ottawa, 1967.

REVEL, Jean-François, *La connaissance inutile*, Paris, Grasset, 1989.

RICARD, François, *La génération lyrique. Essai sur la vie et l'œuvre des premiers-nés du baby-boom*, Montréal, Boréal, 1992.

RICHLER, Mordecai, *Oh Canada ! Oh Quebec ! Requiem for a Divided Country*, Toronto, Penguin Books, 1992.

RIOUX, Bertrand, « Réflexions sur notre chrétienté », *Cité libre*, vol. XI, n° 31, nov. 1960, p. 13-16.

Rioux, Marcel, « Idéologie et crise de conscience du Canada français », *Cité libre*, n° 14, déc. 1955, p. 1-29.

[437]

_____, « Socialisme, cléricalisme et nouveau parti », *Cité libre*, vol. XII, n° 33, janv. 1961, p. 4-8.

_____, « Conscience ethnique et conscience de classe au Québec », [*Recherches sociographiques*](#), vol. VI, n° 1, janv.-avril 1965, p. 23-32.

_____, « Sur l'évolution des idéologies au Québec », [*Revue de l'Institut de sociologie*](#), n° 1, 1968.

_____, *Un peuple dans le siècle*, Montréal, Boréal, 1990.

RIOUX, Marcel, et Yves MARTIN, *La société canadienne-française*, Montréal, HMH, 1971.

ROBERT, Jean-Claude, *Du Canada français au Québec libre. Histoire d'un mouvement indépendantiste*, Montréal, Flammarion, 1975.

ROBIDOUX, Réjean, et André RENAUD, *Le roman canadien-français du vingtième siècle*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 1966.

ROCHER, Guy, « Liberté et société canadienne-française », *La liberté*, congrès de l'Institut canadien des affaires publiques, Montréal, Éditions du jour, 1960.

_____, *Entre les rêves et l'histoire. Entretien avec Georges Kahl*, Montréal, VLB Éditeur, 1989.

ROSSITER, Clinton, *Conservatism in America*, New York, A. Knopf, 1956.

ROUILLARD, Jacques, *Histoire de la CSN, 1921-1981*, Montréal, Boréal Express, 1981.

_____, *Histoire du syndicalisme québécois des origines à nos jours*, Montréal, Boréal, 1989.

ROY, Fernande, *Progrès, harmonie, liberté : le libéralisme des milieux d'affaires francophones au tournant du siècle*, Montréal, Boréal, 1988.

ROY, Jean-Louis, *Les programmes électoraux du Québec*, tome II : 1931-1966, Montréal, Leméac, 1971.

_____, [*La marche des Québécois. Le temps des ruptures \(1945-1960\)*](#), Montréal, Leméac, 1976.

RUMILLY, Robert, *L'infiltration gauchiste au Canada français*, Ottawa, édité par l'auteur, 1966.

_____, *Maurice Duplessis et son temps*, tome I : 1890-1944 ; tome II : 1944-1959, Montréal, Fides, 1973.

_____, *Histoire de Montréal*, tome V : 1939-1967, Montréal, Fides, 1974.

SAINT-AUBIN, Bernard, *Duplessis et son époque*, Montréal, Éditions La Presse, 1970.

SARRA-BOURNET, Michel, *L'affaire Roncarelli : Duplessis contre les Témoins de Jéhovah*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1986.

SAVARD, Louis, « Une idéologie de transition : du nationalisme à une nouvelle définition du politique », *Recherches sociographiques*, vol. IV, n° 2, mai-août 1963, p. 228-236.

SCOTT, Frank, « Obstacles à la démocratie », *Le peuple souverain*, congrès de l'Institut canadien des affaires publiques, Montréal, Éditions du jour, 1954.

[438]

_____, « L'idée de liberté dans la politique contemporaine », *La liberté*, congrès de l'Institut canadien des affaires publiques, Montréal, Éditions du Jour, 1960.

SÉGUIN, Maurice, *Les normes, dans Maurice Séguin, historien du pays québécois*, édition préparée par Robert Comeau, Montréal, VLB Éditeur, 1987.

SEGUIN, Normand, *Agriculture et colonisation au Québec*, Montréal, Boréal Express, 1980.

SFRVAIS-MAQUOI, Mireille, *Le roman de la terre au Québec*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1974.

SIMARD, Jean, *Religion populaire, religion de clercs*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1984.

SINDING, Richard, *Qu'est-ce qu'une crise ?*, Paris, Presses universitaires de France, 1981.

SORMAN, Guy, *Les vrais penseurs de notre temps*, Paris, Fayard, 1989.

SOULET, Marc Henry, *Le silence des intellectuels*, Montréal, Éditions Saint-Martin, 1987.

TAYLOR, Charles, *Grandeur et misère de la modernité*, Montréal, Bellarmin, 1992.

TEBOUL, Victor, « Le Jour ». *Émergence du libéralisme moderne au Québec*, Montréal, Hurtubise HMH, 1984.

TÉTREAU, Jean, *Hertel, l'homme et l'œuvre*, Ottawa, Cercle du livre de France, 1986.

THWAITES, James D., La revue « Cité libre », 1950-1966. Un guide analytique, Montréal, Bibliothèque nationale du Québec, 1981.

TOURAINÉ, Alain, *Critique de la modernité*, Paris, Fayard, 1992.

TREMBLAY, Arthur, *Les collèges et les écoles publiques : conflit ou coordination*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1954.

_____, *Le ministère de l'Éducation et le Conseil supérieur. Antécédents et création, 1867-1964*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1989.

_____, « Les subventions fédérales aux universités », *Cité libre*, vol. XI, n° 25, mars 1960, p. 3-11.

TREMBLAY, Louis-Marie, *Le syndicalisme québécois : idéologies de la CSN et de la FTQ, 1940-1970*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1972.

TREMBLAY, Marc-Adélar, et Gérard FORTIN, avec la collaboration de Marc LAPLANTE, [Les comportements économiques de la famille salariée du Québec](#), Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1964.

TREMBLAY, Maurice, « Réflexions sur le nationalisme », *Écrits du Canada français*, vol. V, 1959, p. 13-43.

TRUDEAU, Pierre Elliott, « Politique fonctionnelle I », *Cité libre*, n° 1, juin 1950, p. 20-24.

_____, « Politique fonctionnelle II », *Cité libre*, n° 2, févr. 1951, p. 24-29.

_____, « Réflexions sur la politique au Canada français », *Cité libre*, no 3, déc. 1952, p. 53-70.

[439]

_____, « Matériaux pour servir à une enquête sur le cléricalisme », *Cité libre*, n° 7, mai 1953, p. 29-37.

_____, « Chronique du temps perdu : essais sur le Québec contemporain », *Cité libre*, n° 10, oct. 1954, p. 60-61.

_____, « Obstacles à la démocratie », *Le peuple souverain*, congrès de l'Institut canadien des affaires publiques, Montréal, Éditions du jour, 1954.

_____, *La province de Québec au moment de la grève*, Montréal, Éditions Cité libre, 1956.

_____, « Un manifeste démocratique », *Cité libre*, n° 22, oct. 1958, p. 1-32.

_____, « Faites vos jeux : de l'inconvénient d'être catholique », *Cité libre*, vol. XII, n° 35, mars 1961, p. 20-21.

_____, « L'aliénation nationaliste », *Cité libre*, vol. XII, n° 35, mars 1961, p. 3-5.

_____, « N.D.L.R. », *Cité libre*, vol. XII, n° 38, juin-juill. 1961, p. 14-15.

_____, « La nouvelle trahison des clercs », *Cité libre*, vol. XIII, n° 46, avril 1962, p. 3-16.

_____, « Les séparatistes : des contre-révolutionnaires », *Cité libre*, vol. XV, n° 67, mai 1964, p. 2-6.

_____, *Le fédéralisme et la société canadienne-française*, Montréal, HMH, 1967.

_____, *Les cheminements de la politique*, Montréal, Éditions du Jour, 1970.

TRUDEAU, Pierre Elliott (dir.), *La grève de l'amiante. Une étape de la révolution industrielle au Québec*, Montréal, Éditions Cité libre, 1956.

TRUDEL, Marcel, *L'influence de Voltaire au Canada*, Montréal, Fides, 1945.

_____, *Mémoires d'un autre siècle*, Montréal, Boréal, 1987.

TRUDEL, Marcel, et Geneviève JAIN, « L'histoire du Canada. Enquête sur les manuels », étude de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, n° 5, Ottawa, 1970.

TUPPER, Allan, et John W LANGFORD, *Government Ethics in Canadian Perspective*, Toronto, Oxford University Press (à paraître).

VADEBONCŒUR, Pierre, « L'irréalisme de notre culture », *Cité libre*, n° 4, déc. 1951, p. 20-26.

_____, « Pour une dynamique de notre culture », *Cité libre*, nos 1-2, juin-juill. 1952, p. 12-19.

_____, « Critique de notre psychologie de l'action », *Cité libre*, n° 8, nov. 1953, p. 11, 28.

_____, « Réflexions sur la foi », *Cité libre*, n° 12, mai 1955, p. 15-26.

_____, « Voilà l'ennemi ! », *Cité libre*, n° 19, janv. 1958, p. 29-37.

_____, « La revanche des cerveaux », *Cité libre*, vol. XII, n° 37, mai 1961, p. 12-14.

_____, « La ligne du risque », *Situations*, vol. 4, n° 1, 1962, p. 22-23.

_____, « Salutations d'usage », *Parti pris*, vol. 1, n° 1, oct. 1963.

[440]

_____, *L'autorité du peuple*, Québec, Éditions de l'Arc, 1965.

VAILLANCOURT, Yves, *L'évolution des politiques sociales au Québec, 1940-1960*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1988.

VALLÉE, Jacques, [*Tocqueville au Bas-Canada*](#), Montréal, Éditions du Jour, 1973.

VALLIÈRES, Pierre, « Première démarche de notre liberté », *Cité libre*, vol. XIII, n° 45, mars 1962, p. 3-5.

_____, « Cité libre et ma génération », *Cité libre*, vol. XIV, n° 59, août-sept. 1963, p. 15-22.

_____, « Les « plorines » au pouvoir », *Cité libre*, vol. XV, n° 65, mars 1964, p. 1-4.

_____, *Les héritiers de Papineau. Itinéraire politique d'un nègre blanc, 1960-1985*, Montréal, Québec-Amérique, 1986.

VASTEL, Michel, *Trudeau le Québécois*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1989.

VIGOD, Bernard L., *Quebec before Duplessis. The Political Career of Louis-Alexandre Taschereau*, Kingston et Montréal, McGill-Queens University Press, 1986.

VINCENT, Diane (dir.), *Des analyses de discours*, Québec, Université Laval, Centre de recherche en littérature québécoise, Actes du CELAT, n° 2, mars 1989.

VOISINE, Nive, *Louis-François Laflèche. Deuxième évêque de Trois-Rivières*, tome I : *Dans le sillage de Pie X et de M^{gr} Bourget*, Saint-Hyacinthe, Édisem, 1980.

VOISINE, Nive, et Jean HAMELIN, *Les ultramontains canadiens-français*, Montréal, Boréal Express, 1985.

WEBER, Max, [*Le savant et la politique*](#), Paris, Plon et UGE, 1959.

WEISBORD, Merrily, *Le rêve d'une génération. Les communistes canadiens, leur procès d'espionnage et la guerre froide*, Montréal, VLB Éditeur, 1988.

WOODS, Shirley E., Jr., *La saga des Molson*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1983.

ZIJDERVELD, Anton C., *The Abstract Society. A Cultural Analysis of Our Time*, New York, Doubleday, 1970.

[441]

Québec 1945-2000.
Tome II : Les intellectuels et le temps de Duplessis.

INDEX

[Retour à la table des matières](#)

Adenauer, Konrad, 34	Balthazar, Louis, 293
Aksakov, Sergueï Timofeievitch, 164	Barbeau, Marcel, 215, 217
Allemagne, André d', 285	Barbeau, Maurice, 171
Anderson, Patrick, 178	Barbeau, Raymond, 291
André, frère, 20, 44	Barbeau, Victor, 18, 378
Angers, Auguste-Réal, 78	Barrette, Antonio, 39, 46, 50, 54, 118,
Angers, François-Albert, 80, 173, 174,	119
206, 228, 237, 240, 242, 263,	Basile, Jean, 219
285, 292, 301, 316, 378	Bass, André, 187
Anjou, Joseph-Marie d', 291	Bassett, John, 41, 91
Arbour, Magdeleine, 215	Beaudoin, Louis, 236
Arcand, Adrien, 378	Beaulé, Robert, 181
Archambault, Édouard, 50	Beaulieu, Marie-Louis, 228
Archambault, Joseph-Papin, 18	Beaverbrook, Lord William Aitken, 91
Arendt, Hannah, 370	Bégin, Joseph-Damase, 35, 36, 118
Arès, Richard, 172	Bégin, Louis-Nazaire, 343
Aristote, 384	Béguin, Albert, 275
Aron, Raymond, 151, 152, 285, 383	Behiels, Michael D., 361
Arouet, François-Marie (pseud.:
Voltaire), 9	Bélanger, André J., 295, 370
Asselin, Olivar, 18, 329	Bélanger, Yves, 90
Augustin, saint, 209	Bell, Daniel, 152
Auriol, Vincent, 96	Belleau, André, 309
	Bellefeuille, Pierre de, 225, 407
	Bellemare, Maurice, 39
	Benda, Julien, 151

- Bennett, Richard Bedford, 107, 382
 Benoît, Rosario, 175
 Benoît XV (Giacomo della Chiesa), 112
 Bentham, Jeremy, 384, 392
 Berdiaeff, Nicolas, 187
 Bergeron, Gérard (pseud. : Isocrate), 145, 150, 178, 254, 256, 257, 285, 287, 297, 362, 366, 402
 Bernanos, Georges, 306, 364
 Bertrand, Jean-Jacques, 39, 54
 Bettelheim, Bruno, 159
 Beuve-Méry, Hubert, 285
 Bielinski, Vissarion Grigoriévitch, 165
 Bienvenu, famille, 328
 Black, Conrad, 13, 23, 92, 137
 Bladen, Vincent, 263
 Blain, Maurice, 193, 276, 289, 338, 346, 355, 394
 [442]
 Blais, Raymond, 228
 Blanchet, Gaston, 387
 Blok, Aleksandr Aleksandrovitch, 164
 Bloom, Allan, 152
 Blum, Léon, 187
 Boismenu, Gérard, 201
 Boisvert, Réginald, 273, 388
 Bolduc, Roch, 130
 Bonenfant, Jean-Charles, 55, 285
 Borduas, Paul-Émile, 163, 166, 178, 206, 209, 211, 214, 215, 217, 218, 219, 220, 233, 387, 418
 Bossuet, Jacques Bénigne, 375, 391
 Bouchard, Paul, 51
 Bouchard, T-Damien, 22, 61
 Boucher de Boucherville, Charles-Eugène, 343
 Bouchette, Errol, 172
 Boukovsky, Vladimir, 401
 Bourassa, Henri, 27, 28, 43, 342, 416
 Bourassa, Robert, 54, 56
 Bourdouxhe, Anne-Marie, 271
 Bourgault, Jacques, 365
 Bourget, Ignace, 7, 66
 Bourne, Francis, 342
 Bourque, Gilles, 61, 63, 361
 Bourque, John, 38, 64
 Bouthillette, Jean, 339
 Bouvier, Émile, 227, 239
 Brady, Alexander, 263
 Brel, Jacques, 149
 Breton, Albert, 199, 273
 Breton, Raymond, 199, 273
 Briand, Jean-Olivier, 66
 Brillant, famille, 328
 Brooks, Steven, 259
 Bruchési, Jean, 171, 377
 Bruchési, Paul, 343
 Bruneau, Claude, 199
 Brunelle, Dorval, 63
 Brunet, Michel, 63, 67, 78, 81, 178, 180, 191, 260, 285, 299, 301, 302, 330, 333, 339
 Bussière, Eugène, 227, 267
 Bryce, Robert, 181
 Camus, Albert, 306
 Cardin, Arthur, 23
 Cardinal, Jean-Guy, 178
 Carnegie, Andrew, 57, 58
 Caron, Émilien, 228
 Caron, Maximilien, 378
 Carrel, Alexis, 149
 Cartier, George-Étienne, 43
 Cartwright, J.R., 40
 Casgrain, Thérèse, 285, 413
 Castonguay, Claude, 101
 Castro, Fidel, 45
 Catherine II la Grande, 164
 Chaloult, René, 19, 21, 28, 75, 138, 239
 Chantigny, Louis, 186
 Chapais, Thomas, 72
 Chapdelaine, Jean, 219
 Chaput, Marcel, 304
 Chaput-Rolland, Solange, 223, 407, 413
 Charbonneau, Joseph, 48, 114, 132, 209, 233, 234, 239, 240
 Charbonneau, Pierre, 78, 277, 287, 364

- Chartier, Roger, 387
 Chartrand, Luc, 133, 259
 Chartrand, Michel, 27
 Chesterton, Gilbert Keith, 282
 Chiesa, Giacomo della. V. Benoît XV
 Churchill, Winston, 34, 45
 Clément, Marcel, 173, 233
 Clews, Henry, 57
 Cliche, Lucien, 184
 Cloutier, Auréa, 119
 Colborne, John, 1^{er} baron Seaton, 377
 Comte, Auguste, 232, 233
 Contat, Michel, 151
 Conwell, Russel H., 57
 Cormier, Bruno, 215
 Cormier, Guy, 273, 380, 381
 Côté, Gilberte, 257
 Côté, Omer, 39, 50, 51
 Courchesne, Georges, 49, 114, 181, 230, 234, 239, 323
 Courcy, Alcide, 184
 Cournoyer, Gérard, 37
 Courtemanche, Henri, 337
 Cousineau, Jacques, 175
 Couture, Claude, 61, 62
 Cyrias d'Ancône, 144
- Dalbis, J.L., 99
 Dansereau, Pierre, 149, 171, 273, 287, 345
 David, Athanase, 99, 102
 Dawson, William, 121
 Debussy, Claude, 194
 De Jouvenel, Bertrand, 187
 De Koninck, Charles, 178
 Delisle, Esther, 133
 Delos, Thomas, 178, 227, 231
 Denis, Roch, 326
 Depew, Chaunsey, 57
 Desbiens, Jean-Paul (pseud. : frère Untel), 71, 99, 131, 175, 186, 208, 209, 210, 211, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 233, 240, 247, 314, 315, 339, 340, 341, 342, 345, 346, 348, 349, 354, 356, 364, 390, 391, 402, 418
 Deschesne, Raymond, 259
 Desjardins, Édouard, 178
 Deslauriers, Ignace, 178
 Desmarais, J.-A., 49
 Desmarais, Renée, 272
 Desmarais, Pierre, 120
 Des Ormeaux, Dollard, 43, 342
 Desranleau, Philippe-Servule, 49, 291
 Desrosiers, Jean-Baptiste, 291, 378
 Desrosiers, Richard, 137
 Désy, Jean, 260
 De Valera, Eamon, 43
 Diefenbaker, John George, 99
 Dion, Gérard, 81, 115, 175, 223, 248, 252, 255, 262, 267, 314, 315, 317, 362, 364, 402, 418
 Dion, Léon, 243, 273, 285, 289, 290, 317
 Dion, Stéphane, 365
 Dofhy, Jacques, 326
 Dolbec, Robert, 131, 211
 Dollfuss, Engelbert, 43
 Dorais, Léo, 177
 Doré, Victor, 99
 Dostie, Bruno, 220
 Dostoïevski, Fiodor Mikhaïlovitch, 164, 165, 306
 Doutre, Joseph, 407
 Douville, Arthur, 49, 239
 Drapeau, Jean, 27, 120, 257, 288
 Drouin, Oscar, 19, 21
 Dubé, Rodolphe (pseud. : François Hertel), 193, 209, 418
 Dubreuil, Émile, 39
 Duchastel, Jules, 61, 63, 361
 Dudek, Louis, 178
 Dufour, Christian, 200
 Dufresne, Georges, 224
 Duhamel, Joseph-Thomas, 343
 Duhamel, Roger, 192, 216, 217, 285, 291, 378

- Dumont, Fernand, 136, 178, 194, 195, 270, 271, 273, 298, 299, 300, 338, 351, 352, 361, 390
- Dunton, Davidson, 183, 190
- Duplessis, Maurice, 1-138, 142, 167, 168, 170, 171, 172, 173, 176, 177, 181, 184, 189, 197, 203, 218, 230, 234, 235, 237, 238, 239, 241, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 256, 257, 262, 266, 278, 280, 281, 285, 290 : 297, 305, 307, 314, 329, 344, 349, 350, 353, 360, 362, 363, 365, 366, 376, 378, 382, 387, 389, 391, 393, 405, 415, 416, 419
- Dupuis, famille, 328
- Durham. V. Lambton, John George
- Durkheim, Emile, 231
- Duverger, Maurice, 285
- Easton, David, 366, 370, 414
- Eaton, Cyrus, 91
- Einstein, Albert, 149
- Élie, Robert, 215, 217
- Eschmann, Ignatius, 178
- Eudore-Joseph, frère, 224
- Falardeau, Jean-Charles, 170, 172, 178, 211, 231, 243, 262, 265, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 284, 316, 317, 348, 403
- Faribault, Marcel, 285
- [444]
- Faucher, Albert, 179, 231, 266, 267, 325, 326, 387
- Fauteux, Gérald, 40
- Ferguson, G. Howard, 77
- Ferretti, Giovanni Maria Mastai. V. Pie IX.
- Ferron-Hamelin, Marcelle, 215
- Filion, Gérard, 27, 29, 31, 45, 164, 178, 180, 189, 192, 222, 237, 239, 248, 267, 291, 347, 348, 363, 378
- Fisher, Douglas, 337, 338
- Forget, famille, 328
- Forsey, Eugene, 263
- Foucault, Michel, 143
- Fournier, Jean, 47
- Fournier, Marcel, 214, 219, 242, 259, 265, 268
- Fournier, Pierre, 90
- Fournier, Sarto, 120
- Franco Bahamonde, Francisco, 380, 416
- Francoeur, Amédée, 209
- Francoeur, Joseph-Napoléon, 84
- Frappier, Armand, 171
- Fraser, Blair, 237, 263
- Frégault, Guy, 191, 236, 260, 299, 302, 330, 331
- Frenette, Émilien, 270
- Frère Untel. V Desbiens, Jean-Paul
- Gagnon, Alain G., 259
- Gagnon, Ernest, 121
- Gagnon, François-Marc, 220
- Gagnon, Henri, 213
- Gagnon, Jean-Louis, 18, 120, 132, 178, 248, 254, 255, 256, 285, 286
- Gagnon, Lysiane, 223
- Gagnon, Nicole, 243
- Gagnon, Onésime, 37, 39
- Galbraith, John Kenneth, 414
- Gameau, François-Xavier, 323
- Garon, André, 332
- Garon, Jean, 193
- Gaudreault, Pie-M., 240
- Gaulle, Charles de, 34, 42, 83, 319, 375
- Gauthier, Georges, 175
- Gauthier, Yvon, 199
- Gauvreau, Claude, 215
- Gauvreau, Jean-Marie, 217
- Gauvreau, Pierre, 215
- Gélinas, Gratien, 50, 172
- Geoff-roy, Jean-Paul, 272
- Gérin, Léon, 172, 316

- Gérin-Lajoie, Antoine, 322
 Gérin-Lajoie, Paul, 254, 256, 285, 286, 350
 Giguère, Roland, 178
 Gill, Pauline, 106
 Gingras, Yves, 259
 Godbout, Adélard, 20, 21, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 61, 65, 75, 77, 78, 92, 101, 108, 111, 113, 126, 250, 257, 280, 343, 416
 Godbout, Jacques, 223, 407
 Godin, Gérald, 223, 388
 Godin, Pierre, 28, 303, 363
 Goethe, Johann Wolfgang von, 137
 Gogol, Nicolas Vassilievitch, 164
 Goodin, Robert E., 366
 Gorbatchev, Mikhaïl, 401
 Gouin, Jean-Lomer, 19, 79, 257
 Gouin, Paul, 19, 20, 21, 27, 415
 Gow, James Ian, 89
 Grandbois, Alain, 178
 Gravel, Pierre, 20
 Gray, John Chipman, 296
 Grégoire, Ernest, 19
 Grignon, Claude-Henri (pseud. Valdombre), 322, 340
 Groulx, Lionel, 18, 21, 27, 28, 43, 72, 74, 84, 133, 134, 172, 192, 227, 266, 301, 302, 324, 328, 336, 337, 416
 Guay, J.G., 357
 Guay, Paul, 222
 Guérin, Dominique, 158
 Guèvremont, Germaine, 322
 Guilbault, Muriel, 215
 Guindon, Hubert, 73, 201, 324

 Hallenbeck, professeur, 263
 Hamel, Philippe, 19, 21, 47
 Hamelin, Jean, 68
 Harvey, Jean-Charles, 18, 60, 211, 212, 213, 214, 223, 233, 292, 345, 346
 Harvey, Pierre, 329
 Hauriou, Maurice, 248
 Havel, Vaclav, 150
 Hébert, Anne, 413
 Hébert, Jacques, 178, 197, 221, 272
 Hegel, G.W.F., 158, 159, 165, 375
 Heidegger, Martin, 396
 Hémon, Louis, 322
 Hénault, Gilles, 178, 223
 Hepburn, Mitchell, 80
 Hertel, François. V. Dubé, Rodolphe
 Herzen, Alexandre Ivanovitch, 164
 Hill, James J., 57
 Hirschman, Albert O., 159
 Hitler, Adolf, 42, 44, 45, 134
 Hobbes, Thomas, 384
 Hopkins, Mark, 57
 Houde, Camilien, 17, 25, 75
 Hudon, Normand, 239
 Hudon, Raymond, 115
 Hughes, Everett C., 178, 263

 Isocrate. V. Bergeron, Gérard

 Jacoby, Russell, 152
 Jasmin, Judith, 223, 225, 407, 414
 Jean sans Terre, roi d'Angleterre, 382
 Johnson, Daniel, 37, 39, 54, 198
 Johnson, Pierre-Marc, 78
 Jolicœur, Fernand, 251
 Julien, Pierre-André, 89
 Juneau, Pierre, 272
 Jutras, René, 223
 Jutras, Simon, 227

 Kant, Emmanuel, 149, 384
 Keynes, John Maynard, 25, 60
 King, Mackenzie, 23, 26, 107, 382
 Koenig, René, 396
 Kogon, Eugen, 159
 Kolnai, Aurel, 131, 166, 176, 178, 211

 Labelle, François-Xavier-Antoine, 93
 Laberge, Albert, 322
 Labrie, Napoléon-Alexandre, 49

- Lacoste, Norbert, 175
 Lacourcière, Luc, 340
 Lacroix, Benoit, 353
 Lacroix, Édouard, 19
 Laflèche, Louis-François, 7, 66, 73
 La Fontaine, Jean de, 347
 LaFontaine, Louis-Hippolyte, 43, 379
 Lafortune, Albini, 49
 Lalonde, Marc, 199
 Lamarche, Guy, 135, 189
 Lambton, John George, I^{er} comte de Durham, 83
 Lamonde, Pierre, 89
 Lamonde, Yvan, 259, 304, 388
 Lamontagne, Maurice, 76, 97, 132, 171, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 185, 209, 228, 230, 231, 242, 243, 262, 267, 268, 283, 285, 317, 325, 326, 348, 361, 390, 403
 Landry, Réjean, 90
 Langevin, Hector, 284
 Lapalme, Georgestmile, 30, 31, 34, 36, 37, 47, 52, 53, 77, 82, 84, 109, 118, 119, 134, 182, 192, 248, 254, 255, 256, 257, 258, 291, 350, 363, 365, 404
 Lapalme, Robert, 45
 Lapointe, Ernest, 23, 26, 181
 Lapointe, Eugène, 355
 Lapointe, Jeanne, 413
 Lapointe, Paul-Marie, 178
 Laporte, Pierre, 36, 37, 38, 39, 45, 51
 Larose, Jean, 194
 Lassuwell, Harold, 370
 Latouche, Daniel, 89
 Laurendeau, André, 18, 27, 29, 41, 43, 45, 52, 53, 81, 109, 133, 136, 137, 138, 143, 145, 148, 149, 150, 151, 164, 166, 167, 168, 178, 179, 180, 183, 186, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 198, 208, 213, 218, 221, 223, 225, 226, 241, 248, 255, 256, 260, 261, 263, 273, 285, 291, 316, 319, 334, 339, 340, 341, 342, 346, 348, 350, 351, 352, 361, 362, 363, 371, 374, 379, 393, 402, 404
 [446]
 Laurendeau, Francine, 186
 Laurier, Wilfrid, 17, 43, 65, 77, 292, 335, 380
 Laurin, Camille, 154
 Laurin-Frenette, Nicole, 154
 Lautréamont, Isidore Ducasse, dit le comte de, 216
 Lavergne, Édouard, 20
 Lavoie, Marie-Claire, 414
 Layton, Irving, 178
 Lebel, Luc, 382
 Leblanc, Napoléon, 267
 Leclerc, Félix, 6, 71, 145, 209, 218, 227
 Leduc, Alec. V. Pelletier, Alec
 Leduc, François, 39
 Leduc, Fernand, 215
 Leduc, Thérèse, 215
 Legaré, Anne, 194
 Legault, André, 175
 Léger Jean-Marc, 260, 299
 Léger : Paul-Émile, 16, 47, 48, 68, 69, 131, 177, 197, 210, 222, 224, 225, 226, 244, 248, 291, 344, 354, 355, 371
 Lemelin, Roger, 50, 135, 172
 Lemieux, Vincent, 88, 115, 273, 360
 Le Moyne, Jean, 272, 277, 344, 356, 380, 407
 Lénine, Vladimir Ilitch Oulianov, dit, 231
 Léon XIII (Gioacchino Pecci), 177
 Lepage, Jocelyne, 219
 Lesage, Jean, 16, 31, 41, 43, 54, 65, 76, 78, 84, 89, 97, 100, 101, 116, 126, 127, 130, 134, 135, 138, 171, 180, 181, 182, 184, 190, 196, 197, 199, 251, 252, 254, 255, 256, 257, 258, 268, 271, 285, 287, 289 : 306, 417

- Létourneau, Jocelyn, 126, 201
 Lévesque, famille, 328
 Lévesque, Georges-Henri, 72, 95 100
 114, 132, 135, 163, 164, 165,
 173 174, 175, 176, 178, 179,
 180, 181, 182, 183, 184, 189,
 206, 210, 211, 227-245, 248,
 259, 261, 262, 263, 264, 265,
 268, 269, 271, 272, 285, 310,
 311, 312, 387, 419
 Lévesque, René, 34, 44, 46, 78,
 109, 123, 126, 135, 184, 227,
 252, 256, 258, 285, 319, 402,
 405, 417
 Lévi-Strauss, Claude, 151, 152
 Lévy, Bernard-Henri, 153, 154
 Linteau, Paul-André, 4, 317
 Locke, John, 381
 Lockquell, Clément, 223
 Lorrain, Roméo, 38
 Lussier, Charles A., 272, 391
- Machiavel, Nicolas, 17
 Maheux, Arthur, 180
 Maheux, Georges, 171
 Mailloux, Noël, 175
 Maistre, Joseph de, 298
 Malraux, André, 187, 306
 Mannheim, Karl, 150
 Mao Tsê-Tung, 45
 Marchand, Félix-Gabriel, 343
 Marchand, Jean, 164, 178, 179, 183,
 184, 185, 197, 207, 248, 249,
 250, 251, 285, 286, 291, 309,
 317, 382, 419
 Marcil-Lacoste, Louise, 263
 Marie-Victorin, frère, 18, 99, 171, 217
 Maritain, Jacques, 187, 278
 Marrou, Henri, 285, 291
 Martin, Jean-Marie, 243, 268
 Martin, Jos, 387
 Martin, Yves, 270, 271
 Martineau, Gérald, 35, 36, 116, 118,
 119
 Marx, Karl, 177, 231
- Maurault, Olivier, 172, 175
 Mauriac, François, 384
 Maurras, Charles, 187
 McConnell, John W, 41, 90, 91, 101,
 119
 McCormick, R.R., 41, 91
 McGill, James, 121
 McLuhan, Marshall, 318
 Meisel, John, 265
 Melançon, Georges, 49
 Mercier, Camille, 222
 Mercier, Honoré, 37, 44, 56, 75, 77,
 78, 79, 129
 Merton, Robert K., 259
 Meynaud, Jean, 152
 Miliband, Ralph, 56
 Mill, John Stuart, 312, 375
 Mills, C. Wright, 328, 410
 Miner, Horace, 122, 178, 322
 Minville, Esdras, 18, 171, 174, 228,
 259, 316, 329, 378
 Miron, Gaston, 218
 Mitterrand, François, 56, 156
 Molson, famille, 79
 Monet-Chartrand, Simonne, 414
 Monière, Denis, 190, 378
 Montesquieu, Charles de Secondat,
 baron de la Brède et de, 235
 Montini, Giovanni Battista. V. Paul VI
 Montpetit, Édouard, 18, 99, 103, 171,
 174, 229, 260, 329
 Moreux, Colette, 353
 Morgan, J.P., 57, 58
 Morgenthau, Hans J., 285
 Morin, Claude, 184
 Morin, Jacques-Yvan, 154
 Morin, Léo, 175
 Mounier, Emmanuel, 187, 274, 275,
 306
 Mousseau, Jean-Paul, 215
 Munzer, Egbert, 164, 165, 178, 231,
 232, 235, 359, 387
 Mus, Paul, 285
 Mussolini, Benito, 43, 73, 416

- Nadeau, Jean-Marie, 30, 41, 77, 81,
127, 173, 178, 248, 254, 256,
285, 286, 329, 364, 404
- Newman, Peter, 136
- Nicol, Jacob, 214
- Nietzsche, Friedrich, 406
- O'Leary, Dostaler, 378
- O'Neill, Louis, 81, 115, 175, 248, 255,
262, 276, 314, 315, 362, 364,
402, 418
- Oliver, Michael, 133, 273
- Ouellet, Cyrias, 171, 176
- Ouellet, Danielle, 259
- Pacelli, Eugenio. Voir Pie XII.
- Page, Patricia Kathlein, 178
- Panneton, Philippe (pseud. Ringuet),
322
- Papineau, Louis-Joseph, 43, 202, 295,
379
- Paquet, famille, 328
- Pâquet, Louis-Adolphe, 7, 323, 324
Paré, René, 164, 248
- Parent, Alphonse-Marie, 97, 176, 177
Parent, Étienne, 171, 292
- Parenteau, Roland, 273
- Parisé, Robert, 238
- Pariseau, Léo, 99, 171
- Parizeau, Jacques, 273
- Patenaude, Esioff Léon, 20
- Patenaude, J.-Z. Léon, 120
- Paul, saint, 209
- Paul VI (Giovanni Battista Montini),
240
- Pearson, Lester B., 182, 190, 197
- Pecci, Gioacchino. V. Léon XIII
- Péguy, Charles, 306
- Pellan, Alfred, 217, 218
- Pellerin, Jean, 307, 308
- Pelletier (Leduc), Alec, 271, 272, 414
- Pelletier, Georges, 133
- Pelletier, Gérard, 106, 131, 133, 142,
163, 164, 176, 178, 186, 187,
195, 196, 198, 203, 207, 209,
210, 215, 248, 251, 256, 271,
272, 273, 275, 276, 277, 280,
282, 283, 284, 285, 287, 288,
290, 291, 292, 293, 294, 295,
296, 298, 299, 304, 305, 306,
307, 308, 309, 310, 311, 312,
319, 333, 357, 358, 371, 374,
378, 381, 391, 393, 394, 407,
408, 409, 414
- Pelletier, Jean-François, 266
- Pelletier, Réjean, 201
- Pépin, Jean-Luc, 285
- Pepin, Marcel, 185, 288
- Perron, Maurice, 215
- Philippe, Paul, 224
- Picard, Gérard, 164, 248, 249
[448]
- Pie IX (Giovanni Maria Mastai
Ferretti), 343, 377
- Pie XI (Achille Ratti), 377
- Pie XII (Eugenio Pacelli), 211, 240
- Pierre-Jérôme, frère. V. Desbiens,
Jean-Paul
- Pierre I^{er}-, dit Pierre le Grand, 164
- Pinard, Maurice, 199
- Pissarev, Dmitri, 165
- Plante, Pacifique, 120
- Plante, Robert, 219
- Plekhanov, Gheorghii Valentinovitch,
231
- Pliouchtch, Léonide, 401
- Poisson, Jacques, 223
- Popper, Karl, 153
- Porter, John, 328
- Porter, Noah, 57
- Pouchkine, Alexandre Sergueievitch,
164
- Poulin, Gonzalve, 230
- Pouliot, Adrien, 171, 217
- Pouliot, Jean-François, 337, 382
- Powell, R.E., 41, 91
- Power, C.G. (Chubby), 23
- Poznanska-Parizeau, Alice, 414

- Quinton, Alice, 106
- Rassetti, Franco, 178
- Ratti, Achille. V. Pie XI
- Raymond, famille, 328
- Raymond, Marie, 413
- Raymond, Maxime, 27, 28, 29
- Raynauld, André, 273, 326, 327
- Redpath, Peter, 121
- Rémond, René, 285, 357
- Renaud, Louise, 215
- Revel, Jean-François, 148
- Ricard, François, 414, 418
- Richard, Maurice, 337
- Richer, Julia, 222
- Richer, Léopold, 173, 206, 222, 231
- Richler, Mordecai, 133
- Riel, Louis, 77
- Rimbaud, Arthur, 216
- Rinfret, Thibaudeau, 40
- Ringuet. V. Panneton, Philippe
- Riopelle, Françoise, 215
- Riopelle, Jean-Paul, 215, 217
- Rioux, Bertrand, 273, 278, 282
- Rioux, Marcel, 131, 142, 177, 197, 207, 263, 265, 273, 281, 282, 283, 299, 326, 333, 353, 381, 403, 404, 407
- Rivard, Antoine, 46, 82, 237, 344, 363
- Roberge, Guy, 211
- Robertson, Gordon, 196
- Rocher, Guy, 154, 176, 178, 242, 243, 269, 285, 387, 389
- Rockefeller, John D., 56
- Roncarelli, Frank, 40, 41, 97, 132, 135
- Roosevelt, Franklin D., 56, 59, 60, 107
- Rossiter, Clinton, 56
- Rostand, Jean, 149
- Rouleau, Alfred, 164, 248
- Rousseau, Jacques, 171
- Rousseau, Jean-Jacques, 235, 375, 384, 386, 392
- Roux, Jean-Louis, 407
- Roy, Bernande, 59
- Roy, Gabrielle, 172
- Roy, Jean-Louis, 123, 129, 317, 409
- Roy, Louis-Philippe, 67, 206, 231, 291
- Roy, Maurice, 16, 29, 48, 49, 69, 234, 235, 240, 244, 248, 354
- Rumilly, Robert, 173, 231, 240, 291
- Ryan, Claude, 154, 172, 178, 197, 248, 273, 285, 291, 317
- Saint-Aubin, Bernard, 36, 172
- Saint-Jean, Idola, 414
- Saint-Laurent, Louis Stephen, 26, 30, 107, 108, 109, 181, 242, 244
- Saint-Martin, Fernande, 272
- Sakharov, Andreï Dimitrievitch, 401
- Salazar, Antonio de Oliveira, 43, 73, 416
- Sartre, Jean-Paul, 151, 306, 396
- Sauvageau, frère, 120
- Sauvé, Jeanne, 319, 414
- Sauvé, Maurice, 178, 248
- Sauvé, Paul, 16, 24, 50, 54, 96, 98, 99, 136, 142, 258, 350
- Savard, Félix-Antoine, 322
- Savard, Rémi, 273
- Scheler, Max, 148, 159
- Scott, Francis Reginald (Frank), 40, 178, 273, 379, 381, 391
- Séguin, Maurice, 191, 260, 299, 300, 330
- Servais-Maquoi, Mireille, 322
- Sève, Micheline de, 296
- Sévigny, Pierre, 337
- Shakespeare, William, 165
- Shaw, George Bernard, 33
- Siegfried, André, 187, 263
- Simard, famille, 328
- Simard, Georges, 191
- Simard, Jean, 353
- Smith, Adam, 60
- Socrate, 240
- Soljenitsyne, Alexandre Isaievitch, 401
- Sorman, Guy, 153, 170
- Soulet, Marc Henry, 153
- Spencer, Herbert, 34, 59, 232
- Spinoza, Baruch, 374

- Staline, Joseph, 136, 401
 St-Cyr, Lily, 337
 Sullivan, Françoise, 215
- Taché, Alexandre, 38
 Tardivel, Jean-Paul, 323
 Taschereau, Louis-Alexandre, 17, 18,
 19, 20, 21, 22, 47, 61, 65, 68,
 71, 77, 93, 102, 103, 104, 114,
 117, 120, 125, 126, 214, 254,
 256, 257, 366, 415
 Taschereau, Robert, 40
 Tassé, Yvon R., 181
 Taylor, Charles, 178, 273, 411
 Tchekhov, Anton Pavlovitch, 164
 Tchernychevski, Nicolaï Gavrilovitch,
 164
 Teilhard de Chardin, Pierre, 149
 Thayer, W.M., 58
 Thibault, Charles, 324
 Thibault, Marc, 341
 Thomas, W.I., 122, 397
 Thomas d'Aquin, saint, 239, 384
 Tocqueville, Charles Alexis Clérel de,
 83, 84, 411
 Toennies, Ferdinand, 231
 Tolstoï, Léon Nikolaïevitch, 164
 Tourgueniev, Ivan Sergueïevitch, 164
 Tremblay, Arthur, 142, 270, 273, 414
 Tremblay, Louis-Marie, 249
 Tremblay, Maurice, 172, 196, 210,
 230, 231, 262, 266, 268
 Tremblay, René, 258, 288
 Tremblay, Thomas, 96
 Trépanier, Esther, 259
 Trudeau, Pierre Elliott, 38, 43, 55, 82,
 108, 109, 131, 132, 152, 154,
 164, 177, 178, 179, 180, 183,
 185, 187, 195, 196, 197, 198,
 199, 200, 206, 207, 209, 210,
 237, 248, 251, 252, 254, 255,
 256, 257, 258, 262, 264, 268,
 271, 272, 273, 274, 275, 276,
 278, 279, 280, 281, 282, 283,
 284, 285, 286, 287, 288, 289,
 290, 291, 292, 294, 295, 296,
 297, 299, 301, 302, 303, 304,
 305, 306, 307, 308, 309, 310,
 311, 312, 315, 317, 319, 333,
 334, 335, 341, 360, 361, 362,
 364, 365, 373, 374, 378, 379,
 380, 381, 382, 388, 392, 395,
 404, 407, 408, 417
 Trudel, Marcel, 59, 328, 332, 347, 407
- Vachon, Alexandre, 99, 17t 175
 Vadeboncœur, Pierre, 178, 202,
 207, 215, 218, 256, 272, 279,
 280, 283, 294, 295, 298, 309,
 338, 367, 373, 389
 Vaillancourt, Cyrille, 164, 248
 Valdombre. V. Grignon, Claude-Henri
 Vallières, Pierre, 272, 273, 304, 305,
 306, 307, 308, 393, 405, 417
 Vandry, Ferdinand, 176, 180, 234, 235
 Vastel, Michel, 381
 Viau, Guy, 215, 217, 223
 Victoria, reine de Grande-Bretagne et
 d'Irlande, 43
 [450]
 Villeneuve, Jean-Marie-Rodrigue, 16,
 22, 25, 26, 28, 29, 48, 60, 213,
 214, 230, 239, 325, 377
 Voltaire. V. Arouet, François-Marie
 Von Ribbentrop, Joachim, 211
 Weber, Max, 42, 150, 154, 159
 Wiese, Leopold von, 396
- Zijderveld, Anton C., 372